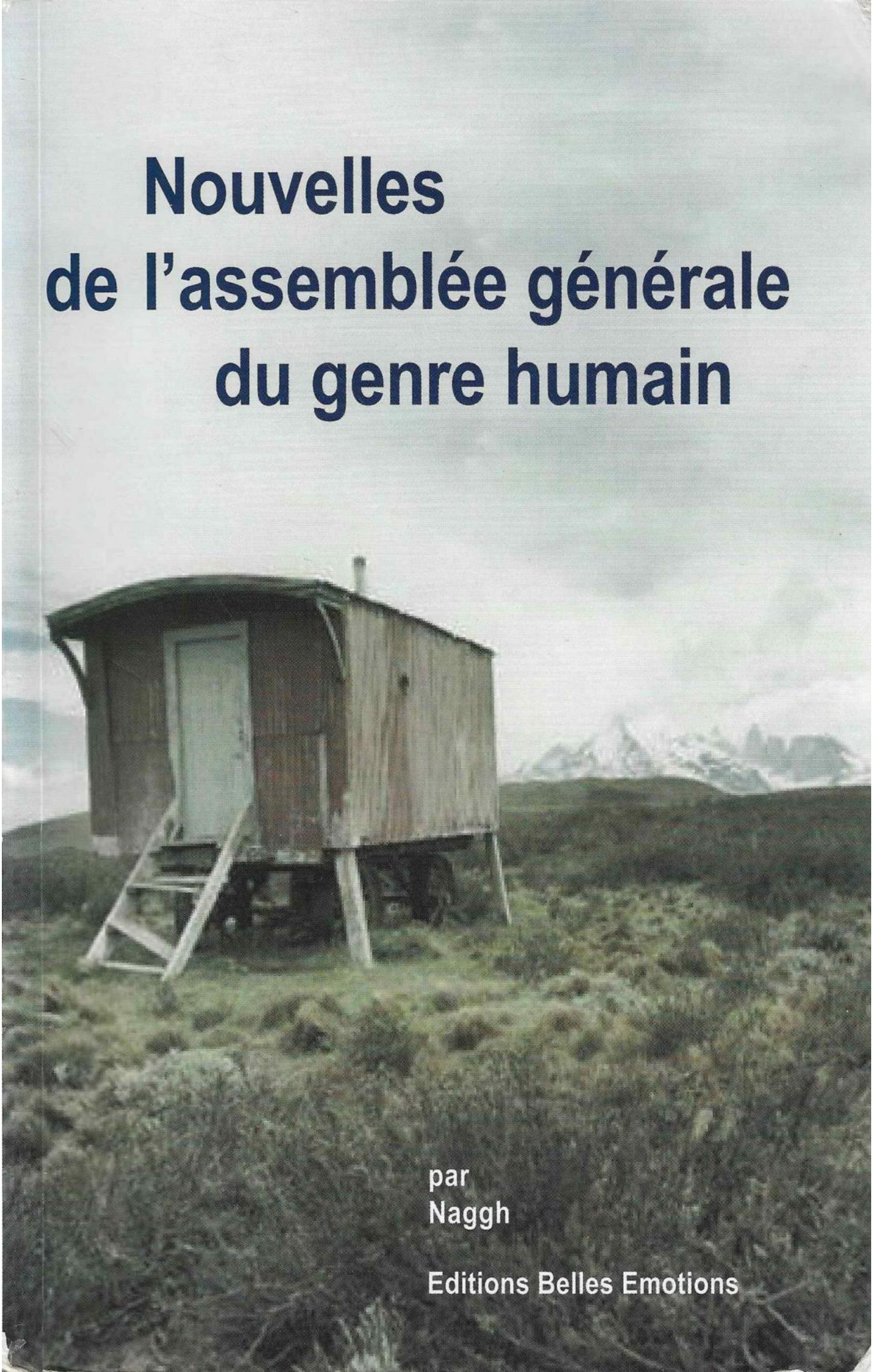
Nouvelles de l'assemblée générale du genre humain



par
Naggh

Editions Belles Emotions

naggh
2004

Pour tenter de saisir le mouvement des pauvres
vers la parole, en Argentine, il importe de bien saisir
l'enchaînement des faits. A l'arrivée, il y a du neuf.
La façon dont le neuf apparaît est de la plus haute importance
pour la portée de toutes les vies contemporaines. Il s'agit donc,
au milieu de quelque chose d'aussi radical – de plus radical
qu'aucun d'entre nous peut l'être en conscience –, d'être
à la fois très attentif et très pondéré pour ne pas réduire à
un modèle, par exemple, ce phénomène de l'esprit qui incite
à la généralisation par son caractère unique même.

7 Préambule

23 Introduction

•|•

Pillage

29 Albanie 1997

49 Indonésie 1998

•||•

Troubles de la parole

77 Jussieu 1998

105 Debord of directors 1998-2001

•|||•

Assemblées

137 Algérie 2001

175 Argentine 2001-2002

PRÉAMBULE

A – Inscription au cours de l'histoire

S'adresser à l'assemblée générale du genre humain peut paraître présomptueux, surtout venant de la part de quelques pauvres, qui se sont si peu illustrés dans leur temps qu'ils ne sont même pas sûrs d'avoir mérité le beau titre offensif de gueux. Mais notre anonymat et notre non-visibilité justifient justement l'apostrophe à la plus auguste des réunions imaginables, car c'est précisément dans et par l'anonymat et l'invisibilité que l'idée d'une aussi grande rencontre s'envisage aujourd'hui.

Il n'y aurait, du reste, qu'une présomption très honorable à en appeler à une assemblée qui n'est encore pas constituée. Et c'est en effet de constituer cette assemblée *unique* qu'il s'agit ici d'entreprendre, au moins par un écrit qui puisse lui servir de préambule. Dans les lointaines approches préliminaires d'une telle idée, nous pourrons longtemps osciller, dialectiquement ou dans les brusques humeurs des préparatifs toujours trop longs, entre le virtuel et le concret, entre l'idée dans la conscience et la vérification dans les faits. Devant l'immensité de l'objet, un tel commencement n'est que dérisoire ; mais je propose que celui-ci, dans ses contrastes d'immensité microscopique et de généralité particulière, vaille comme début, comme choix, comme profonde rupture avec l'hébétude autosatisfaite d'une époque malheureuse.

Il s'agit d'un projet. Ce projet appartient au genre humain. Il est temps de proposer cette dispute. Les gestionnaires de la société actuelle préfèrent que cette dispute n'ait pas lieu, parce qu'ils craignent, à juste titre, qu'elle entraîne de si profondes modifications dans les priorités de l'humanité que la gestion elle-même se trouverait tellement revue et corrigée qu'ils ne risqueraient pas seulement leurs privilèges saugrenus, mais leur tête. Car, à travers le parti pris même qui préside à ce livre, je suis porteur d'au moins une proposition cohérente pour réduire l'activité de gestion à une commission, c'est-à-dire à une activité tellement secondaire dont les honneurs de la charge seront tellement méprisés que ce travail, pour lequel se battent férocement les dirigeants de notre société, sera probablement de ceux, rares, auxquels il faudra contraindre des commis d'office.

Du raccourcissement de la vue, du dérisoire de la plupart des disputes médiatisées, de l'agitation sans objet ni sujet, je propose donc que l'auguste assemblée se prenne elle-même pour cible de son agitation, de son excitation et de son désir ; qu'elle retrouve le plaisir de parler, en parlant de soi, de moi, de toi ; qu'elle survole les villes, qu'elle s'immisce dans les disputes, qu'elle retrouve la beauté de son corps en l'abandonnant au feu du jour. Je me propose ici et maintenant d'interjeter, non un plan qui lui appartient, non une construction et une organisation dont je ne peux qu'être une minuscule partie, mais des provocations et des perturbations, formulées dans le désordre, dans la grande anarchie précipitée des francs-tireurs qui ont si peu à perdre qu'un éclat de rire peut les enterrer.

Je propose que l'assemblée dispute d'abord du sens de l'histoire, comme de la matière manquante, comme de son trou noir. Je demande ensuite, en bégayant de précipitation et de componction mêlées,

que nous approchions ensemble la réalité dans l'histoire, comme vérité de son sens, comme fait et cause, comme portée du ici et maintenant qui donne son volume au futur. Je jetterai enfin, à la délibération, quelques principes sans lesquels cette assemblée ne pourra pas être, car s'ils n'étaient débattus à ma satisfaction, je ne saurais en faire partie, démissionnaire avant son démarrage, et ruinant par là jusqu'à son nom particulier d'assemblée générale.

B – Du sens de l'histoire

1. Le terme histoire est l'un de ceux que chacun croit connaître si bien qu'il relève de l'évidence, et qui pourtant est si complexe qu'il recèle la contradiction fondamentale du genre humain : un champ de bataille entre la pensée, qui est tout, et l'impensable, qui n'est pas rien.

L'étymologie d'« histoire » renvoie à enquête, information, connaissance. Selon cette origine, l'histoire est une observation, un rapport, un constat. Mais le contenu de l'observation, c'est-à-dire l'ensemble des faits constatés que décrit le rapport, est également appelé histoire. Ce sens est même le sens dominant aujourd'hui. Quand on dit que tel ensemble de faits, la révolution russe par exemple, fait partie de l'histoire, on ne parle pas du rapport sur ces faits, mais des faits eux-mêmes ; de même lorsque Lukács écrit 'Histoire et conscience de classe', il ne s'agit pas de 'Rapport sur des ensembles de faits et conscience de classe', mais bien des faits eux-mêmes et de la conscience de classe ; ou encore, lorsque Fukuyama affirmait que l'histoire était finie, il ne voulait pas dire par là que l'activité d'enquête, d'information ou de connaissance des faits était finie, mais bien que l'ensemble des faits qui correspond au paradigme qu'on appelle l'histoire était terminé.

Avec histoire, on a donc un double sens : d'abord, l'histoire est le rapport sur certains faits, et ensuite l'histoire est également l'ensemble de ces faits. Cette étrangeté où la chose emprunte le même nom que l'observation de la chose n'est pas une bizarrerie de la langue, mais une infirmité idéologique, faite à la fois d'occultation et d'embarras, et d'un enchevêtrement de présupposés apparemment inaltérables sur le rapport entre pensée et réalité. En attendant d'y voir plus clair, affirmer que l'ensemble des faits qui constituent la révolution russe, par exemple, serait de l'histoire est un abus de langage. L'étymologie est formelle : histoire est enquête, information, connaissance. Et l'ensemble des événements qui constituent la révolution russe est sans doute enquête, information, connaissance, mais au mieux dans un sens secondaire ; ce qui fait qu'on peut dire ou qu'on conteste que la révolution russe fait partie de l'histoire n'est pas dû à ce que la révolution russe était une enquête, une information, une connaissance.

Si donc les faits qui concernent le genre humain dans son ensemble, comme on peut par exemple le dire de la révolution russe, ne peuvent pas être appelés histoire, comment peut-on appeler ces faits, ou ces ensembles de faits ? Justement, il n'y a pas de nom pour un tel ensemble de faits, pour un tel événement. *De toute évidence,* cet ensemble de faits est bien plus important que l'observation, le rapport, le constat qui décrit et raconte cet ensemble de faits. Car, ce qui nous intéresse, en général, dans un rapport sur les faits n'est pas le rapport lui-même, mais les faits. Le livre de John Reed ou celui de Voline, par exemple, sont parfaitement secondaires par rapport aux faits qu'ils mettent en scène. Or l'activité de rapporter a un nom générique légitime, histoire, et ce

qui est raconté a le même nom générique, histoire, mais ce nom est usurpé. Il n'y a pas de nom générique légitime pour signifier les faits de l'histoire.

Le terme « historien » permet de commencer à comprendre ce vide et cette substitution. Un historien est quelqu'un qui raconte des événements ou une suite d'événements. C'est là le troisième sens de ce mot dérivé, mais le plus général. Les deux premiers sont : « spécialiste des sciences historiques » et « étudiant ou enseignant en histoire ». L'historien est donc bien celui qui *fait* l'histoire, au sens où l'histoire est observation, rapport, constat. Mais si l'histoire était, tout aussi légitimement, l'ensemble des faits de l'enquête, alors il serait tout aussi légitime d'appeler « historien » celui qui fait non pas l'enquête mais ce dont elle parle. John Reed ou Voline qui ont raconté la révolution russe peuvent passer pour historiens, les marins et soldats du conseil de Cronstadt, qui pourtant ont fait la révolution russe, non ; Lénine et Trotsky sont des historiens, mais pas parce qu'ils auraient participé à la révolution russe, non, seulement dans la mesure où ils l'ont racontée.

La profession des historiens, depuis qu'elle est profession, c'est-à-dire depuis qu'on touche un salaire pour observer, rapporter et constater des faits appelés abusivement histoire, appâte ainsi le chaland en appelant histoire le contenu dont elle rapporte. Mais ensuite, l'histoire devient l'activité exclusive de cette profession : spécialistes des sciences historiques, enseignants en histoire, et même étudiants en histoire, comme le prétend le dictionnaire. Ce qui veut dire que les historiens se servent de l'ensemble des faits réputés historiques – qui sont ce qui intéresse ceux qui sont hors de cette profession puisque cela intéresse chacun d'entre nous – comme d'un teaser, puis ils ramènent le mot histoire dans sa légitimité étymologique, et deviennent par ce subterfuge les légitimes propriétaires exclusifs, au moins dans la langue, de ce que tous les autres estiment être l'histoire. Légitimement, ceux qui font l'histoire sont des spécialistes, des étudiants et des enseignants. Cette confusion sur le sens du mot histoire entretenue par une profession qui oscille entre les deux acceptions, qu'elle ne peut pourtant pas confondre, a pour effet idéologique de soumettre le fait à l'observation, l'événement au constat. C'est l'observation, le constat qui a le dernier mot et qui, dans l'histoire telle qu'elle se présente jusque dans la langue, est légitime. Le fait n'est qu'un moyen de l'observation, du constat. On a pu se demander quelle pouvait bien être la fonction de la profession des historiens. C'est d'abord de soutenir cette ambiguïté, et d'installer cette conception que nous savons par ailleurs fausse : le discours sur les faits serait plus important, plus « légitime » que les faits eux-mêmes.

Le fait de parler se substitue au contenu de ce qui est dit. On voit dans la proposition qui précède comment cette substitution se construit sur une inversion : le contenu de ce dont je parle n'est plus un fait au moment où je parle ; à ce moment-là, le fait est le fait de parler, et le contenu de ce dont je parle, les faits dont je parle ne sont plus des faits, mais rapport sur les faits, un constat. C'est ainsi que celui qui crie a souvent raison sur celui qui argumente. Et là où il y a subterfuge, c'est lorsqu'il a non seulement raison sur le ici et maintenant où il crie, gardant le dernier mot formel, mais aussi sur l'argumentation, gardant par le dernier mot formel le dernier mot sur le contenu.

2. La profession des historiens, cependant, n'est pas devenue cette défense du conservatisme par conviction, ni même par calcul. Elle est avant tout confrontée, en première ligne, à l'explication de quelque chose que nous ne savons pas expliquer : le *fait.* Et notre incapacité à expliquer, même à saisir un fait, est la raison principale de l'oscillation du terme histoire entre fait et explication du fait. C'est parce que nous ne savons pas ce qu'est un fait que nous ne savons pas nommer

l'ensemble des faits qui concernent le genre humain. Et c'est parce que nous ne savons pas ce qu'est un fait qu'il existe quelque chose comme des historiens, et même comme des professions.

La définition de « fait » dans le dictionnaire dit : acte, phénomène, action. Du point de vue téléologique, c'est là la plus hétéroclite des sommes : acte est fini, phénomène est en cours, action est l'activité de finir, un en cours avec un but défini en quelque sorte, un accomplissement déterminé ou au moins déterminable. Le second sens dit : chose, événement qui se produit, cas. Comme « chose » est tout ce qui est désigné, tout ce dont on peut parler est donc fait ; « événement qui se produit » est d'abord une formule du bon sens qui veut dire que le fait a lieu, change quelque chose, sans doute pour le distinguer d'un fait seulement imaginé ou projeté ; « événement qui se produit » est ensuite une formule très étrange qui stipule que le fait serait produit par lui-même (puisqu'un événement est un fait particulier) ; le terme de « cas », pour sa part, indique une hypothèse, une catégorisation, un outil méthodologique. Enfin, troisième sens de fait : ce qui est reconnu comme certain, incontestable. C'est la vieille acception populaire du fait indiscutable.

Cette définition très embarrassée dit d'abord que le dictionnaire n'arrive pas à extraire le fait du constat, c'est-à-dire de l'observation ou du rapport sur le fait. C'est assez logique puisque la définition est elle-même une tentative de constat. Mais la contradiction entre le fait et le constat, entre fait et définition, est évidemment occultée par le dictionnaire de la même manière et avec les mêmes raisons qui font que les historiens, puisqu'ils ne peuvent pas s'opposer aux faits, sont obligés de leur assigner une place subordonnée à leur activité, alors qu'il est *évident* que ce sont eux, les historiens, qui ont une place entièrement subordonnée par rapport aux faits qu'ils constatent.

Il est remarquable dans la définition du fait que deux conceptions, donc deux façons de voir humaines, deux approches de ce dont je parle et que je me méfie de nommer ici, ne sont pas utilisées par le dictionnaire. L'irréversible est certes évoqué dans « événement qui se produit » et surtout « ce qui est reconnu comme certain, incontestable ». Mais même dans cette dernière définition, l'important n'est pas tant dans le « certain » « incontestable », mais dans le « reconnu ». C'est encore dans la médiation qu'on prétend ici trouver le fait, c'est encore dans l'activité de l'historien, cet intermédiaire entre le fait du genre humain et le genre humain, c'est encore dans le constat qu'on déplace de fait ce qui n'y a pas lieu. On peut constater qu'une chose est irréversible, mais l'irréversible même est en contradiction avec le constat dans la mesure où le constat est justement ce qui peut renverser le sens du fait, ne serait-ce qu'en le qualifiant d'irréversible ou, par conséquent, de son contraire.

L'autre absence dans la définition du fait est la réalité. La réalité est le principal résultat du fait, mais ce résultat est immédiat. Le fait n'est d'ailleurs qu'une catégorie pensée pour tenter de capter de la réalité. Acte, phénomène, action : il s'agit de trois approches différentes de la réalité, qui sont presque toujours combinées lorsqu'il s'agit de dire un fait. Ce que nous appelons fait est une division arbitraire de la pensée qui nous permet d'approcher la réalité, ou tout au moins, qui permet à nos constats de signaler une forme de présence de la réalité. Mais le malheur de la pensée est que nous ne pouvons pas approcher la réalité au-delà de la limite de notre approche du fait : l'irréversible qui exige, aussitôt, l'inconstatable. Jusque dans les embarras de notre vocabulaire, fait, histoire, traduisent la violence impérative de la réalité ; mais ces mots traduisent cette violence impérative en tentant de l'amender, de la dissimuler, de la rogner.

Ce que nous ne pouvons pas nommer, et auquel nous avons donné le nom de réalité – vaste approximation, qui fonctionne plutôt comme une dissimulation de ce que nous ne voulons pas voir, que comme un nom adéquat d'un objet dont nous rechercherions la vérité ultime – est justement la

raison pour laquelle l'ensemble des faits que nous considérons contre l'étymologie comme étant l'histoire n'a pas d'autre nom que celui, abusif et évanescent, d'histoire. Parce que la réalité est le contraire de la pensée elle ne peut pas être pensée. Or l'histoire est justement la tentative de réalisation de l'humanité, c'est-à-dire la tentative de réalisation de la pensée.

3. L'ensemble des faits qui concernent le genre humain mérite un nom générique. Il revient à l'assemblée générale du genre humain de trouver ce nom. Mais en attendant, je propose de nous associer au viol étymologique qui fait que le sens premier du mot « histoire » devienne d'abord l'ensemble des faits qui concernent le genre humain, c'est-à-dire l'entreprise de sa propre réalisation par le genre humain, c'est-à-dire la recherche par le genre humain de sa réalité. Ce n'est que dans ce sens qu'histoire devient ce que la société actuelle cherche à éliminer : la qualité du genre, la part de vie qui s'oppose à la survie, la part d'honneur qui s'oppose à la résignation et à la soumission, la part de décision qui s'oppose à la part de procrastination, la dispute féconde qui s'oppose à l'indifférence anesthésiante de la paix, l'invisible chaîne des moments où l'élévation est si rare qu'elle divise le genre entre ceux qui la sentent et tous les autres qui la ressentent, la fin de l'infini, la proposition du but de l'humanité et les moyens de l'atteindre, la grandeur de l'humain lorsqu'il met en puissance tout ce qu'il est et lorsque, de cette potentialité, il met en œuvre l'actualisation, la totalité comme but pratique. Je propose que, provisoirement, le discours sur les faits de l'histoire, l'enquête, l'information, la connaissance, soit seulement appelé discours sur les faits de l'histoire, et non histoire.

Revenons donc à notre objet si contradictoire de l'histoire : la réalité contenue dans l'ensemble des faits, qui nous attire par sa vérité, parce que les faits sont ce qui vérifie et crée le possible, et qui reste tout à fait impensable dans la mesure même où la réalité est, par définition, fin de la pensée. Le sens de l'histoire, en effet, est celui d'un champ de bataille, et ce champ de bataille est celui entre la réalité et l'aliénation, qui est l'esprit humain en entier ; entre ces deux lignes de feu erre parfois ce petit trublion singulier qu'est la conscience, qui se voudrait aujourd'hui compromis ou trêve, alors qu'il pourrait devenir le noble alchimiste qui fond, avec tout l'esprit du monde, dans la réalité. Cette réalité ne se manifeste qu'à travers des mouvements de médiation, souvent très complexes ; mais la source de ces mouvements est elle-même le contraire de toute médiation. *Ici et maintenant* commence l'histoire est donc l'approche qui tient le mieux en compte cette immédiateté, radicalement opposée à sa médiation. L'ici et maintenant est la présence la plus absolue que nous puissions concevoir ; et l'ensemble des faits qui concernent le genre humain est précisément celui dont la présence est la plus absolue.

Ici et maintenant commence l'histoire est d'abord une description de l'irréversible, non dans ses conséquences, mais dans sa manifestation ; c'est aussi une indication du passage de la réalité et de sa prééminence dans l'ensemble des faits qui concernent le genre humain. Cette courte définition rappelle d'abord que l'histoire commence au présent, et non au passé, ni au futur. Cette précision est tout à fait essentielle, et en contradiction complète avec toute histoire spécialisée ou séparée. C'est dans la maîtrise du fait, dans la tentative de réaliser tout ce qui est, que l'histoire trouve un sens. L'histoire est d'abord une présence, et une présence qui aurait les vertus soudaines de la totalité, c'est-à-dire de la pensée, puisque cette présence particulière dont l'histoire est le nom est présente pour l'ensemble du genre humain.

Ce qui pourrait – ou devrait – surprendre, ce n'est pas que l'histoire serait ici et maintenant, mais c'est qu'elle *commence* ici et maintenant. Car cela laisse supposer qu'elle continue ailleurs. C'est là

la contradiction de l'histoire : elle part seulement de la réalité, du fait, mais elle est une construction de possible, qui est le contraire du fait, même si le but de ce possible est de retourner, à son tour, au fait. L'histoire, en effet, n'est pas la réalité. L'histoire serait la réalité si elle n'était que ici et maintenant. Mais l'histoire est aussi hier et là-bas, ailleurs et demain. Et en ce sens, l'histoire est constat des faits. Ou plus exactement, l'histoire n'est pas seulement la réalité comme commencement, elle est aussi la réalité comme but, comme projet.

Ce qui sépare la réalité comme commencement, telle qu'elle se manifeste à la pensée à travers ce premier constat : *ici et maintenant,* et la réalité comme but de l'humanité, c'est le genre humain lui-même, en entier, c'est-à-dire une aliénation qui cherche sa limite, une pensée dont l'essence devient autre en cherchant le principe de ce devenir autre. L'assemblée générale du genre humain, qui est médiation de l'immédiateté, me semble être la forme la plus générale du constat sur l'ensemble des faits qui nous concernent tous. C'est à la fois un constat à la manière de celui des historiens, et un projet, un programme, une annonciation, application générique de l'humain en tant que créateur, c'est-à-dire en tant que capacité à s'imaginer au-delà de l'irréversible. Cette assemblée est une approche du présent, avec l'ambition non seulement de comprendre le présent, mais de le maîtriser, et de le faire, de le réaliser.

Si on appelle assemblée générale du genre humain ce qui va du fait à la réalisation de ce que le constat sur le fait permet de projeter, on peut dire que l'assemblée générale du genre humain est ce qui donne son sens au mouvement et à la médiatisation entre une réalité et toute réalité, c'est-à-dire entre ici et maintenant et la totalité réalisée. C'est parce que cette vaste médiation, qu'on appelle aussi l'esprit (j'entends par esprit la pensée collective) ou l'aliénation (j'entends par aliénation non une pensée dont la forme devient autre, une pensée qui se transforme, mais une pensée dont l'essence devient autre, que sa forme change ou non), manque aujourd'hui de sens, que l'assemblée générale du genre humain est une nécessité.

Il n'y a jamais eu d'assemblée générale du genre humain, c'est-à-dire de concertation sur le sens de l'histoire. C'est une idée nouvelle, de notre époque, où l'humanité atteint enfin à la maturité d'une telle possibilité, c'est-à-dire où l'humanité peut envisager sa propre résolution comme étant son but. Mais nous sommes encore loin des modalités de cette résolution.

C – De la réalité dans l'histoire

La révolution est passée de mode

Pour saisir le sens historique de cet ouvrage, il faudrait probablement remonter au berceau de la révolution française, une période au contours indécis au milieu du XVIIe siècle, où eurent lieu simultanément deux grandes révoltes qui n'ont pas encore été élucidées, et qui se sont pour ainsi dire ignorées, au moment même où, partout alentour, cessaient les ravages de la guerre de Trente Ans : la révolution bourgeoise en Angleterre, et la Fronde en France. Car c'est sans doute là qu'il faut comprendre la genèse des révolutions modernes.

Depuis, trois événements seulement méritent d'être appelés révolution, si révolution est bien de poser publiquement, pour tous, c'est-à-dire avec tous (ce qui ne veut pas dire avec chacun), la question du monde : la révolution française, presque toujours confondue avec sa contre-révolution jacobine, la révolution russe, presque toujours confondue avec sa contre-révolution bolchevique, et la révolution iranienne, presque toujours confondue avec sa contre-révolution islamique. Il faut signaler que l'étendue de ces révolutions, puisque c'est le monde qui est en jeu, va toujours au-delà du pays qui fournit l'épithète du nom de la révolution, et ceci de manière croissante. Ainsi, alors que les événements qu'on appelle la révolution française se superposent presque à ceux en France entre 1788 et 1795, la révolution iranienne n'a l'Iran que pour épicentre, et le soulèvement dans cet Etat n'est plus qu'un primus inter pares au milieu de soulèvements dans d'autres Etats, au même moment, principalement l'insurrection au Nicaragua, la dernière révolte ouvrière, en Pologne, et la première vague de révolte de banlieue, au Royaume-Uni.

Le grand débat de l'humanité sur elle-même que nous appelons la révolution iranienne peut se diviser en trois temps : un coup de clairon, 1967-1969, une vaste mêlée, indécise, avec des affrontements similaires mais s'ignorant pour tels car tout à fait séparés, 1978-1982, un troisième et dernier assaut contre la société, 1988-1993. Et tout comme la révolution russe avait été une critique de l'organisation des pauvres par les jacobins en place depuis la dernière révolution vaincue, la révolution iranienne a été une critique de l'organisation des pauvres par des gestionnaires jacobino-bolcheviques. On pourra reconnaître la prochaine révolution à sa critique de la middleclass, dont le néo-islam est une des fractions.

La période entre 1988 et 1993 a d'abord été une explosion d'émeutes modernes. Une émeute moderne est d'abord une révolte sans chefs et sans organisation. De plusieurs centaines d'événements de cette sorte qui ont eu lieu pendant cette courte période de temps, plusieurs dizaines se sont élevés au rang d'insurrections. A cette superbe fureur, si généralisée, il manquait seulement un objet commun, une capacité de se penser et de dégager sa propre nouveauté, un projet et, d'une manière générale, cette profondeur de l'émotion qui fait qu'on cherche le dépassement. L'éclatement de toute cette vitalité en échecs séparés et s'ignorant est devenu aussi manifeste que sa joie, sa jeunesse, sa beauté.

Devant cette fougue aveugle, l'ennemi s'est recomposé, à la hâte. C'est désormais une middleclass collective et anonyme qui gouverne. Elle a instauré une morale intolérante qui tolère sa propre corruption et qui essaie d'institutionnaliser ses propres iniquités, c'est-à-dire les entorses qu'elle admet à ses propres règles, ce qui est le propre des tyrannies. Le forum où se prennent ses décisions est l'information dominante. La middleclass est la société de la servilité élevée au rang de mérite sous le nom de société du service. Parce que l'information a été le corps ennemi déterminant lors de la défaite de la dernière vague de révolte, et parce que le monopole de l'information est désormais une clé de voûte de la conservation, on peut aussi appeler cette tyrannie « société de la communication infinie ».

La direction trinitaire de la communication infinie est assurée par des moyens de communication qui se présentent comme des abstractions. L'abstraction appelée Etat a vu ses pouvoirs réduits : elle s'est resserrée autour de sa fonction élémentaire, la police. L'abstraction appelée information dominante est un spot lumineux qui se déplace et fluctue, à la recherche contradictoire et simultanée d'une lumière plus diffuse et d'une lumière plus concentrée. L'abstraction appelée marchandise est seulement la figure contemporaine de la nécessité policée : elle s'attaque à chaque chose, mais ne peut concevoir la totalité. Chacun de ces trois moyens de communication ennemis sert les deux autres : l'Etat sert l'information et la marchandise ; l'information sert l'Etat et la marchandise ; et la

marchandise sert l'Etat et l'information. Ces trois dieux ennemis sont aussi parfois en conflit entre eux. Les frontières de leurs prérogatives sont sans cesse mouvantes, et ces disputes ennemies sont généralement sanglantes pour les pauvres.

On peut remarquer que cette organisation tricéphale de l'ennemi a été façonnée, ou plus exactement révélée par la révolte. La révolution française était encore une révolte contre une forme d'Etat. La révolution russe était déjà une révolte contre l'Etat et contre la marchandise. La révolution iranienne a forcé l'information dominante à choisir le camp de la conservation, le soutien de l'Etat et l'apologie de la marchandise, et vice versa.

Cette critique radicale du discours et de la médiation dominantes a une conséquence qui paraît anecdotique à première vue, mais qui devrait entraîner des changements de perspective : pour la première fois, dans les temps modernes, la révolte est passée de mode. Même le siècle des Lumières, dont les idées ont si bien servi d'inspiration à la contre-révolution jacobine, valorisait la critique du régime de l'époque et de la religion de l'époque. De Voltaire à Debord, le bon ton est avec le négatif. Il n'en est plus rien. Pour la première fois depuis près de trois siècles, parler de révolution est considéré comme une faute de goût. Il faudra vérifier si cette perte de la frivolité et du carriérisme social, de l'éclairage de la reconnaissance publique, étouffe la négativité ou bien lui rend sa dureté d'anthracite, et si elle sera plutôt une authenticité joyeuse et corrosive ou une gravité mate et rugueuse.

Raccourcissement de la vue

Depuis 1968, sa dernière grande date spectaculaire, préliminaire de la dernière révolution, la révolte a aussi changé. Le fait principal, pour les consciences, est que le parti qui encadrait le prolétariat a fini par disparaître du devant de la ligne de front et, avec lui, le prolétariat, dont on s'est alors aperçu qu'il dépendait davantage de ce parti que ce parti de lui. Le prolétariat autour de la classe ouvrière n'était qu'une invention économiste sous un mot latin, une idée à laquelle seules des bureaucraties ont réussi à donner un corps et des polices un ordre de bataille. Marx y a cru, les pauvres ont cru Marx, les pauvres ont couru dans le cul de sac du prolétariat, les pauvres y ont laissé plusieurs générations des leurs. Puis, en laissant s'effriter cet encadrement, en y croyant moins, les révoltés ont aussi commencé à ignorer cette idéologie, évaporée avec les bureaucraties militantes. Les doctrines qui prévoyaient l'avenir et figeaient le présent, depuis l'ordre de marche pendant les manifestations jusqu'au but global de la révolte, ne tiennent plus leur survivance que du passé, mais sont démenties à chaque nouveau soulèvement inattendu. Aujourd'hui, alors que la lutte de classes s'avère n'avoir été qu'un moule contraignant apposé par des théoriciens de la gestion et leurs policiers sur le possible de la révolte, cette conception est régulièrement en contradiction avec le jaillissement du négatif ici et maintenant ; le vieux projet de l'abolition des classes et du communisme, avec ses certitudes et ses satisfactions perpétuées, est devenu l'un des conservatismes qui entrave les grandes manifestations du doute et de l'insatisfaction. La révolte, en se débarrassant pratiquement de ces boulets théoriques, a graduellement cessé d'être le résultat d'une réflexion pour devenir l'expression d'une émotion, d'une colère, d'un désir. Sans un horizon infini, et le schéma pour y parvenir, la révolte d'aujourd'hui est devenue à la fois plus courte en idée et plus courte en mise en action. Et cette rapidité dans l'exécution, qui apparaît comme une spontanéité, est un foisonnement d'idées.

Le raccourcissement de la vue par suppression de la perspective consciente du négatif, n'est pas seulement un drame interne au parti du négatif. Il a également affecté l'ennemi, qui, au fil des siècles, avait abandonné la projection sur le devenir, et y voyait même une sorte de subversion. C'est au ventre replet du monde en business class, c'est aux satisfactions du dimanche même les jours de la semaine, que la middleclass a rétréci l'horizon. Jusque dans l'application de la religion dominante, l'économie, on voit court. C'est un régime qui vise à la pérennité globale par la précarité généralisée : la terreur de la survie est revenue, depuis les pauvres dans l'angoisse de leur emploi jusqu'aux grandes fortunes qui sont aujourd'hui sans cesse menacées de banqueroutes et de bouleversements, si bien que le terme de « riche », exempt de maîtrise, se confond de plus en plus avec celui de « nouveau riche ».

En réduisant la place de l'individu dans l'ensemble de la société, la société a tenté d'effacer le trop d'ennui par un trop d'angoisse. Incapable de construire sur un acquis, de dépasser un problème, d'évaluer une perspective, nos gestionnaires conservateurs ne savent que dramatiser les problèmes pour les oublier ensuite dans la rotation accélérée d'immenses tragédies intermittentes, pérennisées dans le royaume de l'apparence. Le désir d'un avenir radieux ou simplement intéressant a été remplacé par les inquiétudes du détail d'un présent sans consistance.

Le raccourcissement général de la vue est aussi dans le débit de l'information dominante, cette somme anarchique d'interjections qui ressemble au langage de ces adolescents si pressés de crier leurs idées informes qu'ils ne prennent même plus le temps de les articuler. Ainsi, à travers ses longues rafales monocordes, le discours dominant semble seulement vouloir empêcher toute construction d'idée. Une néo-morale, middleclass, mélasse d'émotions tièdes et d'hypocrisie stridente, qui s'élabore au fil fortuit de scandales grossis, a remplacé toute conception d'ensemble, envisagée sous le froid intérêt d'un but final. La totalité elle-même, dans cette perte d'élévation et de vue d'ensemble généralisée, finit, dans l'immonde vocabulaire dictionnarisé de ces valets gestionnaires qui gouvernent une sorte d'interrègne définitif, par devenir un mot de liste noire, parce qu'il est aussitôt amalgamé à totalitarisme.

Sans doute n'y a-t-il pas encore de révolte contre le manque de profondeur, ou contre la boue nauséeuse de ces satisfaits inquiets qui valorisent la satisfaction et l'inquiétude comme mode de gouvernement, et même comme mode de vie. Mais la disparition d'un avenir, d'un possible projeté et déterminé, commence à se faire sentir. Si le discours a besoin d'être adolescent, rafale de mitraillette, il a aussi besoin des vertiges du fondement, des bouleversements entiers, de l'arrachage des racines, de l'exploration hésitante du non-dit ; s'il y a un goût à la destruction rapide, il y a un dégoût à sa répétition infinie, et le dépassement altier des constructions osées, aventureuses et englobantes vient vite à manquer. Le sens de l'histoire est aussi ce besoin de l'individu humain de porter son regard, son action et son empire au-delà de ses propres limites, de se sentir, non comme l'unité d'une somme, mais comme l'exposant d'un total.

Avec l'abolition du communisme a aussi disparu l'idée que le genre humain se propose de se maîtriser lui-même. Même si cette perspective – d'ailleurs très lacunaire dans le communisme – ne figure pas encore consciemment dans les manques énoncés par les révoltes qui sont, par excellence, énoncés de manques, quelques événements commencent déjà à aller dans le sens de cette reprise de la parole, de cet allongement de l'horizon, du refus de le laisser à la boue informe d'une middleclass myope sans gouvernail, et qui ne le sait même pas.

Ce sont ceux qui vont de l'Albanie, en 1997, à l'Argentine, en 2002.

Modifications dans les formes de la révolte

Insensiblement, l'arsenal de la révolte s'est modifié au cours de cette lente répudiation du militantisme et du communisme. La grève, qui était encore l'arme principale du prolétariat, a progressivement reculé depuis qu'elle est légalisée, devenant plus manifestement un acte seulement défensif. La protestation par la manifestation, tant qu'elle reste pacifique, est devenue essentiellement une parade, un épuisement des marcheurs, un emprisonnement des loups dans le troupeau des moutons qui bêle sa vertu à travers une solennité ridicule. Et il y a bien longtemps que les ennemis de cette société savent que la prise d'armes marque plus souvent le glas d'une de leurs offensives que son dépassement ; car pour prendre les armes, il faut de l'argent et souvent une organisation qui, si elle est opposée à l'Etat, sera secrète, et donc probablement hiérarchique. Même les beaux désespoirs isolés permettent à l'Etat de renforcer sa police et la loi, et à l'information de fêter des triomphes d'indignation middleclass. Sans doute, le cours d'une révolution ne se conçoit pas sans une prise d'armes. Mais prendre les armes trop tôt, c'est les retourner contre soi, tout comme, d'ailleurs, les prendre trop tard.

Il appartient à la vision du négatif qui occulte ou ignore ce que le dernier tiers de siècle a apporté de nouveau de supposer qu'une guérilla déclarée quelle qu'elle soit puisse faire partie du camp de la révolte. Ces troupes armées hiérarchisées ne sont pourtant que des scissions du camp ennemi, jamais des alliés des ennemis de l'Etat. Il est encore plus grotesque de supposer que le terrorisme puisse fonctionner comme un soutien ou un moteur de la révolte. Sans même remonter aux poseurs de bombes nihilistes ou anarchistes de l'époque qui précède la révolution russe, il suffit d'observer dans le terrorisme moderne, depuis qu'il avait pris pied dans le gauchisme européen, comment il a progressivement perdu non seulement toute justification théorique, mais même toute revendication, celle-ci étant généralement abandonnée à l'interprétation ou à la transmission bienveillante de l'information dominante. En effet, l'information dominante est le débouché du terrorisme, son haut-parleur, son diffuseur, son éditeur, son exégète, et son apologiste, à tel point qu'il faut maintenant se demander dans quelle mesure l'information dominante n'est pas complice de la préparation même d'actions terroristes, et dans quelle mesure le terrorisme, comme acte de destruction spectaculaire, n'est pas conçu avec la complicité active de l'information dominante. Au même titre que le fait divers, l'acte terroriste n'a plus de sens que dans et par l'information dominante, dont il apparaît maintenant comme l'une des rubriques privilégiées. La compétition effrénée des médias n'est pas en contradiction avec le fait que les rubriques les plus croustillantes ne s'écrivent plus avec de l'encre, mais avec du sang.

D'autres formes de révolte sont apparues, ou réapparues, dans la période de déclin des organisations révolutionnaires qui n'ont jamais fait de révolution. Il s'agit d'actes offensifs, mais qui après la première attaque se transforment en bastion défensif, parfois à long terme. Dans cette catégorie se rangent les occupations de lieux de travail, qui marquent une trop grande soumission au travail, et les occupations de logement, les squats, qui marquent une grande soumission à la sédentarité planifiée dans le style de vie qui nous est imposé. Ces zones libérées sont aussi libérées qu'une cellule de prison dont on dirait fièrement : aucun maton n'y est entré récemment. Cet ouvrage raconte aussi l'époque où a surgi massivement, au moins en Argentine, un moyen de combat qui tend à se développer partout où la voiture joue un rôle principal dans la circulation des policiers, des marchandises, des journaputes : la coupure de route. Elle n'est un acte offensif qu'au moment de la prise de la route, mais devient ensuite un acte défensif. C'est sans doute cette immobilité de révoltés exposés qui a fait des coupures de routes le nouvel eldorado de la récupération par les vieux encadrements gauchistes en

décomposition. Les plus avisés de ces fossiles trouvent là un sursis qu'ils croient renouveau dans leur érosion irrémédiable.

La police idéologique et armée n'a pas œuvré seulement à travers les guérillas et les terrorismes pour embaucher, détourner, et éradiquer comme on dit en Algérie, des générations de jeunesse dangereuse ; elle a aussi entretenu et enclos des sortes de combats de gladiateurs, plus ou moins ouverts au public. Encourageant la guerre des gangs, la police ennemie a su aussi la taire, avec la complicité active de l'information dominante, que ce soit aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud puis, plus récemment, à travers toute l'Amérique latine, neutralisant là dans d'obscures tueries sans vainqueur la si terrible lie de la lie. En reprenant du modèle soviétique son mode d'exploitation le plus féroce, le goulag, le monde middleclass avec les Etats-Unis en pionnier zélé a promu le développement massif d'une sous-société carcérale que la guerre des gangs régule mieux que les milices privées de vigiles, qui sont d'ailleurs d'autres gangs, et qui sont payées pour encadrer les nouveaux camps de concentration surpeuplés. De manière comparable, le hooliganisme est devenu une sorte de ghetto compartimenté de la délinquance ordinaire, délinquance quand même, mais ghetto surtout. Comme le nationaliste, dont la résurgence a été aussi promue, le gangster et le hooligan, trop occupés à défendre un territoire, ce qui se voit le mieux quand ils en attaquent un, tout aussi illusoire, se sont avérés impropres à poser la question du monde. Ils sont en effet meilleurs dans les réponses ; c'est dire que leurs bras l'emportent souvent sur leurs têtes, et que leurs ardeurs sont bien plutôt appliquées, non à semer la terreur comme l'information dominante le prétend, mais à dissimuler la leur. Mais par sa peur, l'ennemi sait souvent mieux que nous que ces alliés en puissance ne doivent leur neutralité dans la guerre sociale qu'à la guerre civile qu'il entretient si péniblement entre eux.

Mais c'est encore seulement si l'on reste prisonnier des conceptions déjà révolues de la société de classe qu'on serait abattu par ces transformations. Car, si l'unité de la dispute s'est perdue, si de nombreuses impasses et quelques labyrinthes ont été installés pour perdre le sens du vent, le négatif a exploré aussi. Il suffit pour cela de se rappeler le sabotage, quotidien et massif, qui a résisté à l'information dominante mis à part le sabotage informatique. Peu spectaculaire parce que c'est une façon de se battre derrière les lignes, le sabotage est resté la marque profonde de l'insatisfaction des pauvres isolés, mais il est aussi, pour chaque offensive, une marque de solidarité et une préparation du terrain. Vive le sabotage !

L'émeute moderne, tout aussi progressivement, est devenue la principale forme de révolte sociale. Colère brusque, massive, joie de destruction et exaltation d'un court lieu pris à l'Etat pendant un court moment, rarement encadrée et dans ce cas toujours si mal encadrée qu'elle menace tous ceux qui encadrent, cet incendie local est devenu familier au moins dans l'angle de vue extérieur des consciences, révoltées ou non. L'émeute sans chefs ni revendications est devenue un fait connu de tous, un spectre de rage vive, profondeur outragée du genre, livre ouvert des mutations de l'humanité. C'est bien pourquoi l'information francophone algérienne, la première à tenter de récupérer ce phénomène de lutte ouverte contre tous les pouvoirs, prétend réduire la série effectivement impressionnante de soulèvements locaux dans cet Etat à une « culture de l'émeute ». Salopards : culture et émeute sont des contraires.

L'émeute elle-même s'est modifiée au cours du dernier tiers du XXe siècle. Le curseur de la rage s'est déplacé de l'Etat à la marchandise. Non que l'Etat ne soit plus la première cible des émeutiers, ou que la marchandise n'était pas déjà en grave danger devant des foules sans polices, mais aujourd'hui c'est plutôt au pillage qu'à l'affrontement avec l'ennemi en chair et en os qu'on reconnaît la

validité d'une émeute. La marchandise – cette abstraction – est devenue, dans les progrès de l'aliénation, un maître plus puissant que l'Etat, qui ne lui sert à peine plus que de garde du corps.

Les progrès de l'émeute se sont aussi manifestés dans les progrès de la chasse aux journalistes pendant ces événements qui mettent en cause l'ordre et la société, dont l'information est le milieu. Les journalistes, qui sont de plus en plus de simples informateurs, sont reconnus de plus en plus comme les ennemis de toute révolte, par leur activité objective, et par la prétendue objectivité de leur activité. Partie de la vieille Europe la plus neuve, la critique en coups des journalistes gagne peu à peu tous les continents, salutaire pandémie gueuse. L'inconscience de leur mouchardage ne les protégera plus, et l'absence de critique publique de leurs déjections convenues accuse ces innocents professionnels aux neutralités lâches et aux prises de parti infâmes. Salopards : journalistes et émeutiers sont des contraires.

En retour, en représailles serait-on presque tenté de dire, l'information a repoussé l'émeute au second plan de ses messages universels. Sans doute, la surprise de la nouveauté devant l'explosion d'émeutes dans le monde a disparu. Ce phénomène, mieux circonscrit par toutes les polices, l'est aussi, dans la banalisation, par toutes les officines d'information dominante ; mais il y a cette crainte visible, et ce sourd ressentiment d'une profession visée, qui voile la communication de ses actes, face à la colère gueuse. Ils ne vont quand même pas pousser l'abnégation jusqu'à faire la propagande de leurs ennemis, ces héros de la plume !

Ce qui nous sépare, dans l'information, de la dernière grande vague d'assaut de 1988-1993, est la généralisation de l'Internet. Sur ce média, qui tend à devenir le nouveau tapis volant des disputes, et dont il faut rappeler qu'il appartient entièrement et uniquement à l'ennemi, on trouve aujourd'hui les traces de révoltes beaucoup plus nombreuses dans le monde que sur le média dominant de la période précédente, qui était encore le journal dans sa version papier, flanqué de son hypertrophie émotionnelle et réductrice, la télévision. Mais on découvre ces informations en allant les chercher, alors que dans l'information du journal, elles venaient, pour ainsi dire, à nous. Aujourd'hui, au contraire, l'information qui vient à nous apparaît comme l'époque, seulement parsemée de quelques révoltes de peu d'ampleur, éclairs vite oubliés dans la ronde monocorde des tragédies courtes. Une sorte de rideau d'événements limités en nombre et en profondeur, choisis plus souvent pour leur contenu moral que pour leur possible historique, est imposée au public, avec une grande intensité de matraquage, sur un temps relativement bref. C'est qu'un brassage plus rapide et plus complet de chaque événement est la nouvelle façon de dissimuler leur importance et leurs rapports respectifs. Derrière cette pluie drue et écœurante, il faut plonger pour en savoir plus. L'information, à l'échelle de la planète, a réussi à scinder ainsi un ready-made middleclass qu'elle bombarde d'un stock d'informations en attente, qu'il faut aller rechercher, en payant de temps et d'argent, ce qui n'est réservé qu'à quelques spécialistes salariés, et à quelques amateurs vite lassés.

Il est difficile de mesurer cette atténuation de la révolte dans l'information. D'un côté, savoir que d'autres se révoltent propage la révolte, ouvre des courages, donne des idées. Mais comme l'ennemi n'accorde sa lumière à l'émeute qu'en échange de la définition de ses buts, de la colonisation complète de son discours, et même parfois de la récupération de ses acteurs éminents, les courages ouverts et les idées données n'apparaissent souvent que comme ceux, atrophiés, avec lesquels une middleclass peut vivre. Si bien que trop de lumière et pas assez de lumière ont des effets et des inconvénients qui s'équilibrent : c'est que l'ennemi a le monopole de l'information qui nuit à la révolte, non qu'il en parle ou non.

Cette société policière a même développé, au cours des dernières années, deux types d'émeute paratonnerre. Le premier est l'émeute endémique et télévisée de Palestine, sans espoir et sans but, fortement encadrée par diverses polices palestiniennes, et encore plus fortement réprimée par diverses polices israéliennes. L'émeute en Palestine est une sorte de laboratoire de l'iniquité tolérée dans le monde. La cruauté bureaucratique, sans plaisir donc, de la répression israélienne est systématiquement entérinée par le reste du monde, protestant vaguement, mais sans conséquence. La révolte elle-même est spectaculairement enfermée dans l'enclos qu'est la Palestine, et l'ennemi y expérimente la colère dans la rue : les effets de sa permanence qui en font une colère mécanique ; l'usage de son idéologie ; ses extensions, notamment vers le terrorisme.

L'autre émeute bocal est celle qui accompagne l'idéologie « altermondialiste ». On y voit des militants de l'émeute se déplacer et se battre dans des villes où ils sont considérés comme des envahisseurs et des étrangers, et où ils n'arrivent jamais, à concurrence de deux ou trois tentatives par an, à rallier les pauvres locaux, bien dégoûtés par ces colères factices qui ne sont pas les leurs. Ce tourisme de l'émeute, facile à prévoir et à mettre en scène pour l'ennemi, a l'avantage de décharger des frustrations, de repérer et répertorier quelques têtes à courtiser ou à enfermer parce qu'elles pourraient un jour – qui sait ? – devenir plus dangereuses que crédules, et d'offrir une image taillée sur mesure de l'émeute, c'est-à-dire peu attrayante, triste, sinistre et sans espoir. Car ces matchs, dans des villes complètement bouclées par la police, ne sont pas de ceux dont l'issue est à suspense. Et voilà pourquoi, essentiellement, Palestine et révolte altermondialiste sont des simulacres d'émeute : leur spectacle a remplacé leur possible, ils ne peuvent déboucher que sur de l'idéologie de la révolte, mais pas sur de la victoire.

L'au-delà de l'émeute, devenue l'acte pivotal de toute révolte collective dans le monde, est l'objet de cet ouvrage. C'est à travers les quelques moments où un dépassement de l'émeute est envisagé que se lit, dans nos regards partiaux et embués, la silhouette d'une fondation de l'assemblée générale du genre humain. A cette découverte en pointillé de l'histoire et du discours possibles, nos contemporains les plus sincèrement furieux nous ont conviés. Si le sens profond que nous prêtons à cet honneur n'est pas le leur, qu'ils nous le disent !

D – De l'histoire comme projet

But

Cette assemblée n'est pas une utopie, mais un projet. Aucune représentation concrète d'une telle réunion n'est encore imaginable, mais certaines déterminations peuvent déjà être proposées et envisagées.

C'est le contenu qui importe. L'assemblée a pour projet de réaliser le genre humain. La réalisation du genre humain contient l'épuisement de son discours, l'extrémité de sa pensée, sa fin. L'humanité ne peut pas être réalisée tant qu'il y a encore de la pensée. Le projet de l'histoire et, à partir de la période historique actuelle, de l'assemblée générale du genre humain est d'achever la pensée. Ce résultat est la première exigence.

Le premier ordre du jour, le commencement, est très difficile à déterminer. Il serait souhaitable d'y veiller à un équilibre entre les disputes concernant l'urgence et celles concernant le fondement, pour bien balancer la rançon à la passion et l'investissement dans la raison qui, espérons-le, seront rançon à la raison et investissement dans la passion le jour de cet ordre du jour. S'il est donc inutile d'établir des priorités concrètes pour ce rendez-vous, voici au moins un précepte : que l'assemblée s'accorde la réflexion sur cette difficulté même ; que l'ordre du premier jour soit le désordre du dernier temps.

Ensuite, l'assemblée devrait déterminer sur ce qu'est l'histoire, et en quoi elle-même se différencie de l'histoire. Si je suis présent, je proposerai que soit débattue la définition suivante : l'histoire est le jeu de l'humanité entière et divisée, ici et maintenant. Elle a pour but la maîtrise et la fin de l'humanité et du temps.

Si l'assemblée choisit de commissionner, alors la première commission pourrait être la commission des historiens. Car, en l'état actuel de l'histoire, l'humanité a besoin de cette simple activité de censure : une commission qui soit capable d'examiner l'historicité des faits, et de rappeler à l'assemblée, c'est-à-dire de mettre en débat, ce qui est historique et ce qui ne l'est pas. Cette commission devra allier les vertus idéales des scientifiques, des joueurs et de l'ancienne noblesse. Elle devra toujours rappeler pourquoi ce qui est historique est rare, et pointer sur la primauté de ce qui met le genre en jeu, en péril, non pour éviter ce jeu, ce péril, mais pour le gagner.

L'assemblée devra déterminer comment atteindre le but de l'humanité, c'est-à-dire remettre en cause son propre contenu jusqu'à sa réalisation. De cette dispute multiple et discontinue, elle devra se proposer comme théâtre d'opération, comme terrain de bataille ; elle devra mener cette opération et cette bataille : l'assemblée générale du genre humain doit toujours être à la fois l'objet et le sujet, ici et maintenant jusqu'à la vérification entière et pratique de son contenu. Il semblerait qu'une assemblée qui discute le monde et taille l'humanité devrait déposer les armes à l'entrée de la délibération. Mais cette délibération, et la souveraineté exécutoire de l'assemblée, ne sauraient être pleinement respectées qu'en exigeant, sans toutefois qu'il y ait obligation comme dans le Ding germain, que les assembléistes apparaissent en armes ; ceux qui trahiront l'assemblée par un usage indu auront seulement prouvé que l'assemblée ne mérite plus d'être.

L'assemblée générale du genre humain est l'idée de totalité en actes. La totalité seule est la mesure de sa grandeur : l'assemblée n'est responsable que devant elle-même. La grandeur de cette assemblée seule préside à toutes ses décisions, à toutes ses délibérations et donne l'unicité historique de son action.

Structure

L'idée si difficile à imaginer dans ce monde, celle d'une société entièrement exempte de police, sera encore la gageure structurelle la plus simple à résoudre pour l'assemblée, parce qu'elle procède d'une immédiateté dont il suffira de promouvoir les principes. Mais, s'il y a des règles – et rien ne semble devoir interdire à l'assemblée de se doter de celles qui seront conformes à son but –, la question de leur respect et celle de leur application devront être débattues. Les exemples d'Algérie et d'Argentine nous montrent la difficulté de ce rejet de l'abstraction appelée Etat : la reconnaissance de l'autorité aboutit à l'iniquité et à l'asservissement de l'assemblée générale à une hiérarchie, et le refus

d'autorité glisse dans la perte d'autorité. Il n'existe pas encore de solution satisfaisante pour résoudre les enjeux de l'arbitrage et pour accompagner, sans que le moyen ne devienne but, la pensée aliénée dans l'organisation.

La pensée aliénée de la richesse constitue sans doute un héritage et un possible plus compliqués à endosser par l'assemblée générale du genre humain. La vieille idée de réaliser la richesse et l'abjection grandissante qui commence seulement à être esquissée dans les grands pillages sont une même protestation contre les violentes ruades spirituelles du média qu'on appelle marchandise qui ralentissent et égarent si brutalement le devenir, qui émiettent et perdent la totalité et qui diffèrent depuis déjà si longtemps le désir d'accomplissement. Mais la marchandise, dont la présence s'est tant intensifiée en si peu de temps qu'elle paraît aujourd'hui une sorte d'évidence éternelle, est aussi et surtout un véhicule de pensée. Et comment l'assemblée générale du genre humain devrait se passer du plus puissant véhicule de pensée créé par le genre humain ? Une nouvelle critique de la marchandise, au-delà de la colère et du dégoût, mais détachée des indignations moralistes des curés économistes, une critique ramenée au but, et reprenant, en tant que généralisation, la critique aujourd'hui abandonnée de la religion, sera l'une des grandes priorités de l'assemblée.

Mais le premier grand chantier structurel de l'assemblée générale du genre humain sera sans aucun doute celui de l'information. On sait déjà que la viabilité du dialogue ne peut s'accommoder de l'actuelle misère des médias, tant que ces médias disposent d'une capacité à la censure. Que l'information ne dépende d'aucune autre instance que de l'assemblée elle-même, que la subjectivité y soit revendiquée, et que l'information ne puisse être une marchandise, ne fait qu'esquisser grossièrement un cahier des charges d'ailleurs problématique du fait de la mise en cause simultanée de plusieurs de ces critères aujourd'hui indiscutés : que signifie, concrètement et de manière exécutoire, que l'assemblée soit l'autorité de tutelle de toute information ? qu'est-ce que la subjectivité ? comment se défaire de la pollution de la marchandise sans renoncer à son irrigation ? comment renoncer à l'arbitraire pour faire circuler l'information si indispensable de l'assemblée ? La confiance dans les solutions immédiates ne suffit pas nécessairement lorsqu'il s'agit d'instaurer une médiation, comme l'information.

Toutes les interrogations sur l'organisation structurelle de la communication nous amènent bien entendu à la question de l'organisation structurelle de l'aliénation. L'assemblée générale du genre humain aura la question de l'aliénation à son fronton, non seulement parce que l'aliénation est tout ce que cherche à résoudre cette assemblée, mais parce que, partant de la dissolution des formes actuelles de l'aliénation, du fait de leur étroitesse et de leur inadéquation, elle est elle-même une forme d'aliénation. L'assemblée générale du genre humain se devra, sans doute, d'être la première forme d'aliénation revendiquée que se donne l'humanité. Il y a là des périls immenses et sournois, et des horizons insoupçonnés. Il s'agit de rien moins que d'une aliénation de l'aliénation elle-même.

Notes techniques

Tous les humains, en tant qu'ils sont générateurs de pensée, participent, s'ils le désirent, à l'assemblée. La présence ne peut pas être obligatoire. Chaque individu y a le droit de disputer, aussi longtemps qu'il l'entend. La vérité comme but pratique et comme mode de discussion est son niveau d'exigence minimum. En dessous d'un niveau de vérité, d'un niveau d'honnêteté, d'un niveau d'intensité – tous ces niveaux restant clairement à déterminer, en fonction du but de

l'assemblée : grandeur et nouveauté seront là des lignes directrices –, les individus seront exclus des délibérations.

L'assemblée devra respecter l'argumentation qui implique la contre-argumentation, c'est-à-dire le dialogue public ininterrompu. Les pseudo-débats à la télévision nous montrent comment des impératifs ayant des buts extérieurs à ceux des arguments tuent les arguments ; de même, les assemblées en Argentine n'ont pas réussi à vaincre le problème du nombre d'assembléistes d'une manière satisfaisante : pour donner la parole à chacun, les assemblées ont renoncé à la contre-argumentation et ont dégradé l'argumentation en discours. Avec le discours, on impressionne mais on n'établit pas la vérité. C'est une des principales insuffisances du débat en Argentine.

Le principe de Jussieu de n'admettre ni modérateur ni président de séance paraît hautement souhaitable. Que l'ordre ne soit jamais établi ! Que les modalités du discours puissent changer, d'une séance à la suivante, en fonction du contenu ! Que de l'argumentation on puisse passer au discours et du discours à l'argumentation ! Que la dispute puisse toujours respirer, c'est-à-dire trouver ses exutoires, se donner des champs de bataille à la mesure de son incertitude !

L'assemblée générale est souveraine. Ses décisions sont historiques. Elle doit se donner des capacités exécutives. Une assemblée qui délibère seulement, comme celle de Jussieu, ne prend pas de décisions. Les buts de l'assemblée générale du genre humain passent par un dépassement de la délibération. Mais l'équilibre entre la délibération et l'action doit toujours être observé : non en temps, puisque la délibération peut être beaucoup plus longue, mais en importance. Le rapport entre constat et projet, médiatisé par le fait, est un autre équilibre dont le respect est vital à l'assemblée.

Le vote est une manière intéressante, non dépourvue de lacunes, de conclure une dispute. Contrairement à Jussieu et comme en Argentine, l'assemblée devrait se doter de cet outil. Le mode le plus adapté à une assemblée générale semble être celui développé en Argentine : pour qu'une proposition soit validée, il faut que les voix « pour » soient plus nombreuses que les voix « contre » plus les abstentions ; pour qu'elle soit invalidée, il faut que les voix « contre » soient plus nombreuses que les voix « pour » plus les abstentions.

Si l'assemblée commissionne, les commissaires devraient rendre compte de leur activité à l'assemblée. Toute décision prise en commission peut être invalidée par une décision de l'assemblée.

L'assemblée générale est divisée. Elle doit disputer ou disparaître. La contradiction est son moteur. Le négatif et la critique sont son code de conduite. Le jour où l'accord sera atteint est soit le dernier jour de l'humanité, soit l'échec de l'assemblée.

Il ne reste plus qu'à trouver un moment et un lieu, pour déclarer enfin : l'assemblée générale du genre humain est ouverte, ici et maintenant.

texte de 2004

INTRODUCTION

1. Ce livre traite de ce qui est nouveau dans l'histoire, c'est-à-dire dans le négatif, entre la fin de la vague de révolte de 1988-1993 et 2002. Toutes les manifestations d'opposition à la société de la communication infinie n'ont pas été recensées. Une préférence a été établie en faveur de celles qui indiquent son dépassement.

Le premier chapitre, **Pillage**, concerne les deux grandes insurrections qui ont lieu entre 1995 et 2001 : la révolte en Albanie, en 1997, et la révolte en Indonésie, principalement dans la capitale, Jakarta, en 1998. Ces deux fronts ouverts, qui ont énormément pâti d'être si isolés, sont des dépassements de l'émeute moderne. Dans la confusion de ces soulèvements apparaît avec clarté l'idée de « grand pillage » ; et son origine dans l'émeute, mais aussi dans un monde où la marchandise s'est répandue jusque dans l'intolérable. Ces pillages sont modernes parce qu'ils sont bien plutôt un refus épidermique d'une dépossession collective qu'une volonté de possession individuelle et privative. Ce sont des attaques généralisées contre le tabou de la propriété privée, sous une forme que le monde n'avait pas encore connue. Ils participent du phénomène d'une critique nouvelle. Ils sont l'incendie de la matière première la plus inflammable ici et maintenant, la marchandise. Peut-être conviendra-t-il désormais de distinguer entre la marchandise paille, la première à atteindre, qui flambe et s'éteint, soudain, comme dans ces brefs événements, et la marchandise cœur de bûche, dont la consomption libère la parole.

Si le premier chapitre raconte et analyse les deux grandes insurrections de cette période, le deuxième chapitre, **Troubles de la parole**, présente deux événements encore plus confidentiels, et dont on peut supposer qu'ils ne sont isolés que parce que notre perception est obstruée par les fumées et le vacarme de l'information ennemie, résolue à parler d'autre chose. Ce sont deux tentatives de mise à plat du discours critique, si enlisé dans les compromissions avec l'ennemi et les rancœurs des défaites qu'aucun son articulé n'apparaît même en Albanie et à Jakarta. L'expérience de l'assemblée de Jussieu, en 1998, n'est qu'un constat sur le silence ambiant, mais ce qui est surprenant ici est que ce constat soit devenu nécessaire, et qu'il ait été fait. La dispute, encore plus confinée, que l'observatoire de téléologie a menée sur le debord of directors, de 1998 à 2001, est la présentation d'un projet sur le monde, à partir de la vague de révolte de l'époque qui venait de s'achever. Le rapport de ces deux événements à l'émeute moderne est indirect, et d'autres événements de ce type ont probablement existé à la même époque, ici ou ailleurs. Mais ils témoignent du besoin de la construction d'un discours, davantage échafaudé sur les faits négatifs dans le monde que sur les idéologies passées, même récentes.

Le troisième chapitre, **Assemblées**, explore deux événements qui ont commencé en 2001, et qui se présentent comme la synthèse des deux premiers chapitres : des révoltes ouvertes, des émeutes modernes, mais avec un dépassement qui aboutit à la tentative de discours public et historique. De l'insurrection en Algérie, cependant, on verra comment l'apparence de cette synthèse réussie a été trompeuse, pour les spectateurs à distance, principalement parce que le discours public qui est

apparu est en contradiction fondamentale avec l'émeute qui l'a permis. D'une part, en effet, le mouvement d'assemblées et de délégation n'est pas issu de l'émeute et même largement construit contre elle, pour la contenir ; d'autre part, en partie sous la pression de cette nouvelle organisation d'ailleurs hiérarchique, le mouvement d'émeutes n'a pas réussi à s'élever au grand pillage ; enfin, ce mouvement est largement soutenu par la partie la plus middleclass de l'information dominante.

La révolte en Argentine, au contraire, a commencé par un grand pillage, une émeute devenue insurrection, et un dépassement en assemblées. Les défauts de ces assemblées ne manquent pas non plus, mais l'expérience qui s'est tenue à Buenos Aires principalement est la première à tenter un débat public sans intermédiaire, c'est-à-dire sans l'intermédiaire de l'Etat, de la marchandise, ni de l'information dominante. Le résultat n'a pas été à la hauteur de la situation ainsi créée ; mais pour peu qu'on remédie à ces faiblesses dans les expériences suivantes, l'analyse de ses faiblesses devrait permettre de comprendre comment pointer vers une assemblée générale du genre humain.

2. Aujourd'hui, en 2004, la suite de ce qu'il y avait de nouveau se fait encore attendre. Ceux qui ont commis ce livre attendaient mieux, mais il faut dire que la proximité de deux pics aussi importants que le mouvement en Algérie et celui en Argentine nous a abusés sur le rythme de la pensée qui les sous-tend, et qui est plus paresseuse, comme nous le sommes d'ailleurs nous-mêmes.

Les gueux d'Albanie et d'Indonésie ont durablement fissuré leur encadrement, mais cet encadrement s'est aussi reconstitué, tant bien que mal. Aux frontières de ces deux Etats, selon une vieille technique de gouvernement, des guerres ont été fomentées, des conflits qui, de notre point de vue, sont essentiellement policiers. Ainsi, la guerre menée au Kosovo était un piège plus idéologique que militaire pour les *albanais,* et les indépendantismes variés dans les marches de l'Indonésie (Timor, Aceh, etc.) avaient la même fonction : détourner les disputes principales, dissimuler le scandale de l'insurrection. Ces puissantes diversions ont en partie réussi. En partie seulement : de nombreuses émeutes agrémentent depuis les surfaces jadis si tristes et lisses de ces Etats, même si le dépassement de ces émeutes paraît aujourd'hui bien difficile, dans la perspective des émeutiers, qui ont laissé passer, en 1997-1998, une occasion capitale, où la surprise, la vivacité et l'élan étaient de leur côté.

L'assemblée de Jussieu n'a pas eu de lendemain, tout au moins à notre connaissance. L'observatoire de téléologie s'est dissous fin 2003. De ces deux sources de pensée, si différentes, il est encore trop tôt pour dire si elles avaient alors atteint et épuisé leurs nappes phréatiques, ou si leurs manifestations publiques dans la période écoulée n'étaient qu'une première ondée. Leur objet même, notamment pour l'observatoire de téléologie, nécessite une fertilisation plus longue et complexe que ne le voudraient la détermination et l'impatience de leurs auteurs : ils risquent d'être morts avant la récolte.

Alors qu'en Argentine l'expérience a été poussée jusqu'à l'épuisement qu'on y a déploré depuis, le front d'Algérie, entravé efficacement en 2001, a laissé presque intacte l'insatisfaction qui l'a causé. La dispute sourde et inavouée entre l'émeute et la représentation de l'émeute dans le « mouvement citoyen » continue maintenant, mais apparemment hors de Kabylie. Pendant la première moitié de 2004, l'Algérie est devenue le pays le plus émeutier du monde, et l'Interwilaya a été obligée de sortir de Kabylie pour rattraper, ventre à terre, cette débauche que l'information algérienne tente déjà de théoriser en « culture de l'émeute ».

Plusieurs autres grands mouvements de révolte ont eu lieu ces derniers mois. En Irak, l'arrivée de l'armée américaine et la chute de Saddam Hussein ont été saluées par un grand pillage, tout à fait exemplaire. Depuis, l'insurrection est péniblement contenue par les combats que se livrent l'armée

d'occupation et les milices néo-islamiques. C'est là une confirmation de la division spectaculaire issue de la révolution en Iran, libéralisme contre néo-islam, comme dernier rempart contre un négatif si menaçant.

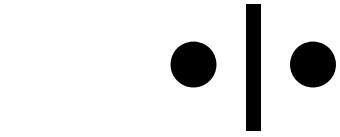
Deux autres insurrections méritent ici un prudent commentaire. Au Népal, depuis octobre 2002, un mouvement de révolte joyeux et profond s'est montré sans cesse aux prises avec un encadrement guérilleux à l'ancienne dans la province, maoïste comme le qualifie l'information dominante, et plus démoderniste dans la capitale et les principales villes. Et en Bolivie, une alliance de plusieurs catégories de populations, non sans rappeler la large assise sociale de l'insurrection argentine, a renversé un gouvernement, qui s'est défendu par les armes. Mais la révolte en Bolivie reste très encadrée par des syndicats et des politiciens, et l'on peut mesurer son degré de modernité dans le fait que l'arme principale de cette insurrection est le piquet de route. Ce sont là deux mouvements assez en retrait du débat public évité de justesse en Algérie, et instauré en Argentine ; on pourrait presque dire, s'il n'y avait pas dans une telle dénomination quelque chose de trop paradoxal, qu'il s'agit là de deux insurrections retardataires : en tant qu'insurrections, elles peuvent toujours ouvrir sur un véritable débat public, mais en tant qu'insurrections conduites et verrouillées par des ennemis de ce débat, elles y sont plutôt un frein. Elles restent cependant riches d'autres implications, à plus long terme : en Bolivie, par exemple, elle participe d'une effervescence générale de l'Amérique latine qui, de l'Argentine au Venezuela, en passant par la Colombie et le Pérou, où les habitants de la petite ville d'Ilave ont lynché leur maire parce que ce corrompu notoire refusait de démissionner, a esquissé une profonde division entre tous les pauvres anonymes et tous les pauvres non anonymes, bien dans la devise du temps argentin : « que se vayan todos ».

A quelques battements d'ailes au nord, en Haïti, les déchouqueurs d'il y a dix ans s'en sont pris au dictateur Aristide, ce curé de gauche profondément corrompu. L'insurrection qui l'a chassé a elle aussi abouti à un grand pillage caractérisé, puis s'est tue, plus proche en cela des révoltes albanaise et indonésienne que de celle en Argentine. Mais la partie est en cours, et il est assez plaisant de constater la difficulté de tous les Etats accourus en catastrophe pour interposer une police entre la plus épouvantable gueuserie et la terreur des marchands et des politiciens, qui n'osent pas encore, plusieurs mois après le pillage, garnir les étals, ni parader d'importance.

Turbulente et prometteuse, la jeunesse de ce début de siècle a commencé à oublier les défaites – et sans doute malheureusement aussi les raisons de ces défaites, du précédent. Ainsi, talonnant l'Algérie dans le titre d'Etat le plus émeutier – on trouve au début 2004 l'Iran, qui se dilate. D'autres régions commencent aussi à sentir monter une sourde ébullition. C'est certainement le cas, très obscur, du Nigeria, où les émeutes les plus modernes sont mélangées dans l'information à des massacres, plus conservateurs, et de l'Inde, dont les multiples affrontements locaux parviennent désormais à la publicité mondiale, même si l'information indienne essaie de les masquer par l'écho des sanglantes émeutes interethniques du Gujarat en 2002. Seul l'Etat chinois parvient encore à maintenir un black-out suspect sur l'insatisfaction de ses administrés, comme un couvercle dont la marmite arrive rapidement à ras bord. Car alors que la vieille Europe repue s'est quelque peu assoupie, même les Etats-Unis sont confrontés, au-delà de la guerre des gangs dans les ghettos, à une inquiétante montée de l'irrespect dans la jeunesse middleclass, qui commence à étendre de plus en plus souvent ses beuveries de campus jusque dans ces belles rues aux frêles vitrines protégées par quelques gros porcs lents et lourds.

Naggh

texte de 2004



PILLAGE

ALBANIE
1997

A – Le pays le plus riche d'Europe

Entre 1990 et 1992 les Albanais avaient acquis le titre enviable de « Terreurs de l'Europe ». Dessoudant le plus étroit des Etats staliniens (même devant la Corée du Nord), poussés par les seuls goûts de la liberté et du plaisir, ils avaient entrepris de voyager jusqu'aux limites extraordinairement étroites de la société occidentale, qui parle de plaisir avec ennui, et qui se dit libre parce que policée. On a alors vu l'Etat italien s'ériger en garde-fou d'une misère antialbanaise, mouiller jusqu'au fond de sa Botte, mentir et s'en vanter, s'humilier en humiliant. Avec autant de ruse que de violence, les turbulents *albanais* furent renvoyés dans leurs frontières d'Etat, où ils se reposèrent sans méditer la suite, mais non sans roter, rire, parler haut.

Depuis, la guerre de Bosnie a servi à miner la route du nord, à l'est Kosovo et Macédoine étaient fermés par le début du match entre l'irrédentisme albanais et sa réaction, l'Etat grec tenait la frontière qui coupe l'Epire au sud, et l'Italie patrouillait à l'ouest, dans le canal d'Otrante. Ces deux Etats occidentaux ont soutenu activement la restauration d'un semblant d'Etat en Albanie, restauration qui s'est surtout matérialisée par quelques stages accélérés de corruption active et passive et par la réactivation d'une police secrète, le Shik, qui ne différait fondamentalement de la police secrète stalinienne que par le nom. Ces deux Etats, qui font profession de démocratie – on ne sait plus trop ce qu'ils entendent par là –, furent ainsi les premiers garants de l'arrivée au pouvoir d'un « démocrate » contre les ex-staliniens, le cardioloque Sali Berisha, sans mettre en avant que ce salaud bourrichon avait été lui-même stalinien tant que sa carrière l'avait exigé, et que les chefs de l'ex-parti stalinien n'étaient pas moins « démocrates » que le bourrichon, puisque leur carrière l'exigeait maintenant. Mais, à l'aide de l'Occident et du Shik – le premier armait le second –, le régime politique de l'Albanie ressemblait à une vraie petite dictature personnelle.

Tout porte cependant à penser que ces petits abus qui devenaient grands ne touchaient pas encore ces Albanais qui étaient devenus des *albanais,* c'est-à-dire des fêtards repus au franc-parler, qui continuaient leur sieste derrière les barreaux du zoo dont Berisha était le directeur despotique, quoique privé de la distribution des vivres et des plaisirs, donc plutôt despotique avec son personnel qu'avec son fonds de commerce. Il est d'ailleurs improbable que ces *albanais* n'aient fait que la sieste pendant quatre ans, non qu'ils ne soient pas paresseux à un point agaçant, mais ils sont au moins autant turbulents. L'information occidentale, cependant, qui est la maîtresse absolue et non démocratique de l'information dans le monde, n'apprécie pas qu'on rie de ses valeurs, et en punit les coupables soit par la calomnie, soit comme en Albanie par l'isolement et le silence. Ne pas travailler, forcer l'Europe à les nourrir, découvrir du possible non sans colère, c'est avec cette attitude bien peu conciliante pour l'éthique étriquée de nos informateurs aux culs serrés que les *albanais* étaient retournés dans le cagibi administré par Salaud Bourrichon. Quoique bien peu offensifs, ils avaient été les seuls ennemis européens de l'ennui dans le

monde marchand depuis… depuis je ne me souviens plus quand. Ces gueux auxquels la liberté de circuler est résolument interdite ont bien tenté quelques évasions, non plus spectaculaires et par milliers, mais anonymes et par petites poignées. Mais bon, parmi les trois cent mille émigrés (un dixième de la population), un grand nombre est revenu de lui-même, dégoûté par la fadeur du vaste monde, par la lâcheté laborieuse des pauvres qui le peuplent, en particulier en Europe, et par les chicanes et humiliations qu'infligent les gestionnaires, depuis les administrations des douanes jusqu'aux employeurs au noir, qu'on appelle des négriers. Quant aux autres, nous imaginons bien qu'ils n'ont pas tué le temps qu'en racontant leurs exploits de 1991. Leur grasse digestion indolente a sans doute été interrompue par ces accès de fureur et de fou rire qu'ailleurs on appellerait des émeutes, mais qui offensent tellement la vertu de notre information dominante qu'elle préfère leur tourner le dos quand elle ne peut pas activement contribuer à leur tordre le cou. Le seul événement de ce genre qu'elle a laissé filtrer parce que les gueux peuvent y paraître pauvres est la prise d'assaut de l'ambassade des Etats-Unis le 25 mars 1995. Une rumeur avait permis à cinq cents furieux de supposer que l'on y cherchait des travailleurs immigrés. Mais même les Etats-Unis savent que les *albanais* sont aux antipodes des travailleurs qu'ils importent pour faire baisser les salaires. Il y eut donc un mort ce jour-là, et plusieurs blessés le lendemain, lorsque la foule des assaillants, dont les objectifs avaient sans doute changé, doubla.

Depuis 1978, deux grandes vagues de révolte dans le monde ont secoué nos puces. Elles ont été si brèves et si dures que nous n'avons pas encore compris leur tourbillon fertile. On se rend à peine compte d'un tremblement sous nos pieds, et déjà on se retrouve dans l'intervalle, interminable, mou, sec et sans goût. Peu d'oasis jalonnent cette étendue maussade qui s'est épaissie depuis 1993. Et elles fleurissent dans des coins de la planète et de la société où leur vitalité est empêchée d'extension, par leur propre minuscule ou par leur distance aux capitales du monde. Ainsi l'insurrection au Bahreïn a-t-elle eu lieu dans une presqu'île close, qui ne compte même pas un demi-million d'habitants ; ainsi l'insurrection en Indonésie est-elle aussi prisonnière d'avoir lieu dans un archipel, presque aux antipodes des centres d'observation de la planète ; enfin l'insurrection de 1997 en Albanie a-t-elle pour scène « le pays le plus pauvre d'Europe », aride et laid, en bordure de l'incompréhensible morcellement territorial des Balkans, sans passé, ni présent, ni futur. Et il nous faudra un jour comprendre si ces révoltes isolées contribuent davantage à la résignation des pauvres ou bien à poser ces célèbres germes invisibles qu'on ne découvre jamais que lorsqu'ils deviennent des fleurs, quelques années plus tard. Si ces révoltes isolées nous apportent peut-être davantage que nous ne l'avouerons jamais, leur isolement joue contre elles, aussi bien dans l'information qui les moule que dans les perspectives dont elles sont trop vite le sommet. En attendant, il faut reconnaître que l'inhospitalière Albanie a été pendant quelques mois le seul territoire ensoleillé de notre monde, précisément à mi-chemin entre Al-Manama et Jakarta.

Un des passe-temps *albanais* de 1993 à 1996 s'est révélé dans les derniers mois de cette année-là. En français, on appelle ce tour de passe-passe une martingale : vous créez une entreprise capitaliste ; vous recueillez des fonds de particuliers, que vous promettez de rémunérer à 30 % par mois ; et vous pouvez tenir votre engagement autant de mois que l'apport de fonds couvre ce que vous versez, plus la part de profit que vous, vos protecteurs fiscaux et tous ceux qui pourraient expliquer ce mécanisme touchent au passage ; ensuite filez vite. Voici comment 'Herald Tribune', fin janvier 1997, décrit le système : « In each case, companies bombarded people with promotions that guaranteed phenomenal returns on their investments – 30 percent a month, in the case of one Albanian scheme. The schemes have typically had a carnival quality : they were not predicated on investing in a new company or real estate, but rather on the magical allure of making money from nothing. »Voilà un journashit qui sait évidemment aussi bien que nous tous à quoi sert l'argent qu'il a lui-même déposé


19°
20°
21°
41°
SERBIE
KOSOVO
MACEDOINE
GRECE
EPIRE
ALBANIE
Mer Adriatique
Mer Ionienne
Canal d'Otrante
Valyonë
Tropojë
Bajram Curri
Han i Hotit
Bajzë
Koplik
Shkodër
Pukë
Kukës
Shëngjing
Lezhë
Rrëshen
Rubik
Zall-Reç
Milot
Laç
Burrel
Peshkopi
Klos
Krujë
Shijak
Durrës
Tirana
Kavajë
Librazhd
Rrogozhinë
Memollaj
Elbasan
Shkumbin
Cërrik
Lushnjë
Gramsh
Pogradec
Kuçovë
Fier
Levan
Berat
Maliq
Patos
Ballësh
Poliçan
Korçë
Selenicë
Çorovodë (Skrapari)
Vlorë
Mavrovë
Këlcyrë
Ersekë
Tepelenë
Përmet
Himarë
Gjirokastër
Delvinë
Sarandë
Divisions administratives
1. Shköder
2. Tropojë
3. Kukës
4. Pukë
5. Krujë
6. Mirditë
7. Mat
8. Dibrë
9. Durrës
10. Tirana
11. Librazhd
12. Elbasan
13. Lushnjë
14. Fier
15. Berat
16. Gramsh
17. Pogradec
18. Korçë
19. Skrapar
20. Përmet
21. Tepelenë
22. Vlorë
23. Sarandë
24. Gjirokastër
25. Kolon
Capitale d'Etat
Capitale régionale
Ville + 100 000 h.
Ville + 50 000 h.
Ville – 50 000 h.
Bourgade
0
25
50 km

à sa banque, parce que sa banque ne fait pas dans le carnaval, pour peu qu'elle ne soit pas le Crédit Lyonnais, et que la transparence de ses investissements est ouverte à ce journasaittout, comme à nous tous. « By Western standards, the schemes are breathtakingly transparent. Pyramid or Ponzi schemes have been a part of the history of the United States and other developped capitalist countries. Most of them outlawed these operations a long time ago, but they continued to crop up in new variations. Strictly defined, a pyramid scheme is an enterprise that rewards initial investors or customers with the money paid in by later customers. » « The guarantees of huge profits in Albania were impossible. The promoters offered no explanations for how profits would be made. The advertisements, dwelling on images of fast cars or exotic beach vacations, would raise an immediate red flag in the United States or Western Europe. » L'impudente condescendance pour la bêtise des Albanais dans cet article intitulé « Duping the Desperate » n'est qu'une espèce de pose prétentieuse a posteriori, car il a été rédigé après les émeutes de janvier (ce qu'indique d'ailleurs le terme « Desperate » : s'il y a eu des désespérés parmi les dupés albanais, ce n'est pas, comme dans le titre de l'article, des pauvres du désespoir duquel on aurait profité, mais des pauvres qui paraissent désespérés parce qu'ils se mettent en colère une fois qu'ils s'aperçoivent qu'ils sont dupés). En effet, quelques semaines avant l'émeute, au moment seulement où FMI et Banque mondiale « se sont émus des conditions de rémunérations offertes sur les dépôts détenus par les ménages albanais », alors qu'en conséquence le président Berisha, le 7 octobre 1996, tenait un discours de mise en garde à ses administrés qui ont hué ce rabat-joie sur-le-champ, le journal 'le Monde', plus sérieux tu craquelles, publiait le 19 octobre sous la plume avisée d'Hubert Balaguy, « économiste de banque », une tonalité fort différente : « Reste une énigme. Quelle activité économique rend-elle l'opération de collecte de dépôts profitable pour les sociétés commerciales ? En d'autres termes, quels investissements proposent-ils des taux de rentabilité supérieurs aux taux de rémunération offerts sur les dépôts ? Une première réponse consiste à nier la rentabilité immédiate d'une telle opération de collecte, en privilégiant la thèse de la fuite en avant. C'est la "*martingale",* ce que le FMI et la Banque mondiale appellent le "*pyramidal scheme".* Dans une telle hypothèse, les dépôts nouveaux permettent de rembourser les dépôts arrivés à échéance, après perception d'une marge par le collecteur. » On voit que ce qui, cent jours plus tard, avec 'Herald Tribune' était devenu une étape vraiment basique de « l'apprentissage du capitalisme » était alors encore une énigme. En effet, « Une seconde réponse consiste à prendre acte du caractère apparemment profitable de l'opération de collecte. Cela revient à supposer qu'il existe, en Albanie, des opportunités d'investissement de nature à engendrer un rendement annuel supérieur, dans les cas extrêmes, à 1 350 % (si l'on retient le taux actuariel cité plus haut). De telles opportunités existent incontestablement en Albanie, pays économiquement arriéré, sorti au début des années 90 d'un isolement quasi total d'environ un demi-siècle, et ayant connu, de 1989 à 1992, une récession forte et continue (des baisses du PIB de 10 % en 1990, 28 % en 1991, 10 % en 1992). Tout reste à construire ou à reconstruire, dans un pays qui ne possède quasiment pas d'infrastructures. Les ménages étaient, il y a peu encore, dénués des équipements les plus élémentaires d'une société de consommation. Leur revenu est alimenté, en partie, par les transferts des expatriés résidant en Italie, en Grèce ou dans d'autres pays – environ trois cent mille Albanais ont quitté le pays entre 1990 et 1994 – et, indirectement, par l'aide multilatérale. Les commerces en tout genre ont donc pu se développer à une vitesse vertigineuse au cours des quatre dernières années, sur fond de frénésie de consommation de la part des ménages relativement solvables, de spéculation immobilière, voire de trafics avec les pays belligérants au cours de la guerre en ex-Yougoslavie – trafic d'essence, entre autres ». Voici un économiste de banque, pas même nécessairement le Crédit Lyonnais, qui croit, au même titre que les Albanais dupés, et veut nous faire croire, au même titre que les arnaqueurs albanais, que les pyramides sont viables et fondées ; et c'est parce qu'il est parfaitement conscient de la ressemblance avec la martingale qu'il est d'autant plus crédible.

Huit ans plus tôt, en France en 1988, je me suis trouvé sollicité pour participer à ce type d'arnaque, appelée alors « l'avion » : chaque « passager », recruté par un « membre d'équipage » versait 200 francs au « pilote », après quoi il devenait membre d'équipage, recrutait six passagers, puis devenait le pilote des passagers de ses passagers et empochait, en principe, trente-six fois sa mise ; et, au même moment, des « avions » identiques planaient chez les cadres de la culture (journalistes, cinéma, publicité), mais avec des mises quinze fois plus élevées. J'avais tenté de comprendre alors le système, et j'avais pris un certain temps pour formuler qu'il était construit sur une croissance exponentielle dont la courbe allait évidemment s'inverser tôt ou tard, laissant les derniers payeurs dupes de tous les encaisseurs. Aucun « red flag » ne fut brandi, et l'illégalité incontestable de ces « avions » ne fut jamais même évoquée lors des fiévreuses réunions style Tupperware rénové où le système ne s'expliquait qu'à travers ses bénéfices et sa convivialité. Je fus stupéfait de voir ces petits employés comme moi ne jamais essayer de connaître la logique de l'ensemble du système et croire qu'ils allaient réaliser d'importants profits sur quelque mystérieuse faille du système financier, probablement liée à l'énergique solidarité entre quelques bons amis décidés, dont eux. Mais le plus étonnant était que ma courte et simple démonstration du fonctionnement de la pyramide fut mal accueillie, non pas parce qu'elle mettait en fâcheuse posture ceux qui nous recrutaient, mais parce qu'elle rompait l'ensemble du charme, qui était dans la fièvre des fantasmes de profits incroyables, et de la complicité soudaine et passagère de particuliers qui avaient alors l'impression de s'entraider avec une générosité payée en retour. Et, apprentissage de l'économie capitaliste ou pas, comme en Albanie et pratiquement au même moment, les pauvres de France payaient alors pour un moment qu'ils passaient ensemble à s'enivrer de fortune hypothétique, et il reste discutable que ce soit là leur argent le plus mal placé.

D'ailleurs, à chaque fois que le capitalisme génère un filon de gros profits, les rationalistes ne manquent pas d'en faire le procès. Parfois ils ont tort, l'irrationnel devient le rationnel, la spéculation boursière en offre d'innombrables exemples, parfois ils gardent raison, après la faillite, et se vantent hautement de leur lucidité, dont ils soulignent eux-mêmes alors la trivialité, comme 'Herald Tribune'. Mais je pense qu'on commet la même erreur que moi en démontant « l'avion » si on ne tient pas compte que le vrai bénéfice de ce type de frénésie n'est que figuré par le profit en argent, parce qu'il est dans le plaisir électrique, plein de fétichisme, de magie, de communication ; d'ailleurs, c'est évidemment parce que j'ai pris un plaisir proche du vertige à démonter le vertige, par goût du négatif, que j'ai exposé le mécanisme du système, bien davantage que pour éviter aux autres petits employés sollicités la perte d'une petite somme, et l'humiliation d'une désillusion. Les pyramides albanaises, qui ont donc servi de prétexte à l'insurrection, ne sont qu'une forme d'expression de cette turbulence gueuse qui distinguait les *albanais,* et comme l'a montré leur haine de Berisha dès son discours du 7 octobre, c'est d'avoir arrêté le jeu qui lui a été reproché ; et en se soulevant, les *albanais* n'ont que transposé le même goût intense de la vie et de la communication, d'un jeu achevé, la martingale, à un jeu ouvert, l'insurrection. L'ensemble de la société capitaliste est d'ailleurs elle-même construite sur une somme de spéculations, d'irrationalités, et quiconque se dit économiste, quiconque croit en ce système, devrait être pour les mêmes raisons traité avec la même condescendance que les Albanais par 'Herald Tribune'. La société capitaliste *en entier* est elle-même une martingale, une pyramide, un Ponzi scheme. Je pense que sa critique n'est pas possible si l'on n'y tient pas en compte le plaisir de participer dans la frénésie de cette arnaque, en tout cas si l'on résigne au moment de la faillite, comme les petits employés et cadres français en 1988, au lieu de transposer cette frénésie dans un autre jeu, comme les *albanais* de 1997. Il est vrai que ces *albanais* ont l'avantage sur les défenseurs de la société capitaliste d'être capables de changer assez facilement de jeu favori, parce qu'ils n'ont pas cette crispation aigre et intransigeante

sur la moindre sottise qui leur fait plaisir, comme les raisonnables gestionnaires de notre planète, ou leurs employés, moins raisonnables, mais plus soumis.

B – De la guerre des slogans à la guerre des pierres

C'est le 15 janvier 1997, lorsque s'effondre la société financière de Souda (qui n'est alors portraituré que comme une grosse Gitane semi-illettrée qui lit l'avenir dans une boule de cristal – comme si ce n'était pas le descriptif précis de nombreux chefs d'entreprise respectables de notre société, et comme si une apparence aussi suspecte aurait forcément mis la puce à l'oreille de tout épargnant non désespéré, ou qui bénéficie de deux siècles d'apprentissage capitaliste), qu'a lieu, à Tirana, la première émeute de dupes aux cris de « Sali Berisha, vous êtes un voleur ! A bas la dictature ! ». La vieille salope qu'est Ismaël Kadavré dira des *albanais* – auxquels il est aussi étranger qu'un Bourdieu aux gueux de banlieue ou qu'un Mike Davis aux gangs de Los Angeles – que c'est « un peuple fatigué, qui mérite de vivre et non de continuer à mourir » et que la seule chose qui intéresse ce peuple « est que l'Albanie soit gouvernée de façon sérieuse ». On appelle « syndrome de De Gaulle » l'affectation d'un homme public qui prétend parler au nom de l'unité commune identitaire quand il ne parle en fait que de lui-même. C'est bien entendu Kadavré, qui continue de mourir, qui pense qu'il mérite de vivre (probablement par les niaiseries qu'il a écrites), et qui ne s'intéresse qu'à un gouvernement sérieux. Rien d'étonnant : cet exilé de luxe, pour qui les frontières se sont toujours ouvertes tant il ne les menaçait en rien, ressemble davantage aux floués de « l'avion » en France, qui ne se sont pas révoltés lors du crash, qu'aux *albanais* qui n'ont pas encore fait cet « apprentissage » de l'économie de marché et de la démocratie par-dessus le marché, qui n'est que l'apprentissage de la résignation. Et on sent se hérisser toute la connerie du vieillard médiatisé lorsqu'il témoigne, et il témoigne beaucoup et souvent : « Je l'avais senti à cause de la radicalisation de la pensée, une violence verbale, un langage inacceptable dans la presse. Auparavant, l'offense verbale dans le code coutumier était passible de peine de mort ; après, tout le monde a commencé à parler contre tout le monde. J'ai pensé que cette violence privée allait prendre des proportions colossales. » Quel tarin !

Cependant, l'émeute du 15 janvier est restée presque ignorée des médias occidentaux, qui ne s'attendaient pas, eux, à ce que la violence privée prenne des proportions publiques ; et celle du 16 à Vlorë, où deux mille manifestants attaquent la mairie, n'est pas davantage évoquée. La première manifestation qui intéresse l'information occidentale est celle du 19 janvier à Tirana parce que l'opposition politique, le Parti socialiste, y tente de raccrocher son wagon à la queue du mouvement, c'est-à-dire à la tête du cortège. Dans une manifestation qui peut devenir émeute, c'est souvent comme au rugby : les défenseurs sont devant, les attaquants partent de derrière et débordent sur les ailes. Mais ce jour-là n'est pas une émeute, parce qu'on ne peut pas appeler ainsi l'attaque par la police d'une manifestation passive, affaiblie par la présence ostentatoire de politiciens, même si elle était interdite.

En Albanie, depuis 1992, deux partis se partagent le discours politique : le PDA de Berisha, qui fait profession d'anticommunisme primaire et viscéral, et l'ex-Parti communiste, le PSA, qui tente de montrer combien il est maintenant libéral et occidental. De ces deux fractions occidentalisées de

l'ancien régime stalinien, le PD est le plus incisif, puisqu'il commence à éliminer le PS (dont le chef, Fatos Nano, est en prison pour une accusation de corruption plus que douteuse), et bénéficie du Shik et du soutien italo-grec, c'est-à-dire mondial. Le PS, en challenger, a donc pensé profiter de la colère, lors de l'effondrement de la pyramide Souda, pour en accuser le PD, qui aurait largement soutenu (au sens souteneur) les arnaqueurs. Ramener la dispute albanaise dans le verre d'eau de la politique institutionnelle n'a pas tant servi aux politiciens albanais qu'aux informateurs occidentaux, qui ont abrité leurs rapports derrière cette diversion classique, et c'est la seule caractéristique plate et vieillotte qui a paru dans le mouvement subséquent.

Le 23 janvier, une semaine après ce second jour d'émeute à Vlorë, le gouvernement, prenant note de la faillite de deux des principales « sociétés d'investissement » comme on les appelle, Xhaferi et Populli, interdit toutes les sociétés pratiquant les systèmes de pyramides. Mais c'est trop tard : le 24 janvier, deux mille manifestants mettent le feu à la mairie de Lushnjë, 12 policiers sont blessés, et le ministre des Affaires étrangères, Tritan Shehu, président du PDA de Berisha, est pris en otage et copieusement baffé. Le lendemain, 25 janvier, des émeutes ont lieu dans neuf villes, dont Tirana, Vlorë, Lushnjë, Patos. Partout on attaque les bâtiments publics, parce que partout les responsables publics sont tenus pour les délégués, non de la rue, mais des fraudeurs. Et le 26, à Tirana, la police menacée (84 policiers blessés) est contrainte de tirer en l'air pour disperser vingt mille manifestants, de nouveau conduits par l'opposition, qui ne cherche déjà qu'à les éconduire. Le gouvernement s'engage à rembourser les spoliés et renforce les pouvoirs du président, qui s'avère une petite gouape bornée dont la phobie de l'opposition a relégué hors de portée la lucidité analytique. Le 28, il fait manifester cinq mille à dix mille de ses partisans dans la capitale, et dès le lendemain commence une razzia policière parmi les militants de l'opposition, dont deux cents sympathisants sont sauvagement tabassés par la police. Le PSA affaibli n'en continue pas moins de se comporter comme le fusible de l'Etat : le 30 janvier, il fonde un « Forum pour la démocratie », qui est l'alliance de cet ex-parti stalinien relifté avec six autres petits partis d'opposition, qui seront ainsi maintenus dans l'insignifiance, mais maintenus.

Les derniers jours de janvier et les premiers de février sont plus calmes, et c'est à ce moment-là que l'information occidentale fait ses « non-mais-j'te-jure », ses hochements de tête « c'était-quand-même-prévisible » et ses yeux au plafond « quand-même-qu'est-ce-qui-sont-naïfs-je-rêve ». Les commentaires tournent autour de « folie collective », « l'Albanie liquide sa folie capitaliste », « cinq années d'hystérie collective bâtie autour d'un mensonge », comme si le capitalisme n'était pas une folie collective, comme si la folie capitaliste ne continuait pas après la liquidation des pyramides, et comme si l'hystérie et le mensonge n'étaient réservés qu'aux pyramides albanaises, et non pas à toutes les Bourses sur toutes les « places financières ». Grossièrement, l'information dit : l'abus était tellement gros qu'il faut être un peu con, enfin il y a eu des émeutes, bonnes douches froides, mais maintenant c'est terminé, retour au travail, et la note va être salée. Et 'le Monde', toujours aussi Balaguy, c'est-à-dire impeccablement à côté de la plaque, titre une interview avec Salaud Bourrichon : « Il n'y aura ni instabilité économique ni instabilité politique. » Puisque je vous le dis !

Le 5 février est à la fois le jour où le gouvernement commence, non sans démagogie, à rembourser « les plus démunis » des lésés et où l'on peut lire, dans les mêmes journaux, combien les *albanais* ont adopté le mode de vie rêvé des situationnistes : « Nous sommes devenus un peuple qui ne travaille jamais et vit dans les cafés. » Mais c'est aussi le jour où la société Gjallica fait faillite à son tour, et comme c'est la plus grosse des pyramides, et comme elle est connue pour être sucée par le PD, les gueux de Vlorë sortent des cafés et attaquent la police, bien surprise de se voir tirer dessus à balles réelles après les insultes et les pierres. On ne connaît malheureusement pas le

détail de ce qui s'est passé à Vlorë ce jour-là et on n'en sait guère davantage sur les émeutes des 6 et 7 février 1997. Mais le 8, c'est à nouveau l'affrontement et, à Tirana, la police antiémeute bastonne la foule éconduite et conduite par l'opposition. Le 9 février, maintenant que les émeutiers de Vlorë sont passés de deux mille à dix mille, ils attaquent les commissariats : il y a un premier mort (la cause du décès sera « crise cardiaque », ce qui est évidemment du meilleur humour noir pour une manifestation contre un chef d'Etat qui est justement cardiologue de profession !).

Au bout de cinq jours d'émeute consécutifs, généralement, l'Etat prend la mesure d'une telle agitation. A Vlorë, ce sont les émeutiers qui ont pris la mesure de l'Etat. Le 10 février, sixième jour d'émeute, les affrontements commencent à coups de pierres dès la matinée. Cinquante policiers capturés sont obligés de se déshabiller, leurs casques et boucliers brûlés, humiliez ceux qui vous humilient. Les manifestants dressent des barrages tout autour de la ville. Tous les immeubles où des forces de l'ordre sont retranchées sont assiégés. L'Etat a perdu Vlorë. L'émeute est devenue une insurrection. A la fin de la joyeuse journée du 10 février, qui a fait 3 morts et 136 blessés, « La ville est contrôlée par les émeutiers », ce qui veut dire qu'elle n'est plus contrôlée par quiconque. Le gouvernement consterné reste sur son anticommunisme basique en accusant on ne sait quelle « extrême gauche », pendant que l'opposition plus lèche-botte que jamais du démocratisme à l'occidentale réclame la formation d'un gouvernement de « techniciens » d'on ne sait quoi.

Les 11 et 12 février, les émeutiers de Vlorë vérifient la libération de leur ville : ils sont trente mille aux funérailles du premier manifestant tué l'avant-veille, dont plusieurs milliers ayant fait en cortège les quarante kilomètres depuis la ville de Fier. Le siège du Parti démocratique est détruit. Et les coupables ne sont pas les membres du Parti socialiste, comme le reconnaît l'information occidentale, qui pourtant partage l'anticommunisme primaire de Berisha : « Il semblerait au contraire que le Parti socialiste et ses alliés, réunis au sein d'un forum pour la démocratie, aient des difficultés à canaliser le mécontentement du peuple albanais à leur profit. » Toutes les nouvelles vont maintenant dans le sens d'inquiéter profondément la middle class, dont cette information est elle-même l'épicentre social et idéologique : « (…) une ville livrée à elle-même et soumise au saccage de groupes de jeunes gens tandis que les policiers se débarrassaient précipitamment de leurs uniformes. » Les 13 et 14 février, il y a encore des affrontements à Vlorë, mais dont les contours s'estompent, alors qu'on apprend qu'on se bat à Fier, dont le nom mérite maintenant d'être lu en français. Et, à Tirana, la police est obligée de combattre pour obtenir la dispersion de cinq mille manifestants.

Puis, c'est le silence. Alors qu'une ville de soixante-dix mille habitants – la cinquième en importance (après Tirana, Durrës, Elbasan et Shkodër) d'un Etat dont les habitants viennent de déculotter puis de chasser les représentants, qui n'ont pas trouvé les ressources pour la reprendre – s'est autonomisée, l'information occidentale n'en parle plus. L'omnipotence de cette information dans notre société ne se lit nulle part mieux que là : on se dit qu'il y a donc eu erreur, incompréhension, optimisme hâtif. Un fait aussi énorme ne peut tout de même aboutir à l'indifférence. Par conséquent, l'insurrection n'aura été qu'une émeute, la victoire sur la police aura été éphémère, un ou deux soirs, voire quelques heures, et nous devons à quelques distorsions sensationnalistes ou à une lecture subjective d'avoir cru qu'un mouvement majeur avait commencé. En effet, les jours suivants, l'information se retire à nouveau de l'Albanie comme une petite bite se retire d'un mauvais coup, et se penche sur une partie plus suggestive pour ses pervers fantasmes, le procès de l'ex-Gorbatchev local, Ramiz Alia, qui commence le 18 février ; et cette information a même le culot prophylactique d'imprimer l'avis de cet ex-stalinien qui a compris que son procès « vise à détourner l'attention de l'opinion de la grave crise qui secoue le pays ». Car dans l'information dominante,

rapporter la dénonciation d'une diversion peut soutenir cette diversion, et mettre une vérité dans la bouche d'un menteur notoire transforme cette vérité en mensonge notoire.

C – Guerre des armes

A part pour signaler, le 20 février, le début d'une incompréhensible grève de la faim menée par des étudiants de Vlorë, on n'entend plus parler de cette ville jusqu'à fin février. On apprend enfin (dans le contexte du spectacle suivant celui du procès Alia : l'élection présidentielle du 3 mars) que vingt mille personnes manifestent dans le principal port méridional contre Berisha le 27 février. Et puis « Des milliers de manifestants ont attaqué, vendredi 28 février, une caserne de l'armée albanaise à Vlora (sud de l'Albanie) et se sont emparés de centaines d'armes », sans que les soldats ne résistent. Ce n'est que par bribes étalées dans le temps qu'un observateur très attentif pourra comprendre, d'abord, que Vlorë était resté depuis près de trois semaines sous l'autorité des vainqueurs du 10 février, ou plus exactement sous leur absence d'autorité, et ensuite que l'attaque de la caserne, qui est d'abord comprise comme l'arbitraire le plus tyrannique d'une foule sans freins, n'a été, hélas, qu'une contre-attaque après une tentative de reprise de la ville insurgée par des unités du Shik venues spécialement et en secret de la capitale. Berisha, en effet, voulait enfin effacer cette tache, dans la préparation du triomphe de sa réélection quasi certaine, puisque les électeurs sont les parlementaires, et que son parti est majoritaire au Parlement. Ce n'est donc que pour achever manu militari la contestation passive des habitants de Vlorë que celle-ci est devenue active, et c'est parce qu'on voulait les faire taire par les armes qu'ils ont commencé à prendre des armes. Et à la double surprise du gouvernement et du monde, les militaires de Vlorë semblaient plutôt d'accord avec les insurgés, se laissant dépouiller sans résistance, et le Shik s'est fait battre à plate couture, ses commandos repoussés dans leur bâtiment officiel, qui a été détruit (9 tués : 6 Shik et 3 insurgés). Ce même 28 février, l'état d'urgence est décrété sur Vlorë.

Il faut donc constater que pendant trois semaines une ville a vécu sans Etat, et sans qu'il en soit fait état. Nous ne savons rien sur l'organisation éphémère que se sont donnée les insurgés avant de s'emparer des armes, et même dans quelle mesure ils étaient organisés. Nous ne savons pas s'il y avait un débat, et si oui, ce qui est probable, sur quoi il a porté. Nous ne savons pas comment les insurgés évaluaient leur insurrection, comment ils pensaient l'Albanie, l'Europe et le monde, ce qu'ils pensaient de la marchandise et de l'information occidentale, de la vie et de l'amour. Et nous ne savons pas comment la contre-offensive contre le Shik s'est décidée, par qui et avec quelles idées principales : peur des représailles ? Honneur bafoué par cette attaque sournoise ? Concours de circonstances ? Dans tous les cas, ces *albanais* de Vlorë, que la suite n'a pas permis de distinguer des autres gueux qui vivent sur le sol de l'Albanie, ne pensent pas que l'Etat ait le droit de leur imposer sa volonté et manifestent, au contraire, que l'Etat est leur commis, qui doit se plier à leur volonté. Les *albanais* sont cependant des gueux fort indolents et bien peu offensifs puisque, ayant libéré Vlorë de l'arbitraire, ils n'ont pas semblé avoir aperçu l'immense brèche qu'ils venaient de tailler : jamais le chemin du centre de l'Albanie aux centres de l'Europe et du monde n'avait été aussi court. Ils se sont ainsi exposés, seuls contre le reste de l'Albanie, contre le reste de l'Europe, contre le reste du monde, dans une situation classique de double pouvoir que l'Etat ne peut

évidemment pas tolérer. Et ce qui est surprenant, ce 28 février, n'est donc pas l'attaque du Shik sur Vlorë, mais que la défense se soit alors élevée à une contre-attaque, et que cette contre-attaque ait été aussi victorieuse que l'insurrection dix-huit jours plus tôt, et aussi paresseuse ! C'est une fréquente faiblesse gueuse que la paresse dans le travail se prolonge en cas d'offensive gueuse.

Des événements du 1er mars, à travers la stupéfaction et l'impréparation de *l'ensemble du vieux monde,* on sait aujourd'hui seulement que le gouvernement Mekshi a démissionné et que plusieurs hauts militaires ont été arrêtés, apparemment en conséquence de la reddition de la caserne de Vlorë. Mais le 2 mars, la situation s'est forcément aggravée pour marchandise, Etat et information dominante, puisque le Parlement décrète l'état d'urgence sur tout le pays, avec un couvre-feu de 20 heures à 7 heures, et un ultimatum pour la reddition des armes. En effet, à Sarandë et à Delvinë les manifestants incendient les sièges du Shik, les tribunaux, les banques, à Gjirokastër la préfecture de police est attaquée, à Fier les dépôts de l'armée sont pillés, dans le village de Levan une caserne de l'armée est prise sans résistance, et sur la plupart des routes au sud de Vlorë se sont formés des barrages d'insurgés. A Vlorë même, les affrontements continuent (2 morts), la maison de fonction de Berisha est incendiée, et les émeutiers armés affirment vouloir marcher sur Tirana. Dans la capitale, les journatouristes, plutôt inquiets, entendent des rafales de mitraillettes.

Le 3 mars, l'insurrection a réussi à repousser dans l'anecdote la réélection à la présidence, pour cinq ans, de Berisha par son Parlement. Ce qui retient maintenant l'attention de l'information, ce sont les contrecoups de l'insurrection perceptibles à Tirana : alors que les rafales de mitraillette continuent, les écoles sont fermées, les prix augmentent de 30 %, un journal indépendant est incendié (l'information suspecte le Shik) et, surtout, la presse occidentale reçoit l'interdiction d'aller dans le sud du pays. Un tel éclairage indirect ne peut que grandir encore la cause de tout ceci, l'insurrection. Ce 3 mars, cependant, les chars loyaux au pouvoir central entrent dans Gjirokastër, mais Sarandë devient la deuxième ville à s'être affranchie de l'Etat. La télévision grecque rapporte des pillages dans plusieurs localités de la minorité grecque.

Le 4 mars, les combats de Vlorë semblent s'être déplacés vers les barrages des insurgés autour de la ville. Le centre de gravité de l'insurrection se déplace vers Sarandë, où un policier est brûlé vif, où la base navale est prise à son tour, où trois cents prisonniers s'évadent de la prison, et où les insurgés forment une « Communauté municipale autonome », dans le but de devenir un « exemple pour toute l'Albanie ». C'est la première indication concernant une organisation insurgée (quoique la Commune de Vlorë semblera s'être donné, quelques jours, voire quelques semaines plus tôt, un organisme équivalent), et elle est d'autant plus remarquable qu'elle vise tout de suite l'exemplarité. Par ailleurs, ce même jour, on parle de « plusieurs dizaines de tués » à Delvinë, où des hélicoptères auraient tiré sur la foule ; il n'y a eu, par la suite, ni confirmation ni infirmation de ce carton, en dehors duquel le bilan officiel depuis quinze jours s'établit à 15 morts.

Le 5 mars, repoussées de Vlorë, de Sarandë et de Delvinë à son tour « incontrôlable », les forces armées albanaises sont contraintes de se replier partout. Les Shik n'ont pas tenu le choc et la base de l'armée est davantage composée d'insurgés en puissance que de flics virtuels. Dans le meilleur des cas, dans la perspective du Bourrichon, elle ne rallie pas l'insurrection (l'information tait encore pudiquement l'étendue des désertions), dans tous les autres cas, sauf à Gjirokastër, elle est battue. Même les bombardements aériens ne paraissent plus que comme le dépit du Shik, qui « a pris le commandement des opérations et ne rend compte de ses activités qu'à la présidence de la République ».

L'information occidentale a été tout à fait incapable de raconter un tel mouvement, d'en déterminer les moments principaux, la progression et les limites, et ne serait-ce même que l'épisode du 28 février

au 5 mars, qui est l'offensive de l'Etat, vaincue et renversée en contre-offensive de l'insurrection. Elle a oscillé entre la « recherche d'angles », qui en devient une succession de déformations, les rapports sur la politique institutionnelle, qui s'est justement effondrée, et le sensationnalisme qui tend à diffamer ce qui est devenu un soulèvement. Sa propre indignation vertueuse traduit exactement sa peur. Elle a donc commencé d'abord à signaler une sorte d'image d'Epinal de l'anarchie. Vlorë sera ainsi régulièrement décrit comme un repaire de contrebandiers, puis de mafias. Ce serait le règne de l'iniquité, du mieux armé, du plus fort, comme dans un ultralibéralisme qui aurait le loisir de s'en prendre à la journamerde elle-même. Mais cette information ne peut s'imaginer que des rapports sociaux construits sur l'argent et l'exploitation. Il est certain que des mafieux, armés, ont participé à l'insurrection. Mais c'est, tout au moins début mars, en désertant et dissolvant leurs mafias, comme les soldats qui sont passés à la rébellion ont conservé leurs armes mais sans la structure ni les objectifs militaires qu'ils venaient d'abandonner. Comme toute organisation en Albanie, à part les services secrets du dictateur qui sont la continuité des services secrets staliniens, les mafias sont très récentes, leurs patrons et employés sont fluctuants, et l'escroquerie, qui est leur fonds de commerce, permettait d'entrevoir de bien moins riches plaisirs, ce 5 mars, que l'insurrection.

Le 6 mars, la victoire militaire des émeutiers est analysée dans les deux camps, sauf par la préposée théorique à l'analyse, l'information dominante. Dans le camp de l'Etat et de la marchandise, Bourrichon « consulte » l'opposition qu'il diabolisait encore une semaine plus tôt, et les deux partis d'arrivistes émettent un appel commun au calme, et à la remise des armes dans les quarante-huit heures, qui est d'abord à comprendre comme un aveu d'échec de l'ultimatum parlementaire du 2 mars, et comme une incapacité commune des partis d'Etat à noyauter le mouvement. Dans le camp des vainqueurs, le débat porte sur la façon et les risques de pousser l'avantage. Ce sont maintenant au moins six villes libérées, Vlorë, Sarandë, Delvinë, Memollaj, Himarë et Tepelenë, où la prison de Berça est prise d'assaut et forcée. A Sarandë, le « conseil des insurgés » harangue la ville tous les matins. On apprend maintenant comment s'est constituée la « Commune de Vlorë », avec un comité de salut public de trente et un membres issus du comité des épargnants grugés, rejoint par dix-sept partis politiques et les étudiants qui avaient lancé la grève de la faim le 20 février : les jeunes loubards, tape-dur, pilleurs et mafieux, n'ont visiblement pas trouvé place dans cet organisme radical à composition modérée. Et la nullité de l'information va jusqu'à l'incapacité à structurer le mouvement, même lorsque les insurgés confirment son étonnante progression en plateaux : « En un mois il y a eu trois guerres ici, celle des slogans, celle des pierres, et maintenant la vraie, celle des armes. » Datons : guerre des slogans : du 15 janvier au 4 février ; guerre des pierres : du 5 février au 27 février ; guerre des armes : depuis le 28 février.

Un bilan officiel monte maintenant à 25 morts, y compris les balles perdues et les règlements de comptes. La rubrique « balles perdues » ressemble un peu à celles des accidents de voiture dans l'Europe plus pauvre, occidentale et carapacée de tôle et de soupapes, de clignotants, de rétroviseurs, et de pots d'échappement : c'est un peu le four crématoire des cadavres déplaisants ou encombrants, et il y est fait bon marché des causes de ce qu'il y ait, justement, des « balles perdues », comme si cela allait de soi : maladresse, bêtise, alcoolisme. La peur et le plaisir sont occultés, et l'habileté des tireurs est gravement sous-estimée : il y a fort à parier que de nombreuses « balles perdues » méritent de rentrer dans l'autre rubrique, « règlements de comptes ». Ce mot-clé-là ne fait allusion, quant à lui, qu'à la basse crapule qui profite d'une situation anarchique pour quelque revanchisme sordide et inavouable. C'est oublier que cet ex-Etat stalinien avait eu une des polices politiques les plus odieuses que la planète ait connue, et que le ralliement rapide de ses membres avait réussi, soit par leur passage dans le Shik, soit par leur mutation vers d'autres postes protégés

de la société, à faire l'économie de la vengeance. Quoique cette vengeance en refroidissant était devenue en partie du revanchisme, elle gardait encore beaucoup de spontanéité, notamment après avoir été réchauffée par l'apparition au moins arrogante du Shik. Mais d'autres « règlements de comptes » avaient forcément lieu, ne serait-ce que contre ceux qui s'étaient emparés avec insolence ou bassesse des places honteuses, libérées par les staliniens qui n'avaient eu ni le temps de remonter les braguettes ni celui de tirer la chasse, justement ces mafias, commerçants, néopatrons convertis au libéralisme occidental dans quelque « société d'investissements ». Enfin, le nombre des seuls règlements de comptes que sous-entend l'information lorsqu'ils lui permettent d'expliquer le nombre de morts, les règlements de comptes privés, n'est malheureusement pas connu, malheureusement parce qu'il donnerait une indication importante sur le degré de passion avec lequel les gueux d'Albanie menaient leur débat. C'est évidemment dans le tiroir « règlements de comptes » que l'information rangerait les disputes d'amour mortelles, ou les différends théoriques irréconciliables, que les insurrections ne manquent pas de générer.

Le 8 mars, malgré une trêve annoncée par le gouvernement, le Shik envoie six hélicoptères à Gjirokastër, qui devient aussitôt la septième ville insurgée, alors qu'au même moment il y aurait 5 morts lors du soulèvement de Përmet. Le 9, Gjirokastër et Përmet sont libérés, au sens spirituel, physique, technique, social, ludique et festif du terme : « La révolte populaire se transforme en anarchie totale, il n'y a plus de police, plus d'Etat, plus de règles. La ville s'enthousiasme, s'épanouit, se prend au jeu de la rébellion. » Ce jour-là, on en serait à deux mille désertions dans les rangs de l'armée.

Le 10 mars, Berat, Poliçan, Kuçovë et Skrapari se soulèvent, on se bat à Lushnjë et à Gramsh, et nous ne pouvons que nous étonner de la beauté de ces noms de villes inconnus. Le 11, les premiers pillages massifs des casernes ont lieu dans le nord de l'Albanie (Tropojë, Bajram Curri, Kukës) sans davantage de résistance qu'au sud. Tous les hommes du Shik qui, à découvert, ne sont plus qu'une provocation ambulante et paniquée, se retirent au nord de la rivière Shkumbin. L'ex-maire PS de Gjirokastër, dont les habitants n'ont plus besoin d'un tel fonctionnaire, Bashkim Fino, est nommé Premier ministre, après huit jours de vacance du poste. Huit comités populaires de villes insurgées, Vlorë, Sarandë, Tepelenë, Delvinë, Memollaj, Gjirokastër, Berat et Kuçovë, se réunissent à Gjirokastër et forment un « Front national de salut du peuple » qui ne fait « pas plus confiance à l'opposition qu'au pouvoir ».

Le 12 mars, ce sont Elbasan et Cërrik, plus près de Tirana que de Vlorë, qui sont gagnés par l'insurrection. A Shkodër, pour la première fois, des militaires défendent leur caserne : 4 morts. Mais tous les bâtiments publics de cette ville, la plus importante du Nord, sont incendiés et détruits. Ce pillage, qui a semblé exemplaire en vigueur et en fureur, sonne le glas de l'une des tentatives de l'information de combattre le mouvement : une ethnicisation entre Sudistes et Nordistes, qu'apparemment le gouvernement a reprise avec gourmandise pour distiller la crainte, au sud comme au nord, d'une guerre civile. Les dénominations de « Guègues » et de « Tosques », ces divisions sous-ethniques, n'ont eu d'autre usage que celui de diviser les gueux du Sud de ceux du Nord, en leur prêtant des identités opposées. Et cette menace de guerre ethnique, si près de la Bosnie, a probablement freiné l'offensive des insurgés. En effet, l'option d'une marche sur Tirana avait été discutée sur la place publique dès le 2 mars à Vlorë, et ensuite probablement tous les jours, mais a été déboutée à chaque fois, probablement parce qu'une telle offensive était jugée trop risquée, en partie par conséquent pour ne pas paraître comme une marche guègue sur pays tosque, ce que l'information dominante n'aurait pas hésité à affirmer. La mise en échec de ce seul projet offensif connu, s'il a permis de rendre absurde l'interprétation ethnique, a permis aussi aux légalistes et

modérés d'affirmer leur autorité dans les comités populaires des villes insurgées qui prirent ainsi le costume d'une ligue défensive, arc-boutée sur son indignation, sa bonne foi et son bon droit, moralisme qui sent à pleines narines son croisement entre paysan et petit commerçant ou, si l'on préfère, entre épargnant spolié et étudiant, assaisonné d'un zeste d'officier à la retraite, ou de déserteur gradé.

Le 13 mars, ceux parmi les gueux qui n'en avaient pas encore prennent les armes partout. De Durrës, Shkodër, Korçë, on rapporte des pillages massifs, principalement des dépôts d'armes et des casernes. A Lezhë, la banque d'Etat est pillée, ainsi que le bâtiment du Shik, puis le reste de la ville. Les premiers pillages collectifs commencent à Tirana. La principale prison y est prise d'assaut, six cents détenus sont libérés sur-le-champ, dont Fatos Nano, chef du PS, qui venait d'être transféré de la prison de Berça, elle aussi dissoute, et qui ne sera plus enfermé, parce que, en Albanie, *il n'y a plus de prisons.* Autour de la capitale, « Tout au long de la nuit de mercredi à jeudi, des groupes ont dévalisé des armureries et des magasins militaires dans les banlieues ». Gazmir, vingt ans, explique pourquoi à un journafion médusé : « Avoir une arme, c'est d'abord un plaisir. » Cette journée aurait fait 15 morts et 200 blessés.

Le 14 mars, l'extension du mouvement est à son apogée. C'est la ville de Durrës qui est transformée en terrain de jeu : « (...) la grande ruée sauvage des milliers d'habitants de Durrës qui pillent tous les bâtiments administratifs et les entrepôts du port. La fête dure depuis deux jours dans le fracas des armes et tout est bon à prendre. » Et c'est la même chose à Tirana : « Les pillages se multiplient, opérés par des hordes de miséreux ou par des bandits. Personne ne se cache, et il y a parfois un air de fête populaire. » Il est vrai que les défaites de la marchandise ont toujours un air plus digne, plus humain, plus réjouissant que le spectacle de ses triomphes. Le général Gazidede, chef haï du Shik, démissionne. Son gang réussit à reprendre le centre de la capitale le soir, mais le pillage et sa fête populaire se déplacent vers les banlieues. Le 15, du reste, de nombreux villageois du Nord viendront, un peu tard, se rincer des miettes marchandes de Tirana.

En Albanie, l'ordre marchand est empêché au point qu'il n'y existe plus de ces gestionnaires qui ne sont pas dans l'Etat : l'entreprise est effondrée, le commerce est nul, le patronat en fuite et les mafias, qui n'ont plus de profits en vue, implosées. L'information albanaise à l'occidentale est interdite par les deux partis en présence, l'insurrection qui la tient pour un vassal du dictateur, et l'Etat qui la censure, parce qu'elle dit n'importe quoi, tant elle est scandalisée et apeurée. L'Etat lui-même ne survit plus que par défaut, parce qu'il n'est pas frontalement attaqué, et parce que le reste du monde maintient ses représentants chancelants en leur promettant un soutien qui n'est pas encore vraisemblable.

C'est donc le reste du monde qui doit maintenant monter en première ligne. Mais l'information occidentale reste éberluée, et comme elle n'arrive pas à retrouver des porte-drapeaux de la middle class parmi les pauvres d'Albanie, et comme ses propres représentants ont été attaqués physiquement et rossés dès le début de l'insurrection de Vlorë, et comme tous ses raisonnements sont réfutés par les faits (les causes économistes, comme la faillite des épargnants, sont depuis longtemps dépassées, sauf par la fraction la plus conservatrice des insurgés ; la guerre civile ethnique entre Guègues et Tosques n'a pas pris), elle se contente d'aligner des faits et témoignages incohérents et stupéfiants, elle photographie seulement, mais depuis un mauvais observatoire, un mouvement qui a largement dépassé son imagination, sans qu'elle s'en aperçoive ; car, comme les fossiles communistes ou postsitus, elle pense avoir atteint le plus haut degré de conscience, et c'est sur ce pic, qu'ici elle a dans le cul, qu'elle attend avec fébrilité et dédain que les pauvres viennent la rejoindre.

Aussi son discours décousu erre-t-il entre un « terrain » auquel l'accès lui est refusé et d'archaïques spéculations politiciennes d'un Etat qui ne peut même plus compter sur son armée.

Les autres Etats du monde sont tout aussi perplexes que l'information, a fortiori parce qu'ils dépendent d'elle pour comprendre ce monde. Les Etats-Unis, les premiers, avaient désavoué Berisha après les législatives de mai 1996. L'OSCE les avait d'abord trouvées bonnes, parce que l'anticommunisme primaire est si fort que l'on préfère cautionner quelques tricheries électorales que de laisser les moins visiblement repentis des récupérateurs staliniens l'emporter, avant de condamner à son tour ce scrutin, tout en continuant de soutenir le Bourrichon. Sale Bourrichon avait fort bien compris qu'en utilisant un anticommunisme viscéral et même un peu inique, il aurait l'appui de l'Europe occidentale, et celle-ci en était encore, après le dépassement de la guerre des slogans en janvier, et après le début de l'insurrection de Vlorë pendant la guerre des pierres en février, au bout de deux semaines de guerre des armes, à se demander si les communistes ne tiraient pas les ficelles ou, en tout cas, comment sacrifier Berisha sans que ceux qu'il avait appelés les « Brigades rouges » ne reviennent aux affaires. Seul l'Etat italien (et probablement à un degré moindre, les autres Etats limitrophes) agitait une autre obsession, tout aussi mesquine et schizophrène : la peur d'un exode massif de boat people. Mais non seulement l'exode massif n'avait toujours pas lieu, mais l'exode perlé en cours depuis 1991 se ralentissait ! En effet, ce qui se passait en Albanie était bien plus passionnant que la fuite !

Un autre danger cependant guettait maintenant les gardes-frontières internationaux du monde, cette clique d'Etats qui s'auto-intitule la « communauté internationale » : la contagion du plaisir et de la liberté, le mauvais exemple de gueux en armes, qui ne travaillent pas et qui pillent tout ce qu'ils trouvent, qui dissolvent une armée et qui reconnaissent si peu l'autorité de la « communauté internationale » que celle-ci ne trouve même pas, parmi eux, d'interlocuteurs. Le 8 mars ainsi, jour où l'Italie « ferme ses frontières » (comme si elles avaient jamais été ouvertes aux *albanais*), l'ex-chancelier autrichien Vranitzky est envoyé à Tirana par l'OCDE, mais n'y trouve pas d'insurgés qui voudraient l'écouter. Le 10 mars, l'Etat italien négocie avec le comité de Vlorë, qui atteste par là à la fois une modération maintenant suspecte et l'irrespect face à son propre Etat de tutelle, les modalités sur le contrôle des armes, et l'on n'entend pas Bourrichon et son Finaud protester contre une ingérence si contraire aux droits des Etats, ni d'ailleurs aucun membre de la belle et vertueuse « communauté des Etats » demander à l'Italie : de quoi je me mêle ? Et trois jours plus tard, au cœur du pillage pantagruélique de Tirana, Bourrichon et Finaud, la main dans la main, demandent une intervention militaire européenne, donc contre leurs propres administrés : d'autres gueux, deux siècles plus tôt, avaient guillotiné leur roi pour la même trahison. Le 14, alors que l'information parle surtout de l'évacuation des Occidentaux, parce qu'elle pousse ainsi l'alternative au bord de la panique, si elle doit les accompagner, notre Brunswick en costume, Vranitzky, approuve en exigeant une police internationale : « C'est le chaos, ils pensent qu'ils peuvent en venir à bout, s'il y a un soutien de l'étranger. » Ils : Bourrichon le président, Finaud le Premier ministre d'opposition, le comité de Vlorë et les comités qui le soutiennent, le Shik et l'état-major de ce qui reste d'armée, tous ceux qui « estimaient ne pouvoir gérer seuls la situation ». Rarement, trop rarement, a-t-on vu en ce siècle tous les gestionnaires désavoués à tel point que tous ne crient d'abord, et ouvertement, qu'à la police. Et jamais, depuis qu'elle s'est donné ce nom convivial et égalitaire qui est déjà tout un mensonge, la « communauté internationale » n'avait été réduite ainsi qu'à sa fonction utile : justement, la police.

C'est donc au sommet de la vague, lorsque tous les gestionnaires du monde, d'Europe (qui finance déjà un tiers des dépenses publiques albanaises) et d'Albanie ont trouvé la nécessité de monter une opération de police, sans légalité ni raison, sans analyse des causes, du déroulement et

des perspectives du soulèvement, que ce soulèvement commence à refluer. Le 15 mars – on se demande bien avec quel argent –, les salaires des militaires et policiers sont triplés : « Il s'agit d'attirer dans l'orbite de la légitimité étatique tous les ions libres », dit un diplomate occidental avec cette rare franchise des situations extrêmes, où le conservatisme fanatique est attesté par le *contre-sens* sur l'adjectif libre, qui montre bien que les diplomates d'aujourd'hui sont devenus de pauvres ions. Les 15 et 16 mars, il y aurait eu, si l'on croit la propagande italienne, quatre mille cinq cents Albanais refoulés des côtes italiennes et, en effet, une sorte d'exode endémique semble recommencer. Le 19 mars, autour de Vlorë, les émeutiers se laissent remplacer sur les barrages par la police. Le même jour, l'Italie décrète l'état d'urgence sur toute la Botte, soit par goût fellinien de la dramatisation, soit qu'il se soit passé quelque chose qui serait resté censuré. Le 20, notre Finaud de chef de gouvernement déclare que « Tirana a fait du rétablissement de l'ordre "une priorité avant même l'envoi d'aide humanitaire" », là non plus, aucune vertu Organisée Non Gouvernementalement pour s'indigner d'un pareil cynisme, qu'on pourrait traduire par : s'ils ne se rendent pas, affamez-les. Et pour bien rassurer le journaflic qui l'interviewe, ce politiflic ajoute qu'« une première prison devrait ouvrir ses portes ce week-end ». Le 23 mars, beaucoup de police italienne arrive en éclaireur à Durrës, en faisant semblant de protéger quelques sacs de farine. Le 24, l'aéroport de Tirana est rouvert. Les journaclowns retrouvent leur morgue, courte et économiste : « Razzia d'un peuple au dénuement extrême, trop occupé à survivre pour s'offrir le luxe d'une révolution », ce qui est précisément (au mot razzia près) la définition du petit peuple de la middle class occidentale dont est issu ce Didier François, qui mérite d'avoir son nom ici, comme une des taches les plus honteuses qui ont tenté de souiller la révolte la plus joyeuse de la seconde moitié de cette décennie. Et ils sont nombreux, ceux qui méritent le traitement qu'a subi une journaconne américaine qui s'est prise une balle, ce jour-là, quand on lit : « Des meurtres, des viols et des vols sont signalés de plus en plus fréquemment par la police (...) », ce qui veut dire seulement : la police refait son travail, elle a repris le monopole de la diffamation des mœurs, et toute cette insurrection n'est qu'une banale délinquance à grande échelle. Signalons au passage que pour nous qui n'avons rien contre meurtres, viols, vols en eux-mêmes nous savons parfaitement que lorsque nos ennemis journalistes les dénoncent sur la base de rapports de police invérifiables, c'est uniquement pour calomnier.

La même dégradation de l'explosif entre détermination et plaisir se lit aussi si l'on se place dans la perspective de l'insurrection, pour autant qu'on puisse. Le 16 mars, les affrontements de Korçë font encore 4 morts, et laissent supposer que c'est là une des dernières villes à commencer son insurrection. Le bilan officiel (donc émanant de la police et de l'Etat albanais) est maintenant grimpé à 75 morts et 600 blessés depuis le 28 février. Le 17, les insurgés du Sud exigent encore la démission de Berisha avant le 20, menaçant dans le cas contraire de marcher sur Tirana. Et le 19 mars, un journarat albanais constatait encore et déjà : « Il n'y a plus aucune règle, plus aucun pouvoir. C'est encore le chaos, moins spectaculaire parce qu'il n'y a presque plus rien à piller. » Même s'il veut dire par là, attention camarades conservateurs du monde entier, nous n'avons pas encore battu cette rébellion, il n'en pose pas moins la question centrale de toute insurrection victorieuse : au-delà de l'abolition de l'Etat sur l'essentiel des zones urbaines du pays, au-delà de l'abolition de l'échange marchand sur l'essentiel du temps vécu, au-delà de l'abolition de l'information dominante sur l'essentiel des débats en cours et possibles, quelle perspective ouvrir ? La vraie pauvreté est que le point où sont parvenus les *albanais* à la mi-mars 1997 est tellement inconcevable pour tous les pauvres modernes, y compris les *albanais,* que l'au-delà n'est jamais anticipé. Comme à Bamako ou à Kinshasa en 1991, il y a ces instants de repos après le pillage, après la victoire militaire sur l'Etat, qui sont plus dangereux que la répression parce qu'ils marquent

la limite interne, invisible, du mouvement. C'est là qu'il manque un projet, une théorie, issus du mouvement, c'est là que les idées neuves se noient dans la résurgence des conservatismes.

Le 20 mars, par conséquent, passe sans la reddition des armes – exigée comme une fanfaronnade pour cette date par le gouvernement –, mais surtout sans marche sur Tirana, alors que Bourrichon ne fait même pas mine de démissionner. On ne sait presque rien sur le débat pour et contre cette marche, qui aurait été accompagnée de graves inconvénients et dangers, et en effet rien ne prouve qu'elle eût été praticable. Mais elle était la seule proposition offensive du mouvement, et son rejet signifie d'abord la fin de l'offensive et condamne le mouvement à reconnaître son propre zénith dans l'extension maximale du pillage maintenant achevé. La décision n'a sans doute pas été facile : le chef, à moins qu'il ne fût que le représentant, ou délégué, ou commis du comité de Tepelenë, a appelé à la marche, et s'est trouvé contredit par ses collègues de Vlorë et de Sarandë. Sur les éventuelles disputes entre comités et leur base, le 24 mars, rien n'est connu que cette phrase rapportée dans la même édition du même torchon dans lequel s'illustre Didier François : « Les comités et les partis essayent de calmer le jeu, rigole Fimas, mais personne ne les écoute. » Le 26 mars, ce sont maintenant dix-huit villes insurgées qui se réunissent à Vlorë avec, comme principale revendication, qui sonne déjà comme une mazarinade de frondeur vaincu, la démission de Berisha.

D – Enlisement

Le 28 mars, le naufrage d'un navire de boat people albanais en collision avec une vedette militaire italienne fera 87 morts. Le spectacle de l'indignation de l'Etat albanais contre l'Etat italien, qui conformément à sa réputation d'Italia puttana avait commencé par démentir et minimiser, va supplanter le débat interne de l'insurrection et se substituer à lui. En parallèle à cette bonne grosse diversion, l'information occidentale prépare maintenant l'arrivée de la bonne grosse police internationale : « Une dizaine de personnes au moins sont tuées chaque jour par des balles perdues ou dans des règlements de comptes. Cette insécurité générale crée à terme des risques de pénurie alimentaire et c'est la principale raison de cette intervention. » La pénurie alimentaire, qui s'avéra être un véritable fantasme de journabouffe, est maintenant la raison de l'envoi de la police, parce qu'il faut bien protéger cette aide contre l'insécurité ; à part ça, non, aucune raison d'envoyer une police en Albanie, pourquoi ? Après de telles affirmations, il est devenu illusoire d'espérer connaître par les sources de ce genre ce que pensent, disent, jouent, disputent les *albanais* entre eux. Et les désaccords organisationnels, théoriques ou stratégiques qui ne manquent de diviser des mouvements de révolte qui n'avancent plus ont désormais rejoint sous les rubriques balles perdues et règlements de comptes les disputes d'amour et la vengeance.

Maintenant intronisé patron de la police internationale, Italia puttana prépare son arrivée : le 2 avril, Romano Prodi, président du Conseil italien, aurait été en visite à Gjirokastër ; le 10 avril, il obtient l'accord du Sénat romain (à ne pas confondre avec *le* Sénat romain) pour l'envoi de troupes ; le 13 avril, Prodi se fait gieux, acclamé par dix mille personnes à Vlorë ; le 15 avril, c'est le début de l'opération Alba avec Italiens en tête et Grecs en queue. Le 17, les législatives anticipées sont fixées au 29 juin et, le même jour, les Forces spéciales albanaises reprennent Shkodër. Mais le

couvre-feu reste en vigueur. Alba devient le filtre par lequel l'information parle désormais de l'Albanie, et c'est logique car Alba nie les *albanais.*

La différence entre les insurgés et l'armée d'occupation tient pratiquement en ceci : les premiers ne savent pas ce qui s'est passé en Somalie quatre ans plus tôt, alors que la seconde y était. L'opération Alba (qui a repris la ridicule habitude américaine de donner un nom de code public à une aventure militaire) se place tout de suite en défensive, ne tente même pas de reprendre les armes aux gueux d'Albanie. Elle perfectionne une méthode expérimentée dans la guerre contre l'Irak, puis en Somalie : capter le spectacle, mais avec plus de rigueur, parce que c'est son unique objectif. Visiblement, les gueux d'Albanie n'ont pas compris la fonction de cette armée, et comment sa seule véritable mission, paratonnerre à information dominante, était une offensive autrement dangereuse qu'une intervention où les armes auraient servi. Le mépris profond que se sont acquis les hommes de cette police internationale tient dans le nom que leur ont donné les *albanais* : « les touristes armés ».

Ce que cette manœuvre a dissimulé et étouffé ne se lit nulle part mieux qu'à travers les bilans que l'information continue d'avoir l'imprudence de publier, probablement parce que, à travers le nombre de morts élevé, elle pense justifier la présence de l'armée d'occupation. Au 16 juin, le bilan de l'AFP est de 1 500 morts alors qu'au sommet de l'insurrection, le 16 mars, on en était à 75 morts. Ce qui veut dire que 95 % des tués l'auraient été depuis le point culminant ! Même si le score du 16 juin (le 3 juillet, 'Libération' parlera même allègrement de 3 000 morts) est sans doute grossi de tous les chiens écrasés dans le genre des 87 boat people noyés le 28 mars, et que ces totaux étant invérifiables il n'y a aucune raison que nos journagonflettes se soient privées de les augmenter confortablement, cette hécatombe n'est expliquée que par balles perdues et règlements de comptes. Armée d'occupation et insurgés vivent donc un parallèle, les touristes armés s'occupant de toute la partie visuelle de l'Albanie, les insurgés de toute la profondeur de la dispute que nous ne connaîtrons donc pas : « La situation demeure anarchique en Albanie, où les violences continuent, en particulier dans le Sud, qui échappe totalement au contrôle du pouvoir central » (19 mai).

Enfin, les élections du 29 juin prennent le relais dans le spectacle de l'information. La campagne est évidemment « émaillée d'incidents » comme on dit dans le vocabulaire normalisé, puis d'« irrégularités » comme on le déplore non sans soupir. Le propriétaire des élections, l'OCDE, nous en explique l'objet par son Vranitzky de service : « Nous avons besoin de gouvernants qui soient choisis par le peuple et qui, de ce fait, puissent être des interlocuteurs solides pour les institutions financières et pour les pays qui voudraient intervenir dans la reconstruction de l'Albanie. » Les insurrections ont au moins ceci de bon que leurs ennemis se croient obligés de parler simple et franc, ce qui étale leur cynisme ou leur inconscience.

L'intermède postélectoral mérite d'être conté. Certes, Bourrichon reconnaît l'enculage de son PD ; mais il s'agit, avant de sortir, de se couvrir les arrières qui ne sont pas très solides. Le 1er juillet, il nomme donc un candidat bien à lui pour le poste de ministre de l'Intérieur, et il est vrai que dans l'avenir immédiat il vaut mieux avoir choisi le chef de la police. Mais Finaud refuse le candidat de Bourrichon. Bourrichon ordonne à la Garde présidentielle et au Shik de prendre position autour de la Banque centrale (quelqu'un voit le rapport ?) et de s'emparer du centre de Tirana. Mais la troupe, mieux informée du rapport de force issu des élections de l'OCDE, obéit au contrordre de Finaud et empêche ainsi ce « véritable coup d'Etat contre le gouvernement de coalition ». Notons que l'information occidentale n'a jamais parlé de putsch et que Bourrichon n'a jamais été poursuivi pour son dernier effort de se raccrocher à sa dictature. Non moins ubuesque, la

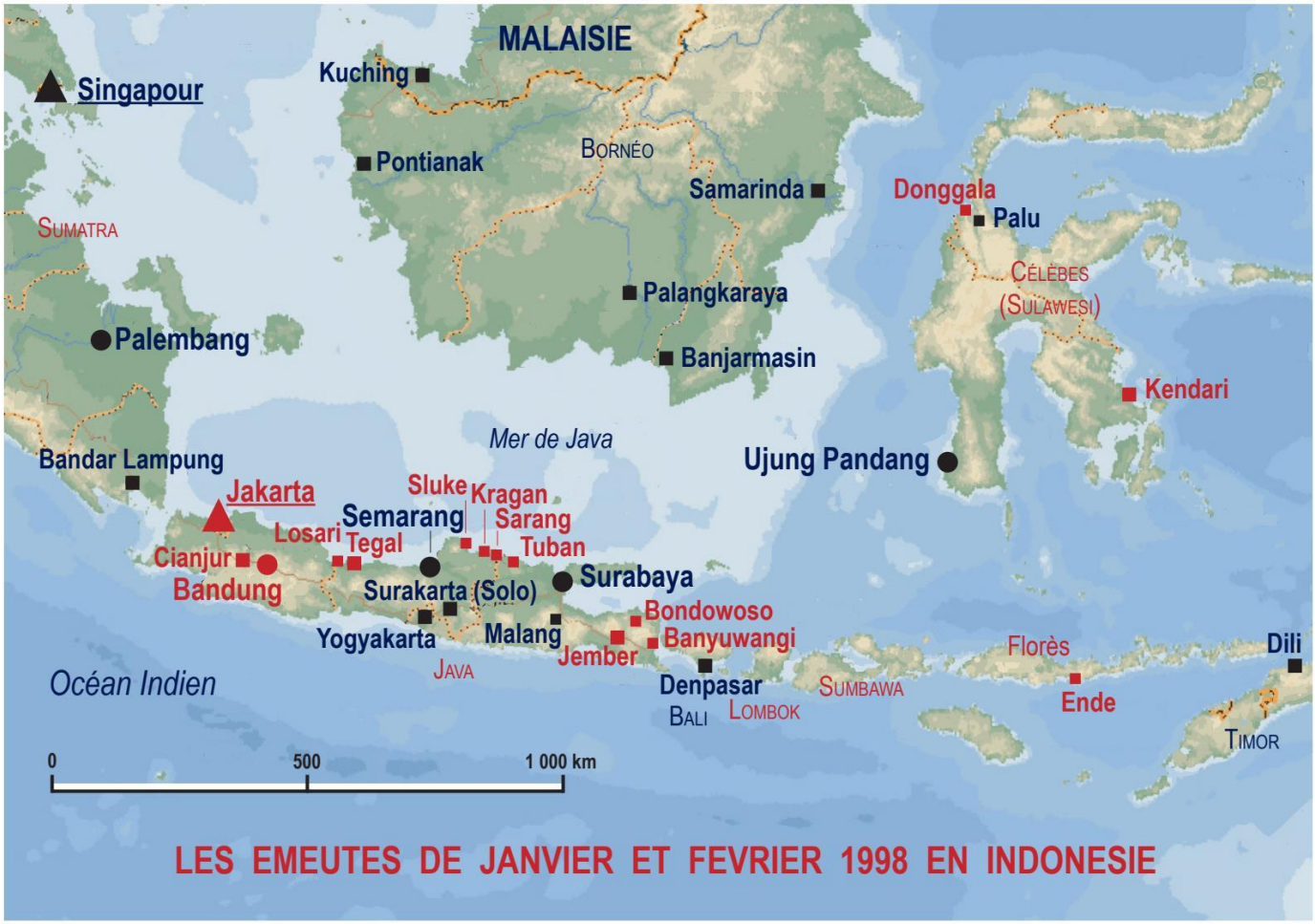
manifestation royaliste du 3 juillet (les législatives étaient couplées avec un référendum sur le retour à la monarchie que l'aventurier Leka Ier affirmait avoir gagné) se termine dans l'affrontement (1 mort). Le 18 juillet, les résultats donnent cent dix-sept PSA contre vingt-sept PDA sur cent cinquante-cinq députés. Le 23, Berisha démissionne. Le 24, Fino l'imite et est remplacé par Fatos Nano. Le 11 août, les derniers touristes armés quittent l'Albanie sans s'être fait dérober leurs appareils photo. 'Le Monde' comptabilise 1 800 morts depuis le 28 février.

La limite de l'insurrection en Albanie est entièrement comprise dans son absence de conclusions. L'information dominante avait d'abord tu la victoire de l'insurrection de Vlorë à la mi-février, davantage par une irrationnelle attitude semi-hostile et semi-boudeuse que par une stratégie clairvoyante pour vaincre un dangereux ennemi ; de fait, rarement encore a-t-on vu les explications de cette information aussi en dessous d'un événement social qu'elle narre. Mais ce premier silence n'a pas véritablement nui aux *albanais,* comme on l'a vu dès le 27 février, mais ne s'est pas non plus retourné contre l'information, qui continue, dans notre société, de jouir sans pudeur de l'impunité des bouffons. Après l'insurrection généralisée de mars, c'est donc un silence analogue qui a pu venir *censurer* la fête, avec plus de succès cette fois : car là encore, les gueux d'ailleurs que d'Albanie, qui auraient pu étendre cette fête, ont prématurément pensé que tout était terminé, et qu'il n'y avait là que le contenu trivial qui justifiait le silence dominant, aucun débat, aucun sens, aucun possible.

Les insurgés, quant à eux, se sont montrés fort indifférents à la publicité, et compte tenu de ce qu'est la publicité dans notre monde, c'est tout à leur honneur. Mais cette incapacité à faire connaître l'état de leur pensée au moment du négatif relève d'une faiblesse rédhibitoire des révoltes des vingt dernières années. Car autant le silence est la plus parlante des armes au milieu du piaillement du poulailler, autant lorsque l'ennemi se tait, parce qu'il est réduit au silence, il faut parler pour attaquer et il faut attaquer pour parler. Aussi ne savons-nous pas si, après la mi-mars, le mouvement s'est effondré dans l'épuisement pantagruélique du pillage ou dans sa propre timidité, c'est-à-dire l'incapacité d'exprimer pratiquement ce qu'il avait dans le ventre. Il ne s'agit pas tant de regretter que la marche sur Tirana n'ait pas eu lieu que de s'inquiéter que cet acte-là ait été le seul qui mérite qu'on le regrette.

texte de 1999


THAILANDE
Bangkok
CAMBODGE
VIETNAM
Mer de Chine méridionale
Manille
PHILIPPINES
Phnom Penh
Kuala Lumpur
Aceh
Medan
MALAISIE
BRUNEI
Mer de Célèbes
Océan Pacifique
Singapour
BORNÉO
NOUVELLE GUINÉE
CÉLÈBES
SUMATRA
MOLUQUES
Jakarta
Mer de Java
Mer de Banda
Surabaya
Bandung
JAVA
BALI
TIMOR
Mer de Timor
0 500 1 000 km
INDONESIE
Océan Indien
AUSTRALIE


MALAISIE
Singapour
Kuching
Pontianak
BORNÉO
Samarinda
Donggala
Palu
SUMATRA
CÉLÈBES (SULAWESI)
Palangkaraya
Palembang
Banjarmasin
Kendari
Mer de Java
Bandar Lampung
Ujung Pandang
Jakarta
Sluke
Kragan
Semarang
Sarang
Losari
Tegal
Tuban
Cianjur
Bandung
Surakarta (Solo)
Surabaya
Bondowoso
Yogyakarta
Malang
Banyuwangi
Florès
Dili
Jember
JAVA
Océan Indien
Denpasar
SUMBAWA
Ende
BALI
LOMBOK
TIMOR
0 500 1 000 km
LES EMEUTES DE JANVIER ET FEVRIER 1998 EN INDONESIE

INDONÉSIE
1998

I – LA VAGUE D'ÉMEUTES DE JANVIER-FÉVRIER 1998 EN INDONÉSIE

La cause principale de cette vague d'émeutes a été décrite comme l'espèce de banqueroute dans laquelle l'Indonésie (par le nom du pays, on entend alors la synthèse des principaux valets de l'Etat et des principaux valets gestionnaires qui y sévissent, qui sont d'ailleurs souvent les mêmes) serait entrée, en même temps que les autres Etats du Sud-Est asiatique. Bien entendu, un tel événement dans la gestion n'a pas la même importance pour les gestionnaires ou pour les informateurs qui le racontent, ni pour les pauvres modernes qui en subissent le spectacle. Pour les premiers, il est le véritable cyclone, et la révolte des seconds n'en est que le périphénomène ; pour les pauvres en revanche, la « crise économique » se résume à deux effets principaux : une hausse radicale des prix et, justement, le spectacle de la crise, qui finit par les convaincre que cette crise est bien l'origine de leurs maux.

Mais la raison principale de la révolte en Indonésie semble bien autre, puisqu'elle est encore plus abstraite et plus imprécise. L'onde de choc de la pensée des révoltes récentes dans le monde commence en effet seulement d'atteindre le lointain archipel, quelques années après avoir été battue ailleurs. Des islamistes modérés ou radicaux et des démocrates occidentaux, comme ceux qui atteignent soudain à l'information occidentale, sont l'expression de la nécessité d'une récupération, depuis la révolution en Iran aux insurrections vaincues de Rangoon, de Beijing et de Bangkok. Le respect, ce dû envers l'autorité, que le dictateur Suharto avait su imposer dans le sang, s'est lézardé depuis 1994 et les premières émeutes modernes en Indonésie. Et l'information mondiale l'a si bien compris et voulu anticiper que depuis 1991 elle avait tourné enfin en spectacle de la révolte celle des Timorais à partir de la cinquantaine de victimes d'une manifestation, fusillées à Dili (d'après Chomsky, 200 000 Timorais auraient été massacrés par l'Etat indonésien depuis vingt ans). Mais c'est surtout l'ennemie des ennemis de cet Etat, la marchandise, qui déferle et détruit les fondations de ce despotisme oriental : la musique et les boissons gazeuses, les chaînes de télévision et les motocyclettes, les vêtements et les regards ont échappé à la tradition et à l'Indonésie comme les enfants à leurs parents. L'ordre a perdu son sens. La vie n'a pas encore trouvé le sien.

Entre 1996 et 1997, l'émeute est devenue un phénomène connu, et récurrent en Indonésie, ce qui n'était pas imaginable cinq ans plus tôt. Lorsque les premiers mécontentements éclatent dans la rue en janvier 1998, on connaît le risque, on sait l'Etat indécis, ne sachant pas s'il doit exterminer son

véritable ennemi, ou s'en servir contre des concurrents beaucoup plus apeurés, mais dont les protecteurs sont les grands Etats du monde, car une telle opposition a pu voir le jour dans un système politique dont la base idéologique est le consensus et la dictature. Les émeutiers savent qu'ils peuvent être traités durement, mais qu'ils peuvent aussi forcer au repli les quelque cinq cent mille hommes qui quadrillent imparfaitement les 13 000 îles de l'Indonésie. Ils ne savent pas qu'ils seront calomniés, mais ils savent qu'ils feront douter ceux qui calomnient. Ils ne connaissent pas encore l'information occidentale, quoique l'émeute de Jakarta en 1996 leur en ait proposé un échantillon démodémago, mais ils ont maintenant besoin de la rencontrer. Et puis, il y a, chez ces foules de jeunes, le plaisir, le désir, la richesse si proche et si loin, tout ce qui manque au discours dominant et qui peut bien valoir qu'on risque sa vie.

L'information dominante dira que ces émeutes sont des « émeutes de la faim », ou qu'une « explosion sociale » guette l'Indonésie en banqueroute. Mais rien n'est plus varié que les prémices de ces manifestations de mécontentement : à Bondowoso et même dans un quartier de Jakarta, ce sont des musulmans indignés par le commerce de boisson et la prostitution, en plein ramadan, qui vont presque à l'émeute ; à Bandung, l'émeute du 5 janvier éclate après une altercation entre marchands ambulants et police ; à Banyuwangi, la semaine suivante, c'est l'augmentation du prix du riz qui déclenche pillage et destruction ; à Jember, deux jours plus tard, ce sont de jeunes mais nombreux motocyclistes qui attaquent des magasins, peut-être sans raison raisonnable ; à Kragan, le 26 janvier, c'est le prix du kérosène qui sert de prétexte ; mais à Donggala, le 1er février, c'est comme par dérision des prétextes musulmans, parce que le prix du brandy aurait aussi augmenté, qu'une foule de jeunes saccage ce qu'elle peut ; enfin, le 16 février, à Tegal, c'est parce que les étudiants auraient refusé de participer à une manifestation contre les autorités locales que celle-ci devient émeute ; et, de retour à Bandung, c'est maintenant des usagers des transports publics en grève qui s'émeuvent par le discours universel de l'émeute moderne : affrontements, pillages, destruction de marchandises.

Depuis l'émeute de Bandung le 5 janvier, qui peut être considérée comme un hors-d'œuvre assez épicé, à celle qui a peut-être été la plus dévastatrice, le 18 février, à Kendari, dans les Célèbes, mais dont on sait si peu, sauf ce respect craintif face à la dévastation exprimé par un témoin de journaliste, « il n'y a pas de magasin dont les vitrines soient intactes », comme la douceur du dessert, trente villes ont connu l'émeute, entre le 12 janvier et le 16 février. Fort peu de choses sont connues sur ce curieux mouvement, parce que l'information occidentale, qui en est le rapporteur unique, est restée bridée par deux limites. La première, déjà évoquée, est sa croyance aveugle dans un fait économique qui déterminerait les actes des humains ; la seconde, c'est que pour elle l'Indonésie s'arrête là où elle commence : à Jakarta. Tant qu'il n'y a pas d'émeute à Jakarta, c'est comme si on pète dans l'ascenseur qui mène à l'étage de la rédaction ; ça ne sent pas bon, c'est parfois un peu bruyant, mais ça ne changera pas le papier du jour.

L'information s'est donc contentée de thématiser ces rages si denses dans le temps et dans l'espace qu'elles ressemblent à des amoks collectifs. Tout d'abord, pour les journalistes, le contexte est une lutte entre le FMI, qui ici est considéré comme juste et raisonnable, et l'Etat indonésien, qui refuse de se plier à son diktat, avec d'autant plus de mauvaise foi que Suharto prend le risque face à sa propre population de s'humilier devant l'organisme international en lui promettant de céder sur toute la ligne, slurp, slurp, suçons le talon de la botte. Pure hypocrisie ! nous révèle l'information outrée dans l'une de ses poses préférées, l'indignation vertueuse. Car en Asie elle rejoue jusqu'à l'usure la farce pseudo-féministe, pseudo-laïque, pseudo-libérale, pseudo-démocratique inaugurée avec Cory Aquino (et poursuivie avec Benazir Bhutto, Aung San Suu Kyi, Chandrika Kumaratunga

et quelques étudiantes chinoises) et soutient, à Jakarta, la trop placide et passive Megawati Sukarnoputri, donc le parti pris unilatéral de soutenir que c'est par pur népotisme que l'hypocrite dictateur refuse en fait d'appliquer les recettes imposées par le FMI parce que désirées par les Etats-Unis. Les atermoiements entre cette recette mal comprise par la vilaine oligarchie et la fermeté impuissante de l'officine à pognon provoqueraient nécessairement des émeutes. C'est irrémédiable. Quand l'économie bave on a des bavures. Les émeutes sont regrettables, mais pas très graves, et pour les faire cesser, eh bien l'Etat indonésien n'a qu'à obéir gentiment. Les émeutes n'ont que cette place-là dans le raisonnement, avant d'être oubliées lors d'un nouveau plongeon dans les spéculations sur les différences fondamentales entre la continuation du flottement de la roupie (alléluia, hosanna), ou la création d'un « currency board » qui indexerait son cours au dollar américain (vade retro satanas).

La thèse spécifique concernant les émeutes, et visant immédiatement à les discréditer, est qu'elles seraient « antichinoises ». La façon dont l'information présente ce racisme (« pogrom », lira-t-on dans 'Libération', où Caroline Puel s'est faite une propagandiste acharnée de l'ethnicisation) est la même que celle dont elle avait présenté le clivage en Bosnie et le néonazisme en Allemagne : horreur et infamie, mais par là délectable et prenant rang de problème central. L'information cherche à prouver que le régime soutient la sinophobie du pauvre peuple égaré et crédule (on relève par exemple des phrases sur des « fauteurs de troubles », venus d'ailleurs, ou l'on fait des supputations parce que tel général a fêté la fin du ramadan avec tels islamistes « radicaux »). Par là, l'abjecte ethnicisation des émeutes paraît bien abjecte, mais surtout d'autant plus véritable. Comme dans de nombreuses révoltes des dix dernières années, c'est l'information qui, en dénonçant un racisme, le produit. En effet, les cibles ont été les commerçants, qui sont à 75 % chinois : lorsque les émeutiers s'en sont pris à des *commerçants* chinois, l'information a laissé entendre qu'ils s'en prenaient à des commerçants *chinois,* si bien même que lorsqu'elle ne pouvait pas apposer le qualificatif chinois, il a été cru implicite. Et non seulement l'information (que d'articles de fond sur la communauté chinoise, sur son rôle de bouc émissaire traditionnel, etc.) a ainsi transformé une révolte contre des commerçants, qui organisaient apparemment des pénuries dans l'attente des hausses de prix, en une révolte contre un groupe ethnique, mais comme si souvent en pareil cas, à force de le répéter, il y a certainement eu, assez rapidement, des antichinois parmi les émeutiers. Nous savons que les mensonges de l'information un soir d'émeute deviennent parfois la réalité le lendemain. Et autant le gouvernement indonésien ressuscitera pour son public intérieur la vieille tarte à la crème d'émeutes organisées et préparées de l'extérieur, autant l'information occidentale soutiendra pour le public extérieur à l'Indonésie la thèse du « complot politique » antichinois, au moins toléré par ce gouvernement, qu'elle combat sournoisement, pour pallier la crise économique.

Puisqu'elles ne sont pas venues jusqu'à Jakarta, donc jusqu'aux informateurs occidentaux, les émeutes ont été très peu détaillées. Même si en janvier elles semblent être restées isolées (le 28, cependant, elles touchent au moins quatre localités) et géographiquement limitées à Java, elles semblent assez dissociées, quoiqu'il semble que de l'est de Java, au moins, une bande (de jeunes ? de motocyclistes ?) ait pu se déplacer d'une ville à l'autre (Kragan, Sarang, puis Sluke, voire Tuban et ses districts extérieurs) pour faire subir aux commerces la plus joyeuse des ires. Mais c'est bien le seul indice d'une non-spontanéité de ces révoltes locales, dont jamais aucune n'a duré plus de trois jours ; même l'Eyd-e Fetr, qui tombait le 23 janvier, n'a donné lieu à aucun débordement connu, ce qui ridiculise assez l'antisinisisme islamique.

Dès le 1er février, il y a des émeutes dans les Célèbes, le 6 sur Sumbawa, le 8 dans l'île de Florès, et le 13 à Sumatra, en plus de celles de Java. Là non plus, aucune concertation n'apparaît parmi les

émeutiers. Mais les lieux et les dates se densifient. Ainsi, dans la première moitié de février, seuls les 4 et 5 et les 10 et 11 semblent avoir été des jours de manifestations qui n'ont pas atteint à l'émeute. Jusque-là, l'information est ambiguë sur l'action de la police et de l'armée. Les forces de l'ordre semblent en effet peu présentes, et d'une part on les accuse de laxisme complice (ce qui nourrit le prétendu complot antichinois du gouvernement), d'autre part on reconnaît leurs difficultés à être présentes dans les petites villes où les émeutes éclatent, à cause de leur très grande dispersion. Dès début février, un peu partout, des rumeurs d'émeute précèdent en effet l'événement, et rendent le contrôle d'autant plus difficile. Il est probable que les émeutiers aient profité de cette situation et que l'impunité apparente les ait enhardis.

Le déroulement des émeutes semble assez similaire : on attaque rapidement les commerces, dans le but de piller. Ces déprédations durent parfois très peu, parfois assez longtemps (entre une demi-heure et trois jours de suite). Mais le pillage ne semble pas avoir été le projet des émeutes, tant la destruction de commerces, de maisons et même de marchandises semble avoir été plus importante que le vol (à Losari, le 12 février, les émeutiers auraient même « interdit » le vol pour mieux détruire et incendier). Il s'agit apparemment d'une colère plus générale contre les commerçants dont on peut en effet penser qu'ils aient spéculé sur les hausses de prix en stockant en particulier les vivres.

Le 2 février est le jour où le mouvement s'intensifie : il y a des émeutes dans quatre villes en même temps, et l'impunité reste grande. L'Etat s'inquiète maintenant ouvertement du contrôle du mouvement. Le 7, les forces de sécurité se livrent à d'ostentatoires manœuvres antiémeutes dans Jakarta. A partir du 8 février, l'Etat commence à organiser des distributions de riz à prix cassé à Ende, où l'émeute continue cependant le lendemain et où il y a 1 mort. Le 12 est un tournant : Suharto, dans un discours télévisé (où il nomme notamment Wiranto chef des forces armées et Habibie colistier à sa candidature présidentielle), appelle armée et police à plus de sévérité contre les émeutiers. Pour le même jour, l'information relève bruyamment les 2 premiers morts, en oubliant, dans cette dramatisation, la victime de Ende.

Le 13, cependant, le mouvement s'étend dans six villes différentes. Le 14, la troupe ouvre le feu à Lombok, où il y a à nouveau 2 morts. Les émeutiers s'en prennent maintenant, en outre des magasins, et des églises chrétiennes (au scandale de l'information occidentale), aux responsables locaux de l'administration (grande inquiétude de l'Etat), sans doute à propos de leur gestion de l'approvisionnement. Le 16 février semble l'apogée du mouvement, puisque c'est dans sept villes de Sumatra, de Java et des Célèbes, de la grande Bandung à la petite ville de Tegal, en passant par des villes de cent mille habitants comme Cianjur et Kendari, que des émeutes sont rapportées, violentes, diversifiées et prenant de plus en plus pour cibles communes Etat et marchandises. Enfin, il y a cette dernière journée d'émeute dans la seule Kendari, qui a l'air d'avoir été très impressionnante, le 18 février.

Et tout d'un coup, plus rien. Aucune explication n'est donnée de cette fin soudaine et complète. Les informateurs occidentaux parlent encore du risque d'explosion sociale, des émeutes, de la peur des Chinois, deux semaines après la fin du mouvement, comme s'ils n'en avaient pas pris conscience, ou comme s'ils croyaient à une courte trêve. Après coup, une vague d'arrestations importante semble avoir retroussé les lieux traversés par la vague d'assaut. Mais celle-ci a disparu, au plus fort de son mouvement, sans répression criante à ce moment-là. Et lorsque les informateurs se sont rendu compte de la fin de cette vague, ils ont préféré l'oublier que la commenter, ce qui n'est pas très bon signe.

Comme 1849 à Paris avait été l'écho petit-bourgeois de 1848, comme la grève de 1995 en France avait été l'écho middleclass de la vague de révolte gueuse de 1988-1993, l'écho étudiant vient ponctuer la fin de cette vague d'émeutes. Dès le 19 février, lendemain de la dernière émeute connue, a lieu la première manifestation étudiante, pacifique. Les étudiants, représentants de cette tranche intermédiaire de la société, vont longtemps éviter l'affrontement, organisant des meetings de plus en plus nombreux, mais toujours pacifiques, à l'intérieur de leurs campus. Comme en Chine, en 1989, le régime va traiter fort différemment cette relève qui lui indique la nécessité d'une mue. Ce n'est qu'à partir de mi-mars (Suharto est réélu pour un septième mandat présidentiel le 10 par l'Assemblée consultative réunie en conclave depuis le premier jour du mois) que les étudiants sortent dans la rue et s'affrontent avec les services d'ordre de l'Etat. Mais le 18 avril, une délégation (plus tard désavouée) acceptera de rencontrer Tutut, la fille ministre du népote, et le général Wiranto, nouveau ministre de la Défense, qui avait appelé au dialogue avec cette opposition qui a fait si bien oublier les émeutes et les émeutiers, pour un temps.

texte de 2000

II – LE GRAND PILLAGE DE JAKARTA EN MAI 1998

La défaite de la révolution en Iran (de 1967 à 1993 dans le monde) a installé une dictature de la middleclass. Karl Marx serait bien étonné de voir le prolétariat, qu'il a tant contribué à fabriquer, arriver finalement à la dictature, mais en se fondant avec la petite bourgeoisie par le liant qu'est l'information dominante. Il serait encore plus étonné de voir que cette suppression des classes est une étape florissante du capitalisme, et que l'homme total s'est rapproché, mais dans une représentation perpétuelle qui se substitue au vivant : la représentation de la middleclass dans son miroir déformant.

Cette dictature de la middleclass, qui est en transformation continue, se dit évidemment démocratique, comme ses devancières bourgeoise et bureaucratique, qui savaient déjà qu'elles affaiblissaient leurs ennemis en leur faisant croire qu'elles possédaient la souveraineté à travers le mot magique « démocratique ». En ce qui concerne l'Etat, ce que cette dictature appelle « démocratie » correspond à quelques mises en forme impératives. Il faut d'abord, pour chaque Etat, plusieurs personnels de gestion de cette entité qui est d'abord et essentiellement l'entité de la police. Plusieurs oppositions politiques doivent pouvoir assurer la direction de l'Etat, dont le personnel dirigeant doit rester ouvert à la concurrence, mais une concurrence éternelle, parce que chaque Etat se doit de prouver que ces personnels tournent effectivement. Un dictateur et sa suite sont un personnel trop réduit pour couvrir les besoins et les risques de gestion dans chaque Etat de la dictature middleclass, parce qu'ils ne représentent pas l'éclatement idéologique de la middleclass elle-même, et parce qu'ils ne peuvent pas se soumettre à l'information dominante. Malgré de graves inconvénients, on change des équipes entières, et c'est uniquement à travers ces changements en trompe-l'œil que la dictature représente ceux qu'elle maîtrise.

Mais l'essentiel de cette dictature est la suppression de la souveraineté locale, à laquelle les derniers Etats à accéder ont été ceux issus de la décolonisation, qui sont aujourd'hui parmi les derniers à lutter contre cette suppression. Les Etats eux-mêmes apparaissent comme des archaïsmes fastidieux, beaucoup trop lourds et lents en idéologie, hypertrophiés en personnels, avec des dispositifs policiers peu mobiles et insuffisamment souples pour ce qu'exige le monde aujourd'hui. Si bien que les Etats, fastidieux archaïsmes, ou, si l'on veut, laborieux habillages et maquillages de la police, cassent, ou suivent la réorganisation imposée par la dictature. Car ce sont les gestionnaires des domaines non policiers, ni même spécifiquement politiques, qui se sont développés en et pour la dictature de la middleclass. A travers la marchandise, la gestion du besoin a universalisé cette interdépendance qui est devenue visiblement la vérité du travail. La colonisation de tout ce qu'on appelait espace s'est poursuivie avec la colonisation de tout ce qu'on appelle temps, puisque le virtuel, le crédit, le différé, le possible sont devenus les champs de fuite de la marchandise et les horizons de la crédibilité de la middleclass. La dictature de la middleclass, en effet, a cette particularité d'être la première qui échappe entièrement à ceux dont elle émane et qu'elle représente. Pour la première fois, des gens sont gouvernés par leurs propres idées mises en pratique, dans une dictature sans dictateur ; et cette mise en pratique des idées est hautement problématique, parce qu'elle se fait dans l'aliénation, où une pratique peut être en contradiction avec son idée. Ainsi, la middleclass est elle-même soumise à sa propre dictature. Et dans cette

organisation proprement folle, la gestion de la marchandise conduit le vieux capitalisme bien au-delà non seulement de ce qui est produit, mais de ce qui est échangé, sur le modèle de ce que les économistes appellent la « cavalerie ». C'est pourquoi les frontières d'Etat doivent aujourd'hui être équipées de chicanes, ou d'écluses : il faut laisser passer en priorité cette marchandise au galop, et ceux qui la portent à l'échange, ou à l'idée de l'échange ; et il faut empêcher ses ennemis d'initier des flux contraires, même inconscients, donc il faut les empêcher de passer, de circuler. Ceci veut dire que dans la dictature de la middleclass, le monde n'est plus gouverné par des Etats, mais les Etats sont gouvernés par le monde. Rappelons que le monde est la représentation de tout ce qui existe.

Enfin, la cause de tout ceci est un violent développement de l'aliénation, c'est-à-dire un flux apparemment improbable de pensée sans conscience. La dictature de la middleclass est d'abord une tentative de gestion inconsciente et conservatrice de cette explosion par un *discours.* Ce discours contient le mouvement supposé infini de la marchandise, et présuppose des Etats retaillés à cet usage. Le centre névralgique de ce discours est l'information dominante. Ce discours est lui-même avant-coureur, fond et forme de la néocolonisation du monde par la dictature middleclass. L'information dominante est le passage obligatoire de tout discours dominant, et tout discours qui passe par l'information dominante doit être considéré comme collaborateur de cette dictature. Ainsi, la définition middleclass de la démocratie devient absolue, sans opposition, elle implique une seule forme de gestion de la marchandise imposée hors de toute consultation du peuple décrété souverain, elle impose, à marches blanches forcées, une morale normalisée et mondialisée, et la négation de ce qui la nie. Mais la middleclass elle-même, les militants du parti figurés dans le '1984' d'Orwell, se reconnaît au fait d'être sous la lumière de l'information dominante : ce qui se dit là et ceux qui y adhèrent, qui peuvent donc accéder à la seule visibilité aujourd'hui, la visibilité middleclass, sont la middleclass. La middleclass se délimite par le cercle de lumière de l'information dominante.

La dictature middleclass est la forme de domination de la contre-révolution iranienne. Un des derniers grands Etats du monde qu'elle n'avait pas encore colonisé est l'Indonésie. Pendant le quart de siècle que cette révolution a duré, l'Indonésie, après avoir paru une partie du monde modernisée, était devenue un refuge du vieux monde, une partie vieillie du monde, un peu comme ces habitats en béton, construits massivement dans la vague de poussée démographique urbaine après la révolution russe, et qui paraissent des ruines une génération plus tard. Le mouvement qui a fini par atteindre l'Indonésie est un double ricochet : la révolution iranienne a imposé la middleclass, et la middleclass, en s'insinuant en Indonésie, a permis la révolte, qui à son tour permet à la middleclass de mener la contre-révolution.

L'Etat indonésien

L'Etat indonésien est une sorte d'immeuble récent, construit à la hâte par des architectes mal payés qui étaient plus attentifs à lui donner une touche apparente de cette modernité qui vieillit si mal qu'un fond de solidité. Le 17 août 1945, le résistant au colonisateur hollandais et collaborateur de l'occupant japonais, Sukarno, s'autoproclame président à vie. Ce glorieux début est à moitié effacé depuis que l'une de ses filles, Megawati, est la vedette préférée du parti de la démocratie occidentale : le héros de père de cette héroïne ne saurait être le collabo d'une dictature étrangère, d'une force occupante. Contesté par l'Etat colonisateur hollandais, ce régime se maintient cependant parce qu'il est soutenu par les Etats-Unis d'Amérique. Il va durer vingt ans. Son modernisme

années 50 va connaître la consécration en organisant la première conférence des non-alignés, à Bandung, en 1955. Mais le règne de Sukarno s'effrite peu à peu. A partir de 1955 le parti stalinien du PKI triple le nombre de ses adhérents pour atteindre les trois millions en 1965. Un étrange coup d'Etat, dont les faits sont toujours controversés, le 30 novembre de cette année-là, est aussitôt attribué aux communistes. Ceci permet à l'un des chefs de l'armée, le général Suharto, d'entamer, avec le soutien actif de la CIA, une véritable chasse aux communistes, qui fera au moins 500 000 morts dans l'année qui suit. On ne peut que s'étonner, au passage, de la sélectivité placide des bonnes consciences, si promptes à décréter des génocides, et si oublieuses de ce massacre aux dimensions à peine imaginables. En 1966, Suharto devient chef du gouvernement, et en 1968 il succède à Sukarno à la tête de l'Etat.

Dans le manichéisme de l'information middleclass, on essaie de faire paraître le passage du président à vie à son Bluthund comme un passage de la démocratie à la dictature. Mais les massacres se sont bien produits avec Sukarno comme président. Et Suharto a conservé, sans y toucher, ce qui est considéré comme le fondement idéologique de l'Etat indonésien, un package en cinq points, promulgué dès 1945 par Sukarno sous le nom de Pancasila : 1. Foi en un Dieu unique ; 2. Humanité juste et civilisée ; 3. Unité de l'Indonésie ; 4. Démocratie guidée par l'esprit de consultation et de consensus ; 5. Justice pour le peuple tout entier. On voit bien dans ces creuses généralités l'esprit de la décolonisation, avec sa démagogie qui commence par la foi en Dieu et qui se termine par la justice pour le peuple tout entier. Cette Pancasila sera donc seulement augmentée de la sauce Suharto que celui-ci appelle « Ordre nouveau ». L'ordre nouveau est la suppression de toute opposition, en 1976, et un Parlement dont plus de la moitié des délégués sont désignés par le président ; la création d'un parti qui noyaute tout ce qui bouge, le Golkar ; une dénonciation hystérique du communisme et une domination massive de l'armée qui a fait dire qu'on est passé d'une domination hollandaise de gouverneurs généraux à une domination de généraux gouverneurs. Selon la formule consacrée, le régime de Sukarno est devenu visiblement, avec Suharto, ce qu'il était essentiellement. Car Suharto a toujours appelé cela une démocratie, avec autant de justesse que Sukarno avant, et si on tuait apparemment encore du communiste en 1980, pour les autres opposants politiques, l'intimidation a toujours suffi par la suite.

La « démocratie » pancasilaire de Suharto, à l'époque de la guerre du Vietnam, est une de ces dictatures typiques de la génération d'après la décolonisation, dont l'une des fonctions est de doter l'Etat d'une véritable bureaucratie et dont le rêve est de fabriquer une véritable industrie. Mais en 1990, la guerre du Vietnam est finie, les bureaucraties d'Etat sont remodelées, et le rêve industriel fait sale, bref, face à la vague de révolte qui bat son plein, les gestionnaires du monde se réorganisent à la va-vite. La tyrannie militaire qui voudrait passer pour éclairée et orientale, avec un Suharto comme sommet visible, entre en contradiction avec l'universalisation de la middleclass comme nouvelle forme de dictature après la fin du spectacle Est-Ouest. La direction de l'Etat indonésien semble au moins avoir senti le changement du temps, puisque, à partir de 1990, elle s'ouvre soudain à l'islam. Suharto parraine l'Association des intellectuels musulmans (Icmi), dirigée alors par l'un de ses suivistes, Yusuf Habibie. L'Indonésie, à 90 % islamique, est l'Etat, dans le monde, où vivent le plus de musulmans. La révolution en Iran a imposé de plus en plus l'islam comme idéologie de rechange. Mais celui d'Indonésie, réputé tolérant et mâtiné d'animisme, est fort éloigné du chiisme de l'Etat iranien ou même d'un sunnisme radical. En Indonésie, il n'a pas été mis en avant par la révolte mais par l'Etat, et cette petite violence scinde les chefs islamiques et leurs courants : la Nahdlatul Ulama, le principal parti islamiste, celui d'Abdurrahman Wahid, reste

en dehors de l'Icmi, alors qu'Amien Raïs, le dirigeant de la Muhammadiyah, en est le chef des experts, jusqu'à sa destitution en 1997.

Dans cette Indonésie éclatée, à la démographie galopante, les régions situées aux extrémités entrent en rébellion les unes après les autres. En effet, l'ensemble est un hybride, difficilement contrôlable, déséquilibré au point que l'Etat organise et favorise les déplacements de population de la Java surpeuplée aux autres régions quasi désertiques. L'Etat de Suharto a même toujours rêvé de s'agrandir encore, et l'annexion en 1973 de la petite ex-colonie portugaise de Timor a fini par faire apparemment 200 000 morts, soit le quart de la population de ce Timor-Oriental. C'est l'information occidentale, le fer de lance de la colonisation middleclass, qui soudain, à partir de la répression en 1991 d'une manifestation (50 morts de plus) à Dili, la petite capitale de ce territoire, braque sa lumière aveuglante sur Timor, qui elle-même ne compte pas en entier pour plus d'un demi pour cent de la population de l'ensemble de l'Indonésie ; et la lumière indirecte de ce spectacle fait se distinguer les silhouettes de deux autres séparatismes plus anciens et à peine moins meurtriers : la Nouvelle-Guinée et les Moluques. Ainsi, l'Etat de 1945, réformé en 1965, se fissure de partout.

La « crise asiatique »

Rarement, dans les insurrections des dix années qui l'ont précédée, les gestionnaires de la marchandise et de l'argent ont joué un rôle aussi capital que dans l'insurrection en Indonésie.

La dictature bureaucratique et militaire de l'Indonésie, comme par exemple celle du Chili, a été un modèle de gestion réussie au point qu'il faut en conclure que si la domination et la conservation de la société étaient seulement une affaire économique, alors un régime comme celui de Suharto serait idéal : une grande masse de pauvres soumise et travailleuse, une excellente ouverture de l'Etat à la marchandise, une grande latitude d'action pour les gestionnaires locaux, une bonne écoute et soumission aux gestionnaires du monde. D'une colonie fort démunie, l'Indonésie est devenue en trente ans de présidence de Suharto l'un des « tigres » asiatiques les plus admirés des économistes dans le monde entier. Et tous ceux qui croient que l'économie a une réalité s'extasiaient devant ce qu'ils appellent la « croissance » de cet Etat, devant la santé de ses finances, et la douceur de ses conditions de travail, pour ceux qui exploitent le travail des autres, s'entend. 'Le Monde diplomatique' rapporte qu'en juin 1997 le Fonds monétaire international (FMI) louait l'Indonésie pour sa « politique macroéconomique prudente, ses taux élevés d'investissement et d'épargne, et ses réformes pour ouvrir ses marchés ».

Mais si une telle idylle capitaliste est exactement le projet officiel de la société actuelle, économiste jusqu'à nouvel ordre, cette société elle-même n'est pas conforme à ce projet. En effet, cette abondance plus relative que relativisée produit aussi, à vitesse industrielle, ses propres nuisances et déchets, ses propres contraires. En premier lieu la dictature bureaucratique et militaire, du fait entre autres de l'absence d'opposition, finit généralement par croire que les règles du jeu sont égales à son arbitraire ; ce qui est une autre façon de dire qu'il régnait en Indonésie une corruption dont la progression suivait une courbe comparable aux chiffres triomphants par lesquels les économistes attestaient de la rentabilité insolente de cet Etat. Et comme le régime était organisé de manière pyramidale, la corruption le semblait aussi : d'une part la tête de l'Etat était en même temps la tête de la gestion des marchandises, ce qui garantit une grande solidité et fluidité entre ces deux compartiments de la domination, gros avantage mais seulement tant qu'il n'y a ni fissures, ni crise, et gros obstacle dans le cas contraire ; d'autre part, la tête de l'Etat et de la gestion des marchandises

était aussi à la tête de la corruption : on évaluait la fortune de Suharto à 40 milliards de dollars, et c'est tout un système de conglomérats interpénétrés que sa famille et un cercle limité à deux ou trois serviteurs fidèles avaient mis en place. Ensuite, il faut signaler que la « croissance » avait permis l'« émergence » d'une « classe moyenne ». Et cette « classe moyenne » n'était pas la petite bourgeoisie des manuels marxistes, mais la middleclass moderne, internationale, avec ses idéologies et sa morale rénovées, sa prétention au monopole de l'information et sa conviction pour une gestion par la dictature collective et dépersonnalisée, que la middleclass subit et fait subir dans le monde entier. Bref, le succès du capitalisme postcolonial en Indonésie n'avait pas seulement produit une industrie, un « secteur d'activité de service » tout à fait compétitif dans l'esprit et dans les résultats comptables avec l'équivalent dans les Etats occidentaux, mais aussi la relève du régime qui commençait donc à apparaître comme un régime de transition, une mue nécessaire et passagère qui a fait son temps. Et enfin, comme le débouché de toute cette intense activité d'un demi-siècle était évidemment hors d'Indonésie, dans le monde, les gestionnaires du monde virent l'Indonésie comme l'un des lieux où l'argent se multipliait le mieux. Le haut de la pyramide indonésienne avait fort bien compris qu'elle devait sa place et sa fortune à la souplesse du bas de l'édifice et à sa propre souplesse, identique à celle des dominés, par rapport aux cieux de l'universalité économiste. Dans un monde où les règles de jeu se modifiaient, y compris chez les gestionnaires, l'Indonésie offrait, grande ouverte, son organisation et sa gestion déjà archaïques.

Tous les gestionnaires semblent être d'accord sur le fait que la « crise asiatique » commence à l'été 1997 dans la Thaïlande voisine, à la suite d'un prêt immobilier « calamiteux » qui « tourne mal ». Le mécanisme, très simplifié, est le suivant : parce qu'elles ont confiance dans la croissance, les banques prêtent de l'argent pour des investissements souvent assez risqués, et dans tout le Sud-Est asiatique, et en Indonésie particulièrement, dans des investissements immobiliers (risqués parce qu'on spécule sur la grandeur du projet pour animer la demande, avec le soutien de l'Etat, sans s'assurer au préalable que la demande suivra). Les banques couvrent ces investissements avec les fonds des investisseurs internationaux, et en particulier une sorte récente d'investisseurs, qui s'appelle les investisseurs institutionnels, et qui sont les gestionnaires de l'épargne dans les Etats de la vieille Europe étendue aux Etats-Unis et au Japon, eux aussi attirés par les « taux de croissance » élevés dans ces pays qui promettent une forte rentabilité de l'investissement. On a donc : l'entrepreneur qui prend un risque, la banque qui finance le risque, et l'investisseur institutionnel qui finance la banque. Au moment du prêt calamiteux qui a tourné mal en Thaïlande, la confiance a tourné, et tous ceux qui soutenaient cette banque, d'abord les autres banques et investisseurs locaux, ensuite les investisseurs institutionnels, ont voulu retirer leurs fonds. Mais les investisseurs institutionnels ont continué leur retrait de tout le système bancaire thaïlandais, si bien que la monnaie locale s'est écroulée et que l'Etat thaïlandais a dû payer de ses réserves la spéculation sur cette monnaie en chute libre. L'injection des réserves monétaires par l'Etat ne suffit pas à ramener l'investissement, qui ayant ainsi pompé ce trésor public se tourne vers l'Etat suivant, qui est dans les mêmes conditions, et avec des résultats identiques. Et, évidemment, les petits épargnants du vieux monde sont bien loin de savoir comment travaille leur argent, et c'est bien logique, puisque les plus-values réalisées ne sont pas pour eux, à qui on a garanti des taux fixes.

L'Etat suivant est l'Indonésie. En juillet 1997, la roupie indonésienne est attaquée ; le 14 août, l'Indonésie est obligée de faire flotter sa monnaie, qui plonge. En octobre, l'Indonésie s'en remet au FMI, qui prête 40 milliards de dollars en échange, entre autres, d'une restructuration du système bancaire en faillite. Seize banques ferment le 1er novembre, dont deux sont contrôlées par la famille du dictateur. Tous les Occidentaux et tous les économistes voudraient que l'Etat suive scrupuleuse-

ment les ordres du FMI, mais pas le clan Suharto, parce qu'une partie des réformes va lui mordre dans le porte-monnaie. Le FMI prête 10 nouveaux milliards le 5 novembre, mais annonce le 12 que de nouvelles réformes devront suivre. Le 6 janvier 1998, en contradiction avec les exigences du FMI, l'Etat présente un budget en expansion pour l'année qui suit. Alors que le 11 janvier deux cent soixante-quatre sur deux cent quatre-vingt-six entreprises de la Bourse de Jakarta sont techniquement en faillite, le 15, Suharto signe un nouvel accord dicté par le FMI. Le 27 janvier le gouvernement promet de garantir les obligations des banques commerciales, donc de nationaliser les pertes. Pendant tout ce temps, les entreprises licencient massivement, la roupie bat des records de baisse, et l'inflation essaie de couvrir ce retard. Les hausses de prix sont évidemment moins bien comprises, dans leur logique macroéconomique, par les chômeurs sans indemnités que par les usuriers du FMI. Pendant ce temps, du 5 janvier au 18 février, a lieu la première vague d'émeutes sur Java : les éconoputes et les journaputes vont évidemment s'empresser de couvrir la fin du respect par les difficultés de gestion. Mais ni le début des émeutes ni leur interruption abrupte ne correspondent à des événements de la chronologie économiste.

L'information dominante et l'Indonésie

Contre la révolte en Indonésie, l'information occidentale a donné une dernière représentation en ce siècle d'une pièce bien rodée dans les dix années précédentes. Les mêmes émotions y sont présentées dans le même ordre, les mêmes rôles y sont distribués sans imagination ni vérité, les mêmes intérêts y sont poursuivis sans conscience mais avec hargne et assiduité. Par l'attitude et l'importance que l'information dominante, occidentale, a eu contre la révolte en Indonésie, elle en a usurpé et interdit le discours.

En effet, le discours dominant sur l'Indonésie, la « vérité » sur la révolte d'Indonésie, c'est le discours de l'information occidentale. Pourtant, ce discours est un rajout, et il exprime seulement la position d'une frange très minoritaire en Indonésie. L'information dominante a d'abord et surtout contribué, de toutes ses forces, à middleclasser l'Indonésie. Elle ne parle que du point de vue international de la middleclass naissante en Indonésie, comme si ce point de vue, qui est identique au sien, était celui de la révolte en Indonésie. Même dans l'analyse de la gestion dans cet Etat, dans sa priorité absolue donnée à la « crise », c'est le discours d'une néocouche intermittente et intermédiaire qu'elle met exclusivement en avant. Cette malheureuse « classe moyenne » serait menacée d'extinction par une lamentable gestion du potentat local, alors même que le potentat local n'est qu'une dernière muraille de Chine pour empêcher son extension continue, avant et après la « crise ». La révolte, du reste, n'est dans cette version des faits qu'un appendice inessentiel, un malheur nécessaire et inévitable de cette « crise », un des accrocs de l'obstacle à la middleclassisation : bien fait, y avait qu'à pas.

Dès la vague d'émeutes de février la minimisation de la révolte est mise au service de ce réformisme middleclass. Non seulement l'information occidentale ne quitte pas Jakarta à la première destruction de marchandises, mais elle ne quitte pas certains quartiers de Jakarta : une émeute dans une ville lointaine, même sur Java, n'est jamais couverte que de manière indirecte, ramassée dans un bout de phrase, ou en détail d'une affirmation banale sur l'ordre, la misère, la faim, la mauvaise gestion et l'inquiétude justifiée des populations qui sont là des martiens, fort inquiétants seulement en théorie. De sorte que ce qui s'est passé à Jakarta paraît, dans la version

officielle, sans commune mesure avec ce qui se passe ailleurs : quand les flammes ont léché les pieds des informateurs, ceux-ci ont évidemment tourné le dos au feu, et ils ont parlé d'une grande peur, en séquences hachées, avec des apparences de réflexions et en se jetant sur le ragot, beaucoup moins sur sa vérification.

La diffamation en pogroms antichinois a continué après février. L'information a abondamment pratiqué ce glissement d'une critique et d'une attaque contre les gestionnaires de cette société vers un lynchage raciste d'une minorité ethnique. Ce que l'information ne sait pas ou occulte, c'est qu'elle donne la description de la cible et propose le viseur. D'une négativité sociale elle transforme la révolte en une négativité morale. Et l'information pourra même accuser l'Etat d'avoir fait ce qu'elle seule pouvait réussir : détourner les émeutes de leurs buts à déterminer vers l'antichinoiserie déterminée, comme 'Libération', le 11 mars, en livre un cas d'école dans un article dont le titre et le sous-titre suffisent : « Retour sur des émeutes manipulées. Le pouvoir accusé d'avoir envenimé le sentiment antichinois. » L'Etat comme l'information travaillent, en fait, à transformer la dispute des gueux contre eux tous en une dispute entre l'Etat et l'information : que le débat reste, puisqu'il y a débat, un débat entre gestionnaires, et non pas un débat contre les gestionnaires. Et comme c'est l'information qui raconte, l'Etat sera le mauvais, et l'information, comme toujours, sera le bon. Cette minimisation de la révolte, dont les objectifs sont désormais fixés par la mise en scène de la division idéologique des gestionnaires, et où une vague d'émeutes déchoit en échauffourées, est résumée dans une phrase du 'Monde', le 3 mars : « Sans faire allusion ni à ces rassemblements ni aux échauffourées de février, dont les commerces chinois ont fait souvent les frais, le président a cependant déclaré à ses compatriotes qu'"*il est inutile de chercher des boucs émissaires".* »

Lorsque l'une des plus importantes vagues d'émeutes des dernières années s'est arrêtée soudain, deux semaines après cette pérennisation de la seule version ethnique que le méchant essaie de nier, les gentils informateurs, non informés, ne s'en étaient pas rendus compte tout de suite. Jusqu'à fin février ils se croyaient encore sous la menace d'une vague d'irrespect, de violence et de colère quotidienne, qui pouvait fort bien arriver jusqu'aux portes de leurs grands hôtels. L'époque entre cette vague d'émeutes et la suivante, début mai, couvre donc les mois de mars et d'avril 1998. Incapables d'expliquer le hors-d'œuvre de la révolte, et sa brusque fin, les envoyés spéciaux ont pris le temps de convaincre leurs rédactions, puis leur public, du bien-fondé de leur présence, non pas à l'extrémité orientale de Java, mais dans les grands hôtels de la capitale. Ces deux mois ont servi à solidifier leur version des faits. Ces deux mois appartiennent à l'information dominante.

Pour cela, ils se sont appuyés sur leurs auxiliaires préférés dans toute révolte, les étudiants. D'abord, de nombreux journalistes se sont considérés comme révoltés quand ils étaient eux-mêmes étudiants. Ensuite, les étudiants sont les gestionnaires de demain, le terreau de la middleclass naissante, ils véhiculent docilement les modes et les idéologies qui leur sont destinées, ils sont faciles à manipuler et à mettre en scène. De plus ils sont photogéniques, jeunes et beaux comme les canons publicitaires de la middleclass, travaillés de la même intelligence que la progéniture de nos informateurs et ils ne sont pas hostiles à l'information. Dans la middleclass, depuis 1968, les étudiants représentent la bonne révolte, alors que l'émeute est bien entendu la mauvaise. Depuis 1989 en Chine, l'information avait montré comment on domestique et canalise une révolte, pour peu qu'on arrive à en faire une révolte étudiante, au moins en apparence, un Tian'anmen.

La révolte étudiante s'est construite en rupture complète avec l'émeute. La première manifestation étudiante, à l'Université d'Indonésie de Jakarta, a lieu le 19 février, le lendemain du dernier jour de razzia des sauterelles humaines, principalement dans les extrémités de Java. Les manifesta-

tions étudiantes, loin de chercher leur jonction avec ce mouvement-là, restent prudemment cantonnées dans les campus pendant un mois, où elles grossissent cependant. Il faut dire, pour défendre la gravité de cette attitude qui paraît si modérée, que les étudiants indonésiens sont beaucoup plus respectés en Indonésie que les étudiants occidentaux en Occident, et que, de mémoire d'étudiant de 1998, on n'avait pas sacrifié à l'opposition ouverte, sous banderole, contre le régime.

Cette radicalisation lente et séparée de la partie tendre du mouvement va donner le temps à l'information de s'installer confortablement : l'économie, la crise, les rapports entre Etat et FMI, vont être posés comme la base en dur, le fond inaltérable, la vérité effective de tout le reste, qui n'est que périphénomène. Suharto, et son Etat, obtiennent tout de suite le rôle principal, du méchant. En face, et quoi qu'elle fasse, la gent estudiantine obtient le rôle du bon, se substituant dans ce vaudeville aux gueux, qui sont purement et simplement renvoyés dans le décor. Le FMI, second rôle utile, est déplacé sur cet axe entre méchant et bons, selon son attitude par rapport au méchant : quand le FMI critique Suharto, il devient bon ; quand il s'en rapproche, il devient mauvais. Comme l'armée est l'ombre noire de Suharto, les émeutiers sont l'ombre noire des étudiants ; et comme les émeutiers sont l'ombre noire des étudiants, les oppositions restent des ombres, colorées cependant, comme la grosse ruminante de Megawati, fille de Sukarno, favorite absolue des médias occidentaux, parce qu'elle est femme, Cory Aquino, Benazir Bhutto et Aung San Suu Kyi réunies, stupide et malléable, même si elle manque beaucoup de personnalité et de ce charisme si recherché par les médias. En ombres plus menaçantes, on observe en troisième plan les différentes tendances islamistes, mais en soulignant bien leur gentillesse puisqu'elles sont contre le méchant : non, non il n'y a pas là d'intégristes (d'ailleurs, ne parlez jamais d'intégrisme, cela le ferait venir), ce sont tous des sunnites modérés, certains même relativement modernes.

D'innombrables spéculations sur le clan Suharto, après sa septième élection à la présidence, par acclamation du Parlement, le 10 mars, son nouveau dauphin Habibie, et les têtes qui l'entourent, construisent le pendant aux arides réflexions plus économistes. Le 19 mars à l'université de Lampung, puis le 25 mars à Solo (Surakarta), puis les 3 et 4 avril à l'université de Yogyakarta, puis le 8 à l'université de Surabaya, et enfin les 15 et 17, à Jakarta, des manifestations étudiantes se terminent dans des affrontements. Le 16 avril on peut ainsi lire dans 'Courrier international' une interview d'un enseignant indonésien, titrée « Ce sont désormais les étudiants qui ont le pouvoir ». On comprend d'ailleurs mieux une exagération aussi délirante en apprenant qu'une réunion entre deux cent cinquante étudiants non représentatifs des différentes universités, le chef d'état-major de l'armée, le général Wiranto, et le ministre des Affaires sociales, la célèbre Tutut, fille de Suharto, a eu lieu le 18 avril. A la grande joie de l'information occidentale, les étudiants ne proposent que de réformer l'Etat, tout comme le FMI propose de réformer la gestion. Mais allant plus loin que le FMI, les étudiants demandent le départ du vieux dictateur ; et une telle rupture modérée dans un régime aussi pérenne, voilà tout à fait ce que l'information occidentale promeut, de son militantisme enthousiaste.

Cette information rapporte seulement d'une manière trop sibylline pour qu'elle puisse être accréditée une émeute à Sulawesi-Sud, le 23 avril. Elle est en effet plus à l'aise avec les affrontements qui ont lieu à l'université Udayana sur Bali, en même temps, ainsi qu'avec ceux que livrent deux mille étudiants à Jakarta, ce même 23, et ceux du lendemain, qui mettent aux prises les étudiants de Medan et les balles en caoutchouc de la police.

Les étudiants, fortement soutenus par l'information, ont cependant maintenus le mouvement né pendant la vague d'émeutes de janvier-février, déjà largement oubliée, tout au moins dans l'information.

Bon petit pillage

Le 1er mai 1998, Suharto annonce qu'il n'y aura pas de réforme politique avant 2003. « Le même jour à Medan (Sumatra), plusieurs étudiants ont été blessés lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. »

Le 4 mai, alors que le FMI accorde à nouveau un crédit à l'Indonésie, le gouvernement annonce une hausse des prix des carburants, de l'électricité et des transports. Medan retrouve l'émeute : la manifestation étudiante qui a attaqué un poste de police est grossie par « une foule d'un millier de personnes qui a incendié une dizaine de véhicules, dont au moins un camion de la police ». A Bandung, Malang, Yogyakarta et Palu, on s'est aussi battus jusqu'au total de 50 blessés. L'information hésite à attribuer ce beau début : si ce sont les étudiants, est-ce qu'on est toujours sur la route des réformes ? Si ce ne sont pas les étudiants, comment parler du « reste de la population » qui serait venu les rejoindre ?

Mais la nuit porte conseil : à Medan, le 5 mai, « après une nuit de violences, des centaines de manifestants ont pillé et incendié des boutiques ». 'Le Monde' va à la source, puisque ce journal reprend la déclaration d'un officier de police à l'agence Associated Press : *« Ce n'est plus une pure protestation étudiante ; des gens ordinaires sont impliqués. Il y a des milliers de gens en colère qui tentent de mettre le feu à des bâtiments. Ils brûlent des pneus et renversent des voitures. »* On se bat aussi dans d'autres villes, principalement autour des campus : à Yogyakarta surtout, alors qu'à Ujung Padang et Jakarta, les manifestations ne semblent pas avoir été jusqu'à l'affrontement.

Le 6 mai, à Medan, la continuation de l'émeute fait 6 morts. « A Medan, la mise à sac de quartiers commerçants où les Chinois sont majoritaires semble le fait d'émeutiers qui appartiennent aux légions de pauvres que dix mois de crise ont laissés sans travail et sans ressources. » Après avoir entrouvert la porte de sortie vers le pogrom, le journaliste Jean-Claude Pomonti tente d'innocenter les étudiants, et de décrire l'ambiance d'une grande ville qui en est à son troisième jour d'émeute : « Contrairement aux étudiants, dont les manifestations sont organisées, des milliers de gens ont ainsi parcouru au hasard cette ville de deux millions d'habitants, pendant trois jours, brûlant des voitures et saccageant des magasins quand ils n'y mettaient pas le feu. » Il est évidemment peu probable que le « hasard » de la déambulation des émeutiers soit conforme aux canons de la dérive situationniste ; il est bien plus probable que ce soit seulement l'incapacité de l'observateur journaputique d'en comprendre le sens qui aboutit à cette impression de hasard. De même, le journaliste ne remarque même pas ce fait, si important dans les pillages : de la saisie des marchandises on est passé à leur destruction. Il ne s'agit plus de s'approprier ces biens désirables, il s'agit maintenant d'anéantir ces dégoûtants supports d'échange. Mais que fait la police ? « La police a tenté de rétablir l'ordre à l'aide de gaz lacrymogènes, de tirs de semonce à balles réelles et de tirs de balles en caoutchouc. Dans certains cas, selon l'agence Associated Press, les forces de l'ordre ont hésité à affronter les émeutiers. » Malheureusement Jean-Claude Peumentir ne nous dit pas pourquoi il y aurait eu hésitation : à cause de la sympathie des forces de l'ordre pour les gueux au jeu ? parce que ce sont les forces de l'ordre, justement, qui auraient manipulé les émeutes ? ou à cause du rapport de force ?

Les miettes de ce copieux hors-d'œuvre de Medan se retrouvent éparpillées à travers tout le paysage. D'autres affrontements, plus campusiens, ont eu lieu à Jakarta, Bandung, Yogyakarta, ce même 6 mai ; mais à Solo, les 6, 7 et 8, il y aurait eu « des dizaines de blessés ». Les étudiants de Jakarta font une parodie de « tribunal populaire » où ils jugent Suharto pour crime et corruption et le pendent en effigie. Le 7 mai, la roupie s'effondre, et perd 11 % de sa valeur, un vrai roupillage,

puisqu'elle entraîne dans sa chute les autres monnaies de la région, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Taïwan et la fumée des boutiques calcinées de Medan s'est sentie jusque dans la monnaie de Corée du Sud. Des organisations progouvernementales demandent le retrait de la hausse des prix, irrespect inédit dans la dictature pancasilienne, façon Suharto. Et ce tyranneau accuse, le 7 mai, la presse étrangère de « mener une guerre psychologique » contre l'Indonésie, ici hâtivement amalgamée non seulement à son Etat, mais à son régime. Ladite presse étrangère, elle, ne répond pas à de pareilles accusations. Elle a choisi son scénario : pour que les valeurs middleclass s'installent, il faut une réforme, ni plus ni moins, et cette réforme c'est la chute du régime par protestation, la plus pacifique possible, de la gent étudiante.

Alors qu'on ne sait pas très bien en quoi les griefs exacts de l'Etat contre la presse étrangère seraient fondés – et pour cause puisque c'est elle qui raconte –, cette presse étrangère, elle, choisit de reprendre la main contre la révolte. Car le 8 mai, lors d'affrontements avec la police, il y a 1 mort à Yogyakarta (plus une centaine de blessés, plus 60 autres à Solo). Dans 'le Monde', on rapporte que « les funérailles de la première victime des émeutes ont eu lieu, dimanche 10, dans la ville de Yogyakarta ». Les 6 morts de Medan, qui n'avaient pas le bonheur d'être des étudiants et dont les bandanas ne devaient pas porter le strident pet de guerre middleclass « Reformasi », sont donc supprimés, si on peut dire. Il ne s'agit donc bien que d'une révolte étudiante, peut-être parfois augmentée de quelques pékins incontrôlés, probablement antichinois, c'est-à-dire, dans le contexte indonésien, antimiddleclass.

Le 10 et le 11 sont fériés, pour le calendrier et pour la baston. Mais Medan n'a pas fissuré que les monnaies asiatiques : se venger de la marchandise est donc possible. Le respect et la crainte sont donc morts, ou ont diminué. C'est certainement l'analyse qu'ont faite les prudentes oppositions, plus sensibles à la mémoire des massacres communistes de 1965 qu'aux exhortations de l'information occidentale. Mais les émeutes les obligent à se montrer au balcon de crainte même de passer pour les valets de l'antichambre : le 11 mai, pour la première fois, « 39 personnalités », dont Megawati Sukarnoputri et Amien Raïs, demandent l'invalidation de la dernière élection présidentielle, le 11 mars. Les Etats-Unis annulent des manœuvres communes avec l'armée indonésienne, et le G8, depuis Londres, appelle le régime à s'ouvrir.

Grand pillage

De la tête au sexe, du manger au penser, du rapport à hier et demain au rapport aux autres, c'est comme une mince pellicule invisible qui nous emprisonne si complètement qu'on la croit éternelle, aussi pérenne qu'un dieu, et s'autoalimentant jusqu'au tréfonds d'elle-même, sans fond, sans profondeur. Il n'y a pas si longtemps une pareille seconde peau était appelée la civilisation. Depuis que la civilisation des colonisateurs et des curés, des impérialistes et des militaires a perdu son brutal romantisme dans la fin de la linéarité du progrès, et qu'en écaillant le vernis raciste, scientifique, judéo-chrétien, néolibéral il n'en reste qu'une patine d'aliénation inaltérable, cette pellicule dure et insidieuse s'est avérée marchandise et marchandise seulement. Fatigués par sa prospérité à nos dépens, nous avons intégré que la marchandise, cette poussière d'abstraction, d'illusion et d'humiliation, est fondamentalement indispensable, et que son filtre, tissé d'échanges, qui nous entrave si implacablement sous ses airs de liberté, est le monde. En tant que forme actuelle de la richesse, la marchandise a réussi à se substituer, par l'éclat de sa séduction, par l'immensité de sa diversité, par

l'habileté et l'acharnement de ses adorateurs et défenseurs, à toute autre forme de richesse. Parce que le principe du monde est la communication et que la marchandise est la forme actuelle de la communication dans la représentation de la totalité, la marchandise, comme moyen de communication, s'est substituée à la communication elle-même. La marchandise a atteint l'évidence. De la société actuelle on peut dire à juste titre qu'elle est marchande, mais on ne le dit presque plus : l'évidence elle-même va supprimer ce rappel adjectival. Pour une société où il n'y a plus de critique théorique de la marchandise, la marchandise devient un attribut de toute société.

L'admiration, la docilité, la dévotion, le désir pour la marchandise ne sont pourtant pas les émotions qu'elle suscite principalement. L'ennui, la honte, la peur, la haine ont beaucoup étoffé nos silences depuis que la marchandise paraît hors de cause et prolifère hors de raison. Car si la convoitise enthousiaste de la marchandise est conforme au discours dominant, qui est conforme à la façon dont elle se voit elle-même, la convoitise dépitée s'est développée beaucoup plus rapidement que ce que les situationnistes appelaient le ravissement simulé, qui est, pour sa part, resté identique à lui-même, peut-être affiné dans la représentation, mais aussi éventé dans l'intention. Mais si ce discours positif de la marchandise se donne comme l'écho du genre, la frustration de l'inaccessible se rumine dans le silence de l'individu, véritable dépotoir dans lequel est rejeté, comme au vide-ordure, tout ce qui n'a pas accès à l'universalité de la marchandise. Parce que, en vérolant tout ce qui vaut, la marchandise est devenue l'universalité même. Ne pas y avoir accès équivaut à être interdit de représentation, seul contre tous, pose de roman qui ne suffit jamais à personne. Et le sublime isolement, la beauté vertueuse de l'obscurité des tours d'ivoire n'est en fait que la poubelle insalubre de la civilité marchande qui, comme le sable du désert, s'insinue jusque dans les orifices intimes, à perte de vie.

La haine silencieuse que chacun de nous connaît si bien, du plus enjoué à celui qui croit avoir le mieux réussi, et qui a pour objet ce linceul radieux qui nous étouffe, est aussi bien partagée que le silence dans les transports publics ou que l'amertume devant le temps qui passe, sacrifié à s'arranger de ce fil encombrant qui nous ligote les uns aux autres. L'intensification considérable de la marchandise dans le monde a produit des colères considérables contre la marchandise, dont le monde n'avait pas idée il y a encore trente ans. Il y a encore trente ans, lorsque la marchandise était encore critiquée en théorie, elle ne suscitait pas encore ces immenses et soudaines vagues de ressentiment pratiques. Le grand pillage est l'un des devenirs les plus étranges de l'émeute moderne, celui où soudain les limites marchandes du monde sont déchirées, où la mauvaise convoi-tise explose, où la rage folle contre une frustration impatiemment contenue pendant des décennies et renforcée chaque jour dans l'isolement se décharge soudain dans une forme de discours informe qui s'apparente au cri : colère, joie, triomphe, vomi, éjaculation, expectoration complète à faire jaillir les poumons, dévoration immédiate et aveugle de chaque détail qu'il est possible de détruire sur-le-champ. Au moment d'éventrer ce mur de prison, à la fine paroi translucide et souple qui nous semblait être la limite de tout, nous retrouvons la justesse de l'élan, la grandeur de l'irréversible et l'horizon devient le théâtre d'opération ou le champ de représentation d'un possible apparemment illimité, en tout cas nouveau. Le grand pillage, qui est la forme la plus moderne et la plus accomplie du jeu urbain appelé l'émeute, est d'abord un exposé respectueux de l'étendue de la richesse, c'est-à-dire un renversement complet de perspective. Les règles les plus fondatrices de notre malheur commun, de notre misère qui tend vers l'infini redeviennent, dans cette dévastation des règles trop immuables de notre soumission, cet arbitraire fragile et seulement soutenu par le mensonge et le fétichisme. L'éphémère et l'historique, soudain, manifestent la puissance de leur vérité, jusqu'à englober ce mensonge et ce fétichisme, dans un pneu brûlé, un commissariat pillé, un centre commercial éventré dans les fumées contradictoires de l'incendie et du lacrymogène.

Mais lorsque cette critique s'arrête soudain, lorsque les torches allumées vacillent au fond des regards ivres, lorsque l'ennemi réinstalle son inviolabilité violée et rétablit les mille injures quotidiennes que nous font les objets du travail, le renversement, et le renversement de ce renversement ont été si vite que leurs auteurs ne le comprennent plus eux-mêmes. Vite, ils doutent d'eux-mêmes, après avoir transformé la fissure de ce coffre-fort du mensonge en trou béant où se devine déjà la noire vérité, ils doutent de cette intelligence, en se voyant dans l'éclat d'une vitrine cassée, parce qu'ils n'y ressemblent pas à la richesse qu'ils viennent d'y briser. Alors, surpris de leur puissance et de leur audace, ils redoutent, ils ne voient pas la trouée de leur pensée prodigue, là où ils avaient transformé des ruines en esprit, leur esprit retourne à la ruine, timide et fatigué, trop humble, beaucoup trop humble. C'est ce qui arrive quand une offensive, au pas de charge, transperce du beurre et qu'elle en oublie ses lignes de ravitaillement. Alors l'ennemi reprend la parole, abdiquée après le cri, et c'est lui qui raconte le cri comme une horreur qui vrille les tympans, qui effraie les braves gens et qui bafoue la civilisation, dont c'est momentanément le grand retour. Et notre vocabulaire est si pauvre que nous ne savons pas faire mieux qu'admettre leurs anathèmes comme nos titres de gloire : amok, barbarie, vandalisme.

Il y a eu des grands pillages célèbres dans l'histoire, de la prise de Rome par les Vandales au sac de Rome par le connétable de Bourbon. Mais jusqu'à la fin du XXe siècle, un grand pillage était essentiellement l'œuvre d'une soldatesque, parfois même partie de son salaire. Quelques autres pillages d'envergure ont sans doute eu lieu à l'ombre de grandes catastrophes. Mais là aussi, il s'agissait davantage de sauver la marchandise que de la détruire. Pour l'émeute moderne, telle qu'elle est apparue depuis cinquante ans, le pillage a presque toujours été l'un des signes extérieurs de sa richesse, une dimension particulière des attaques gueuses contre leurs ennemis conservateurs de la société. Pendant la vague d'assaut de 1988-1993, les premiers « grands pillages » sont apparus. Ce sont des pillages où les insurgés ravagent leur propre ville – fait inouï, qui va surprendre et indigner même à Jakarta –, où la destruction est un stade suprême du vol, où il n'y a pas de chefs, ni d'organisation, et où l'idée d'orgie fastueuse domine toutes les autres, jusque dans la désacralisation de la mort. En 1989 Caracas, puis à un degré moindre Buenos Aires, en 1991 Mogadiscio et Kinshasa, en 1992 Los Angeles et Bamako, en 1997 toute l'Albanie forment l'impressionnante lignée de cette nouvelle noblesse. Mais Jakarta, en 1998, est le plus grand des grands pillages.

L'information quotidienne occidentale n'a pas réussi à raconter cet événement, parce qu'elle a été incapable de saisir ses degrés successifs. Ils n'ont pas saisi l'ampleur d'un phénomène qui leur est si étranger et si hostile, ces journalistes effrayés, dénoncés par l'armée (qui en agressera neuf) et méprisés par les émeutiers. Ils ont raconté autre chose : une contestation politique auréolée d'un débordement. Alors même que l'immensité du pillage avait fait taire toute contestation politique, les informateurs collectionnaient encore des signes de gestion, et recollaient comme un puzzle les bouts préfabriqués de leurs idéologies et de leurs obsessions, à travers l'arrangement qu'ils donnaient à des faits sans les comprendre. Ils n'ont donc pas remarqué ce bref moment, où le silence et la stupeur commencent à s'inverser, parce que ceux qui y sont condamnés font alors taire ceux qui les y condamnent. Le grand pillage est un moment de silence, éloquent cependant, comme le moment où, devant une salle encore dispersée, l'orateur donne quelques petits coups secs sur son verre, en se raclant la gorge, forçant l'écoute, répétant mentalement la première phrase qui va imprégner les physionomies.


Mer de Java
Aéroport international
Tangerang
Glodok
Grogol
Univ. de Trisakti
Ciputra
Parlement
Place Merdeka
Sudirman
Univ. d'Indonésie
Bekasi
Blok M
Aéroport
Cinere
JAKARTA
0
5
10 km
Depok

Du 12 au 15 mai

Le 12 mai, devant l'université de Trisakti, à Jakarta-Ouest, un sit-in refuse de se disperser. Un quart d'heure après un ultimatum de la police, celle-ci charge les étudiants avec des balles de caoutchouc. Refluant dans le campus, les étudiants bombardent la police avec des projectiles. Il y a alors des tirs à balles réelles, sur les étudiants, qui proviennent du côté de la police (qui ensuite niera avoir été équipée de ce type de munitions) : 4 morts entre 18 et 19 heures.

« Rioters – the young urban poor, not students – spread out in different directions and start setting fire to car showrooms, hotels, shops, a hospital. » La suite des affrontements de la soirée fera 2 autres morts. Des manifestations ont lieu dans cinq autres universités de la capitale, et à Bandung, où les étudiants sont violemment dispersés. Suharto est en Egypte au sommet du G15.

L'information occidentale se met tout de suite en position de minimiser. Pomonti dans 'le Monde' : « Au total, une dizaine de personnes ont été tuées depuis le début du mois, alors qu'aucune victime n'avait été rapportée pendant les quatre mois précédents de manifestations. » Puisqu'il y a eu un septième mort à Medan, 1 à Yogyakarta (dont Pomonti avait dit que c'était le premier), et 6 maintenant, on est déjà à 14 et le chiffre de Pomonti est un euphémisme intéressé ; et les 5 morts de la vague de janvier-février sont passés par perte et profits : pas de Reformasi sur le bandana, tu comptes même pas comme mort.

Le 13 mai, funérailles des étudiants tués à l'université des gosses de riches de Trisakti : tous les mammouths de l'opposition viennent parader. « Plus tard dans la journée, la situation a dégénéré. Une foule nombreuse a rejoint la manifestation étudiante, sur un mode plus violent et destructeur. Comme pris de folie, des individus ont commencé à mettre à sac les environs du campus, incendiant une station-service ainsi que plusieurs véhicules. » Incendie aussi d'un luxueux centre commercial, Ciputra. Il y a 1 mort. Pillages et destructions se déplacent dans tout l'ouest de Jakarta, vers Tangerang. Il y a des pillages dans le quartier chinois, Glodok. L'information occidentale est à la rue, comme le révèle la qualité de ses sources et le décalage entre l'intensité de ce qu'elle raconte et ce qui se passe : « Un habitant du quartier a également pu apercevoir des hordes pillant plusieurs maisons et détruisant le mobilier urbain, symbole du pouvoir central et de l'Etat. »

Que fait la police ? « La police a dû fermer l'autoroute voisine qui mène à l'aéroport alors que les émeutiers s'attaquaient à deux postes de péage. » « Les forces spéciales, qui ont coupé le boulevard en fin d'après-midi, ont tiré en l'air pour disperser une foule d'employés de bureaux qui se moquaient d'eux et lançaient des pierres. » Au second jour des émeutes, les rivalités entre les chefs de l'armée seraient apparues. Wiranto, chef d'état-major, dirige la faction rouge et jaune, comme le drapeau de l'armée, laïque et considérée comme plus modérée que la faction verte, du commandant des forces spéciales, Prabowo, décrite comme islamique et xénophobe.

Le général Wiranto aurait demandé au major-général Syafrie Syamsuddin, commandant militaire de Jakarta, de déployer ses troupes pour contenir la révolte. Ce Syafrie, de la faction verte, aurait mis beaucoup de mauvaise grâce, d'ordres peu clairs et de lenteurs dans ce déploiement. Ceci aurait permis au général Prabowo de proposer de faire venir ses unités de réserve dans la capitale, ce que Wiranto aurait refusé, préférant demander des renforts de Java centrale. Ces renforts auraient pris plus d'une journée pour arriver à la capitale. Et Wiranto n'a pas osé envoyer le peu de troupes qui lui était loyal, de peur qu'il se retrouve face à une résistance armée, qui l'aurait dépouillé de ses seuls partisans face à la faction verte. Mais au-delà de cette version du complot, Gerry Van Klinken dit plus laconiquement : « Des dizaines de milliers d'émeutiers surclassèrent de beaucoup le nombre

des forces de sécurité, qui préférèrent la plupart du temps rester à l'écart des troubles plutôt que de risquer une défaite ou un massacre sanglant. »

Le 13 mai, d'autres manifestations sont signalées, souvent étudiantes ; il y a aussi une manifestation « furieuse » dans le quartier d'affaires de Sudirman, dans le sud du quartier de Grogol. Emeute à Bandung, à l'issue d'une manifestation de dix mille étudiants. Emeute à Palembang. Emeute à Solo : « Des centaines d'échoppes et d'immeubles ont été incendiés » ; « Les affrontements ont fait plusieurs dizaines de victimes parmi la communauté Sino-Indonésienne locale ». Les chiffres officiels donneront plus tard 19 morts pour Solo, les 14 et 15 mai. Il y aurait 225 millions de francs de dégâts. La roupie perd encore 14 %. Toutes les Bourses de la région sont en chute libre.

Le 14 mai, le pillage gagne toute l'agglomération, jusqu'à Bekasi à l'est, qui est le pendant de la ceinture ouvrière de la capitale dont Tangerang est l'extrémité occidentale, et même Depok, à vingt-cinq kilomètres au sud du centre-ville. On sait fort peu de choses sur ce 14 mai, qui est le jour clé de l'insurrection. Apparemment, la stupeur avait gagné les informateurs débordés. C'est ici que la révolte se transforme en iceberg : une toute petite pointe apparaît dans l'information, et la dévastation complète de l'agglomération entière ne peut plus être rapportée dans son détail, parce que ce détail n'a pu être ni approché par ceux qui racontent, ni avoué par ceux qui veulent conserver ce monde. Trop de joies négatives gâtent les entendements ordinaires. Le journaliste occidental de 1998 est l'entendement ordinaire par excellence.

'Libération', mal renseigné, affirme qu'il y a 15 morts en trois jours. L'information a retrouvé la vieille lecture indienne des westerns, puisque c'est aux longs fils de fumée noire qu'elle s'oriente, mais que les proches se rassurent : c'est sans se rapprocher de manière à vraiment savoir. Les grands centres commerciaux sont maintenant les objectifs du pillage. Les incendies de deux centres commerciaux et d'un grand magasin auraient fait, dans la nuit du 14 au 15, 500 morts. « Le chaos a été exploité par des vandales qui ont incendié, détruit, pillé tout ce qui se trouvait sur leur chemin. » Incendie du ministère des Affaires sociales. Incendie de commissariats, de commerces, de véhicules, de tout ce qui brûle. « Les étudiants de l'université d'Indonésie, à l'angle des deux boulevards, refusent de sortir en dépit des appels répétés de la foule. » Attaque de sièges de banque, de domiciles de grands patrons, de distributeurs de billets, saccage de voitures, en particulier les Timor qui sortent de l'usine du fils du président, de mobilier urbain. « La nuit retombe sur Djakarta qui vient de connaître sa journée la plus terrible depuis trente-deux ans, depuis le début du règne de M. Suharto. »

Glodok, la ville chinoise de Jakarta, est complètement dévastée et pillée, les habitants se barricadent et se défendent, et l'armée n'intervient pas : « Il était en tout cas étrange d'observer hier, dans les quartiers nord et ouest de la capitale (dix millions d'habitants), la passivité des forces de l'ordre à l'égard des foules incendiant ici un immeuble, là une boutique » ; « leur présence passive et ostentatoire paraît au contraire cautionner le pillage ». D'où le retour en force de la thèse du complot, de la mise en scène ethnique, et des témoins qui confirment ce détournement, comme l'extraction et le tabassage de Chinois hors de leur voiture. Mais on sait que les témoins de l'époque médiatique, bien plus que d'inventer des histoires eux-mêmes, insèrent leurs témoignages dans le cadre d'histoires racontées par d'autres, les médias justement, qui, ô divine surprise, retrouvent là les échos précis de ce qu'ils avaient toujours cru. Des viols massifs, en particulier de femmes chinoises, sont un thème qui n'apparaîtra que rétrospectivement. Des émeutes ont lieu aussi à Surabaya et à Lampung. A 19 h 30, le général Wiranto affirme à la télévision qu'il contrôle la situation. Tant mieux pour lui.

Le 15 mai, à 4 h 40, Suharto rentre précipitamment d'Egypte et demande à ses ministres « de prendre des mesures contre les criminels et les émeutiers ». Les entreprises et les banques sont fermées. Les entreprises étrangères évacuent leur personnel. Le gouvernement annonce une diminution des prix de l'essence et de l'électricité. Les étudiants, déclencheurs relativement involontaires du grand pillage, sont retranchés dans leurs campus, désormais pour se protéger des émeutiers. « Les étudiants cherchent par-dessus tout à maîtriser le grand élan de contestation qu'ils ont soulevé : "Notre objectif désormais est de se fondre dans la foule pour la discipliner." » « Parfois, les émeutiers n'hésitaient pas à montrer du doigt les élèves des facultés qu'ils traitaient de "lâches" en les voyant renoncer au pillage. »

De nouveaux quartiers – est-ce possible ? – sont touchés, comme Cinere, près du quartier chic de Blok M dans le sud de Jakarta. C'est en fait toute la ville qui est touchée, dans toutes les directions cardinales des pillages et des destructions ont eu lieu. Des blindés prennent maintenant position dans le centre. Le 15 mai est une journée insurrectionnelle sur laquelle on ne sait rien. « Comment sortir de l'ornière quand les nerfs sont assez à vif pour que, dans les banlieues de Djakarta, les attroupements de gens, attendant des transports qui ne viennent pas, débouchent sur l'émeute ? »

Le 18 mai, une mission interministérielle du gouvernement annonce la dimension des dégâts. On ne peut que rester admiratif devant cette pléthore de records mondiaux. Pour les 14 et 15 mai, on dénombre : 13 marchés, 40 centres commerciaux, 1 604 magasins, 2 479 magasins/habitations, 45 magasins de réparation, 2 « sub districts », 11 postes de police, 383 entreprises privées, 64 banques (313 agences et 179 agences moins importantes), 26 bureaux de change et 220 distributeurs de billets, 24 restaurants, 12 hôtels, 9 stations-service, 8 bus et minibus, 1 119 voitures, 821 deux-roues, 486 panneaux routiers, 11 parcs, 18 clôtures, 1 026 maisons et églises. 500 tonnes de riz et 1 800 tonnes de sucre ont été volées. Le tout pour une somme de 2,5 trillions de roupies, ce qui, si le trillion est bien 1018, équivaut à 2 500 milliards de dollars.

Le 23 octobre paraît un rapport d'enquête dirigé par un jésuite du comité pour les droits de l'homme et par les représentants des différents ministères et de quelques autres officines gouvernementales ou non gouvernementales. Le total des morts de ce rapport, dans la partie datée du 22 mai et qui ne concerne que Jakarta, a fait autorité pour le nombre de morts de l'ensemble de la vague d'émeutes. Ce total est de 1 198, dont 1 188 émeutiers brûlés dans les incendies. Les 10 morts restants, tués par balle, sont répartis ainsi : 6 sont morts le 12 mai, comme toute l'information l'a relaté ; et les 4 derniers seraient morts le 17 mai, dont personne n'a parlé en tant que jour d'émeute (c'est également le jour où il y aurait le plus de morts brûlés [558]). D'après le tableau sans équivoque de ce rapport, il n'y aurait aucun mort le 13 mai et seulement 12 le 14 mai, date à laquelle 'Libération' en annonçait 250 et 'le Monde' 500 et qui a été l'œil du cyclone. Il faut donc supposer que ces chiffres, ceux des journaux aussi bien que ceux du rapport, sont parfaitement fantaisistes et ne permettent de conclusion ni sur l'étendue de la répression ni sur l'étendue des morts accidentelles d'émeutiers grillés en pillant. Mais le nombre de morts et leur répartition sont des enjeux pour l'explication de l'événement. Pour ménager la thèse du complot, le rapport, en effet, est obligé de minimiser le nombre de tués par la répression (la thèse du complot se nourrit du prétendu laxisme de la répression) et d'augmenter le nombre de tués par maladresse émeutière : tous les médias avaient parlé de 250 à 500 tués en trois incendies distincts, jamais plus, soit moins que la moitié de ce qu'affirme le rapport ; et la plupart d'entre eux, comme 'Libération' pour le 14 mai, rapportent des bilans intermédiaires qui laissent supposer des affrontements entre troupe et émeutiers : « Deux étudiants ont été tués par balles hier près de l'Université de Djakarta, et trois soldats ont trouvé la mort dans un autre district… Ce bilan porte à 15 le nombre de morts en trois jours. »

Le ‘Final Report of the Joint-Fact-Finding Team on 13-15 May 1998 Riot’ (on voit, dans le titre même, que l’investigation ne couvre pas le jour qu’il déclare être le plus meurtrier, le 17 mai) est presque drôle à lire, tant on a l’impression d’une pensée de bureaucrates qui n’ont jamais participé à aucune émeute. L’absence absolue du plaisir, dans l’analyse et dans son contenu, l’incapacité d’imaginer même le rapport d’attirance et de répulsion que la marchandise provoque en chacun de nous, l’incompréhension et l’ignorance complète de la circulation de l’information en dehors des circuits officiels, le dramatique sous-équipement conceptuel de l’équipe, l’image caricaturale des pauvres comme d’un bétail hébété et manipulé, qui revient aux instincts d’avant la civilisation, en font un chef-d’œuvre de sottise partisane : on sent que le rapport se contente de reprendre tous les bruits qui ont couru sur cette émeute, de les mettre en rayon et de les relativiser. Ce n’est donc pas un rapport sur les émeutes, c’est un rapport sur les émeutes vues par la sainte alliance des non-émeutiers ; et c’est à ce titre que ce rapport instructif supplée ici à la carence des informations, et mérite le détour.

La thèse globalement retenue, mais déforcée avec un volontarisme apparent, est la thèse du complot, pour laquelle non seulement il n’y a pas de preuves, mais pas même de mobile cité et compréhensible, mis à part le dernier point des conclusions : « It was stressed that the cause and effect of violence events with the 13-15 May riots, as the culmination point, could be perceived as an effort to create a critical situation that required a form of an extra constitutional government to control the entire situation. The preparation of this effort has been started from the level of the highest decision-making people. » L’idée abracadabrante est donc celle d’une dictature qui met en scène le pillage de sa capitale pour se donner le prétexte d’utiliser des pouvoirs d’exception ; elle réussit le pillage, mais rate le fait de se donner des pouvoirs d’exception, qu’elle n’a même pas évoqués et que personne ne l’a dissuadée d’utiliser ! Ce sont seulement des apparences qui permettent cette thèse, qui a été largement reprise avant et depuis ce rapport. Le principal élément qui permet de supposer qu’il y avait complot, est la présence de « provocateurs » qui, selon le rapport, sont des individus venant toujours d’un autre quartier et repartant après avoir incité au pillage mais souvent sans y participer, sauf pour exciter la foule et commencer la casse. « Entraînés », se déplaçant vite, équipés de moyens de communication et de transport, préparés à vandaliser avec pierres, cocktails Molotov, bidon d’essence, etc., ces provocateurs sont absolument les silhouettes des jeunes gueux de toutes les banlieues du monde. D’ailleurs le rapport souligne que, « en général, ce groupe était difficile à identifier… ». Les rapporteurs n’en prétendent pas moins qu’il était présent partout.

Ceux qui tirent les ficelles dans l’ombre ne sont pas nommés en tant que tels, même si le rapport recommande d’enquêter sur le rôle du général Prabowo et que le général Syafrie Syamsuddin devrait rendre compte de son activité, ce qui les désigne très clairement. Mais ce qui évidemment manque, est de dire en quoi ces deux personnages auraient pu avoir intérêt à ce pillage, comme si c’était évident. Le rapport a lieu après la chute de Suharto, et la thèse du complot insinue alternativement la volonté de Suharto de garder le pouvoir et la réflexion des factions de l’armée sur l’après-Suharto. En dénonçant sans la nommer la faction verte, dont le pouvoir n’a pas pu pendant l’émeute contrecarrer celui du général Wiranto, le rapport fait allégeance à Wiranto, dont on pourrait tout aussi facilement critiquer les laxismes, les hésitations, les arrière-pensées, fort logiques au demeurant dans un contexte aussi imprévu, aussi émotionnel, aussi changeant. L’ensemble de cette thèse sempiternelle pour expliquer toutes les grandes révoltes, et exclure de l’intention et de la responsabilité ceux qui les ont faites, repose aussi sur l’affirmation comme quoi il serait tout à fait impossible que les mêmes faits se produisent partout de la même façon en même temps. Comment

peuvent-ils faire si ce n'est pas selon un plan ? Comme si les gueux ne pensaient pas par eux-mêmes, n'utilisaient pas par eux-mêmes le téléphone ou ne se déplaçaient jamais d'un quartier à l'autre, surtout quand une pareille fête donne d'excellents prétextes de renouer avec ceux qu'on connaît à l'autre bout de la ville. La commission ne s'est apparemment pas demandé comment les « provocateurs » ont réussi, à tous les coups, à convaincre les spectateurs de leurs actes de vandalisme initiaux, et elle ne s'est pas non plus étonnée du peu de résistance morale de la part du gentil bétail si prompt à être provoqué par des personnages en principe si louches.

Bien entendu, des calculs politiques insensés peuvent germer dans les citrons pressés de quelques militaires débordés. Mais c'est plutôt au cours de l'action, à la recherche d'expédients. Parce que lancer une émeute, qui devient insurrection, est bien trop dangereux quand on est dans une dictature contestée, et dans une armée divisée. Qui peut garantir que l'insurrection ne gagne pas les militaires de base ? Qui peut contrôler des centaines de milliers de gueux (il n'y a aucune évaluation du nombre d'émeutiers dans la rue, du 12 au 15 mai) une fois qu'ils ont décidé d'agir par eux-mêmes ? Quant au laxisme de l'armée, il est le pendant obligatoire à l'autre attitude possible de la répression : le bain de sang. Quelle que soit l'attitude choisie par l'Etat, elle sera donc mauvaise et pourra toujours être présentée comme une preuve de complot.

La provocation elle, existe au plus haut point dans toutes les émeutes. La plupart des pauvres sont, à un moment ou à un autre, des « provocateurs ». Mais de là à conclure à la préméditation, voire à la corruption des provocateurs, c'est mal connaître les pauvres que nous sommes : la provocation est un plaisir, une poussée d'adrénaline, un défi, une partie réjouissante du jeu. Ceux qui sont en première ligne sont les plus courageux de la première heure, et ils incitent les autres à les suivre. L'envie, dans une telle situation, qu'elle s'étende à toute la ville, au monde entier, vaut bien qu'on préfère soulever le quartier suivant plutôt que de participer à la destruction de celui dont on vient, et qu'on sait en de bonnes mains. Pas besoin de vouloir sauver Suharto, ou d'être un musulman antichinois pour adopter une telle attitude.

C'est certainement dans l'analyse des participants à l'émeute, mélange déséquilibré et variable d'idéologie mal digérée, d'informations distordues, d'exaspération des nerfs, des sens, des consciences, que le rapport montre le plus son ignorance profonde de la situation qu'il décrit. Les trois groupes qu'il dégage méritent ainsi d'être exposés : les provocateurs, qui sont les activistes, la première ligne, et qui sont très peu nombreux sur chaque lieu (« moins de vingt ») ; la « masse active », qui se chiffre entre dizaines et centaines : provoqués, ils sont devenus agressifs, ont participé aux pillages et à la mise à feu et « se déplacent d'une manière organisée » ! ; la « masse passive », les spectateurs, dont certains ont rejoint l'action, mais la plupart sont restés spectateurs. Pour sortir de cette étroite vision d'un bétail manipulé, par postulat, il faut ici s'appuyer sur Van Klinken, qui n'est pourtant pas très loin dans l'idée, mais qui au moins connaît apparemment mieux les gens dont il parle : « The rioters are the urban poor who have had no political representation in the New Order. They have almost no political leadership other than the agitational preaching in hundreds of small mosques. Yes, they are anti-Chinese. More generally they are alienated by the entire modern economy. They take it out on the inaccessible symbols of the new rich – banks, automatic teller machines, supermarkets, car showrooms, hotels, the cars of the Chinese. »

Le rapport, de même, construit un schéma du déroulement de chaque situation émeutière :

1. La phase de provocation, où les provocateurs attirent le public, en brûlant des pneus, par exemple, ou en criant certains mots d'ordre destinés à faire enrager la foule : « students are cowards » ; « police is dog ».

2. La phase de vandalisme : jets de pierres, de bouteilles, casses de vitrines et de portes, destruction de mobilier urbain, « avec des outils préparés à l'avance » (bien sûr, quand tu pars te battre tu prends tes armes ! mais ça ne veut pas dire que c'est sur l'ordre et le plan d'un comploteur). C'est le moment où la marchandise est attaquée.

3. La phase de pillage, qui est en fait la phase du vol des marchandises.

4. La phase d'incendie, « qui était le point culminant de l'émeute, avec pour résultat le plus grand nombre de victimes et les plus grandes pertes matérielles ».

Ce découpage tout à fait intéressant (si on essaie d'abstraire du complot machiavélique avec les provocateurs payés et entraînés qui agissent simplement comme de nombreux adolescents furieux) montre surtout que la phase d'incendie est plus importante que la phase de pillage. Cette tendance, si elle se confirme, semble vérifier que la haine de la marchandise est plus grande, désormais, que le désir de la posséder, que la critique de l'échange se substitue, dans les grands pillages, à la critique de la répartition des biens, qui était la base même de la critique communiste. Ce n'est plus l'injustice qui est principalement en cause, c'est l'organisation de la communication elle-même.

Le rapport affirme entièrement le caractère antichinois des émeutes, mais en le minimisant beaucoup par rapport à l'information dominante. A aucun moment, cependant, le fait que la majorité des commerçants sont chinois et qu'une grande partie des Chinois sont commerçants n'est signalé. Les Chinois sont présentés comme les boucs émissaires, mais ils ont sans doute été rendus tels par la sainte-alliance de tous les gestionnaires, c'est-à-dire de tous ceux qui ont détourné l'attaque contre le commerce en une attaque contre les Chinois, et principalement l'information dominante, jamais mise en cause sur ce point. C'est un des usages les plus utiles des ethnies, et des cultures dans notre société marchande.

Un thème qui a fleuri après les émeutes, mais pas en même temps, dans la presse populaire et y a été fortement développé est celui des viols. Ni 'Libération', ni 'le Monde', ni Van Klinken, le 29 mai, n'en parlent encore. Le rapport en octobre y accorde une place importante, en signalant pourtant : « In the issues of victims, there was this tendency from the government, people and including the mass media, to focus the attention at merely the sexual violence victims. » Evidemment : c'est ce qu'il y a de plus croustillant. C'est ce qui permet, au meilleur compte, de discréditer les émeutes, qui en avaient bien besoin au vu du degré de popularité assez extraordinaire qu'elles ont rencontré. Toutes les informations sur les viols, tardives et provenant de couches superposées d'interdits, sont donc extrêmement spécieuses : jamais ce ne sont les auteurs de ces viols qui s'expriment. Disons seulement que dans 'Asiaweek', les deux auteurs du sac à clichés « Ten days that shook Indonesia », qui reprennent pour nombre de morts le nombre de brûlés du rapport (donc en oubliant les morts par balle), ont parlé de 468 femmes violées, alors que le rapport fait état de seulement 85 agressions sexuelles, dont 66 viols, la plupart collectifs, et une majorité sur des femmes d'origine chinoise. A aucun moment la possibilité que le viol corresponde à une vengeance particulière, et non ethnique, n'a été même envisagée, même si une phrase tend plutôt à se distancier d'une vengeance sociale : « The victims of sexual violence were also inter-social-class. »

Lignes de fuite

Au 18 mai au soir, il apparaît que l'émeute, aussi mystérieuse dans sa fin que dans son commencement, est terminée. En effet, depuis trois jours, les émeutiers ont laissé le terrain, et aucun discours ne s'est construit sur les débris que leurs ennemis sont encore en train de compter. Ils n'ont pas réussi à s'organiser et à donner un prolongement articulé à leur soudaine critique de la société.

Le 19 mai, les étudiants osent enfin sortir de leurs campus et occupent le Parlement. Suharto non seulement désavoué par le grand pillage mais par toutes les institutions, dans une franche débandade, promet des réformes et de nouvelles élections, sans lui, dernier effort de rallier au moins quelques décisionnaires. Partir d'accord, mais comment sauver sa peau ?

Le 20 mai, l'opposition annule la manifestation prévue de longue date, devant le déploiement massif de l'armée dans le centre de Jakarta (soixante-dix-huit mille soldats et policiers autour de la place Merdeka [Liberté]). Il y a un demi-million de manifestants à Yogyakarta. Manifestations à Bandung, Medan, Ujung Padang. Les Etats-Unis demandent à Suharto de démissionner.

Le 21 mai, Suharto démissionne, et laisse la présidence à son vice-président et complice, Habibie. Grande fête et grande joie dans les rues de la capitale.

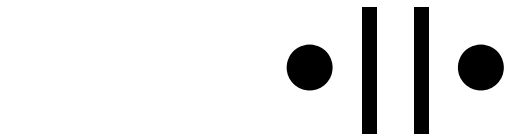
Le 22 mai, Wiranto est nommé ministre de la Défense, Prabowo est relevé de ses fonctions ainsi que Tutut et Bob Hassan. L'armée reprend le Parlement aux étudiants après un face-à-face entre étudiants pro-régime et anti-régime. « Des gens ont rendu les biens qu'ils avaient volé » pendant le pillage, le 14 mai.

Le 27 et le 28 mai, de nouvelles émeutes ont lieu à Sumatra et aux Célèbes, faisant 1 mort et 14 blessés : « sac de magasins et d'entreprises », protestation contre la prostitution et les jeux d'argent.

Le 2 février 1999, 'Indonesian Observer' signale que des foules furieuses ont détruit 180 postes de police dans les huit derniers mois, c'est-à-dire depuis les émeutes de mai : 5 postes de police détruits chaque semaine, en moyenne, qui dit mieux ? L'Indonésie est devenue le pays des émeutes. Les débris de la dictature familiale Suharto et l'opposition démocrotte et musulmerde n'ont pas encore réussi à détourner toute cette vitalité vers les marches de l'empire indonésien où, entre Timor et Aceh, dans les revendications nationalistes, s'épuisera cette cavalcade de négativité, libérée par le grand pillage du 12 au 15 mai 1998.

Le grand pillage suivant a lieu du 18 au 21 décembre 2001 en Argentine, principalement à Buenos Aires. Celui encore après va au moins du 8 au 17 mai 2003, en Irak, principalement à Bagdad.

texte de 2003



TROUBLES DE LA PAROLE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CHÔMEURS À JUSSIEU 1998

A – Connaissance et ignorance

1. L'idée que la connaissance est le mouvement interne du monde ne nous satisfait plus ; elle ne satisfait plus le monde, dont le mouvement interne va aujourd'hui plus loin.

La connaissance est pratique, mais pas toute pratique ; elle ne recouvre la totalité que pour la conscience. La connaissance est la représentation que la conscience se fait de la pratique ; et si la pratique est bien le secret du monde, la connaissance ne semble plus armée pour percer ce secret. Mais ce qui semble échapper toujours plus à la connaissance n'est pas cette objectivité à laquelle le positivisme matérialiste assignait « en dernière instance » la réalité, mais bien plutôt cela même qui avait été reconnu comme fondement de la connaissance : la subjectivité agissante, la négativité en actes, la pensée créant son monde.

Soumise à l'explosion d'aliénation qui est le phénomène du monde, toujours plus restreinte, rognée, dépossédée de ses prérogatives à mesure que ce monde de l'esprit s'étend au-delà même de toute lisibilité, la conscience tend paradoxalement à se prendre pour le monde. La connaissance étendue à tout n'était que ce rêve d'une conscience universelle. Et, revers paradoxal du paradoxe, la connaissance, qui avait été repérée comme un phénomène générique, comme la totalité en marche (elle est plutôt une représentation de la totalité en marche), revient, par l'absolutisme de l'individu, c'est-à-dire de la conscience, à ce qu'elle était dans la pire pensée bourgeoise : l'étendue possible de la conscience individuelle, la division de la pratique dans la représentation individuelle du monde, ce qui *reste* de la pratique à la pensée particulière, une somme d'ignorances conjurées.

Notre connaissance de l'histoire moderne, celle des révoltes et des révolutions, nous permet de dire que, si la conscience est un moment nécessaire de la connaissance, elle n'est pas un moment nécessaire de la pratique.

Nous avions identifié l'émeute comme une sorte de molécule historique : le plus petit moment décisif pouvant exister à l'état libre, le dernier commencement possible, « le minimum de la vie ». Or, là où passe cette ligne de partage entre le rien actuel et le tout en puissance, la conscience et la connaissance sont actuellement impuissantes. Le seul début pratique capable de rattraper le mouvement exponentiel de l'aliénation est celui où, d'une certaine façon, l'histoire prend l'aliénation de vitesse en court-circuitant elle-même conscience et discours, en supprimant ces médiations devenues trop pesantes. (Cette absence de conscience, de classe ou même individuelle, est aussi bien ce qui avait disqualifié l'émeute aux yeux des tenants de la vieille connaissance historique ; et c'est le fétichisme de la conscience qui avait condamné ces fossiles à l'ignorance de l'histoire présente : certains ont nié avec indignation qu'on puisse dénier à ceux qui font l'histoire conscience et discours,

d'autres ont nié avec incrédulité que des pauvres sans conscience ni discours puissent faire l'histoire ; c'était pourtant là, comme l'avait découvert Adreba Solneman, le point de départ de toute l'histoire depuis la révolution en France.)

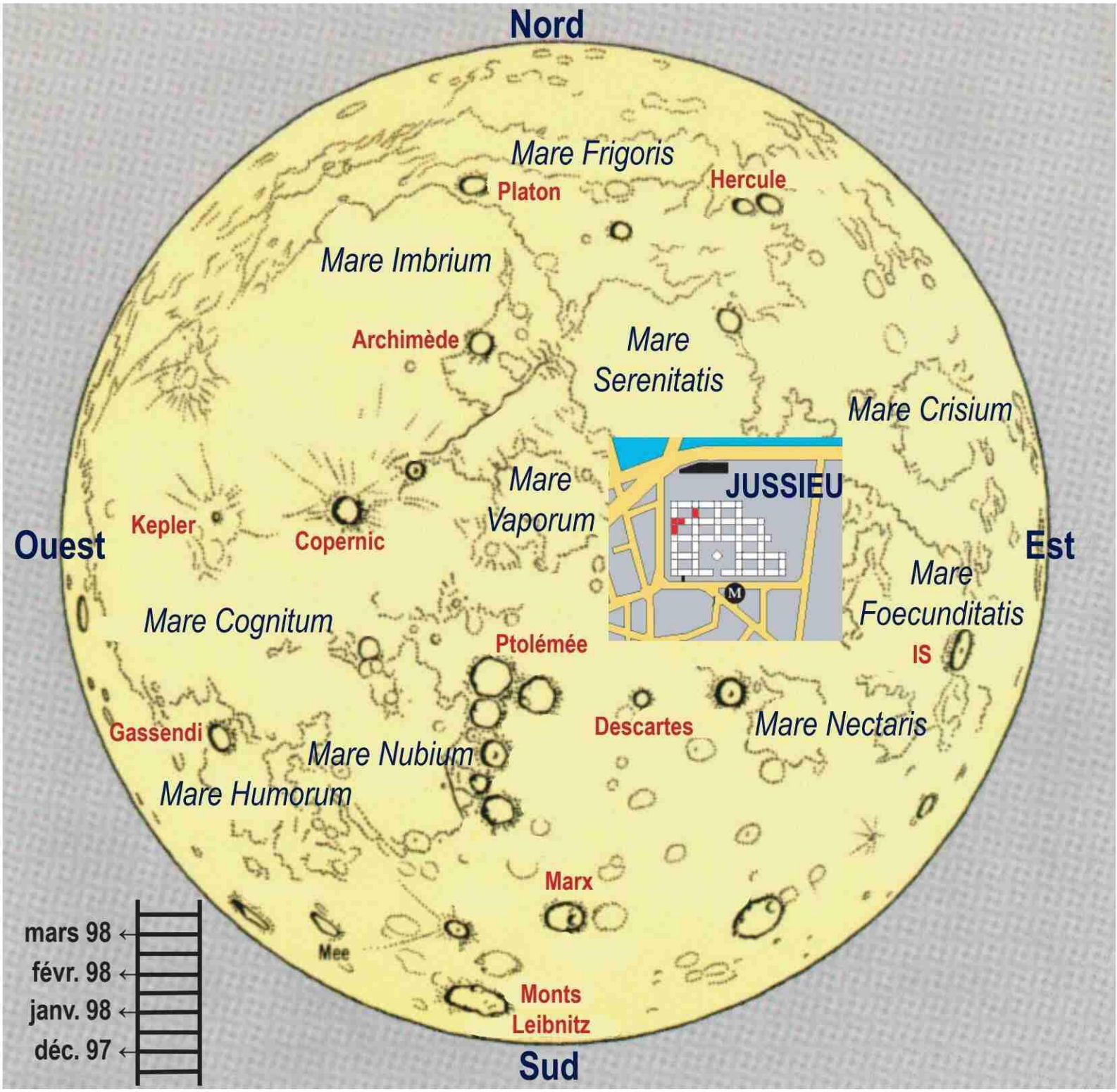
Contre les atermoiements de la vérification théorique, dont conscience et discours constituent à la fois l'outil et l'objet, l'émeute est venue vérifier pratiquement *l'insuffisance* de la conscience et de ce type de discours. Dans la nouvelle et brutale phénoménologie de l'esprit qui s'ébauchait ainsi en pleine rue, discours de la vérification pratique, la conscience ne semblait plus qu'un moment d'absence. Dans son ici et maintenant, dans le moment où elle se fait, l'histoire ne se reconnaît pas comme histoire. La conscience est suspendue hors de sa seule chance d'effectivité, le discours est absent là seul où il est nécessaire, la parole ne sait plus s'articuler là seul où quelque chose se dit – et pourtant l'histoire continue, toute en rupture, en suspension, en discontinuité.

En se vérifiant dans ces conditions de conscience raréfiée, l'histoire elle-même atteste que la position la plus avancée il y a vingt ans sur la connaissance – qui elle ne peut se passer de conscience – a été rendue caduque par les progrès de l'aliénation qui font que *l'ignorance* peut aujourd'hui être au cœur de cette pratique, qui est venue au cœur du monde.

L'aliénation, qui ne laisse rien indemne, a aussi joué des tours à l'ignorance. L'ignorance, cette matière noire de la conscience, qui est si menaçante parce qu'elle ne menace jamais, s'est soudain vue affublée de vertus : la voilà qui offre du recul et qui permet une vue d'ensemble à l'opposée du minuscule et du contrôle toujours mesquin des spécialistes ; soudain, c'est elle qui garantit le courage et la capacité à la décision ; et même, le fait de connaître son ignorance permettrait désormais de la neutraliser. Mais cette mascarade compensatoire, cette tentative de travestir l'ignorance afin d'excuser la résignation n'est qu'une faible dissimulation de sa croissance débridée, qui suit la croissance débridée de la connaissance comme une ombre, mais paraît toujours dépasser d'autant la connaissance, quelle que soit l'étendue de la connaissance. Aussi, au lieu d'être une mesure fort utile de la grandeur du genre humain, l'ignorance est aujourd'hui une mesure fort superflue de la distance de l'individu au genre.

Jamais nous ne serons fiers de notre ignorance. Mais nous en combattrons la honte en essayant de l'expliquer. L'explication ne remplace pas la connaissance ; et si une lumière indirecte ne peut faire fuir l'ombre, elle en affronte et délimite l'étendue, elle affirme que l'ombre même aura une fin.

2. Notre ignorance de l'assemblée générale de Jussieu participe entièrement de cette assemblée. Nous, héritiers de la Bibliothèque des Emeutes dissoute en 1995, possédions en 1997 un outil méthodologique qui permettait de détourner, au sens renverser, la perspective de l'information dominante sur les événements offensifs contre ce monde, et du point de vue de cette négativité. Il est vrai que depuis la dissolution de la BE, conséquence logique de la défaite de la vague d'émeutes de 1988-1993, notre activité continuait d'être davantage orientée vers la révélation de cette période historique dans le monde, et de la scandaleuse ignorance qui l'entourait, que par les événements du jour, sur lesquels nous portions un regard sans entrain et quelque peu désabusé. Le seul véritable mouvement offensif de cette après-guerre était celui des *albanais,* qui avaient profité de la fin du conflit en Bosnie, en partie destiné à les policer eux, pour reprendre les hostilités. Nous notions également l'ébranlement progressif et apparemment assez profond qui commençait en Indonésie, non sans déplorer, en anciens combattants qui vous l'avaient bien dit, que cette remise en cause du bout du monde venait avec cinq ans de retard pour être remise en cause du monde : « Que la Chine et



L'assemblée de Jussieu vue d'en haut

« Nous avions identifié l'émeute comme une sorte de molécule historique... »

et l'Indonésie n'aient pas connu de soulèvements majeurs depuis qu'a commencé celui en Birmanie en 1988, ni même depuis la défaite de celui en Thaïlande en 1992, et que se soit épuisé dans l'impopularité, à la même époque, le rituel émeutier si laborieux des étudiants coréens (dont l'une des racines était pourtant la Commune de Kwangju, en 1980) est le véritable miracle qui a transformé l'Asie du Sud-Est en nouveau paradis du capitalisme en goguette. » Mais nous ne savions toujours pas mettre en relation les émeutiers de Jakarta et de Tirana, nous venions de voir, impuissants, le lent et difficile étouffement d'une insurrection latente, souterraine, dont la visibilité fragmentaire s'était vue déformée pendant quatre ans, dans le petit Etat appelé Bahreïn, mais dans un isolement immense, auquel nous cherchions toujours, assez en vain, des remèdes, depuis que les insurgés de Mogadiscio et de Bassorah s'étaient manqués, et alors même que nous connaissions leur unité.

En France, les émeutes de banlieue continuaient, mais dans une perspective qui rétrécissait continûment depuis 1993. Pourtant, c'était encore des actes offensifs, fréquents, et c'était là le principal point d'appui critique de l'ordre particulier, mouvant et resserré qui s'établissait sans autre opposition notable dans la forteresse de cette vieille Europe qui comprend la Sibérie, Tokyo et New York. Nous-mêmes étions principalement en France. Nous-mêmes étions chômeurs selon la définition administrative du mot. Pourtant, nous avions écarté de notre visibilité même le mouvement des chômeurs, comme une suite incontinente et pleurnicharde de l'odieux mouvement de 1995, la grève générale de la basse middleclass française. Il est tout à fait remarquable qu'étant si attentifs aux formes de la révolte contre ce monde, qu'étant dans la même ville que l'assemblée de Jussieu, nous n'en ayons entendu parler que quatre ans plus tard, en 2002. Quand on se trompe à ce point, il est difficile de revenir, parce que l'humilité, même quand il y en a, manque toujours pour reconnaître des fautes aussi incrustées. Mais notre colère contre notre insatisfaction est encore suffisamment présente pour que nous puissions tourner notre propre ignorance en phénomène, et ainsi l'avouer et la combattre. Et, au-delà de notre propre responsabilité dans cette défaillance de notre savoir et de notre écoute, le curieux enchaînement des idées et des faits que ce monde produit jusque là où nous sommes le plus sûrs de maîtriser nous intéresse et nous ramène dans la critique de nos défaillances, comme critique des défaillances de ce qui se jouait là. C'est ce curieux enchaînement qui mérite d'être dit, qui donne la vraie mesure de l'événement : une nouveauté dans le monde avait lieu sous nos yeux, et nous l'ignorions. La première nouveauté de cette nouveauté est que l'ignorance était au cœur de son objet, en tant qu'ignorance de notre observation. Vive le monde.

3. L'assemblée générale de Jussieu est le moment de l'ignorance des pauvres se prenant pour objet. Pour la première fois depuis leur début, lors de la révolution en France, les pauvres d'aujourd'hui ignorent ce qu'est le monde. Dès cette première explosion moderne, les pauvres avaient été encadrés, et leur colère leur avait été expliquée. Les bataillons serrés du prolétariat étaient une représentation de la totalité en marche. Les pauvres connaissaient le monde.

Il a fallu la révolution en Russie, puis celle en Iran, pour que les pauvres explosent ce prolétariat trop étroit pour leur connaissance. Mais la séparation, le silence, la médiation ont individualisé la vision du monde, de l'histoire, du projet humain. Une des formes les plus étranges de l'aliénation est justement que le projet humain se soit égaré, que l'histoire soit devenue une interrogation, et que le monde apparaisse comme sa propre représentation. Dégagés de tout système de pensée, ou plus exactement aux prises avec des systèmes de pensée non miscibles, les pauvres d'après la révolution en Iran sont contraints de reconsidérer toutes les prémices, et toutes les conséquences. C'est pourquoi la révolte paraît régresser pour la conscience : du projet construit qu'était le communisme,

la révolte est retournée à son immédiateté qu'est l'émeute. Mais l'émeute elle-même procède d'une conception du monde qui repose sur de nombreuses évidences qui, à leur tour, sont en cause. C'est pourquoi la régression va maintenant au-delà de l'émeute. La nécessité de comprendre et de reconstruire le projet de l'humanité est une urgence première du parti du négatif, qui n'était encore que latente dans l'émeute, où le monde reste cette simple position dont elle est la simple négation. L'assemblée générale des chômeurs de Jussieu est un avant-coureur de cette nécessité.

Ceux qui ignorent ignorent jusqu'à leur propre ignorance. Les pauvres ne savent pas prendre pour objet ce qu'ils ne savent pas. L'assemblée de Jussieu a eu cet objet, mais non sa formulation, sa conscience. Cet objet, l'ignorance, qui est fondamentalement la non-participation à la connaissance, c'est-à-dire la perte de la représentation de la pratique du monde, très exactement la passivité et l'absence de perspective, est véritablement la pauvreté, la honte, la misère. L'assemblée de Jussieu aura été cette tentative étonnante de prendre pour objet la pauvreté, la honte et la misère, sans jamais les assumer en tant que telles. Jamais, en effet, le chômage lui-même n'y a été considéré autrement que comme une identité administrative ou comme une injustice sociale ; alors qu'il est, au-delà du travail constitué en activité centrale de la société, une expression particulière de la passivité et de l'absence de perspective. Le chômage n'est pas seulement un résultat du capitalisme ou une forme de contrôle identitaire de la bureaucratie, il est aussi une forme véritable du désœuvrement, c'est-à-dire un manque de maîtrise de la connaissance et, surtout, du contenu dont la connaissance est la représentation, la pratique.

Même pour nous dont la conception de l'histoire est celle où la régression vers l'origine est une progression, il est difficile de concevoir que la régression de la forme de révolte de l'époque précédente, qui était l'émeute, puisse être devenue une progression. Mais, ici et maintenant, nous sommes contraints de considérer que ce qui manquait à l'émeute moderne est précisément esquissé dans le discours sur l'ignorance dont l'assemblée de Jussieu a été un maladroit pionnier, si hardi dans l'innovation : l'approfondissement d'un début de débat sur l'humanité.

B – La partie médiatique du mouvement des chômeurs : « Qui sème la misère récolte la colère »

Le mouvement des chômeurs commence le 4 décembre 1997, même si la veille, le 3 décembre, des chômeurs de Montréal au Canada ont occupé violemment un grand hôtel (cent six arrestations) et si dès juin 1997 une Assedic, puis une autre, avaient été occupées à Paris sous l'impulsion d'AC! Ce 4 décembre, donc, sept agences de l'Assedic sont occupées dans le département des Bouches-du-Rhône, sous la conduite de la CGT, l'ex-grand syndicat ouvrier qui est la seule parmi les centrales traditionnelles à avoir intégré les chômeurs en tant que tels dans son organisation. Les occupants revendiquent une prime de fin d'année de 3 000 francs.

Comme cette revendication n'est pas satisfaite, et comme les occupants ne sont pas délogés, d'autres agences de l'Assedic sont occupées. Le 15 décembre, le mouvement s'est étendu à Arras, Lorient, Choisy-le-Roi, Toulouse, Lille et à Bordeaux, où c'est le centre d'action sociale qui est occupé ; le 16 décembre, les associations de chômeurs et précaires (AC!, Apeis, Cadac, CDSL, DAL, Droits devant!, MNCP, SUD, SNUI, CFDT en lutte, CGT Finances, FSU) lancent une « semaine d'urgence sociale ».

Dès le 17, on force des transports gratuits à Clermont-Ferrand, on empêche des huissiers de saisir à Lannion, on occupe de nouvelles Assedic et diverses administrations chargées de verser de l'argent aux pauvres et de les maintenir sous le contrôle de l'Etat. Martine Aubry, ministre du Travail, accorde 3 % d'augmentation à l'« allocation spécifique de solidarité », ce qui équivaut à 1,48 F par jour et ressemble plus à une insulte qu'à une reconnaissance de revendication. Comme si souvent dans le développement d'un mouvement social informel, l'Etat réagit avec un temps de retard. Ce retard se manifeste alors par une accélération du mouvement et une prise de conscience de l'Etat. Mais la nouvelle réponse de l'Etat n'est qu'au niveau de ce qu'elle aurait dû être dès le départ et se trouve ainsi à nouveau en retard sur l'ampleur du mouvement. Cette sous-estimation de l'ampleur et de la dangerosité avait été caricaturale en Iran, puisqu'elle avait duré jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour le régime du shah. Le retard de l'Etat français pendant le mouvement des chômeurs a duré plusieurs étapes, et a beaucoup contribué à son étendue. L'information dominante a suivi un rythme un peu différent. Elle entre véritablement dans le mouvement à partir du 16 décembre, non sans une certaine condescendance pour ces pauvres qui réclament de ridicules primes de Noël, et l'avantage de cette suffisance a certainement été qu'elle se sera transmise à une grande partie des spectateurs peu attirés par la pauvreté et ses déboires apparents, comme nous-mêmes, qui nous sommes rapidement suffi de ce début de présentation du phénomène. L'information dominante a par ailleurs été intéressée par l'émergence, dans le domaine social, d'associations construites sur le même principe que les ONG, ces véritables cellules militantes de la middle-class, c'est-à-dire des petits groupes de pression, qui agissent plus sur les médias que sur le terrain, et qui sont bien mieux placés pour récupérer et traduire en médiatique quoi que ce soit d'authentique et de radical. D'ailleurs, la soupe fut rapidement si bonne que d'autres bancs de ces piranhas, spécialisés dans d'autres domaines, comme Droit au logement, ou Act Up, se sont rués sur le festin, cette connivence entre petits carriéristes de l'activisme et du journalisme contribuant à rendre nauséabonde l'expression publique du mouvement informel naissant.

Comme lors de la grande grève de la fonction publique, fin 1995, les gueux des banlieues françaises sont restés séparés de ce mouvement naissant qui les ignore en retour. Le 17 décembre à Melun, et le 18 à La Duchère, deux « bavures » policières ont pour conséquence trois soirs d'émeute dans cette banlieue à la périphérie de l'agglomération parisienne, et deux dans ce quartier de Lyon. Là, on n'occupe pas les bâtiments publics, on les attaque dans le but de les détruire en y mettant le feu. Là on ne revendique rien, sauf ce qui annule toute revendication, l'affrontement direct avec la police. Là, à défaut d'associations qui pourraient prétendre représenter la furie offensive des adolescents anonymes, ce sont les familles des assassinés, sous forte pression policière et bien-pensante, qui sont manipulées pour faire passer, avec solennité, la passivité pour de la dignité et la résignation pour du recueillement. Depuis sept ans, depuis qu'elle a dû elle-même renoncer à la mise en scène de l'affrontement, l'information dominante a perfectionné sa mise en scène de ce type de renonciation. Cette information, cœur de la middleclass, est elle-même très hostile à un rapprochement entre basse middleclass, dont la majorité des chômeurs fait partie, et gueuserie, qui est le débouché catastrophe du chômage. C'est essentiellement grâce à elle que le mouvement des chômeurs et la caillera de banlieue sont restés si indifférents à même tenter de concevoir leurs intérêts communs.

Lorsque les chômeurs occupent la rue, comme dans la semaine qui précède Noël, c'est en manifestant, bien encadrés par syndicats et associations, c'est-à-dire en marchant, comme pour un enterrement de bavure. Ce que l'information en montre alors est une troupe malheureuse et dispersée, implorant et mendiant qu'on la laisse reprendre sa place dans le peloton de la middleclass. Le 23 décembre, les chômeurs de Rouen par exemple tentent d'investir une agence Assedic en criant « nous ne voulons pas être des Gueux ! ». Le 24, Noël, grand-messe marchande de la misère, arrive,

mais toujours pas de prime qui permette de participer à cette orgie de consommation et aux dons obligatoires qui cimentent les hiérarchies familiales et les mensonges affectifs. Les mairies des 11e et 12e arrondissements de Marseille sont évacuées brutalement par les CRS, et il y a trente agences Assedic occupées, joyeuses fêtes. Le 25, un jour trop tard, Martienne Aubry, la ministre du Travail dans la lune, lâche, c'est vraiment le terme, 1 500 francs par mois pour les vingt-deux mille chômeurs les plus démunis ou bénéficiaires du revenu minimum d'insertion de plus de 55 ans. Les quelque trois à cinq millions d'autres constatent que l'Etat a toujours son temps de retard.

Une autre différence avec le mutisme si audible des gueux, quand ils attaquent dans les banlieues, est l'incapacité d'un tel mouvement à se faire entendre, au sens comprendre. Il faut commencer par abattre une forêt de sigles, presque tous bureaucratiques, qui sont perçus comme des évidences par ceux qui y sont confrontés quotidiennement, mais qui agissent comme des repoussoirs à travers leurs lassantes significations énigmatiques, profondément ennuyeuses même pour les pauvres très nombreux qui les ignorent et les évitent. Ce langage codé est d'abord un langage lié à un Etat, et à une langue, à l'exclusion des autres. Ce mouvement avait un caractère national parce qu'il était fortement imbriqué dans une législation, et parce qu'il s'exprimait à travers des appellations qui ne sont pas seulement particulières à la France, mais presque jamais traduisibles. Il faut résider en France pour savoir qu'une ANPE est une Agence nationale pour l'emploi, mais il faut avoir été confronté au chômage pour savoir que l'Assedic, Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, est un organisme paritaire entre syndicats et patronat (pardon ? qu'est-ce que ça veut dire « paritaire » ?) qui fonctionne comme une assurance sur le chômage et qui est l'organisme qui indemnise les chômeurs, alors que l'ANPE est celui qui les inscrit, les surveille et tente parfois de les recaser dans le salariat et souvent de les exclure de l'Assedic. Il y a aussi le RMI, revenu minimum d'insertion, donné aux plus pauvres à condition qu'ils aient plus de vingt-cinq ans, va savoir pourquoi. Les cibles d'occupation des chômeurs vont considérablement élargir la liste des sigles : outre les Assedic et les ANPE, on a aussi des CAS ou CCAS, centre (communal) d'action sociale, EDF, Electricité de France, SNCF, Société nationale des chemins de fer, RATP, Régie autonome des transports parisiens, Cnaf, Caisse nationale d'allocations familiales, CCI, Chambre de commerce et d'industrie, en sont les principaux à côté du Crédit Lyonnais, qu'on appelle rarement CL et dont les agences locales seront souvent occupées pour marquer la désapprobation du renflouement massif par l'Etat de cette banque mal gérée, dont il est l'actionnaire principal, en comparaison des sommes dérisoires qu'il offre aux chômeurs. Les organisations qui maraudent autour du mouvement se prononcent également en sigles : la CGT, la CFDT (dont la patronne, Nicole Notat, est également la présidente de l'Unedic) sont les grands syndicats traditionnels, auxquels il faut ajouter le syndicat des patrons, CNPF, lui aussi attaqué, et SUD ; parmi les associations, AC!, Agir ensemble contre le chômage, Apeis, une organisation proche du PC, Parti communiste, et même DAL, Droit au logement, voire Act Up, qui milite pour les capotes, sont celles qui ont le mieux joué des coudes dans l'embrasure médiatique. Ce petit lexique ne serait pas complet sans les sigles dont les noms ont franchi les frontières comme le PS, Parti socialiste, qui est le parti au gouvernement, dont les locaux seront aussi occupés, ou la BE, Bibliothèque des Emeutes mais aussi Belles Emotions, qui n'a absolument rien à voir dans les faits et qui n'est citée que pour faire enrager ceux qui y verront une basse manœuvre propagandiste.

Entre Noël et le jour de l'an, le mouvement devient la vedette des médias. Un sondage de CSA, Castration statisticienne assurée, affirment que 63 % des Français soutiennent le mouvement des chômeurs. Gloups. On a tellement vendu le pauvre chômeur désespéré, équivalent d'un chien hébergé gracieusement par la SPA, Société philanthropique d'abêtissement, que lorsqu'il tire sur sa laisse, tout le

monde lui donne raison. Du coup, le gouvernement apparaît comme le méchant, le pingre, l'insensible. Et pendant que se poursuivent les blocages de trains, les occupations de divers bureaux qui ont pour travail de s'occuper de l'absence de travail, de nombreuses Assedic sont fermées préventivement. Le 30 décembre, au moment où les chefs d'AC! promènent les médias des marches de l'Opéra-Bastille à une occupation préparée pour les photographes, l'occupation beaucoup moins ordonnée du siège du PS, pissotière socialeuse, de Bordeaux inaugure les attaques contre les nids de militants qui soutiennent le gouvernement. Le 31, des chômeurs en nombre suffisant s'invitent au célèbre restaurant Fouquet's sur les Champs-Elysées à Paris, puis à l'hôtel Monceau. Cette forme d'action sera répétée plusieurs dizaines de fois dans les trois mois suivants. En général, comme lors de cette première (et contrairement à ce qui s'était passé à Montréal le 3 décembre), les établissements attaqués cèdent devant le surnombre, et régalent, voire tentent de payer le départ des envahisseurs. C'est là une excellente mise en pratique de la vieille idée que les pauvres sont plus nombreux que les gestionnaires, et qu'il suffit souvent d'un peu de détermination pour faire triompher la quantité ; mais c'est aussi jouer sur cette quantité, qui implique des majorités parfois illusoires : les jeunes délinquants qui se déplacent en bandes cessent souvent de manifester leur négativité lorsqu'ils se trouvent confrontés à une bande plus nombreuse qui montre implacablement les limites de leur invincibilité. Car c'est souvent parce qu'on se croit invincible qu'on vainc, et il faut une motivation bien supérieure pour retourner au combat après une défaite.

Le même jour, des festivités plus rituelles, car annoncées depuis longtemps, mais plus chaudes se concentrent autour de la véritable ligne de démarcation de la société : dans beaucoup de quartiers populaires de la vieille France, et en particulier à Strasbourg, c'est pour saluer l'année chrétienne un gigantesque incendie de voitures. Deux citations, la première de 'Libération' (7 janvier), la seconde du 'Monde' (8 janvier), résument la simplicité de la contradiction qui s'exprime là, sans véritable recherche de dépassement : « Un adolescent de Hautepierre, cité particulièrement chaude le soir du nouvel an rapporte : "Pour une fois, il y avait une ambiance pas croyable dans la cité, c'est surtout ça la raison. Une soirée à cette échelle-là, personne ne serait capable de l'organiser." » « Un ancien directeur d'entreprise… "Cette jeunesse qui met le feu est foutue. C'est malheureux à dire, mais la seule solution est de la détruire." »

Le 2 janvier 1998, les occupants du CCAS de Nantes parviennent à formuler la proposition la plus redoutable sur le travail : « Le travail ne doit plus être ni le centre, ni la condition de nos vies. » Le même jour, le gouvernement, toujours en retard, fait dans l'Aubry-collage en offrant généreusement 500 millions de francs dont on apprendra le lendemain qu'il s'agit seulement de ce que l'Etat doit à l'Unedic. De telles mesquineries, transformées en effets d'annonce, jurent avec les déclarations encore plus putassières d'autres politiciens qui regardent davantage les sondages en faveur des chômeurs que les sourcils levés du patronat et du ministère des Finances : de l'écolo-arriviste Voynet à l'ancien militant d'extrême droite reconverti en ultra-libéral Madelin, les soutiens publics aux occupations se multiplient sans vergogne. Et, pendant la première semaine de janvier, ces occupations continuent avec des cibles variées. Mais les CRS commencent à déloger de manière parfois brutale, comme à l'Assedic de Limoux le 5 janvier. Ce même 5 janvier, l'ordure Nicole Notat déclare : « Je crois qu'il faut ramener l'action de quelques dizaines d'individus, dans quelques antennes Assedic, à sa juste proportion. Il s'agit d'opérations coups de poing à visée médiatique, merci la trêve des confiseurs ! et, bien sûr, à haute valeur symbolique. J'ai le sentiment qu'il y a de la manipulation de la détresse derrière tout ça. » On remarquera l'habileté avec laquelle cette ennemie de tout mouvement social non organisé, et particulièrement par son propre syndicat collabo, amalgame le mouvement et les associations qui ont commencé à le représenter, pour leur propre compte, auprès des médias. En dénonçant les shows médiatiques de ses concurrents, où les associations au museau frais type ONG,

Ordre nouveau garanti, à la AC! repoussent vers la retraite les vieilles centrales usées, comme sa CFDT et la CGT, à coups de petits shows ciblés à la Greenpeace et Act Up, elle diffame les multiples interventions non médiatiques que les chômeurs commencent à pratiquer en série.

Mais Notat-Benêt a plus raison quand elle attire l'attention sur les effectifs du mouvement, comme on le voit le 7 janvier, première journée nationale. Les journées nationales sont des comptages, qui permettent aux RG, renseignements généraux – cette police de la surveillance –, de photographier et aux représentants officiels d'un mouvement de l'épuiser et de l'encadrer. S'il y a vingt-six Assedic occupées, il en reste six cent dix qui ne le sont pas, s'il y a des manifestations dans cinquante villes, il y a à peine trois mille participants à celle de Paris. Cette question du nombre semble avoir bizarrement hanté ces activistes qui savaient qu'il suffisait d'être quarante pour forcer, sans combattre, la gratuité d'un grand restaurant ou d'un supermarché. En effet, la minorité active a toujours été très minoritaire et, bien au-delà de la représentation du mouvement, sa représentativité se posera même entre les lignes à l'assemblée de Jussieu, dont le compte rendu du 27 février rapporte notamment « (…) l'avis exprimé qu'il n'existe, en place de critique implicite ou explicite, que la seule auto-illusion des membres de cette assemblée sur un mouvement social qui n'existe pas ; il n'y a rien dans *l'air du temps,* sinon la continuation sociale de la catastrophe. A quoi succède ce contredit : le simple fait que *notre* assemblée existe, avec un nombre significatif de participants, sur une durée de temps remarquable, prouve qu'il existe une rupture avec les conditions habituelles, aussi minime soit elle ».

Un autre bénéficiaire de cette journée nationale qui porte bien son adjectif honteux est l'Etat, qui, poussé par l'information impatiente et inquiète, a lui aussi compté, et connaît maintenant l'ampleur du mouvement. Car quoi que Nicole Notat, le mouvement s'est étendu, et la mélasse tiédasse, subtil mélange de mièvre et de sordide, qui encadre de longs soupirs ces pauv' chômeurs dans l'information (le slogan préféré de la journafoutaise est évidemment le plus faux : Qui sème la misère récolte la colère ; mais il met en scène la dignité prout-prout, et la fierté, parfaitement monsieur, qui va si bien à la middleclass dans son miroir), commence à ennuyer ceux qu'elle n'a pas écœurés. L'information appelle par conséquent à la barre le chef de service de Martine Aubry, Jospin. Le 8 janvier, ce chef de gouvernement reçoit tout ce qui pose, tout ce qui trêve des confiseurs, tout ce qui ne chôme pas dans la représentation des chômeurs. Il y a trente-trois occupations d'agences Assedic, c'est le maximum. Et c'est justement le vingtième anniversaire de l'émeute de Qom qui débute la révolution en Iran, soit dit en passant par la Lorraine avec mes gros sabots.

Le 9, à la télévision, Jospine demande que les établissements « fonctionnent normalement ». Dès le 10, les expulsions prennent le dessus sur les nouvelles occupations, notamment dans les Assedic. L'Etat manifeste ainsi qu'il a enfin rattrapé son temps de retard. Le thermomètre verdâtre Voynet, bravant les sondages par la même collaboration politicienne avec le gouvernement que la pourriture Notat, annonce dès le 11 que les occupations n'ont plus raison d'avoir lieu, qu'est-ce qu'elle en sait.

Le 13 janvier, deuxième journée d'action nationale, point de progrès, mais point de regrets non plus. Soixante-seize départements sont concernés où cinquante mille manifestants seulement certifient, à leur corps défendant, que le mouvement ne s'étend plus : il ne franchit pas les frontières, il ne s'étend ni aux paysans, ni aux salariés, ni à la caillera des banlieues. Sans offensive, sans discours, avec une minorité active de plus en plus divisée de sa représentation, qui endosse les pleurnichements dus au malheur dû à la fatalité du chômage, et qui est ainsi parvenue à couper les agissants de la grande majorité apathique, ce mouvement des occupations ne sait pas se situer : quelques actes à la limite de la légalité mais pas d'affrontement direct, des comportements comparables à travers toute la France mais des groupes et individus très éclatés, un élan certain mais qui

ne se prend pas pour objet, des conceptions similaires mais différentes, et pas de buts précis. Voilà une grande incertitude même sur l'identité et les différences du mouvement, et un besoin impérieux d'y voir plus clair. Alors que le 13 janvier à Paris se termine à la Bourse du commerce à huit cents, avec une tentative d'occupation amputée par les leaders d'associations et violemment interrompue par les CRS, crevures-raclures-salopes, le 14 janvier a lieu l'occupation de l'ENS, Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, par cent cinquante personnes, dont des représentants des principales associations, qui se constituent en assemblée générale, AG : « (…) dès cette AG, de nombreuses personnes expriment leur refus clair et net du travail salarié, déclenchant des discussions passionnées. » Cette assemblée va durer jusqu'au 17 janvier et elle peut être considérée comme l'assemblée préparatoire à celle de Jussieu. Le même jour a lieu la première occupation du centre EDF de Barbès, porte-drapeau des revendications et de la lutte contre les persécutions des plus démunis, auxquels l'EDF coupe souvent le courant lorsqu'ils ne peuvent plus payer, et qui est donc nettement plus traditionnelle. Cinq revendications « concrètes » sont alors mises en avant (ce sont celles qui reviennent le plus souvent à travers les myriades de regroupements non fédérés) : revenu pour les moins de 25 ans ; 3 000 francs de prime pour Noël ; gratuité des transports ; augmentation des minima sociaux ; arrêt des coupures EDF. Pour intégrées qu'elles soient, ces revendications sont cependant déjà à la limite de ce que l'information dominante peut se permettre de répercuter. Et le moment où un tel mouvement devient inénarrable – pas de rapports sur les agressions contre les huissiers ou sur l'empêchement des coupures EDF dans la presse – aura été son acte de décès dans l'information, qui commence à se retirer, et l'acte de naissance de ce par quoi il a eu de l'intérêt.

Pendant que le jeu rapide des interventions et des expulsions s'équilibre avec quelques violences ici et là, les associations engagées dans des pourparlers avec le gouvernement cherchent encore à épuiser et à désigner dans la rue un mouvement qu'elles surévaluent parce qu'il commence à leur échapper. Le 17 janvier, pour la troisième journée nationale, la mobilisation est en régression. Gouvernement, médias et récupérateurs, pourtant, ne s'y fient pas. Cette triple alliance cherche désormais à fondre le bouillonnement inavouable dans un problème plus vaste, plus politique, plus degauche : les 35 heures. A la fin de cette journée, la véritable cassure du mouvement se confirme lorsque les manifestants – principalement ceux qui avaient marché dans un cortège de flagellants en scandant « nous voulons un boulot de merde payé des miettes » – constatent que l'ENS, sous blocus policier, est désormais inadaptée à la poursuite d'une véritable assemblée générale. Rendez-vous est pris pour le 19 à l'université de Jussieu.

L'ironie et la dérision sont devenues une des tonalités dominantes du mouvement. Ce style tranche fortement avec le misérabilisme des gémissements qui convient à l'image médiatique du chômage, mais aussi avec le ton sérieux-militant qui anime même les revendications « concrètes ». Là, il y avait une vitalité, une joie de vivre, qui a réussi à entraîner nombre de ceux qui s'en sont approchés, « un style en "contre", un style en marge, anormal, insolent, frondeur ». Mais l'ironie est aussi une faiblesse : elle est un recul, l'impression qu'on n'est pas à fond, et elle atténue la négation. Le caractère drolatique, parfois même farceur, ouvert, cherchant le plaisir et l'humour, a été une signature et une orientation du mouvement, qui lui a permis d'avancer, mais qui l'a peut-être aussi freiné, devant les profondeurs de sa propre réflexion. Ainsi une certaine futilité, une superficialité certaine, ont sans doute permis, dans ce premier temps, de dépasser les tristes problématiques de la STV, Standard Total View, mais ont par la suite interdit d'embrasser toute la gravité du possible.

Le 20 et le 21 janvier, à l'Assemblée nationale et à la télévision, Jospin annonce encore 500 millions supplémentaires, aumône toujours aussi dérisoire que la pompe de l'annonce était censée lifter. A la Maison des « Ensemble », près de la place d'Aligre, à Paris, les vedettes médiatiques des

associations se constituent en assemblée générale *bis.* Les occupations, qui n'ont plus que sporadiquement accès aux Assedic, continuent leur rythme soutenu, là où elles sont moins attendues, comme dans les grands restaurants et hôtels, et comme au Parti socialiste, dont le siège parisien, rue de Solferino, est occupé le 21, ce qui sera vécu comme un grand scandale par toute l'opinion de gauche, qui a tant exprimé à travers les sondages combien le malheur des chômeurs la touchait. L'ironie n'est pas toujours très drôle, comme lors de cette « foire aux gueux » le 24 à Quimper, plus poussive et cliché que réellement subversive et significative. Des chômeurs interrompent des pièces de théâtre, et les CRS, sous les cris de « les CRS au chômage », ont de plus en plus de besogne.

Le 27 janvier, à l'appel de la CGT a lieu une journée nationale de plus, mais sur le thème des 35 heures. Quoique les chômeurs devaient théoriquement être ici rejoints et encadrés par les salariés, la mobilisation est encore moindre que le 21. L'information en a compris l'avantage : si le nombre de pages, de lignes, de titres, de photos sur les chômeurs avait légèrement diminué depuis une semaine, elle passe maintenant dans un silence abrupt et complet, comme si le mouvement était terminé. Surmédiatisé depuis le jour de l'an, il est, après le 27 janvier, complètement occulté. En février, alors que cent cinquante actions seront menées par des collectifs de chômeurs, une seule sera mise en exergue au milieu de cette obscurité aveuglante, et bien évidemment, de manière calomnieuse : le 11 février, lorsqu'un magasin Cash Converters est « déménagé » dans la rue par une petite troupe décidée, la presse crie au « pillage », qui n'a malheureusement eu lieu que dans son imagination malveillante. Les conséquences judiciaires des arrestations de cet acte démonstratif, si mal interprété, tiendront lieu de seul fil conducteur de l'ensemble du mouvement jusqu'à la journée nationale du 7 mars, si on excepte le rappel bien moins tapageur des rencontres hebdomadaires entre chefs des associations, fort à la dérive, et gouvernement au dos rond, qui fait publier haut et fort les chiffres de diminution du chômage en France.

La seule rencontre connue entre les pauvres du mouvement et les gueux qu'on ne peut pas voir dans les foires aux gueux a eu lieu à Toulouse, le 20 janvier : « Ce fut une longue journée. 12 h 30. Nous avons rencontré les étudiants au Mirail. Le noyau dur de 1995 est toujours présent, il semblait attendre ce mouvement pour se manifester et exploser. La rencontre est positive, les étudiants nous rejoignent dans notre lutte et nous retrouvent à 14 h 30 place des Salins où nous devons investir le service social.

« La CGT se retire du mouvement car "elle ne tient plus ses troupes".

« Bref nous avons investi le local comme prévu. Nous sommes près de 200 personnes. L'AG se réunit à l'intérieur et décide des actions à mener pour informer les gens du quartier ainsi que tous les chômeurs. Vers 22 h 30 les 40 que nous restons sommes évacués par les CRS. Nous nous retirons sans accrochage. Les mecs de la cité où nous sommes, voyant les flics nous virer, se rallient à nous. Tout peut péter mais nous décidons de partir. Point positif, un lien vient de se créer avec les mecs des cités. Cette alliance semblait difficile : merci au gouvernement pour cette aide. Maintenant ils sont avec nous. »

Mais les chômeurs ne semblent pas avoir été avec les « mecs des cités », lorsque, le 29 janvier, plusieurs centaines d'entre eux saccagent le principal centre commercial de Lyon, la Part-Dieu, et affrontent violemment la police. Et ce jour de fin de ramadan, il n'était pas question de « réquisition », qui est le mot des chômeurs lorsqu'ils se servent dans les supermarchés. Les arrestations qui ont suivi n'ont pas été soutenues par ceux qui se sont émus, à juste titre, de celles qui ont suivi le « déménagement » du Cash Converters de la rue de la Roquette à Paris, deux semaines plus tard.

C – Quelques contenus de l'assemblée générale des chômeurs de Jussieu

Les règles du jeu

L'assemblée générale des chômeurs s'est réunie pour la première fois à Jussieu le 19 janvier 1998 avec environ quatre cents participants. Elle s'est ensuite tenue tous les jours, sauf les samedis et dimanches, au moins jusqu'à la mi-mars. On peut sans doute sourire de ce que les chômeurs suivent, dans la périodicité de leur assemblée générale, l'emploi du temps hebdomadaire de ceux qui travaillent ; mais la forme et le contenu de l'assemblée vont rapidement faire oublier cette petite bizarrerie, sans doute due à l'accessibilité du local.

Cette assemblée est donc née en grande partie de sa devancière, plus restreinte, qui avait commencé à siéger le 14 à l'ENS. L'ouvrage de référence sur la partie non médiatique du mouvement, 'le Lundi au soleil', ne permet pas de savoir pourquoi a été choisie la faculté de Jussieu, un endroit particulièrement hostile à l'homme même avant que son désamiantage ne fût convenu, ni comment le lieu a été investi. Nous ne savons pas non plus si d'autres endroits, voire une assemblée générale tournante, avaient été prévus. Enfin, la fin du mouvement reste obscure : à la mi-mars, l'assemblée se réunissait toujours sur son rythme presque quotidien, et deux mois plus tard, à la parution du 'Lundi au soleil', le rythme de l'assemblée était encore bihebdomadaire, poignant déclin qui ne veut pas s'avouer.

Au troisième jour de son activité, le 21 janvier, l'assemblée a pris ses plus importantes mesures puisqu'elle s'est dotée alors de son mode de fonctionnement et de ses limites, qui apparemment ne seront plus modifiés, au moins pendant les deux mois suivants, qui seuls comptent. Un certain nombre de règles formelles, communes à toutes les assemblées, d'abord, furent abolies : suppression du tour de parole, du président de séance et du vote. Que l'on se remette à la capacité de tous pour organiser la parole paraît un pari hardi sur la capacité d'écoute et de responsabilité des chômeurs, généralement dépourvus de responsabilité publique et dont la capacité d'écoute est faible ; l'expérience, cependant, semble avoir justifié ce pari. De plus, cette mesure a pour avantage de mettre en échec les artifices de procédure qui ne manquent pas de s'appuyer sur la distribution de parole et qui paralysent rapidement la plupart des assemblées, et attentent à leur contenu.

La suppression du vote, sous prétexte que c'est un mode de décision que la démocratie libérale utilise, est une décision beaucoup plus grave. Il faut déjà remarquer que cette démocratie libérale a donc si bien travaillé qu'elle réussit à rendre haïssables les outils qu'elle utilise en faisant croire que, puisqu'elle les utilise, ils lui appartiennent en exclusivité. Mais le vote n'est pas qu'une dictature de la majorité, un leurre et une apparence de démocratie, il est aussi un outil de décision, qui permet de trancher des désaccords en faveur d'une action. La décision de supprimer le vote a été le vote qui a supprimé la décision. L'assemblée, en choisissant de ne plus trancher dans les différends, d'abdiquer toute fonction exécutive, de se démunir de toute vérification pratique, s'est privée elle-même de sa souveraineté.

Ceux qui étaient là pourront peut-être démentir nos conjectures et nous espérons qu'ils le feront s'il y a lieu, parce que ce point est essentiel : les membres de l'assemblée générale ont, semble-t-il, choisi de conserver les prérogatives individuelles contre les prérogatives de l'assemblée. Nous connaissons bien cette peur des pauvres de voir un organisme, une émanation collective, voire un individu influent empiéter sur leurs prérogatives individuelles. Mais si la pseudo-démocratie libérale est pour quelque chose dans cette affaire, c'est certainement davantage en instillant cette sacralisation de l'individu

qu'en ayant recours au vote individuel, qui en a d'ailleurs été un avant-coureur. Dans les trente dernières années, plus les pauvres dépendent de la collectivité, plus ils manifestent de velléités d'affirmer leur indépendance individuelle, qui n'est presque toujours qu'illusion consumériste, présomption de liberté ou coquetterie en haillons, souvent infantile. Nous faisons quotidiennement l'expérience que la souveraineté des individus est un leurre bien plus constant que le vote dans les élections cautionné par notre absence de souveraineté. Soyons clairs : la souveraineté des individus comme préalable ne peut être une exigence que pour les idéologues qui veulent conserver cette société. A Jussieu, la souveraineté des individus a donc été clairement préférée à la souveraineté collective et le leurre de l'indépendance des individus à la puissance exécutive de leur collectivité.

L'inconvénient du vote est qu'il engage à une décision ceux qui ont voté contre. Mais ceci leur laisse cependant le choix suivant, beaucoup plus responsable que le refus de la volonté collective de trancher : soit l'intérêt de l'assemblée est alors considéré comme supérieur à la conviction exprimée, et on se rallie au parti adverse, on aliène sa propre conviction au profit de la collectivité ; soit on rompt avec l'assemblée. Ce choix, extrêmement important, devrait se poser à chaque décision d'une assemblée non hiérarchique, non marchande, de pauvres en révolte. Il n'est pas si sûr en l'état qu'il se porterait sur la rupture avec l'assemblée, parce que ce qui manque à la révolte n'est pas les individus, mais les assemblées, ce qui manque au combat contre ce monde n'est pas l'individu que je suis, mais c'est le monde qui manque à l'individu que je suis, et le monde est en puissance dans son assemblée générale. Aussi, le choix de s'aliéner peut-il devenir un choix fort estimable, à partir du moment où le vieux préjugé contre l'aliénation sera invalidé. Mais les pauvres d'aujourd'hui sont pleins de préjugés. Ceux de Jussieu l'ont montré en votant contre le vote et s'en aliénant par là la capacité à utiliser l'aliénation. Le rejet du vote a ainsi anticipé le style de l'assemblée de Jussieu, dont la caractéristique principale est d'avoir plutôt évité que recherché les affrontements frontaux.

Avoir privé cette assemblée de la souveraineté en fait une assemblée qualitativement très différente des « conseils » apparus comme organismes souverains des gueux dans les deux révolutions et les principales révoltes du XXe siècle. Ces conseils, qu'ils aient été organisés par corporations (ouvriers, soldats) ou géographiquement (souvent par quartiers d'une ville) ont été souverains et décisionnaires, trouvant rapidement leur fonction de base défensive d'un mouvement offensif, surtout tournés vers les activités de gestion laissées vacantes par l'Etat et les marchands, et par là s'avérant assez tôt la partie conservatrice de ces révoltes, au sens où elle conservait la gestion comme centre de l'organisation même du mouvement. L'assemblée de Jussieu, privée de capacité décisionnaire, n'est quant à elle un « conseil » qu'au sens plus ancien du terme, c'est-à-dire que ses prérogatives ont, dès le troisième jour, été limitées à celles d'un organe consultatif. En tout cas, l'assemblée elle-même ne s'est jamais considérée comme un conseil, pris dans l'acception d'assemblées allant jusqu'à décider après avoir opiné. C'est aussi dans ce sens que l'idéologue conseilliste Fabrice Wolff parle de l'assemblée de Jussieu, prétendant pour sa part que si cette assemblée ne s'est pas elle-même reconnue « conseil », et n'en parle même jamais, c'est que le mot était dans le vocabulaire refoulé de cette assemblée. Il manque évidemment, chez l'auteur de ce dernier 'Ce qui ne fut pas', l'explication de ce refoulement, et pour cause : le « conseil » façon Internationale situationniste en 1968 semble surtout le propre refoulé de Fabrice Wolff. Et il participe bien de l'admirable culot des idéologues extérieurs de soutenir qu'une assemblée non hiérarchique et non marchande ne se déclare pas selon le concept de l'idéologue parce que ce serait son refoulement ! Les « refoulés » de l'assemblée apprécieront cette psychologie de journaliste, si admirable à reporter ses propres insuffisances sur l'événement décrit.

Nous voici donc devant une assemblée qui se méfie d'elle-même au point de se priver de prendre des décisions. Pourtant nous donnons raison à ceux qui étaient là d'avoir à ce point affaibli leur

possible. En effet, il n'est pas seulement absurde mais il est dangereux de donner des pouvoirs à une assemblée qui n'a pas posé ses buts. Et les buts de l'assemblée de Jussieu étaient si peu posés que cette assemblée est devenue visiblement une *recherche* de ses propres buts. Il ne semble pas que cette recherche ait abouti ; mais elle a eu lieu.

D'autre part, et contrairement encore aux conseils dans les révoltes majeures, cette assemblée n'est pas née en parallèle à une insurrection. Elle ne pouvait même pas être la base défensive d'un assaut contre la société, encore moins son exécutif offensif, puisqu'il n'y avait pas à ce moment-là d'assaut contre la société, et qu'elle n'a jamais su en initier un, beaucoup s'en faut. Son fonctionnement, son existence même, n'étaient pas en contradiction avec l'Etat, qui l'a très bien tolérée, sans urgence de la supprimer dans un affrontement ouvert ni de la récupérer. Son identité aussi restait fortement déterminée par la place de ses membres dans la société combattue : le terme de « chômeur » dans assemblée générale des chômeurs est sans doute très élastique, mais reste indissociablement lié à l'activité fétiche de la religion économiste : le travail. La jalousie à soumettre l'assemblée aux groupes et aux individus qui la constituent est aussi une méfiance contre leur propre disparité, sans doute justifiée parce que déjà vérifiée dans les manifestations antérieures et dans l'occupation de l'ENS (où les récupérateurs des associations de chômeurs semblent avoir été présents).

Les décisions de limitation de l'assemblée en ont donc révélé une autre fonction que celles qui président généralement à la création d'assemblées : il ne s'agissait pas de décider, il s'agissait de *parler.* Si parler est d'abord rendre publique une pensée, il est vrai que ce plaisir de la conscience s'est fortement érodé au cours du siècle écoulé, où le contenu de la parole s'est trouvé tellement abstrait dans des représentations, qui échappaient à leurs auteurs, que le parler lui-même a perdu non seulement son sens mais sa jouissance. Le développement de la médiation en général dans notre société où les émetteurs et récepteurs de conscience se sont multipliés par six en cent ans a été un rapide processus de perte de la parole, comme musicalité vocale et restitution de la musique intérieure de chacun et comme capacité à capturer et à restituer à tous les pensées construites qui passent. On peut comprendre l'assemblée de Jussieu comme des retrouvailles avec le simple goût de parler, mais aussi comme la nécessité d'exercer à nouveau cette prérogative humaine de saisir de la pensée qui passe, de façonner en discours conscient de la pensée informe, de la pensée aliénée. Si la parole, comme capacité pratique de l'humain pour saisir et transformer sa propre pensée générale qu'on appelle l'aliénation, s'est elle-même fort aliénée en ne devenant presque plus qu'un moyen de représentation (les médias montrent à tout moment la parole comme sacrifice de la maîtrise de la pensée construite à sa représentation, et les assemblées dites nationales, où la parole ne fait plus la différence parce qu'elle est devenue une formalité, le montrent aussi d'une autre manière), si la parole s'est donc perdue dans son contraire qui n'est pas le silence mais la non-parole, la parole vide, la tentative de Jussieu peut être comprise comme la nécessité de reprendre cette activité ancestrale, de découvrir des contenus là où le silence bruyant du monde les laisse désormais passer.

Que les pauvres n'aient pas la parole est à tel point un lieu commun que c'est une façon de les définir. Mais jusqu'à… jusqu'à quand ? les pauvres savaient qu'ils n'avaient pas la parole. Il n'en est rien dans le monde des médias, où non seulement les pauvres parlent tout le temps, sans rien dire, mais où ceux qu'ils peuvent envier comme riches parlent également tout le temps, sans rien dire. Dans ce monde où la richesse est si visible, il n'y a plus de riches, le parler est devenu autre, et la richesse du parler n'est plus dans le parler. C'est bien cette richesse fondamentale que l'assemblée de Jussieu tentait, à notre avis, de reprendre pour ainsi dire à gisement ouvert. Mais dans cette société qui a dépossédé ses riches, on a désappris de parler. Même ce qu'on appelle encore parfois

la parole, c'est-à-dire l'identité entre le parler et la vérité, est devenu pratiquement intenable dans un monde où l'individu est le carrefour des contradictions bien davantage que l'unité de la conscience. La construction du discours également est soumise à l'explosion multiforme d'une société qui a réussi à éclater des choses aussi compactes et bétonnées que les classes sociales, puisqu'elle a même réussi à éclater et à diviser l'unité indivisible par définition, l'atome, qui est la représentation symbolique de l'unité indivisible qu'est la conscience. Aujourd'hui, chaque pauvre est une sorte de continuum constitué de lambeaux de pensée, mais en des paradigmes complexes et invérifiés, somme incroyable de croyances promues en certitudes infinies et dégradées aussi vite en doutes tragiques, le tout arrosé d'une multiplicité de savoirs sans méthode, oscillant entre les constructions de pensée les plus hardies et l'hébétude la plus animale. Les semi-lettrés que nous sommes tous devenus ignorent comment parler et là encore l'ignorent. Aussi, le moindre début de dialogue, de discours, pour ne pas dire de débat est confronté à notre propre ignorance de cette pratique et à l'urgence d'apprendre à parler, qui est aussi apprendre à écouter, à comprendre, à agir, à rire et sans doute à tuer, en un mot à vivre. Les pauvres qui veulent aujourd'hui parler doivent, dans l'urgence, tout inventer en même temps : le contenu, le but du parler, sa finalité, la théorie du parler, c'est-à-dire de cette finalité, mais aussi les règles même du parler, qui vont de la maîtrise de la langue à la réévaluation nuancée du respect selon qui l'utilise, et selon ce qui est dit, tout en sachant ne pas se fier à ces apparences dont la société est devenue comme la surface. L'assemblée de Jussieu paraît ainsi comme une coque de noix lancée sur l'océan : une somme d'insuffisances au service d'une hardiesse, née du plaisir et des nécessités impérieuses imposées par l'immensité de la pensée sans maîtrise.

La seconde décision, après l'abolition du vote, prise par l'assemblée dans les trois premiers jours de son existence, semble aussi avoir été exécutive mais celle-là a été extrêmement controversée. C'est le fait d'avoir exclu les médias de l'assemblée. Ignorant malheureusement l'argumentation autour de cette importante dispute, nous en sommes réduits à donner notre opinion sur le fait accompli.

Personne ne sera surpris d'apprendre que nous soutenons sans réserve cette mesure, inattendue, parce que jusqu'à aujourd'hui les médias n'ont été interdits de lieux et de débats publics par les pauvres en rupture que lorsque ces pauvres étaient des pauvres à l'offensive, c'est-à-dire des gueux. Au cours des dix années qui ont précédé l'assemblée de Jussieu les médias ont été ainsi interdits d'émeute presque partout dans le monde. Mais ceci était essentiellement dû à leurs qualités de mouchards en puissance se pavanant sur un terrain de bataille en prétendant être neutres et dans une moindre mesure à leurs mensonges, et dans une mesure encore beaucoup moindre à leur fonction principale dans ce genre de débat, qui est d'influer sur le débat, de modifier ses données, ses perspectives et ses buts. Ici donc c'est cet effet que les médias pouvaient avoir sur l'assemblée qui a été refusé. Un des constats les plus importants que l'humanité a fait dans le siècle écoulé est que toute observation change ce qui est observé, et l'information dominante non seulement change ce qui est observé, mais soumet ce qui est observé à sa propre observation, qu'elle tient, non sans raison, pour toute observation. L'opération, le moyen, devient le but, alors que ce qui est à réaliser, le but, la perspective, devient le moyen de cette opération en et pour soi, infinie. Il y a dans l'information dominante un véritable détournement à son profit du but de ce sur quoi elle informe, et interdire les médias d'un lieu de débat est nécessaire si l'on ne veut pas en perdre le but. La mesure, ici, est d'autant plus remarquable que les buts de l'assemblée semblent ne jamais avoir été formulés. Mais il parut évident qu'ils seraient, quels qu'on puisse les imaginer, en contradiction avec l'ingérence médiatique.

L'exclusion des médias, cependant, pose plusieurs questions, dont nous ne savons pas comment l'assemblée les a abordées. D'abord c'est une limite formelle, un interdit – et quel interdit singulier pour une assemblée générale que de refuser que les observateurs fussent-ils professionnels y assistent ! Qui dit interdit dit le faire respecter. Or, apparemment, l'assemblée ne s'est pas dotée de moyens coercitifs pour empêcher les médias de revenir après l'interdit. Ensuite, qu'est-ce qu'un média ? Est-ce que seuls les médias qui salarient leurs informateurs sont des médias ? Ou est-ce que le texte présent n'est pas lui aussi une forme de détournement des buts de l'assemblée quand par exemple nous disons que c'est une assemblée dont l'objet est l'ignorance et qui l'ignore ? Dès qu'une interprétation publique d'un événement paraît, n'est-ce pas une forme de média qui transforme par son observation ce qui a été observé, ce qui vaudrait aussi pour la chronologie et le recueil de témoignages qu'est 'le Lundi au soleil' et pour 'Ce qui ne fut pas', l'analyse de Fabrice Wolff ? Mais surtout, les conséquences d'une interdiction des médias sont relativement difficiles à calculer. On constate en effet qu'un événement non médiatisé est par là même également transformé dans la mesure où il se situe, qu'on le veuille ou non, dans le monde où l'information est accaparée par les médias. Ainsi, le fait que nous n'ayons connu cet événement que quatre ans après qu'il s'est produit est un phénomène essentiellement médiatique. Même si, pour notre part, nous avons choisi clairement de considérer que les informateurs sont les principaux ennemis de la volonté d'en finir avec cette société de la communication infinie, et que nous tenterons toujours de les exclure de là où nous sommes, nous manquons de réponse à ce véritable dilemme : lorsqu'une révolte est surmédiatisée, comme à Los Angeles en 1992, nous crions au détournement de buts et à l'étouffement du possible dans le bruit ; lorsqu'une révolte est sous-médiatisée, comme à Kinshasa en 1991, nous crions à l'occultation et à l'étouffement du possible dans le silence. Notre mesure des effets de la non-médiatisation est encore plus embryonnaire que notre mesure des effets de la médiatisation.

L'information dominante elle-même a réagi à cette expulsion d'une manière qu'on pourrait qualifier d'infantile. Elle a répondu au black-out par le black-out. Tu veux pas m'laisser entrer bein je causerai plus d'toi, na ! Des deux grands quotidiens de gauche et de fond français, 'le Monde' et 'Libération', seul 'le Monde' évoque l'assemblée de Jussieu une seule fois, mais c'est dans son édition datée du 21 janvier, donc avant d'en être expulsé. On ne peut que se réjouir que ce genre de récupérateurs croit pouvoir se permettre de jouer les boudins vexés. La perte d'humilité de cette profession consiste justement en ce qu'ils ne courtisent plus ceux qui font leur objet, l'information, mais qu'ils pensent devoir en être courtisés. De la sorte, les informateurs décident de leur propre point de vue de ce qui est important, et leur propre point de vue est nettement borné par cette arrogance qui refuse de concevoir sa propre ignorance. Après avoir dévoyé si gravement la parole sans même s'en rendre compte, ces gestionnaires absolutistes de la parole en ont perdu l'écoute. Ne pas avoir compris, ni même senti, l'importance de ce qui se jouait avec une assemblée comme celle de Jussieu démontre toute la perte de lisibilité du monde que ces agents de cette perte de lisibilité subissent désormais eux-mêmes. On peut ainsi, à travers la nécessité de cette assemblée et l'incapacité des informateurs d'y revenir, constater le rétrécissement de la forteresse poreuse de la middleclass, dont le territoire est équivalent à celui de la perte de lisibilité par aveuglement.

L'information ne pouvant pas désigner ses bons et ses mauvais dans l'assemblée, ceux qu'elle aurait désignés comme bons, les chefs des associations de chômeurs, se sont donc retrouvés eux aussi en dehors de l'assemblée. Comme carriérisme et prosélytisme passent par les médias, ces petits leaders n'ont pas compris non plus l'intérêt social et historique d'une assemblée qui excluait d'emblée les informateurs. On peut en tirer une règle simple et efficace : exclure les chefs permet seulement à d'autres chefs de se découvrir si on n'exclut pas l'information ; alors que si on exclut l'information d'un débat public, on n'a même plus besoin d'exclure les chefs : ils partent tout seuls,

tant aujourd'hui les chefs se définissent mieux par leur visibilité médiatique que par l'exercice de leur pouvoir de coercition hiérarchique.

Reste à signaler les hésitations de l'assemblée par rapport à l'information, qui se sont manifestées notamment lors de deux « balades » collectives, le 30 janvier au 'Monde', et le 20 février au 'Parisien', où les expulseurs de médias s'invitaient eux-mêmes dans les locaux de ces journaux ! Il faut reconnaître que ces quelques dizaines d'envahisseurs ne se sont pas laissés prendre aux boniments des journaleux, puisque leur visite n'a pas été relatée dans ces médias mêmes ; mais ces deux visites ont plutôt paru conciliantes qu'offensives, puisque l'envahissement et l'usage gratuit des cantines de ces deux établissements ont été l'acte le plus agressif contre cette profession qui est une quintessence de l'indignité humaine et, depuis une douzaine d'années, le noyau dur de la conservation de cette société. L'analyse du rôle des médias et de la médiation du discours n'a, en tout cas, pas avancé d'une seule parole qui nous soit revenue, dans ces circonstances. Et même la raison concrète de la visite au 'Parisien', qui était de demander des comptes sur la façon calomniatrice de parler de l'occupation du Cash Converters de la rue de la Roquette, n'a pas été suivie d'effet. Il faut constater, en définitive, qu'un mouvement qui exclut l'information dominante, et qui lui rend visite par la suite sans tenter de la détruire, en subit la fascination.

Le chômage et le travail

La question du travail a été la principale question théorique débattue par l'assemblée. Le chômage a été d'emblée identifié comme une partie du travail, et ne semble donc pas avoir été discuté spécifiquement. C'est une faiblesse dans la mesure où l'identité de chômeur a pu rester ainsi l'identité de base du mouvement et de l'assemblée.

Avant de voir en quels termes le travail a été davantage l'objet d'une discussion que d'une dispute, il faut situer le contexte de ce concept, tel qu'il peut être perçu par notre subjectivité si proche, et pourtant si éloignée, de ce qu'il a été dans l'assemblée de Jussieu.

Deux courants se sont croisés. Le premier est issu de la conception du travail telle qu'elle a été comprise chez Marx, et le second de la conception du travail telle qu'on peut la comprendre dans l'Internationale situationniste. En schématisant, la conception de Marx correspond à la tendance de l'assemblée que celle-ci a appelée « réformatrice » et la conception de l'IS à celle qui a été appelée « insurrectionnelle », ces deux termes étant d'ailleurs des coquetteries, puisque ni réformes ni insurrection ne semblent avoir été l'objet explicite de ces tendances, fort informelles et mouvantes. Et à l'atttention de ceux qui pensent que le monde ne change pas, signalons que la position proche de celle de l'Internationale situationniste était majoritaire dans l'assemblée, ce qui encore il y a dix ans aurait paru impensable, et celle proche de Marx, minoritaire dans l'assemblée mais probablement majoritaire dans le mouvement. Il est vrai que la conception du travail de Marx est la conception dominante du travail dans le monde.

Pour Marx, le travail est l'activité qui est source de toute richesse et de toute liberté. C'est l'activité centrale, non seulement de la société, mais de l'humain. Cette position-là est la position dominante dans notre société, et elle est partagée par les valets gestionnaires et par la majorité des pauvres qui travaillent ou qui chôment. Marx ne diffère de la position libérale dominante que dans

le fait qu'il réprouve la soumission du travail au capital. Le but de l'humanité est donc de créer les conditions d'une société où le travail sera libéré et dont les fruits reviendront à celui qui le pratique.

C'est parce que le travail est considéré comme source de toute richesse et de toute liberté, comme activité centrale de l'humain, que le terme de chômeur va au-delà du simple appendice au terme de travailleur. Car si le travail est la condition de la richesse et de la liberté, si dans le but de l'humanité le travail est essentiel, alors s'identifier comme chômeur signifie, premièrement, qu'on reconnaît le travail comme activité essentielle de l'humanité et, deuxièmement, qu'on n'a pas accès à l'activité essentielle de l'humanité. Quoi qu'on pense du travail, s'identifier en tant que chômeur signifie, d'un point de vue téléologique, qu'on n'a pas d'autre but pour l'humanité que celui qui offre la prééminence au travail, car sinon on ne se définirait pas par rapport au travail, mais par rapport à l'activité réellement essentielle, quelle qu'elle soit. C'est pourquoi l'absence de remise en cause de l'identité de chômeur dans l'assemblée de Jussieu est le reflet de la faiblesse qui a plombé tous les mouvements contre cette société depuis que le projet en béton armé du prolétariat, le communisme, s'est fissuré, et que le prolétariat s'est éparpillé avec lui : l'incapacité de partir du but pour se déterminer, et pour choisir les moyens de réaliser ce but.

Cent ans après Marx, l'Internationale situationniste a radicalement pris position contre le travail. « Ne travaillez jamais » est un des slogans situationnistes les plus connus. Cette façon de voir se place dans la perspective du plaisir et de la vie et rappelle que le travail est d'abord une contrainte, une corvée, une imposition, une honte, un malheur, quelque chose de dégoûtant. Mais ce violent rejet du travail fait l'économie d'une critique approfondie et même d'une définition du travail. Le sens et l'utilité véritables du travail en ont même été perdus à un point étonnant comme en témoigne ce tract daté du 7 mars 1998, où l'on en arrive à reprocher au travail en général sa non-utilité, en le réduisant à sa fonction policière : « En bref, il apparaîtra que la fonction dernière du travail est policière, c'est-à-dire procède du maintien de l'ordre social et pourrait se résumer par cette formule : "Comment occuper les hommes quand pour l'essentiel ils n'ont plus d'autre utilité que celle de consommer". » Les situationnistes n'ont pas critiqué Marx, et ont même adhéré au projet social de Marx, le communisme. Leur but est donc le même, mais si pour Marx il faut libérer le travail, pour les situationnistes il faut *se* libérer du travail, il faut libérer l'individu humain du travail, il faut abolir le travail. Le jeu, sous une forme tout aussi mal définie, est parfois opposé au travail et fort justement les situationnistes ne se sont pas hasardés à exposer ce que serait l'activité humaine dans le communisme, tant celui-ci paraissait une projection lointaine et abstraite.

La véritable honte du chômeur n'est pas celle mise en scène par la bonne pensée de gauche et largement partagée par de nombreux chômeurs, à savoir le manque d'argent, l'infirmité du consommateur ; mais c'est d'être exclu de la réelle activité *source* de toute richesse et de toute liberté qui est véritablement honteux, *inhumain.* La tendance « insurrectionnelle », en rejetant le travail, ne contredit pas réellement cette honte-là, elle l'occulte seulement. Elle se comporte comme si elle ne savait pas que le travail est une activité collective, et non pas individuelle, et comme s'il n'existait pas d'activité essentielle de l'humanité, génératrice de la richesse et de la liberté, ou alors elle est incapable de la nommer ce qui revient au même. C'est donc uniquement par une forme puérile de « ludisme » qu'elle rejette la honte du chômage, qui est l'incapacité *toute nue* d'avoir accès au monde, sans même l'excuse du travail. Car le travail n'est évidemment pas non plus l'activité essentielle de l'homme, quoiqu'il en est une forme ou un moment, mais ceux qui travaillent peuvent avoir l'excuse anthropologique de croire que c'est l'activité essentielle ; alors que le chômage, à partir du moment où on s'y identifie, est le désœuvrement, pas seulement par rapport au travail, mais par rapport aux buts de l'humanité.

La position de Marx est parfaitement claire, mais les situationnistes, en soulignant l'importance de tout ce qui échappe au travail, ont montré que cette vision de l'activité humaine ne suffit plus à répondre de l'activité humaine. Et c'est donc parce que la position situationniste sur le travail n'est pas claire que l'assemblée de Jussieu s'est trouvée contrainte d'essayer de comprendre une activité qui était encore si évidente pour les pauvres lorsqu'ils étaient entassés dans un prolétariat. 'Le Lundi au soleil' retrace en partie les réflexions que la question du travail a entraînées, et qui ont toutes surgi dans la séance du 10 février 1998.

Le vieil avis marxiste qu'il faut s'emparer des moyens de production apparaît d'abord. Il est contrecarré par l'idée situationniste que s'emparer des moyens de production n'a de sens que si on participe à l'élaboration de la finalité de cette production.

Nous, téléologues, sommes évidemment d'accord avec cette objection téléologique. Ce seul point de débat montre les forces et les limites de cette assemblée. Il est évidemment très important de poser la question de la finalité de la « production », ne serait-ce que parce que c'est une question que les gestionnaires au pouvoir ne posent jamais, essayant de faire passer la réponse pour implicite ; mais il est surtout essentiel de faire ce que l'assemblée n'a pas fait alors, y répondre. Dans la réponse, en effet, se situe non seulement la vérité de la « production », mais aussi celle du travail, non seulement le but du travail, mais le but de l'humanité.

L'assemblée a soulevé ensuite l'idée que « le travail est admissible s'il n'est pas contraint », parce que « si les fins du travail sont attrayantes, on peut accepter d'accomplir des tâches rébarbatives » et qu'en somme « le travail, lui-même, doit être déjà une source de satisfaction ».

Cette position est un condensé des contradictions et des hésitations de cette assemblée sur le travail. D'abord l'idée que le travail pourrait ne pas procéder d'une contrainte est une contradiction, très largement répandue dans un monde qui cherche à concilier le travail comme source de toute richesse et le plaisir comme bénéfice de toute richesse. Même dans la pensée postsituationniste on étend parfois ainsi le travail à toute activité. La deuxième phrase, concernant les fins attrayantes et les tâches rébarbatives, est fort curieuse dans ce débat, parce qu'elle ne se différencie en rien du discours dominant, qui promet, jusque dans ses paradigmes moraux, plus de récompenses plus on en chie ; cette phrase doit donc n'être comprise que comme la répétition du constat que les buts du travail salarié actuel ne méritent pas qu'on en chie. Là encore ce qui manque c'est de dire quelles fins seraient suffisamment attrayantes pour qu'on y consente des tâches rébarbatives. Enfin, que le travail soit source de satisfaction est une évidence oubliée, puisque le travail n'est que l'activité nécessaire à la satisfaction du besoin alimentaire. Mais cette idée reprend également le discours dominant sans s'en rendre compte ; c'est simplement comme si elle partait de l'évidence erronée que le travail n'était pas source de satisfaction. Dans cet enchevêtrement de préjugés et de banalités qui cherchent une issue, on remarquera simplement que lorsqu'on réfléchit sur ce qu'est le travail, il est de plus en plus difficile de se figurer le slogan situationniste « ne travaillez jamais », nettement mis en cause ici, quoique de manière implicite seulement.

Il faut reconnaître à l'assemblée d'avoir poussé le courage jusqu'à tenter d'en arriver à définir l'activité humaine, et le but de l'humanité. « Seule une activité qui mobilise toutes les facultés des individus peut être qualifiée *d'activité humaine.* Ainsi, le travail n'est plus strictement séparé de son résultat, comme les moyens, des choix de production. Il anime l'homme total. Dans cette activité complète, chacun se réalise, se libère. »

On voit là la partie de la vision de Marx qui a été reprise sans examen par les situationnistes. Le fantasme creux de l'homme total comme but et comme fin de toute chose hante plus les rhétoriques que les imaginaires. Il faut évidemment ici s'étonner de la réhabilitation du travail, qui serait donc simplement dévoyé de son but, et qui, mis en œuvre à bon escient viendrait « animer » cette monstrueuse courgette qu'est l'homme total. Il est symptomatique que cette assemblée ait pu laisser passer une phrase qui stipule qu'une activité ne peut être qualifiée d'humaine que si elle mobilise « toutes les facultés des individus ». L'histoire, par exemple, activité qui est loin de mobiliser toutes les facultés des individus, ne serait donc pas qualifiable d'humaine. Et qu'est-ce qu'on appelle toutes les facultés des individus, et pourquoi des individus, et quelle activité les a jamais mobilisées toutes, et pourquoi non ? Les réponses sont soit trop simples pour être intéressantes ou trop compliquées pour se suffire du cadre, pourtant vaste, de ce

débat. Le postulat que chacun se réalise et se libère dans cette activité « complète » revient évidemment à ce vieux fantasme qui pense que l'individu peut se réaliser sans finir, en quelque sorte ad æternam, dans une activité parfaite, où il serait indépendant du genre et de son mouvement indispensable, l'aliénation.

La vieille idée de l'« accaparement » des marchandises comme critique du travail est aussi apparue : « (…) et par cette consommation directe, chacun commence à mener une vie pleine, une existence individuelle complète et créative. »

On le voit, même les idées les plus simples n'ont pas manqué de s'appuyer sur les rêveries et les projections les plus triviales. Après l'homme total, voilà la vie pleine, après la mobilisation de toutes les facultés des individus, voici l'existence individuelle complète et créative. Il y a évidemment une confusion sur le point de ce qui est ici appelé « accaparement des marchandises ». S'il s'agit là de *piller* des marchandises, c'est-à-dire d'en disposer sans les payer, on n'en détruit pas le travail, mais seulement le caractère marchand. Si on anéantit l'échange d'une marchandise, elle n'est plus une marchandise ; mais le travail qui en a fait une marchandise n'est pas pour autant détruit. Même si le travail a une forme marchande, l'essence du travail n'est pas marchande, justement. C'est la marchandise qui est exclusivement dépendante du travail, pas le travail de la marchandise.

« Une remarque oppose à ces conceptions que, bien que l'économie soit une idéologie, elle n'est pas pour autant une pure chimère : elle est effective. »

On ne saurait mieux résumer ce que l'observatoire de téléologie objectait, quelques années plus tôt et quelques mois plus tard, à Voyer, le théoricien de la communication infinie, quand il prétendait que l'économie n'existe pas, parce qu'il confond existence et réalité. Toute l'économie n'a toujours été qu'une idéologie, et comme toute idéologie dominante, l'économie est effective : elle existe comme tant d'autres pensées qui n'ont pas été réalisées, et elle agit comme tant d'autres pensées qui n'ont aucune réalité.

Le débat sur « *la nature des besoins* que le travail cherche à satisfaire » n'a pas non plus manqué, heureusement d'ailleurs. Mais ce débat s'est arrêté à la vieille idée de l'utilité du travail.

Chaque travail n'est pas utile à chacun. L'expérience du travail utile est proprement l'expérience khmère rouge où la volonté était de ne produire aucun superflu, ce qui est utile et superflu étant décidé centralement. Si l'échec de l'expérience khmère rouge enseigne quelque chose, c'est que pour produire du riz, il faut produire du caviar. Si on a pour but le minimum, on risque seulement de tomber en dessous du minimum ; si on a pour but le maximum, le minimum vient tout seul ou peu importe. L'idée de l'utilité du travail, formulée ainsi : « Puisque ce sont les besoins qui justifient le travail, ce sont eux qu'il faut examiner en priorité… », est en contradiction, soit dit en passant, avec l'idée que « le travail est admissible s'il n'est pas contraint », du début de la discussion. Comment quelque chose qui serait justifié par le besoin ne serait-il pas contraint ?

Nous n'avons pas participé à ces discussions sur le travail. Mais nous en profitons pour donner notre avis. C'est sans doute le meilleur hommage et remerciement que nous pouvons faire à ces discussions, et c'est évidemment ce pour quoi elles étaient faites. Jamais un compte rendu ne se suffit s'il n'est pas accompagné d'un avis ; à condition, cependant, que l'avis ne soit pas mêlé au compte rendu de manière qu'on puisse prendre l'un pour l'autre. Mais quoique nous venions quelque temps après ces discussions, et que nous les continuions avec une autre façon de nous exprimer, nous pensons justement en faire partie, à plusieurs titres. Le 10 février 1998 à Jussieu *n'est pas fini* aujourd'hui, 10 mars 2002. Si les discussions d'une assemblée comme celle de Jussieu ont un sens, alors, en l'absence de mesures exécutives prises par l'assemblée, c'est celui que *nous* leur donnons maintenant. Et d'autres, plus avisés, y viendront approfondir ce qui, en 2002, se sera approfondi de 1998.

Il y a une double difficulté à comprendre ce qu'est le travail que ne connaissaient pas les bataillons serrés du prolétariat, lorsqu'il y avait encore un prolétariat – et c'est sans doute une des raisons de la disparition de cette façon d'organiser et de catégoriser les pauvres. La première difficulté est idéologique : les situationnistes ont discuté le travail, non du point de vue de l'économie, mais du

point de vue de la vie, non du point de vue de la survie, mais du point de vue de l'art se dissolvant, juste un peu avant le prolétariat. Seulement, ils n'ont pas critiqué l'économie, ils ont simplement mis en scène et en opposition ce qui lui échappait. Le slogan « ne travaillez jamais » qui planait au-dessus de l'assemblée des chômeurs est catastrophique, parce que cette simple bravade sans réflexion est devenue programmatique. Toutes les critiques postsituationnistes du travail partent du postulat qu'il faut abolir le travail, comme la critique postsituationniste de l'économie chez Voyer part du postulat que l'économie n'existe pas. Ce sont là des radicalismes qui tentent de dissimuler le manque de profondeur par des formules tapageuses. Cette technique situationniste – exagérer pour démontrer – peut être tout à fait offensive et explicite comme l'ont très bien compris les publicitaires, à condition qu'on n'oublie pas qu'il s'agit d'une exagération – c'est ce qui différencie les publicitaires des consommateurs. Chez les postsituationnistes, la critique du travail postule la vie généreusement dilapidée contre l'effort et la souffrance du travail (« la débauche, pas l'embauche »), mais tente de concilier cette conception avec celle de Marx qui campe sur la position inverse. Il n'y a là aucune critique de Marx, mais un amendement criard d'un point central de ce que disait Marx. La finalité – qu'ici on appelle l'homme total – est la même pour les deux tendances, du côté de la fourmi Marx on affirme que c'est seulement par le travail qu'on peut y parvenir alors que du côté de la cigale situationniste on prétend que travailler, justement, interdit d'y parvenir.

L'autre difficulté avec la notion de travail est que le travail n'est pas une activité individuelle dans le monde marchand, malgré les apparences et les douloureuses expériences de chacun. Chaque travail marchand implique et présuppose tous les autres. *Je* ne peux pas abolir le travail, déjà pour cette simple raison que si je « ne travaille pas », le travail, même *mon* travail, ne serait en aucun cas aboli. Le travail se présente comme l'activité nécessaire à mon besoin alimentaire, mais il est avant tout l'activité nécessaire au besoin alimentaire de l'espèce humaine : ce n'est pas une activité construite pour empêcher la famine d'un individu, c'est une activité construite pour empêcher l'extinction du genre humain par la famine. C'est pourquoi d'ailleurs ce qu'on appelle le chômage dans le monde du travail est effectivement aussi du travail, comme l'assemblée de Jussieu l'avait fort bien compris. Il n'y a donc pas de solution individuelle au travail, dans le monde marchand, et la marchandise, de ce point de vue, n'est rien d'autre que la forme présente de l'universalité du travail.

Cela posé, comment définir le travail ? Le travail, comme toute autre activité humaine, se définit par rapport au but. Or, par rapport au but, au nôtre, par rapport à l'accomplissement de l'humanité, l'activité générique est le jeu, dont le débat est précisément le moment essentiel. Le travail est un moment particulier du jeu, du débat, à double titre. Au sens générique, le travail est l'activité et l'ensemble des activités qui satisfont les besoins alimentaires. Au sens historique, le travail est l'activité dominante de la société tant que la société est dominée par les gestionnaires dont le travail est l'activité fétiche.

La critique du travail n'est donc pas « ne travaillez jamais », qui a le même sens que « ne mangez jamais ». La critique du travail est simplement la critique du travail comme activité dominante. Le travail est un moyen pour satisfaire un besoin, mais dans notre société, il s'est substitué au but jusqu'à interdire la visibilité du but : les gestionnaires n'ont pas d'autre but que ce qui est là, à l'infini, travailler toujours, c'est pourquoi la question même du but s'oppose à l'infini sous toutes ses formes, entre autres celle de l'homme total.

Dans une société qui prendrait explicitement l'accomplissement de l'humanité pour but, et qui serait une assemblée générale permanente, qui serait donc construite sur le jeu et plus particu-

lièrement sur le débat, il faudra aussi travailler, il faudra aussi produire du riz. Mais, comme le disait l'assemblée le 10 février, « si les fins du travail sont attrayantes, on peut accepter d'accomplir des tâches rébarbatives » ; c'est parce que l'on veut du caviar que l'on produit du riz. Il y aura aussi des gestionnaires, mais ils seront des commis, et ils rendront compte à l'assemblée de leurs commissions. Ils travailleront mal, probablement, parce que dans l'assemblée ils auront mieux à faire, et que le travail risque d'être suffisamment peu considéré pour que travailler mal soit toléré, forcément mieux que dans une société construite autour du travail. Et des participants à l'assemblée mourront de faim, parce que, du fait du mauvais travail des gestionnaires et des autres commis de l'assemblée, ils n'auront pas assez de riz. Mais quelle importance dans un monde où mourir de faim par absence de riz sera considéré comme une forme particulière de mourir d'une indigestion de caviar ! Il y aura du travail, beaucoup ou peu, qui sait, et ce sera une somme d'activités rébarbatives, bien sûr, mais subordonnées ; pour se faire une idée de la place et de l'influence que pourrait avoir le travail, il n'y a qu'à se représenter la place et l'influence du jeu dans la société des gestionnaires : et il est aisé de comprendre combien ce changement de perspective changerait le monde. Mais ce n'est certainement pas en prenant le travail pour objet qu'on change le monde du travail en monde d'autre chose ; c'est en partant du principe du monde qu'on dépasse le monde du travail. Et, dépasser le travail, selon le vieux concept hégélien d'aufheben, repris par Marx et les situationnistes, et tout à fait approprié en l'occurrence, ce n'est pas l'abolir, c'est le supprimer en le conservant, en le ramenant dans ce dont il est l'apparence et un moment dialectique : le jeu.

Bien entendu, quand nous jouons ainsi à spéculer sur l'avenir, c'est en partie pour la démonstration et en partie par ironie. Dans notre position sur le travail, nous ne reprenons rien de Marx, sauf la nécessité du travail : nous pensons que l'universalité qu'il y a dans le travail par la marchandise est l'universalité du jeu, et que le jeu est l'activité générique humaine ; nous reprenons par contre la dialectique situationniste de la vie et de la survie, en affirmant que tout comme le jeu est l'activité facultative qui fait la vie, le travail est l'activité nécessaire à la survie ; mais ni notre point de départ ni notre point d'arrivée ne sauraient être le travail, qui n'est qu'accidentel, quoique indispensable dans le mouvement du jeu (le travail est même le moment de la nécessité dans le jeu) – l'histoire –, dans la recherche du but – la téléologie –, et dans sa réalisation.

Il faut ici regretter que cette position qui consiste à dénier au travail son importance n'a pas été celle de l'assemblée de Jussieu, malgré toutes ses protestations contre le travail. Et cette assemblée, qui a entrepris des efforts si méritoires pour exposer et combattre son ignorance du travail, n'est finalement jamais parvenue à cette position simple, si clairement exprimée dès le 2 janvier à Nantes lors de l'occupation du CCAS : « Le travail ne doit plus être ni le centre, ni la condition de nos vies », qui ne prétend pas abolir le travail, mais renverser l'organisation humaine qui découle de sa prééminence. Par où l'on voit que si l'assemblée poursuit ses travaux en 2002, alors qu'elle n'existe plus, elle les avait commencés avant d'exister.

Présence de l'assemblée de Jussieu dans Paris

L'assemblée de Jussieu s'est aussi manifestée sur l'extérieur. 'Le Lundi au soleil' recense une douzaine de « balades », entre le 23 janvier et le 30 avril. A condition d'un nombre minimum, « en effet, une balade nécessite une bonne vingtaine de personnes au moins », ces déambulations dans Paris, d'une journée, sont des trajets non révélés à l'avance, chaque fois différents, avec des visites

de sites, plutôt des entreprises ciblées pour leur rôle plus ou moins proche du mouvement des chômeurs, comme par exemple ‘le Monde’ ou ‘le Parisien’, un centre de tri postal, la RATP, la SNCF, la Maison des sciences de l’homme, l’Insee, des supermarchés. Le nombre inhabituel de ces promeneurs – moins qu’une manifestation, mais plus qu’un groupe d’« amis » ou de collègues de travail –, leur détermination, et leur regroupement à partir d’un vécu, d’un discours et d’un mouvement relativement commun créaient de fait une rupture dans le quotidien des autres. Le principal mérite de ces balades semble avoir été d’évaluer très justement la force et la faiblesse de cet état de fait inhabituel.

Le nombre a permis un usage non marchand d’un certain nombre de lieux payants. « Le métro gratuit n’est pas une revendication mais un fait. » Un des objectifs des visites d’entreprise a été d’aller manger gratuitement dans leurs cantines (les promeneurs ont même fini par établir une sorte de guide dérisoire des cantines). Ceci rejoignait les invasions de grands restaurants et de grands hôtels, qui ont pour beaucoup eu lieu en province, notamment à Lyon, Nantes, Strasbourg, et la pratique des « réquisitions » dans les supermarchés, qui consistait à remplir quelques Caddie en faisant comprendre à la direction et à la sécurité du magasin que le nombre créait un rapport de force en faveur des envahisseurs qui rendait inutile la vérification par l’affrontement. A ce sujet, il faut rejeter cette mauvaise conscience qui tente de réhabiliter des actes en les appelant par des mots propres et positifs. « Réappropriation », « réquisition », « accaparement » sont des façons honteuses de parler du vol ou du pillage, tout comme de poser que les escrocs qui gèrent cette société seraient des voleurs comme l’a fait publiquement l’assemblée, le 13 février, pour expliquer le « déménagement » du Cash Converters, rue de la Roquette : « Ce sont eux les vrais voleurs. » Vol et pillage sont des termes qui ont un sens, et ce sens est d’abord perçu comme mal uniquement par ceux qui craignent qu’on les vole et qu’on les pille, parce que ce sont des agressions contre la marchandise et la loi qui la défend. Le lifting des mots pour les vider de leur sens négatif est l’affaire des gestionnaires de cette société ; ce politically correct sied mal à ceux dont le but est la vérité pratique.

Les balades semblent avoir cherché à maintenir un équilibre entre une activité plaisante à partager entre les participants de l’assemblée – un des buts avoués était de renforcer leur cohésion – et une tentative de parler en dehors de l’assemblée, de faire connaître ses positions à l’extérieur, notamment auprès de ceux qui travaillaient, une forme renouvelée et non militante d’agit-prop. Le « comité de balade » (tournant ?) qui rédigeait un compte rendu de chaque balade laisse entendre que ces initiatives ont été plutôt bien accueillies en général, là où la balade passait. Mais on ne sait pas suffisamment comment ces interventions ont été vécues par ceux qui les subissaient : imposition ? matière à réflexion ? curiosité ? incitation à la rupture ? tournée d’information ? plaisir ? récréation ? spectacle ? menace ? début de débat en perspective ?

L’inattendu, la bonne humeur, l’humour, une certaine inventivité ont constitué l’ambiance de ces dérives. Elles ont ainsi été la marque du mouvement dans son ensemble, une variété inusitée de cette fraîcheur tonique que les publicitaires de produits de soin tentent si laborieusement d’injecter dans leurs clichés de ravissement simulé. L’intensité de ce vécu est en effet légèrement au-dessus de ce qu’elle est dans le quotidien, même si elle est restée légèrement en dessous des dérives situationnistes dans le Paris d’il y a un demi-siècle, si on en veut bien croire avec les camarades de Debord que tout était alors possible, et nettement en dessous de celle d’une émeute.

Les balades de l’assemblée de Jussieu se sont situées entre l’effronterie inattendue et l’infraction bénigne. Elles ne semblent avoir rencontré ni entraîné aucunes violences physiques, mis à part quelques interpellations sans conséquences. La négativité latente des promeneurs semble toujours avoir

été tenue en échec par une forme très retenue de positivisme prosélyte. On cherchait plutôt la discussion que la confrontation, et même dans la discussion, on ne cherchait pas la rupture. La police, d'ailleurs, semble n'avoir pas saisi cette anguille qui serpentait aux limites de la loi, bousculant parfois sans heurter jamais. Si la bonne humeur est dangereuse pour l'Etat, ses représentants en casque ont dû faire le calcul qu'il est aussi dangereux de l'interrompre quand elle n'est que communicative et pas encore autrement effective.

Au-delà d'avoir forcé la gratuité de certains services, les actes les plus amusants ont été les prises à partie d'huissiers, la perturbation d'un défilé de mode (« nous voulons tout, mais pas ça »), sans oublier une ballade particulière (celle-ci mérite ses deux l) qui a eu lieu le 31 janvier de cette année de Coupe du monde de football en France, avec une partie de ballon à quatre-vingts, entre les places du Colonel-Fabien et de la République : « Le plus grand match de foot dans le plus grand stade de France a commencé. »

Mais l'usure et l'habitude ont rapidement gagné ces impertinences qui devaient tant à la vivacité. Elles semblaient plutôt épuiser les perspectives d'une frustration antérieure au mouvement que permettre de découvrir de nouveaux horizons. Et, au même rythme que l'assemblée, la circulation groupée de ses membres dans la ville, qu'ils voulaient transformer en terrain de jeu, s'est épuisée faute de négativité, de grandeur de vue, d'histoire, de jeu.

Présence de l'assemblée de Jussieu dans le mouvement des chômeurs

L'absence des médias a eu une conséquence imprévue, mais qui mérite d'être prise en compte à l'avenir : l'assemblée de Jussieu a été comme coupée du reste du mouvement des chômeurs, du reste de la France, du reste du monde. L'information par les participants eux-mêmes, non systématique, inégale et sans vérification, ne s'est opérée que d'une manière fragmentaire et peu utilisable pour le mouvement lui-même.

Commençons par le monde : il n'y a aucune preuve, aucun témoignage, aucun indice qui permettent de supposer que l'assemblée savait, voire s'intéressait à ce qui se passait dans le monde au début de 1998. Quels que soient l'intérêt et le caractère exceptionnel d'une assemblée comme celle-là, elle ne peut se mesurer et se comprendre si elle ne conçoit pas sa place dans le monde et dans l'histoire. A aucun moment les échos qui nous sont parvenus de l'assemblée ne permettent de supposer qu'il y ait même eu une tentative concertée de se concevoir dans l'histoire. Et c'est comme si le silence médiatique avait également entraîné une extinction de la conscience de l'histoire. Ce n'est qu'en tant qu'approfondissement et réflexion sur soi du mouvement battu des émeutes modernes que cette assemblée devient ou approche un fait historique. En vérité c'est son avenir, en Argentine par exemple, et dans le monde en général, qui en fera ou non un événement historique ; l'importance de ce mouvement n'est pas jouée : c'est à nous que son historicité potentielle appartient désormais. Mais ses faiblesses et ses incertitudes révèlent qu'elle avait franchi la lisière de la nouveauté, et nous entendons nouveauté précisément comme synonyme d'historique. Cependant, nous entendons aussi par historique un événement qui contient une critique suffisante de ce qui est là pour mériter d'être situé dans le débat de l'humanité ; cette condition ne semble pas avoir été atteinte par l'assemblée de Jussieu, et c'est pourquoi son débat deviendra, selon son héritage, un balbutiement de la passivité et de l'impuissance, ou un préalable au débat de l'humanité sur elle-même.

Le mouvement des chômeurs en France a ignoré le mouvement du négatif dans le monde, et c'est parfaitement réciproque : comme chaque fois que le négatif pointe dans le monde depuis trente ans, c'est dans un isolement tel que même les partisans du négatif ignorent que c'est du négatif ou le dénient simplement. Et il n'est pas exagéré d'ajouter que même le mouvement des chômeurs en France, le nez dans le terroir, a ignoré l'assemblée de Jussieu. Là aussi on voit quelle puissance la médiation de l'information a acquise contre ce qu'elle médiatise. En Europe, d'autres mouvements de chômeurs, devant l'agitation française, ont bandé plus ou moins mou : du côté des plus mous, les chômeurs allemands ont desserré la braguette en une journée nationale dans une centaine de villes, là aussi avec seulement quelques dizaines de milliers de déçus du wagon de la middleclass, culminant dans quelques échauffourées à Berlin ; côté un peu plus dur, un vieux mouvement de chômeurs de la fin des années 70 en Italie s'est viagré aux nouvelles parcellaires de France, ce qui aurait notamment abouti à une véritable émeute à Naples, le 17 mars, où une dizaine de magasins auraient été pillés, et où il y aurait eu des affrontements, et des arrestations. Mais la question centrale, ici, est de savoir si les *albanais* ont participé à ce début de débat-là. Il est tout à fait étonnant que 'le Lundi au soleil', qui rapporte l'émeute de Naples comme fort en marge de Jussieu (et qui la rapproche de l'assemblée parce qu'il y a là des chômeurs, et non à cause de la portée du négatif qui s'exprimait là), ne mentionne jamais aucun *albanais,* ni à Berlin, ni à Naples, ni à Toulouse, ni à Limoux, ni à Jussieu, ni dans les balades parisiennes. Et pourtant, les feux de l'année précédente n'étaient pas éteints au pays des Shkipétares, puisqu'il y a eu deux jours d'émeute le 22 et le 23 février à Shkodër, où, selon le 'Guardian Weekly', « Non ce n'est pas fini en Albanie ! Une foule armée a pris le contrôle d'un poste de police, y relâchant les détenus, brûlant la librairie et l'Université et pillant 2 banques ». Entre Berlin et Naples en tout cas, en passant par le Cash Converters de la rue de la Roquette, on n'a pas connu pareille débauche précaire pendant tout ce mois de février !

En France même, le mouvement des chômeurs suit une courbe identique à la décrépitude de Jussieu, un émiettement accéléré, qui s'ignore la plupart du temps, ou alors qui fait place à des protestations amères, ou à ces appels à la lucidité qui sont des regrets. Si Jussieu a été si peu connu dans la France, les mouvements épars dans les provinces se sont également peu connus. Le black-out de l'information a transformé le mouvement en bouts d'action éparpillés – le maïs transgénique deviendra un thème de débat important –, en tentatives de compréhension sans complémentarité, en petits groupes sans contacts ; pour connaître en France un mouvement de désaccord avec l'Etat qui marque autant de désaccords en lui-même, il faut remonter, au-delà de la révolution française, et même au-delà de la préface à la révolution française qu'était la Fronde, révolte illisible au possible, jusqu'aux guerres de Religion, dans la seconde moitié du XVIe siècle, où Paris acquit seulement le rôle clé de cet Etat dont il est resté plus que le centre. Pourtant, signe de la profondeur et de la force du mouvement, l'assemblée de Jussieu n'a pas été la seule tentative de mettre en commun de la pensée qui n'entrait plus ou qui débordait de l'étroite vision middleclass de l'information dominante. Les efforts d'organisation nés du mouvement ont été aussi très disparates et intermittents dans les provinces françaises, ce qui, comme pour l'assemblée, sera soit un dérisoire aveu d'échec, soit un encourageant signe avant-coureur, à nous de jouer : le 6 février, les habitants du quartier Breil-Malville à Nantes se seraient réunis en une assemblée générale dont on ne sait malheureusement rien d'autre ; les 7 et 8 février,'le Lundi au soleil', qui est notre seule source pour la chronologie du mouvement après son extinction dans la presse, rapporte une coordination bretonne à Quimper, avec les représentants du mouvement de sept villes de Bretagne ; et une « coordination régionale des assemblées indépendantes » à Toulouse, où sont représentées onze villes entre Perpignan et Bordeaux ; le lendemain 9 février à Toulouse, il y a une assemblée générale tournante dans les ANPE ; le 12 février à Saint-Nazaire a lieu une rencontre chômeurs-ouvriers aux Chantiers de l'Atlantique ; et enfin, le 19 février, « première coordination nationale, réunion de

plusieurs collectifs autonomes : Toulouse, Vannes, Pau, Strasbourg, Nantes, Paris-Jussieu, Paris-EDF XVIIIe, Rennes, Saint-Brieuc, Morlaix, Guingamp, Cholet, Auch, La Roche-sur-Yon, Rostrenen sont présents », avec un texte dont le titre au moins représente le caractère joyeux du mouvement : « Invitation à deux jours de réflexion les 19 et 20 février 1998 sur la lutte des chômeurs/ses et précaires en vue d'une coordination intergalactique. A tous les collectifs de chômeurs/ses et précaires en lutte. » La deuxième phrase du tract est ce constat, devenu capital : « Pourtant les médias hexagonaux nous ignorent. » On apprend ensuite que les collectifs de Bretagne se sont réunis quatre fois en coordination, il est fait mention de la coordination du Sud-Ouest et des tentatives de préparation de coordination « dans le Limousin et dans l'Est ». Plus loin on expose les thèmes de fond de l'ordre du jour : « Quel objectif pour le mouvement aujourd'hui : travail ou revenu ? Quelle prise en compte, ou plutôt quelle rémunération des activités aujourd'hui non salariées ? Qu'entend-on par travail socialement utile ? Quelle place aujourd'hui pour le travail et le salariat dans la société ? » ; et les thèmes de « forme » : « Quelle structuration adopter pour les liens entre les collectifs (informels, échanges ou rencontres régulières, matériel commun – affiches, bulletin…) ? Quelles actions ou initiatives communes – simultanées et décentralisées sur des thèmes à définir, ou bien échéances régionales ou hexagonales ? » On voit qu'à cette seule référence d'une tentative d'unification de Jussieu avec le reste des mouvements en France, on appelait « fond » ce qui relève de la théorie et de l'exégèse, et « forme » ce qui est du domaine de la pratique ; le fond est la réflexion sur le travail, la forme l'organisation. C'est une inversion des valeurs par rapport à l'utilitarisme dominant qui mérite d'être notée.

Prévue depuis janvier par les associations spectaculaires, le 7 mars est une nouvelle et dernière journée de mobilisation nationale. Les effectifs et les événements sont globalement les mêmes que pendant les journées nationales de janvier, et la répétition ajoute encore à la lassitude.

Enfin, une lettre signée Caroline et datée du 9 mars, qui a été lue et débattue à Jussieu, apparaît, avec le recul, comme un mot de la fin d'un mouvement qui ne se croyait pas encore si vaincu alors. Après un exergue d'Ernst Bloch qui se termine par « C'est pourquoi tant de choses lumineuses restent inaperçues comme si elles n'existaient pas », l'auteur s'introduit : « Certainement on me demandera ce que je fais ici, et la question sera fort à propos. Que faisons-nous en effet ? Dans quelle mesure une assemblée comme celle de Jussieu peut-elle, hors de tout contexte général critique, exister non seulement en elle-même, mais encore au-delà d'elle-même ? » Si, quatre ans plus tard, nous sommes particulièrement fondés, devant un événement comme cette assemblée, de nous inquiéter d'abord d'être des intrus tardifs auxquels de plus autorisés pourraient demander des comptes et ensuite de nous demander comment une telle assemblée déconnectée du négatif peut fonctionner, venir jusqu'à nous, et même aller au-delà, il est particulièrement remarquable de constater que ces interrogations avaient déjà cours dans cette assemblée même !

On lit plus loin cette phrase où l'on trouve rassemblées, mais détachées, la vérité et la réalité, comme c'est le cas si souvent lors des mélancolies des défaites qui s'ignorent encore : « L'air du temps n'est pas à l'intérêt par la vérité ; d'abord parce que la réalité n'est pas belle à voir. » C'est, en effet, la beauté qui n'est pas très réelle, et c'est justement dans ces moments-là que l'air du temps est le plus à l'intérêt de la vérité.

Puis, certainement la plus grave accusation contre l'assemblée de Jussieu : « Visiblement, dans notre époque, l'insatisfaction diffuse est incapable de se transformer en une critique collective qui ouvre des perspectives d'en sortir. » Le réquisitoire se poursuit plus loin : « Il aurait fallu réellement que cette assemblée soit "extraordinaire", c'est-à-dire qu'elle arrive à trouver son authentique consistance, qu'elle s'édifie lentement avec ses propres forces, plutôt que de s'échafauder sur des

illusions, se contemplant dans la répétition des “actions” et se contentant de “toujours penser du bien de ce qui se fait, non par opinion et encore moins par jugement, mais parce que ce qui se fait a pour lui le mérite de se faire, alors que ce qui ne se fait pas a l’inconvénient de ne pas se faire”… et surtout si c’est “ludique”. » Et il s’ensuit une critique du ludique comme « réflexe conditionné », dont « notre génération est tellement imbibée » qu’à chaque construction de point de vue, rencontre, « on développe spontanément cette idéologie », diatribe à laquelle nous n’avons rien à ajouter, tant il est vrai que dans le postsituationnisme le « ludisme » est devenu une attitude pauvre, exact reflet dans le miroir du « fun » des modèles marchands d’une jeunesse heureuse.

Pour terminer, le propos de ce constat désabusé semble, par un étrange retournement, n’être rien d’autre que ce qu’il nous est apparu que l’assemblée de Jussieu se proposait, pendant toute son activité : « La question n’est pas d’être pessimiste ou optimiste, mais clairvoyant ; elle n’est pas d’être ludique ou ennuyeux, mais de comprendre individuellement et collectivement les raisons profondes de son insatisfaction, de les définir et de les renverser à sa manière ; la question n’est pas d’être activiste ou théoriste mais de trouver un “point d’application à la mise en pratique collective d’un jugement critique”. Essayer de voir comment on peut arriver à avoir une influence sur son époque, mettre en rapport ses prétentions et ses forces réelles – la plus simple intelligence des possibilités. »

Comme le sable entre les doigts le mouvement des chômeurs et l’assemblée de Jussieu disparurent. Et, pour une fois, à la fin, il ne faut pas conclure.

texte de 2002

LES TÉLÉOLOGUES SUR LE DEBORD OF DIRECTORS 1998-2001

A – Le théâtre des opérations

1. La seconde avancée dans le besoin de discussion est la plus difficile à raconter. En effet, il s'agit ici non de ce qu'ont fait les autres mais de ce que nous avons fait nous-mêmes, et le recul qui donne la lucidité, l'impartialité qui permet d'opposer les camps, la hauteur et la distance d'où les passions s'observent avec profit, en bref l'opération d'abstraire d'un événement pour le replacer dans un contexte plus large est ici en défaut malgré le temps que nous avons laissé écouler pour rendre compte de cette intense expérience.

La caractéristique principale de cette introduction multiforme au débat est le caractère profondément négatif avec lequel nous l'avons mené. Cette volonté d'être en contradiction, de chercher la contradiction, de provoquer la contradiction, a été notre parti pris. Nous n'imaginions pas qu'un débat, s'il devait avoir lieu, se fasse sans négativité profonde ; ou alors, ce serait sans nous. Nous savions que nous portions en nous ce négatif, et il nous venait de loin. Nous n'avons pas utilisé le négatif exactement comme la célèbre force de frappe de Vaneigem, mais on trouvera ce négatif comme la lumière noire qui est le fil directeur de cette partie du discours de notre temps, dont nous avons été, et sommes encore les dépositaires. Nous avions la volonté du négatif, mais le négatif était aussi la teinture de notre volonté elle-même, que nous le voulions ou non. La haine de ce monde, une colère qui s'est refroidie sans se dilapider, mais qui a foré profond, un élan hostile, et une intransigeance qui paraît hautaine, mais qui est plutôt poussée par l'urgence, nous avaient mis dans ces dispositions. De la dialectique, nous avions appris qu'il fallait chercher les contradictions pour les dépasser, et que là où la contradiction était posée, il fallait aller jusqu'à ce qu'elle éclate.

L'usage du négatif, en tant que mode de débat, doit être ici différencié de son principal appendice, la polémique, qui le masque presque entièrement. Les nombreux éclats et excès, intéressant les uns jusqu'à la curiosité maladive de cette profession en disparition qu'on appelait les concierges, et dégoûtant les autres qui savent qu'ici la forme peut leur dissimuler le fond, se sont entrelacés, jusqu'à les confondre, avec un fond pourtant plus riche qu'il n'y paraît, même si cette richesse a été elle aussi déniée – de façon polémique. L'apport négatif dont il est ici question est la présentation d'une théorie, qui est la négation du monde tel qu'il est construit aujourd'hui ; mais ce qui nous occupe autant ici est la façon dont cette présentation a eu lieu, en tant qu'expérience de la parole. Le récit de ce fait devra donc distinguer entre ce dont il s'agit, la téléologie moderne, et les disputes qui ont entouré sa mise en public.

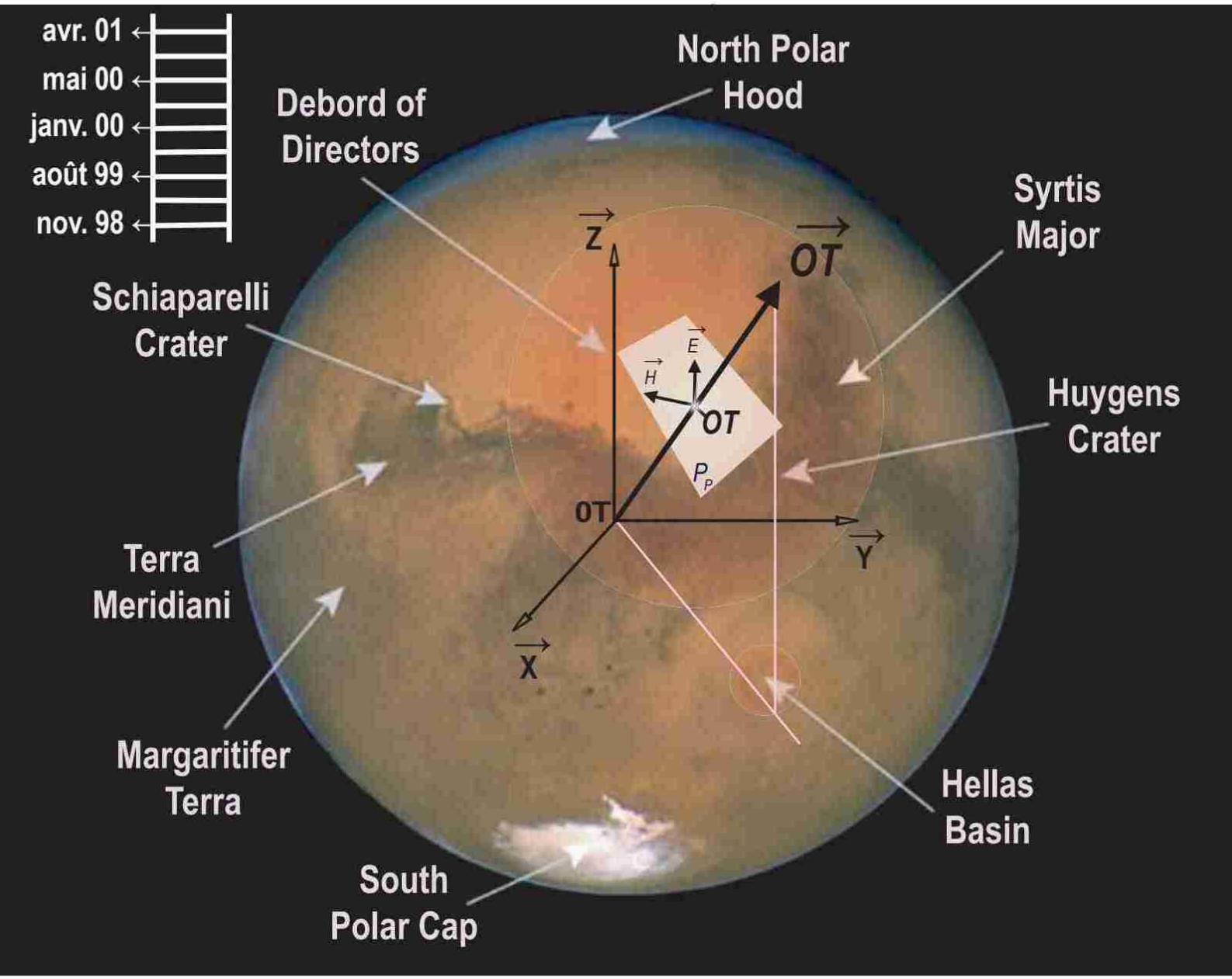
Mais la difficulté la plus grande est d'expliquer comment une série de dialogues dans un lieu aussi étroit, en une langue principale – le français – qui tend à devenir obsolète dans le monde, avec

un nombre aussi restreint de participants – une cinquantaine – pourrait intéresser le monde, auquel elle était immédiatement accessible. Comment éviter de sombrer dans la vanité, en parlant de nous-mêmes, quand on prétend qu'il y avait là un discours universel ? Il faut peut-être rétorquer, d'emblée, qu'à moins d'un discours qui fût universel, et qu'en dessous d'une parole nouvelle dans le monde, nous n'aurions pas pris la peine de nous mettre en avant ; et qu'en ce principe qui nous paraît la moindre des choses, nous sommes fort différents de la plupart de ceux qui parlent et fort proches d'une petite minorité de ceux qui se taisent.

2. L'Internet, dans son ensemble, s'est révélé jusqu'à présent comme l'exutoire de la misère de la parole et de la pensée. L'Internet n'est pas différent de la société où il est né, et ne modifie pas fondamentalement la société où il est né. Les hypertrophies comportementales et les modifications de l'environnement spirituel que produisent les innovations techniques ne sont toujours que la confirmation d'un état de fait latent : l'électricité, la voiture, la télévision n'ont pas changé le monde, mais l'ont confirmé ; grâce à l'électricité, la voiture ou la télévision le monde se révèle ce qu'il était devenu, mais ne change pas. La technique manifeste seulement ce qui est là, et à moins de considérer que c'est là un changement, il n'y en a pas. C'est pourquoi l'Internet est surtout le support universel où se grave la misère universelle, le disque mou de l'époque ; c'est pourquoi on y trouve aussi gravée une trace de la critique de cette misère, en dur.

La misère est essentiellement misère du contenu, misère du but. C'est dans la pauvreté de leurs buts que se situe essentiellement la pauvreté des humains. Généralement, les petits hommes ont pour buts les plus lointains leur bien-être, leur fortune, la gloire personnelle, leur carrière, et tout cela pour leurs enfants, quelquefois pour leur Eglise ou leur Etat, aujourd'hui même pour leur « entreprise » ; mais le plus souvent les buts des individus du grand genre humain sont encore plus courts : le plaisir immédiat, la satisfaction alimentaire, sexuelle, la participation la plus active à la communication, c'est-à-dire à la consommation marchande ; et tout cela sans leurs enfants, de préférence, quelquefois contre leur Eglise et leur Etat, souvent contre leur « entreprise ». C'est dans cette pauvreté des buts qu'on a vu la pauvreté de l'Internet : des gens qui travaillent en train de s'envoyer les commandements et les résultats de leur travail, dans lequel l'Internet devient maintenant une nouvelle nécessité ; du loisir, du sexe, de l'information, des connaissances, là aussi l'Internet devient rapidement une nécessité ; des policiers qui tentent de policer ; des marchands qui tentent de vendre. Le tout à très grande vitesse, dans une cacophonie qui exonère d'entendre et qui oblige à écouter. C'est un support sur lequel tout le monde peut déposer sa parole, mais le support ne suffit pas pour parler. Sur l'Internet on constate même surtout le contraire : les maigres élucubrations désordonnées des pauvres sont glorifiées avant même que ne soit révélé leur contenu. Fort heureusement : il n'y en a guère.

Mais l'Internet a porté, dans un premier temps, entre 1992 et 2000, une importante partie de la classe moyenne, ou plus exactement sa mutation middleclass, à l'écrit. Il s'est découvert là, dans les balbutiements étranges de cette époque pauvre en révolte, de nombreux borborygmes de pauvres, qui permettaient bien de deviner que les pauvres n'avaient dans la tête que des borborygmes, et non des révoltes. La mise en commun de l'écrit a eu, cependant, plusieurs effets : le premier est une hausse quantitative de la réflexion par écrit et son corollaire est une baisse qualitative de l'écrit par la réflexion. Si l'écrit était encore revêtu, jusque dans les milieux postsitus et universitaires d'avant la vague de révolte de 1988, d'une certaine noblesse, ce moyen d'expression s'est trouvé là ouvert à toute la plèbe. Et la plèbe ne sait pas écrire : son jet est court, son style est l'interjection, elle fait des



Traversée du debord of directors

« L'apport négatif dont il est ici question est la présentation d'une théorie... »

fautes de langue, elle n'explique pas, elle n'écoute pas. Ce peuple insolent et lent, soudain admis au discours public écrit, écrit comme il crie, pataud et grossier, pressé et superficiel, sans grâce ni logique ni exigence de fond. La middleclass confond toujours les accents graves et les accents aigus. Elle ne sait pas distinguer entre les strates inverses et encastrées du rire et du sérieux. On l'a vue, on la voit juger le monde à son image : ignorante en se cultivant, mais s'ignorant inculte, sotte et frivole quand elle croit peser ses avis, et en débandade accélérée dès qu'on la frôle le sourcil un peu haut. Mais on entendait alors *ses* avis, qui ne sont pas ceux qu'on trouvait dans les bouts infestés de noblesse décadente de l'écrit littéraire ou universitaire, ou même de la théorie pseudo-révolutionnaire. Et toute débile et contradictoire qu'elle est, elle exprimait là un besoin de parler, une frustration de la dure censure à laquelle elle est soumise, en se croyant libre. Les « adultes » de cette partie de la société retrouvent alors les tons et les poses qu'ils avaient abandonnés la dernière fois qu'ils ont osé parler, quand ils étaient adolescents ou enfants, l'assurance, l'allant en moins, le tout emballé dans une fausse sincérité qui a atteint son but : convaincre les parleurs eux-mêmes, car pour presque tous les pauvres, quand ils commencent à parler, le plus dur est de ne pas céder au simple plaisir de s'écouter.

C'est dans cet élargissement du support de l'onomatopée et de l'étranglement vocal, par écrit, qu'est apparu un imperceptible moment de flottement dans le contrôle dominant. L'Internet n'a pas mérité les louanges et l'enthousiasme de la middleclass en surf. Comme toujours lorsque la domination met en place des techniques nouvelles, c'est dans ce qu'il y a de bancal dans la précipitation concurrentielle de leur installation que, par quelque interstice, on peut parfois capter une réflexion inattendue, un éclat de cuisse, un moment qui ne se reproduira plus, un lieu tampon, interlope, malsain qui est un no man's land entre des zones encore mal délimitées. Sur l'Internet, le forum appelé « debord of directors » avait toutes les caractéristiques d'un tel déséquilibre malencontreux et provisoire, une sorte de bistrot sans alcool ni nourriture ni luxure, où les pauvres s'oublient en tentant de raisonner, ce en quoi ils sont généralement interrompus par la police, ou par l'information dominante. Mais là, la police était en vacances, et on l'a bien compris : on n'a jamais entendu autant de bègues, de cris de cour de récréation, de pleurs maquillés en rires, de gros mots éructés publiquement parce qu'on avait ce droit qui est d'ordinaire limité aux stades, de couinements et de gémissements, de novlangues et de néologismes.

3. Depuis la fin de la Bibliothèque des Emeutes, en 1995, les rescapés de cette aventure n'avaient pas d'autres projets que de faire connaître l'époque commencée en 1988, qui venait de s'étrangler dans son incapacité muette à se faire connaître. L'analyse des faits montrait que dans la perspective qui dit que l'histoire est l'aventure humaine du négatif, il venait d'y avoir trois grandes vagues de révolte, qu'on pouvait dater ainsi : 1967-1969 avait été l'introduction, 1978-1982 avait été le zénith, 1988-1993 avait été la dernière vague d'assaut. Le fait même que cette catégorisation de l'histoire ne soit pas même discutée, parce qu'elle était absolument ignorée, était encore plus honteux que surprenant.

Le rapport sur ces faits montrait que cette ignorance participait de ces faits. L'information dominante, qui était garante de cette ignorance, était donc devenue, entre l'Etat et la marchandise, le moyen de communication qui coordonnait les autres (c'est ainsi que la middleclass, dont l'information dominante est l'épicentre, a assis sa domination sur la bureaucratie et la bourgeoisie, qui se sont middlereclassées peu à peu). Entre la gauche et la droite traditionnelles existait maintenant un parti de la communication infinie, l'information dominante, qui s'était unifié. Ce qui distingue jusqu'à la

rendre magique cette information dominante, c'est qu'elle ressemble à l'aliénation au point d'en paraître une sorte de décalcomanie : monotone quoique pressée, infinie en puissance quoique butant partout et tout le temps sur la réalité en actes, unanime et pourtant somme de consciences distinctes, de perceptions du tout et du rien, de rapports précis sur les faits, mais tout ceci au milieu d'une objectivité apparente qui n'est qu'une autre forme de subjectivité qui s'ignore ; et cela sans but et sans projet, comme si but et projet étaient implicites, une absence de sens qui prétend à une « pluralité » de sens, une multiplicité de commencements sans suite ; et la décalcomanie de cette décalcomanie était l'Internet, ce vent de l'aliénation, la représentation concrète du vide habité de la pensée dont l'essence est transformée. Du point de vue de la révolte moderne, cette information occupait toutes les lignes de communication, empêchait tout contact direct entre les émeutiers et insurgés d'Etats lointains, et parfois même de banlieues voisines, filtre à critique, tambour à résignation ininterrompu. Mais le travail, plus inconscient que voulu, de cette information empêchait aussi l'approfondissement de ce qu'étaient ces révoltes, leurs discours, la capacité de leurs auteurs à les prendre pour leur objet. L'information dominante n'occupait que les carrefours, mais paralysait et parasitait les consciences.

Faire connaître les faits devait, par conséquent, se faire en dehors de l'information dominante, et clairement contre elle. Un tel parti pris rendait impossible l'usage de la presse, de la radio, de la télévision, et les circuits de distribution de l'« art moderne », toujours friands des nouveautés les plus radicales. Même l'édition était un terrain ambigu : confier une mise en page ou une correction à un éditeur équivalait à les confier à un manipulateur potentiel, par intérêt ou inconscience ; devenir éditeur nécessitait cependant de se plier à la distribution – notamment à l'arrogance honteuse du petit commerçant qu'est généralement le libraire – et aux contrôles exigés par le dépôt légal : l'expérience avait montré, en effet, que la gratuité dévaluait le contenu d'un livre auprès de la plupart des lecteurs, qui se comportent, au moins avant de lire, en consommateurs et qui agissent avec un livre gratuit comme s'il ne valait rien, parce que depuis longtemps le pauvre devenu consommateur se fie davantage au prix qu'au contenu d'une marchandise pour en fixer la valeur.

Même s'il n'était pas pour autant question de renoncer à faire connaître l'époque et ses conclusions par le livre, les rescapés de la Bibliothèque des Emeutes commençaient à s'interroger sur la possibilité d'utiliser l'Internet.

B – De l'automne 1998 à l'été 1999 : premières escarmouches

Nous sommes donc venus nous exprimer sur l'Internet, en 1998. Il s'agissait essentiellement de lancer un site, où nos textes seraient disponibles. Ce site – l'observatoire de téléologie – a vu le jour en novembre 1998. C'est, conformément à notre conception de la lecture, un site sans fioritures et sans tapage, qui ne cherche pas à attirer le regard, ni à le détourner par des artifices visuels ou racoleurs. La qualité de la lecture y est privilégiée uniquement, sobrement. Cet ensemble paraît sans doute un peu austère au milieu des débauches d'effets que déploie l'écrasante majorité des pages Internet aujourd'hui. C'est un site fort proche de l'écrit, du livre, et où la vedette, si l'on veut qu'il y en ait une, ne sont ni les images ni les auteurs, mais les contenus. Il n'y a là aucune publicité autre que celle pour nos textes, aucuns de ces « bandeaux » ou « fenêtres » qui engorgent la plupart des sites ; il n'y a pas de liens externes sinon vers un forum où il nous arrive de nous exprimer (nous

n'avons pas de sites « amis ») et il n'y a pas de raccourcis sur le sens, sous forme de digests ou de FAQ. Depuis sa création, la fréquentation de ce site double d'année en année, sans que nous sachions encore si c'est simplement un reflet de la croissance de fréquentation sur l'Internet en général ou l'indicateur d'un intérêt pour la téléologie, qui s'installe peu à peu ; nous tendons à croire qu'il s'agit d'un peu des deux.

Parallèlement à cette démarche de fond, nous sommes également venus sur des forums de discussion, et en particulier sur le debord of directors. C'était un site créé en 1995 et apparemment déserté par son fondateur, un certain Gregor Markowitz, qui n'y avait jamais posté qu'un seul message annonçant la création du forum. Du fait de l'absence permanente de son fondateur, c'est l'un des uniques forums qui est resté sans censure et sans police du début jusqu'à la fin (en mars 2001, cependant, quelque sept cents messages recouvrant la période de novembre 1997 à septembre 1999 ont été supprimés sans justification par quelqu'un qui avait donc les ciseaux). Le nom du site, à l'honneur de Debord, attira assez lentement une faune postsitue, plutôt anglophone. A partir du début de 1997, Jean-Pierre Voyer, qui avait été le seul postsitu à tenter de critiquer Debord, s'exprima là à son tour. C'est en 1998 que nous avons appris que ce Voyer, qui paradait là en obscur homme de lettres, avait grossièrement falsifié une correspondance qu'il avait eue en 1991-1992 avec Adreba Solneman – signature collective que certains d'entre nous s'étaient donnée alors pour la publication d'un ouvrage ('Du 9 janvier 1978 au 4 novembre 1979'). Adreba Solneman y critiquait de fond en comble la théorie de Voyer, et Voyer avait publié une partie de cette correspondance en omettant soigneusement cette critique qui portait sur de nombreux détails et sur l'ensemble de ce qu'il avait dit, à l'époque où il disait encore quelque chose. C'est donc pour dénoncer cette falsification que, après mûre réflexion, nous avons décidé d'intervenir vigoureusement là où s'exprimait cet ex-théoricien, par ailleurs petite personne fort satisfaite d'elle-même qui n'en était plus qu'à se construire le personnage qu'elle croyait pouvoir faire illusion à la postérité.

Avant que nous ne connaissions l'existence de ce lieu paisible, les premières hostilités y avaient été déclenchées par l'individu qui nous avertit de la tranquille péroraison du vieux truqueur. Le ton était parvenu très vite à l'insulte la plus élémentaire, et nous avons renchéri par deux textes tout aussi fermes un mois avant la naissance de l'observatoire de téléologie. En février 1999, nous n'avions encore publié qu'une demi-douzaine de messages sur ce forum de vieux un peu lents, où il ne se passait alors absolument rien, dont un pour faire la publicité de notre site enfin accessible. A la fin de cet hiver-là ont eu lieu quelques disputes légères : l'une où nous réfutions un certain Le Manach et sa conception du centre du monde : nous ne sommes pas opposés à ce terme en tant que tel, mais nous pensons que le centre du monde est nécessairement le lieu de rencontre du négatif avec son objet, et non, comme le pouvoir voudrait le faire accroire, l'épicentre du pouvoir ; une polémique contre un bouffon appelé Bueno, qui se prenait pour l'intervenant le plus éminent du forum et qui, face à notre venue qu'il sentait menaçante pour son ridicule personnage, avait tenté une grossière calomnie pour se remettre sous les projecteurs ; et une autre contre l'éditeur de Voyer, qui prétendait nous donner tort en s'appuyant sur des citations d'Adreba Solneman dont il était facile de montrer qu'il les avait falsifiées, sur la lettre et sur l'esprit. Peut-être n'y a-t-il pas de meilleur condensé de la dégénérescence accélérée des mœurs de notre temps que la réponse que nous fit ce fion démasqué : il aurait commis cette nouvelle falsification intentionnellement, pour pouvoir se moquer de notre inévitable indignation ! Un éditeur qui falsifie publiquement et sciemment pour s'amuser ! Et qui s'en vante !

Nous avons alors publié notre première analyse de l'Internet, qui était en même temps une analyse de notre présence sur ces lieux. Il s'agissait d'abord de montrer que nous n'étions là qu'en

passants hostiles, et que nous n'attendions rien du média lui-même, qu'il fallait traiter comme entièrement aux mains de nos ennemis. Et nous faisions ensuite le premier constat de la pauvreté de l'expression sur ce réseau. Il faut remarquer, à la grande honte du cercle où nous nous sommes exprimés, que nous avons été rigoureusement les seuls à analyser, périodiquement, ce qui se passait là. L'une des grandes faiblesses des pauvres modernes est leur incapacité à analyser sur place et sur-le-champ ; et ceci les différencie notablement de leurs ennemis, qui savent souvent, quoique pas toujours, l'importance d'un regard périphérique qui donne le recul sur ce dans quoi on est engagé. Il ne s'agit pas même ici de la qualité des analyses, mais de la capacité à analyser.

Jusqu'à l'été 1999, nous avons seulement commencé à faire connaître certains textes (sur l'insurrection en Albanie notamment, ainsi qu'un des textes les plus importants de la téléologie moderne intitulé 'Croire' – qui contient la forme la plus aboutie de la critique de la religion –, et une publicité pour l'ouvrage d'Adreba Solneman paru en 1991, 'Du 9 janvier 1978 au 4 novembre 1979', dont l'objet est la phase montante du zénith de la révolution iranienne), tout en continuant d'insulter Voyer et son éditeur, quand ils osaient s'exprimer. Personne ne répondait à nos interventions de fond, pourtant hors norme, autant par la longueur, par la qualité de présentation, que par la force du contenu.

Cette supériorité que nous avions dans le contenu des textes ne nous étonnait pas : nous avions une vision du monde dont nous ne connaissions rien d'approchant autour de nous. La téléologie, que nous avons d'abord appelée moderne pour la différencier de la téléologie classique, est une proposition sur l'humanité et une façon de voir le monde qui provient principalement des faits négatifs qui s'y sont joués depuis une génération, et qui est la tentative de leur approfondissement. C'est du dernier grand mouvement de révolution dans le monde, qui a eu les années 1978-1982 et l'Iran, l'Amérique centrale, la Pologne et les banlieues anglaises comme épicentre, que nous avons appris. Toute notre réflexion a son origine dans ce vaste mouvement, multiforme et pourtant relativement occulté dans la conscience véhiculée et installée par l'information dominante ; et notre réflexion est vaste en proportion exacte de ce mouvement dont elle a restitué, jusqu'aux fondements, la colère et l'enthousiasme. Nous savions que dans le négatif de ce débat-là était le levier du monde ; nous avions constaté que la faiblesse de ce mouvement avait été sa faiblesse à se comprendre ; et la téléologie moderne était essentiellement une proposition à partir de la profondeur spirituelle de cet enchaînement d'événements, profondeur qui était autant ignorée par ses survivants que par ceux qui avaient dormi suffisamment pendant cette époque pour ne pas la voir. La téléologie est essentiellement la tentative de donner son sens, qui a tant manqué à ce mouvement, à cette explosion historique des plus belles émotions. On peut d'ailleurs dire que ce résultat arrivait en retard ; mais on peut aussi dire qu'il lui faut ce temps pour naître et apparaître au monde. L'avenir nous dira d'ailleurs si le sens que cette révolution s'est donné à travers la conscience que nous en avions est le seul ou seulement le premier, le plus rapide, celui qui, justement, a de l'avance sur son temps. Nous craignons que ce ne soit le seul. Mais il est plus probable que ce ne soit que la première manifestation de pensée construite à partir d'un mouvement si long et si complexe, qui avait de telles lacunes dans l'expression intelligible, et dont la nôtre est aussi le reflet, qu'il faudra peut-être encore plusieurs décennies avant que ce sommet de l'histoire ne soit exprimé d'une manière plus adéquate, sans doute alors avec des conclusions contraires à nos récit, analyse et proposition qui en sont issus sous la forme provisoire de téléologie moderne.

Nos sources théoriciennes, à côté de cette connaissance de la révolte, étaient fort réduites, c'est-à-dire au niveau de ce qu'elles sont en général dans la middleclass : quelques connaissances approfondies, beaucoup de connaissances superficielles et encore plus de lacunes. Des situationnistes,

que nous avions pris plus au sérieux qu'eux-mêmes, nous tenions notre mode de fonctionnement basé sur la rupture et la prédominance du négatif, ainsi que l'essentiel de nos directions de lecture ; avec Hegel, nous avions saisi les différences entre pensée, conscience et esprit, les débuts de l'aliénation moderne dans le monde, la dialectique et ses limites, et nous avions compris que le monde est pensée, et non matière, comme il est communément admis depuis Marx ; de Marx nous avions appris à analyser les événements négatifs dans le monde et comment leur donner l'extension qu'ils contiennent, et nous avions appris à soutenir que l'humanité est divisée ; Voyer, avant qu'il ne devienne falsificateur et sec en tout, nous avait fait comprendre que Hegel pouvait être retourné contre ceux qui s'étaient retournés contre lui, que l'économie n'était pas la réalité du monde, et que la communication pouvait être le principe du monde. Mais tous ceux-là et quelques autres ne nous paraissaient toujours que des outils, plus ou moins adaptés, selon les périodes et les goûts, à la compréhension des événements de notre temps. Ces événements, en effet, étaient en désaccord avec tous les théoriciens. Et nous qui étions en accord avec ceux qui faisaient ces événements nous nous sommes donc trouvés, à la recherche du sens de ces événements, en théorie, en désaccord avec toutes les théories.

Nous étions nous-mêmes de la contradiction, et nous n'attendions donc rien d'autre que de la contradiction. En effet, notre isolement, en partie volontaire, en partie subi, était prodigieux ; et même si nous ne pensons jamais notre ignorance aussi profonde qu'elle l'est, nous nous doutions bien que les limites de nos connaissances particulières devraient être crûment mises à nu dans le débat public. Que l'on nous contredise, que l'on nous montre nos lacunes, que nous puissions apprendre, soit pour fortifier la téléologie naissante, soit pour la casser et la jeter, si nos conclusions et hypothèses ne suffisaient pas, d'une part pour rendre compte du fondement de la révolte de ce dernier siècle, d'autre part pour construire le projet qui rendait compte de l'insatisfaction non réduite de la défaite de ce même mouvement, c'était là le sens aigu de notre démarche ambitieuse, tout à son projet. Nous tenions cependant de notre apprentissage par l'émeute qu'au moment où l'on veut en avoir le cœur net, il faut s'engager en entier. Ceci s'applique aussi aux autres jeux sociaux, aux guerres, aux amours, aux théories. Si on n'est pas prêt à les mettre en jeu, en entier, elles n'annoncent plus que l'imbécillité ébahie des suivistes et la poussière des archives. Clausewitz montrait qu'en stratégie il faut toujours tout engager, et que les réserves ne servent à rien sur le théâtre des opérations ; alors que dans la bataille c'est celui qui a le plus de réserves qui finit par l'emporter. Eh bien, quand on engage une théorie, il faut puiser au fond des réserves, et risquer tout le parti dont elle est le discours ; une fois enfoncée dans la pensée ennemie, il faut bien la maintenir et la soutenir, mais il faut aussi risquer de la casser en la trempant complètement. La qualité de cette théorie se vérifie dans ce tout ou rien, dans cette mise en cause : soit elle vole en éclats, et tant mieux, soit elle se renforce, et tant pis, il faudra faire avec un bagage plus lourd. Nous avions exactement cette conception de la téléologie, et de l'usage qui devait en être fait, dès sa mise en perspective. C'est par le négatif des actes de révoltés dans le monde que cette théorie s'était cristallisée, c'est par le négatif de la provocation et de la volonté de l'éprouver qu'elle allait se faire connaître. Née dans une guerre, cette théorie était la continuation par d'autres moyens de cette même guerre contre le même ennemi. Aussi, c'est avec l'assurance d'être les porte-parole de la nouveauté du monde, mais aussi avec l'humilité des vaincus qui ne veulent plus se cacher leurs innombrables et transparentes limites, les raisons de leurs défaites, que nous sommes venus chercher la bagarre.

Nous ne doutions pas de la nouveauté de nos positions, de la difficulté pour des tiers de se les approprier, et nous pensions que ceux qui s'exprimaient sur le debord of directors étaient, sans

exception, incapables d'y répondre avec le niveau critique que nous attendions et dont nous avions besoin. Cette opinion a toujours paru comme une incroyable vantardise, mais c'était simplement un constat : même un Voyer n'était plus en mesure de comprendre ce que nous disions, nous le pensions alors et nous l'avons vérifié depuis. Il fallait un souffle, un engagement, un désir, une vitalité qui n'étaient pas là avant nous sur ce forum, non seulement pour s'exprimer, mais aussi pour entendre et comprendre ce que nous y disions. C'est de l'histoire que nous tenions ces qualités que le monde de la communication a voulu réduire en les privatisant, en les individualisant. De sorte que notre supériorité était évidente pour nous, mais pas de manière absolue, uniquement parmi ceux qui s'exprimaient là et pour l'instant. Nous cherchions, de manière inquiète, cette combinaison de détermination, d'honnêteté, de densité, d'intelligence qui n'est qu'une forme maîtrisée de l'insatisfaction, et il suffisait de balayer rapidement ce forum pour constater qu'elle n'y était pas parmi ces quelques lourds oisifs aux traits d'esprit convenus. Nous savions qu'à moins on ne pourrait pas répondre à nos coups de boutoir, et nous ne nous sommes pas trompés sur ce point.

C – D'août à la fin de l'année 1999 : la première bataille

1. Au début d'août 1999, nous avions constaté que Voyer passait des messages publicitaires pour lui-même sur d'autres sites. Nous sommes donc venus dans ces culs de sac, qui parlaient encore philosophie sans roter et littérature sans péter, faire savoir qu'il était un falsificateur et un enculé, en particulier sur l'un d'entre eux appelé Agora Philo. Cette Agora Philo était le site officiel de la réflexion pour justifier que la réflexion est inoffensive, de l'acné qui se croit bonbon et des « cafés philo », qui étaient eux-mêmes une tentative lamentable de retrouver la parole académique relookée aujourd'hui dans le bruyant monde taciturne de l'information dominante, où des amuseurs publics comme un certain Berroyer avaient obtenu des rubriques de vulgarisation philosophique sur la chaîne télévisée du moment, entre fromage et météo. Non seulement la mort de la philosophie y était inconnue, mais le loisir qu'on avait substitué habilement au cadavre de la connaissance par la raison y devenait une sorte de jogging mental typiquement middleclass auquel, l'espace de deux ou trois ans où ce courant pseudo-philosophique banda mou, se rallièrent quelques carriéristes, quelques intellectuels ratés et désœuvrés, et de nombreux lycéens qui cherchaient là des raccourcis pour escamoter leurs devoirs de classe dans la matière appelée philosophie. Telle était aussi la typologie du site, arrière-salle de cette association de cafés philo qui, passés de mode, végètent peut-être encore.

Notre attitude virulente contre le falsificateur inconnu, et notre signature singulière, y attirèrent la curiosité. Nous répondîmes aux questions qui nous étaient posées. Pour expliquer et introduire la téléologie moderne, nous avons alors proposé une question préalable : tout a une fin ? ou non ? Et nous n'avons pas laissé libres de dire n'importe quoi, ou même de se retirer, ceux qui s'étaient imprudemment engagés dans des réponses, souvent bien trop hâtives. C'est que la drague était la raison de ce site, même si le but sexuel de la drague était fortement refoulé : c'était surtout une petite gloriole personnelle que cherchaient les intervenants de l'Agora Philo, et en cela ils avaient exactement les mêmes buts que les Voyer et Bueno du debord of directors, où fut posée la même question en même temps, le 22 août 1999 : tout a une fin ? ou non ? Comme nous étions rigoureux

et déterminés dans notre démarche, face à des écervelés, des ignorants et des gens qui ne connaissaient pas aussi bien notre background que nous connaissions le leur, et comme ces gens nous jugeaient par ce qu'ils étaient eux-mêmes, les deux ou trois principaux intervenants de l'Agora Philo furent vite dans le rouge. C'est-à-dire que ce petit peuple mi-étudiant, mi-frimeur à la petite semaine se mit à bouder, à maugréer, à crier, à jurer, puis à tricher, à falsifier et à essayer d'étouffer nos interventions sous divers procédés, tous plus indignes les uns que les autres. Mais comme nous étions décidés à ne pas céder un pouce de terrain, le webmaster du site finit par intervenir, un certain Pascal Hardy qui ne s'avéra hardi que dans la malhonnêteté profonde des censeurs, le 9 septembre, en supprimant à la fois les falsifications les plus criantes et nos textes les plus accablants. Puis six mois de ce site furent supprimés d'un coup. Nos philosophes de café installèrent alors une police sur le champ de ruines restant, et tous les messages qui n'étaient pas dans la ligne stricte de ce sous-stalinisme de bistrot furent supprimés sans discussion ; après moins d'un an d'Internet, il s'avéra ainsi que la philosophie de café ne pouvait se protéger et se justifier que par la censure la plus tatillonne. Personne aujourd'hui ne sera surpris de cette mesure, puisqu'elle est devenue la règle des forums, où les webmasters ont pris l'habitude de bannir sans explication tout ce qui paraît inconvenant à leurs petites personnes, et c'est à peu près toute opinion qui n'est pas la leur. Et tous ceux que nous avons connus depuis, à part le debord of directors et son successeur le Debord(el) of, ont tous été policés avec une intransigeance bornée et pinailleuse, qui aurait fait hésiter un censeur salarié par une dictature, comme sur l'Agora Philo, ou avec des ronds de jambe hypocrites comme on l'a vu plus tard chez certains apprentis de la libre parole issus du debord of directors, comme les néoflics voyéristes Jules G et YBM sur un site appelé AEAMH ou comme le tartuffe Bueno sur son forum poubelle qui s'appelait sans rire Absoluto, où ce webmaster-là fit lui aussi acte de police et est allé jusqu'à falsifier en personne.

Après avoir montré qu'il était impossible de parler librement, c'est-à-dire de parler de téléologie sur l'Agora Philo, nous sommes revenus sur le debord of directors. C'était la rentrée des vacances scolaires. Et nous avions maintenant face à nous tout un petit peuple que nous avions provoqué sans retenue. Mais ce qui démarra la discussion autour de la téléologie moderne fut la publication d'un texte sur la place prépondérante qu'avait prise l'information dominante dans les sciences dites positives : 'Deux Découvertes' fut posté le 15 octobre 1999. Ce texte, assez mal écrit au demeurant, montre comment le but de ces « sciences » est de plus en plus de plaire aux informateurs, qui deviennent les commanditaires indirects mais obligatoires des « découvertes », de plus en plus fréquentes, de plus en plus spectaculaires, et de plus en plus éphémères dans les mémoires, tout à fait comme les « unes » de l'information. Pendant les deux mois qui suivirent, nous fûmes pris à partie par de nouveaux intervenants. Le mode d'intervention de tous ces frustrés était très curieux. Tous nous prenaient de très haut. De très haut, ils essayèrent de réfuter que tout a une fin. Nous montrâmes facilement l'insuffisance de leurs argumentations, mélange de trivialités auxquelles nous avions forcément déjà pensé et de sottises consternantes. Ils se retrouvèrent rapidement dans le rouge. C'est-à-dire qu'ils se mirent à maugréer, à jurer, à nous insulter, à rire, puis à tricher, à se dérober, enfin à falsifier. Cette meute désordonnée aboyait avec une rage toute canine contre des arguments, des constructions de pensée seulement habillés parfois de retours cinglants et agacés.

Nous étions extrêmement surpris, non par la violence verbale, qui nous paraissait un juste retour de la nôtre, mais par la faiblesse des argumentations qu'elle soutenait. Nous avions lancé une discussion sur le devenir de l'humanité, sur le sens de l'histoire, sur l'aliénation que produisait encore la révolution qui venait de s'achever, et nous trouvions face à nous un petit peuple qui éructait violemment sa phobie de la mort, sa croyance religieuse en l'infini, et son ignorance

complète de l'époque. Les répliques que nous recevions venaient d'un mauvais vaudeville, avec un dialoguiste sans verve, où une galerie de pauvres prétendait jouer les savants, les connaisseurs, les théoriciens, et toujours en ayant mieux à faire ailleurs, et toujours en prenant tout le monde de haut, et déjà en trichant pendant les fréquentes glissades dans les cordes du ring. A la fin de l'année, par conséquent, toute cette première salve antitéléologue était vaincue, rien n'était laissé sans réponse, et les Aristote, Terrien, Weltfaust, F, Bueno, von Nichts, « … », Judge Dread, YBM, Ben Aziz, Voitures qui brûlent, étaient retournés à leurs chères études (certains de nos contradicteurs utilisaient plusieurs de ces signatures, toujours pour tromper), déboutés sur le fond, pas fiers sur la forme et profondément irrités et vexés.

2. Au cours de cette première période, nous avions donc posé la question tout a une fin, mais en soulignant en quoi elle était une question essentielle pour le monde, nous avons réfuté l'infini qualitatif et par conséquent l'infini quantitatif, nous avons affirmé le lien indissoluble de ces deux infinis artificiellement séparés, nous avons expliqué que la téléologie était un projet de vie et non un projet de mort, mais un projet de vie qui prend en compte la fin de la vie, la mort, nous avons soutenu que la téléologie est la question de la réalisation de l'humanité, de la différence entre existence et réalité, la question du sujet, nous avons expliqué qu'une fin implique une vérification pratique, que « tout a une fin » implique le ici et maintenant, et nous avons constaté que nos contradicteurs ne comprenaient pas la fin de tout comme une proposition sur la totalité. Ils étaient incapables d'entendre une proposition sur la totalité, parce qu'ils avaient résigné sur leur propre petitesse, leur propre séparation, leur propre misère qui les plaçaient aux antipodes de la totalité, dont ils ne pouvaient pas concevoir qu'on revendique l'accomplissement, comme un accomplissement de soi.

Deux positions étaient venues, à ce début, s'opposer à notre exposé. La première est la moins importante, parce qu'elle relève seulement d'une infirmité psychique face au tabou de la mort : certains de nos contradicteurs aggloméraient fin de tout à mort, massacre, rêve morbide ; dès qu'ils avaient fait l'équation fin de tout = mort, ils s'exonéraient même de l'écoute de toute autre perspective de la téléologie. La seconde attitude méprisait l'idée de tout a une fin, parce que, jusque-là, c'était une idée périphérique pour ceux qui la rencontraient, sans aucune importance, et ils étaient tout à fait inaptes à entrer dans la grandeur qualitative de l'idée, c'est-à-dire à la replacer au centre de leur propre façon de voir les choses, refusant qu'elle puisse même affecter quelque chose d'essentiel ; de sorte qu'ils voyaient dans notre démarche un arrivisme qui s'appuie sur un détail, renversé contre le tout, et non une proposition sur la vie et le monde, et ils ne voyaient pas davantage la construction de vie et de pensées qui sous-tendaient cette construction, et dont elle provenait.

Une autre objection, tout à fait courante mais parfaitement erronée, est finalement restée en suspens, à ce moment-là, parce que nous pensions y avoir suffisamment répondu, ce qui n'était pas le cas : c'est l'idée que la fin serait quelque chose qui procède d'un constat. Il était pour nous implicite dans la différence capitale que nous avions affirmée entre vérification pratique, qui est la fin qui ne nécessite pas de constat, et la vérification théorique, qui est le constat nécessaire de la fin d'une chose, pour la conscience, que la fin comme constat n'est pas la réalité de la fin. La réalité de la fin, c'est l'expérience du ici et maintenant, dont le constat trahit l'expérience et dont il manque, encore aujourd'hui, le discours théorique qui déflorerait son secret, sa magie, si terrifiante notamment dans l'expérience de la mort, tant que la mort sera taboue.

Entre octobre et décembre 1999, nous avions donc abordé presque toute l'étendue de la téléologie, mais vite, trop vite, en effleurant seulement, avec trop peu de développement approfondi pour donner une idée de la consistance, un aperçu de la richesse et de la portée de la perspective. Nos contradicteurs ne comprirent pas la profondeur de cette construction qui leur était présentée à leur corps défendant, et c'est évidemment à nous principalement qu'en revient la faute, parce que notre explication était trop en pointillé et que nous avions forcé tous ces gens à se recroqueviller sur leurs préjugés. On peut cependant s'étonner que ce public n'ait même pas senti la grandeur de ce que nous proposions de mettre en jeu.

3. Aujourd'hui, avec le recul, nous comprenons mieux pourquoi ceux qui disposent d'une autorité intellectuelle refusent de se mêler aux controverses avec un petit peuple aussi méprisable que celui que nous découvrions à l'automne 1999. Mais nous ne les approuvons pas davantage de cette hautaine retenue, qui nous semble être aussi une peur de s'engager. D'abord, nous avons la témérité de croire que la téléologie est accessible à tout le monde, et pas seulement à travers la formule choc « tout a une fin ? ou non ? ». Ensuite, même si nous pensons que nos ennemis potentiels sont sans doute plutôt parmi ceux qui savent se servir du silence comme d'une censure, nous sommes convaincus que ceux qui feront la différence, en ennemis convaincus ou en alliés convaincus, se trouvent parmi ces pauvres dont la fraction middleclass du debord of directors n'était qu'un éphémère arrière-goût. Ce sont eux qui ont manqué de théorie lors des dernières révoltes, ce sont eux qui en feront quelque chose, que ce soit en la combattant ou en la critiquant. Comme dans les assemblées d'Athènes, c'est cette plèbe qui est le *souverain* des débats de l'avenir. C'est donc à elle d'abord et en dernière analyse qu'il faut soumettre ce qui la met en cause. Et il faut accepter qu'elle ne comprenne rien, il faut résister à tenter de l'influencer quand on voit comment elle se laisse influencer par des démagogues, il faut admettre qu'elle ne fasse pas la différence entre le niveau de la réflexion à laquelle elle est conviée et celui qui est le sien, il faut supporter ses trivialités et ses faiblesses, ses découragements et ses vanités, surtout si on ne répugne pas à s'abaisser à lui répondre sur son ton, sur son terrain.

Même après tous les dégoûts et toutes les désillusions que nous avons essuyés avec ce petit peuple goguenard, ignare et peu courageux, nous conseillons à tous ceux qui auraient à informer sur un sujet d'importance de suivre ces quelques préceptes pêle-mêle : choisir un terrain public non médiatisé par l'ennemi ; présenter la nouveauté sous sa forme scandaleuse, en mettant essentiellement en avant ce en quoi elle nie ce qui est là ; ne pas hésiter à la soutenir contre tous les arguments, y compris ceux qui viennent de la mauvaise foi et de la bêtise, et ensuite seulement signaler qu'on ne répondra plus à la mauvaise foi et à la bêtise ; refuser de discuter de manière non contradictoire, non conflictuelle ; ne jamais perdre de vue le souverain, qu'il importe d'informer, et lui garder le respect, même si les individus qui en émanent sont profondément méprisables ; ne pas hésiter à descendre dans l'arène ; proposer publiquement des analyses de la dispute dans laquelle on est engagé subjectivement ; savoir écouter les lazzis comme les incompréhensions dans la perspective de renforcer l'idée ou de l'amender ; avoir toujours à l'esprit de bien différencier entre le fond et la forme de la dispute ; renverser, à l'occasion, le trop de sérieux en humour et l'humour en sérieux ; être plus exigeant avec soi-même que l'adversaire ; rappeler qu'on n'est pas admirable et en quoi, pour décourager les suivistes ; ne pas chercher d'alliés, parce que, si l'idée est bonne, elle doit se soutenir contre tous, et les alliés lui viendront sans qu'il soit nécessaire de les rechercher, alors que les alliés recherchés l'affaiblissent et l'affadissent ; ne pas laisser libres du silence ceux qui ont commencé à s'exprimer en adversaires ou en soutien ; s'employer sans réserve ; même pour un soupçon d'argument, vouloir toujours en avoir le

cœur net, ne pas laisser de différend en suspens, pousser la controverse ; vérifier toujours que la dispute est contenue dans la portée du discours.

D – De janvier à mai 2000 : la bataille décisive

1. La première moitié de l'an 2000 a été pour nous l'apogée de cette démarche, qui était la présentation de la téléologie moderne par le négatif, parce que c'est là, seulement, que le fond a été approfondi.

Nos adversaires étaient les adversaires de la téléologie, non à cause de la téléologie elle-même, mais à cause de nos manières, dont ils déduisaient que notre discours n'était pas acceptable. La vraie marque de la pauvreté de cette contradiction a été qu'à aucun moment ses tenants n'ont réussi à clairement scinder le fond de notre discours et la polémique. Cette infirmité est équivalente à celle déjà montrée, de l'analyse. Ce sont nos personnes, par ailleurs absolument inconnues et prodigieusement fantasmées par ces gens-là, et nos intentions, elles aussi inventées et extrapolées en calomnies délirantes, qui ont fortement cristallisé une haine ou une animosité qui nous rassuraient bien sûr.

Deux choses ont choqué ce petit peuple habitué à d'autres mœurs : c'est d'abord nos insultes face à Voyer ; en effet, le site initialement ouvert en l'honneur de Debord était devenu majoritairement voyériste, ce qui pour nous était un signe très net de la déchéance de Voyer, qui permettait cela, en arriviste flatté : depuis sa correspondance avec Adreba Solneman comprise, ce personnage, en effet, ne défendait plus sa théorie, mais sa carrière de théoricien éternel. Et c'est ensuite notre mépris cassant pour toute la mauvaise foi qui s'accumulait là contre nous, faute de mieux.

Le fait d'insulter Voyer, pour falsification, était pour nous une chose fort distincte de la présentation de la téléologie moderne. C'est à peine si nous avions signalé le lien entre cette falsification et de multiples faiblesses contenues dans la théorie de Voyer, lien pourtant tout à fait justifié. Nous avions seulement esquissé que Voyer était obligé de falsifier parce qu'il n'avait plus rien de nouveau à dire, et parce qu'il ne pouvait plus protéger le personnage dont il rêvait pour la postérité en mettant en jeu sa théorie face à notre critique. Son calcul de se taire par rapport à nous nous a toujours paru fort mauvais, né de l'instant puis devenu pose, mais intenable à la longue : nous sommes plus jeunes que lui, et si sa théorie survivait, elle ne pourrait pas faire l'économie de la critique que nous lui avons adressée d'autant qu'à ce jour il n'y en a pas d'autre ; et comme nous avons profité du silence de ce vieux has been pour l'insulter à volonté, ces insultes non relevées lui plomberont le cul, s'il reste quelque chose de lui. La thèse du mépris de Voyer à notre égard s'est lézardée au fil du temps, devant quelques réactions épidermiques que le vieillard n'a pas pris soin de réprimer. Mais ceci n'a pas empêché son plus verbeux défenseur de nous accuser formellement d'avoir inventé la falsification de Voyer dans l'unique but de faire parler de nous, parce que la téléologie en elle-même n'y suffirait pas. Le haut ridicule, non dénué d'infamie, de cette façon de blanchir Voyer a eu pour principal effet que les tenants de cette hypothèse n'ont pas réussi à comprendre ce que nous avons dit sur le fond, sur la téléologie. Déduire le contenu de la téléologie du fantasme qu'on a

des téléologues n'est pas très important en soi, mais c'est une intéressante façon de manquer un contenu parce qu'on reste prisonnier d'une apparence.

En 2003, le même Voyer a fini par penser pouvoir s'acquitter de son incapacité à nous répondre. Nous avons immédiatement contré et mis en lumière cette tentative tardive de se justifier. Comme c'est bardé de préjugés, d'ignorance et de vanité qu'il a cru pouvoir se sortir de l'embarras, de quelques réponses bien senties nous l'y avons enfoncé davantage. La falsification et la malhonnêteté intellectuelle de Voyer sont l'effet d'une résignation complète et d'une impuissance honteuse sur le fond. Et tant qu'il ne sera pas capable de répondre sur le fond, où nous l'avons toujours attendu de pied ferme, cet indigne falsificateur restera aussi vaincu qu'un Brunswick à Valmy.

Sur notre ton et nos manières, d'un style situationniste presque caricatural (le style situationniste consiste seulement à parler haut, à soutenir ce qu'on affirme, et à tirer les conclusions des réponses sans hésiter), nos adversaires débordés ont réagi comme les situationnistes espéraient que leurs adversaires réagiraient : en étant scandalisés. Mais le scandale était aussi que nous étions inconnus du petit milieu postsitu où tout le monde se connaît, qu'on ne pouvait pas tracer nos curriculum vitae, que la profusion de nos références si précises ne se concevait pas sans ces copinages qui sont toute l'existence de ces gens-là, et que ce carbone 14 de leur misère quotidienne ne permettait même pas de reconstituer nos âges. Et le scandale était encore dans le fait que nous dépossédions ces fiers héritiers de l'IS du même ton, et de la même posture, d'une manière simplement plus conséquente, plus intense, plus engagée, plus décisive, appuyée sur un discours qui leur était absolument hermétique et contraire. L'incapacité de ces intervenants furieux à répondre sur le fond, ou simplement leur propension à glisser dans les potins, les a fait nous attaquer sur nos personnes, mais à tâtons, sans jamais pouvoir nous toucher, parce qu'ils nous faisaient à leur image, ou plus exactement à l'image de leurs propres hypertrophies, comme si nous avions les mêmes défauts qu'eux, mais qui chez nous auraient pris le dessus ; aussi, leurs diatribes rageuses, censées nous dépeindre, ne sont que le propre portrait de ce qu'ils avaient toujours caché sur eux-mêmes. Leur peu d'ambitions n'a pas permis à un seul de ces pauvres ratatinés de comprendre les nôtres, qui ne sont pas dans quelque chose d'aussi superficiel que la réussite en théorie. Ils avaient la soif de reconnaissance des boutiquiers décrits par toute la littérature du XIXe siècle. Ainsi, parce que le mystère de nos personnages perdura (ils ne surent jamais combien ni qui nous étions), ils nous traitèrent de secte, ce qui était un miroir imparfait de leurs propres regroupements ; alors qu'ils toléraient des admirateurs de bolcheviques entre eux, ils nous traitèrent de bolcheviques ; alors qu'ils étaient tous postsitus, ils crurent nous atteindre en nous traitant de prositus ; alors que leur grossière hypocrisie n'était teintée que de la naïveté de l'inconscience, ils nous appelèrent jésuites, et même flics, pour ceux qui, apparemment, pouvaient avoir été délateurs, fût-ce par inadvertance. Ils firent de nous généralement tout ce qui leur déplaisait profondément, qui était souvent ce pour quoi ils craignaient eux-mêmes de passer. Jamais, au cours de ces calomies intenses et fantasmagoriques, ces alliés de fortune – car le debord of directors était devenu essentiellement un forum en deux camps : les téléologues contre tous les autres – n'essayèrent de modérer les insultes et les calomnies à notre égard, ce qui nous a toujours semblé les desservir davantage en dénonçant une réaction épidermique incontrôlée jusque dans l'ubuesque, aux antipodes de la prudente modération qu'aurait recommandée leur ignorance profonde de ce que nous disions là, de ce que nous faisions là.

2. L'opposition de fond fut courte et cinglante. A la fin de 1999, nos adversaires commençaient seulement, avec des niveaux de compréhension très différents, à digérer ce dont nous avions fait le

premier nœud de la téléologie : qu'on puisse imaginer que tout a une fin, depuis les nombres entiers jusqu'au concept, en passant par la poésie, le temps, la dialectique et l'humanité entière et divisée. Après un mois de trêve, un deuxième tour eut alors lieu. La première et principale difficulté pour nos contradicteurs était d'admettre qu'une vision des choses contre tout infini, dans notre monde, était fondamentalement contraire à toutes les visions, à toutes les théories présentes, une façon neuve de concevoir le temps à l'époque du big bang et l'espace à l'époque où l'Univers est communément en cours d'expansion à l'infini. Ce qui les gênait avant tout était qu'on s'attaque à leurs propres visions, qu'ils ne mettaient plus en place ou en cause généralement depuis leur adolescence prolongée. Le fait que nous revendiquions une nouveauté était tout à fait insupportable : c'est ce qu'ils rêvaient eux-mêmes de faire, depuis leur adolescence prolongée. Là encore, nous avons découvert avec stupeur que ce qui déterminait de nombreuses réactions épidermiques était d'abord cette vanité de ne pas tolérer qu'au milieu d'eux apparaisse une nouveauté qui ne venait pas d'eux ou d'une autorité reconnue ; ensuite, dans l'examen de cette nouveauté, qu'il faudrait modifier de nombreuses croyances qui n'étaient plus modifiables sans mettre en cause leur conception entière du monde, ce qui était vécu comme une intolérable imposition que nous leur infligions : il fallait en effet réviser les conceptions courantes sur la matière et la pensée, sur la révolte moderne, sur le fait de faire des enfants, sur ce que sont la religion, la poésie, la musique, la communication et l'économie, le jeu, la conscience et l'esprit ; puis sur ce qu'est le temps, l'histoire, le monde, la pensée, l'humanité, le sens, et la réalité ; et c'est ensuite seulement, mais à travers des filtres aussi épais et déformants, qu'ils en venaient à considérer notre proposition elle-même.

Lors de ce deuxième round, décisif, qui acheva la dispute de fond, nous eûmes d'abord la surprise de n'être confrontés qu'aux mêmes critiques que celles que nous avions déjà réfutées à la fin de 1999, sans pour autant que nos contradicteurs nous renvoient à ces réfutations, ou à leurs insuffisances. Il fallut donc en conclure qu'ils n'avaient pas entendu ces réfutations et ces explications.

C'était d'abord et surtout la question de l'infini qui revenait au cœur de la dispute. Nos adversaires, séparément mais d'accord entre eux, nous concédèrent alors que l'infini quantitatif était faux, mais pas l'infini qualitatif, auquel nous n'entendrions rien, ayant là aussi occulté que nous avions aussi réfuté explicitement cet infini qualitatif.

Assez singulièrement, cette dichotomie entre infinis quantitatif et qualitatif révélait deux façons de vivre l'infini d'ailleurs compatibles entre elles, mais incompatibles surtout avec l'opposition que nous avions rencontrée à l'automne, qui ne faisait pas encore bon marché de l'infini quantitatif. La première est simplement manichéenne : il y a le bon infini, qui est qualitatif, et le mauvais, qui est quantitatif. C'est comme si 'la Science de la logique', où Hegel avait statué sur ces questions, en utilisant ces termes, était un traité moral. Le mauvais infini, c'est l'infini angoissant et monotone qu'on associe à tout ce qui est mauvais et dont on ne voit pas la fin ; le bon infini, au contraire, n'a que les vertus d'une sorte de complétude inachevée qui nous ressemble tant, et dans lesquels se mirent les rêves d'excellence absolue, de perfection. Et dans le monde réellement renversé, selon l'expression consacrée, le mauvais infini essayerait donc de se faire passer pour le bon. Nous, téléologues, en attendant, étions accusés d'« enfoncer des portes ouvertes », comme si nous voulions prouver que le mauvais infini seulement n'avait pas de réalité, ce que les manichéens de l'infini prétendaient un fait établi depuis longtemps, et comme si nous étions par ailleurs incapables de nous élever à un infini qualitatif.

Le second malaise que cette division des infinis faisait ressortir était que l'infini n'est donc pas une chose aussi secondaire que tous nos adversaires l'avaient voulu, seulement parce que pour eux

les questions à propos de l'infini étaient réglées. En effet, l'infini qualitatif est l'en et pour soi ! On ne peut pas dire de l'en et pour soi que c'est une chose triviale ou secondaire ! Il y avait là un singulier paradoxe entre l'affirmation que l'infini n'avait pas d'importance, que la téléologie prenait les choses par un détail, et cette autre affirmation qui disait que nous ne connaissions pas l'infini qui a de l'importance, l'infini qualitatif.

Il fallut donc d'abord rappeler que chez Hegel, dont ce petit peuple qui le connaissait si mal se réclamait, l'infini qualitatif et l'infini quantitatif ne sont pas séparés. Bien au contraire, l'un procède de l'autre. On ne peut pas sacrifier l'infini quantitatif au profit de l'infini qualitatif, ni l'inverse d'ailleurs, en tout cas pas en se prétendant en accord avec Hegel. Avec le texte 'Réfutations de quelques infinis' nous avons poussé plus loin la vérification théorique de la question de l'infini chez Hegel. C'est un tissu de fautes de logique inadmissibles, depuis un préjugé enthousiaste en faveur de l'infini, qui détermine tout le mouvement, jusqu'à une dialectique complètement défaillante justement pour sortir de la dualité entre infinis qualitatif et quantitatif. Cette critique de l'infini chez Hegel nous amena à notre premier acte offensif, en théorie, à partir de la prise de parole sur le debord of directors, qui consistait à appeler, à envisager et à entreprendre une critique de Hegel, parce que ce monde est construit sur une conception hégélienne, renforcée par celle de Marx. En passant, nous avons proposé, pour commencer, le terme de mauvais fini, comme étant celui qui s'oppose en apparence à l'infini, ou comme celui qui finit avant l'accomplissement, par accident, résignation, épuisement du désir, celui qui n'arrive pas à la réalisation du projet ; et dégagé ce qui pourrait être un bon fini (« bon » et « mauvais » pris ici en tant que termes dérivés de la critique de Hegel, non moraux), à savoir celui qui s'oppose au non-fini. Cette brève réfutation des quelques infinis qui nous avaient été opposés n'a pas eu de réplique, jusqu'à aujourd'hui.

Un certain Hate Company fut le représentant malgré lui de la position dichotomique sur l'infini. Ce voyériste concevait la bonne communication comme le bon infini, et l'aliénation comme le mauvais infini. Cette reconstitution en noir et blanc était arrivée à la question que ce manichéisme infini pose effectivement : que faire ? Comme la plupart des voyéristes, celui-là avait probablement l'habitude d'avoir une tête d'avance avec ses contradicteurs, lorsqu'ils ne connaissaient pas Voyer. Il pensa sans doute que nous étions dans ce cas, parce que nous n'adhérions pas aux lieux communs qu'il en avait conclus, comme le fait que la communication est toute chose (qui, dans l'acception conséquente du terme de communication est au mieux son contenu) ou encore que l'aliénation est toujours et seulement mauvaise, comme l'ânonnent même les maîtres d'école. Peu à peu, il fut contraint de s'apercevoir que là où nous étions en contradiction avec lui, c'était là où nous estimions que la théorie de Voyer avait été insuffisante. Et, à travers ce filtre bien imprécis, nous avons pu remontrer un certain nombre de désaccords profonds que nous avions avec Voyer. Nous n'avons lâché Hate Company sur aucun point et, devant la foule des contradictions de son discours étalées publiquement, il se tut abruptement et disparut.

Un autre, beaucoup moins intéressant, signait Le petit voyériste. Celui-là se contentait de signaler aux uns (avec amitié) et à nous (avec une hostilité qui finit par éclater avec une aigreur ridicule) que ceux qui parlaient de Voyer ne respectaient pas la lettre de Voyer, somme de détails hors de propos qu'il argumentait avec précision. Ceci n'avait pas pour but de faire avancer un débat, ou de régler des questions, mais plutôt de les ensabler, d'empêcher un débat. Ces rappels à l'ordre étaient aussi la pose de quelqu'un qui se place en intermédiaire savant d'un penseur hors de portée et de grouillots qui ne sauraient pas de quoi ils parlent. Mais le personnage fut vite pris en flagrant délit d'ignorance et de mauvaise foi, notamment sur le concept de religion, et sur sa connaissance de Hegel, qui n'était toujours que de seconde main. Nous lui avions concédé que Voyer n'avait pas

affirmé que l'économie était une religion malgré quelques fortes apparences contraires (en 2003, Voyer se raccroche à cette discussion et tente de montrer, avec l'appui de quelques trucages et falsifications, mais sans aucun argument, que d'avoir soutenu que l'économie est une religion sur ces apparences, entre autres, est la preuve que nous ne l'aurions jamais compris en rien). Le petit voyériste, cependant, ignorait ce qu'est une religion. Il fallut se rendre à l'évidence que soit ce personnage n'était qu'un exégète maladroit de Voyer, soit Voyer non plus ne savait effectivement pas ce qu'était la religion ; et que, contrairement à ce dont nous avions crédité cet auteur, il n'avait même pas été capable de dire que l'économie est une religion. Le petit voyériste dut donc aussi se taire, ou tout au moins changer de signature.

Un troisième contradicteur, véritable moulin à insultes antitéléologues, signait Weltfaust (prononcez Weltfaux). C'était l'archétype du conservateur de l'infini qualitatif expurgé de l'infini quantitatif. Il s'était réclamé à grand bruit de Hegel et même de René Guénon, dont la conception de l'infini est parfaitement contradictoire avec celle de Hegel, comme nous l'avons montré. Il faut dire que les ambitions théoriques de Weltfaux nécessitaient absolument l'en et pour soi, l'infini magnifié et grandiose, le sujet qui se pose lui-même et se prend lui-même pour son propre objet infini. Débouté à chacune de ses sorties, incapable de soutenir aucune de ses prétentions, pseudo-critiques et même positions théoriciennes, ce personnage aura donc eu pour principal mérite de rappeler que nous n'avions pas encore fait de critique de la téléologie classique, ce qui est au moins une erreur. Son incompréhension de notre discours, profonde et haineuse, truffée d'amalgames pour diffamer, en vint même jusqu'à présenter la téléologie moderne comme un relookage de la téléologie classique, dont elle n'est qu'un homonyme.

A travers ces opposants, il est vrai assez démunis, nous avons compris qu'eux-mêmes, défenseurs de l'infini qualitatif, ne voyaient dans « tout a une fin » que l'infini quantitatif. Ils sont passés à côté de la qualité qu'il y a dans « tout a une fin », et qui est dans la proposition qui en découle : quelle fin ? Prisonniers de leur façon triviale de voir la fin, la mauvaise fin, ils nous ont contraints à exposer la fin dans sa qualité, son contenu, celui de l'accomplissement (totalité), du jugement (rupture), du choix (liberté), de l'inconnu (histoire). Comme pour les prisonniers du tabou de la mort, qui pensent que dès qu'on parle de mort on se propose en vérité de les assassiner, ils ont séparé la fin de son processus, de son mouvement, comme si la fin était un à-plat, opposé au contenu, merci Hegel, qui a largement contribué à cette vision bornée de la fin. Entendre dans « tout a une fin » le lieu commun chaque chose a une fin, comme ces adversaires si dépourvus dans le maniement des idées le comprenaient le plus souvent, c'est en réalité ne pas comprendre la qualité de la fin, la totalité de la qualité, la fin de la totalité.

Au même moment, le postsitu attardé et calomniateur impénitent Bueno, petit provocateur démuni qui avait posé en matamore, fut escraché dans la rue par un téléologue, et sauvé par la police d'une correction plus complète. Il a, depuis, toujours essayé de corriger par la calomnie et le mensonge cette défaite, où il s'était montré indigne au point de vouloir arranger le coup autour d'un café, juste avant de dérouiller de manière si bénigne. Une certaine Obertopp, qui semblerait être la progéniture du bouffon Bueno, mérite d'être citée non pas pour ses arguments eux-mêmes, pauvre fille, mais parce que ses calomnies maladroites et bornées nous ont permis, à la fin de ce printemps, de faire une critique en règle du modedevitisme, cette idéologie de la vie selon Debord, qui était devenue le fantasme de but de tous les postsitus.

Voyer enfin, par la bande, a essayé de glisser des raisons de ne pas répondre à « tout a une fin » : on ne peut pas prédire l'avenir (là, il confond prédiction et projet) et les questions pour lesquelles il

faut répondre par oui ou par non, c'est comme pile ou face, une chance sur deux. Nous avons négligé de le renvoyer à ses toiles d'araignée : l'économie existe ? ou non ?

Tout a une fin ? ou non ? n'est que l'entrée dans la téléologie, un préalable. Elle est très difficile à admettre, parce qu'elle remet en cause des choses crues depuis l'enfance : l'infini n'est plus discuté en tant que tel, aujourd'hui. Et recevoir l'idée selon laquelle l'infini n'est qu'un croire, et que ce croire en l'infini est le sine qua non de la religion, est tout à fait inadmissible pour la plupart des adultes qui se croient sincèrement hostiles à la religion, et qui ont toujours partagé une croyance profonde en l'infini. Mais la proposition tout a une fin n'est qu'un début. La téléologie est au fond une réflexion sur le monde comme pensée. Nous ne sommes jamais arrivés, sur le debord of directors, à débattre avec ce recul-là de cette matière-là, pourtant si évidente et maintes fois affirmée, quoique complètement en opposition avec le monde matérialiste ambiant auquel adhéraient aveuglément tous ceux qui nous contredisaient. C'est aussi de ne pas voir que la question de la fin n'est qu'en surface qui a rendu nos adversaires si faciles à dérouter : ils étaient partis de l'idée que nous avancions la fin de tout comme un gadget théorique, né d'une inspiration non vérifiée et ultima ratio de notre différenciation ; mais cette proposition-là était une conséquence, le résultat d'une conception, elle-même née dans les centaines de combats de rue d'une période déjà lointaine, synthèse d'une révolution et portail de la perspective qui en découle. La contradiction n'a donc pas su gratter au-delà de cette apparence, à la fois ultime conclusion et avant-propos.

3. Ces gens superficiels qui venaient s'égosiller sur l'Internet, et qui retombaient sans cesse dans la polémique et le ragot, étaient le petit peuple middleclass qui se répand. Le besoin de parler y était très grand, signe indubitable de la frustration du discours dans la vie privée, dans le travail, et dans la vie publique. Ces pauvres avaient besoin de faire connaître leurs opinions, comme nous. Mais comme leurs opinions sont plus informes ou plus triviales, elles s'évaporent aussi vite qu'elles apparaissent. Le mode d'expression de ce besoin était fruste à un point qui nous choquait parfois : l'écrasante majorité des messages duraient moins de trois lignes, souvent pleines de fautes ; c'était un discours plus près du langage parlé, de l'interjection, que du langage écrit. Nous écrivions des textes destinés à être lus comme des livres, c'est-à-dire bien après que ce contexte fut brouillé, et nous ne recevions presque que des réponses destinées à être oubliées trois heures plus tard lorsque les progrès de l'arborescence du forum les auraient avalées. Mais la plus grande faiblesse dans le dialogue, chez ces interlocuteurs turbulents, était l'écoute. Trop pressés de hurler ce qui leur passait par la tête, ils ne savaient pas faire face, écouter. Ils ne savaient pas encaisser une rebuffade : leur premier soin était de recouvrir par un nouveau message tout message qui s'en prenait à eux, pour qu'on croie qu'ils avaient le dernier mot, en espérant par là effacer critique, reproche ou rebuffade, et leur réponse était presque toujours inepte, destinée non pas à l'interlocuteur à qui elle répondait, mais à la galerie, souvent fantasmée. Pour la plupart des textes un peu consistants que nous avons publiés, on peut admirer en réponse de véritables nuées de ces interjections écrites, n'ayant qu'un rapport accidentel avec le discours proposé, qui n'est pas compris dans la précipitation de le dénigrer.

Tout ce petit peuple par ailleurs avait deux grandes motivations pour être là. La première n'était pas avouable : l'ennui. Ils étaient là par curiosité, évadés de leur travail et de leur foyer, par clavier interposé, révélateurs vivants de l'absence de vie. Aucun enthousiasme, aucun feu, aucun désir puissant, aucune intelligence pénétrante n'imprégnaient leurs sautillements maladroits et satisfaits. La deuxième raison d'être là n'était pas davantage avouable : c'était l'ambition mystique de devenir le Grand Théoricien du début du millénaire. C'est là un excellent ersatz du prophète, du stratège, du

père, mais plus véritablement, ici, du cadre. Il y a une carrière rêvée dans la culture, et c'est parce qu'il a réussi à en construire le personnage romantique que Debord a fasciné tous ces gens-là : quoi ! un théoricien qui méprise la théorie : y a-t-il un plus beau parti à prendre dans ce monde ? Tous ces internautes postsitus en étaient et en sont là, en particulier ceux qui dénigrent aujourd'hui Debord. « La théorie » paraissait là une source de richesse facile et sans danger puisque, pour devenir admirable on devait même faire mine de la bâcler, en passant. Par « la théorie », si secondaire en apparence, on laissait entendre à quel point on était admirable dans tout le reste, qui devait cependant rester plus ou moins secret, on comprend pourquoi.

Autant l'étudiant décrit par les situationnistes dans la 'Misère en milieu étudiant' s'est résigné dans une apathie et un conformisme qui ne feint même plus la révolte, autant le cadre critiqué dans 'la Véritable Scission…' s'est mis à grogner doucement. C'est l'ancien étudiant qui se réveille prudemment. Mais il n'est plus, comme il y a encore trente ans, une petite minorité intermédiaire. Il est souvent au bas de l'échelle. Il est maltraité mais il le sait. Il est devenu « flexible », au-delà de ce que son corps rigide et son intelligence laborieuse peuvent tolérer, car sa flexibilité et sa mobilité lui sont imposées, et il est devenu souvent, non sans une fierté qui s'est transformée en amertume sous la surcharge des humiliations, « indépendant », « libéral », « free-lance », « consultant ». Il a toutes les satisfactions qui lui avaient été promises, et qui ont justifié sa carrière, mais il fait l'expérience qu'elles n'ont aucune saveur. L'ennui le sauve du stress et le stress le sauve de l'ennui. Le travail le sauve de la famille et la famille le sauve du travail. La hiérarchie s'estompe, remplacée par l'indifférence et le mépris, la marchandise qui l'étouffe le pollue, et il recherche des sensations, des expériences nouvelles, plutôt d'ailleurs par devoir, pour pouvoir le raconter, que par goût. Partout, pourtant, où il croit tenir un exploit de sport extrême, de rencontre fortuite, de succès de carrière, il est en retard, quelqu'un est déjà passé avant lui, l'extrémité elle-même n'est pas extrême, il, ou elle, est encore grugé. La désillusion alors le fait retomber dans la source de ses illusions : l'intensité de son travail. Mais même cette intensité n'est pas communicable, paraît dérisoire hors de l'étroit milieu professionnel où elle est la norme imposée sinon tu sautes. Il n'a que le mot plaisir à la bouche, c'est sa défausse, un mot respiratoire et entendu qui signifie une pause entre les temps, beaucoup plus fréquents, de vide, de souffrance, de stress et d'ennui.

Cet ex-ambitieux qui rouille vite sans le savoir – sa supériorité personnelle est postulée – commence à comprendre que son horizon est derrière lui. Il commence alors, parfois, à fouiller dans ce qui lui a été interdit par axiome, le négatif. Là encore, pour l'instant, dans sa chute lente vers le bas de la société middleclass, il s'arrête aux apparences, en partie parce qu'il espère toujours séduire, lui-même ne sait plus trop qui, depuis que ses propres enfants, aussi perfides que lui, lui font des enfants dans le dos ou, de dégoût, lui crachent au museau. Il ne sait pas encore qu'il est petit et qu'il le restera d'autant plus qu'on a réussi à le convaincre du contraire. Même si son agitation est encore dérisoire, comme celle d'un cafard déjà touché par une giclée d'insecticide, il s'agite ; et ce n'était pas encore le cas il y a trente ans.

L'ancien étudiant devenu cadre, l'ancien ouvrier devenu employé, l'ancien cadre devenu consultant, l'ancien chômeur devenu webmaster, l'ancien postsitu devenu futur Grand Théoricien sont des exemples personnifiés de la middleclass. La middleclass, qui désigne d'abord un magma mou aux contours flous, un mode de vie où la mode a éclipsé la vie, n'est pas une classe sociale au sens économiste du terme. La middleclass est l'apparition de la décompression de l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat, et une forme de l'effondrement de la conception économiste de la division des humains. La middleclass est un rapport à la communication comme principe du monde ; c'est pourquoi, dans la middleclass, on croise aussi bien des bourgeois, des ouvriers, des petits-bourgeois et des lumpen-prolétaires de l'ancienne division économiste.

La middleclass apparaît d'abord comme l'alliance de toutes ces anciennes classes sociales décompressées. Son noyau est d'ailleurs l'ancienne petite bourgeoisie qui, par l'étudiant et le cadre, mais surtout par la collaboration active à l'information dominante a largement débordé de son lit et inondé toutes les autres ex-classes sociales de la société. Et le gueux, qui est le pauvre à l'offensive, est le pauvre qui critique la middleclass c'est-à-dire qui a pour but de la supprimer.

Ce qui différencie principalement le pauvre middleclass du pauvre qui n'a pas cet épithète infamant, c'est la visibilité, c'est la participation active ou passive, mais toujours non critique, dans la communication, c'est son approbation et son soutien à une communication dont le contenu – le projet de la fin de la communication – est nié. La middleclass est d'abord l'agglomération (il ne faut pas penser ce magma en terme de volonté consciente d'organisation) des pauvres dans la visibilité de cette société. Ce n'est donc pas, au contraire des anciennes classes sociales, une somme d'individus, mais les individus y entrent et en sortent, en fonction de leur capacité à s'agglomérer dans la visibilité ; la middleclass n'additionne pas des individus, elle les divise en eux-mêmes, elle est une forme de présence de l'absence, une perte de cohérence dans la conscience, justifiée pratiquement dans et par l'information dominante, une juxtaposition d'attitudes qui, lorsqu'elles sont contraires, restent sans complémentarité. Si la majorité des pauvres de la planète n'entrent jamais dans la middleclass, les pauvres de la middleclass y sont par intermittence : la middleclass apparaît comme une manifestation sociale sans conscience, justement parce qu'elle est une forme de conscience intermittente transcendée et suspendue par un esprit collectif qui aspire à la permanence. Ce mouvement entre la conscience intermittente et l'esprit collectif qui aspire à la permanence alterne par intermittence dans l'apparence. Dans l'information dominante, le rapport entre la représentation de l'individu et la représentation du genre fonctionne selon ce mouvement réciproque.

La première caractéristique de la middleclass, c'est l'intermittence. Dans la période historique actuelle, depuis 1967, elle n'est jamais entièrement présente, elle n'est jamais entièrement absente. Elle occupe un carrefour incontournable de la société et pourtant on peut traverser ce carrefour sans se mêler à elle. Elle est poreuse, elle est fluctuante. Son action a pour but la passivité, et sa passivité agitée contamine toutes les actions qui ont lieu dans la société, tant qu'elle en est l'épicentre incontesté. Elle se présente ainsi comme un mouvement infini en elle-même qui a pour but et conséquence l'absence de mouvement dans l'histoire, qui est justement sa *mise en cause.* La middleclass est fondamentalement infinitiste.

La middleclass est un résultat opératoire, pratique, d'un mouvement de l'esprit qui permet, notamment, la justification pratique et théorique de la séparation de l'individu en lui-même. Elle permet de séparer les rôles de l'individu, de les justifier, et par là de les pérenniser. Dans la middleclass, le rôle d'acteur n'est plus contradictoire avec la passivité, la contradiction devient pluralité, le compartimentage est accepté et instrumentalisé comme outil de refoulement et de dissimulation de la misère. La première critique de la middleclass est la critique de la satisfaction, car la satisfaction n'est que l'acceptation de cette forme d'aliénation apparemment limitée. La middleclass en effet est la gestion de la séparation ; la critique de la middleclass n'est pas le retour à l'unité antérieure à la séparation, mais au contraire la mise en cause de la séparation à travers la libération de l'aliénation.

L'intermittence de la middleclass est donc à la fois une intermittence de la middleclass comme tout et de la middleclass en elle-même. Ce clignotement, cette intermittence permanents sont le discours dominant tel qu'il apparaît dans l'information dominante de la période historique actuelle. L'information est le but, le miroir et le mode d'emploi de la middleclass : l'information théorise, valide et applique ce clignotement arythmique, cette intermittence perpétuelle. Jusque dans les

propres divisions internes de son discours, l'information dominante reproduit cette absence de la présence qui fuit dans la présence de l'absence : depuis les traditionnelles rubriques des journaux (politique, monde, local, économie, loisirs, sports, culture, faits divers, télévision, petites annonces, etc.) en passant par la prétendue division entre vie professionnelle et vie privée, les nouveaux concepts marketing de la perte de densité individuelle que sont la « flexibilité » et la « mobilité », ou les variations d'effet entre faits et émotion telles que les a modélisées en particulier la télévision, jusqu'à la déstructuration du discours de l'Internet pris dans son ensemble, l'information dominante est la vérification pratique et théorique de ce clignotement, de la middleclass.

La middleclass est donc fondamentalement un rapport des pauvres à l'information dominante. Ce rapport est d'abord dans la participation à cette information, que ce soit positivement, en tant que journaliste par exemple, ou de manière pseudo-critique, dans l'opposition d'une partie de cette information à une autre. Dans l'information dominante, l'individu pauvre moderne trouve d'abord l'absolution de ses propres contradictions internes ; en échange, il les pérennise. Et il y trouve ensuite un incroyable raccourci pour se profiler, pour faire carrière, pour être reconnu, même s'il ne connaît pas les différentes médiations qui permettent les succès rapides et les notoriétés même momentanées ; il le paie en abdiquant alors sa négativité. L'Internet, et pour ce qui nous occupe ici, le debord of directors, a été une extension fabuleuse de cette accession à l'information dominante et à la middleclass. C'est par dizaines de millions que les pauvres deviennent collaborateurs intermittents, deviennent middleclass, abdiquent leur capacité critique au moment où ils pensent parfois même l'exercer sur ce média facile d'accès, et dont le sens, le but et la négativité ont toujours échappé dans le rôle séparé suivant.

Mais la middleclass n'est pas seulement ce rapport intermittent de pauvres à l'information et le rêve, parfois en partie rétrocédé par cette information à titre de récompense, de célébrité, de reconnaissance ou de gloire. La middleclass est également, à travers l'information dominante, l'imposition des valeurs de cette attitude à l'ensemble des pauvres (dans lesquels, du point de vue de la communication, il faut compter les anciens bourgeois). Le premier résultat de ce rapport réciproque des pauvres à l'information dominante est l'établissement d'une nouvelle morale, et l'installation d'une légitimité middleclass dans le monde (on voit d'ailleurs les anciens bourgeois se vanter aujourd'hui de valeurs petites-bourgeoises, lorsqu'ils viennent prêter allégeance à la télévision, dans la presse et bientôt sur l'Internet). Sur le fond lui-même mouvant de cette morale se construit une idéologie, qui stipule aussi bien une effectivité politique qu'un mode de gestion, le fonctionnement des Etats et la construction ou l'hypothèque de l'avenir du genre humain. Si bien que, en tant qu'ensemble sans limite précise – dans l'état actuel de la connaissance de l'aliénation –, la middleclass statue néanmoins ensemble et, tout au moins, en caricaturant une attitude de sujet de l'histoire. Dans l'histoire, la middleclass identifiée comme l'information dominante de notre époque est au contraire l'absence de sujet, et même la tentative d'empêcher toute manifestation d'un sujet de l'histoire, l'opposition sous forme d'obstacle aggloméré, poreux et intermittent, à l'assemblée générale des humains. Forme incarnée de l'information dominante dans sa permanence qui se prétend éternelle, et dans son intermittence qui se prétend liberté, la middleclass middleclasse ce qui l'entoure (elle est en expansion, dans sa phase colonialiste).

Ainsi, même la révolte moderne, l'émeute, voient de plus en plus des intermittents de la révolte se jeter dans ce qui peut devenir un loisir qui peut clore le travail, ou devenir un tremplin de carrière ou simplement de renommée personnelle pour les plus démunis si l'attention de l'information dominante peut y être attirée. Dans cette aliénation de la révolte, la middleclass est la tentative, inconsciente, de l'installation de ses valeurs, en particulier la négation de l'histoire : là où la révolte et l'émeute sont devenues des parties séparées et répétitives de l'activité sans but, elles ne sont plus qu'un appendice inessentiel de la survie de la middleclass, elles sont cette intermittence ramenée dans

le négatif, qui perd, du coup, sa qualité, sa détermination. Ainsi la révolte elle-même, infestée par la middleclass, est-elle attaquée et divisée dans sa négativité simple. C'est là une importante manifestation du changement d'époque : la longue pénurie de discours, qui a depuis longtemps rendu si courte l'émeute, a laissé la middleclass gangrener l'écho et même la pratique de ce négatif simple. C'est pourquoi le besoin de discours est devenu si pressant chez les pauvres. Paradoxale-ment, alors qu'elle s'est installée comme le parasite de la parole, la middleclass provoque, en négatif, la nécessité de discours des pauvres, au moment où ils échappent à son emprise intermittente.

La middleclass, pour en terminer provisoirement avec elle, est donc un ensemble d'activités intermittentes qui apparaissent dans l'information, et elle est en même temps la constitution massive d'un système de valeurs et de croyances indexées sur cette intermittence. C'est l'idée et l'image du réseau, telles qu'elles sont en fantasme par rapport à l'Internet : une libre association d'intermittents et d'activités intermittentes, dont la circulation en circuit n'est jamais visible en entier d'aucun point d'observation, et se définit, par conséquent, comme indéfinie, comme infinie. C'est l'ensemble qui échappe à tous, qui contrôle tout, et la liberté, ici, est simplement dans le changement intermittent du point d'observation, mais avec une observation qui n'a pas d'autre sens et d'autre repère que son ancrage intermittent dans l'information dominante.

C'était là le public du debord of directors. C'était devant ces gens petits et pauvres que nous nous sommes expliqués, leur parlant comme s'ils étaient des chiens, mais les traitant comme s'ils étaient la lignée la plus noble de philosophes et de guerriers depuis la nuit des temps. Nous leur avons donné ce que nous sommes : une parole. Ils ont répondu en populace, les uns y voyaient un arrivisme, une concurrence, les autres une arrogance, et la plupart une bêtise parce que, lorsque les pauvres ne sentent pas la contrainte là où ils ne sont pas révoltés, ils deviennent présomptueux et insupportables, ils imitent les maîtres qu'ils se représentent mais avec grossièreté et servilité, et ils jugent alors méprisant ce qui les dépasse et stupide ce qu'ils ne comprennent pas. Ce qu'avaient en commun les petits carriéristes étroits comme Voyer, Weltfaux, Obertopp, Ben Aziz et les consommateurs de chatrooms qui dissimulaient leur fadeur derrière des désinvoltures, qui signaient Aristote, Jules G, Weber, Eric K., FC, Bueno, Anarstrige ou Saloth Sar, était le jugement hâtif et outré de la bonne conscience outragée qui s'indignait, sans pouvoir justifier cette indignation, de la démarche et de la proposition de la téléologie moderne. Trop courte en tout, toute cette petitesse assemblée nous a permis de décoder ce sur quoi butait la présentation initiale de la téléologie ; comment, dans un monde aussi mesquin que celui de la middleclass de l'an 2000, une théorie qui contient la suppression de la middleclass et de toutes ses théories était reçue. Devant un tel manque de capacité illustrant autant de réactivité épidermique, nous nous prenions parfois, à l'examen de ces piaillements informes, pour ce Jean Rostand qui avait passé sa vie à disséquer des grenouilles.

E – Du printemps 2000 au printemps 2001 : pousser l'avantage

1. C'est en février et mars 2000 que nous avons donc eu les deux ou trois principales escarmouches sur le fond. Hate Company a lâché prise d'un coup, au même moment Weltfaux s'est retrouvé à l'infirmerie pour un séjour prolongé après lequel il ne se hasarda plus à revenir sur le terrain de la théorie, où la fuite de ce prétendu critique de Voyer avait été des plus comiques dès que nous l'avons

attaqué sur les termes mêmes de cette prétendue critique, et le matamore Bueno commença à mentir et à redoubler de calomnies pour sauver son image de héros révolutionnaire de gauche après les deux gifles qu'il avait reçues en public, dans la plus généreuse tradition situationniste. Ensuite, la falsification, qui devint massive en avril et mai 2000, prit le relais des tentatives si infructueuses de nous donner tort par l'argumentation : il y eut plus de soixante-dix messages portant notre signature mais qui n'étaient pas de nous, signes d'une impuissance et d'une fascination sans égale, qui nous gêna sans doute, mais moins que si elle avait été tournée en admiration positive : nous avions, provisoirement, résolu le problème du suivisme, cet écueil qui avait si bien contribué à couler l'Internationale situationniste, en faisant en sorte qu'il se manifeste toujours ouvertement contre nous. Et le compte brut de ces dizaines de falsifications ne contient pas les autres actes de dépit et de misère infantile à notre égard, comme les messages signés obtologie de téléservatoire, où l'auteur pratiquait une sorte de pastiche illisible de nos textes dans le but de montrer qu'il n'y avait là que de l'illisible, là aussi relevant d'une incapacité crispée et répétitive à comprendre et à discuter, ou bien les multiples messages tardifs signés d'un « téléologue » quelque chose par des non-téléologues, ou encore cet intervenant qui soulignait chacune de nos interventions avec des messages sans texte et dont le titre étaient des lignes entières de « blabla », dont la hargne contredisait de manière évidente l'intention de mépris ostentatoire, litanie qui pouvait aussi bien se lire comme une incapacité à répondre autrement que les moutons dans 'la Ferme des animaux', qui tentent d'interrompre chaque discussion en criant en cœur « quatre pattes oui, deux pattes non ». Il y eut même la mise en photo et l'adresse de l'immeuble qui était supposé être notre quartier général pour nos adversaires, symptomatique tentative de délation d'insultés trop lâches pour régler leurs comptes eux-mêmes, et qui espéraient que d'autres s'en chargeraient à leur place.

La guerre était gagnée avant même d'entrer dans le territoire de la téléologie. Jamais le faible petit peuple présent ne sut passer le goulet d'étranglement du « tout a une fin ? ou non ? ». Jamais aucun individu de cette plèbe si démunie en tout ne sut se projeter dans les causes historiques d'une telle question, dans le rapport entre la question posée et l'époque, dans le point de convergence entre le déferlement négatif qui avait son épicentre en Iran et ces conclusions, passées au tamis de plusieurs abstractions conscientes, au milieu d'une tempête d'aliénation. Jamais aucun de ces semi-lettrés qui se rêvaient seigneurs ne sut entrevoir les perspectives immenses que cette proposition de débat ouvrait sur le monde : de l'urgence de l'indépassable, de la critique de l'ensemble de la philosophie défunte à la critique de l'ensemble des sciences positives, du véritable contenu de la vie à la forme nécessaire de la prochaine insurrection. Nous étions restés maîtres d'un pavé où gisaient des cadavres qui bougeaient encore, comme les batraciens après que Rostand les avait décapités : il y avait encore de ces gestes qu'on appelle conditionnés, mais toute la réflexion, toute la substance de ce petit troupeau étaient déjà épuisées ; et l'occasion même de remplir leurs carrières avait été sabotée dans cette brève rencontre, où tant de mauvaises volontés avaient été transpercées avant même que nos lames aient quitté leur fourreau.

Ce qui suivit dans la dispute ne fut plus qu'un long débat sur l'éthique. La falsification patente, en particulier du petit clan qui s'était aggloméré autour de Voyer, fut même dénoncée avec mépris par des debordistes à l'ancienne qui n'avaient aucune sympathie pour nous et qui ne s'exprimaient que sporadiquement sur un forum qui leur était majoritairement hostile. Mais les voyéristes falsifiaient même ceux qui ne s'exprimaient pas directement et clairement contre nous, preuve d'une inconscience qui frôlait la panique, et qui avait comme justification de prouver par l'inflation des falsifications que ces falsifications n'en étaient pas véritablement et que ces procédés devaient désormais être considérés comme une règle.

Comprenant bien que ceux qui s'exprimaient étaient une petite minorité de ceux qui venaient regarder le match téléos-reste du monde, nous avons cependant continué à publier nos textes sur ce forum où nous savions pourtant que la dispute sur le fond était close. Dans les tout derniers mois du site, qui s'acheva en avril 2001, quelques individus épars nous donnèrent raison, sur l'examen de l'ensemble de notre démarche, contre la rage aveugle et la mauvaise foi si visible de ce que nous avons appelé la voyérisation : la falsification à l'appui de l'impuissance théoricienne.

2. Comme dans une guerre, il ne faut pas ici confondre la durée d'une opération avec son importance. Le vrai tournant, le zénith du débat que nous étions venus initier sur le debord of directors n'a duré que quelques semaines, sur les deux ans et demi pendant lesquels nous nous sommes exprimés là. La dispute sur la téléologie a été peu marquée par l'argumentation elle-même, mais par le fait que la contradiction de nos adversaires s'est arrêtée après notre réponse à leur deuxième éjaculation, faute de munitions. La dispute sur la falsification, qui était déjà sous-jacente dès le départ, a été la matière quasi unique de toute la dernière année. C'est une dispute secondaire, par rapport au contenu du débat que nous avons proposé, mais c'est une dispute importante, en regard de la forme du débat en général, qui est l'un des objets des troubles de la parole.

Il ne faut pas confondre la falsification de Voyer par rapport à Adreba Solneman et quelques années plus tôt celle de Lebovici par rapport à Voyer, qui sont des falsifications pour faire croire qu'il n'y a pas eu de critique là où il y en a eu une, avec les falsifications massives des voyérisateurs dans la dernière année du debord of directors, qui sont des falsifications pour simuler une critique là où il y a faillite de la critique, ou plutôt pour prétendre dissimuler cette faillite de la critique, sous une forme pseudo-négative. Dans le premier cas, il y a un calcul : faire disparaître une contradiction gênante ; dans le second cas, il y a une tentative plus épidermique, et donc relativement moins crapuleuse : feindre une contradiction réfléchie, alors qu'elle n'est plus qu'émotionnelle. Dans le premier cas, antérieur au debord of directors, le but de la manœuvre est que la critique ne se voit pas. Dans le second cas, au contraire, c'est dans l'ostentation que la manœuvre prend son sens. Mais comme les falsifications du debord of directors étaient naïves, pour ne pas dire puériles – tout en restant de véritables falsifications, profondément malhonnêtes, crapuleuses, destinées à tromper –, leurs motivations et les calculs qu'elles recouvrent sont plus éclatants. Cette généralisation de la falsification est, en effet, d'abord un aveu de faiblesse, une capitulation dont les auteurs cherchent désespérément à renverser l'image. Elles sont un aveu de pauvreté, d'incapacité profonde, de misère intellectuelle et, pour ceux qui s'étaient mis le plus en avant, de faillite dans la vie. Ce sont aussi des appels au secours. Et par là des tentatives d'impressionner les autres, de renverser la cuisante défaite dans le domaine de l'idée, en modifiant les règles du jeu : si la falsification – et en particulier l'usurpation de signature qui a été la falsification la plus pratiquée – est permise, alors on ne peut plus discuter en profondeur, parce qu'on peut toujours faire dire à l'adversaire la caricature, voire le contraire de ce qu'il pense ; alors le but même du lieu de débat change : d'une violente proposition sur le monde on passe au divertissement, de la question du sens de l'histoire on dérive dans les questions de personnes, de la gravité on glisse dans le ricanement, et de l'usage nécessaire de rigueur et de précision on bascule dans la glorification de l'à-peu-près et du relâchement, tels qu'ils sont communément pratiqués dans les loisirs.

3. Mais quand la falsification était devenue le dernier sujet de controverse, parce que les vaincus de la dispute sur la téléologie n'avaient plus d'autre issue que de falsifier pour espérer garder la

face, nous, sur la téléologie, n'en sommes pas restés là. Sans plus être contredits, mais en contredisant, nous avons poussé l'avantage de notre victoire dans la bataille décisive. Alors que l'automne 1999 avait été une rapide mise en place, ressemblant à une série de barricades construites en plein territoire ennemi, et que le printemps 2000 avait été la défense de cette position offensive, tenue sur tous les points, devant l'abandon de la capacité à disputer sur le fond nous avons poursuivi l'ennemi dans sa débandade.

Nous avons en effet continué à ne pas laisser Voyer libre de son expression sur ce site, car ce falsificateur pensait qu'il pouvait s'exprimer en étant le seul à ne jamais s'exprimer sur nous. Nous savions que nous pouvions répondre à toutes ses interventions devenues si faibles, et que lui n'osait ni ne pouvait en soutenir aucune contre nous.

Il y avait d'abord eu une critique du spectacle de Debord que Voyer avait pris en haine, parce qu'il avait pris Debord en haine. Nous avions montré que le spectacle de Debord était une allégorie, assez artistique au demeurant, une sorte d'image instantanée de l'aliénation, mais rien de plus. L'aliénation, en effet, n'est pas une image, même si elle a des qualités d'instantanéité. Là encore, le spectacle n'est pas rien, mais fort peu de chose, et rien, en tout cas, qui mérite l'admiration des postsitus et la haine de leur fraction la plus moderniste, les voyéristes.

Voyer essayait par ailleurs d'imposer son dada : l'inexistence de l'économie. Pour prouver cette absurdité, il scinda d'ailleurs l'économie en deux parties (un peu de la manière dont ses suivistes avaient scindé l'infini en infini qualitatif et en infini quantitatif), selon les termes mêmes des économistes : economy et economics. Nous avons aussitôt affirmé et montré que cette séparation était purement fictive et ne servait qu'à la marotte frelatée du vieillard. L'économie est une façon de voir le monde, un système de pensée, une religion et non pas une superstition, même si, comme toutes les religions, elle véhicule des superstitions. La part de réalité qu'on prête à l'économie est inhérente à cette façon de voir le monde, procède, ou non, de cette religion, et non l'inverse. Ce n'est pas la croyance en la réalité de l'économie qui fonde la religion, c'est la religion qui fonde la croyance en la réalité de l'économie ; et la religion peut très bien se passer de cette croyance, alors que l'inverse n'est pas vrai. L'obstination autiste de Voyer à soutenir l'inexistence de l'économie, tout en admettant l'existence séparée de l'économie (politique) – qu'il avait d'ailleurs reproché à Marx de ne pas critiquer, et qu'il n'a pas davantage critiquée –, nous a permis de développer ce qui était déjà contenu dans le syllogisme d'Adreba Solneman en 1992 : toute pensée existe, l'économie est une pensée, l'économie existe. L'inadéquation de la formule « l'économie n'existe pas », en effet, n'est pas dans tout ce qu'on peut appeler l'économie, mais dans ce qu'on appelle l'existence : dans cette question, l'économie, bien qu'elle soit la religion dominante, n'est que le doigt, et l'existence est la lune, parce que c'est dans la conception de l'existence et de la réalité que se situe le fondement de cette religion. Nous avons alors commencé à distinguer de manière beaucoup plus précise et construite entre existence et réalité. Il est intéressant de constater que c'est l'acharnement de Voyer à expurger toute réalité de son discours qui nous a amenés, sur ce point particulier, à rendre inflammable une critique de Hegel à laquelle la critique de ses infinis avait allumé la mèche. L'existence est le domaine du possible. La réalité est seulement et justement ce qui finit. La réalité est si difficile à cerner parce qu'elle n'est pas toujours constatée, elle n'est pas toujours l'objet d'un constat, et c'est là qu'il manque aujourd'hui encore une théorie approfondie du constat qui sera forcément un constat approfondi de la théorie. La réalité, elle, est si difficile à cerner parce qu'elle échappe à la conscience, au constat, et fondamentalement aujourd'hui encore à la théorie : en constatant la réalité, on la nie.

La poursuite de Voyer nous avait donc permis de poser la question de la réalité. Et dans ‘Existence et réalité (pour commencer)’ nous avons commencé à pousser l’avantage sans le debord of directors, qui ne suivait plus depuis longtemps, et ne comprenait pas là notre proposition sur la pensée. La réalité est la fin de la pensée dans un monde où tout est pensée. C’était le viseur qui nous a permis d’entreprendre la démarche suivante, capitale, et que personne n’a encore relevée : la critique du concept chez Hegel, qui est la critique du monde pour lequel la réalité est l’infini et l’infini – l’en et pour soi – la réalité. De cette vaste offensive contre la partie non critiquée de la dualité dominante (l’autre est la pensée comme quoi la réalité est un donné, une matière, quelque chose d’absolument séparé et au-delà de la pensée, et où existence et réalité deviennent une et même chose), il est encore beaucoup trop tôt pour attendre qu’elle soit comprise à la hauteur de son possible ; et donc, de ce qu’elle signifie, en réalité.

Un détail sur lequel notre avis a changé dès le début de la fréquentation de ce site concerne la place de la téléologie comme théorie dans le monde. Inconsciemment, nous partagions cet avis qui fait ressembler les théories à une lignée absolutiste, qui stipule qu’une seule « théorie » règne à la fois, et que lorsqu’une théorie est renversée, la théorie qui la renverse prend le trône en entier, et devient seule référence sur absolument toutes les questions. Cette vision d’Ancien Régime s’était peu à peu installée à partir de la philosophie allemande et à travers toute la théorie « révolutionnaire ». Ce qui nous a très vite permis de comprendre qu’il s’agissait d’une étrange hypertrophie de l’idéologie qui se nie elle-même, c’est qu’une bonne partie de nos adversaires, nommément Voyer, Weltfaux, Ben Aziz, Obertopp, étaient atteints de cet arrivisme que nous nommons l’arrivisme du Grand Théoricien, et qui ne tient sa grandeur que de l’absolutisme prêté implicitement à la théorie du moment.

D’une part, cette finalité de la théorie – à savoir procurer ce type de reconnaissance à son auteur – est vraiment trop en dessous de ce que promet la téléologie moderne pour pouvoir nous tenter, d’autre part, un regard à peine désabusé sur l’aliénation montrait clairement que la figure du Grand Théoricien est née d’une société de un milliard d’ignares, dirigés par un million de lettrés, dont chacun connaît à peu près les découvertes les plus récentes des neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf autres ; mais que ce paradigme ne fonctionne pas dans une société de six milliards d’ignares, dont un milliard de semi-lettrés, dont chacun ignore ce que pensent les autres, et ne l’entend pas. Nous étions frappés par la volonté et le besoin de penser, dans son coin, qui remontaient par le debord of directors, et dont nous n’étions, après tout, qu’une forme. Aussi sommes-nous persuadés que d’autres pensées que la nôtre rejoignent ou recoupent ce que nous pensons. En tout cas nous sommes convaincus que la « théorie » n’est une fin en soi que pour quelques fétichistes ou nostalgiques, en mal de reconnaissance. Dans un petit texte sur la théorie, nous avons également rendu compte de cette conception. Ce texte, comme tous ceux que nous avons continué à publier sur ce forum, resta sans réplique.

4. Le debord of directors était un lieu de débat qui demeurera peut-être unique assez longtemps : en même temps chacun pouvait dire absolument ce qu’il voulait, et de la manière dont il voulait, sans que personne n’ait le contrôle, ou une position hiérarchique face aux règles du débat, ou une possibilité de coercition, puisque le webmaster semblait même avoir oublié l’existence du forum. Même si cette absence constatée ne restait qu’hypothétique, l’égalité de tous et la liberté de chacun de dire ce qui lui plaît, sans pouvoir manipuler ou menacer les autres par un moyen technique, ouvraient très grand le possible. Cette situation fortuite avait donc pour particularité qu’il n’y avait

pas de règles du jeu au-delà de la mécanique assez simple du site. De même, tous les participants découvraient en même temps les attitudes à adopter, les possibilités, et les impossibilités. La particularité de la situation se découvrait à l'usage. Il y eut de nombreuses transpositions virtuelles des disputes, comme si le forum était physique, et que les gens étaient face à face, par exemple lors de fréquents appels à ce que l'autre s'en aille (dégage ! casse-toi !), comme s'il ne débattait pas de chez lui, ou comme s'il y avait un endroit ailleurs où il pourrait aller. On s'aperçut ainsi qu'on ne pouvait pas exclure quelqu'un quoi qu'il dise ou quoi qu'il fasse. Si on ne voyait jamais les autres, on s'en faisait des représentations physiques, et on aboutissait à l'impression de mieux connaître chacun des intervenants habituels que de nombreuses personnes dont on connaît le nom, le visage, le corps ou l'essentiel de la survie. Les autres étaient en même temps très proches, presque palpables, et totalement abstraits, sans conséquence concrète possible. En giflant le vantard Bueno, nous avions d'ailleurs voulu rappeler que la dispute que nous portions n'était pas virtuelle, et que parler plus haut que ce qu'on peut met au moins en jeu l'amour-propre et la dignité.

Les règles du jeu furent donc constamment débattues, mais pas dans une discussion de juristes ou de créateurs de jeu, plutôt par le fait accompli. La falsification fut la plus importante de ces propositions implicites sur les règles du débat. La falsification était une porte de sortie pour tous ces vantards de la middleclass, quand ils étaient battus sur le fond. Ils contestèrent beaucoup que l'usurpation de signature, par exemple, était une falsification. Ils prétendirent qu'il s'agissait d'une sorte de plaisanterie. Mais l'on vit bien ce qu'il en était, lorsque l'un d'entre eux usurpa la signature de Voyer et que celui-ci hurla assez comiquement, justement sans plaisanter, au fascisme et à la provocation. Lui qui avait toléré, peut-être même en y prenant part, des dizaines de gestes similaires contre nous n'en tolérait aucun contre lui. Et il avait raison : son adversaire, à court d'argument, avait eu recours à ce type de procédé pour essayer de revenir à la charge. L'extension par laquelle la malhonnêteté devient plaisanterie reflète bien l'état de relâchement et l'incapacité au sérieux, la corruption des mœurs de la middleclass. Il n'était pas bien difficile de constater que les falsificateurs étaient justement les plus prétentieux et les plus incapables de la rigueur nécessaire dans la dispute argumentée. Et, par conséquent, ils prétendaient à une extension des règles du jeu, qui contienne et admette leur propre incapacité à la rigueur. Nous seuls savions que la falsification, même transparente, était toujours au détriment de la justesse du fond déjà parce qu'elle mettait en cause un principe de fond, et c'est pourquoi nous avons même fini par trouver suspectes certaines approches dont s'étaient déjà glorifiés les situationnistes, comme le détournement, qui peut tout à fait devenir une forme de trucage du fond par incapacité à le critiquer frontalement. Ainsi, le sens de la falsification était bien : nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas approfondir au-delà d'un certain point ; nous sommes obligés de ramener le discours de l'autre à notre niveau, sinon nous perdons la face. Dans ce type de proposition de règle, il y a un choix important : soit on admet qu'il faut que tout le monde garde la face, y compris ceux qui se sont trop avancés, et sont incapables d'assumer leurs frimes, et on renonce à l'approfondissement du débat au profit de la sauvegarde de la communauté ; soit on met tout de suite en danger tous ceux qui ne sont pas là pour le contenu, en montrant impitoyablement que, n'en ayant rien compris, ils y sont un obstacle ; et alors l'opprobre et l'exclusion possible hors du simple contexte de l'Internet de ceux qui manquent de rigueur divisent la communauté. Soit on admet le plus grand nombre, mais en conservant l'échange au niveau du plus désinvesti ou du plus incapable (que ce soit en respectant sa parole ou en tolérant ses interjections), soit on recherche la qualité, et on tient pour responsables tous ceux qui ont cherché à tromper les autres, que ce soit « plaisanterie » ou non. Par le négatif, et la critique ad hominem, mais aussi par la construction d'une perspective qui dépassait l'entendement de ceux qui étaient là, nous avions commencé à poser aussi ce débat sur la forme du débat. Nous n'avons posé la question

sur ce qui est tolérable ou pas que d'une manière indirecte et théorique. Ce qu'on doit faire d'un menteur, ou d'un manipulateur, ou d'un falsificateur, quand il est pris la main dans le sac, par exemple, est un vrai problème dans les troubles de la parole. Il en va du devenir d'une assemblée générale des humains que ce débat soit tranché. Et ni à Jussieu, ni en Algérie ou en Argentine, cette question ne semble avoir trouvé un début de solution.

On a voulu récemment faire de l'Internet le lieu même de la démocratie : tous y seraient égaux, et chacun pourrait y participer, sans préjugés ni différences apparentes. Les loyalistes du régime qui gouverne la planète espèrent, par la nouveauté du média, et par le peu d'efforts que nécessite son accès quand on y est familiarisé, racoler une partie des indifférents, de plus en plus nombreux à mépriser leurs parodies électorales, et de manière assez inquiétante, dans la middleclass même. Il faut d'abord, pour contredire cet enthousiasme de commande, rappeler que tout ce qui est Internet est payant, même si une autre tendance moderniste tend à proclamer gratuit ce qui coûte pourtant en électricité, en connexion, en matériel. La lente mais sûre mercantilisation de l'Internet s'ajoute à une surveillance policière, elle aussi en progression constante, qui peut même être complète dans l'instant sur des cibles choisies, et rétroactive. Il s'en faut donc de beaucoup que l'intégration de l'Internet dans la société de la communication infinie apporte quelque liberté, ou puisse devenir un outil de démocratie. La brève et vive expérience du debord of directors, dont nous ignorons bien sûr comment et par qui elle était surveillée, apparaît comme une exception partielle datée, qui va le plus dans le sens d'une telle promesse fallacieuse : pas de webmaster, pas de censure, pas de limitation du discours, rapports marchands limités et inessentiels, pas de présence manifeste de l'Etat, absence d'interférence de l'information dominante. Et, malgré la falsification, malgré la faiblesse des intervenants (et nous ne connaissons pas de forums actuellement où la qualité serait meilleure), malgré l'organisation chaotique du lieu et du discours, elle a révélé un immense besoin de parler en même temps que l'ignorance profonde de ce qu'était parler, à l'époque où ce besoin est devenu si immense ; l'ubiquité et la rapidité des informations ont entrouvert la perspective de parler partout et en même temps dans le monde ; et l'impossibilité de communiquer la qualité d'un débat, c'est-à-dire le négatif, là où les pauvres viennent s'exprimer sans être révoltés.

F – Ce petit théâtre était sur un grand boulevard

Il faut d'abord s'étonner de l'intensité de cette dispute, étalée sur un an et demi, et dont les participants ont gardé une si vive mémoire, comme la plupart d'entre eux l'attestent depuis. Les raisons de cette intensité sont une combinaison de ce qui était fortuit et éphémère, d'une particularité très aiguë et de la profondeur de l'enjeu, qui était perceptible, même s'il était difficile à nommer. L'une des grandes difficultés de cet événement était d'ailleurs son évaluation : c'était une bataille de fantômes, où le dérisoire et le grandiose se sont côtoyés et ont alterné à une telle vitesse qu'on ne pouvait pas dire si on basculait dans le ridicule, ou si on se promenait sur le haut des cimes. Le peu d'habitude de cet alpinisme de l'esprit, et l'ironie des pauvres qui craignent leur propre possible, a toujours provoqué, sur le debord of directors, de rassurants ricanements destinés à rétablir une modestie qu'on s'effrayait d'avoir perdue sans contrôle.

Il y a du Shakespeare et du Balzac dans cette expérience. Non le Shakespeare noir du vortex des tragédies, mais le Shakespeare de cette mise en perspective du grotesque par le tragique et du tragique par le grotesque, à travers la multiplicité de personnages grouillants et éphémères, qui mettent en œuvre toutes les ressources de leurs passions pour s'égosiller non sans vanité ; et du Balzac pour une galerie de personnages du temps, pour la misère humaine, mais telle qu'aucun littérateur n'aurait osé ou su l'étaler. Là encore, en allant chercher une comparaison dans la composition littéraire, on voit comment ce discours, concentré du discours d'aujourd'hui, a été aux prises avec toutes les médiations qui font douter de la vérité : était-ce une comédie, un drame, un essai, une sociologie, une somme de pamphlets ? L'insignifiance et la haute signification des rêves côtoient ici une réalité discutée, discutable. Il n'y avait pas d'argent, pas de police, mais on était sur un média, et le monde entier peut encore consulter cette somme de disputes qui le concernent. Le monde ne le sait pas. L'imperfection de l'expression du sens nous fait dire : tant mieux. Car c'est nous, téléologues, qui sommes seuls responsables du sens de cet événement.

Nous avons été les seuls à poursuivre un dessein sur la durée entière de la période (à part le signataire Weltfaust, qui n'a cherché qu'à prouver que Voyer avait raison. Mais c'était uniquement en réaction contre nous ; et comme il a été très rapidement débouté dans la théorie, il s'est ensuite cantonné dans la défense de la falsification indiscutable de son maître). C'est sans doute pourquoi nous l'avons emporté sur toute la ligne. Nos buts étaient clairs : finir le monde, l'humanité, la pensée, nos vies, tout accomplir. Il y avait unité entre ces buts, qui rendent dérisoires tous les arrivismes, et le fond de notre discours, qui n'est que le débat sur ces buts. Depuis la faillite de proposition du communisme, il y a presque un siècle, pendant la révolution russe, le parti du négatif n'a pas eu un programme d'une telle cohérence.

Nos adversaires n'ont pas su lire cette unité entre notre action et le projet que nous proposions. Eux qui véhiculent encore l'illusion de l'unité pratico-théorique de l'époque précédente ne savent pas l'apercevoir là où elle se manifeste, par extraordinaire, puisque c'est forcément contre eux. Leurs propres visions trop courtes en ont fait des comparses, des ustensiles inessentiels, des piquets de slalom, des figurants de nos prolégomènes au débat le plus vaste ; avec le phénomène antitéléo nous avons ressuscité le phénomène prositu, mais sans l'écueil de pouvoir être confondus avec ces suivistes que nous avons fascinés. L'avantage a été que le propos a pu être exposé avec éclat, et sans même que leur poussière ne salisse véritablement nos épaulettes. Nous n'avons pas subi de pertes, malgré d'assez nombreuses blessures. L'inconvénient est que notre discours a été trop peu contredit. Les débandades de cette opposition mal préparée, encroûtée, perruquée et poudrée sont venues trop tôt pour que la téléologie soit réellement éprouvée comme nous espérions qu'elle le serait, et comme nous étions convaincus qu'elle devait l'être. Il est plus difficile, depuis, de rester humbles et à l'écoute avec nos innombrables insuffisances que cette victoire trop facile tend à masquer.

La profondeur du discours a été souvent indiquée, parfois effleurée, jamais atteinte, sauf hors de la dispute. La nécessité du discours, par contre, est fortement apparue, autant dans notre démarche que dans celle de nos adversaires. Les pauvres modernes ont besoin d'idées, de disputes, de confrontation. Ils ont besoin de comprendre leur monde, comme c'était déjà apparent à Jussieu. C'est comme s'il y avait en chacun une accumulation de pensées entourées d'une souffrance sourde de ne pas pouvoir les communiquer. Le fait si révoltant d'un monde où les idées circulent sans que les individus n'y aient part s'est manifesté ici par la revendication implicite des individus à faire connaître les idées informes qui sont prisonnières de leur incapacité à les faire circuler. C'était comme si, depuis trente ans que l'aliénation a écrasé sans partage tout discours particulier, tous ces individus réclamaient goulûment l'expulsion des idées qui s'étaient entassées en eux, indépendam-

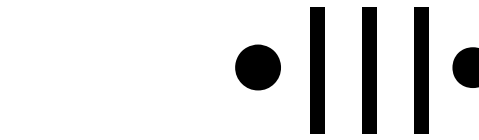
ment et parfois en opposition caricaturale à cette aliénation. Ce n'est pas seulement une vidange nécessaire à laquelle on voyait ici postuler tant d'esprits démunis, mais c'est la partie plus ludique qui en est l'aboutissement : relancer cette somme de pensées enfouie dans l'époque, faire tourner sa propre conviction pour la faire construire aux autres par le doute, pratiquer l'aliénation, mais en connaissance de cause, d'abord comme une souffrance, ensuite comme un plaisir, enfin comme dissolution de l'individu même si c'était sous l'apparence et la rêverie contraires.

Les règles d'un tel débat sur le monde, que nous appelons de nos vœux, n'ont pas même été esquissées véritablement. Il apparaît cependant que cette dispute, si petite, et si lointaine, pourra contribuer de son expérience à tracer des limites provisoires, et à éviter les choix qui nuisent à la qualité du débat. Car c'était une dispute publique, sans le contrôle d'aucune autorité, égalitaire par rapport au moyen et au support, avec les idées de l'époque et, au moins chez nous, la volonté de sortir de l'époque. C'est le seul média sans médiation par les informateurs, sans menace même indirecte de devoir se soumettre aux règles du jeu de l'Etat, et sans que l'argent et la marchandise ne soient un enjeu. Il y avait donc le possible le plus large imaginable aujourd'hui, et ce qui en a été fait indique assez bien ce que contient notre époque, en richesse et en misère. Pour cela seul, le debord of directors mérite d'être considéré comme un laboratoire du débat le plus vaste.

Le négatif a été confirmé dans son rôle de révélateur. Sans la négativité de l'époque d'où nous venions, et sans la nôtre, nous aurions aujourd'hui des « amis » à ne plus pouvoir nous en protéger, mais nous n'aurions même pas eu toutes les ineptes réponses embarrassées à « tout a une fin ? ou non ? », qui apportent bien plus à notre projet. Sur le debord of directors il y avait peu d'ennui (juste ce qu'il faut pour rappeler son oppressante proximité), et le peu de conversation faisait partie des tentatives de nos adversaires pour détourner l'attention. Nous n'avons jamais permis longtemps aucun type de civilités.

Enfin, l'importance de cette dispute tient aussi en ce qu'il n'y en a pas d'autres à notre époque. La société que nous combattons ne propose pas d'idées pour deux raisons : d'abord elle n'en a pas ; ensuite elle ne propose pas, parce qu'elle impose. Le débat à la base, qui n'est pas seulement ce qui fait l'intérêt de la démocratie, mais ce qui fait la vie et l'humanité, a été supprimé. Ici, une de ses formes, certes embryonnaire, courte et insatisfaisante, a rappelé que l'aspiration est restée latente comme l'insatisfaction dont elle est l'haleine, et comme la conscience dont elle est le souffle. Si l'aliénation est ce qui donne le désordre et la richesse à notre pensée, là où ce désordre et cette richesse ne se construisent pas par la contradiction est la victoire de la mauvaise aliénation, le désert du possible, l'impossibilité de la maîtrise. C'est l'irrigation d'un tel désert qui a été manifestement en jeu, sur le debord of directors.

texte de 2003



ASSEMBLÉES

ALGÉRIE
2001

A – De 1962 à 2001

L'Algérie en particulier

C'est en 1962 que l'Etat colonisateur français, à la suite d'une longue et sanglante guerre de « libération », rétrocède le territoire appelé Algérie au parti militarisé appelé Front de libération nationale, qui avait mené cette guerre pour que ce territoire devienne un Etat géré par des gestionnaires autochtones. A la fois socialiste et arabo-islamique, l'Algérie sacrifiait d'entrée aux pires modes idéologiques de l'époque qui commençait alors : stalinisme, ethnicisme et religion, la sainte Trinité de l'oppression.

A l'époque du passage de Sukarno à Suharto en Indonésie, l'Etat algérien, lui aussi un des leaders du tiers-mondisme, suit à peu près une logique identique, marquée par un coup d'Etat à peu près similaire lorsqu'en 1964 le stalinien plus militaire Boumediene remplace à la tête de l'Etat le stalinien plus démagogue Ben Bella : ce sera un quart de siècle de dictature hypocrite, policée jusqu'au pompon des babouches ; tentative forcenée d'industrialisation comme lubie de gestion ; et, parallèlement, la grande vague de poussée démographique qui commence, et qui, quarante ans plus tard, ralentit seulement, transformant en minorité les salariés exploités comme des citrons, face à une majorité de jeunes, turbulents et indociles, et, à tous les sens du terme, sans emploi.

Reprenant la vigueur des émeutiers de Sétif et de l'Est algérien en 1945, ces nouveaux venus sur la planète, nés dans l'Etat constitué en 1962, attaquent et ébrèchent l'Etat-FLN en 1980, au moment de la révolution en Iran, dans ce qui a été appelé le « printemps berbère », parce que l'épicentre de la révolte ouverte, émeutière et moderne, c'est-à-dire sans chefs ni idéologie, a eu lieu en Kabylie. Quatre jours de rage joyeuse et vandale comme point culminant entre le 20 et le 24 avril à Tizi Ouzou, après quarante jours de gestation où, déjà, dans les localités plus petites l'impatience adolescente avait outrepassé la protestation silencieuse pour s'en prendre aux symboles et aux biens de l'Etat, vont rappeler que les décalages tiers-mondistes sont abolis par l'ubiquité de la critique. Mais le prétexte avait été culturel, et la répression et la récupération réussirent, de concert, à ensevelir l'ensemble du mouvement dans la revendication culturelle spécifique des Kabyles.

Le coup suivant est moins connu aujourd'hui parce qu'il a été moins médiatisé et moins bien encadré par les récupérateurs. Ce sont les émeutes de Constantine en novembre 1986, dont voici ce que disait 'Libre Algérie' : « Cette insurrection s'est étendue dans le temps : elle a duré au moins quatre jours à Constantine. Il y a eu au moins dix morts, des centaines de blessés, des centaines d'arrestations (…) » Et 'El Badil' : « Les événements de Constantine se sont étendus à d'autres villes dont : Annaba, Batna, Bejaia, Blida, Collo suivis par les manifestations à l'université "Babezzouar" d'Alger, créant ainsi un climat de solidarité nationale. » Affrontements acharnés,

destruction de marchandises et de biens de l'Etat, la chape de béton du régime, construite à la hâte et sans protection sismique, est définitivement fissurée.

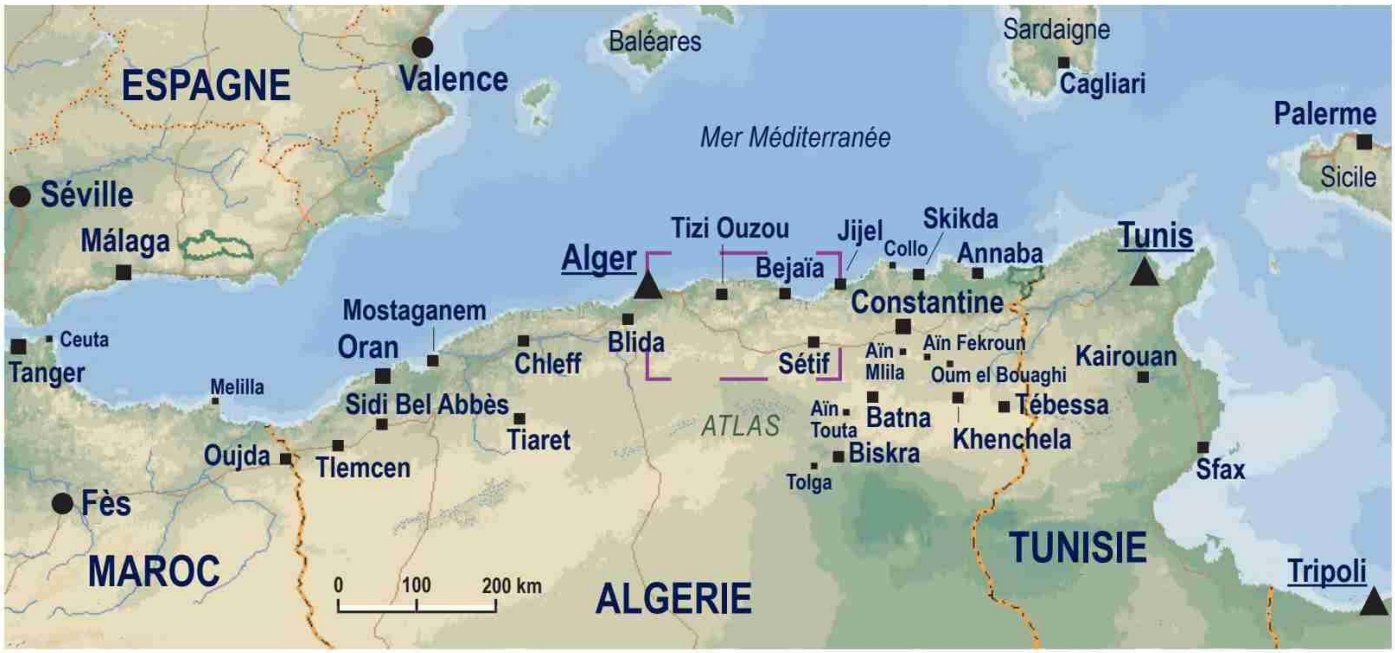
C'est en 1988 que ces deux puissants coups de boutoir trouvent leur dépassement. Dans l'insurrection qu'il est simplement convenu d'appeler Octobre tout court, comme pour 1917, et qui commence le lendemain du jour où finit l'insurrection birmane, c'est un assaut contre la société, dans le monde entier, qui débute. En Algérie, du 3 octobre à Alger au 12 à Tizi Ouzou, il y a plusieurs centaines de morts, et une rage encore inédite contre la marchandise et l'Etat. L'Etat algérien, d'ailleurs, effrayé, anticipe les renoncements des autres Etats staliniens : des démocrapules occidentalisées et des récupérateurs musulmans apparaissent ou réapparaissent pendant les journées du soulèvement et sont rapidement tolérés pour aider à restaurer l'ordre. Jamais l'Etat algérien ne s'est relevé des journées d'octobre 1988.

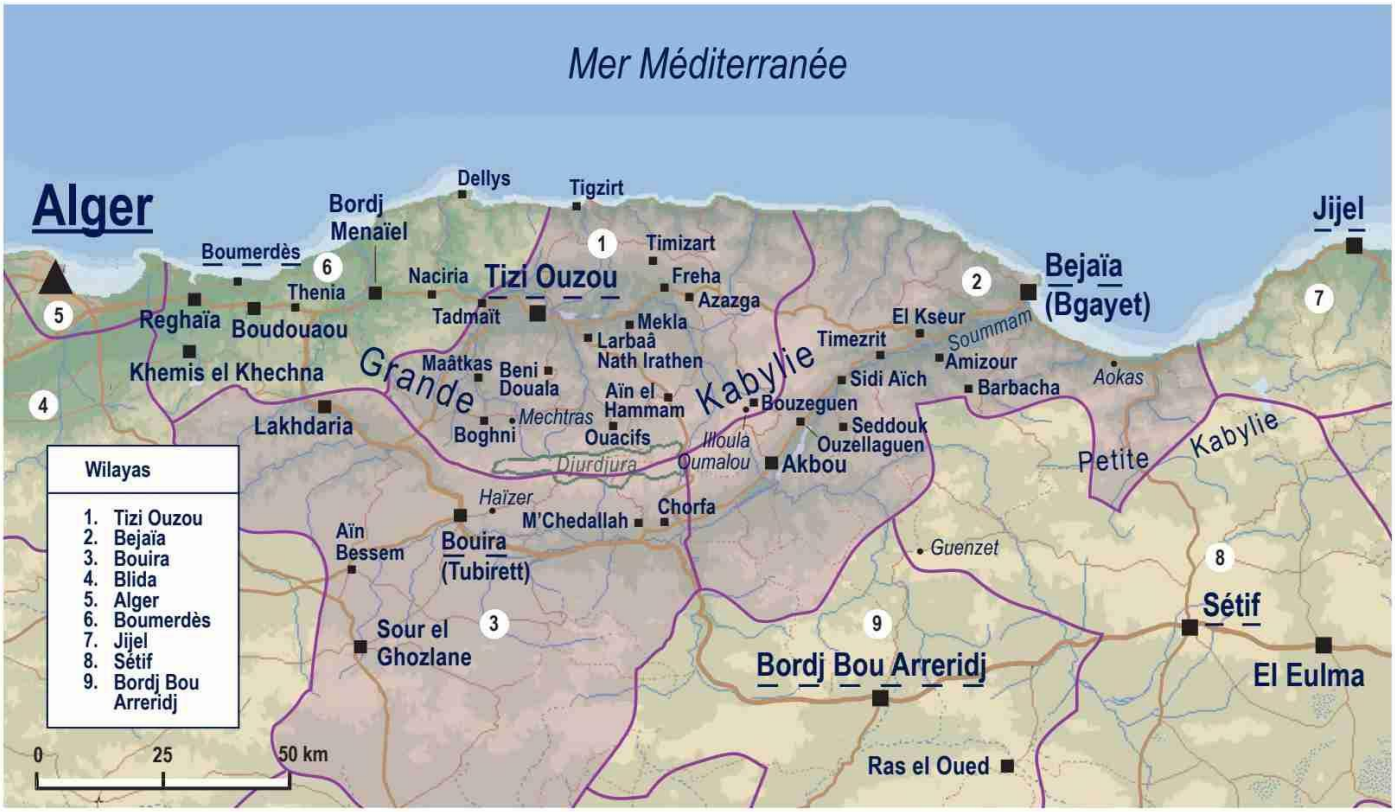
L'Algérie devient terre d'émeute. Du 2 au 6 juin 1991, il y a 50 morts ; la vague qui va du 24 juin au 12 juillet, puis ne s'apaise que doucement, monte plus haut encore qu'Octobre : il y a 250 morts, 5 000 arrestations, dont les leaders islamistes middleclass du FIS (Front islamique du salut), des camps de concentration sont construits dans le Sahara. Les classes moyennes s'effarouchent : en 1991, les élections législatives tournent à la victoire des islamistes, qui paraissent les meilleurs garants contre la révolution, parce que les moins usés, comme ils l'avaient été en Iran. Après le premier tour, il est certain que leur parti, le FIS, va remporter la plus éclatante victoire électorale. Mais tas corrompu et pourri, les restes de l'Etat issu du FLN et la direction de l'armée prennent peur à leur tour, et à juste titre : leurs trafics et leur mode de vie seraient les premiers sacrifiés avec un nouveau régime, quel qu'il soit. En contradiction flagrante avec leurs propres règles du jeu, ils annulent le premier tour des élections, qui avait eu lieu le 26 décembre.

Une dernière grande insurrection eut lieu en janvier et février 1992. Elle n'était déjà que le crépuscule, le baroud d'honneur, du mouvement dont Octobre avait été l'aurore, et juin 1991, le zénith, le concentré du possible. C'est pourtant la vague d'insurrection la plus importante et la plus intense que la riche Algérie ait connue. Avec des perspectives moindres, des jeunes plus nombreux arrivent sur le champ de bataille. Mais cette guerre a été perdue l'année d'avant.

L'Algérie est maintenant divisée : un régime militaire qui protège uniquement l'impunité d'une corruption du dernier tiers de siècle s'oppose à une majorité d'adolescents par tous les moyens ; entre eux papillonnent des islamistes, des démocrates occidentaux, tout un semi-monde semi-idéologisé qui va rapidement donner à la lente défaite des adolescents de cette génération son visage d'enfer policier. Car les combattants vaincus se retirent des villes, et tentent de prendre des armes dans le maquis. La clandestinité de cette lutte va permettre l'élimination progressive de toute cette rage, de cette belle fierté. La « sale guerre » est une guerre du maquis, de massacres de civils, que l'Etat et les islamistes ont partagée et perpétuée pour en finir avec cette turbulence qu'il fallait punir, épuiser, éradiquer. Sombrant dans l'imbécillité islamique, ou dans les démences du cheffisme militarisé, les survivants de cette grande purge ont vieilli vite et loin du possible des grandes insurrections de 1988 à 1992.

Enfin, la décomposition a atteint tous les partis, même cette guérilla si louche et si bien entretenue, qui survit à tout et qui massacre pour rien. Il faudra cependant attendre 1998 pour qu'une génération adolescente non happée par le terrorisme islamiste, les milices d'autodéfense, une armée et une police corrompues retrouve des accents et un peu de la vigueur de 1991. L'assassinat du chanteur kabyle Matoub, prodémocrate bon teint et anti-islam mauvais teint, provoque trois jours d'émeute, du 26 au 28 juin 1998 dans une demi-douzaine de villes de Kabylie, mouvement qui se poursuit, de manière plus larvée, au début du mois de juillet, notamment le 3, avec un assaut contre


ESPAGNE
Valence
Baléares
Sardaigne
Cagliari
Palerme
Sicile
Mer Méditerranée
Séville
Málaga
Alger
Tizi Ouzou
Jijel
Skikda
Collo
Annaba
Bejaïa
Tunis
Constantine
Mostaganem
Oran
Blida
Chleff
Sétif
Aïn Mlila
Aïn Fekroun
Oum el Bouaghi
Kairouan
Ceuta
Tanger
Melilla
Sidi Bel Abbès
Tiaret
ATLAS
Aïn Touta
Batna
Tébessa
Khenchela
Oujda
Tlemcen
Biskra
Tolga
Sfax
Fès
MAROC
TUNISIE
Tripoli
0
100
200 km
ALGERIE


Mer Méditerranée
Alger
Dellys
Tigzirt
Bordj Menaïel
Jijel
Boumerdès
Timizart
Naciria
Tizi Ouzou
Freha
Bejaïa (Bgayet)
Thenia
Azazga
Tadmaït
El Kseur
Reghaïa
Boudouaou
Mekla
Timezrit
Soummam
Larbaâ Nath Irathen
Amizour
Khemis el Khechna
Maâtkas
Beni Douala
Sidi Aïch
Aokas
Grande Kabylie
Barbacha
Aïn el Hammam
Bouzeguen
Lakhdaria
Mechtras
Seddouk
Boghni
Ouacifs
Ouzellaguen
Illoula Oumalou
Akbou
Djurdjura
Petite Kabylie
Haïzer
Chorfa
M'Chedallah
Aïn Bessem
Bouira (Tubirett)
Guenzet
Sétif
Sour el Ghozlane
Bordj Bou Arreridj
El Eulma
Ras el Oued
Wilayas
1. Tizi Ouzou
2. Bejaïa
3. Bouira
4. Blida
5. Alger
6. Boumerdès
7. Jijel
8. Sétif
9. Bordj Bou Arreridj
0
25
50 km

une gendarmerie où meurent 11 gendarmes, et le 7, troisième jour de manifestations avec affrontements dans plusieurs localités.

L'Etat bureaucratique et mafieux qui a réussi à réchapper à autant de révoltes, si vigoureuses, si pleines, n'a dû le salut des salopes qui le constituent qu'au soutien grandissant des Etats du reste du monde, Etats qu'on peut d'ailleurs supposer compromis dans les corruptions si manifestes des dirigeants algériens. Il faut dire que les révoltes en Algérie, depuis 1980, ont à chaque fois une portée critique contre le monde en entier, et l'Etat algérien a paru, à chaque fois, le moins mauvais rempart de ce monde contre la révolte en général qui s'esquissait dans les rues dont il avait l'administration. Assise sur un pactole fuyant de pétrole et de gaz naturel, la clique d'ordures intégrales qui gouverne aujourd'hui encore cet Etat (président : Bouteflika) vit elle-même barricadée et cadenassée dans une terreur qu'elle a essayé de généraliser à tous ses administrés, non sans succès, quoique, à ce jeu-là, ces infâmes prisonniers de leur propre luxe, de leurs rapines et de leurs abus en tous genres ne l'ont pas emporté : ils sont mêmes coupés de tout, ne savent pas ce qui se passe, et seuls les plus vigoureux tentent encore de rêver d'une issue qui leur permettrait de fréquenter à nouveau librement le sol d'Algérie, qu'ils ont souillé de tant de sang, de tant de crapuleries.

La Kabylie en général

La Kabylie est une région au nord-est de l'Algérie, à l'est d'Alger. Les Kabyles ne sont pas des Arabes, mais des Berbères, donc des descendants des autochtones qui vivaient dans cette région avant l'invasion arabe. La Kabylie n'est pas une région clairement délimitée. D'ouest en est, elle mesure environ deux cents kilomètres, et du nord au sud, une centaine. Trois wilayas, ou départements, de la division actuelle de l'Algérie en forment le cœur : Tizi Ouzou, Bejaïa et Bouira, avec pas tout à fait trois millions d'habitants ; quatre autres, Boumerdès, Bordj Bou Arreridj, Sétif, et Jijel, trois millions et demi d'habitants au total, ne peuvent pas être considérées comme principalement kabyles. La Kabylie est une sorte de petit territoire sans frontières officielles, plutôt accidenté, assez densément peuplé.

De l'insurrection kabyle massacrée en 1871, l'année de la Commune de Paris, au « printemps berbère » de 1980, l'année de la Commune de Kwangju, les habitants de la région ont gardé une grande cohésion, d'abord contre le colonisateur français, ensuite contre l'Etat bureaucratique algérien. Plusieurs phénomènes contribuent à cette cohésion. Il y a, d'abord, une langue propre, le kabyle ou tamazight, qui est seulement orale et qui n'a pas de statut officiel dans l'Etat algérien en 2001. Il y a l'habitat, mi-rural, mi-urbain, tel qu'il s'est développé depuis l'explosion démographique des cinquante dernières années : c'est une succession de localités (on ne sait jamais si on doit parler de ville ou de village ; deux villes seulement dépassent les cent mille habitants, Bejaïa et Tizi Ouzou) très rapprochées, souvent à flanc de montagne, entre cinq cents et mille cinq cents mètres d'altitude. Il y a des organisations qui doublonnent l'administration de l'Etat : les comités de villages, et les aârchs.

Le comité de village est l'émanation de l'assemblée de tous les hommes du village, jemaâ, plus souvent appelée selon son lieu de réunion, tajmaât (la « maison des hommes ») : celle-ci désigne des représentants qui forment un bureau – le comité proprement dit –, qui dispose d'un pouvoir de décision pouvant éventuellement s'exercer sans consultation de l'assemblée, qui se contente alors d'enregistrer la décision. L'activité du comité de village est principalement une activité de gestion

(entretien des routes, des conduites d'eau) qui pallie les insuffisances des municipalités, et l'assemblée discute, en outre, tous les problèmes que peut rencontrer la collectivité, en particulier ceux qui touchent à la préservation de l'honneur villageois.

Aârch signifie tribu. Le nom de chaque aârch se rapporte à un ancêtre commun, souvent mythique. C'est une sorte de fédération occasionnelle de plusieurs jemaâs sans aucune instance permanente ou codifiée. Comme dans la jemaâ, les décisions de l'aârch sont prises par consensus. Un aârch peut regrouper plusieurs villages (qui pouvaient parfois changer d'aârch), il a une existence permanente mais un territoire mouvant, sans aucune instance fixe : il ne se rassemble qu'en cas d'exception. Après un siècle d'occupation bureaucratique et militaire française et quarante ans d'occupation bureaucratique et militaire algérienne, quelques aârchs seulement subsistaient encore, surtout autour de Tizi Ouzou, non sans une certaine influence clientéliste, par exemple pour le contrôle de l'université de Tizi Ouzou. De façon circonstancielle, comme il était encore fréquent lorsqu'il s'agissait de lutter contre l'occupant turc, puis français, plusieurs aârchs pouvaient former une confédération, la qabilt.

L'onde de choc du « printemps berbère », en 1980, a secoué et ranimé ces organismes qui végétaient. « Dès 1984, sous l'effet de la répression, les jeunes contestataires se replient sur leurs villages. Comme si, impuissants à construire à l'échelle nationale ou régionale l'espace de liberté dont ils rêvaient, ils se résignaient à le réaliser d'abord chez eux. Ils réinvestissent la tajmat, bousculant les vieux qui monopolisaient depuis toujours cette institution. Non sans conflits. Dans tel village, les plus âgés ont cédé à la pression des jeunes, se sont démis de leurs fonctions en défiant les contestataires de gérer les affaires. Ils ont multiplié les blocages. "Très rapidement, on s'est aperçu qu on ne pouvait pas se passer des vieux", a admis l'un des "conjurés". Seuls les anciens connaissaient toutes les ficelles et disposaient du savoir indispensable – limites du village, parcelles de terrain – pour résoudre les problèmes de bornes déplacées et d'empiétements. Finalement, ils se sont contentés du simple rôle de "consultants" que les jeunes leur attribuaient. De 1984 à 1987, l'âge moyen des comités de villages est passé de 60-70 ans environ à 40-50 ans. »

« Les vieilles barbes de jadis qui dans un langage châtié monopolisaient la parole dans leurs joutes oratoires ont cédé la place à des jeunes qui utilisent un langage fonctionnel et efficace et dont les interventions respectent un ordre du jour. La solennité qui marquait les réunions de naguère s'est muée en une atmosphère de conseil d'administration. Les clivages politiques ont commencé à traverser les villages et les assemblées ont dû apprendre à s'accommoder de l'expression des oppositions individuelles. Le sacro-saint principe de l'unanimité était mis à mal. Tout au long des années 80, une véritable révolution silencieuse bouleversa ainsi les villages de Kabylie. »

Malgré ce timide début de mise en cause, où les vieux ont pris la place des très vieux, deux principes importants contribuent toujours à resserrer le filet : l'honneur villageois, et le consensus, qui forgent littéralement une sorte de communauté. Avec la langue, martyre, le doublement de l'encadrement de l'Etat par les comités de villages et les aârchs, le fait que tout le monde se connaît, et des principes forgés à une époque où l'individu, c'est-à-dire la particularité de la conscience, n'était pas encore proéminent, on imagine que les Kabyles ont gardé le respect de la famille et des vieux bien au-delà de ce qu'il est dans les grandes agglomérations de la planète ; c'est-à-dire qu'à l'horizontalité générationnelle (si on peut dire) du monde ambiant de la fin de l'exode rural s'oppose, en Kabylie, le maintien d'une verticalité ancestrale, paysanne et montagnarde, coagulée par les liens du sang.

Enfin, comme si ces lourds fardeaux du conservatisme ne suffisaient pas, la Kabylie est affligée de forts mouvements autonomistes, ou indépendantistes. En temps de paix sociale, ces petits tas de

militants ne nuisent que parce qu'ils font du tapage diurne et parce qu'ils polluent les comités de villages de leur lobbying intéressé, mais ils ne sont d'aucune autre utilité. En temps de conflit, par contre, ils sont dans les premiers rangs des récupérateurs, tant ils savent bien ramener et limiter toute perspective un peu dégagée à leur étroit particularisme, essentiellement linguistique. Pour les distinguer des gueux, et même des autres valets à l'esprit moins fermé, ils seront appelés ici par la suite les Kabyles mentaux et leur marotte, identitaire ou citoyenne, le kabyle mental. « Les conséquences des émeutes d'octobre 1988 la révéleront au grand jour. Les réformes politiques conduisent en effet à l'explosion des associations culturelles. Plusieurs centaines sont créées en quelques mois par les jeunes issus du printemps berbère. Parallèlement, de nombreux villages décident de transformer les *tajmat* en associations, leur donnant enfin une existence légale. Partout, dans le massif central kabyle, la vénérable institution acquiert une personnalité morale, un compte en banque et pourvoit à l'essentiel des besoins du village. Les "organisations obsolètes" sont fin prêtes à devenir, dans les années 90, le refuge de la citoyenneté en Kabylie. »

Par sa particularité à l'intérieur de l'Algérie, par ses nombreuses révoltes, et par le culte kabyle mental de ces événements pétrifiés en traditions, la Kabylie se trouve être plus laïque que musulmane, plus degauche que dedroite, plus francophone que le reste de l'Algérie. Ce sont là des représentations de l'ensemble illusoire appelé Kabylie, mais qui par une de ces nombreuses hypertrophies de l'idéologie sont à ce point assimilées à des réalités qu'elles menacent d'en devenir. Aussi, la Kabylie et les Kabyles sont fortement soutenus par l'information dominante, le démocratisme parlementaire, et l'ancienne métropole, la France ; vus du monde occidental, ils représentent une sorte de bien, qu'on peut opposer à cet incroyable Etat algérien, pourri jusqu'au fond des burnous, à l'islam de la sale guerre bientôt benladénisé, aux mafias à képi et sans. Et ce n'est pas l'un des moindres boulets des pauvres de cette belle région.

B – Le printemps 2001

18-30 avril : dilatation des cœurs

Le 18 avril 2001, un lycéen de Beni Douala, dans la wilaya de Tizi Ouzou en Kabylie, est arrêté par les gendarmes et criblé de balles dans l'enceinte de leur brigade. Le vendredi 20, jour de commémoration du « printemps berbère » de 1980, on apprend qu'il est décédé. Le 21, les manifestants regroupés devant la gendarmerie de Beni Douala commencent à lancer des pierres, et tentent de s'emparer de l'édifice. Le lendemain, le 22, à soixante-quinze kilomètres à vol d'oiseau de Beni Douala, à Amizour, dans la wilaya de Bejaïa, toujours en Kabylie, des gendarmes arrêtent trois collégiens qui les auraient insultés pendant les manifestations de commémoration. Les lycéens d'Amizour quittent leur lycée « rejoints par des jeunes chômeurs » qui quittent leur chômage pour assiéger la gendarmerie, puis, comme à Beni Douala, la caillasser, et tenter de la prendre de force. Ensuite, ils attaquent la mairie et le siège de la daïra (sous-préfecture), et y mettent le feu.

Le lundi 23, l'émeute continue à Beni Douala, où les brigades antiémeutes sont venues renforcer les gendarmes et « des centaines de jeunes descendent à Amizour pour épauler les insurgés » : le

tribunal et la kasma du FLN sont saccagés. A dix-sept kilomètres d'Amizour, les lycéens du village de Barbacha à leur tour attaquent le siège de la daïra.

Le 24 avril, à Beni Douala, on compte les blessés, 82, et on lance un ultimatum en nombre d'heures aux gendarmes pour quitter la commune : 72. A Amizour, les combats continuent : il y aurait des « dizaines de blessés de part et d'autre » et à Barbacha aussi. Enfin, il y aurait des « scènes d'émeute » – édifices publics saccagés, nombreux blessés – dans trois nouvelles localités : Sidi Aïch, El Kseur, Seddouk.

Le 25 avril, des émeutes ont lieu dans au moins neuf localités. Partout, on s'en prend aux gendarmes maintenant en défense, et aux édifices publics, maintenant sans défense. Mairie, banques, siège des impôts, société nationale du gaz, poste, siège de daïra, habitations de fonctionnaires, et bien sûr gendarmerie, sont les cibles principales de cet assaut qui s'étend. Il y a des barricades en zone urbaine et des coupures de routes en zones rurales. De petits groupes, furieux et joyeux, où les enfants et adolescents sont en majorité, agissent de la même manière sans doute sans se connaître, et en ne sachant ce qui s'est passé dans les deux foyers initiaux que par la presse, quelques affiches murales et le grondement incertain et immesurable du bouche-à-oreille qui s'accélère à travers la dense communauté de Kabylie. Mais on sait que la colère est juste, et on sent que c'est donc enfin l'heure de l'assaut contre l'ennemi haï, le flic, le gendarme, l'Etat. Il y a 5 morts.

Du 26 au 28 avril, la vague d'émeutes atteint son apogée. Des émeutes ont maintenant lieu dans les trois chefs-lieux de wilayas, Tizi Ouzou, Bejaïa, Bouira, où les manifestations des partis traditionnels de récupérateurs, comme le FFS (Front des forces socialistes), sont débordées par le goût de l'affrontement, par la rage qui ne se satisfait plus des revendications sensées, des commissions d'enquêtes, et du sacrifice de quelques boucs émissaires, auxquels l'Etat, inquiet, semble prêt à consentir. Les cibles des déprédations sont maintenant des représentations de l'Etat bien au-delà des gendarmes – on détruit du mobilier urbain, des agences d'Air Algérie, des maisons de la culture, la Compagnie nationale algérienne de navigation, des sièges des partis politiques, un hôtel, un siège de sécurité sociale, un tribunal, on casse la gueule à un maire ; des barricades contrôlent les rues, des piquets contrôlent les routes ; les slogans donnent un autre éclairage sur la profondeur du mouvement, « vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts » et « ulac smah ulac » (pas de pardon).

Ce n'est plus seulement une injustice particulière, voire deux, que les émeutiers d'Algérie combattent, c'est la hogra, « le mépris et l'injustice que leur infligent les pouvoirs publics ». Quand une révolte prend pour objet la honte généralisée – non pas encore par l'organisation du monde, mais au moins par un régime politique et social particulier –, jusque-là vécue comme une fatalité, alors on est dans une insurrection. Dans toutes les émeutes du monde, l'écrasante majorité des participants connaissent la hogra. Mais il est rare qu'ils soient capables de la nommer, et exceptionnel qu'ils le fassent comme l'objet de leur émotion publique. Une insurrection qui combat le comportement général des gestionnaires de la société est sur le point d'ouvrir un débat de fond sur la société.

C'est pourquoi entre le 26 et le 28, la bataille est acharnée. On se bat dans trente-quatre localités, et même en dehors des trois wilayas centrales de Kabylie, dans celles de Sétif et de Boumerdès. L'Etat algérien, qui derrière ses murs, ses miradors et ses verres fumés a senti la vieille peur de 1991 – à Azazga, la brigade de gendarmerie aurait été détruite –, envoie dix mille hommes en renfort dans la seule wilaya de Tizi Ouzou, où l'épicentre de la révolte s'est déplacé, ce 27 avril. Les gendarmes, Etat dans l'Etat, paniqués ou survoltés tirent à balles réelles. Pendant ces trois jours, il y a environ 50 morts. Et c'est cette féroce répression qui va forcer le reflux de l'assaut.

De cette vague d'avril, il faut retenir d'abord la fraîcheur et la virulence d'une nouvelle génération, qui n'a pas connu l'insurrection d'Octobre (à Beni Douala, la population a doublé entre 1987 et 2003) – et poser la révolte en terme de génération est une critique en actes de l'espèce de communauté kabyle ; la participation de l'ensemble d'une région, ce qui s'avère à la fois une force, parce que c'est toute une population, générations et divisions sociales confondues, qui soutient la forme de révolte la plus radicale, l'émeute, et une faiblesse, parce que l'ennemi tendra, tout de suite, à amalgamer cette révolte à la région, ce qui va ainsi contribuer à la limiter géographiquement ; la critique de la hogra, qui permet d'atteindre une généralité et de discuter une abstraction, ce qui est extrêmement prometteur pour un débat sur le genre humain. Et on retiendra deux grandes faiblesses : le « martyrisme », qui s'est constitué dans l'arrière-cour de l'émeute, comme discours dominant des vieux, vaine pleurnicherie qui coupe les genoux et les cœurs et qui usurpe la priorité à la joie du saccage et à ses conséquences possibles ; et le respect ou tout au moins la neutralité accordée à deux catégories d'ennemis de la révolte dans le monde : les journalistes et les marchands. Les journalistes, parce qu'ils se sont positionnés en opposants au régime (sauf bien sûr ceux qui lui sont officiellement inféodés), n'ont pas été perçus comme également torpilleurs et usurpateurs de la parole qui est l'enjeu d'une insurrection, et n'ont pas été agressés ; au contraire, ils apportaient un clair soutien à l'insurrection, ne serait-ce que par le contraste entre le silence absolu de la presse du régime et l'exhaustivité de la presse d'opposition, dont la précision effarée prenait toute la place aux habituels commentaires bien-pensants, et contribuait, probablement, à la propagation des émeutes. Et, dans le monde des *albanais* et du grand pillage de Jakarta, la marchandise a été très largement épargnée en Algérie, comme si elle ne participait pas de la hogra, comme si les marchands, protégés par la même cohésion de la population qui a permis la progression rapide de l'émeute, pouvaient soutenir ou même s'intégrer à une révolte dont l'horizon était encore si vaste.

1er-18 mai : contraction des esprits

Fin avril – avec la sanglante répression qui ralentit les affrontements – n'est pas une véritable victoire de l'Etat : là cesse seulement la déroute de son bras armé gendarme. Les deux partis sont maintenant face à face. D'un côté de la hogra, la vigueur du plaisir et le goût de transcender sont simplement suspendus ; de l'autre, le mépris et la hargne ont seulement maintenu une position fort menacée. Mais comme la peur est également répartie entre les deux côtés de cette barricade, l'idée de l'assaut s'échappe encore du champ de bataille fumant et le mouvement de pensée qu'avril a esquissé dans sa brusquerie factuelle va être repris et commence à être transcrit par ceux qui n'y ont pas participé directement.

C'est un croisement important et délicat de toutes les révoltes qui vont au-delà de la première expression : la mutation de l'acte en verbe, qui est son prolongement, son approfondissement, sa tentative d'universalisation mais aussi son exténuation, sa soumission à une expression plus policée, la langue, un devenir autre avec de nouveaux intervenants qui peuvent trahir ce qui précède et parfois hypothèquent ce qui est possible. Ce sont rarement ceux qui, sur les barricades et les piquets, ont fait la coupure, qui la traduisent aussi en organisation, en programme, en projet ; ceux qui ont mis leur vie en jeu sont trop souvent exclus, par la suite, de la définition de ce qu'ils ont permis. Trop jeunes, trop bruts, exténués aussi, ils laissent aux plus vieux, aux plus verbeux, des formulations qu'ils sous-estiment et des explications qui les soumettent. C'est une double nécessité qui fait ce moment si important pour le devenir d'un acte de critique : d'une part, c'est le moment du ralliement de tous les indécis, de tous les retardataires, de tous les timorés, que la joie entraînante

de la révolte a donc su convaincre, et d'autre part, c'est le moment où les spectateurs disputent le pouvoir aux acteurs, où les sages analysent les turbulents et où se cherche le sens de l'explosion de vitalité qui par là même est en danger. Enfin, en Kabylie, parce que c'est une génération qui est dans la rue, la communauté familiale et consensuelle est obligée de courir derrière ces révoltés pour que leur acte réintègre le bloc défini par la consanguinité, lui aussi en danger : « Nous n'avons jamais vu cela. Nous assistons à l'émergence d'une génération qui brave la mort à poitrine nue. Et avec nous qui sommes leurs aînés, leurs parents, il n'y a aucune possibilité de communication. Ces enfants, les nôtres, me font peur ! »

Dès le 25 avril, à l'université de Bejaïa, un « comité provisoire » aurait été créé par des universitaires, des syndicalistes et des dissidents de partis politiques. Les manifestations qu'il convoque le 29 avril et le 1er mai se régénèrent encore en émeutes. Le 7 mai, par contre, plusieurs milliers de manifestants restent dans les limites du service d'ordre, et on voit bien là comment refroidir la colère en la faisant marcher. A Tizi Ouzou, le 4 mai, premier de deux jours d'émeute à Boghni, une « coordination provisoire des quartiers » lance un appel à la grève générale et au deuil ; l'après-midi même, l'appel est contredit par une coordination du même nom, moins le provisoire, qui dénonce « l'usurpation des organisations et des sigles ». Pendant que de marches en meetings, de grèves en hommages aux morts la rue ne désemplit pas mais ne combat plus à pierres contre plomb, les vieux s'émeuvent à leur tour et à leur façon : le 25 avril, à Larbaâ Nath Irathen, une « assemblée des sages des villes touchées » avait déjà prévu de se réunir en « assemblée constitutive ». En effet, dans plusieurs localités se sont constitués des « comités de suivi ». C'est surtout par l'hommage aux morts, par l'aide aux blessés, que se manifeste maintenant une forme de solidarité organisée par les non-émeutiers.

Ce ne sont pas les émeutiers qui s'organisent ainsi, mais clairement leurs familles, qui vont désormais tenir un langage qui n'est pas celui de la rue ni des barricades, comme lors de ces « bavures » dans les banlieues en France depuis dix ans où, après un ou plusieurs soirs d'émeute, les familles sont intercalées pour appeler au deuil et au calme que l'Etat n'arrive plus à assurer. « Si les manifestants et les regroupements spontanés des citoyens de la localité récusent élus et hommes politiques, ils acceptent la médiation des représentants des comités de villages des environs. Devant l'ampleur de l'indignation et de la colère, ces derniers s'organisent en coordination communale, puis cantonale. »

Dans toutes les grandes révoltes, surtout celles où l'ennemi se défend ou contre-attaque avec vigueur, la solidarité devient une valeur centrale. Elle est, en effet, un comportement que les gestionnaires de la société hiérarchique ne peuvent pas s'approprier, malgré tous les efforts de façade déployés en ce sens dans la morale middleclass. Quand la générosité des pauvres commence dans les poitrines nues contre la hogra, elle entraîne les moins courageux et les moins belliqueux des plus pauvres à donner ce qu'ils ont, la main sur le cœur comme on dit, pour cette même passion que les gestionnaires ne peuvent que combattre. Mais la solidarité est aussi ce qui permet d'unir ce qui était divisé – les émeutiers et les sympathisants –, d'égaliser la qualité du combattant et celle de l'exégète ou du suiviste, qui assurément ne sont pas égales. Cette fonction de la solidarité à supprimer la division est ainsi un cheval de Troie de la récupération, parce que la solidarité interdit implicitement la critique entre tous ceux qu'elle englobe, la désunion, surtout dans une Kabylie où l'idée de consensus reste impérative, et où le respect aux anciens est cultivé. Et la solidarité donne toujours raison à ceux qui viennent après, et qui n'ont pas toujours raison.

Les nouvelles formes d'organisation surgies de la révolte ne sont pas les seules, en effet, à participer à l'élan de solidarité. A l'exemple de ce qui avait été le cas à Beni Douala dès le 20 avril, des

représentants de comités de villages, ou se définissant comme membres d'aârchs, en ordre dispersé, rencontrent le wali de Tizi Ouzou, en particulier le 2 mai, pour réduire le possible de l'insurrection à deux demandes qui en font partie : désignation des responsables de la répression, remplacement des gendarmes – deux revendications, en passant, qui excèdent de beaucoup les prérogatives de ce préfet.

Ces deux types d'organisation préexistantes, les comités de villages et les aârchs, qui n'ont pas été attaquées par les émeutiers parce qu'elles ne sont pas assimilées à cet Etat qui paie ces gendarmes, mais qui se sont interposées pour faire cesser des affrontements ou pour empêcher la destruction d'édifices publics, tentent maintenant de négocier avec les deux partis non réconciliés, profitant simultanément de la faiblesse des émeutiers et de la faiblesse du pouvoir central algérien. Ce sont essentiellement ces organisations qui vont insuffler au mouvement sa forme et sa cohésion.

Le 10 mai, deux cents « délégués » hétéroclites, essentiellement de villages, quartiers, communes de la wilaya de Tizi Ouzou, se réunissent à Beni Douala. Plusieurs heures de débat font émerger deux objectifs principaux : constituer une coordination à la plus grande échelle possible, et élaborer des revendications. Cette assemblée appelle à ce que toutes les communes se dotent de coordinations locales ; elle établit un comité provisoire ; et elle convoque une nouvelle réunion le 17 mai à Illoula Oumalou. Le lendemain, 11 mai, à Ouzellaguen, quinze communes de la wilaya de Bejaïa, bien décidées à étendre elles aussi leur association, forment un « Conseil des comités de suivi de la Soummam » et prennent rendez-vous pour le 18 mai, à Akbou, dans une démarche déjà similaire à celle de Beni Douala jusque dans l'intervalle entre les réunions.

De groupes épars, réunis par l'effroi devant l'indignation et la colère adolescentes, on est maintenant passé à ces deux sortes de fédérations, déterminées et réfléchies. Elles donnent à l'insurrection son écho, apportent à l'acte illégal de la révolte un soutien massif de la part de tous les pauvres moins radicalement en rupture, mais elles commencent aussi, par le listage des revendications, à tailler dans le possible, et pas qu'un peu : le départ de la gendarmerie, en entier et en détail, et la libération des détenus sont les deux seuls points, établis à ce moment-là à Beni Douala, qui correspondent à une perspective minimum de l'émeute. Mais déjà la revendication de blanchiment des détenus laisse entendre que l'Etat peut les innocenter de ce qu'ils ont fait, et spécule donc sur la pérennité de l'Etat ; le réaménagement du calendrier scolaire ravale aussi l'insurrection à une sorte de paroxysme passager, loin en dessous de sa qualité de casseur de verrou. Le statut de martyr exigé pour les victimes est une pleurnicherie indigne, drapée dans la dignité passive et réactive de ceux qui n'ont pas participé. Réaliser l'Etat de droit n'était certainement pas à l'ordre du jour dans la rue, où il s'agissait au contraire de démantibuler l'Etat, et où le droit était de toutes façons contre l'émeute, comme partout et toujours. Quant à la revendication d'officialisation du tamazight, qui s'incruste là sans le moindre rapport avec l'émeute, elle va seulement permettre aux ennemis de cette révolte de la confiner plus efficacement à la seule Kabylie. Cette première formulation revendicative de l'insurrection retombe donc très en dessous de ce que serait une critique de la hogra pour en finir.

Du 11 au 17 mai, partout, des comités locaux se forment et se coordonnent, alors que le grondement de l'émeute continue, le 12 mai, à Bouzeguen et à Azazga. Le 17 mai, à Illoula Oumalou, les délégués de vingt-deux coordinations de la wilaya de Tizi Ouzou regroupent en une plate-forme les revendications de la semaine précédente. Une manifestation est convoquée pour le 21 mai à Tizi Ouzou. Les gendarmes sont mis en quarantaine. Héritage direct du droit coutumier kabyle, cet

isolement total doit être strictement respecté par tous, tout manquement à la règle menaçant les fautifs de déshonneur et d'être livrés à l'opprobre.

Positions des ennemis traditionnels de l'émeute

Les partis politiques, nettement désavoués, courent après le wagon. Les deux ministres du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) de l'arriviste Saïd Sadi ont démissionné du gouvernement, trop tard, le 1er mai. Le FFS de l'arriviste de toujours, le FoFoSsile Aït Ahmed, tente de profiter d'une compromission moindre avec le régime, mais pas avec ce qu'il représente, pour occuper le terrain de la récupération. Mais on le voit venir de loin, avec sa trogne télégénique qui plaît tant aux bons démocroûtes au pays de l'ancien colonisateur français.

L'Etat algérien, paranoïaque et mafieux, qui a depuis longtemps perdu le contact avec la population dont il est censé être l'émanation, ne sait ni ne comprend ce qui se passe. Il a simplement consigné les gendarmes dans les casernes. C'est la police antiémeute, les CNS, à peine moins haïe, qui patrouille. On peut penser que cet Etat lit les événements dans l'information dominante, dont il se défie, et peu édifié par ce qu'il y comprend, consulte d'autres sources, comme les chancelleries amies, non parce qu'elles seraient mieux informées, mais parce qu'elles sont amies.

L'information sur l'Algérie est étagée selon les divisions de l'information dans le monde : on a d'abord la presse survivante de l'ex-régime stalinien, porte-voix exclusif de cet Etat barricadé dans ses fautes inexpiables. On a, ensuite, la presse « indépendante », sur le papier, c'est le cas de le dire, née après l'insurrection de 1988, ralliée au putsch de 1992, mais jouant la critique contre l'Etat bureaucratique et corrompu, ce qui donne justement une caution de libéralité à cet Etat. Cette information est principalement la presse francophone. On a, au-dessus de cette presse, son modèle, son parrain, l'information française. Et on a, au-dessus de cet étage, l'information mondiale middleclass, en constitution.

Pour se faire une idée de l'information algérienne, il suffit de rappeler que, francophone ou arabophone, elle soutient en bloc l'Etat « éradicateur » dans la « sale guerre » : dans ce genre de conflit, ceux qui ne soutiennent pas l'Etat sont donc ses ennemis, des terroristes. L'anathème est d'ailleurs l'un des buts de cette « sale guerre ». Et comment une information nationale pourrait-elle être ennemie de l'Etat, et de ses différentes polices terroristes ? Et quelle importance qu'elle choisisse l'une ou l'autre police, pourvu qu'elle ne dénonce pas que les deux camps sont en fait un dédoublement du même camp, un désordre pour maintenir l'ordre. Incapables depuis longtemps de fomenter des émeutes, parce qu'ils sont incapables d'en contrôler les conséquences, les gouvernants fomentent apparemment des terrorismes, pour parvenir au même résultat.

C'est la tête de pont de l'information middleclass en Algérie, la presse francophone, principalement lue en Kabylie, qui va jouer le rôle déterminant de ce parti principal du dispositif ennemi. Juste avant les premières émeutes, en avril 2001, elle est en conflit avec le président Brouteflicard, qui, lassé par les insinuations et les quolibets que cette bonne parole d'Occident vient porter contre ses tentatives de pérenniser l'état de fait né du putsch de 1992, prépare une loi presse-kiki, immédiatement contestée par toute la virulence de la middleclass au travail : pétitions, manifestations, et même de très virulents sit-in !

En avril, par conséquent, cette information prend le parti de l'insurrection, ou plus exactement, elle instrumente et recadre l'insurrection selon ses propres critères : d'abord, un absurde parallèle est fait entre la révolte et le mouvement de contestation à sit-in des journalistes, voulant sans doute laisser la vague impression que la première procède du second ; ensuite, les émeutes sont présentées selon la version habituelle de l'information dominante en France et au-dessus : triste affaire, inévitable gâchis, résultat regrettable d'un, voire de plusieurs plombs pétés, témoignage d'un grave dysfonctionnement de gestion, corruption, mafia, abus de toutes sortes, hochements de tête répétés, soupirs. L'indignation contre la brutalité des gendarmes et le nombre des victimes, qui alimentent le martyrisme paralysant, et la critique en faveur de « l'Etat de droit » ou des mouvements « citoyens » sont des thèmes favoris dans les salles de rédaction middleclass. Les délégués de Beni Douala et d'Ouzellaguen sont donc sur la même longueur d'onde que les délégués du 'Matin' et du 'Soir d'Algérie', et ça tombe bien, parce que de part et d'autre on cherche des alliés, dans ce monde cruel et hostile. Très vite, délégués et journalistes vont devenir, en Kabylie, des interlocuteurs réciproques, parlant la même langue, et défendant les mêmes intérêts.

A l'étage supérieur, la presse française rapporte seulement des digests, légèrement saucés, extrêmement avares de détails pimentés, de la presse francophone algérienne. Tout comme celle-ci avait commencé par la mise en relief de ses propres contestations par l'émeute, la presse française a commencé par la mise en relief de la très importante affaire Nezzar – cette ex-éminence grise de la dictature algérienne accusée de n'avoir pas respecté les règles des Etats de droit – par l'émeute, qui était d'abord comme une sorte de coïncidence (clin d'œil), de bruit de fond. Rien, dans l'information française, n'a permis de penser que son monde était en cause, même lorsque l'émeute atteignit la une de 'Libération' : encore un putain de malaise de la jeunesse, et c'est bien normal avec un régime aussi corrompu (là, le ton baisse légèrement, parce que ce régime a montré qu'il sait boutefliquer hors d'Algérie ce type d'insinuation non prouvée selon les règles de la profession des journalistes).

Par conséquent, à l'étage encore supérieur, le monde non francophone, les règlements de comptes de la lointaine satrapie algéroise sont facilement confondus avec la boucherie permanente qu'elle était devenue pendant une décennie, à travers sa sale guerre sans intérêt.

19-31 mai : dilatation des esprits

Le 19 mai, à Seddouk, Aokas, Sidi Aïch et à nouveau Amizour, c'est reparti : manifestations, destructions de bâtiments (un siège du RCD, une ancienne brigade de gendarmerie, un siège de Sonelgaz, un central téléphonique), incendies, affrontements. Alors qu'en avril les bavures initiales avaient presque réussi à éclipser toutes les autres raisons des émeutes, les causes de cette reprise de la contradiction en actes demeurent ignorées, inessentielles, évidentes. Le lendemain, 20 mai, ce sont les commissariats, à Seddouk, à El Kseur, qui sont les cibles. Et le 21, ce sont au moins cinq localités où les défenseurs uniformés de l'Etat sont pris d'assaut. Si la cible privilégiée reste les gendarmes, elle s'élargit aux différents services de police qui ont repris le maintien de l'ordre à ces irresponsables à la patte trop lourde. Le même 21 mai a lieu la manifestation de Tizi Ouzou qui aurait réuni le très improbable nombre de cinq cent mille personnes, soit le triple de la population totale de l'agglomération, y compris les impotents et les nourrissons. Mais là aussi, les jeunes émeutiers retrouvent les plaisirs d'avril quand ils débordent les organisateurs au moment de remettre leurs revendications aux autorités : la prise de la wilaya échoue seulement à cause de l'intercession

des organisateurs de la manifestation ; c'est donc le centre-ville qui devient terrain de bataille : barricades, cocktails, 40 blessés, et caillasses indistinctement lancées sur l'ennemi en uniforme et sur ceux des organisateurs de la manifestation de nouveau en train de s'interposer.

Cette reprise des émeutes signale que la division entre le mouvement de destruction et le mouvement de la parole est plus profonde que ce qui était senti. C'est comme si le premier tour de parole des vieux n'avait pas satisfait les jeunes qui l'avaient initié. Et c'est dans leur langage où les mots ne sont que criés qu'ils hurlent ce dont la synthèse déposée à la wilaya de Tizi Ouzou ne rend pas suffisamment compte. Mais, comme les émeutiers ont un langage sibyllin et non décodé, il peut aussi être interprété à l'inverse : les émeutes reprennent parce qu'elles sont désormais fertilisées, expliquées et exploitées par la respectabilité qui les suit en courant, et non sans leur donner raison. C'est à ce curieux dialogue, feutré et dissimulé, que se livrent désormais les deux ailes d'un mouvement qui apprend à voler.

Le 22 mai, les émeutes continuent, indifférentes à la manifestation de la veille. Y compris Tizi Ouzou, ce sont sept localités où gendarmes, police, bâtiments publics sont attaqués et fumés. Le 23, le mouvement s'étend : il y a, dans la mesure où l'on peut se fier aux informateurs, dix localités touchées, et 1 mort. Le 24, on dénombre au moins treize champs de bataille, dont le retour de Beni Douala, 2 morts dont un gendarme, et plus de 100 blessés. Il y a à nouveau 2 morts, le 25 mai, jour où la gendarmerie d'Azazga est prise et incendiée, comme en avril. Un émeutier est tué le 26 mai à Chorfa par les gendarmes assiégés ; depuis la reprise de la partie, c'est le jour où les affrontements sont les plus nombreux. On se bat dans les trois wilayas. Des routes sont bloquées. Parmi de nouveaux types de bâtiments détruits il faut maintenant compter un collège, une maison des jeunes, un parc communal, le café d'un collabo, tous des lieux de rencontre et parfois de loisir pour cette catégorie d'handicapés de la vie qu'on appelle les jeunes, ce qui devrait donner à penser, notamment aux jeunes. Saluons aussi l'échec de la tentative de couvre-feu à Akbou, puisqu'elle décuple la colère ; ou encore le piquet de la route Tizi-Alger qui contraint les passants à saluer un âne peint aux couleurs de la gendarmerie.

Mais la mise en question du loisir permis est radicalisée par les gendarmes. Cette police dépendante de l'armée, qui vit comme un occupant étranger, boycotté, haï, sans perspectives, s'est vu interdire de faire usage des armes à feu après la cinquantaine de morts d'avril, la dose létale étant jugée plus dangereuse pour l'Etat que dissuasive pour la rue – ce qui n'empêche pas que la plupart des morts de mai sont des victimes de balles de la gendarmerie. Du 19 au 30 mai, au moins vingt-sept gendarmeries sont assiégées, certaines prises d'assaut, défoncées au poids-lourd bélier, ou à la bouteille de butane. Les gendarmes se comportent en sauvages pris au piège : ils tirent à la kalachnikov sur des façades de maisons, arrêtent, attachent et utilisent comme bouclier un enfant de huit ans, relâchent nus leurs prisonniers tabassés, lâchent des chiens contre les manifestants, pillent et saccagent des magasins. Les « citoyens » les appellent ainsi les « forces du désordre », et les émeutiers paraissent paradoxalement les garants justiciers de l'ordre, ce qui d'un côté légitime les émeutes, de l'autre blanchit et positive leur négativité. Que le pillage et l'agression des marchands soient perpétrés par les défenseurs de l'Etat en lutte contre des insurgés est encore la façon la plus originale, et de ce fait peut-être la plus efficace, que la société de la communication infinie ait inventée pour protéger la marchandise.

Comme le mois précédent, c'est du 26 au 28 que la vague d'émeutes culmine. Le 27 mai, ce sont au moins seize localités où des combats et des destructions ont lieu, y compris quatre chefs-lieux de wilayas : Bejaïa (destruction de la radio locale, première prise par l'oreillette de l'information), Tizi

Ouzou, Boumerdès, Bouira. Le 28 mai est la journée la plus meurtrière depuis la reprise de la partie dans la rue : 6 morts. Le 29 mai, le mouvement décroît : on se bat encore à Beni Douala, Mechtras, Tizi Ouzou, Sidi Aïch et Naciria. Blocages de routes et affrontements avec destruction ont encore lieu dans onze localités, le 30 mai. Et le 31, une marche organisée par le FFS à Alger, qui aurait réuni deux cent mille personnes (sans les impotents ni les nourrissons), est accueillie à la caillasse par les jeunes de La Casbah et de Bab el Oued. Ce sont donc des gueux, c'est-à-dire des ennemis de cette société, qui attaquent une manifestation contre le régime ; il y aura 1 mort, tué par une balle de militaire. Le même jour, une autre manifestation à Amizour (prétendument cinquante mille dans une ville de quarante mille habitants, dont les impotents et les nourrissons) marque le quarantième jour de deuil des premières victimes dans cette localité, et se termine dans les barricades et dans l'assaut du tribunal, comme aux plus belles journées de Téhéran, vingt-trois ans plus tôt. Deux gendarmes sont arrêtés pour « usage abusif de leurs armes ». Le malheur de l'Etat, qui veut faire croire on ne sait à qui à sa bonne volonté, c'est qu'ils n'étaient pas que deux.

De cette série d'émeutes qui s'arrête là, de manière aussi inexpliquée qu'elle avait commencé, il faut remarquer d'abord que, si elle ressemble *furieusement* à celle d'avril (durée, étendue, enjeux, combattants), elle en diffère par de nombreux points. D'abord, les combats ne sont plus les mêmes. Les gendarmes tirent moins, et jouent plus aux voyous. Ils sont encadrés par des brigades anti-émeutes, qui imitent parfois l'arbitraire désespéré des gendarmes et de la sale dictature qui n'a même plus le souvenir de ce qu'on pourrait appeler une guerre propre, et qui sont à leur tour attaqués, mais qui se défendent avec le lacrymogène et la matraque, moins létales : il y a moins de morts. Les émeutiers aussi paraissent se battre de la même façon qu'en avril, mais il n'en est rien. Ils ont cette fois-ci une expérience du combat et une connaissance de ce qu'est la tactique, art du champ de bataille qu'ils découvraient seulement un mois plus tôt. Ce ne sont plus véritablement des émeutes comme celles qui ont ouvert les plus larges possibilités de débat au cours du demi-siècle écoulé. Il n'y a plus de rencontres : si on ne se connaissait pas déjà en y allant, village par village ou quartier par quartier, les émeutes d'avril ont désigné les participants, ceux qui sont dans la rue en mai sont les mêmes, tout le monde se connaît, se reconnaît. Ce sont maintenant des assauts, vraisemblablement avec des embryons d'organisation, concentrés sur les gendarmeries et qui dévient seulement sur d'autres bâtiments quand ils glissent sur la cuirasse de l'ennemi, certes démoralisé, mais tout de même mieux armé, ayant pour caution un Etat, certes démoralisé, mais qui a pour caution tous les Etats du monde. La légitimité obtenue par les revendications des délégués et par l'inconduite des gendarmes focalise une colère qui est passée des intestins aux consciences, juste mais limitée, dont on a du mal à étendre le possible, à réfléchir la profondeur, déjà en partie balisée, parce que justement la profondeur d'une colère est dans les intestins. Attaquer les gendarmeries, éjecter les gendarmes sans attendre que l'Etat cède aux respectueuses revendications des délégués reste un but étroit et vain. La critique de la hogra n'est plus évoquée en tant que telle. De l'émeute riche et inventive, il n'y a le fumet de cocktail grillé que lorsque, justement, ce sont toutes les autres cibles proposées généreusement par l'Etat qui sont visées, au détour des gendarmeries ou des piquets de routes, et dans le désaveu des délégués, qu'on peut lire entre les lignes d'une série d'assauts que n'avait pas prévue la tiédeur des formulations revendicatives.

1er-11 juin : contraction d'El Kseur

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, trente-quatre coordinations se réunissent le 30 mai à Azazga, et dans la wilaya de Bejaïa, huit cents représentants de soixante-dix comités locaux se retrouvent à Akbou. Puis les deux fédérations se rencontrent et se fondent. Sept coordinations wilayales participent à la réunion du 4 juin à Tizi Ouzou : Tizi Ouzou et Bejaïa, plus celles où les émeutes ont été plus sporadiques, Bouira, Boumerdès, Bordj Bou Arreridj et Sétif, enfin Alger. Les positions adoptées au nom de la révolte ont donc été, à ce moment-là, déterminées par de nombreux délégués sans lien avec les émeutiers, et qui représentent d'autres intérêts : c'est le cas d'une importante partie de ceux de Bouira, où la majorité des comités locaux semblent avoir été mis en place après des décisions prises par des délégués représentant l'ensemble de la wilaya, ce 4 juin ; c'est encore davantage le cas pour les coordinations de Boumerdès, Bordj Bou Arreridj et Sétif, où l'on s'est encore moins battu ; et bien sûr pour celle d'Alger, où il n'y a pas eu une seule émeute et dont les délégués, pourtant reconnus eux aussi comme représentants de la révolte, ne représentent qu'un comité d'étudiants et quelques associations. Cet écart entre les coordinations et la rue ne se voit pas beaucoup pendant l'accalmie du début de juin, d'autant que le grondement en actes relativise justement cette accalmie : il y a cinq jours d'émeute et de coupures de routes justement à Azazga, du 3 au 7, et de nombreux édifices publics incendiés aux Ouacifs le 6 juin.

Le discours des coordinations est d'abord dans leur existence, et leur unification, maintenant acquise. Si les délégués représentent aussi mal les émeutiers, c'est aussi au profit d'un élargissement de l'insurrection dans un mouvement plus vaste qui s'installe : la participation des délégations d'Alger témoigne de la volonté de ne pas laisser réduire ce mouvement à la Kabylie sans pourtant sacrifier l'impudence bornée du régionalisme militant. Dès juin, toute l'ambiguïté ne sera qu'apparente. C'est sur les seules bases des structures traditionnelles de la Kabylie que se fera l'illusoire appel d'un mouvement réunissant tous les Algériens, qui en effet ne peuvent ni ne veulent s'organiser selon la cohésion coutumière, même rénovée, de la province berbère. Dans les appels, les coordinations ont toujours été algériennes ; mais dans les faits, elles sont restées obstinément kabyles.

Ainsi, les délégués cherchent avant tout à organiser une marche sur Alger, qui est finalement prévue le 14 juin, et à finaliser leur liste de revendications communes. Des discussions animées ont lieu autour de cette liste le 7 juin, à Bejaïa, entre les représentants du comité populaire de cette ville et les représentants de la wilaya de Tizi Ouzou. Ces derniers rejettent les demandes d'abrogation du Code de la famille et la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch de 1992, parce que ce sont des mesures par ailleurs voulues par le FFS, et c'est à ce titre – rejet d'un parti traditionnel – qu'elles sont refusées. Le document final est adopté à El Kseur le 11 juin. Il sera, par la suite, connu sous le nom de « plate-forme d'El Kseur », dont voici le texte :

Nous, représentants des wilayas (...), avons adopté la plate-forme commune de revendications :

1 - Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des martyrs de la répression durant ces événements.
2 - Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.
3 - Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité durant ces événements et la protection de tous les témoins du drame.
4 - Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des URS.
5 - Pour l'annulation des poursuites judiciaires contre tous les manifestants ainsi que l'acquittement de ceux déjà jugés durant ces événements.

6 - Arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population.
7 - Dissolution des commissions d'enquête initiées par le pouvoir.
8 - Satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans condition, et la consécration de tamazight en tant que langue nationale et officielle.
9 - Pour un Etat garantissant tous les droits socioéconomiques et toutes les libertés démocratiques.
10 - Contre les politiques de sous-développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple algérien.
11 - La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité.
12 - Pour un plan d'urgence socioéconomique pour toute la région de Kabylie.
13 - Contre tamheqranit (hogra) et toutes formes d'injustice et d'exclusion.
14 - Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour les élèves n'ayant pas pu les passer.
15 - Institution d'une allocation-chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50 % du SNMG.

Nous exigeons une réponse officielle, urgente et publique à cette plate-forme de revendications.

ULAC SMAH ULAC
GLOIRE A NOS MARTYRS
LE COMBAT CONTINUE

Deux partis sont maintenant visibles dans ce mouvement de révolte : la rue, qui en est l'origine, et les coordinations, qui en sont le prolongement dilué, traduction d'un mécontentement dont la rue n'est que l'expression la plus radicale. Qu'il y ait une vague d'émeutes fin mai ne se ressent en rien dans la liste des revendications, mise en chantier plus tôt. Les délégués ont introduit dans le discours commun de nombreux désaveux voilés des émeutiers, par exemple la demande de jugement par les tribunaux des auteurs et ordonnateurs de crimes, qui accorde donc sa confiance à des tribunaux dont certains ont été incendiés lors du combat continu au cri de pas de pardon. De même, l'Etat, on ne peut plus formellement démenti dans la rue, est ici entièrement réhabilité, pour peu que le régime soit modifié : « Pour un Etat garantissant tous les droits socioéconomiques et toutes les libertés démocratiques. » Commençant et finissant dans la répugnante glorification des martyrs, focalisant sur l'incontournable mais très insuffisante revendication d'expulsion des gendarmes en terminant sur un dispositif de gestion en général et en particulier une demande en faveur du chômage, la plate-forme réduit la critique de la hogra à un point de principe, général et sans domaine d'application précis, coincé entre un plan d'urgence socio-économique régional et un réaménagement, au cas par cas, des examens scolaires. Enfin, la revendication kabyle mentale se taille une bonne place dans l'ensemble de ce fatras si inégal, alors que l'idée d'extension du soulèvement, au moins à toute l'Algérie, n'est ici soutenue par rien. A la lumière de ces quinze points, la manifestation prévue le 14 juin apparaît désormais comme une manifestation *kabyle* à la capitale, et non une manifestation qui se propose de fédérer tous ceux qui rejettent au moins le régime.

Mais même modérée comme elle est, cette plate-forme de revendications, qu'il est prévu de remettre en mains propres à la présidence à l'issue de la marche sur Alger, est parfaitement inacceptable pour l'Etat algérien actuel, et pas seulement parce qu'il lui est impossible d'avoir les mains propres. En substance, en effet, il est demandé à l'Etat de reconnaître et de prendre sur lui tous les

torts de la révolte, et de les réparer gentiment ; de retirer son bras armé de toute une région révoltée, ce qui ne saurait manquer d'inspirer toutes les autres régions, et peut-être quelques Etats voisins, fort inquiets de cette menace de décomposition ; de laisser « les corps de sécurité », la colonne vertébrale du régime sous l'autorité effective d'instances démocratiquement élues : l'Etat devrait ici donner son arme à ceux contre lesquels il en a abusé (on notera que la plate-forme, assez plate en effet, suggère simplement de remplacer les maîtres de la police et non de supprimer cette activité honteuse pour l'homme) ; de se réformer en profondeur, et de laisser accéder aux décisions ceux-là mêmes qui formulent cette exigence, ou au moins de se soumettre à leurs précisions ultérieures, par exemple sur ce que seraient des « expéditions punitives », des « formes d'injustice et d'exclusion » ou une politique de « clochardisation » du peuple algérien.

Dévoiement, pour ne pas dire trahison, de l'émeute, et fatras inacceptable pour l'Etat algérien, la plate-forme d'El Kseur, qui sera plus tard « scellée et non négociable », consacre donc une partie non émeutière du mouvement, un intermédiaire à mi-chemin entre la rue et l'Etat, qui introduit des perspectives et des modes de pensée n'appartenant pas aux deux protagonistes du terrain. Cet acte de naissance de la prise de position middleclass en Algérie deviendra le document de référence incontournable du mouvement pendant toute la suite des événements.

Apogée : les cœurs et les esprits débordent la Kabylie

Le 9 juin, à Khenchela, un sergent drague une fille, un groupe de jeunes le passe à tabac, les militaires de la garnison du sergent mènent une expédition punitive, les jeunes des quartiers périphériques se mettent en colère. Ce 10 juin, l'émeute gagne ainsi le centre-ville, où des milliers de jeunes encerclent la wilaya (préfecture), attaquent la police et incendient la mairie, un centre de distribution de chaussures, la bibliothèque de l'université. Cette rage dure jusqu'au 12 juin. Le 11, à Skikda, après l'interruption du match de l'équipe locale contre l'USM Alger, les supporters quittent le stade et, avec d'autres gueux, attaquent les bâtiments publics. Les 12 et 13 juin, c'est à Aïn Kercha, Henchir Toumghani, Dalaâ, Aïn Fakroun puis à Maâchi que des bâtiments publics et des propriétés de gestionnaires sont incendiés au cours de combats contre les forces de l'ordre. Qu'est-ce qui unit cette liste de noms de lieux inconnus hors d'Algérie ? C'est qu'ils sont tous situés hors de la Kabylie, à l'est, entre Sétif et la Tunisie. Au moment où paraît l'acte de naissance de la coordination interwilaya à El Kseur, la fureur des gueux a gagné des wilayas qui n'y sont pas représentées.

C'est avec ce bon petit vent d'est dans le dos que les manifestants de Kabylie débarquent à Alger, dès le soir du 13 juin, par cars entiers. Regroupement prévu aux Pins maritimes, formation en carrés par village ou quartiers, et une et deux vers le centre-ville d'ici à 13 heures le lendemain, et trois et quatre jusqu'à la place du 1er-Mai, et cinq et six au palais de la présidence à El Mouradia. Le ministre de l'Intérieur a bien essayé, dans les jours qui précèdent, d'expliquer qu'il était plutôt impossible de recevoir des casseurs de wilayas, des incendiaires de daïras et des destructeurs de tous les symboles de l'Etat aux grilles du palais, mais la coordination interwilaya, qui n'a pas non plus envie d'être prise pour le dernier cri des symboles de l'Etat, a opposé un refus catégorique à toute discussion.

Il y a beaucoup de monde. Deux à trois millions, diront les inflationnistes, c'est-à-dire le nombre total des habitants des trois wilayas centrales de Kabylie sans les impotents ni les nourrissons, qui sont restés au village se garder réciproquement. Si les délégués coordonnés ne dépassent pas, pour la plupart, les Pins maritimes, la place du 1er-Mai commence à se remplir vers 7 heures du matin.

Des groupes de jeunes tacticiens, évadés des carrés encadrés, envahissent, de leur savoir-faire de révoltés modernes, de gueux internationaux, des quartiers hors circuit, dans des démonstrations de cacerolazo : « Les mots d'ordre de la marche devenaient inaudibles sous l'assourdissant bruit des bâtons qu'ils abattaient sur les rambardes de la bande séparant les deux voies de l'autoroute. » Autour de la place du 1er-Mai, ils décident de marcher sur la présidence, au travers des barrages de flics, pour bien montrer que le ministre de l'Intérieur, pour une fois, n'a pas tort. La rue Didouche-Mourad, faite pour ce genre de belles émotions, goûte ce retour inattendu des grandes discussions : destruction de commerces, bâtiments publics, mobilier urbain, arbres.

Il y a trop de monde. Comme celles de Téhéran l'avaient démontré, dans les grandes manifestations les agneaux agglutinés étouffent les loups. Le feu de paille émeutier n'embrase pas le bois mort, trop serré, trop fatigué, de la foule. Le bel exemple des émeutiers déjà trop expérimentés, venus de là-bas, n'entraîne pas les Algérois dans l'irrésistible et irréparable critique du moment. Suspicieux, ils regardent ce défilé d'étrangers, ces Kabyles si proches qui les avaient si peu accompagnés pendant les insurrections algéroises de 1988 à 1992. Même si les gueux d'Alger ont profité de l'occasion pour piller un peu, ni eux ni leurs alter ego des wilayas insurgées n'ont prévu ou préparé la jonction, et n'embrassent le possible de cette mise en commun des aptitudes à l'offensive, au caillassage ciblé, au pillage qui étonne, au débat qui commence dans les étincelles. Tacticiens peut-être, stratèges, non. Evidemment, quand à plusieurs centaines de mille on vient apporter un papier où est demandé la « satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions », il est difficile de convaincre ceux qui ne savent même pas ce qu'est la « revendication amazighe » qu'on n'attrapera la hogra que si on la saisit par un rouston chacun, un pour Alger la Blanche, un pour les flancs de la Djurdjura.

Il n'y a plus personne. C'est là que se brise la perspective de ce beau mouvement. Au lieu de se pendre à leur cou et de s'allier à leur rage, les Algérois affrontent le courage des marcheurs venus de Kabylie, les pourchassent pour les lyncher, battent sous les applaudissements goguenards des flics et des commerçants les agneaux venus pétitionner. La journée de ce désaveu entre dépossédés, pire que la pire répression, parce qu'elle est la plus violente indication de la limite, fait 6 morts, d'après les chiffres officiels, tous apparemment inoffensifs : « deux journalistes renversés par un bus, deux décès suite à une chute accidentelle d'un camion, un décès suite à un traumatisme crânien et un décès dû à un accident de la circulation ».

Pour la première fois, le 14 juin, les émeutiers de Tizi Ouzou, Azazga, Bejaïa et de toutes les petites villes qui les séparent, ont marché et combattu à l'incitation d'une réflexion publique, en suivant leurs délégués, et non en les précédant, en soumettant ce que permettait leur authenticité brièvement libérée, fondamentalement négative, aux formulations abstraites et non sans arrière-pensées de leurs représentants, et non en forçant ces représentants à modeler leurs formulations sur ces vagues d'humeur qui laissent deviner des vérités pour le monde. En se laissant ainsi subjuguer par un projet plus court que ceux que leur action avait laissé entrevoir, dans la lointaine et hostile capitale, les émeutiers de Kabylie ont perdu, ce jour-là, leur profondeur de champ, l'étendue urbaine de leur possible, l'architecture d'une révolte dont ils ont abandonné le sens et la direction, la maîtrise d'œuvre et l'orientation.

C – L'ÉTÉ 2001

Vague d'émeutes de juin

Le ressac est colère, mais ressac quand même. Les nouvelles d'Alger, amplifiées par la rumeur, arrivent aux impotents et aux nourrissons, restés en Kabylie. Dès la veille, le 13 juin, il y avait des affrontements dans plusieurs quartiers de Bejaïa ; aux premières nouvelles de la manifestation, c'est le saccage des propriétés de l'Etat. Dans une dizaine de localités, jusque dans la wilaya de Sétif, les bâtiments publics partent en fumée ; Tizi Ouzou, Azazga, Beni Douala, en particulier, sont sur la liste. Les premiers émeutiers sont renforcés par ceux qui rentrent d'Alger, et l'amertume de la défaite en a pour une bonne semaine, comparable en intensité aux vagues d'émeute d'avril et de mai. Partie à Alger comme un héros qui allait ouvrir un débat sur l'humanité, la fraction gueuse du mouvement rentre comme un enfant dépité qui défoule sa frustration en cassant son mobilier semi-rural, semi-urbain.

Du 16 au 21 juin, l'extension de la révolte est impressionnante. En Kabylie, à Tizi Ouzou, à Bejaïa et à Azazga, on se bat maintenant pour les villes, d'autant que tout autour les bourgades et les villages sont également en feu. Le 16, ce sont au moins dix localités kabyles qui sont insurgées. A l'est de la Kabylie, les émeutes apparues avant la marche sur Alger continuent : le 16 à Annaba (1 mort), à Tébessa, puis dans des localités voisines.

Le 17, alors qu'une dizaine de localités kabyles sont absorbées par l'affrontement, Annaba et Tébessa restent l'épicentre de la colère non encadrée, non coordonnée de l'Est, et ce manque d'encadrement entraîne des rumeurs d'insurrection jusqu'à Batna, jusqu'à Constantine, où les commerçants baissent les rideaux de fer.

Le 18, de Tizi Ouzou, hérissée de barricades, à Haïzer, où une contre-attaque de gendarmes pillant des commerces est à son tour contre-attaquée par des renforts de jeunes des villages voisins, ce sont encore une bonne dizaine de localités kabyles qui perdent leurs bâtiments publics ; on occupe des logements, on s'empare des routes et on s'organise autour des hôpitaux engorgés par les blessés. A l'est, des affrontements ont lieu entre citoyens et vandales ; avec Aïn Mlila, Aïn Touta, et Ouled Attia à l'ouest d'Alger, il y a des émeutes dans au moins trois communes de non-Kabyles.

Le 19 juin, quelle journée ! Rien que dans la wilaya de Tizi Ouzou toujours couverte de barricades, il y a onze localités où les gendarmes et CNS, auxquels sont attribués tous les pillages, et les bâtiments publics, sont attaqués ; il y en a trois dans celle de Bejaïa, quatre dans celle de Bouira, et une respectivement dans les wilayas de Boumerdès et Sétif ; et on peut compter cinq émeutes dans l'Est, où notamment celle de Telerghma semble avoir été assez joyeuse et complète : « De jeunes manifestants en furie détruisent la mairie, la Sonelgaz, le siège de la daïra, la recette communale ainsi que les logements du maire et de l'ex-DEC (maire désigné après le coup d'Etat de 1992). Les véhicules de certains fonctionnaires de la ville sont incendiés. Le siège des anciens combattants (ONM) et celui du FLN sont saccagés. Le mobilier, sorti dans la rue, est incendié. Le magasin de la société nationale des textiles (Inditex) est pillé par les manifestants. Un ex-directeur de la recette communale tire sur les manifestants qui voulaient s'attaquer à son domicile : 2 blessés. » A Batna, les émeutiers s'en prennent entre autres à une radio locale. De nombreuses routes sont coupées. La journée fait 1 mort et plus de 100 blessés.

Le 20, alors que le nombre des localités où l'on recense des affrontements en Kabylie tombe à un peu plus de dix, l'essoufflement est perceptible aussi dans l'Est, où l'émeute de Salah Bouchaour est cependant soutenue par de nombreuses coupures de routes. Mais une première émeute a lieu dans l'Ouest algérien, à Méraïne, où les manifestants attaquent les gendarmes qui, s'ils étaient expulsés de Kabylie, le seraient donc de toute l'Algérie.

Le 21, la principale ville de Kabylie est dévastée : « un calme précaire règne » à Tizi Ouzou « après six jours d'émeute ». Ce n'est pas le cas dans au moins onze autres localités, où il y a encore suffisamment de bâtiments publics pour illuminer les nuits de ce bel été. Hors de Kabylie, on ne se bat plus qu'à Biskra, mais le téléphone arabe travaille partout, comme à Bou Ismaïl, où la flicaille quadrille la ville toute la journée, mise en alerte par une semaine de chuchotements contre une insurrection qui n'aura pas lieu.

Ensuite, c'est en ordre dispersé que la colère s'apaise, avec de nombreuses petites émeutes, comme à Bir Chouada le 23, à Tolga dans le Sud le 24, à Sidi Aïch et à Makouda le 26, et des affrontements déjà plus normés, comme à Tizi Ouzou le 23 et le 25 juin, qui est l'anniversaire de l'assassinat du chanteur Matoub, trois ans plus tôt.

Ce sont encore les gendarmeries qui ont été les cibles principales de cette nouvelle vague de près de cent émeutes, ou de ce qui les imite si bien dans les endroits où les jeunes révoltés se connaissent déjà. De retour d'Alger, sur le terrain plus étroit de la Kabylie, les émeutiers n'arrivent pas non plus à dépasser la frontière qu'ils y ont déjà atteinte. Et c'est une frontière où la supériorité en armement de l'ennemi est désormais renforcée par l'échec du 14 juin, cette incapacité rédhibitoire à l'extension, au dépassement qualitatif du mouvement. Si fin avril la répression des gendarmes avait permis à ceux-ci de rester sur le pavé kabyle, si les émeutes de mai avaient confirmé cette égalité des deux camps sur le terrain, les émeutes de juin sont d'abord la tentative furieuse des insurgés kabyles de tenir leur pavé : après la défaite d'Alger, ils veulent au moins ne pas être chassés des rues qu'ils avaient quittées volontairement le 14 juin. Sans doute, dans les villes principales, les gueux commencent à découvrir timidement le pillage. Mais ils ont toléré des délégués et ces délégués condamnent les pillages, comme celui du 16 juin à Bejaïa, interviennent dans les quartiers pour raisonner les irréductibles, et en appellent aux « jeunes dans les quartiers et les villages [pour qu'ils fassent] preuve de plus de conscience et de lucidité afin de ne pas tomber dans le jeu du pouvoir ». Il y a maintenant des comités de vigilance pour se protéger des expéditions des gendarmes déchaînés ; mais ces milices sont aussi des polices qui interdisent pratiquement à la critique en actes d'étendre sa colère et son analyse au-delà des représentants du régime. Comme dans l'Est, c'est contre tous les pilleurs, quel que soit leur camp dans la guerre sociale, que s'organisent de telles milices, auxquelles participent des commerçants.

Les coordinations n'ont pas été prises à partie pour la défaite d'Alger. Elles n'ont pas été tenues pour responsables d'une action catastrophique pour le mouvement, qui engendre cette longue retraite qu'on n'admet pas encore. L'enjeu, le possible de cette journée, le soulèvement de toute l'Algérie, dans un premier temps, apparaît certainement mieux après qu'avant ; mais avant, le projet vraiment minimal était de déposer une liste de revendications vraiment minimale à la présidence de la République. Même cet objectif dérisoire n'a pas été atteint. Il y a, dans ce moment où commence la retraite, une sorte d'obstination similaire entre émeutiers et délégués : les uns retournent à leurs assauts de gendarmerie, les autres campent sur leurs revendications invariables et définitives. Guerre de tranchées maintenant, sans issue depuis que la porte d'Alger s'est fermée, refus de regarder la défaite en face, ce mouvement-là, comme tant d'autres, ne sait pas quand il a franchi son

zénith. Alors qu'une idée commençait à se développer, la défaite d'Alger a amputé sa mise en actes et sa formulation consciente.

Un regard superficiel peut laisser supposer que la semaine qui a suivi le 14 juin était une apogée. Car les émeutiers de l'est de l'Algérie, qui n'ont pas été à Alger, ont continué ce qu'ils avaient commencé à Khenchela, puis Annaba, Tébessa, et ailleurs. On a donc l'impression que l'émeute a atteint une sorte d'extension géographique maximale, et que ce qui a échoué à Alger, a réussi dans les wilayas d'Annaba, de Tébessa, d'Oum el Bouaghi, d'El Tarf, de Batna, où l'on s'est battu en de nombreux endroits. Mais les combats y sont fort différents de ceux de Kabylie : ils ont cette authenticité de la rencontre qui avait déjà disparu de la vague d'émeutes de mai ; ils ont encore cet émerveillement de l'audace et cette fougue de l'inspiration où se puisent les débuts de débats et, après Khenchela, Annaba et Tébessa font la connaissance de ce pillage moderne qui est resté largement ignoré en Kabylie. Des émeutiers toujours plus jeunes affrontent non seulement les représentants de l'Etat, mais des groupes de marchands et de « citoyens » armés de gourdins et d'armes blanches, version décalquée des comités de vigilance kabyles, auxquels la dissuasion suffit pour l'instant. Ici, point de consensus, point de solidarités suspectes. Sans doute, des délégations ont porté aux responsables de ces wilayas des demandes d'amélioration de la survie, de fin de chômage, et de démocratie, mais dans la rue on reste indifférent à ces encadrements de fortune qui freinent sans pouvoir éviter les crashs. Et à travers les insinuations de l'information dominante, obligée de resservir la vieille thèse du complot, pour l'émeute d'Annaba par exemple, où elle n'a pu trouver aucun de ces déclencheurs moralement exploitables auxquels on peut alors réduire la colère comme c'était encore le cas à Khenchela, apparaît bien cette difficulté à récupérer.

Mais surtout, les émeutiers de l'Est ne sont pas en contact avec ceux de Kabylie. Ce sont là deux mouvements qui paraissent identiques, mais qui roulent en sens inverse, séparés par une bande d'arrêt d'urgence : celui de Kabylie recule ou fait la toupie en brûlant ses batteries ; celui des Aurès se découvre et s'élance, malheureusement pas loin, à cause de cette pénurie d'*essence* qui condamne les plus belles virées émeutières. Celui de Kabylie est fermement encadré par une représentation aux contours précis, aux objectifs assez éloignés de ceux qu'on peut prêter à sa base, et très éloignés de ceux que manifestent les émeutes de l'Est. Pourquoi les coordinations de Kabylie n'ont-elles pas pris en compte les colères à l'est de la Kabylie, auxquelles elles ne font pas référence une seule fois pendant qu'elles ont lieu ? Personne ne leur a demandé de s'expliquer sur ce qui, dans le meilleur des cas, est une négligence impardonnable. Et c'est bien cette faiblesse qui a provoqué la défaite d'Alger : les émeutiers kabyles ont abdiqué la responsabilité de leur révolte. Ils ne demandent pas de comptes à leurs délégués, ils croient peut-être que montrer l'exemple, caillasse à la main, suffit ; et ceux à qui ils ont laissé la direction et l'exégèse de leur propre colère les séparent désormais des autres émeutiers d'Algérie.

Une erreur d'optique

Une même erreur de vision afflige les principales révoltes modernes parce que notre instrument de mesure, l'information dominante, la distance et la dimension de l'événement tendent à nous faire confondre certains partis en présence de sorte à inverser certaines positions sur le terrain. C'est ce qui arrive quand on pense que, pendant la révolution française, les jacobins ont été les révolutionnaires, alors qu'ils ont été les contre-révolutionnaires chargés de sauver la société du siècle des Lumières contre la

foudre des gueux sans-culottes ; pendant la révolution russe, de même, les bolcheviques ne sont pas des révolutionnaires, mais des contre-révolutionnaires chargés de sauver la religion économiste contre les gueux vêtus de leur lourd prolétariat ; et pendant la révolution iranienne, les pasdarans ont joué le même rôle de révolutionnaires pour la galerie, alors qu'ils étaient les contre-révolutionnaires qui empêchaient les gueux sans nom et sans religion d'attaquer tout ce que la communication infinie a de sacré.

Pendant cette même révolution iranienne est apparu l'archétype middleclass de cette erreur de vision, le sandinisme. Comme le monde était loin, et le Nicaragua petit, l'information dominante, qui commençait à avoir ses contours actuels, a pu amalgamer les petits chefs degauches sandinistes avec les insurgés nicaraguayens, les muchachos avec les niños. Vu d'Occident, le match droite contre gauche s'est substitué à la véritable bataille gueux contre valets et, du fait du braquage de l'instrument de mesure, lui-même valet et essentiellement degauche, les gueux se sont retrouvés dissimulés par les valets degauches. Le tas de gauche avait des têtes, ces têtes étaient sandinistes, le tas et les têtes parlaient de révolution, les contre-révolutionnaires sandinistes ont donc paru être des révolutionnaires.

La même illusion d'optique se retrouve en Algérie, en 2001. On a vu une série si imposante d'émeutes qu'on peut parler d'une insurrection ; on a vu des assemblées générales et des délégués qui non seulement ont renié tous les partis existants, mais qui ont parlé de la révolte comme si c'était la leur ; on a conclu que ces délégués étaient des insurgés. Mais, en Algérie comme au Nicaragua, comme lors des trois révolutions des deux derniers siècles, la frontière ne passe pas entre les valets en place et les valets qui veulent réformer la société, mais entre tous les valets d'un côté, et tous les gueux de l'autre.

Pour cette insurrection, il faut rappeler ce fait accablant : l'organisation en entier, depuis les assemblées générales dans les quartiers et villages jusqu'à l'Interwilaya, rien n'est issu de la révolte. A aucun moment, ce sont les insurgés qui se sont organisés. Voici ce qui s'est passé : devant le rejet de toutes les formes de gestion et d'encadrement érigées pendant le demi-siècle passé, les formes parallèles de gestion, existant en Kabylie en particulier, comités de quartier et de village, aârchs, ont été réactivées et se sont substituées au pouvoir défaillant. Ces organismes réanimés, gonflés par la fuite de tous les autres gestionnaires, se sont alors développés en coordinations plus vastes, et dotés d'une plate-forme de revendications qui leur donne une apparence de modernité.

Le mouvement des délégués de Kabylie se disait volontiers « citoyen ». Or, pour être « citoyen », il faut disposer des droits que confère l'Etat. Un « citoyen » est au moins légalement majeur. Les émeutiers de Kabylie sont pour la plupart des adolescents, donc pas des citoyens. Le mouvement des « citoyens » ne représente donc pas les émeutiers, qui en sont même, pour la plupart, exclus.

Dans la perspective d'un débat de l'humanité sur elle-même, la révolte de 2001 a montré ceci : une grande insurrection a mis en faillite et en fuite l'organisation de la société. Toutes les formes d'encadrement des pauvres sont elles aussi en faillite. Devant une débâcle aussi complète que menaçante, seul l'infâme lien du sang a résisté : les familles des insurgés ont puisé dans le passé tribal et ont exhumé et ranimé des momies d'organisations sociales qui végétaient dans cet immense village qui commence seulement à s'urbaniser. Mais la naissance d'une middleclass kabyle, à travers les coordinations, est une défense du vieux monde contre le parti de l'émeute, un interdit du débat, une interposition entre une offensive prometteuse contre un ennemi non écrasé, mais battu, en partie en fuite, une tentative, enfin, de faire cesser une révolte, et non pas une tentative de lui donner du fond, ou de l'altitude.

L'originalité de cette intercession middleclass in extremis est ce qui fait l'intérêt de cet événement. Tous ceux qui ont approuvé les coordinations en Kabylie parce qu'ils pensaient qu'elles représentaient une révolte sont les mêmes que ceux qui ont approuvé les sandinistes, les gardiens de la révolution, les bolcheviques et les jacobins. Tous ceux-là sont ceux qui se satisfont d'une révolte d'une partie de la middleclass contre une autre, tous ceux-là aident à faire croire que le débat de l'humanité est le débat de la middleclass. Tous ceux-là ont le célèbre cadavre dans la bouche.

Car, en Kabylie, depuis le printemps 2001, c'est à un contre-exemple de débat sur l'humanité qu'on assiste. Ce ne sont pas des insurgés qui discutent du monde, comme on pourrait le penser de loin, mais des familles d'insurgés qui discutent pour savoir comment arranger le coup, et en profiter si possible. La pénurie de but, de dialogue, de pensée exprimée et vérifiée qui ressort de cette révolte, au milieu des ruines des récupérateurs des quarante dernières années, est ici renversée et contenue par des récupérateurs ressuscités d'il y a plus de quarante années, non sans quelques ajouts middleclass modernes. Si les insurrections du début du millénaire sont marquées au sceau de la pénurie, de but et de débat, il faut aussi constater que si les récupérateurs ont épuisé toutes leurs cartouches, il leur reste quelques ressources, dont les coordinations kabyles vont nous montrer pendant tout l'été 2001 le meilleur exemple, ne serait-ce que parce que cet exemple reste brouillé par la vigueur désormais amputée de son imagination des émeutiers. Et, chaque mois, on verra alterner, à travers la mise en lumière des extraits qui servent le mieux à corriger l'erreur d'optique, les actes pratiques de cette révolte qui ne veut pas s'éteindre avec les textes de la contre-révolte, dans de longs et pénibles allers-retours.

Juillet 2001

L'insurrection, maintenant, change, notamment parce qu'elle reproduit l'identique. Une deuxième marche sur Alger a lieu le 5 juillet, initialement seulement réservée aux délégués (on se demande bien pourquoi), mais sans doute rejointe par quelques amateurs de la baston, comme l'indique le nombre de cinq mille marcheurs, largement plus grand que le nombre total de délégués : ce qui explique aussi qu'elle est bloquée avant d'arriver à la capitale. Suite à cet interdit, les affrontements reprennent à Tizi Ouzou devant la caserne de gendarmerie pendant les cinq jours qui suivent. D'autres affrontements, d'autres émeutes, d'autres coupures de routes soutiennent Tizi Ouzou : à Azazga, à Seddouk, à El Kseur, notamment, du 8 au 10 juillet, puis le 15 juillet à Aokas – on répète avec plaisir les noms de toutes ces petites villes au pavé qui ne tiédit pas. A l'est aussi, on ne s'avoue pas battu : à Oum Teboul, sur la frontière tunisienne, dans plusieurs communes avoisinantes, on s'émeut publiquement et on coupe les routes, on saccage même, entre la mairie et des véhicules, un poste frontière.

Il y a donc encore des émeutes, mais elles ont perdu beaucoup de leur franchise. Peu à peu, à force de ne pas trouver de dépassement dans la rue, l'émeute en Algérie ressemble à ce qu'elle a été en Palestine avec l'Intifada : les gestes sont répétés dans une sorte de violence habituelle qui sonne creux ; dans ces cas l'affrontement libre peut même devenir une contrainte, un acte militant, ou d'initiation, une sorte d'activité conformiste où se mettre en péril est nécessaire pour s'affirmer dans la communauté, pas très différente d'un bizutage. Quand la défaite a lieu au loin, comme dans l'offensive sur Alger, il est plus difficile, ensuite, de quitter le terrain qu'on croyait avoir conquis définitivement, en Kabylie. Les mêmes actes, qui étaient encore offensifs hier, deviennent défensifs aujourd'hui, parce que le diable de l'occasion a détraqué l'anémomètre ; et quand on ne veut pas

croire à la défaite, même quand il vous fouette le visage on ne voit pas que le vent du désert a tourné. Pourtant, depuis 1992, l'expérience d'une retraite d'émeute longue et d'autant plus difficile qu'elle ne s'avouait pas retraite, ensanglante encore les mêmes contrées.

L'encadrement se modèle lentement autour de cette perspective ruinée. Déjà, le 14 juin, puis le 5 juillet, ce sont les coordinations qui ont désigné le lieu, le comment, et le pourquoi de l'effort et de l'exposition des pauvres dans la rue ; il en sera ainsi, de plus en plus, désormais. La notabilité, qui est toujours en danger quand la rue s'emplit d'un grondement contre l'injustice, s'aligne maintenant derrière cette foule, appliquée à paraître à côté, puis même devant. Sans doute, à ce moment-là, cette foule paraît un gâteau politique incertain, fluctuant, avec lequel s'exposer est risqué, autant parce que les foudres de l'Etat s'abattent volontiers sur les récupérateurs trop pressés qui se retrouvent avec les bonnets d'âne des boucs émissaires que parce que la masse à manipuler est encore incandescente et qu'on risque de s'y brûler. C'est pourquoi les premiers à s'en approcher par-derrière se distinguent encore mal des derniers rangs de ces émeutiers-là. Il y a là un discours en fusion, une singulière vérité qui était toute proche d'une formulation, un magot de communication.

Les activités les plus visibles des coordinations, pendant l'été 2001, vont être d'organiser le soutien aux familles des tués et aux blessés. En juillet, les délégués cherchent encore à confirmer leur unité autour de la plate-forme d'El Kseur. Il y a eu là une première grande dispute interne. La coordination de la wilaya de Tizi Ouzou a pris le nom de CADC (coordination des aârchs, daïras et communes). Dans l'autre capitale du mouvement, Bejaïa, au contraire, il y a division : d'un côté, le comité populaire de la wilaya de Bejaïa (CPWB), où siègent, parmi les délégués de quartiers et de villages, des représentants syndicaux et corporatistes, propose à nouveau, le 16 juillet, l'élargissement de la plate-forme d'El Kseur à l'abrogation du Code de la famille et à l'annulation des dispositions du nouveau Code de la presse qui avaient provoqué tant de sit-in, propositions qu'on trouve dans les programmes de certains partis politiques ; de l'autre, une CICB (coordination intercommunale de Bgayet, c'est-à-dire de Bejaïa), née le 19 juillet, sur le modèle de la CADC de Tizi Ouzou. Le rejet du lobbying politicien et syndical par la CICB semble davantage motivé par l'alignement sur la sagesse archaïque et antipolitique des organisations ancestrales que par la fureur d'émeutiers indignés par la tiédeur des dispositions légalistes en question, et ce rejet sera tacitement approuvé à la base lorsqu'une manifestation appelée par la CICB réunit, à Bejaïa, selon ses propres affirmations « plusieurs centaines de mille » (c'est-à-dire plus que les cent soixante-sept mille habitants de l'agglomération, impotents et nourrissons compris), le 26 juillet. Quoi qu'il en soit, la CICB a été rapidement seule représentante du mouvement à l'Interwilaya, le CPWB se trouvant rejeté dans une opposition qui ne lui a pas permis de ressembler à son homonyme, le Center for Professional Well Being.

La défense de ce comité populaire, lorsqu'elle est assurée par les trotskistes, laisse entrevoir que la dispute aurait eu pour objet l'exclusion de « l'extrême gauche », représentée par ce comité. Ses prises de position auraient été en faveur d'une « coordination nationale » et pour que la manifestation du 5 juillet ne soit pas une manifestation de délégués seulement, en rejetant le prétexte avancé d'une limitation de la violence. Il est remarquable dans cette dispute que chacun des deux partis voit l'influence du FFS dans les menées de l'autre. Mais il est certain que l'exclusion du comité populaire a permis à l'ensemble du mouvement une homogénéité que la présence des lobbies gauchistes, politiciens, syndicalistes ou universitaires en tant que tels, même peu compromis avec le régime, n'aurait pas permise. Par ailleurs, le risque d'une homogénéité occlusive ne semble pas avoir été discuté : les formes d'une organisation de révolte doivent pouvoir rester mobiles, dépendantes des événements et des acteurs, qui changent rapidement dans la formation du débat. L'organisation qui

s'est mise en place a fait le choix, à travers la dispute de Bejaïa, d'une construction seulement plébiscitée mais non pas choisie et décidée par la rue. Désormais, le modèle de la CADC, seulement patiné et poli avec le temps, devient la forme organisationnelle unique du mouvement et les gauchistes seront rejetés dans le rôle d'une opposition très marginale.

L'acte suivant de cette constitution a été, le 26 juillet, la publication de deux textes par la CADC, qui là aussi marque son rôle dominant. Ce sont d'abord des « Principes directeurs », véritable charte d'organisation, dont le préambule réaffirme l'indépendance du mouvement envers l'Etat et tous les partis politiques et autres associations. C'est ensuite une description en quatorze points de l'architecture que le mouvement a appliquée à partir de ce moment.

C'est d'abord une véritable hiérarchie de la représentation. Il y a quatre niveaux d'assemblées : en bas, les assemblées générales des villages et quartiers, les anciennes jemaâs ; au-dessus, les coordinations communales des délégués des assemblées générales ; encore au-dessus, les coordinations de wilayas, composées de deux représentants par coordination communale ; et en haut, la coordination interwilaya avec un représentant par daïra, « choisi par voie de concertation par les délégués des coordinations communales de la Daira ».

C'est ensuite la réglementation des « conclaves », c'est-à-dire des réunions de délégués de la wilaya (le même mot sera repris pour les réunions de l'Interwilaya). Les conclaves ordinaires auront lieu tous les quinze jours et les événements peuvent exiger des convocations à des conclaves extraordinaires. La présidence est tournante et elle est composée de six membres, deux de la présidence sortante, deux de la présidence en exercice, deux de la prochaine présidence. Elle sera dotée de commissions permanentes (solidarité d'assistance et gestion de fonds de solidarité ; juridique) et de commissions ad hoc (par exemple : action et réflexion ; détenus et disparus ; liaison et contact avec les wilayas non représentées dans le mouvement).

Les principes effectivement énoncés signalent un fort attachement au contrôle de la base, dès l'introduction : « libre débat à la base, émanation à la base, démocratisation du mouvement » ; le point 7 affirme : « Principe de l'horizontalité » mais sans dire en quoi il consiste ; et le point 13 affirme que « les propositions de reflexion et d'actions doivent émaner de la base (villages et quartiers), synthétisées dans les coordinations, Aarchs, dairas et communes, puis dans les conclaves ».

Ce qui nous intéresse, dans la construction d'un cadre de débat ouvert, c'est essentiellement ce qui limite le possible de l'assemblée générale, souverain nécessaire d'un tel débat, et il y a, au stade de cette ébauche, de nombreuses objections qui n'ont pas été formulées ni débattues, à notre connaissance, en Kabylie.

Tout d'abord, la hiérarchie des assemblées fait des coordinations de wilayas et bien sûr de l'Interwilaya des assemblées indirectes, non élues à la base.

Quoiqu'on reconnaisse à l'assemblée de base, donc à l'assemblée générale, la prérogative de proposer les réflexions et les actions dans le point 13, on la dépossède de son essence d'unité de base : le point 2 déclare clairement que cette « unité de base » est la coordination communale, donc déjà une assemblée de délégués.

La seule référence à un mode d'élection des représentants est celui concernant la délégation à l'Interwilaya : elle se fait par concertation. Nulle part il n'est précisé ni même envisagé un désaccord d'un collège électoral, un vote partagé. De même, ni la révocabilité ni la rotation des

délégués ne sont évoquées : il est seulement question de la rotation de la présidence de la coordination.

Le second texte publié le 26 juillet par la CADC est un « code d'honneur » en onze points intitulé « Les délégués du mouvement s'engagent à : ».

Le premier point est l'engagement de respecter les « Principes directeurs ».

Il s'agit ensuite de manifester une fois de plus l'indépendance politique du mouvement, vis-à-vis des partis et surtout de l'Etat (« ne mener aucune activité et action qui vise à nouer des liens directs ou indirects avec le pouvoir »).

Le dernier point demande de manifester la solidarité envers toute personne qui subirait « des conséquences facheuses suite à son activité dans le mouvement ».

Contre la tendance kabyle mentale il est expressément appelé à « donner au mouvement une dimension nationale ».

Ce code d'honneur à son tour mérite d'être examiné de manière critique :

« Donner au mouvement une dimension nationale » est une bien curieuse formulation pour tous les gueux qui crachent autant sur toutes les nations que sur le kabyle mental.

Le point 2 demande d'« honorer le sang des martyrs », ce qui laisse supposer que pour être délégué il faut au moins être d'accord avec la dénomination de « martyr » pour les victimes des émeutes et avec l'idée, pour le moins discutable, d'« honorer le sang ».

Enfin, le point 3 appelle à « respecter l'esprit résolument pacifique du mouvement ». A moins de laisser entendre que l'émeute est conforme à un esprit résolument pacifique, ce qui, si on est bienveillant, est un non-sens, il s'agit là d'un désaveu formel de la forme de lutte qui a nécessité ce système de délégation, l'émeute justement. Ce point interdit à tout délégué de devenir un émeutier, et même de conduire tout autre type d'acte offensif contre l'ennemi, si on veut bien admettre que conduire un acte offensif contre un ennemi nécessite un esprit contraire à un esprit résolument pacifique.

Août 2001

Après plusieurs semaines d'interruption, des affrontements recommencent le 8 août, lors d'une nouvelle tentative de marche sur la présidence de la République, décidée par les coordinations, qui s'obstinent à rejouer le 14 juin, soit parce que cette défaite inavouée ne peut pas être acceptée, soit parce que, en conduisant la rue à des manifestations et affrontements rituels, on la canalise, on l'épuise, on la soumet. A Naciria, les manifestants essaient de forcer les barrages policiers. Après le retour des bus refoulés, on se bat autour du commissariat d'Amizour, devant la gendarmerie de Tizi Ouzou, et dans cinq autres localités. Le 9, le 10 et le 11 août, c'est reparti à Tizi Ouzou, El Kseur où les émeutiers parviennent à libérer les prisonniers, Amizour, Maâtkas et Guenzet, près de Sétif, ainsi que sur la route devant Naciria à Tadmaït. A Tizi Ouzou, le 11, le ministre de l'Intérieur est reçu comme une insulte, et raccompagné par une émeute. Le 12 août, on se bat encore à Naciria et à Sidi Aïch, puis sporadiquement, dans plusieurs quartiers de Tizi Ouzou, jusqu'au 15 août, date à laquelle

le même ministre de l'Intérieur est obligé d'écourter sa visite à Bejaïa, en avion parce que les routes sont barrées par des insurgés. Encore une semaine bien pleine, mais à l'est rien de nouveau.

Cette façon de se battre correspond à ce qu'on peut désigner avec le mot déjà odieux de « semi-insurrection », odieux parce qu'il admet une sorte de conservatisme dans la révolte même. Ce sont des actes offensifs s'ils sont considérés séparément, mais rituels et défensifs s'ils sont captés dans le cours du mouvement. La violence offensive de ces combats est restée la même et, par cette loi curieuse de la guerre, une violence offensive qui reste la même régresse en vérité, car la répétition de l'acte ôte l'élément de surprise, la grandeur du possible, la joie et l'exaltation qui transcende les moments dont le soudain horizon est l'histoire.

Tous les 20 août, dans la vallée de la Soummam, a lieu la commémoration du Congrès de la Soummam de 1956, tenu alors par le FLN sous l'occupation française. En 2001, les délégués de l'Interwilaya atteignent là une apogée de leur influence puisqu'ils parviennent à y faire marcher une foule suffisamment inquiétante pour que la vallée soit interdite aux officiels du FLN et de l'Etat, sans être eux-mêmes comptés parmi les officiels. Car il ne s'agissait nullement de critiquer cette commémoration, ses préceptes et ses stalino-nationalistes, mais de se l'approprier. Ouvrant l'obscur dossier des manœuvres de carriéristes politiciens de jadis, cette coordination prétend « restituer au peuple son histoire » et remettre la révolte actuelle dans le fil de cette péripétie de la bataille pour la création de l'Etat algérien : « 1956-2001, le combat continue. » Après avoir commencé à se substituer à lui, et à obstruer son avenir en le séparant de l'histoire vécue, c'est dans un passé de révolte guérilleuse qu'on prétend ancrer ce mouvement ; et la coloration kabyle mentale de la coordination avance à peine masquée dans cette réécriture du passé sans émeute, puisque le Congrès de 1956 avait été le moment de la critique, par le Kabyle Abane Ramdane, assassiné l'année suivante, de l'orientation arabo-islamique posée dans le FLN par la tendance militaire en exil, au détriment des militants civils de l'intérieur, parmi lesquels les Kabyles, non arabes, non musulmans, étaient surreprésentés. Le 20 août 2001, la coordination interwilaya parvient à imposer une vision de l'histoire dont la négativité émeutière est exclue et où le FLN n'est plus mis en cause qu'au nom d'une de ses fractions. C'est bien là une conception de la révolte du point de vue du pouvoir établi, et non de sa critique.

Les 30 et 31, l'Interwilaya se réunit à Tubirett-Imceddalen (M'Chedallah), dans la wilaya de Bouira. Cette réunion est remarquable par son document de synthèse, en deux parties : un « Bilan du mouvement » et un paquet de « Perspectives du mouvement », ce qui indique une capacité d'analyse et de réflexion sur soi, qui a sans doute été le point culminant de cette tentative de délégation, un mois et demi après la première marche sur Alger, qui était le point culminant de l'ensemble du mouvement – ce que cette synthèse de l'Interwilaya ne peut pas reconnaître.

La partie « Bilan » est divisée en quatre : un préambule, les points forts, les points faibles, une conclusion. Le préambule répète comme une litanie le credo idéologique du mouvement qui discrédite toute la phase offensive par laquelle il a commencé : victime, « résolument pacifique », citoyen, d'« essence démocratique ». Le nom de « printemps noir » est apposé à l'insurrection avec la connotation martyre. Un manichéisme moral se substitue aux divergences d'intérêt et de perspectives, qui seraient précisément ce qui justifie une « synthèse » : d'un côté, des revendications légitimes présentées « pacifiquement » par de gentils « citoyennes et citoyens », de l'autre un « pouvoir mafieux et assassin » mettant en œuvre « une répression sanglante » et même des « pratiques diaboliques ».

Parmi les « points forts », qui commencent par « l'extraordinaire mobilisation citoyenne » (sans qu'il soit précisé en quoi elle aurait été « citoyenne », justement), on trouve de belles paroles de récupérateurs : « contribution à l'arrêt de l'effusion du sang », ce qui est une insulte à l'émeute, où des gueux affirmaient préférer mourir que continuer la honte et la misère de la hogra ; « réappropriation des dates historiques », qui est un méprisable regard vers le passé, une glorification du 20 août, au cœur d'un mouvement qui a l'avenir comme possible ; « horizontalité du mouve-ment (impossibilité de la récupération du mouvement) », ce qui n'est pas sans ironie dans le document final d'une réunion de délégués de délégués de délégués, comme l'est l'Interwilaya ; « canalisation des énergies de la jeunesse », qui est un criant aveu de dépossession et de manipulation des révoltés ; « renaissance d'une organisation ancestrale pour contrer toutes forme d'injustice qui s'inscrit dans la modernité », où l'on n'a pas honte de s'appuyer sur la pire tradition, tribale, celle du sang, pour entraver et miner le présent le plus furieux.

Evidemment, les « points faibles » sont plus rares, mais aussi plus judicieux, et plus intéressants : « carence dans la gestion de l'information et de la communication », alors que le ralliement de la presse francophone algérienne au « mouvement citoyen » est quasi unanime ; « manque de suivi des actions et décisions entérinées », on se demande ici lesquelles ; « mauvaise gestion des actions entreprises », sans dire avec quelles conséquences sur les délégués commis à cette gestion ; « absence de l'élément féminin au sein de notre organisation », sans remède pour la pallier ; « insuffisance en matière de réflexion », qui est certainement le point d'autocritique le plus à l'honneur de cette délégation ; « non-capitalisation de toutes les sympathies exprimées au niveau national et international » pour dire dans le plus beau langage marchand qu'on n'a pas suffisamment profité des spectateurs et des touristes disposés à applaudir ce bel événement.

La conclusion met seulement en garde contre les tentatives du « pouvoir », manipulateur, et qui joue les ingénus devant le refus de négocier imposé aux coordinations par leur seul objectif, la plate-forme de revendications d'El Kseur, dont la prépondérance est rappelée avec insistance.

Ce qui est appelé « Perspectives » est une série d'actions pratiques, avec une nouvelle manifestation prévue à Alger, mais seulement le 5 octobre, montrant que ces tentatives-là s'espacent, et un conclave dans la capitale, mais sans date. On y trouve aussi le maintien de la quarantaine des gendarmes, l'appel à encourager la participation des femmes, le projet d'une conférence nationale, l'élaboration d'une charte d'honneur pour l'Interwilaya, la saisine des instances internationales « sur les événements du printemps noir » et un dépôt de plainte à l'ignoble TPI (Tribunal pénal international), du parti démocrato-parlementaire mondial. Le reste est une liste de mesures symboliques, pas moins ignobles, et de propagande : édification de stèles pour les martyrs, port de brassard noir dans les écoles, une journée de deuil le 15 septembre, lancer une pétition nationale pour la plate-forme d'El Kseur, la faire connaître par d'autres moyens encore, et diverses mesures ponctuelles concernant le calendrier scolaire.

Septembre 2001

Le 5 septembre échauffourées à M'Chedallah, le 7 attaque de la gendarmerie, ou de ce qu'il en reste, à Azazga, le 12 affrontements sur la route Bejaïa-Bouira et à El Kseur, le 13, à la suite de l'annulation d'un match de football, affrontements avec les gendarmes à Tizi Ouzou, le 15 septembre grève générale et affrontements à Bejaïa, les 18 et 19 baston à Freha, le 22 émeute à Tizi Ouzou,

saccage d'établissements scolaires à Bejaïa le 25 septembre. La liste des turbulences a encore baissé par rapport au mois d'août, ce sont là les beaux restes d'un mouvement qui ne suit pas ses délégués canaliseurs de jeunesse, mais qui agit encore comme s'il les précédait.

Les 27 et 28 septembre, le conclave interwilaya à Ath Jennad (Freha) entérine une forme définitive de l'organisation des coordinations, et de son discours. Les « Principes directeurs » et le « code d'honneur » de la CADC y sont repris, avec quelques modifications, dont l'ajout d'un bref paragraphe intitulé « Voies et moyens ».

Ce qui, dans le préambule, reste identique par rapport au texte publié par la CADC en juillet est le fait que le nom du premier lycéen tué à Beni Douala en avril y est inscrit en lettres majuscules avec un descriptif disproportionné de l'incident initial, pour bien mettre en valeur le martyrisme, et pour que l'événement déclencheur pèse de tout son poids mort. On apprend ensuite que ce qui est « diabolique » sont les manipulations du « pouvoir », qui a « sciemment transformé en émeutes sanglantes » tous les « facteurs à l'origine de la révolte de la jeunesse ». C'est une diabolisation de l'émeute, qui est violence, agression, illégale et offensive. L'énumération des quatre facteurs « à l'origine de la révolte » est un charabia idéologique très éloigné de la parole et des actes des émeutiers : « une violation massive des droits de l'homme, le déni identitaire, l'exclusion sociale et le marasme économique ». Dans ce premier paragraphe, l'émeute est donc condamnée comme étant le fait de l'ennemi des émeutiers, et les causes de la révolte sont réduites aux abstractions les plus pauvres dont est capable la middleclass quand elle s'apitoie sur son propre sort.

Le paragraphe suivant affirme que le « pouvoir maffieux » n'aurait pas accédé « aux revendications démocratiques et sociales exprimées pacifiquement par les citoyens ». Ce n'est pas un parti de gauche suisse qui prépare une campagne électorale qui parle ici, mais un mouvement qui apparaît comme l'émanation de plusieurs centaines d'émeutes, qui si elles ne sont pas agglomérées ici à des revendications pacifiques de citoyens sont franchement niées. Et comment, pourquoi et depuis quand un pouvoir mafieux accéderait-il aux revendications démocratiques de citoyens pacifiques ? Au nom de quoi ? Et comment combattre cet état de fait, si on reste pacifique ?

La phraséologie middleclass qui est devenue le ton de l'Interwilaya trouve une expression concentrée dans l'affirmation suivante : « Cette situation macabre a interpellé les comités de villages et de quartiers et fait sentir le besoin de s'organiser pour poser les premiers jalons d'une dynamique citoyenne pour perpétuer le combat de nos valeureux martyrs du printemps noir 2001. » Le terme de « printemps noir », référence exclusive à la tristesse et au deuil – qui sert à couper les genoux, à transformer en solennité toute colère, à baisser les bras et les regards, à se taire et à faire taire –, associé aux « valeureux martyrs », dégrade toute la joyeuse part offensive du mouvement en regrettable tragédie, dont il faut pleurer. Mais il est surtout ici reconnu que la révolte a simplement « interpellé » des organisations préexistantes – comités de villages et de quartiers – et que ce sont elles qui ont posé les premiers jalons d'une « dynamique citoyenne », va savoir ce que c'est, en tout cas ça sent le vomi tiède. Enfin, on constate que c'est la dynamique citoyenne qui doit « perpétuer » le combat des « martyrs ». Ce qui veut dire que le combat des martyrs est terminé, en effet ils sont morts, et qu'on ne se battra plus qu'en tant que « dynamique citoyenne ». Et plus loin le document appuie sur ce champignon mou : « Le mouvement d'essence démocratique, résolument pacifique, revendicatif et citoyen a affirmé ses principes (…) » Vive la Suisse.

D’autres insanités encombrent le reste du préambule, destiné à réaffirmer l’indépendance et l’autonomie politique du mouvement mais dans le « respect du pluralisme politique », et à rappeler que le but reste la satisfaction des revendications de la plate-forme d’El Kseur, tiède comme du vomi. Toujours pour supprimer dialectiquement l’émeute gueuse, le texte répète encore que « ce mouvement de révolte » serait « une affirmation citoyenne ». L’insistance avec laquelle le terme citoyen est martelé signale la sourde scission entre ces citoyens délégués d’eux-mêmes, majoritairement respectueux des lois, et les adolescents destructeurs de bâtiments publics, dont la turbulence les a tellement inquiétés qu’ils ont fait de cette inquiétude une dynamique citoyenne, c’est-à-dire une occultation des combattants de la rue.

La partie « Organisation et fonctionnement » commence après une introduction qui réaffirme d’abord le souci de l’horizontalité et l’importance d’un code éthique, ce qui semble indiquer que la finalité d’« Organisation et fonctionnement » est éthique, puis le rappel des principes démocratiques, très flous dans leur descriptif littéralement inchangé du texte de la CADC en juillet, et enfin la souscription obligatoire à la plate-forme d’El Kseur. L’introduction se termine sur le fait que la coordination interwilaya n’est pas une structure organique, mais « un espace de synthétisation des réflexions de la base (…) ». Si l’Interwilaya s’autoproclame état-major, elle n’en est pas moins aussi le généralissime, qui ordonne et statue finalement non seulement en terme de propositions, mais en terme d’actions à mener, de principes et de perspectives. En dépit de sa modestie institutionnelle, l’Interwilaya ne s’est pas contentée d’élaborer et de publier des synthèses, outrepassant largement l’autodéfinition de son mandat.

Le premier des vingt-trois points est repris intégralement de la CADC : « Les délégués sont élus en assemblée générale des villages ou de quartiers. » Cela n’est vrai que pour le premier échelon de la pyramide. Mais, dès le second des quatre échelons, la coordination communale, il n’y a plus d’assemblée générale, mais seulement des assemblées de délégués, qui s’élisent entre eux.

Le second point concerne les devoirs de ces délégués : « Au niveau de l’organisation, ils doivent respecter les principes de l’élection à la base, le caractère citoyen et transpartisan du mouvement. » Respecter les principes de l’élection à la base ne signifie pas que les délégués sont révocables, ce qui aurait été facile à stipuler si cela avait été voulu ; et le caractère citoyen et transpartisan est peut-être très clair pour un citoyen transpartisan de Kabylie, mais pas pour un gueux mécontent et sourcilleux des conditions de la mise en débat de son mécontentement dans le reste du monde.

Le troisième point dit : « Les coordinations de wilaya ont l’autonomie d’action et de structuration dont la base est la commune. » Ce qui semble signifier que la base du mouvement n’est pas l’assemblée générale de village ou de quartier, mais la coordination communale, formulation légèrement différente, mais avec un sens identique de la détermination de l’unité de base du mouvement dans le document de la CADC. Le point 16 est une confirmation de cette dépossession de l’assemblée générale par l’assemblée de délégués : « Les propositions de réflexion et d’actions doivent émaner d’abord des coordinations locales puis synthétisées au niveau des coordinations wilayales, puis en inter wilaya. » Dans le document de la CADC, c’était encore l’assemblée de base qui devait pourvoir à ces propositions. De même, on affirme ici un fonctionnement hiérarchique qui ne prévoit pas que les choix de délégués de délégués (propositions ou synthèses) redescendent l’échelle pour être discutés et approuvés par les assemblées générales à la base ; si une « coordination locale » propose, c’est au niveau supérieur qu’on adopte, et même les autres coordinations locales ne sont pas appelées à en discuter.

Le mode de décision est confirmé au point 7 : « Dans les travaux des conclaves inter-wilayas, les décisions sont prises par voie consensuelle. » Ce qui rend extrêmement difficile la critique, exclut la situation du désaccord, marginalise les idées nouvelles et interdit que des tendances ne s'élaborent. Même le vote à 75 %, s'il a existé, n'est pas stipulé dans les « Principes directeurs ».

Enfin, la prise de parole est codifiée : « La prise de parole se fait par le porte parole désigné pour chaque coordination de wilaya. Son intervention doit recouper l'avis de la Wilaya. » On notera que l'intervention d'un porte-parole ne doit que « recouper » l'avis de ses mandants ! « Pour les débats, les interventions se font au prorata du nombre de représentations pour chaque coordination de wilaya. » On ne parle pas en fonction de l'importance de ce qu'on a à dire, on parle plus ou moins longtemps en fonction du nombre de délégations qu'on représente. La forme de débat qui permet le mieux d'assurer des argumentations complètes et leur réfutation, le dialogue, semble donc exclue.

Le code d'honneur est essentiellement la reprise de celui de la CADC. On y trouve cependant le point 10 : « Ne faire aucune déclaration aux médias au nom de l'inter wilaya », ce qui rappelle la grande proximité des médias, et qui n'interdit d'ailleurs pas de dialoguer publiquement avec ou sur ces médias en son nom propre.

Enfin, le chapitre « Voies et moyens » n'offre aucune possibilité quant aux voies et moyens pour mener un débat sur le monde, un mouvement de révolte offensif, ou une éventuelle critique pratique contre marchandise, Etat et information dominante. C'est en fait un manifeste pour que la Suisse reste un pays modèle de la middleclass :

1. Pressions populaires d'essence pacifique.
2. Pressions médiatiques.
3. Pressions juridiques.
4. Pressions politiques.

D – De la durée des défaites

Avec le recul, on peut dire : le printemps était une explosion ; de Beni Douala, le 18 avril, à Alger, le 14 juin, des adolescents bien intentionnés ont débroussaillé le sous-bois corrompu de l'Etat, ont dessiné à coups d'incendies, de blocages de rues et de routes, avec leur sang, le lieu de l'assemblée, et ont repoussé à la périphérie de ce périmètre les chiens d'un ordre effectivement mafieux. En deux mois, ils ont gratifié le monde d'une densité inégalée d'émeutes, que nous, observateurs extérieurs, renonçons même à compter, car il y eut vraisemblablement plusieurs centaines de ces explosions festives, de ces cris de joie du fond de la vie par lesquels les pauvres signalent qu'ils sont indispensables à l'histoire, et que toute forme de débat sur l'humanité commence dans ces moments où ils s'emploient de toute leur vigoureuse vitalité, de toute leur intelligence pratique, de toutes leurs capacités ludiques à construire des situations.

On doit ajouter que la belle clairière ainsi ouverte a été occupée par leurs frères, oncles, pères, grands-pères pendant tout l'été, de la mi-juin à la fin septembre ; après, l'herbe n'a pas repoussé. Et

pendant que les admirables sauveurs de l'honneur humain, mineurs passionnés, continuaient à agrandir le périmètre du centre du monde, leurs familles, ces ancêtres vivants, s'y assemblaient et statuaient là, avec la ferme prudence des conservateurs en temps de changement. Fondant des coordinations, des assemblées de délégués, cet arrière-ban timide, qui s'installe sur le gazon tondu, en exclut les enfants, dont le dangereux vacarme en bordure du lieu est encore toléré et même soutenu, mais non pas parce qu'il est riche, beau, prometteur, mais parce que tel est l'esprit de famille : on y soutient hypocritement la génération en rupture tant qu'on craint d'avoir, sinon, à l'affronter.

L'insurrection de 2001 en Algérie est restée dans cette prison kabyle : après la saison des offensives de rue est apparue la saison de la défensive de conclaves. Pendant tout l'été, les deux fractions ont continué chacune leur œuvre, mais l'offensive des jeunes est plus difficile à maintenir que la défensive des vieux. On a donc vu, de juin à septembre, le parti de la rue perdre en importance et le parti des coordinations en gagner. Tout autour, l'ennemi qui était en débandade au printemps s'est ressaisi et regroupé autour de la trouée dégagée, sans pouvoir entrer, mais en empêchant de sortir.

Il faudrait, pour rendre l'hommage qu'ils méritent, raconter la suite, longue série inégalée d'émeutes que les mêmes combattants ont prodiguées avec un courage admirable, malgré l'adversité du monde, des Etats les plus importants, des marchands et des informateurs, de l'Etat algérien, des familles, des lignages et des clans kabyles et des coordinations qui ont tous tenté, chacun apportant sa manière, de les freiner. Depuis le 5 octobre 2001, lorsque ces organisations appellent à une nouvelle marche sur Alger, qui échoue, mais qui commence par une émeute dans le lointain Atlas, et qui continue à vérifier sa géographie de la colère à travers toute une semaine dans les principales localités kabyles, jusqu'en 2003, les plus beaux adolescents de leur temps ont continué un combat qui s'est épuisé plus vite qu'eux. Car à chaque nouveau début, il y en eut encore des centaines, comment ne pas rêver qu'il serait le véritable début, celui qui irait au-delà de tout ce qui était figé à travers le tiède maçonnage du porte-parole usurpateur de cette critique de la société, l'échafaudage des coordinations ?

Il ne servirait qu'à la complaisance dans la lente et impitoyable défaite de continuer le récit méticuleux des événements au travers de l'automne puis de l'hiver qui ont continué de leur manger la moelle. Il n'est probablement pas d'indicateur plus fiable que cet universitaire, Alain Mahé, qui avait publié justement en 2001 une 'Histoire de la Grande Kabylie' et qui disait deux ans plus tard : « Car les coordinations n'ont fonctionné de manière satisfaisante que quelques mois, jusqu'en août 2001. Les modes d'organisation ont vite perdu de leur vigueur démocratique. Certains – les "délégués Taiwan", se moquent les Algériens, en référence à un certain art de la contrefaçon – ont dévoyé leur mandat pour négocier avec le pouvoir. Progressivement, la plupart ont cessé de revenir à la base. "Plus personne de notre village ne siège au sein de la coordination : nous ne savons même pas comment sont prises ces décisions de grève", déclarait ainsi récemment un commerçant de la région d'Azazga. » Car à partir du moment où les émeutes s'affadissent, comme des fêtes rejouées à l'identique avec les mêmes acteurs, les mêmes plaisirs, et les mêmes frustrations, les coordinations ont pu négliger même leurs apparences de contrôle par la base, qui semble n'avoir jamais même tenté de s'exprimer à travers ces réunions normées loin des combats auxquels elles ont été imperméables.

Mais aussi, comment cette pyramide à quatre étages, où les décisions sont prises par des délégués de délégués de délégués, sans que les propositions adoptées aient été au préalable soumises aux assemblées générales, n'aurait-elle pas, justement, écrasé ces assemblées générales, elles-

mêmes si peu générales qu'elles étaient des gérontocraties mâles à peine rajeunies ? Où était cette révocabilité qui fait de mon délégué mon commis et non l'inverse comme dans le parlementarisme, mais qui, absente des « principes » ou « codes d'honneur » de ces assemblées, n'apparaît que dans les rêves des spectateurs au loin, comme ce Georges Rivière qui affirme que « les délégués des rencontres de la coordination ont un mandat strict de porte-parole de leur collectif de base et sont révocables à tout moment » ou ces « quelques amis français des aârchs » qui prétendent que « les assemblées délèguent ceux qu'elles jugent les plus compétents, elles usent de leur pouvoir de révocation et dans certains endroits – impossible de savoir si cette pratique est très répandue – il y a une rotation systématique des délégués » ? Et comment le libre discours d'une révolte d'adolescents pourrait-il animer les prudents notables et marchands qui prétendaient parler en leur nom, et dont certains ont réussi à conserver leur mandat d'avant la révolte, opposant à la possibilité du désaccord le mode de décision du consensus, à peine réformé (à 25 % pour être précis), et récusant le dialogue comme forme de débat ? Comment des assemblées où les porte-parole ne sont tenus que de « recouper » l'avis de leurs mandants, et où ils parlent en proportion de la quantité de leurs mandats, pourraient-elles mettre en débat la qualité de leurs mandants ? Comment, enfin, ce système, si clairement issu de la tradition kabyle, pourrait-il se propager hors de Kabylie, et pourquoi et au nom de quoi d'autres pauvres pourraient-ils être attirés par un tel mécanisme, si inapte à prendre pour objet le monde, si impropre aux discours nécessaires dans notre temps ?

Car s'il faut répéter rapidement les idées et principes qui s'étaient incrustés là de manière impérative, scellée et non négociable, on en viendrait à marmonner le plus plat réformisme. Il y a sans doute une concession à la rue, lorsqu'il est fait table rase de toutes les organisations de récupérateurs existantes : pas de partis politiques, pas de négociation avec l'Etat, dehors les gendarmes ; mais un regard moyennement critique constate aussitôt que tout cela, qui n'est que la conclusion vide-ordure à adopter face à la pourriture sociale la plus décomposée du demi-siècle écoulé, est aussitôt racheté et conservé par tout le reste des mêmes fières revendications : le mouvement citoyen qui veut seulement participer à l'Etat mais qui dès son qualificatif de citoyen se ferme à ces acteurs pourtant principaux du moment que sont les adolescents, des réformes pseudo-démocratiques pour contrôler une police, et non pour la supprimer, un pacifisme qui dément ouvertement les émeutiers, et même, sous les appels à étendre toute cette noble épuration éthique de l'Etat corrompu à toute l'Algérie, la revendication kabyle mentale, qui prend une allure organique dans la genèse et la constitution des coordinations mêmes, de sorte à dégoûter tous les ennemis de la famille et de la tribu.

A travers ces plates-formes et ces synthèses, on ne reconnaît qu'une forme de négociation pour un Etat meilleur. Cette modération n'est masquée que par l'interdit initial de négocier avec cet Etat, c'est-à-dire ce régime ; mais qu'est-ce qui interdit de négocier si le régime change ? Rien, sans doute, car le cas est aussi peu prévu que tout ce qui pourrait se produire. Et il n'est prévu, en particulier, aucun changement de la société, pour peu que de gentils gestionnaires non corrompus aient l'obligeance de remplacer, avec toute la vertu idéale de la middleclass, les fourbes et les tortionnaires qui gouvernent, c'est-à-dire d'accepter telle quelle la mièvre plate-forme d'El Kseur. Pas de programme d'extension des coordinations au monde, mais pas même à l'Algérie entière ; pas de critique de la forme même de l'Etat et des intérêts auxquels correspond une telle organisation ; pas de critique du monde marchand ; pas de critique de la consanguinité ; pas de critique de l'information dominante qui n'est évidemment pas la presse du régime, mais son opposition, en particulier l'information francophone algérienne, véritable tête de pont locale de ce courant de pensée mondial.

Il était peut-être bien interdit aux délégués de parler aux médias au nom de l'Interwilaya, mais il n'y a eu aucune critique de cette information d'opposition et pour cause : elle n'a pas seulement

soutenu le mouvement, elle a parlé d'une même voix que les coordinations. Les débris gauchistes et postsituationnistes qui ont largement soutenu, à la suite de Jaime Semprun, cette organisation semi-improvisée n'ont apparemment pas même remarqué cette confluence qui est bien plus qu'une connivence. Cette information a été le porte-parole de cette nouvelle cohésion kabyle et inversement, de sorte qu'ensemble, coordinations et information dominante ont constitué ce tampon si suspect entre l'hémorragie de l'Etat algérien et les coups de boutoir d'une nouvelle génération comme le rappelle avec une morgue inconsciente le rapport de synthèse de l'Interwilaya de Tubirett-Imceddalen, fin août, lorsqu'il se vante d'avoir réussi la « canalisation des énergies de la jeunesse ». Et, plus tard, on verra des délégués qui ne peuvent pas être suspectés d'avoir participé à quelque rotation des tâches devenir des vedettes et des interlocuteurs privilégiés de cette information, comme ce Guerbi ou cet Abrika : même la célébrité et le vedettariat, qui étaient déjà conférés de manière infamante aux martyrs, n'ont pas été critiqués pour ces pseudo-représentants d'anonymes si vivants.

L'information hors d'Algérie n'a pas fait de l'Interwilaya une nouvelle place Tian'anmen. Elle n'a exalté cette nouvelle troupe de récupérateurs que du bout des lèvres, en passant. Il est vrai que la situation en Algérie ne correspond pas exactement au manichéisme qu'elle affectionne. En effet, en Algérie, le décor est fait de massacres inexpliqués, de tortures et de violences, pas toujours dénoncées par cette information, et d'un islam qui, ce mois de septembre 2001, devient dans le monde entier, sous une de ses variantes modernistes et hors la loi, à laquelle on peut donc agglomérer les différentes divisions de l'islam en Algérie, ce qu'on appellera l'axe du Mal, et qui constitue une opposition bien plus sexy que le Kabyle mental, frelaté et têtu, mélange de vertu ancienne mais non adaptée à l'aliénation de la ville et de modernisme middleclass, déjà discrédité dans le cœur des villes. Même un Semprun avoue s'étonner de la prise de parti de coordinations, d'ailleurs tout à fait conforme à la position de l'information francophone algérienne, sur le terrorisme, qui vont jusqu'à envoyer au président Bush un télégramme de condoléances après le 11 septembre : en voilà un qui a dû bien rire, si quelqu'un lui a expliqué ce qu'était une Interwilaya. Mais il est vrai que ce tampon mou a trouvé sa voie, geignarde, dans le fait d'essuyer les larmes du deuil et dans l'exaltation du martyrisme.

Les gueux dans le monde n'ont pas vu là la part de la révolte, même quand ils la partageaient, comme à Cincinnati, ou en Ethiopie, au printemps 2001. Le binôme information-coordinations a bien travaillé : l'insurrection est restée inconnue et dissimulée, et la tentative de l'arrêter par le discours a réussi à passer pour le contraire, l'émanation de l'insurrection, son discours. La muselière improvisée des coordinations a passé pour un mégaphone, le vide consternant des idées, pratiquement limitées à la plate-forme d'El Kseur, n'a pas choqué et interpellé les quelques sympathisants de l'extrême gauche dont le rêve de révolte est toujours celui qui était nouveau dans le troisième quart du siècle passé. Pourtant, cette insurrection était la première grande manifestation libérée de la plus grande insurrection sur le sol de l'Etat d'Algérie, entre 1988 et 1992, la première et fière évasion hors des rets d'une défaite interminable et sanglante qui a rongé toute une génération. Et cette régénération à elle seule mérite d'être citée en exemple. Même si l'Etat algérien et ses parrains, l'information algérienne et ses parrains, les coordinations et ses Kabyles mentaux ont réussi à étouffer pour le monde l'importance de cette fraîcheur et le sens profond et véritable de cette reprise de l'hostilité, le monde n'a pas fini de ressentir les conséquences de ces deux grandes aventures de la négativité qui sont tout ce qui méritera d'être rappelé dans le nom d'Algérie. Et, dans cette perspective, le silence persistant des gueux soulevés eux-mêmes apparaît davantage comme une menace que comme l'abrutissement auquel, dans l'histoire, la défaite réduit les plus intelligents.

La question qui reste alors posée est : comment les gueux soulevés n'ont-ils pas culbuté cette mièvre prétention de leur passer la bride au cou, et de parler en leur nom ? Pourquoi n'ont-ils pas, eux-mêmes, clamé le sens de leurs actes, et comment ont-ils permis l'usurpation de leur parole, qui commençait si clairement dans la rue et qui finissait si brouillée au détour des conclaves ? Ont-ils véritablement pris le frein à main des coordinations pour l'accélérateur de leur désir, de leur imagination, de leur possible ?

De nombreuses réponses sautent à l'esprit. D'abord, comment parle-t-on d'un siège de gendarmerie à l'autre ? On passe par les carrefours tenus par la famille, les clans, les parents : ce sont eux qui colportent la parole et qui la déforment au passage selon leurs intérêts. Salauds de vieux ! Au moment où, en face de soi, on critique des gens en armes envoyés par cet ennemi appelé l'Etat, on ne se méfie pas des gens dont l'arme est la parole, qui sont dans votre dos et prétendent, non sans apparence, être derrière vous. La critique du sang, de la famille, est le préalable à une prochaine insurrection en Kabylie. Ensuite, lorsqu'il faut parler, de quel côté est la maîtrise de la parole, du côté des vieillards et des militants qui l'ont exercée depuis des décennies, ou du côté des enfants incultes, dont le langage se résume au jet de pierre et à la mise à feu hardie d'une position ennemie, au cri de joie ? Et puis, comment entre-t-on dans ces tajmaâts qui prétendent parler de ce qu'on fait ? En cassant tout, ou sur la pointe des pieds ? C'est un autre courage qui est nécessaire pour casser tout dans une assemblée de notables décrépits auxquels on obéit depuis l'enfance que celui qui permet de casser tout dans un siège de wilaya à laquelle on désobéit depuis l'enfance. Et pourquoi penser que ces gens si proches, si bien intentionnés, si solidaires pour les morts et les blessés, trahiraient les vivants ? Est-ce que, finalement, leurs curieuses et lointaines conclusions ne seraient pas, au travers d'une succession d'abstractions pas toutes évidentes mais auxquelles on fait confiance, les véritables conclusions de ce qu'on est en train de faire, en risquant notre vie, dans la parole très informe de nos actes ? Cette naïveté dispersée est plus facile à tromper qu'à vaincre dans le face-à-face.

Le doute, cependant, est apparu. Au printemps 2002, il y eut une nouvelle vague d'émeutes, apparemment aussi haute et forte qu'un an plus tôt. Au printemps, le goût de la bagarre, le plaisir du jeu, l'envie de peser à nouveau ses forces sont réapparues dans toutes les villes de Kabylie, et même un peu au-delà. Mais on sait que la répétition de l'identique, dans l'offensive, est un recul. Et, en effet, ces fortes attaques ne précédaient pas, initialement, les coordinations, comme en 2001, mais les suivaient ; leur horizon n'était pas à décider, mais répondait à un boycott d'élections législatives, voulu par l'Interwilaya. Mais même devant cette subordination turbulente, les délégués parurent débordés. Prônant le pacifisme, ils virent soudain des hordes d'adolescents, de toutes façons exclus de toutes les élections, détruire d'abord des urnes, des bureaux de vote, puis à nouveau toutes sortes d'édifices, publics et même parfois privés. Pendant avril et mai les coordinations coururent après ce zèle si incompréhensible qu'il paraît effectivement affecté de quelque sens caché, et réussirent à grand peine à se hisser à nouveau à la tête du mouvement, comme des cavaliers imprudents se rétablissent après avoir glissé sous leur selle.

La scission entre la rue et le salon s'agrandit encore pendant tout l'été à l'approche de nouvelles élections, communales cette fois, prévues en octobre. Alors que les coordinations négociaient avec le FFS, qui avait annoncé rejeter ce nouveau boycott, frein à ses ambitions nationales, les émeutiers désavouèrent ces messes basses en détruisant systématiquement les locaux du parti collabo. Alors que des délégués condamnaient l'émeute, l'évidence inverse s'imposa en même temps : l'émeute condamnait les délégués. Sans doute, les émeutes de 2002 avaient pour ennemi déclaré l'Etat ; mais elles sont aussi des émeutes de la frustration et du doute, des émeutes dont l'ennemi indirect sont les

délégués des coordinations, un discours violent et direct qui désavoue leurs louvoiements si loin maintenant de toute la rage contre la hogra, contre une société privée de tout contenu, de tout devenir. L'Etat n'était plus la cible des émeutiers, mais le moyen, le défouloir, la légion romaine sur laquelle Obélix passe sa colère contre Astérix, qu'il ne peut affronter par des arguments. Même si les émeutiers des rues de Kabylie sont encore loin de la critique de ces délégués qui ont confisqué leurs perspectives, les émeutes de 2002 ont porté la menace de rendre vraie la profonde scission de cette insurrection entravée.

texte de 2004


BOLIVIE
PARAGUAY
Tropique du Capricorne
São Paulo
Tartagal
Mosconi
San Salvador de Jujuy
Salta
Asuncíon
Formosa
Curitiba
CHILI
Tucumán
Posadas
Santiago del Estero
Resistencia
Corrientes
Catamarca
BRESIL
Paraná
La Rioja
Porto Alegre
Córdoba
Concordia
Santa Fe
Paraná
San Juan
Concepción del Uruguay
Rosario
URUGUAY
San Luis
Gualeguaychú
Mendoza
Río Cuarto
Pergamino
Santiago
Montevideo
Junín
Buenos Aires
La Plata
Océan Pacifique
Mar del Plata
PAMPA
Neuquén
Bahía Blanca
Cutral-Có
General Roca
ARGENTINE
Comodoro Rivadavia
PATAGONIE
Río Gallegos
Iles Malouines
Ushuaia
Provinces
1. Capitale fédérale
2. Province de Buenos Aires
3. Río Negro
4. Neuquén
5. La Pampa
6. Mendoza
7. San Luis
8. Córdoba
9. Santa Fe
10. Entre Ríos
11. Corrientes
12. Misiones
13. San Juan
14. La Rioja
15. Catamarca
16. Santiago del Estero
17. Chaco
18. Formosa
19. Tucumán
20. Salta
21. Jujuy
22. Chubut
23. Santa Cruz
24. Tierra del Fuego
0 200 400 600 800 1 000 km
25°
30°
35°
40°
45°
50°
55°
80°
70°
60°
50°

ARGENTINE
2001-2002

I – C'EST OÙ L'ARGENTINE ?

A – De 1890 à 1989 (ou De Martín Fierro à Maradona)

1. L'Argentine est un Etat à la périphérie du monde. C'est un Etat dont la participation à l'histoire est discutable ou, tout au moins, confidentielle. Dans l'histoire du monde, qui est le mouvement du négatif dans le débat des humains, la présence de l'Argentine a été jusqu'à maintenant plus anecdotique qu'essentielle ; dans l'histoire officielle de la société des gestionnaires, l'Argentine est également hors de la visibilité ; elle n'a même pas participé aux deux grands conflits, dits mondiaux, du XXe siècle, qui sont les événements majeurs de cette histoire officielle. C'est pourquoi le passé de l'Argentine, largement inconnu dans le monde, prend une place dominante dans la tapisserie du couloir de références de la révolte en Argentine. Ailleurs, il faudrait parler davantage de ce qui se passe dans le monde au même moment ; pour comprendre la révolte en Argentine, il faut s'intéresser à quelques convulsions qui y sont restées fondatrices des façons de penser, de parler.

C'est un Etat de l'hémisphère Sud, dont les saisons sont donc inversées par rapport au gros de la planète sur lequel se sont calées l'histoire réelle et l'histoire officielle : décembre y est l'été, le Nord y est tropical, le Sud y est polaire. C'est un pays de grande superficie, avec une densité de population très faible. L'agglomération de la capitale, Buenos Aires, qui est une des quinze villes les plus peuplées du monde, regroupe le tiers des habitants de l'Etat. C'est un pays de Blancs, sans Noirs, et où il reste assez peu d'Indiens, nettement discriminés. La plupart des habitants sont d'origine européenne – essentiellement venus d'Espagne ou d'Italie – et leurs ancêtres proviennent d'une immigration plus récente que celle des Etats-Unis. C'est pourquoi il n'y a pas de Noirs : l'esclavage était déjà aboli.

Si on choisissait de représenter l'Argentine par des personnages, ce serait, en remontant le temps, Maradona, Che Guevara, Evita Perón et Martín Fierro. Le premier est en vie, si l'on peut dire, mais il a connu son zénith entre 1986 et 1990, le second a connu son zénith depuis sa mort, en 1967, le troisième au moment de sa mort, en 1952, le quatrième à partir de sa naissance, en 1872. C'est dire qu'à travers ses principales figures, l'Argentine tient en cent cinquante ans. En suivant le fil de ces quatre emblèmes, qui s'apparente à une grosse corde, on peut tracer une épopée des troubles de la parole, pas seulement en Argentine, mais dans le monde. On verra, avec ces quatre arrêts sur image,

la fulgurante progression de la célébrité à travers l'époque dont nous sommes issus, et sa principale fonction : combattre et masquer la révolte. On peut y lire les progrès du discours dominant, depuis le balbutiement bourgeois de la conscience jusqu'au délire d'aliénation de ce curieux langage synthétique de notre temps, sans individus, qui parle à tout le monde.

2. Martín Fierro est le personnage le plus argentin. C'est un personnage imaginaire, le héros d'un grand poème éponyme, beaucoup plus connu que son auteur, José Hernández. Ce gaucho, pauvre et rebelle, macho et chanteur, fier et dur au mal, a des rues et des places à son nom. Singulièrement et insidieusement, ce héros populaire est une figure d'identification pour les hommes argentins : « Un homm' qui manie les *boules,* et qui au lasso s'débrouille, et sait monter un poulain sans avoir peur d'en descendre, même au milieu des indiens, il peut toujours se défendre. »

Dix-huit ans après la naissance de Martín Fierro a eu lieu ce que les Argentins ont appelé abusivement une « révolution ». A cette époque, où ce mot qui désigne le bouleversement de la société était appliqué à la moindre tentative de renversement de régime, l'Argentine était déjà aux prises avec une faillite d'Etat, consécutive à des années de bombance de la part de quelques dirigeants plus gloutons que prudents, plus contents d'eux-mêmes que responsables de leurs charges.

De 1887 à 1889, l'Etat argentin se trouva face à quelque chose qui y était encore principalement inconnu : une vague de grèves. Le phénomène procédait d'une mécanique toute simple, vue sous l'angle des gestionnaires : le peso avait été dévalué, l'or montait, l'inflation montait ; les salaires, par conséquent, baissaient d'autant et, par conséquent, les ouvriers et les employés, pas contents, cessaient de travailler. « Aquí no hay nihilismo, ni hay socialismo, ni hay communismo. Lo que hay es que ha subido el oro, y por tanto bajado los sueldos. Éste es el secreto de la huelga de ayer, y de la de hoy, y de las que se preparan », disait 'El Nacional' le 3 octobre 1889. La jeunesse de la vertueuse bourgeoisie, grande et petite, s'indigna, non sans raison, de la gestion des affaires qui avait conduit à cette banqueroute de l'Etat : en septembre 1889, une Union civique de la jeunesse avait été fondée au creux de ce noble courroux. Elle se trouva rapidement un leader et idéologue en la personne du quadragénaire Leandro Alem, ce qui eut pour conséquence d'ôter le mot « jeunesse » derrière Union civique. Pendant tout l'été austral suivant, l'Union civique débattit beaucoup et s'indigna souvent, notamment lors de la présidentielle de décembre, où elle ne put présenter de candidat. L'élection de Juárez Celman prolongea comme si de rien n'était ces institutions vermoulues qui avaient amené l'Argentine au bord de la faillite et la création de l'Union civique, et qui avaient acculé de nombreux Argentins dans une misère que, dans l'évolution de la civilisation, on avait voulu croire révolue. « Pourquoi s'étendre, tonnerre, sur ces garces de misères ? Il naît et veillit, l'gaucho, sans que son sort s'améliore, jusqu'au moment où la mort se paie gratuit'ment sa peau. »

Alors que les grèves continuent, que l'or monte toujours, l'audience de l'Union civique augmente comme le prouve le grand meeting qu'elle tient à Buenos Aires le 12 avril 1890. Le 18, le gouvernement est remanié, et le 27 avril, dans la province d'Entre Ríos, une manifestation se termine en affrontements.

Mais la tragédie grotesque des classes moyennes, comme quarante ans plus tôt à Paris, eut besoin d'aller se donner dans les rues de Buenos Aires : dans les trois mois qui suivent, alors que les grèves décroissent, une fois qu'elle ne risque plus d'être débordée par un mouvement social, l'Union civique décide de passer à l'action, mais évidemment, sans l'appui de ceux dont elle craint le

débordement. Dans de fiévreux contacts avec quelques militaires se forme une conspiration et une « Junta Civil ». Avec le slogan « La patrie ou la mort », le 26 juillet 1890, elle lance sa « révolution », c'est-à-dire que des bataillons de ligne rebelles prennent position dans le Cuartel del Parque, au centre de la capitale. Les généraux Levalle, Capdevila, Pellegrini et Sáenz Peña organisent la défense loyaliste avec des troupes de vétérans. Dès le soir du 26, la rébellion est bloquée et ne peut plus s'étendre. Le 27 juillet, alors qu'on est toujours dans ce face-à-face peu sanglant, la Junte civile propose une trêve, puis capitule le 29. La patrie oui, la mort non.

C'est une de ces défaites qui sont singulièrement retournées. Les chefs des rebelles ne sont pas arrêtés, et c'est au contraire le président Juárez qui démissionne, le 5 août. C'est ce qui a fait dire cette célèbre phrase au député Pizarro : « La revolución está vencida, pero el gobierno está muerto. » Et le 10, l'Union civique vaincue dans la rue dirige même une manifestation pour fêter la victoire de la révolution.

Le récapitulatif est simple : l'Union civique a gagné le droit d'exister officiellement. Le régime n'a changé que le nom de son président. L'or continue de monter. En 1891, les Anglais prêtent 75 millions de pesos au taux usurier de 6 % et au mois de mars de cette année, l'Argentine se trouve en cessation de paiement : elle ne trouve que 28 millions sur les 50 qui arrivent à échéance. Le 12 mars, l'Union civique gagne les élections dans la capitale. Et le 14 juin 1891, une scission de ce parti en pleine progression voit la création d'une Union civique radicale.

Ce sont finalement les Etats-Unis qui sauveront l'Argentine d'une invasion britannique en 1892, en échange d'une aide contre le Chili.

La rébellion de l'Union civique a ceci en commun avec la tentative de discours qu'est Martín Fierro : le verbe chatouille, et on essaie de maîtriser, en mots, le chant intérieur ; on n'essaie pas encore de parler au monde et du monde, on veut seulement maîtriser, par la parole, ce qui est libéré, par l'émotion. Et une fois dans le vaste monde, le beau poème, la pureté d'intention, la longue mélopée de l'opprimé se retournent dans le rêve de gloire de l'étroite vision dominante : littéraire ici, politique là, les arrivismes de la parole parlaient au nom de l'individu et de la conscience. Depuis la révolution française, la parole avait ainsi trouvé une échappatoire et un lac d'inondation apparemment inépuisable pour le discours des pauvres. Martín Fierro et la « révolution » de 1890 sont le lointain écho de la révolution en France, une des premières grandes vagues de l'immigration que les classes moyennes naissantes ont fait subir dans l'esprit de la bourgeoisie, dont l'enthousiasme commençait déjà à s'assombrir dans la corruption.

« Attention au silence et silence à l'attention : je vais, dans cett' circonstance, si la mémoir' me répond, vous montrer qu'à mon récit manquait la meilleur' partie. »

3. Juste avant et après la révolution russe, le monde a expérimenté diverses formes, toutes concordantes, pour créer une classe ouvrière et l'encadrer efficacement, si bien que la révolution russe paraît même le laboratoire de la mise en classe des pauvres. Des dictatures stalinienne et fasciste au zèle des syndicats dans les Etats dits démocratiques, de nombreuses variantes concourraient à bipolariser la société selon le dogme économiste, et à parquer les pauvres dans des bataillons populaires fortement hiérarchisés, où la parole, qu'ils avaient menacé de prendre en Russie, leur est confisquée d'urgence. En Argentine, depuis 1890, ce travail s'effectue sur les ouvriers, dont d'importants effectifs sont importés d'Europe. Cette croissance a même connu une convulsion, bien peu connue dans le monde, la « Semaine tragique ». Le moment de cette brève explosion est déjà

symptomatique du parallélisme des idées dans le monde. Car cette semaine eut lieu au mois de janvier 1919, en même temps que la défaite du mouvement spartakiste à Berlin, ce que les ouvriers insurgés de Buenos Aires ne pouvaient pas savoir.

Le 7, le port est paralysé par la grève. L'armée intervient : il y a 4 morts. Le 9 janvier 1919, en hommage aux victimes, c'est la grève générale lancée par les anarchistes, et suivie par les autres syndicats. Les obsèques, ce jour-là, seront sanglantes, avec des escarmouches le long du cortège, mais aussi dans plusieurs quartiers de la capitale : il y a plus de 20 ouvriers morts. Dans la semaine qui suit, la semi-insurrection ouvrière sera violemment réprimée par les forces de l'ordre, mais aussi par des milices de la classe moyenne. Il sera même question de plusieurs milliers de tués. Et, vingt ans avant sa défaite mondiale à Barcelone, c'est l'anarchisme argentin qui livra là sa bataille décisive, avec le même succès.

En Argentine, l'échelle industrielle du travail d'encadrement des pauvres, pour parler gestionnaire, a été accomplie par le péronisme. Le péronisme est une dictature populiste, avec le général Perón comme chef. Evita Perón, née pendant la « Semana trágica », est la femme du dictateur Perón. Sa popularité a éclipsé celle de son dictateur de mari, ce qui n'a pas été un mince exploit, dans un pays aussi macho que celui de Martín Fierro. Eva Perón, dont l'alter ego masculin le plus célèbre a été Hitler, représente l'égérie féminine enflammée des grands discours de masse, si courants dans la première moitié du XXe siècle, et que la télévision a dépassés depuis dans une démagogie adoucie.

Perón, encore colonel à l'époque, s'est fait connaître en transformant le département du Travail en secrétariat du Travail et du Bien-Etre social dans un gouvernement qui, en 1943, avait renversé un régime oligarchique par un coup d'Etat militaire. Quelques mesures sociales, une dispute avec l'ambassadeur américain, et la personnalité voyante de son actrice de compagne conduisirent, le 9 octobre 1945, à la démission forcée de Perón de son poste de vice-président et de sa participation au gouvernement. Le 13 octobre, il fut même arrêté. Mais le 17 octobre 1945, des foules de pauvres des quartiers populaires convergèrent vers la place de Mai, devant le palais présidentiel, la Casa Rosada. Ces « sans-chemise », les « descamisados », exigèrent la présence de Perón. La première fois que les ouvriers apparaissent sur la scène argentine, c'est encore pour qu'on leur rende un chef. A 23 heures, ce soir-là, le colonel libéré put promettre des élections depuis le balcon du palais. Ce fut le début du péronisme. Eva Perón semble avoir pris une part négligeable dans cette journée fondatrice. Le couple se maria cinq jours plus tard ; et fut élu à la présidence après quatre mois d'une violente campagne électorale.

Le péronisme a toujours été une dictature singulièrement controversée. Les degauches ont souvent applaudi à cette démagogie ouvriériste, l'opposant sans grande raison au stalinisme et au nazisme, dont elle est une variante simplement moins meurtrière. Les années Perón ont été les années où les pauvres d'Argentine se sont laissé organiser par leurs ennemis, et de nombreuses structures bureaucratiques et d'assistanat que le péronisme a installées sont encore en vigueur aujourd'hui. Elles sont restées des freins essentiels à la révolte. « Pero sobre todo el pueblo estuvo representado por la señora Eva Perón, Evita como la llamaba el pueblo. Ella siempre marcó el camino, señalo enemigos de adentro y de afuera y jamas perdió la fe y el coraje de una humilda de alma. »

Avec le péronisme, l'Argentine est devenue un Etat moderne, occidental, intégré. La meilleure critique d'Eva Perón a par conséquent été fournie par l'industrie hollywoodienne, qui diminue tout ce qu'elle touche sauf la célébrité et la honte. Il y eut un film sur Evita, et l'actrice choisie fut la Maradona du cinéma, Madonna. On n'a pas toujours les caricatures qu'on mérite, et ici, le dernier

maquillage de la pasionaria argentine a creusé profond dans la cruauté avilissante et dans la bêtise rassurante.

Les politiciens péronistes, eux, se sont modernisés avec une souplesse qui contraste avec la rigidité prolétarienne des pauvres qu'ils contrôlaient. Ils sont devenus essentiellement des gestionnaires corrompus, aussi courbés de l'échine avec leurs maîtres étrangers que caudillos brutaux avec leurs administrés. Les deux partis politiques argentins sont donc si vieux : d'un côté, l'Union civique radicale est l'avatar méconnaissable du parti de la révolte de 1890 ; de l'autre, le Parti justicialiste est l'avatar méconnaissable du parti des descamisados du 17 octobre 1945, qui se laissaient représenter par les Perón. Enfin, quand je dis méconnaissable : la statue, telle qu'elle est sculptée, est déjà dans la masse informe de la pierre. Ou non ?

Et, en passant à Eva Perón, le discours de Martín Fierro est devenu de la rhétorique, un discours pour les masses, comme disent les emprolétariseurs, où il s'agissait de ne pas laisser ces masses parler autrement qu'à travers de tels discours dominants, scandés désormais derrière des micros. Ici le pathos remplace le chant, et l'intention d'agir sur l'autre se transmet maintenant, non plus à travers le livre, mais à travers la radio, qui va plus vite et qui parle aux émotions avant de parler à leur traduction consciente. Le discours de ce temps est confisqué, mais on le présente comme libéré ; la conscience bourgeoise y est déjà socialisée, c'est-à-dire déjà aliénée. La poésie est devenue une poésie d'Etat, destinée à faire taire, à usurper la parole. C'est déjà un discours raboté, rigide et trompeur, qui est nécessaire pour faire taire : « que nadie intenta levantar la mano contra el general Perón, porque ¡guay de ese día !, Ese día, mi general, yo saldré, con las mujeres del pueblo, con los descamisados de la Patria, muerta o viva ¡para no dejar en pie ningún ladrillo que no sea peronista ! » (1er mai 1952).

4. C'est à l'époque où la révolution russe est devenue respectable qu'elle a commencé à être dépassée. C'est à l'époque où les staliniens étaient la bonne conscience du monde que cette bonne conscience a commencé à être attaquée. C'est l'époque aujourd'hui précédente, celle de la révolution iranienne. Et comme chacun sait, la révolution iranienne commence en 1967, avec la vague de révolte de 1968.

1967 est l'année de la mort de Che Guevara. Che Guevara est né à Rosario. Tout ce qu'il a fait jusqu'en 1967 est sans intérêt : ce n'était qu'un petit soldat stalinien, accessoirement ministre cubain, un bureaucrate qui a essayé d'étendre la bureaucratie jusqu'à la jungle, un idéologue de la guérilla, que des titres de honte. Che Guevara commence à devenir digne d'intérêt en 1967, à travers son image, qui est l'image policière la plus accomplie de son temps, qui va encore durer un quart de siècle. Elle est le visage même de la fausse conscience, de la fausse révolte, du passé rajeuni et modernisé éternellement, de l'étudiant qui se croit ouvrier, de l'ouvrier qui se croit étudiant, du pauvre piégé qui se rêve encore héros. Il y a du Martín Fierro et de l'Eva Perón dans l'image de Che Guevara. Après le mythe de la poésie de la révolte, après le mythe du discours de la révolte, voici le mythe de l'image de la révolte.

C'est au moment où les images de Che Guevara commencent à glorifier la révolte passée que la révolte moderne commence aussi, mais sans treillis ni étoile sur le képi. A quatre cents kilomètres de Rosario, où est né le Che, à Córdoba, deuxième ville d'Argentine, où il a passé la meilleure partie de son enfance, commence une révolte fort peu connue : car quand les gueux de ce Cordoue des Andes se sont soulevés, le vieux monde s'est retranché d'abord derrière la distance de

l'Argentine au monde. C'est une constante : chaque fois que les pauvres d'Argentine ont critiqué leur pauvreté, le rempart le plus infranchissable qui leur a été opposé est leur éloignement du centre de la gestion de la planète. Le Cordobazo est dans la queue de la comète de la grande vague de révolte qui a eu 1968 comme épicentre. Mais qui le sait ?

En 1969, c'est une dictature militaire qui gouverne l'Argentine depuis trois ans. Le mois de mai de l'année précédente s'est propagé en images véloces, plus prégnantes que les ondes radio des trémolos d'Evita, et les étudiants commencent à descendre dans la rue, parallèlement à une mobilisation ouvrière qui menace de déborder la vieille CGT péroniste. A Córdoba, en mars 1969, les étudiants forment une Junta Coordinadora de Lucha, et après une loi qui supprime le paiement double des heures supplémentaires du samedi, le 12 mai, la CGT est obligée d'organiser une manifestation pour le 14. Une assemblée se forme, elle devient manifestation qui se termine par des affrontements dans le centre-ville. Le 15, dans la ville de Corrientes, près du Paraguay, une autre manifestation se termine là aussi en affrontements, mais il y a 1 mort. Le 16 mai, Córdoba est en grève.

Le 17 mai, c'est à Rosario que le centre de gravité de cette agitation s'est déplacé : un manifestant reçoit une balle dans la tête et décède le lendemain. Le 21, mille cinq cents manifestants renversent des voitures, dressent des barricades et occupent une radio. Il y a à nouveau 1 manifestant tué, un lycéen de quinze ans. Le lendemain, l'état d'urgence est décrété pour Rosario.

Le 23 mai, les affrontements gagnent le barrio Clínicas à Córdoba, en grève générale en l'honneur de la dernière victime de Rosario, qui n'est provisoirement plus Che Guevara. Le 26, à Córdoba, les étudiants ne reviennent dans leur faculté fermée depuis une semaine que pour se déclarer en « mobilisation permanente », et leur Junte de coordination, ainsi que la CGT, toujours attentive à garder les rênes, appellent à une grève de trente-sept heures prévue à partir du 29 mai à 11 heures.

Le 29 mai, avant 11 heures, les ouvriers des principales industries de la ville débraient et forment des cortèges qui tentent de rejoindre le centre-ville. La police s'efforce immédiatement d'empêcher cette progression, mais elle n'y parvient pas, d'autant que dans le centre-ville de petits groupes d'ouvriers réalisent des attaques surprises, prennent à revers les forces de l'ordre, qui reculent. A 11 h 30, les cortèges étudiants se mettent en marche depuis la Cité universitaire et le barrio Clínicas.

A midi, les unités de police font leur jonction place Vélez Sársfield. Très rapidement, la poussée adverse les fait passer des lacrymogènes aux balles de plomb. A 13 heures, au carrefour Bas et San Juan, un manifestant est tué. Cet événement, fort prévisible, a pourtant semblé décupler la colère des manifestants. Le premier pillage semble avoir été celui de la Confitería Oriental, dont la nourriture est distribuée dans la rue, mais dont la caisse est épargnée. Sur la place Colón, en particulier, d'autres entreprises, comme Xerox, un concessionnaire Citroën, un magasin de téléviseurs, subissent la vengeance de ces destructeurs d'échange marchand, probablement moins inconscients qu'organisés.

Une assemblée s'improvise au milieu de l'émeute, et c'est une des rares insurrections dont un tel acte de concertation et de parole publique est connu. Voici comment la raconte Luis Rubio, « dirigeant » étudiant : « Cuando llegamos a la plaza Colón ya estaban rotas las vidrieras de la Oriental y de Xerox ; también ardía uno colectivo de los "loros" y algunos autos de una concesionaria Citroen. Entonces se hizó una asamblea en la plaza. Hubó dos mociones : o seguir quemando autos o no provocar más destrozos. La votación se hizó a mano alzada y la que ganó fue la mía : la de detener la violencia. » On se serait étonné que quelqu'un d'aussi collaborateur dans la dénomination ne soutienne pas le retour au calme et, comme il le souligne, au respect des objectifs de la manifesta-

tion, qui n'ont pas été déterminés par les manifestants, comme il ne le souligne pas. Il y eut cependant de nombreuses attaques et destructions de bâtiments publics : la Société nationale du gaz, une antenne du ministère des Travaux publics, le Cercle des sous-officiers. Mais entre-temps, on n'en est plus à savoir s'il faut ou non respecter les consignes, parce que la police a abandonné le centre-ville aux insurgés. Même Rubio, partisan de la thèse de la spontanéité de la révolte (contre les accusations de manœuvres et de manipulation, qui n'ont pas manqué), y trouve son Mai parisien : « Creo que lo que se respiraba era euforia, une sensación de libertad, de haber derrotado a la represión, diría que era casi festivo. »

A 16 heures, le IIIe corps d'armée annonce qu'il va intervenir. Une heure plus tard, la troupe marche sur le centre-ville. Alors que la nuit tombe, les ouvriers sabotent la centrale électrique, plongeant le champ de bataille dans le noir. Les tirs de mitraillette de l'armée ripostent désormais aux balles de 22 des francs-tireurs insurgés. Au petit matin, l'armée a repris le centre de Córdoba. Le général Lanusse prend le commandement de la répression. Pendant la matinée du 30 mai, il y a encore des barricades dans les banlieues, et des coups de feu au barrio Clínicas. La gendarmerie prend d'assaut les sièges des entreprises dont les ouvriers sont réputés les plus combatifs. Un conseil de guerre immédiat juge les trois principaux organisateurs syndicaux de la manifestation qui a conduit à l'insurrection : les condamnations, de huit et dix ans ferme, montrent à quel point le régime a eu peur.

C'est bien l'époque où la classe ouvrière se greffe une aile estudiantine, et où les beaux bataillons du prolétariat se fissurent, ce qui se voit mieux quand ils attaquent que quand ils subissent. Cette fissure est aussi et d'abord une fissure de l'encadrement : malgré Rubio, qui se vante de la victoire des dirigeants au pic de l'offensive, l'assemblée qui en discute la perspective et l'existence même d'une telle assemblée révèlent que le leadership n'était plus indiscuté. C'est bien le monde de l'image du Che, mais c'en est exactement le négatif : vitrines, autorité, gauche traditionnelle, la fissure traverse tout.

Officiellement, cette crevasse du Cordobazo est généralement considérée comme ayant coûté, comme à chaque grande révolte en Argentine, sa place au président, qui était alors le dictateur Onganía. Comme le disait son Bluthund Lanusse, qui deviendra président à son tour : « El gobernio de Onganía jamás pudo, en verdad, reconstruir la autoridad que perdió el 29 mayo de 1969. » Et le 29 mai 1970, la fin de ce régime manifeste un nouvel aspect de l'époque qui commence : ce jour anniversaire est celui choisi pour sa naissance publique par le groupe terroriste péroniste de gauche, les Montoneros, dont les principaux chefs pactiseront plus tard avec la dictature militaire suivante, et qui commet ce jour-là un premier enlèvement qui le rendra célèbre.

Trois ans plus tard, le vieux Perón est revenu aux affaires. Pour montrer que rien n'était sérieux, il a amené avec lui sa nouvelle femme, une Isabel, qui tenta d'imiter Evita avec des moyens plus limités. Elle survécut à son mari, qui creva enfin en 1974, et resta présidente d'un Etat et d'un parti en déliquescence accélérée jusqu'à ce que les militaires la chassent, en 1976.

Mesquine jusque dans les pires cruautés, cette nouvelle dictature dut, à la fin, attaquer pour se maintenir. Mais elle s'attaqua à plus fort qu'elle lorsqu'elle prétendit libérer l'archipel des Malouines, qui était aux mains des Britanniques, sous le nom de Falkland. Pas de chance pour les galonnés argentins, plus bureaucrates que soldats, et qui ne purent faire longtemps les Fierro : Margaret Thatcher, Premier ministre boutiquier du Royaume-Uni, avait autant besoin qu'eux d'une guerre, mais plus de moyens, d'appuis et une armée en meilleur état. Et l'Etat argentin connut une

faillite de plus, lors de la défaite en 1982. L'année suivante, les despotes tortionnaires à képi et moustache, mais à cheveux courts et sans barbe, s'en allèrent la queue entre les jambes.

Des élections appelèrent la vieille Union civique radicale au pouvoir, parce qu'on voulait surtout éviter les péronistes. Un Alfonsín devint président, de droite donc (l'UCR était considérée comme plutôt à droite et les péronistes comme plutôt à gauche), jusqu'aux élections de 1989. L'un des faits principaux de son règne (il est presque touchant de voir combien les politiciens argentins rêvent de cette présidence) est qu'il approuva toutes les dettes contractées par la dictature.

5. Bernard Tapie, gestionnaire français, qui dirigea l'Olympique de Marseille, disait qu'un jour il ferait signer Maradona dans son club, parce que Maradona était la personne la plus connue au monde. Au fin fond du Vietnam, dans toutes les banlieues et bidonvilles du monde, à part aux Etats-Unis, tout un chacun savait que Maradona était le meilleur footballeur de son temps ; jamais encore il n'y avait eu un homme sandwich plus fluorescent. Court sur pattes, très rapide, avec un toucher de balle étonnant, el Pibe de oro est une sorte de monstre, inconscient et mis en avant. Si Che Guevara est une icône, Maradona est une icône mobile. Maradona est à Che Guevara ce que le cinéma est à la photo, ce que la télévision est au cirque.

Il faudra dire un jour pourquoi et comment le football, qui est une sorte de sphère séparée dans le monde, a pu devenir plus intéressant et fédérateur pour les pauvres que la politique, qu'ils se sont résignés à abandonner. Tous ceux qui connaissent les jeux que pratiquaient respectivement Che Guevara et Maradona savent de quoi je parle. Dans le vaste monde où se joue la direction de la cité, les pauvres ne sont admis que devant les écrans, en silence. Dans l'enclos du football, l'insulte ouverte et audible au moins est permise. En politique, les pauvres comptent très exactement pour rien : même leurs votes, qui sont souvent obligatoires, comme en Argentine, ne peuvent aller qu'à leurs ennemis. En football de « haut niveau », leur vraie influence dans le monde est strictement mesurée : ils sont le « douzième homme ». Tous ensemble, ils valent pour un douzième du jeu et du résultat. C'est là, semble-t-il, une assez juste proportion de ce que notre société appelle démocratie : la foule, le public, l'opinion, la plèbe comptent pour un douzième du tout. Frustrante, étroite, médiocre, la place des pauvres dans le football est au moins leur vraie place. Et leurs cris diffamés et assourdis sont leurs vrais cris de rage, alors que même lorsque la politique devient émeute, l'ennemi peut éteindre le son ou le mixer à sa mélodie du bonheur retrouvé.

Mais le football représente aussi et surtout une sortie des pauvres de ce prolétariat dont le principe était l'activité qui rejette la vie au-delà de la survie, le travail. Quand on est organisé par clubs, par groupes de supporters, au moins on est organisé en fonction d'une identité qui échappe à la religion dominante, l'économie. Et l'époque dont Maradona est le héros est l'époque où les gueux commencent à se révolter exclusivement hors du prolétariat. C'est en 1988 que les pauvres de Birmanie se sont insurgés contre une dictature militaire qui les a finalement contenus, et le lendemain de leur défaite, ce sont les adolescents d'Algérie qui on fait leur Octobre ; et c'est au milieu de cet automne que les gueux argentins se sont manifestés pour la première fois en tant que tels : le 9 septembre 1988, alors qu'à l'appel de la CGT péroniste se tient une douzième grève générale en six ans (on voit l'efficacité), et que ces syndicalauds tiennent meeting sur la place de Mai, devant le palais présidentiel à Buenos Aires, un affrontement éclate entre quelques-uns des trente mille spectateurs et les policiers ; tout cela se développe assez vite en pillages, ce que le journal 'Libération', nommant la journée « vendredi noir », racontera en dramatisant pour vendre,

presque un an plus tard (8 juillet 1989) : « Pillages de magasins, course poursuite dans les rues de Buenos Aires, bataille rangée entre policiers et grévistes, la capitale argentine est mise à sac. »

C'était le hors-d'œuvre. Dès le début de cette année d'insurrections qu'a été 1989 eut lieu le grand Caracazo de février à Caracas, qui restera certainement une des plus grandes vagues de pillage de l'époque actuelle. En voir déferler l'équivalent sur l'Argentine n'était donc une surprise que pour ceux qui n'avaient pas conscience de la montée d'une vague de révolte, identique sur tous les continents, sans encadrement et sans références, sans intermédiaires et sans discours, avec les perspectives les plus grandes, soudaines et surprenantes, c'est-à-dire que ce dribble soudain qui offre une position de tir est un imprévu incompréhensible pour à peu près tous les défenseurs du monde, UCR et péronistes, marxistes et léninistes, chrétiens et postsitus (qui pourtant ne s'étonnent jamais d'aucune révolte), gestionnaires et gérés ; les moins surpris ont sans doute été les hinchas de Boca à River, qui, elles, connaissaient le jeu.

Il y avait bien déjà deux tracés historiques parallèles qui s'ignoraient profondément. Les politiciens et les informateurs taillaient leurs petites routines autour de leurs événements fétiches : le 14 mai 1989, le péroniste Menem est élu président contre le radical Angeloz. Le 23, Alfonsín, le sortant qui doit quitter son poste six mois plus tard, annonce pour l'intervalle un « gouvernement de crise » et une « économie de guerre ». Car les économistes ont un peu perdu le contrôle de leur gestion, dans cette Argentine championne du monde : l'inflation est à 70 % par mois et il y aurait neuf millions de pauvres sur trente millions d'Argentins, soit trois fois plus qu'à la fin de la dictature militaire, six ans plus tôt. Mais les adeptes de la religion économiste sont tellement tranquilles qu'ils n'hésitent pas à ancrer profondément dans l'irrationnel déiste leurs discours désormais pessimistes : « Il ne nous reste plus qu'à prier », confiait en avril un ex-ministre de l'Intérieur ; et un journal français affirmait que dans « les cathédrales de Buenos Aires », « des ex-voto économiques ont fait récemment leur apparition, demandant au Ciel une meilleure situation économique, de meilleurs salaires et la fin de la crise ». Au moins la majuscule à Ciel est du journal, qui s'appelle bizarrement 'Libération'.

Les premières émeutes et pillages ont lieu le 25 mai, principalement à Córdoba, dit-on, mais on sait peu de choses sur ce début sans but, parce que ces pauvres ne sont pas encadrés, et que les informateurs ne sont pas en province, et que le 25 est un jeudi, ce qui fait que l'information ne parvient dans le monde qu'après le week-end, où ce décalage permet de minimiser l'événement. Ainsi, on peut lire encore le 30 mai dans le même 'Libération' cette badinerie : « Nouvelle mode argentine : le pillage des supermarchés dans les grandes villes. Avec l'assentiment de la police. »

Entre-temps, en effet, les émeutiers ont beaucoup ruiné ce ton désinvolte et décalé : le dimanche 28, à Rosario, « la situation risquait d'être totalement incontrôlée », pas pour les émeutiers bien entendu. Dix mille manifestants se sont livrés des batailles avec la police, dont l'assentiment a beaucoup fléchi : 3 morts, des dizaines de blessés, et au moins 500 arrestations. L'Argentine se réveille avec 33 nouveaux supermarchés pillés.

Pour le 29 mai, vingtième anniversaire du Cordobazo, les journalistes relèvent plus de 100 « incidents » dans tout le pays, si bien qu'ils feront de ce 29 seulement le premier jour des « troubles sociaux ». A Rosario, il n'y a apparemment plus un seul supermarché à saccager, et on s'attaque maintenant aux petits commerces. Les épiciers, stupéfaits, défilent dans la presse pour se plaindre que les pilleurs sont des gens qu'ils connaissent, leurs clients habituels, comme si le pillage était forcément le fait de gens d'ailleurs, pas comme nous qui, du plus rebelle au plus mouton, en rêvons tous. L'origine des pilleurs a d'ailleurs donné lieu à des typologies plus instructives que

fiables, dont le meilleur résumé est fourni par la langue de bois du président Menem lui-même lors d'une interview dix jours plus tard : « Sur les 1100 personnes qui ont été arrêtées à Rosario pendant les troubles, 500 étaient des délinquants de droit commun, 500 étaient sorties dans la rue parce qu'elles avaient faim et une centaine étaient des agitateurs professionnels appartenant à des partis politiques de gauche. » On sait que sous le choc l'ennemi dit un mélange de vérité et de fantasmes, parce qu'il se prononce alors avant d'avoir tranché sur l'interprétation à donner mais ni les politiciens ni les journalistes n'ont pris le risque de faire une typologie des insurgés du Grand Buenos Aires, qui, en particulier à La Matanza, à Quilmes, à Almirante Brown, ont imité ceux de San Miguel, où une véritable bataille a eu lieu contre tout ce qui représente l'Etat (2 chauffeurs de bus seraient morts après avoir refusé la réquisition de leur véhicule pour défoncer des supermarchés), et dont les informateurs, les cheveux dressés sur la tête, résument pudiquement toute l'horreur : « Les pires étaient les femmes, elles étaient déchaînées, c'était non seulement la faim, mais aussi la colère. »

Evidemment, on ne saura jamais contre quoi ces femmes étaient en colère, car aucun journaliste n'a soupçonné publiquement que cela aurait pu être, par exemple, contre l'état de siège décrété par le hijo de puta Alfonsín sur tout le pays pendant trente jours, contre la marchandise comme moyen de communication dominant, contre l'impuissance à s'exprimer, contre les troubles de la parole, ceux que nous imposent les professionnels de la parole, et ceux auxquels nous convient les amateurs de troubles. La faim provoque l'hébétude, l'abattement, et la plainte ; la seule faim qui peut provoquer la colère est la faim des autres, mais c'est là encore une apparence : ce n'est pas la faim, à ce moment-là, qui provoque la colère, mais l'injustice. Il faut donc répéter avec force que des « émeutes de la faim » sont une invention de journalistes, de curés, de marchands et de politiciens, destinée à tromper les émeutiers et ceux qui pourraient le devenir, et à rassurer les autres.

Le 30, de nouvelles émeutes et pillages ont lieu dans le Grand Buenos Aires, et le régime, tremblant de terreur comme le montre l'alliance impromptue de l'ex et du futur président pour soutenir l'état de siège, méprisé assez souverainement dans les banlieues, attend avec angoisse que les émeutes gagnent les quartiers des classes moyennes de la Capitale fédérale. Mais on en sait déjà moins sur cette journée parce que les journalistes, eux, respectent l'interdit de l'Etat : partagés entre la curiosité et l'effroi, ils commencent à être aussi évasifs que par rapport aux premières journées de la vague de pillages. Il y a officiellement 11 morts, 100 blessés et 2 000 arrestations. Le gouvernement donne ordre de tirer sur les pillards. On signale de nombreuses coupures de route sur l'autoroute entre Rosario et Buenos Aires, par des barricades en bois et des feux de pneus. Que ce soient les émeutes et les pillages, ou ces coupures de route, ce sont là d'importants signes avant-coureurs de l'Argentine d'aujourd'hui.

La réponse des autorités est aussi une réponse de notre temps : trois bombinettes explosent dans le centre des affaires, plus une au siège du Parti communiste, et une au siège du Parti radical. On sait que le terrorisme, même timide, est un des outils du détournement d'attention, et comme les politiciens sont plus soudés que jamais devant ce qui est l'annonciation de leur mort violente, de telles manœuvres prophylactiques passent, par-delà les frontières, comme des signes de maturation gestionnaires.

Le 31, les informations deviennent encore plus floues, comme pour montrer que le mauvais rêve sera combattu par la prière silencieuse en attendant de trouver la bonne formule de calomnie, qui sera finalement « émeute de la faim », où il ne s'agit pas de tromper la faim, mais de tromper par la faim. On sait seulement qu'il y a eu ce jour-là 100 supermarchés pillés, joli score pour un jour de

fermeture, car après cette date-là, il faut attendre le 21 février suivant pour entendre parler de nouveaux pillages en Argentine, à nouveau à Rosario. Du 25 au 31 mai, il y aura eu officiellement 19 morts.

Le gouvernement a choisi d'affirmer que les gauchistes, cette gauche de la gauche essentiellement trotskiste, ont manipulé les émeutes, et les auraient même causées (après avoir même tenté d'accuser la CGT, peut-être en souvenir du 12 septembre précédent ; mais les péronistes et Menem n'ont pas été d'accord pour qu'on fasse cet usage de leur syndicat ouvrier, et l'accusation, comme une girouette, a donc cherché un bouc émissaire plus consensuel quoique encore plus improbable). Le 3 juin, d'ailleurs, la direction d'une chapelle léniniste qui s'appelle Parti ouvrier sera arrêtée en bloc. Cette fantasmagorique accusation de manipulation par la gauche, qui n'est évidemment pas démentie par les minuscules groupuscules trop contents de se grossir les cules, est elle aussi une technique qui joue sur l'ignorance de ce que sont ces groupuscules et sur la crédulité d'un public tout préparé à des thèses de complot. On verra qu'en 2002 ces arguments, de manipulation d'émeute et de manipulation par les gauchistes, renaîtront, mais dans d'autres bouches que celles du gouvernement ; avec tout aussi peu de justification, de démenti et avec un pouvoir de conviction resté intact.

La razzia de mai 1989 a largement disparu des mémoires. C'est pourtant un bel exemple d'une société qui se rompt, tout du long, d'une frontière qui se trace, dans la destruction de marchandises et dans les incendies qui sont la première lueur de cette profonde rupture. Sans doute l'ennemi en a effacé les traces comme pour une vulgaire attaque de sauterelles qui, une fois repues, se seraient éparpillées dans cette Pampa où il n'y a pas de traces. Le silence obstiné sur cet événement, qui est resté depuis, est aussi dû au fait que ses acteurs éphémères étaient résolument ennemis de tous les gardes-mémoire qu'emploie la société de l'infini marchand, au moyen des bornes de l'Etat et de l'information, et qu'aucun ne sait donc comment traiter ces cinq jours de négativité sans discours. L'Etat et toutes les gauches sont complices dans cette occultation ; le PO même, accusé d'avoir été la main noire des événements, passera sous silence les coupures de route entre Rosario et Buenos Aires, utilisées comme armes offensives par les insurgés de mai 1989, dans un ouvrage de référence sur l'histoire des coupures de route douze ans plus tard. Mais le silence n'était pas si complet : ces actes eux-mêmes, attaque frontale contre la marchandise, piquets de route, parlent d'un monde à venir, et d'une rupture possible avec un passé odieux et un présent complice.

Dans la visibilité désormais étriquée qu'autorise chichement le monde de l'information, on pouvait avoir l'impression que ces journées de mai n'avaient eu pour seul résultat que celui de la « révolution » de 1890, ou du 17 octobre 1945, ou du Cordobazo : le président Alfonsín ne quitta pas son poste le 10 décembre comme prévu, mais déguerpit dès le 30 juin. Une fois de plus la révolte n'aurait donc eu que la chute du président comme conséquence, en surface. Mais en souterrain, les émeutes de 1989 allaient manifester leur onde de choc jusqu'à aujourd'hui. Rapides, courtes sur pattes, au toucher incomparable, elles jouaient comme Maradona, totalement universelles, mais simplement de l'autre côté du miroir sans tain de la célébrité, presque totalement ignorées, Bernard tapies dans l'obscurité. Ce dont Maradona était le positif, elles étaient le négatif. Et comme après la conscience fragile de Martín Fierro, la tentative de conscience collective d'Eva Perón, l'aliénation spectaculaire de Che Guevara, Maradona est la communication qui dribble, qui shoote et qui score, dans le pays où 1890 avait été le négatif comme apparence, la « révolution » péroniste le positif qui contrefait le négatif, et le Cordobazo le négatif qu'on peut mettre en images, les jours de mai 1989 ont été une longue transversale qui cherche le but, l'innommable du monde qui parle sans qu'on l'entende. Rien n'est plus étonnant que tant de brèches ouvertes par le flot de la pensée, réprimées par tous les moyens, mais non fermées. C'est là que se forment, généralement, les plus beaux éclats de rire de l'avenir.

B – De 1989 à 2001

Critique de l'économie

1. L'économie est la théorie de la gestion. La gestion est l'activité de gérer. Gérer c'est administrer, organiser, répartir, distribuer, dépenser, « utiliser au mieux » ce qui est là. On ne gère pas en soi : on gère quelque chose qui est là. L'objet de la gestion est indispensable à la gestion.

Puisque gérer dépend de l'objet qui est géré, et qu'il s'agit d'employer cet objet de la manière la plus efficace, ou la plus profitable, l'activité de gérer comprend une tendance systématique à vouloir conserver l'objet de la gestion au point que gérer est parfois utilisé en tant que synonyme de conserver. De ce fait, la gestion est une activité qui a tendance à s'autonomiser par rapport au but qu'on pouvait attribuer à son objet, à occulter la question du but : conserver l'objet tend à devenir le but de la gestion.

La gestion peut se caractériser par une sorte de tempérance, de raison, de maîtrise sur ce qui est géré. Il s'agit de comprendre en entier des possibilités et des réalités de l'objet à gérer qui vont au-delà de la perception immédiate. La gestion procède donc, en principe, d'une planification ou d'un calcul ou d'une forme de préméditation, et c'est pourquoi elle est souvent associée à la raison. C'est une somme d'opérations destinée à maîtriser une somme de possibilités complexes. Cette cristallisation de l'objet et de l'activité de son exploitation en a fait une activité particulière, autonome, qui tend à être en soi.

Contrairement au travail, auquel elle est souvent associée à tort, la gestion n'est pas une activité nécessaire. Elle participe d'une façon de considérer l'objet. On peut la rapprocher de la dialectique, qui est une autre façon de considérer l'objet, une autre logique de l'observation. Mais tout comme la dialectique, la gestion n'est qu'une proposition sur la façon de considérer les objets ; elle peut être utilisée ou non. Tout comme la dialectique fait partie du monde, la gestion fait partie du monde, et tout comme le monde n'est pas dialectique, le monde n'est pas gestion.

2. L'économie est une théorie récente. Elle semble, selon les économistes eux-mêmes, n'apparaître qu'au XVIe siècle, et prendre son essor au moment où le débat sur le monde est déménagé vers le salon, après 1650. Si le mercantilisme peut être considéré comme le premier courant de pensée qu'on peut appeler économiste, l'économie naît donc de la prise pour objet, dans la théorie, du rapport de la gestion à l'Etat. C'est la réflexion d'une profession spécialisée dans une activité qui s'autonomise, la gestion, sur l'Etat et la société. En même temps que se pose la question de l'Etat comme gestionnaire, sous forme de question de la richesse des « nations », se pose la question du rapport de l'Etat aux particuliers, comme défenseur de la gestion des particuliers, qu'on n'appelle pas encore citoyens, ou individus.

Depuis la « révolution » anglaise, les marchands et les commerçants arrivent au pouvoir, dans l'Etat. Les marchands et les commerçants sont des gestionnaires. Dans la société organisée autour du besoin alimentaire, ce sont eux qui gèrent le besoin alimentaire. Les seigneurs discutent ou non, les pauvres mangent ou non. L'élimination de ceux qui discutent (et parfois de ceux qui ne mangent pas), à la suite des grandes discussions qui semblent avoir eu lieu jusqu'aux environs de 1650, s'est faite au profit de ceux qui gèrent. Cela a eu pour conséquence, d'une part que la discussion sur le monde n'a plus lieu dans le monde, qui est la rue, mais dans une partie du monde, qui est le salon,

d'autre part que cette discussion a tendu à devenir une discussion sur la gestion, une discussion de comptoir. Par un renversement qui marque bien la croyance dans l'éternité de l'organisation du moment, le monde est désormais cru salon, et pas seulement depuis le salon. Les gestionnaires, eux, le peuple domestique de la cuisine, viennent d'investir la salle à manger. Ils vont alors se raconter le monde, autour de la grande table, comme si le monde était, non plus le salon, mais cette salle à manger ; salle à manger et salon vont, du reste, bientôt fusionner, l'un se déversant dans l'autre par la discussion de comptoir. L'économie devient ce délire de la gestion qui prend la gestion pour l'activité générique du monde. Ce glissement à la fois nombriliste et pharaonique intervient au moment où l'athéisme commence à apparaître publiquement dans la pensée occidentale. Comme lors du passage du polythéisme au monothéisme, le passage du déisme à la religion athée peut se raconter comme une crise de l'infini : l'univers du monde gestionnaire est plus grand que l'univers expliqué par le déisme, l'en et pour soi est un infini plus grand que l'infini de Dieu. Ce qu'on peut dire encore ainsi : la représentation dominante, déiste, de la totalité a explosé dans le mouvement de l'aliénation ; une autre représentation de la totalité, un nouveau système du monde devient nécessaire devant les progrès de la marchandise, d'un côté, et devant l'imprévisible colère des gueux, de l'autre.

A partir d'Adam Smith, 1776, on trouve, de manière accrue, dans l'économie, la tentative de prétendre que des hypothèses gestionnaires seraient des réalités. Ces sortes d'usurpations se sont multipliées et maintenues jusqu'à aujourd'hui. Un certain Jérôme de Boyer peut par exemple affirmer, dans l'Encyclopædia Universalis de 2002 : « Pour Smith, la nature de la richesse est réelle. » Ce qui ne veut absolument rien dire : aucune nature n'est réelle ; la richesse n'a pas de « nature » à moins d'utiliser une allégorie ; et Adam Smith ignore évidemment tout de la richesse, si on en croit de Boyer : « La richesse se compose des marchandises tant industrielles qu'agricoles, qui sont produites par le travail » ; ou plus exactement : Adam Smith ramène seulement la richesse à la richesse dans la gestion.

Cette violente colonisation des termes et des idées, pour leur conférer une permanence, provient aussi de l'essor des « sciences ». La tendance à transformer la gestion en science contient la tentative de prétendre immuables certains objets de la gestion : valeur, usage, échange, monnaie, prix, offre et demande, croissance, travail, changent de « nature » et, de catégories éphémères de la conscience, hypothèses de travail en quelque sorte, ils sont importés dans la gestion, où ils sont traficotés par les économistes, après quoi ils sont réexportés, ainsi transformés, en catégories économiques éternelles du monde. Si bien que les différentes opérations de la gestion ne sont pas des opérations secondaires et endossées seulement par ceux qui gèrent, mais la gestion, devenant l'activité du haut de la hiérarchie sociale, prétend désormais trouver ses fondements dans la réalité et dans le monde.

3. Marx a été le principal accélérateur dans la mise en place d'une religion économiste. C'est Jean-Pierre Voyer le premier qui avait fait remarquer que ce que Marx avait appelé la critique de l'économie politique n'était en rien une critique de l'économie politique. C'est en effet seulement la mise en cause d'une économie politique particulière au profit d'une autre. Prétendre, par contre, qu'on fait la critique de quelque chose en voulant simplement réformer cette chose, comme l'a fait Marx avec l'économie politique, renforce généralement cette chose : comme avec Luther la religion chrétienne – au moment où elle allait cesser d'être religion – s'était scindée pour rester religion dominante, la religion économique – au moment où elle devient religion – s'est scindée pour devenir religion dominante : d'un côté, l'économie politique classique, de l'autre, l'économie poli-

tique de Marx, qui prend pour objet le monde. Marx a non seulement ramené la négation sociale dans la religion économiste, il a étendu l'économie à l'ensemble de la société, puis à l'histoire entière. A partir de Marx, qui lui-même a tenté de réécrire l'histoire selon la gestion, comme si le débat de l'humanité était déterminé par la gestion, non seulement en son temps, mais de tout temps, à partir de Marx donc, on peut dire que l'économie devient une religion.

C'est parce que, depuis Marx, tout devient objet de gestion, c'est parce que la gestion peut désormais prendre pour objet la totalité même, que l'économie est apparue comme religion. C'est à la fois un croire infini dans la gestion et une gestion infinie du croire. C'est, après la faillite du déisme, une nouvelle gestion du croire, mais qui prend en compte un infini plus grand que celui du déisme. Croire et gérer peuvent enfin être posés dans un rapport réciproque infini. Tout a toujours été économique et sera toujours économique. La moindre chose est économique, et tout devient la somme algébrique des moindres choses. Les « concepts » économistes sont maintenant présentés comme des réalités du monde : de la valeur d'échange à la valeur d'usage, en passant par l'accumulation du capital, ou la force de travail, on oublie qu'il s'agit d'une façon de diviser ce qui est perçu par l'observation, et on prétend qu'il s'agit de la réalité. Dans cette croisade, la réalité elle-même est transformée d'un aboutissement de la pensée en un donné essentiel, du non-pensé en une pensée de la substance, de la matière. La matière elle-même devient la nouvelle hypostase divine, l'équivalent du Dieu monothéiste transplanté dans l'économie, son principe du monde. Et même les classes sociales, qui sont la division de l'humanité jusque-là dépendant du mode d'organisation politique hérité de la Grèce et de Rome, sont reformées en fonction de l'analyse économiste : bourgeoisie et prolétariat sont des divisions économistes de l'humanité, que les gestionnaires ont ensuite tenté de réaliser, c'est-à-dire de rendre vraies dans le monde, en organisant les pauvres en prolétariat, et en appelant bourgeoisie ceux qui possédaient la richesse d'Adam Smith et étaient opposés à cette organisation économiste des pauvres, qui ne la possédaient pas.

Alors que la contre-révolution en France avait mis en cause la religion déiste, la contre-révolution en Russie a intronisé l'économie en religion dominante. C'est pourquoi le léninisme est la véritable restauration, qui a mis fin à la crise de la religion, pendant tout le siècle pragmatique de la bourgeoisie triomphante et du prolétariat mal encadré. La division spectaculaire entre un monde capitaliste et un monde socialiste est l'unité enfin réalisée par la division, dans la gestion économiste du monde.

4. La critique de l'économie comme religion commence à l'époque de la révolution en Iran. La critique en Iran est d'abord la critique du monde de la gestion comme projet pour l'humanité. C'est pour refuser cette insuffisance que les anciennes religions déistes ont dû reprendre du service partout, de l'Iran chiite à la Pologne catholique en passant par le bouddhisme pour middleclass occidentale. Car les domestiques de la gestion, arrivés au pouvoir, n'ont pas véritablement de projet pour l'humanité, à part le très improbable paradis sur terre qu'est le communisme, qui fait un pendant au bien-être pour tous de la propagande capitaliste, aussi peu probable, mais si minable et peu attractif qu'il a mieux soutenu le socialisme que toutes les rêveries communistes ; les vieilles religions déistes, au contraire, ont les tiroirs pleins de métahistoires, de félicités infinies, d'orgasmes spirituels collectifs. C'est parce que les pauvres ne se suffisent pas des débats sur la gestion que les vieux déismes peuvent s'imposer comme l'apparence de la critique : leurs discours et leurs programmes vont *au-delà.* Cette révolution qui, au sens large qui est le sien, va de 1967 à 1993,

dans le monde entier, est une tentative de critique encore informe de la religion. En cela elle reprend le projet de ses deux devancières modernes, la révolution en Russie et la révolution en France.

La contre-révolution iranienne est en cours. En théorie elle s'est manifestée de deux manières, contrefaisant une division spectaculaire, comme cela semble être le schéma de chaque contre-révolution. La contre-révolution officielle est celle qui affirme la victoire de l'économie sur la révolution en Iran. C'est la voix qui affirme non seulement que tout est économie, laissant même croire que l'économie serait une réalité, mais que l'échec de la révolution iranienne en est la preuve. Cette croyance, en la réalité de l'économie, est très largement partagée aujourd'hui par les pauvres, qu'ils soient gestionnaires ou non.

La contre-révolution officieuse est celle qu'on trouve dans la théorie de Voyer. Voyer a été le premier à montrer qu'il n'y a rien de réel dans le monde qui soit « économie ». Mais il a voulu réduire l'économie à ce qui serait hypostasié dans l'économie. En prétendant que « l'économie n'existe pas », il veut faire croire ensuite que l'économie serait seulement une superstition, comme Dieu pris comme lieu commun, et non une façon de voir le monde, de gérer le croire, de *se résoudre à l'infini,* c'est-à-dire de résigner sur le tout accomplir, comme toutes les religions. La suppression de l'économie comme « hypostasie » ne supprime pas l'économie, parce que l'économie n'est apparue comme cette « hypostasie » que parce qu'elle est la religion dominante. L'essence de l'économie est d'être la religion de la gestion et non pas d'être aussi une « hypostasie », qui n'est qu'un de ses périphénomènes caractéristiques. Pour parler comme Reich, le fait de croire en la réalité de l'économie dans le monde est la tumeur, non l'origine de cette maladie qu'est la religion. On l'a vu avec la négation de Dieu : on renforce la religion quand on pense avoir fait la critique de la religion en affirmant seulement que Dieu n'existe pas. C'est pourquoi, en faisant fort justement remarquer qu'il n'y a pas d'économie qui puisse être considérée comme une réalité, et en affirmant seulement que l'économie n'existe pas, Voyer ne critique pas davantage l'économie que Marx ne l'avait fait avec ce qu'il appelait, à la suite des économistes de son temps, l'économie politique. Et, comme la théorie communiste de Marx, la théorie que Voyer a fait de la communication infinie, où le principe du monde de la gestion est seulement privé d'économie, n'est qu'une proposition de réforme de la religion dominante, une scission spectaculaire, une tentative pour réformer et sauver la religion dominante.

L'idéologie dominante depuis la révolution en Iran, notamment à travers les progrès de l'information dominante, correspond davantage à un monde qui pense que tout est communication plutôt que tout est économique. La révolution en Iran a vérifié la dissolution du prolétariat, la fin de la guerre froide (qui était la cristallisation spectaculaire de la révolution russe), la montée d'une information dominante, véritable parti de la communication infinie. Mais le fait de savoir si tout est plutôt économique, ou si tout est plutôt communication, procède de la même vision du monde où la matière serait la réalité, où la réalité serait un donné, équivalent à l'existence, et où le croire et l'infini procèdent l'un de l'autre à travers un concept cohérent, que ce soit économie ou communication. La communication infinie de Voyer n'est que le nouvel habillage de l'économie, débaptisée et désacralisée, en apparence. En réalité, c'est le même discours, dans lequel est introduit le négatif produit par la critique sociale. La négation de l'économie de Voyer déniaise l'économie et renforce son principe, en mutant son concept. L'écran visible de la communication est entré dans le « living » qui associait salle à manger et salon, sous forme de téléviseur, spectacle, puis d'ordinateur, communication « totale ». Que l'infini puisse être maîtrisé par le concept d'économie ou par celui de communication est la même croyance. Que l'infini puisse étendre l'économie ou la communication en soi et pour soi est la même croyance.

Dans ces théories de la contre-révolution, officielle comme officieuse, le monde ne change plus. La révolte, forcément condamnée à échouer éternellement, n'est plus que le révélateur d'un principe. Toute révolte est ramenée à une simple révélation d'un dysfonctionnement, ou moquée comme une pseudo-révolte. Le négatif devient imaginaire, est refoulé dans l'imagination. L'histoire, qui devient perpétuelle préhistoire, s'évapore dans l'oubli et dans le cynisme, ou se cristallise dans le fait divers, qui est bien l'histoire, sans majuscule, selon la middleclass, où se manifeste par intermittence sa ferveur sous-économiste, sa dévotion à la communication, son fanatisme religieux.

Si la révolution en Iran a laissé peu de traces dans les consciences, il n'en va pas de même dans le monde : les classes sociales économiques ne se sont pas maintenues face aux furieuses offensives gueuses, et n'ont pas été restaurées. La critique du travail comme activité dominante, parce que le travail est l'activité fétiche de la gestion, est apparue. Le besoin de parler est réapparu, malgré la débauche de sons coupe-son et de bruits coupe-bruit, malgré la censure, malgré la falsification, malgré l'instauration d'une troisième unité de gestion, à côté de l'Etat et de la marchandise, l'information dominante, qui gère la parole mais qui ne la contrôle plus parce que son contenu lui échappe. L'aliénation ridiculise désormais l'individu à tous les coins de rue. La matière commence à être mise en doute en tant qu'unité de ce qui est. Et la critique de l'économie, comme dernière religion, est commencée.

A propos des prétextes des émeutes

1. Dans l'émeute moderne, le prétexte est un moment très particulier. C'est, d'abord, la cause alléguée par l'ennemi de l'émeute. En effet, seul l'ennemi de l'émeute parle, dans notre monde, et les émeutiers eux-mêmes ne disent jamais pourquoi ils se sont émus.

En de si bonnes mains, le terme même de prétexte de l'émeute a toujours oscillé entre les deux sens du terme prétexte, à savoir « Raison invoquée, mise en avant, pour cacher le vrai motif d'une action » et « Occasion pour faire une action ou pour s'autoriser à faire quelque chose ». Le premier sens contient déjà un jugement : on accuse le prétexte de dissimuler la vraie raison, et par là on accuse celui qui parle du prétexte, tout en laissant entendre l'existence d'une autre raison. Le second sens, au contraire, désigne sous le mot de prétexte une sorte de déclencheur, inessentiel, mais qui a la qualité d'être repérable.

La Bibliothèque des Emeutes (1989-1995) était passée insensiblement, dans sa description du prétexte, du premier sens au second, de la cause alléguée par l'ennemi au déclencheur visible et justement dépassé par l'émeute. Ces deux sens se recouvraient d'ailleurs souvent. Mais l'usage de prétexte pour l'émeute contenait encore bien d'autres ambiguïtés. En tant que cause alléguée, on trouvait aussi bien des faits ponctuels, comme l'attitude provocatrice de la police, que des raisons sociologiques, comme le chômage ; un exemple typique étaient les émeutes de la faim : est-ce qu'il y avait émeute parce que les prix avaient augmenté, ou parce qu'on avait vraiment faim ? La même difficulté de cerner l'événement déclencheur avait également été constatée dès le départ : le « prétexte » de l'émeute était-il la cause de la manifestation, les termes de l'appel à la manifestation, la manifestation elle-même, ou quelque événement déclencheur pendant cette manifestation ? Et dans ce dernier cas, on pouvait aussi bien appeler « prétexte » l'idéologie casseuse ou émeutière de certains manifestants, l'attitude provocatrice de la police ou encore l'attitude provocatrice de la marchandise dans les vitrines le long du cortège et le long de la torpeur des survies. Bref, le seul

usage clair du « prétexte » qu'a fait la BE, c'était d'attribuer à l'ennemi, et notamment à l'information dominante, la volonté de réduire la cause à un prétexte, d'arrêter un prétexte (dans le premier sens du terme), pour éviter que la révolte ne s'étende. Et, de fait, l'information a bien trop souvent réussi à canaliser une émeute en lui assignant un prétexte coupe-feu, et en la confinant à ce prétexte. Cette activité réductrice, allant souvent jusqu'à la manipulation (la « démocratie », par exemple, a souvent été une cause alléguée, injectée après coup par l'information dominante, et non contredite ensuite par les révoltés rescapés – en Birmanie en 1988 et en Chine en 1989, en particulier), a beaucoup nui aux émeutiers, et continue de détourner et récupérer de nombreuses révoltes.

Quelle que soit la définition du « prétexte », par rapport à une émeute, il y a deux choses importantes dans ce moment : le premier est ce qu'en fait l'ennemi, puisque le prétexte y est souvent promu cause, et la cause, par le même procédé de promotion abusive, devient le but affiché de la révolte ; et le second, celui qui correspond au second sens, et vers lequel nous avons glissé, probablement et en partie par opposition au sens dominant, c'est qu'il est le premier moment de la visibilité, une sorte de signal de l'émeute, par lequel elle peut commencer à être identifiée au-delà du lieu et de l'instant où elle se déroule.

2. Tant que le terme de prétexte s'applique aussi largement, il est donc souvent impropre. Et comme nous n'avions pas établi son sens précis, nous l'utilisions de manière anarchique, mais surtout lorsque nous ne l'utilisions plus que dans le second sens, c'est-à-dire « occasion pour faire une action », cette « occasion » réfléchissait aussi nos propres préjugés. Comme, plus ou moins inconsciemment, nous voulions diminuer le rôle et la présence de l'économie, par exemple, dans nos discours, nous avions tendance à éliminer toute raison économiste des « prétextes ». Avec la révolte qui s'est produite en Argentine, et même celle à laquelle elle a le plus ressemblé dans ses causes immédiates, l'insurrection en Indonésie en 1998, c'est évidemment une action de gestionnaires, et même une série d'actions de gestionnaires qui sont à analyser comme constitutives de ces déflagrations soudaines. Il n'est pas possible de donner une explication satisfaisante, même des journées de décembre 2001 en Argentine, sans examiner les actes gestionnaires des gestionnaires. Ce qui est compliqué dans cet examen est de scinder la part religieuse de l'économie, telle qu'elle est reproduite par l'information dominante, de la part active, pratique et réelle des actes commis d'abord dans la gestion par les gestionnaires, ensuite dans la révolte par les révoltés. Car, malgré notre répugnance à le reconnaître, les causes gestionnaires de la révolte en Argentine dominent largement les causes non gestionnaires. Ce n'est pas, comme on va le voir, que les Argentins se seraient révoltés contre un décret religieux des économistes au pouvoir, mais ils se sont indignés de conséquences pratiques d'une gestion, assurément néfaste pour eux, par les gestionnaires à la direction de leur Etat depuis près de trente ans.

Ce type de cause ressemble fort à celles qui provoquaient des révoltes peu avant le schisme du christianisme : on s'y révoltait contre la corruption de l'Eglise, sa fourberie et sa cruauté. Même si ce dégoût pour les prélats a provoqué de l'athéisme, c'étaient surtout des révoltes de pauvres probes, indignés par la *mauvaise* gestion du christianisme, la *mauvaise* religion, tout comme les Argentins, et à un degré moindre les Indonésiens, se sont révoltés contre la *mauvaise* gestion de l'économie ; mais pas contre la *mauvaise* religion, parce que l'économie n'est pas encore reconnue dans le monde comme une religion. Il en va un peu ici comme le cardinal de Retz l'avait signalé pour la Fronde, où le Parlement de Paris avait déclenché la révolte, lui si loin en dessous de la noblesse et du peuple de Paris, autant pour la grandeur de vue que pour la capacité pratique. C'est le

dysfonctionnement d'un rouage de notre société, quelque chose de profondément secondaire dans la vie, dans le monde et dans l'histoire, un trouble à l'intérieur de la religion dominante, qui est ici au centre des causes, déclencheurs et prétextes de la révolte argentine. Et nous verrons comment cette révolte a largement dépassé ce prétexte, au sens « raison invoquée pour cacher un vrai motif » ; mais aussi comment elle y est restée curieusement attachée.

3. Les économistes pensent beaucoup à travers cette curieuse figure graphique qu'on appelle la courbe, alors qu'elle n'a absolument rien de courbe. La courbe est censée être toujours ascendante, et ce qui justifie les économistes, ce sont les innombrables accidents de cette ascension. En Argentine, à chaque manifestation du négatif, les économistes nous ont montré qu'on était dans un accident grave de l'ascension, mais jamais leur information ne nous a véritablement montré l'ascension dont le négatif aurait été l'accident soudain. On a presque les mêmes discours sur la situation catastrophique de l'économie argentine en 1989, en 1993, 1997, 2001 et 2002. Une autre particularité des grands médias occidentaux racontant l'économie, c'est qu'il est presque impossible d'entendre des économistes dominants exposer des arguments. On n'entend pratiquement que des moqueries et des rejets, des contre-arguments, et des condamnations – stériles – à partir de « désastres ». Mais il est très difficile d'entendre des aveux d'échec, des remises en cause, des analyses a posteriori par ceux qui ont mal géré.

Tout allait si mal avec la veuve Perón qu'il fallut les militaires pour redresser l'économie. Tout alla si mal avec les militaires, qui quintuplèrent la dette du pays, qu'il fallut le libéralisme de l'UCR d'Alfonsín pour redresser l'économie. Mais on a vu que l'UCR et Alfonsín avaient triplé le nombre des Argentins qui étaient sous le seuil économiste de pauvreté, et que ce gouvernement, manifestement corrompu, avait permis une inflation record (pendant l'année des émeutes de 1989, les prix furent multipliés par cinquante). Il fallut donc le retour des péronistes avec Menem.

Menem confia la gestion à un ministre ultra-libéral, c'est-à-dire parfaitement soumis aux thèses dominantes aux Etats-Unis et dans les principaux organismes financiers de la communautés des Etats, comme le FMI, Domingo Cavallo. Ce ministre prit six ans pour arrêter l'inflation en arrimant la monnaie argentine, le peso, au dollar américain, jusque dans la Constitution. En même temps, Cavallo dénationalisa à peu près toutes les grandes entreprises nationales argentines, c'est-à-dire qu'il les vendit à des groupes étrangers. On ne pouvait faire une rupture plus radicale avec les principes mêmes du péronisme, si profondément national-bureaucratique. Cette double reconnaissance de soumission de l'Argentine au monde fut applaudie bruyamment par tout ce que le vieux monde avait de crapules dirigeantes et de gestionnaires modernistes. L'Argentine, dont les taux d'intérêt dépendaient maintenant de ceux de la Banque centrale des Etats-Unis (et dont les fluctuations ne dépendent, elles, que des nécessités des entreprises américaines, pas des petits soucis conjoncturels de l'Argentine), devint même « l'élève modèle du FMI ».

Cette gestion applaudie – mais pas dans les grands médias d'information – trouva son renversement dès 1995. La crise mexicaine, et l'évasion de capitaux qui l'accompagna, annula pratiquement tout ce qui avait été gagné entre-temps, notamment les bénéfices des privatisations, et entama puissamment les réserves en dollars nécessaire pour soutenir la parité. En 1996, la montée du dollar, auquel le peso argentin était indexé, massacra les exportations argentines. Il fallut augmenter le gigantesque emprunt qui courrait par de nouveaux emprunts pour reconstruire les réserves.

De plan d'austérité en plan d'austérité, Cavallo essaya de réduire les dépenses en taxant plutôt les salariés que la libre entreprise et en ménageant particulièrement les grands groupes étrangers qui avaient bénéficié de ses privatisations, et qui participaient de manière accélérée à l'évasion des capitaux. Mais la dette avait pris une ampleur incontrôlable (considérée comme exorbitante, quoique parfaitement approuvée par le FMI, en 1992, la dette publique avait doublé de 1992 à 1998, toujours avec l'accord du FMI, alors que la dette privée était multipliée par dix) et l'Etat était désormais obligé d'emprunter pour rembourser les intérêts, ce qui tourna à une variante moderne de l'usure, et agrandit donc la dette.

Chaque crise de la gestion dans le monde joue maintenant contre les gestionnaires argentins : c'est le cas de la crise du Sud-Est asiatique de 1997 à 1998, avec l'insurrection en Indonésie ; c'est le cas de la crise russe en 1998 ; puis de la crise brésilienne, en 1999, qui dévalue la monnaie brésilienne encore au détriment des exportations argentines, dont le Brésil est le principal partenaire commercial. Depuis 1998, l'Argentine est entrée en récession, ce qui est une calamité pratiquement honteuse dans le jargon des Etats et qui signifie que l'année suivante l'activité baisse et que le niveau de vie, les bénéfices, l'emploi, l'investissement, tout est menacé. En 1999, lorsque Menem et Cavallo perdent les élections, le nombre de pauvres et d'indigents statistique a doublé pendant les dix ans de leurs jongleries, dont la corruption n'aura été qu'un des facteurs aggravants. Leur remplaçant, De la Rúa, se distingue aussitôt par une fidélité canine au mode de gestion de ses prédécesseurs.

Désormais, la monnaie nationale, toujours égale au dollar, est considérée comme surévaluée, les puissantes provinces, qui ont largement contribué à l'endettement, émettent des bons (monnaie à crédit appelée patacón, lecop, etc.) pour payer les fonctionnaires, et l'Etat, « en virtuelle cessation de paiement » en décembre 2000, n'est sauvé que par un énième montage financier, plus qu'onéreux, par le FMI. Ce n'est là qu'un bref répit. A l'automne suivant, deux ministères de l'Economie sautent l'un après l'autre. De la Rúa rappelle Cavallo, qui devient donc ministre de l'Economie d'un gouvernement néo-UCR après l'avoir été du néopéronisme, bel exemple vivant de l'indifférenciation des deux tendances politiques dominantes. Le 4 juin, Cavallo obtient un rééchelonnement à long terme d'une partie de la dette à court terme (ce qui se paie en intérêts) et le 15 juin 2001, il accepte une dévaluation virtuelle du peso de 8 %, pourtant indexé au dollar en instaurant un « peso commercial ».

En Argentine, la tentative officielle de restructurer maintenant l'ensemble de la dette est le signal comme quoi on a intérêt à se débarrasser de ses pesos à un contre un, puisque la monnaie commence à être lâchée. Et après les multinationales ce sont maintenant les classes moyennes qui tentent, massivement, de réfugier leurs économies dans le billet vert. Cette nouvelle fuite massive de capitaux menace tout le système bancaire, qui voit soudain apparaître le spectre de la banqueroute. Le 1er décembre 2001, les liquidités des banques sont épuisées, et le gouvernement décide d'instaurer une limitation des retraits qui porte le nom de « corralito ».

Jusqu'à présent, on pouvait attribuer les crashs et les faillites à une conduite des affaires hors des règles du jeu, ou à un dysfonctionnement du système de gestion dans le monde, l'un des derniers en date étant celui de l'Indonésie, où les monnaies locales s'étaient trouvées attaquées par des investisseurs géants mais nouveaux, les fonds de pension. Le FMI, qui jusque-là présentait l'Indonésie comme une sorte de modèle, n'avait reconnu ce dysfonctionnement que trop tard, mais ses remèdes enfin avancés avaient été refusés par le dictateur Suharto, et pas parce qu'ils étaient trop tardifs. Du coup la morale était sauve : il y avait d'abord un dysfonctionnement imprévu – personne n'y peut

rien (le seul reproche, c'était de ne pas l'avoir vu venir) – et ensuite une obstruction à la meilleure gestion de la part de l'Etat en danger.

Rien de tel en Argentine. Les deux partis au pouvoir depuis 1989 ont poursuivi la même gestion, à travers l'homme lige de l'autorité internationale, Cavallo. A aucun moment, le FMI ne leur a demandé de changer de politique, bien au contraire. Il n'y a eu aucun dysfonctionnement et l'Etat en banqueroute s'est toujours conformé servilement aux recommandations du FMI. On ne trouve aucune trace de reconnaissance d'une faute par cette instance financière. Et même un Cavallo affirme en 2002, envers et contre tout, qu'il était sur le point de redresser la situation, et qu'il fallait continuer dans l'effort qu'il avait exigé des différentes couches de la population (qui là ne sont pas des classes). L'Argentine était donc comme un bolide, auquel la direction de l'équipe – le FMI – assure que le moteur est en pleine forme, et que rien ne s'oppose à l'accélération, c'est-à-dire à des emprunts de plus en plus lourds. Même lorsque le mur est déjà visible au bout de la ligne droite, et qu'on sait depuis longtemps que le servile pantin au volant n'est pas Fangio, mais un embarqué volontaire dans ce qu'il ignore être un crash-test, les fonctionnaires new-yorkais l'encouragent encore à accélérer, à emprunter, à accélérer, à emprunter, mais surtout à ne pas dévier d'un centimètre de la trajectoire.

Le FMI est d'abord un gendarme sans autre arme que la crédibilité. C'est lui qui décide qui peut emprunter et qui ne peut pas emprunter. Car si cette instance décide qu'un Etat est insolvable, ou simplement puni, aucun autre ne lui prêtera, parce qu'il n'y a, alors, en cas de faillite, aucun autre moyen de se faire rembourser qu'une guerre, qui risque évidemment d'être beaucoup plus onéreuse que le remboursement qui, en cas de victoire du créditeur, augmenterait l'insolvabilité du débiteur. Mais les vieillards du FMI sont des bureaucrates bornés et étroits, qui appliquent une gestion selon des principes circonstanciels, c'est-à-dire selon des choix idéologiques arbitraires, qui varient au cours des époques. Il faut se rendre à l'évidence, après leur double échec en Indonésie et en Argentine, qu'ils sont eux-mêmes de très mauvais gestionnaires, pas cyniques mais aveugles, comme les bureaucrates le sont souvent dans l'application de leurs principes, et absolument dépourvus de crédibilité. « Le FMI continue de prouver qu'il est une institution obtuse, sans imagination et incapable d'autocritique », peut-on entendre, dans 'Libération', le 13 décembre 2001, de la bouche d'un chef de division d'une banque d'investissement new-yorkaise.

L'Argentine a été laissée à sa faillite. La raison principale en est que la seule solution – annuler la dette, ce que même les créditeurs pourraient financer sans trop de peine compte tenu des intérêts qu'ils ont encaissés – est impraticable par l'administration de tutelle, le FMI, parce que l'exemple serait immédiatement contagieux, tant il y a d'Etats nécessiteux. C'est donc pour maintenir ce système qu'il fallut faire emballer le Cavallo, faire accélérer l'Argentine transformée en dragster, et c'est pour maintenir ce système qu'il faut laisser les morts sur place, passer l'Argentine par pertes et profits, œuf cassé de l'omelette. Cette logique brutale n'en est pas moins logique : le crash-test est nécessaire dans beaucoup de domaines marchands ; malheureusement, en économie, on ne sait pas encore faire de crashs-tests sans personne à bord. Il n'y a donc que vue de gauche et d'Argentine que cette « gestion » apparaît comme absolument inique, cynique, absurde et profondément injuste.

Ce que sont les piqueteros

1. Pendant les grandes révoltes des années 1988-1993, l'information dominante dans le monde a opéré une première division dans la façon de parler des émeutes et des mouvements négatifs : tout en accordant autant de place aux révoltes qu'avant, elle en surévalue certaines, ce qui contribue à les mettre hors de portée de leurs alliés, comme l'émeute de Los Angeles en 1992 ; et elle sous-évalue ou passe même complètement sous silence d'autres événements similaires, comme les émeutes de Kinshasa, fin 1991, ce qui contribue également à les vaincre. On pourrait avoir l'impression qu'aux époques antérieures elle produisait le même clivage. Mais les révoltes qu'elle mettait alors en exergue étaient celles qui touchaient au plus près les centres de décision du pouvoir et elle ne taisait que ceux qui, dans l'ordre du monde, avaient lieu sur des continents ou dans des régions hors de visibilité de la domination occidentale. Aujourd'hui, la localisation géographique des centres de décision ennemis a perdu son caractère impératif, s'est « nomadisée » – selon un terme middleclass –, et une révolte à Kinshasa peut autant menacer l'ordre de la société qui se manifeste à Los Angeles qu'une révolte à Los Angeles. La différenciation stroboscopique de l'information à leur égard ne correspond donc pas au degré d'importance des révoltes dans la société, mais essentiellement à la protection d'un discours dominant. Il s'agit de séparer ces événements, de médiatiser leur unité et de rompre leur identité. Dans cette optique, il est remarquable que, depuis 1991 lorsque cette tendance à l'éclairage contrasté sans justification a été observée pour la première fois, il y a beaucoup plus de révoltes occultées et minimisées que de révoltes montées en spectacle. Parce que le sur-éclairage est une arme lourde et complexe à manier, elle ne sert finalement qu'à masquer par contraste un renouveau de la censure, dont l'information avait su se passer, pendant le dernier demi-siècle, où elle était essentiellement une presse.

C'est parce qu'il y a eu un décembre 2001 qu'on apprend maintenant dans le monde ce qui s'est passé en Argentine dans la décennie qui l'a précédé. On s'aperçoit ainsi d'une succession d'événements et de la formation, d'abord lente, puis accélérée, d'un mouvement de révolte nouveau, qui avait même échappé à l'attention d'une Bibliothèque des Emeutes. En effet, la lente prise d'élan qui commence n'a pas sa source dans l'insurrection de mai 1989, mais dans son avenir, même si ce mouvement a été freiné et récupéré par des fossiles antérieurs à 1989, qui lui ont donné une partie de son habillage, et qui ont encapuchonné de leurs trivialités économistes le danger du négatif qui trouvait là de nouvelles formes d'expression.

L'une de ces manifestations de récupération est la manie de nommer les révoltes en leur apposant le suffixe azo, comme dans Cordobazo, ce qui a pour principal effet de mythifier, c'est-à-dire de cristalliser dans une appellation vénérable un mouvement qui était fluide et insaisissable, et pour effet secondaire de réserver le nom, qui ne pourra donc plus être utilisé, ou alors en lui donnant un numéro d'ordre comme jadis pour les monarques. Ainsi, on verra un Santiagueñazo, un premier et un second Cutralcazo, un Tartagalazo, un Jujeñazo (l'azo est disputé ici, comme si la révolte qui a obtenu ce nom n'avait pas mérité ce titre), le tout aboutissant finalement aux journées de décembre 2001, que, faute de plus grand, certains ont voulu affubler du titre nationaliste d'Argentinazo – Cacerolazo, qui aurait été au moins plus juste, était déjà pris, en effet, par la révolte de février 1989 au Venezuela. Il est tout à fait remarquable, à ce propos, que l'insurrection de mai 1989, qui avait pour épicentre Rosario, ait échappé à cette officialisation, signe supplémentaire de son occultation qui signifie surtout que tous les récupérateurs qui ont tenté de parler des révoltes qui ont eu lieu en Argentine depuis, en les reliant au Cordobazo, n'ont pas osé endosser cette vague de destruction si

sauvage, brusque et inquiétante, qui a donc gardé, dans son anonymat même, toute l'immédiateté de sa menace.

2. A la fin de la vague d'assaut mondiale de 1988-1993 a eu lieu en décembre 1993 à Santiago del Estero, une ville à quelques centaines de kilomètres au nord de Córdoba, une émeute qui, par sa brusque vivacité, sa négativité simple, appartient encore entièrement à cette vague d'assaut (l'exagération précipitée du 'New York Times' qui, le 18 décembre, parlait de « la pire révolte sociale depuis des années » en atteste) avant que les dernières clameurs de 1993 dans le monde soient éteintes.

En novembre, il y aurait déjà eu des manifestations dans Santiago, avec des affrontements violents avec la police (35 blessés). Et le 10 décembre 1993, une foule d'employés, d'étudiants, de syndicalistes, de retraités est venue réclamer le paiement des salaires et pensions, protester contre la politique d'« ajustement structurel » et exprimer son mécontentement de la corruption généralisée du gouvernement de la province dont Santiago est la capitale. La police qui gardait le palais du gouverneur répliqua brutalement après avoir été longuement et consciencieusement insultée par les quinze cents à seize cents personnes présentes. A cette charge suivit une contre-charge, et les manifestants, devenus émeutiers, pénétrèrent dans le bâtiment, débordant cette police particulièrement stupide, le saccagèrent et le pillèrent. Comme la foule n'était plus contrée, le tribunal et la législature puis une quinzaine de demeures de dignitaires subirent le même sort. La police ne se battit plus et, dans les quarante-huit heures pendant lesquelles il fallut attendre que des renforts de l'armée prennent la relève, cette ville d'un quart de million d'habitants resta aux mains de cette foule, qui n'étendit cette domination qu'à sa voisine, dans la même agglomération, La Banda. Le bilan officiel après la reprise a été de 9 morts, 120 blessés et 170 arrestations.

Ce fut tout. Le Santiagueñazo, dont les apologistes gauchistes voulurent faire le dépassement du Cordobazo, était terminé. Mais cette grosse émeute fut connue en Argentine, où elle montra, principalement par l'impunité consécutive (les habitants de Santiago ont gardé depuis les objets pillés, non comme du butin, mais avec plus de solennité, comme des trophées), la vulnérabilité du régime si corrompu de Menem. Il était donc possible de mettre des bornes à l'arrogance de l'Etat et à la suffisance de ses petits potentats locaux qui promenaient impunément l'étiquette de « démocrates ». Si le Santiagueñazo peut faire partie depuis de l'épopée piquetero revue et corrigée par toutes les gauches officielles, contrairement à mai 1989, c'est parce qu'il y avait là une révolte facile à interpréter et dont l'acte hors la loi était une sorte de prolongement de la revendication, alors qu'en 1989 le pillage des marchandises chez les marchands ne peut pas être endossé par tous ceux qui ont des prétentions dans la gestion. De même, jusqu'à aujourd'hui, les degauches nient farouchement que « Les supermarchés [ont été] pillés, non seulement dans le centre de Santiago, mais aussi dans ses environs, l'un d'entre eux entièrement par des enfants » ('Echanges' no 77, janvier-juin 1994). Alors que les attaques contre l'Etat et ses symboles font partie de ce qui est acceptable pour les gauchistes et la gauche traditionnelle, les attaques contre la marchandise en tant que moyen de communication dominant leur sont encore un tabou, qu'ils cherchent au mieux à excuser et, plus souvent, à diffamer.

D'autres affrontements et émeutes ont marqué la fin de cette époque. Pour 1994 le même numéro d''Echanges' rapporte : « Les 4, 5 et 6 avril, de violentes bagarres se déroulent à San Salvador de Jujuy, province jouxtant celle de Santiago del Estero, exactement pour les mêmes raisons qui avaient amené dans cette dernière ville les salariés de la municipalité à en prendre le contrôle. » Et

pour 1995 on trouve trois événements répertoriés par la Bibliothèque des Emeutes : à Ushuaia, les 11 et 12 avril, la police et l'armée attaquent une usine occupée par les ouvriers, ce qui entraîne deux jours de combat dans toute la ville : 1 mort et 25 blessés ; les 22 et 23 juin à Córdoba, après l'annonce du gouvernement UCR de la province du paiement des salaires des fonctionnaires en bons du Trésor, la grève et les manifestations deviennent des affrontements, culminant dans le sac du siège de l'UCR : 150 blessés ; enfin, l'annonce de la baisse des salaires des fonctionnaires provoque des affrontements à San Juan, à trois cent cinquante kilomètres à l'ouest de Córdoba : « Une vingtaine de personnes ont été blessées. »

3. Mais entre-temps, déjà, la nouvelle forme de lutte qui avait été expérimentée en mai 1989 entre Rosario et Buenos Aires, la coupure de route, avait commencé à faire des émules dans ce vaste pays où l'importance des routes avait crû en proportion à la vitesse moyenne du déplacement exigée dans le monde de la gestion. La CGT de ce San Lorenzo qui est dans la grande banlieue de Rosario utilisait dès 1992 le piquet et la coupure de route comme un moyen pour organiser la lutte syndicale, et comme arme offensive d'une grève qui a duré cent cinquante jours, selon Luis Oviedo, l'auteur d''Una historia del movimiento piquetero', publié à la fin de 2001, juste avant les journées de décembre, principal ouvrage de référence sur ces nouvelles figures de pauvres modernes, en dépit des longues allégeances à l'obèse et vétuste pensée politique trotskiste, qui ont surtout pour effet un grand manque de clarté sur les faits, quelques points de vue caricaturaux sur le négatif de ce temps, et d'interminables mises en relief des pseudo-stratégies des différentes organisations de gauche. C'est seulement après son expérimentation par les émeutiers indistincts de 1989 et les salariés cégétistes en grève de 1992 que cette forme de lutte a tendu spécifiquement, mais jamais uniquement, à être associée aux chômeurs.

Dans la province de Neuquén, haut lieu de l'YPF, qui est la compagnie nationale du pétrole, les chômeurs avaient vu leurs effectifs considérablement accrus après la privatisation de l'YPF par le gouvernement ultralibéral de Menem. C'est à la fin de 1994 qu'ils organisèrent leur premier piquet de route dans la cité dortoir de Senillosa, qui se termina en une assemblée populaire qui décida d'une grève générale. A San Martín de los Andes, ce sont des réunions en assemblées qui ont formé des commissions et ont fini par se doter d'un « conseil délibérant » avec un fonctionnement sous contrôle de l'ensemble des participants : « Pusimos como condición que *todo compañero que fuera electo para une Comisión tuviera mandato revocable.* » Ce conseil décida ensuite des formes d'action à mener, et en particulier des coupures de route. Dans ces deux localités, et à Neuquén ville, où s'était formée une coordination de délégués de chômeurs de vingt barrios, des lieux publics furent occupés au cours de l'année 1995. L'Etat, aussi bien que les syndicats, était débordé par cet activisme au sens et au fonctionnement incompréhensibles. Et lorsqu'une ou deux têtes de la coordination furent arrêtées, ceci fut retourné par le mouvement naissant en une sorte de fil rouge : il se développa, dès ce début, un attachement profond aux victimes, arrêtées ou tuées, de la répression, qui devint presque une sorte de martyrisme. Mais comme nous le savons depuis la révolution en Iran, la mobilisation autour des martyrs, à côté de son caractère odieux et religieux, de son fétichisme de l'individu, de sa parodie de dignité, représente aussi une vitalité et une combativité qui ne se sont pas démenties en Argentine, où les noms de Horacio Panario, Alcides Christiansen (arrêtés à Neuquén en 1995), puis de Teresa Rodríguez, Aníbal Verón, Raúl Castells ou Emilio Alí sont devenus des étendards.

En avril 1996, à Neuquén, cinq mille « travailleurs » coupent les routes, en rappelant donc dès le début de son usage massif que cette forme de combat n'est pas l'apanage des seuls chômeurs. Le 24 mai a lieu le premier Congrès des chômeurs de la province de Neuquén, qui appelle à un congrès national et à une manifestation dans la capitale homonyme de la province, contre « la faim et le chômage », le 21 juin. Ce jour-là, à cent kilomètres à l'ouest, dans les villes jumelles de Cutral-Có et Plaza Huincul, la route 22 est occupée. La gendarmerie attaque le piquet, mais ses occupants (il y aurait eu jusqu'à cinq mille personnes) repoussent l'assaut ennemi. Après ce fait d'armes victorieux, les ponts qui unissent les provinces de Neuquén et de Río Negro, et plusieurs routes dans des localités voisines, sont occupés. Ce « soulèvement » de la population locale va durer une semaine, et le gouverneur de la province est obligé de venir négocier sur les barricades, qu'il parvient, en promettant beaucoup, à faire lever. C'est ce qui a été appelé le premier Cutralcazo.

Le véritable acte de naissance des piqueteros, en Argentine, est cette victoire dans le combat direct, sur la route, avec les gendarmes à Cutral-Có. Ce combat n'était pas une attaque surprise contre des policiers ou une caserne à la suite d'une colère d'un soir, non, c'étaient ces militaires, professionnels de la guerre, mieux armés, équipés et entraînés que leurs adversaires, qui avaient attaqué après avoir eu le temps de préparer leur opération contre une position insurgée, et qui en avaient été repoussés. Ce combat a permis de comprendre d'abord que la victoire, sur le terrain, était possible ; que la pugnacité, physique, avait un sens ; qu'une position offensive pouvait être tenue ; que les chômeurs pouvaient s'organiser hors des bureaucraties, et par conséquent les autres aussi ; que le piquet de route était suffisamment embarrassant pour l'Etat pour l'obliger à contre-attaquer, puis même à s'abaisser à négocier avec des ennemis si indistincts, sans représentants ni idéologie affichée.

A cette ouverture suivit l'extension. Le 6 septembre eut lieu la première manifestation de mille « piqueteros » sur la place de Mai à Buenos Aires. Dans le grand cordon de banlieues de la capitale, les organisations de chômeurs commencèrent maintenant à ébrécher le pouvoir des manzaneras, qui constituent le contrôle des pauvres mis en place par le vice-président péroniste Duhalde et surtout sa femme, Chiche. Les quartiers des banlieues sont en effet divisés en « pommes », en manzanas. La manzanera est une femme qui distribue les aides alimentaires du parti péroniste dans sa pomme, mais surtout désigne ceux qui y ont droit. Ces femmes, premier rang hiérarchique du contrôle clientéliste des banlieues, étaient rarement payées d'autre chose que de la position sociale de cette activité de kapo ; si bien qu'on commença à voir des manzaneras se joindre aux chômeurs, et réclamer un salaire, ou une indemnité. Mais surtout, le mouvement naissant montrait l'insuffisance de l'assistanat en cours, et offrait une alternative offensive à sa mainmise par le vieux parti péroniste si gangrené.

4. De mars à octobre 1997, c'est toute une série de manifestations contre l'Etat et les gestionnaires qui a traversé l'Argentine. « National highways were blockaded by pickets, students demonstrated and confronted the police, workers struck as did farmers, and the colla Amerindian community in Salta province besieged a huge tract of land bought by a U.S. corporation. » « In most upheavals, people, when faced with repression have fought the police instead of backing down. That is why in late March 1997 members of the Rio Negro provincial government were armed by the police to "insure their protection from social danger". » Le creuset de cette révolte est à nouveau la province de Neuquén, avec pour épicentre Cutral-Có. Là, neuf mois d'atermoiements de l'Etat pour satisfaire les revendications promises ont maintenu une forme de mobilisation,

renforcée par une grève des enseignants contre des réductions de salaires et des licenciements, largement soutenue.

Le 24 mars, c'est une grève générale de toute la province, rendue visible par l'occupation de tous les ponts avec sa voisine de Río Negro, et par une manifestation de dix mille personnes. Mais le 26, les ponts sont toujours occupés, et lorsque la gendarmerie avance pour en reprendre le contrôle, conformément à un accord avec syndicats et enseignants, les jeunes du barrio Sapere de Neuquén ville refusent cette reddition sur laquelle ils n'ont pas été consultés, et s'affrontent pendant des heures à la police : « Groups of young men from the townships, learning from the teachers, set up barricades on the highways connecting most of the province. To differentiate themselves from the earlier *piqueteros,* who were regarded as having sold out to the provincial governor, they called themselves *fogoneros,* after the fires (*fogones*) set near the barricades. »

Cela oblige les syndicats à décréter une continuation de la mobilisation, puis une nouvelle journée d'action « marchando sobre las rutas », dans toutes les localités de la province, pour le 9 avril. A Cutral-Có et à Plaza Huincul, ce 9 avril 1997, les chômeurs et les jeunes, soutenus par quinze mille personnes, construisent des barricades et bloquent les routes. « After several days, the governor sent the Gendarmery to clear the highways. The result was a violent battle between 400 Gendarmes and 100 youths armed with slings and sticks, which ended in the death of a woman. » Ce cadavre du 12 avril, Teresa Rodríguez, devient ensuite un des noms-clés des piqueteros, repris jusque dans la dénomination d'une de leurs principales organisations.

Le second Cutralcazo, comme on appelle cette révolte de 1997, eut des répercussions bien au-delà de Neuquén, puisque même 'le Monde' y consacra, le 19 avril, un article qui commence par « On aurait dit la prise de la Bastille » et qui tourne au confusionnisme dès la phrase suivante « Cela ressemble au Chiapas » ; il n'y a évidemment aucun rapport ni avec la Bastille ni avec le Chiapas. Ce sont donc trois « historiens » universitaires argentins, Camarero, Pozzi, Schneider, dans la revue 'New Politics', qui en livrent l'intérêt dans leur article intitulé « Unrest and repression in Argentina », publié à la moitié de 1998. On y voit en effet le début d'un mouvement piquetero fort différent de l'irrésistible progression présentée dans l'ouvrage de Luis Oviedo à la fin de 2001, où il est déjà ce monolithe incritiquable qu'il a été depuis que les partis de gauche ont réussi à usurper sa direction.

Il y a d'abord cette véritable scission entre piqueteros et fogoneros, où les piqueteros seraient ceux qui ont pactisé avec l'Etat. Cet embryon de débat, entre les jeunes et les aînés, montre avec quelle rapidité les organisations constituées ont tenté de récupérer et de contrôler les piqueteros, et comment les émeutiers les plus énergiques ont refusé jusqu'à l'appellation de piqueteros : « The *fogoneros* were youths between ages 14 and 20, who numbered no more than 100. They did not accept a leadership role, and had no easily recognizable ideology beyond repudiating politicians, government functionaries, and trade union leaders. » On reconnaît bien là les *gueux,* c'est-à-dire les pauvres modernes à l'offensive des trente dernières années dans le monde, hostiles à tout ce qui est là, et désemparés devant leurs propres succès.

Il y a ensuite le fait que le piquet est une émanation de l'assemblée populaire. Si en 1996 les délégués de la coordination étaient des délégués révocables, en 1997 une certaine institutionnalisation semble avoir dénaturé cette organisation de la parole, au point que les fogoneros ne semblent pas avoir trouvé là un terrain pour leur expression : « Though they sent representatives to the coordinating committee they rarely participated in town meetings. At the same time, the rest of the population was mobilized through the *asamblea popular* (people's assembly). People participated directly in these asambleas or else through elected representatives. In addition, both town notables

and local politicians (councilpersons and legislators) also participated. » Ces notables et politiciens ont rapidement réussi à s'installer dans ce nouveau cadre institutionnel : « In addition, the *asamblea popular* was a form of popular democracy which contrasted favourably with the formal democracy promoted by the government. Still, the control of the *asamblea* was always firmly held in the hands of the elite – both politicians and town notables. » Les fogoneros, dont le nom a disparu depuis, se sont donc comportés comme la critique radicale de la velléité négociatrice et de la résignation des autres pauvres, ce que nos trois historiens racontent ainsi : « Though the residents had enough sympathy with the intransigence of the fogoneros to waver in the asamblea that decided to negotiate, they were also conscious that the goal was immediate relief for the area. In this sense, faced with a political system that has proven impermeable to popular demands the townspeople turned to the streets as the only way to make their needs felt and obtain a response. » Cette sorte d'exaltation de la sagesse populaire, qui s'appuie tour à tour sur la violence de sa jeunesse radicale et sur la nécessité de négocier, lucidement identifiée comme seule voie possible, réconcilie de manière très middleclass les profonds différends du mouvement. On n'aura plus, par la suite, la confidence d'une telle dissension à l'intérieur d'un mouvement qui, par son caractère violent, toujours en marge de la légalité, souvent offensif, n'a pas dû en manquer au long de son irrésistible ascension. Dans la province de Neuquén, en attendant, un état de « soulèvement latent », où les coupures de route et les affrontements alternent avec les négociations, va durer jusqu'en octobre 1997.

5. Juste après, dans la province septentrionale de Salta, frontalière avec la Bolivie, apparaît le deuxième grand foyer des piqueteros : les deux villes de Tartagal (àlarécré) et General Enrique Mosconi (appelé Mosconi tout court), respectivement cinquante-cinq mille et vingt-deux mille habitants. C'est d'abord une manifestation pour protester contre la mort de Teresa Rodríguez, qui réunit « plus de mille vecinos », puis un appel à une assemblée populaire, lors de la manifestation du 1er mai, pour le 7 mai. Le 7 mai, l'assemblée réunit deux mille personnes à Tartagal, et décide de couper la route 34, sept kilomètres au sud, à Mosconi.

L'assemblée populaire était, d'après ce qu'en dit Oviedo, une assemblée absolument ouverte : « En la Asamblea Popular participaba todo el mundo y cada uno podía hablar en nombre propio. » Mais cette assemblée s'était donné un exécutif, une commission « multisectorielle », où siégeaient des représentants de secteurs déterminés. Ainsi, Oviedo se plaint de ce que « la jeunesse » ou les piqueteros de Pocitos ou Cornejo n'y étaient pas représentés, alors qu'entreprises et chambres de commerce y participent à l'égal des chômeurs et travailleurs. Le 13 mai, alors qu'une centaine de piquets bloquent toute la région, les délégués du gouverneur de la province viennent négocier avec la commission. La commission convoque l'assemblée, qui aurait été une assemblée de dix mille personnes. De nombreux points de l'accord sont rejetés ou soulèvent des questions. Ce n'est que le lendemain que l'assemblée finit par décider de lever les piquets. Mais la dispute, que l'auteur trotskiste met en évidence, à l'intérieur même de la commission multisectorielle, s'imagine aisément amplifiée dans l'assemblée. Et il a donc raison de conclure qu'en une fois et pour toujours les révoltés du Nord Salta (qu'il appelle « la direction » des piqueteros) ont dépassé l'impasse des multisectorielles : cette organisation trop large avait laissé trop de champ à ceux qui freinaient le mouvement ; les militants de gauche, débarrassés des partis traditionnels, les péronistes et l'alliance UCR-Frepaso, ne savent pas encore qu'ils devront travailler dur pour imposer leur ennui et leurs méthodes dirigistes à des pauvres plus libres, qui n'hésitent pas à se battre.

Le 22 mai, dans la même province et sur la même route, près de Jujuy (dans les pavés), la gendarmerie tente de déloger un piquet (50 blessés), ce qui provoque l'arrivée de mille cinq cents voisins, et en une semaine il y a six piquets de plus et une grève générale. C'est l'Eglise qui finit par négocier la fin du mouvement. Le 27 mai, à Cruz del Este, à cinquante kilomètres au nord de Córdoba, l'assemblée populaire rejette l'accord négocié par sa commission multisectorielle, et la révoque, hue l'envoyé de l'Etat, et insulte l'évêque. Le 28 mai, quatre mille assembléistes votent à l'unanimité la poursuite des piquets. Le 30 cependant, c'est encore l'Eglise qui parvient à mettre fin au mouvement.

Cet hiver austral est aussi le moment où le piquet prend pied dans le Grand Buenos Aires. En juillet, c'est dans sa plus grande banlieue, La Matanza, que la route 3 est coupée pendant trois jours. En août, un piquet du MIJP, mouvement des retraités, bloque le pont Pueyrredón pendant une heure avant de faire une petite balade au Wall Mart de Avellaneda, où le leader de ce mouvement, Raúl Castells, est arrêté.

En octobre 1997, lorsque les piquets de Neuquén se dissolvent lentement, il apparaît pourtant que les représentants de la société en place n'ont pas trouvé la parade contre l'articulation entre assemblées et piquets improvisés, l'un procédant apparemment de l'autre comme la poule et l'œuf. Pour récupérer les assemblées, il faut leur donner une direction, mais il faut d'abord que cette direction suive le mouvement qui se radicalise sans se laisser manœuvrer facilement ; réprimer les piquets échoue devant l'importante mobilisation des vecinos (voisins) qui viennent les soutenir, en assemblée, en soutien logistique ou en personnes. C'est un de ces moments étranges dans les conflits où tout contribue à renforcer un camp : la répression physique, les arrestations mêmes transforment les piqueteros en héros, en modèles ; taire ce mouvement lui donne raison, le dénoncer lui fait de la publicité. Le criminaliser montre la corruption du régime, le louer est apparenté à une grimace hypocrite. Aucune mesure contraire ne parvient à dissimuler que la coupure de route est efficace pour toute revendication, pour toute catégorie de pauvres qui tenterait de s'en servir. C'est un moyen simple, qui gêne l'ennemi et qui, de plus, est un exutoire direct de la violence et de la frustration dont cette société a abondamment chargé chacun et tous, pour peu qu'on soit prêt à le tenir. Ces assemblées et ces piquets sont aussi la manifestation d'une pratique retrouvée qui contraste violemment avec les vieux rites « démocratiques » usés et moqués : pendant les élections partielles d'octobre 1997, dans la province de Córdoba, un certain « Silvio » obtint cinq mille voix. Ce « Silvio » est un singe du zoo local.

6. En 1999, après deux années pendant lesquelles le mouvement piquetero a manifesté partout ce mélange de suivisme et de spontanéité qui est en même temps la terreur et le terreau des récupérateurs de gauche, ce sont de nombreuses organisations qui tentent de se partager ce gâteau instable. Dans plusieurs régions, les piquets isolés ont réussi à arracher des concessions. Ils tendent maintenant à s'homogénéiser, de la Terre de Feu à Tartagal, par l'intervention de militants degauches, certains venant de l'extérieur du mouvement, comme ceux du PO, Parti ouvrier trotskiste qui a contribué à constituer un Pôle ouvrier, destiné à encadrer toutes ces révoltes qu'il encourage, d'autres issus plus directement des piquets eux-mêmes, comme ceux du MTR, Movimiento Teresa Rodríguez. Mais il y a maintenant beaucoup de petits chefs à rôder autour de cette turbulence qui ne se laisse pourtant pas saisir et dominer si facilement.

A Corrientes, par exemple, se réunissent des assemblées « autoconvoquées » de chômeurs en avril et mai 1999, qui forment, en juin, une coordination indépendante de tout parti politique ou de

toute expression gouvernementale et décident que « solamente reconoce como decisión soberana el mandato que viene desde las asambleas de base ». A partir de juillet, le pont qui sépare Corrientes de la province d'El Chaco sur le Paraná est occupé de façon intermittente par les assembléistes. Mais le 10 décembre, jour de l'arrivée au pouvoir de l'Alliance de De la Rúa, ce sont dix mille personnes qui ont occupé le pont, réclamant des salaires impayés ; et une semaine plus tard, comme il est toujours occupé, l'Etat lance la gendarmerie pour le reprendre. Plusieurs heures de combats, 2 morts et des dizaines de blessés plus tard, le mouvement de Corrientes est vaincu et convaincu des intentions du nouveau gouvernement, inaugurées avec autant de doigté.

A la mi-décembre 1999, la route 34 est coupée en plusieurs points autour de Tartagal, un mois après la mise à pied de cent soixante-deux employés municipaux. Ce n'est plus une assemblée populaire qui décide d'un piquet, c'est un piquet qui se constitue en assemblée. Mais cette assemblée interdit encore la parole aux partis politiques et à l'Eglise. Le 13 décembre, l'affrontement avec la police se termine par la déroute de la police. Le 23, le gouvernement de la province accepte de réintégrer les fonctionnaires mis au chômage et les piqueteros obtiennent d'autres avantages.

Cette victoire, qui n'a pas été poussée, débouche, au début de l'hiver, sur un débordement plus offensif. En mai 2000, les piqueteros sont bien obligés de s'apercevoir que les promesses qui leur ont été faites ne l'ont été que pour réussir ce en quoi la police avait échoué le 13 décembre : les déloger. Un nouveau piquet se forme donc sur la déjà célèbre route 34. Le 13 mai, la gendarmerie tente alors de forcer ce piquet isolé, qui durait depuis douze jours. Mais, à 5 h 30 du matin, il faut quand même une heure et demie à six cents militaires pour remporter cette victoire à la Pyrrhus contre trois cents piqueteros. Ensuite, cette police tente de poursuivre cet avantage dans la ville de Mosconi, en attaquant des maisons et même l'hôpital pour capturer des fuyards. Le résultat est la mobilisation de la population, pas seulement de Mosconi, mais aussi dans les autres localités du département, d'abord sous forme de procession qui promène l'image de la Vierge de Fatima, mais très rapidement, après ce renversement d'ambiance qui décontenance et interrompt l'offensive policière, de manière plus furieuse. La grève est immédiate et totale. Dans la ville, la mairie est prise, pillée et détruite. Des vitrines volent en éclats. A 9 h 30, c'est la mobilisation générale dans la ville voisine de Tartagal, dont les habitants viennent en renfort. « Durante cuatro horas hubo guerra. » Devant vingt-cinq mille personnes en colère dont beaucoup de femmes selon Oviedo, les forces de l'ordre, débordées, doivent reculer de deux kilomètres. Vers 13 heures seulement, l'Eglise parvient à établir une trêve qui sauve la police d'une vengeance depuis si longtemps méritée. Les gouvernements national et provincial sont contraints de négocier et de promettre plus qu'ils ne peuvent tenir à une commission de délégués élue par l'assemblée populaire qui tenait la rue. Le bilan officiel sera de 40 blessés et 40 arrestations.

7. La façon dont Oviedo raconte le piquet de La Matanza un mois plus tard montre comment on coupe les dents et les griffes à un mouvement qui est pourtant encore en pleine expansion : « En junio, 1.500 desocupados de La Matanza, organizados por la CCC y la FTV-CTA, cortaron la ruta 3 y arrancaron la promesa de 9.000 "*planes Trabajar",* 650.000 kilos de comida fresca, 70.000 kilos de alimentos secos y tres unidades sanitarias. » Les piqueteros du Grand Buenos Aires n'ont pas la maîtrise de leurs piquets, il n'y a plus d'assemblée populaire, et le piquet n'émane plus de la population, mais ce sont des organisations de gauche qui « organisent » les chômeurs. Avec une direction aussi cadenassée, on ne peut pas attendre que le but du piquet de route soit autre que bassement économiste : des plans Trabajar, qui sont des pseudo-emplois d'Etat provisoires, et des tonnes d'ali-

ments. Emplois, salaires, indemnités, bouffe en poids, libération des prisonniers et travaux publics, jamais les assembléistes coupeurs de route n'ont dépassé ces revendications si banales en regard de leur propre originalité et de leurs forces, surestimées dans la rhétorique propagandiste des groupuscules, mais sous-estimées dans l'usage de leur possible. Cette modestie, pour ne pas dire cette débilité extrême dans la revendication, cet utilitarisme triste et chiant sont bien la mesure indélébile du manque d'assurance des groupes léninistes devant un mouvement dont ils abaissent ainsi, systématiquement, la radicalité. Les deux grandes disputes de ces timides avant-gardes autoproclamées, à ce stade, sont de savoir si les plans Trabajar sont des pièges à cons, et comment contrôler en un mouvement national toutes ces révoltes éparses, problème presque insoluble pour des sectaires aussi bornés, puisqu'ils devront alors pactiser avec leurs concurrents, tout aussi sectaires et bornés qu'eux.

Il y a maintenant des coupures de route partout : à Las Mercedes, dans le Santa Cruz à Las Heras et à Río Gallegos, autour de Rosario, dans les banlieues de Buenos Aires, à Plottier près de Neuquén ; les chômeurs de Neuquén s'allient avec ceux de Río Negro, et à Córdoba il y a un congrès régional avec 80 % de délégués élus par des assemblées de barrios (Oviedo ne dit pas qui sont les autres 20 %). A Jujuy, en septembre, après la répression d'une manifestation pour réclamer des arriérés de paie, c'est une mobilisation massive, des coupures de route en six points, et la prise d'une Intendance. Et à La Matanza, en novembre 2000, on remet ça : pour quelques plans Trabajar, et quelques tonnes de nourriture en plus, trois mille chômeurs tiennent la route 3 pendant trois jours. Et puisqu'on peut donc arracher ces promesses, l'agglomération de la capitale, encore si léthargique, s'y met doucement : huit autres coupures de route ont lieu dans le Grand Buenos Aires, plus une à La Plata, et c'est reparti dans le Nord Salta.

Le gouverneur de la province de Tartagal-Mosconi a en effet eu l'idée de faire d'une pierre deux coups : utiliser les plans Trabajar pour faire construire une nouvelle route qui rendra les coupures plus difficiles. La population reprend donc la vieille route 34, tout en rappelant respectueusement que quelques promesses n'ont pas été tenues, bien entendu. Mais l'encadrement de gauche a passé le mors à la bête, comme s'en réjouit notre militant du PO : « Al frente, se encontraban nuevos dirigentes, activistas natos y organizadores clasistas. » Le 10 décembre, une fois encore à Mosconi, la police, pas découragée, essaie de déloger ce qui est déjà la cinquième coupure de route au même endroit, à 4 h 30 du matin. Un piquetero est tué (Aníbal Verón). Ce décès déclenche une colère qui va durer dix heures. A Mosconi, les émeutiers prennent le commissariat, emmènent la garnison en otage, et brûlent l'édifice. A Tartagal, après avoir détruit et pillé un hôtel, les enragés s'en prennent aussi au poste de police, libèrent les prisonniers, y mettent le feu, puis mairie, maison de la culture, bibliothèque, assurances, banques, études judiciaires, agence pour l'emploi, agence pour l'action sociale subissent le même sort ; le dépôt judiciaire est pris, avec trois cents armes et des véhicules. Et pour que cette colère noire ait quelque chose de festif, pour la première fois en Argentine pendant une émeute les journalistes, photographes et cameramen sont attaqués.

Le trotskiste qui est notre principale source se récrie : « Los piqueteros denuncian que el ataque a cinco casas comerciales fue obra de provocadores, vinculados a dirigentes políticos del oficialismo. » Une direction mature, comme le disent ces récupérateurs, se doit toujours de vociférer contre les destructions et les pillages de commerces, car il faut respecter la marchandise et les marchands. La thèse de la provocation – comme si dans une journée où la police est débandée, et où tout ce qui est haï est mis à sac, les partis officiels se disaient : tiens, on pourrait faire cinq petits pillages de boutiques, ça serait mauvais pour l'image des piqueteros, et pour leur mature direction classiste, non ? – devient ici le leitmotiv de récupérateurs qui mentent avec l'aplomb goguenard des

sous-chefs qui paniquent quand ils perdent le contrôle et quand les gueux démentent en actes leurs propres préjugés religieux.

Dans la fumée des incendies, la gendarmerie reprend le contrôle de la région. Le 13 décembre, après deux semaines, l'assemblée générale des piqueteros de la région dissout le piquet en échange de quatre cents plans Trabajar au lieu de mille demandés initialement et quelques subsides. Grande maturité, se réjouit le trotskiste de service, devant cet échec, on ne pouvait pas obtenir plus. Et victoire toujours se réjouit cette plume servile : car le gouvernement a échoué dans son objectif stratégique qui était d'éradiquer la nouvelle direction classiste des piqueteros. Ouf ! Le révolution mondiale a eu chaud ! Et les piqueteros sont désormais bien encadrés par des organisateurs de classe ouvrière. On comprend pourquoi le gouvernement a échoué dans cet objectif « stratégique ».

Les petits carriéristes des partis de gauche, comme à chaque fois qu'ils sont inquiets de la turbulence de ceux qu'ils prétendent représenter, organisent une grève de trente-six heures qui s'accompagne d'un festival de coupures de route. Cette parade voit ces piquets, sans revendication et sans menace, désigner à tous ceux qui veulent les récupérer ou les réprimer ses meilleures têtes, de Neuquén à Tartagal, en passant par Rosario, Mar del Plata, Córdoba, La Matanza et de nombreuses banlieues du Grand Buenos Aires, et pour la première fois dans la Capitale fédérale même.

8. Au début de l'année 2001, les organisations de gauche sont de plus en plus pressées d'encadrer le mouvement, parce que sa croissance leur promet enfin une base qui sinon leur fait cruellement défaut, et parce que cette croissance est aussi une menace directe contre ce monde dont ces partis de gauche sont un premier rempart. Deux statistiques illustrent cette accélération du phénomène piquetero : au début 1996, il y avait trois cents poursuites judiciaires pour rébellion sociale, en 2001 il y en a deux mille huit cents. Et 'La Nación' établit cette courbe des coupures de route : 1997 : cent quarante ; 1998 : cinquante et une ; 1999 : deux cent cinquante-deux ; 2000 : cinq cent quatorze ; et 2001 : mille trois cent quatre-vingt-trois. Par rapport à l'hiver austral de 1997, où eurent lieu le second Cutralcazo et la première grande révolte de Tartagal-Mosconi, il y a donc, quatre ans plus tard, dix fois plus de coupures de route, une avalanche.

L'année 2001 va donc être une série de réunions et d'unifications, comme le premier Congrès des travailleurs et chômeurs du Nord Salta, le 9 décembre 2000, et l'apologie des coupures de route maîtrisées, comme celle de La Matanza, le 12 janvier 2001, où les six mille piqueteros, le double de novembre, tiennent six jours, le double de novembre, et qui sera surtout le théâtre des dissensions entre les deux principaux organisateurs de gauche, FTV et CCC.

Cette forêt de sigles, reflet inversé du mythe du parti unique de l'avant-garde du prolétariat, est désormais regroupée en trois grandes mouvances :

La CTA, qui associe la FTV, que dirige Luis D'Elía, émanation de l'ex-Frepaso, parti de gauche allié avec l'UCR du président De la Rúa et le Movimiento Barrios de Pie, affilié au parti Patria Libre.

La CCC (Corriente Clasista y Combativa), qui est l'aile syndicale et piquetero du Parti communiste révolutionnaire trotskiste.

Le Bloque Piquetero, qui rassemble quasiment tous ceux qui peuvent être rassemblés, avec le Polo Obrero et le Futrade (Frente Unico de Trabajadores Desocupados), tous deux des émanations du Partido Obrero trotskiste, avec le Movimiento Sin Trabajo Teresa Vive, émanation

du MST (Mouvement social des travailleurs), avec une Agrupación Tendencia Clasista 29 de Mayo, affiliée au Partido de la Liberación, avec un Movimiento Territorial de Liberación, affilié au Parti communiste, et avec deux groupements indépendants : Movimiento Teresa Rodríguez (MTR) et CTD - Coordinadora Aníbal Verón.

Il faut cependant noter que la domestication n'est pas encore complète, et que les gestes offensifs ne sont pas encore définitivement figés en poses défensives ni revendicatives. C'est encore dans le Nord Salta que la turbulence offensive reste la plus vive : après vingt-trois jours de piquets, avec jusqu'à cinq piquets devant les compagnies pétrolières, qui finissent par céder sur toutes les revendications, en février 2001, la coordination départementale organisa en avril son deuxième Congrès avec cent quatre-vingts délégués, où est notamment dénoncée la « trêve » conclue entre syndicats officiels et gouvernement. La coordination départementale est reconnue officiellement par le gouverneur de la province en des termes qui réjouissent le chroniqueur trotskiste : « Les dirigeants politiques sont effacés par les dirigeants piqueteros. » Bien que le caractère politique des nouveaux dirigeants ne soit pas encore reconnu, leur qualité de dirigeant l'est désormais. Mais il est bien difficile, dans cette revendication, de dire si à l'intérieur de la coordination même le rôle de dirigeant est reconnu, ou si c'est seulement une imputation sécuritaire que partagent les partis de gauche et l'Etat argentin.

A Jujuy, en mai, des centaines de chômeurs encadrés par la CCC assiègent l'agence pour l'emploi pendant huit jours. La police les attaque et les disperse le 5 juin 2001. Mais dès le lendemain une manifestation tente de prendre la ville. Le cortège s'en prend aux voitures et aux vitrines (d'après Oviedo, ce sont des policiers déguisés en piqueteros, et il s'agit d'une vile provocation !). L'affrontement avec les policiers non déguisés fait plusieurs dizaines de blessés, et 23 manifestants sont arrêtés, dont la starlette Carlos Santillán, qui, après une manifestation devant la prison le lendemain, sera relâchée avant les autres.

A la fin de mai 2001, une grève hospitalière se termine en piquet sur la route 34, rapidement rejoint et encadré par cette coordination départementale dans le Nord Salta. Le 17 juin, la gendarmerie prend d'assaut les piquets qui bloquent Mosconi et s'empare de la ville. Il y a 2 morts, dont Carlos Santillán. Razzias, arrestations, et brutalisations de journalistes, occupation de l'hôpital, la gendarmerie prend sa revanche des défaites de novembre et mai 2000. Mais comme alors, à 10 heures du matin, les pauvres de Mosconi sortent dans la rue et reprennent la cité, expulsent la gendarmerie, qui doit se contenter d'encercler la ville. La coordination départementale est le seul pouvoir antérieur à cette révolte à l'intérieur du périmètre assiégé. Le 9 juillet, cette coordination reçoit à Mosconi un congrès de deux cents délégués de tout le pays. Cette rencontre échoue, cependant, selon Oviedo, à cause d'une organisation qui s'appelle « Democracia Obrera » et qui voudrait former une « coordination nationale » sur le modèle de celle de Mosconi : le militant du PO y voit une expropriation par les Mosconites de tous ceux qui ont patiemment construit leur carrière sur le mouvement piquetero depuis quatre ans. Democracia Obrera subit donc l'anathème de tous les adversaires des vaillants militants du trotskisme, le même quolibet que la police : « provocateurs ».

En contrepoint à cette tentative d'unification, celle des partis de gauche non issus directement de la rue, mais qui l'ont ralliée par l'odeur alléchée, a lieu le 24 juillet 2001 la première Assemblée nationale piquetera, lieu de divergences idéologiques des petites stars degauches, qui montrent ainsi qui a la parole, et de quelle parole il s'agit désormais : dans le duel des deux petits patrons de chapelle, Lozano (CTA) contre Altamira (PO), ce dernier parvient même à soutenir qu'il y a, au même

moment, trois cent mille piqueteros européens réunis à Gênes ! Cette absurdité, non contredite, montre que le terme même de piquetero n'a que les contours que sont en train de lui donner ceux qui en profitent. L'assemblée, qui réclame ensuite une Constituante, vote un plan de lutte avec des piquets de vingt-quatre heures pour la première semaine, de quarante-huit heures pour la seconde, et de soixante-douze heures pour la troisième. Comme avec un pareil dispositif pour le figer dans une représentation nos néodirigeants ne sont pas encore sûrs de démobiliser et de parfaitement encadrer le mouvement, ils font appel à tous les autres « secteurs » en « lutte », comme les enseignants, les étudiants, les retraités, et diverses entreprises triées sur le volet. La première semaine, il y aurait eu trois cents piquets dans toute l'Argentine et cent mille personnes mobilisées ; la seconde semaine, le mouvement faiblit mais une manifestation de quarante mille personnes (selon Oviedo) place de Mai sauve les apparences ; sur la troisième semaine, l'auteur affirme, en une seule phrase laconique fort éloignée du triomphalisme que mériterait une telle victoire dans son jargon, que les piquets se maintiennent et s'accroissent et qu'il y a eu une nouvelle manifestation massive place de Mai. Il faut donc comprendre que les néobureaucrates sont parvenus à user le mouvement dont ils assument désormais la garde.

Enfin, rien n'est sûr pour ces apprentis policiers qui font de l'équilibrisme sur un fil à haute tension. Et c'est donc dès le 4 septembre 2001 qu'ils organisent la deuxième Assemblée nationale piquetera. Cette assemblée institutionnalise un discours économiste d'Etat, en disant non à la dette extérieure, en demandant des nationalisations. Que les piqueteros sortent des revendications au ras des pâquerettes, comme le nombre de plans machin et la quantité de kilos d'aliments secs, ou encore les chiffres après la virgule pour le salaire, était tout à fait nécessaire et évident à terme. Mais que cette sortie s'effectue dans des termes d'économistes d'Etat ne correspond nullement à la logique du piquet, mais plutôt à la logique au piquet de la laborieuse vision scolaire, du siècle précédent, dont les différentes variantes gogoches sont les représentantes impénitentes. Le plan de lutte de cette prolongation d'Assemblée nationale chez les chiants était une coupure de trente-six heures (au laboratoire de l'épuisement militant on calibre déjà mieux qu'en juillet) le 20 septembre, journée qui mérite un grand bof après le bâillement. Quant à la manifestation de clôture, comme dit le Comité olympique, sur la place de Mai, c'est un bide – seulement sept mille suivistes –, ce qu'Oviedo explique par les désaccords byzantins entre les différentes tendances carriéristes, dont la sienne : « Devant cet acte d'expropriation politique en faveur du "*progressisme"* antipiquetero, le Polo Obrero, le MTD-Aníbal Verón, le MTR de Martino et le MIJP de Castells ont décidé de ne pas participer à la manifestation du FNP place de Mai. » Qu'on soit là dans une manœuvre pour diviser, ou simplement dans les calculs chafouins de quelques récupérateurs qui font des fixettes sur leurs propres idéologies sorties tout droit de la brocante aux idées récentes ne change pas grand-chose au résultat : on est loin des assemblées qui décidaient de tout, et en particulier de bloquer des routes jusqu'à ce que l'ennemi cède ou vienne déloger. Parce qu'il est devenu massif, le phénomène piquetero est désormais sous contrôle ; et parce qu'il est désormais sous contrôle, le phénomène piquetero devient massif, ralliant de nombreux timorés et quelques carriéristes.

9. Le terme de piquetero est un de ceux qui sont soudain là, dans le vocabulaire, et dont on ignore comment ils sont venus. Piquetero désigne bien quelque chose qu'on peut voir, rencontrer, encadrer. Mais les limites du sens du mot, à qui précisément il s'applique ou pas, ont glissé progressivement dans l'implicite.

Pourtant, le terme désigne clairement une activité : ceux qui tiennent un piquet, qui d'ailleurs par extension est devenu le piquet de route à l'exclusion, semble-t-il, du piquet de grève. Cette activité s'est développée massivement en Argentine depuis l'insurrection de 1989, essentiellement, au départ (malgré la CGT de San Lorenzo en 1992), pour sortir de l'encadrement des vieilles organisations qui contrôlaient la classe ouvrière. C'est pourquoi on la trouve principalement chez les chômeurs, nombre croissant de pauvres modernes que le vieux mouvement syndical n'avait pas encore embrigadés.

A partir de 1996, le piquet prend son sens moderne : d'abord il est intimement lié et dépendant d'une assemblée populaire qui, à ses débuts tout au moins, est une assemblée où la base a le contrôle sur ses représentants ; que ce soit l'assemblée qui décide du piquet, ou que ce soit le piquet qui se transforme en assemblée, c'est cet échange de paroles entre des gueux révoltés qui est le vecteur indispensable du couple piquet-assemblée ; ensuite, cette méthode de lutte révèle son caractère offensif dans le fait que les assembléistes du piquet se battent physiquement avec les forces de l'ordre lorsque celles-ci contre-attaquent. On pourrait sans doute objecter que le piquet est un geste défensif, une barrière de protection, un bout de territoire qu'il s'agit de défendre ; mais il n'est, au fond, qu'une barricade sortie des rues sur les routes, et qui attaque la ville de l'extérieur, en la bloquant. Il y a là le paradoxe de la sortie de la ville, qui était devenue le lieu unique du conflit des hommes au cours des cinquante dernières années. Mais il faut aujourd'hui considérer que les routes qui relient les villes sont une extension des villes, tout comme les campagnes sont devenues les jardins et terrains vagues des villes, depuis l'urbanisation massive du monde.

Les victoires des piquets, lorsqu'ils sont parvenus à vaincre les forces de l'ordre, ont été déterminantes dans le développement de cette méthode. Ces victoires ont toujours été ridiculisées par le manque de hardiesse dans l'exploitation même de la victoire, ce qui se lit dans les revendications minuscules qui en sont issues. La satisfaction de ces revendications a fait que les occupants du piquet ont lâché l'assemblée et le piquet comme si leur possible était donc borné à ces revendications. Jusqu'en 1999, piquetero est donc un état à un moment donné, l'état de celui qui est sur un piquet, le plus souvent assembléiste, et qui peut être salarié ou chômeur, badaud ou militant, voyou ou rêveur, loup ou mouton, sexagénaire ou impubère et même homme ou femme, quoiqu'on n'ait jamais entendu parler de piquetera.

Comme la méthode a du succès, comme c'est une méthode associée aux chômeurs et que le chômage croît, les partis de gauche y viennent. Ils ont deux motivations dans ce détour périlleux, hors de leurs traditions. La première est leur inquiétude d'être débordés par les pauvres qu'ils prétendent représenter. On les voit donc suivre, observer et rattraper le mouvement, enfin tenter de le dominer. La seconde motivation des partis de gauche est leur vieille vocation policière et économiste qui consiste à former, organiser une classe sociale. Le couple assemblée-piquet, qui était la forme la plus aboutie de la lutte gueuse évadée du prolétariat, est rattrapé par les fétichistes du prolétariat, et y est à nouveau aggloméré. Il s'agit d'abord de créer une « direction » dans les assemblées et les piquets, ensuite d'installer des militants encartés à cette direction. A partir de 1999, sauf pendant les émeutes de Tartagal-Mosconi, qui semblent avoir été le dernier lieu de révolte non noyautée, on n'entend plus parler d'assemblées avec des délégués révocables. Cette économie de l'assemblée est une interdiction de la parole. A partir de 1999, donc, les partis de gauche ont réussi à priver de parole les gueux qui utilisaient des piquets.

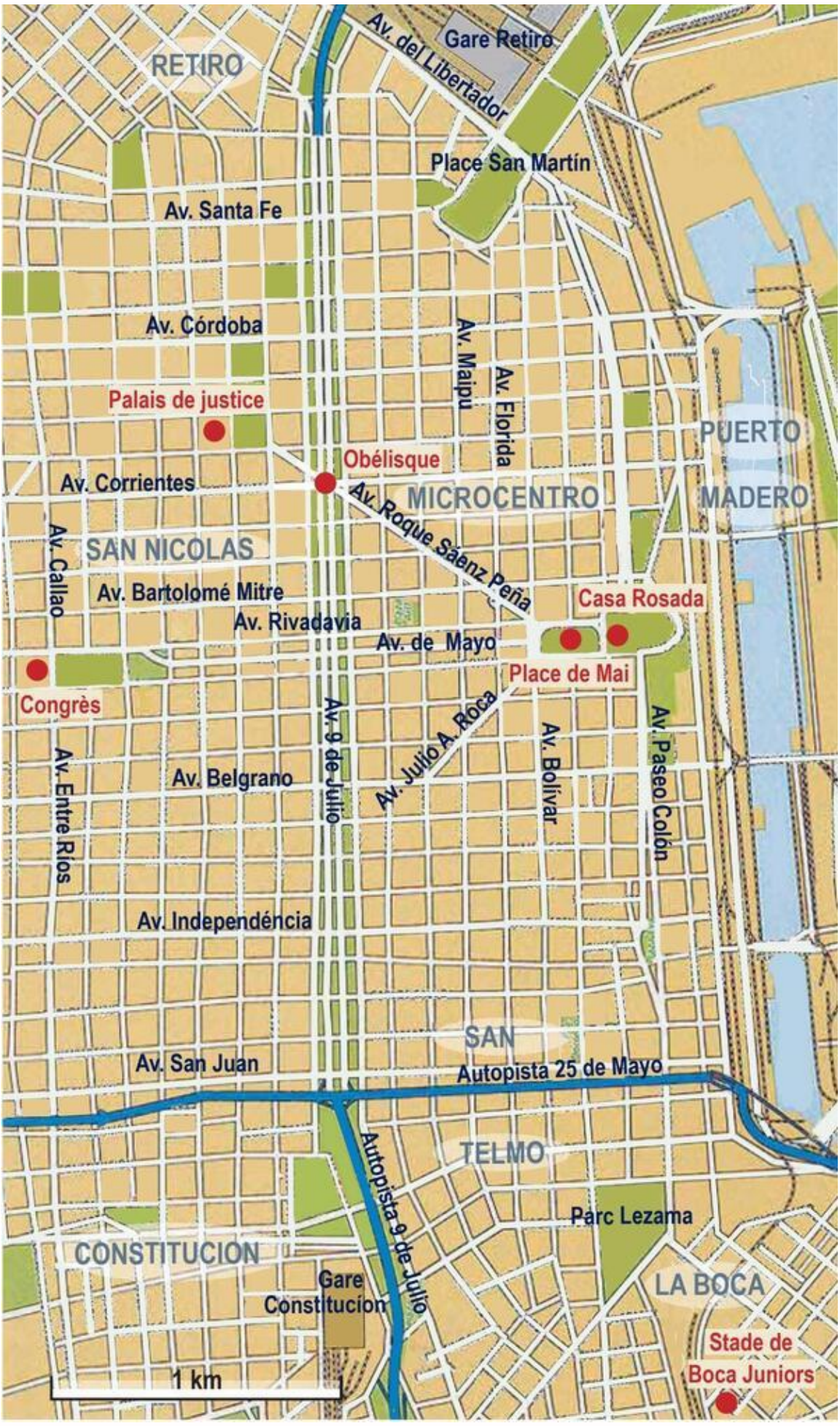
Depuis fin 2000 (les piquets de La Matanza en sont des archétypes), les piquets sont convoqués par des organisations politiques qui les contrôlent, qui prédéterminent souvent leur durée et leurs

revendications, et négocient ces revendications et la débandade avec l'Etat. Il y a désormais des organisations piqueteros. Ces organisations ont des chefs – Luis D'Elía est typiquement le caudillo à l'ancienne, autoritaire et rusé – et des permanents. Le fait qu'il y ait des piqueteros à plein-temps change le sens du terme : le piquetero est désormais un militant, une réplique remise à jour du militant de la classe ouvrière des deux siècles précédents. Le piquetero est un ex-gueux moderne, qui s'est laissé encadrer et embrigader, qui a accepté des chefs. Piquetero n'est plus un état intermittent, mais une identité fixe.

L'explosion du phénomène des coupures de route a permis aux partis de gauche de se reconstituer une base modernisée, et une forme de lutte visible. A partir de 2001, l'essentiel du mouvement, en forte progression, est sous tutelle. Et cette forte progression n'est plus véritablement une menace pour les partis de gauche, parce qu'on devient maintenant aussi piquetero par carriérisme ou par conformisme. A la fin de 2001, avec cette constitution d'« appareils » au sens lénino-stalinien, d'abord issus de la révolte avec assemblée et coupure de route, ensuite organisant des coupures de route sans assemblées, le mouvement des gueux d'Argentine est épuisé et encadré. Dans l'épaisse langue de bois dérivée du marxisme, les gueux d'Argentine ont perdu la parole. Les groupuscules qui en ont pris la charge n'en sont pas sûrs, et les révoltés qui étaient piqueteros par intermittence, cinq ans plus tôt, ne le savent pas encore. Et l'Etat, apparemment, n'ose pas non plus y croire. Mais tout un pan de la révolte moderne a été isolé de toutes les autres formes de révolte moderne par un cordon sanitaire d'idéologie périmée et d'encadrement militant.


0
10
20
30 km
URUGUAY
ARGENTINE
Escobar
Tigre
Pilar
Derqui
Malvinas Argentinas
General Pacheco
San Fernando
San Isidro
Sacramento
José C. Paz
San Miguel
Vicente López
Boulogne
Olivos
General Sarmiento
Bella Vista
General San Martín
Billinghurst
B. A.
CAPITALE FEDERALE
Río de la Plata
Hurlingham
El Palomar
Caseros
General Rodríguez
Tres de Febrero
Parc du Centenaire
Place de Mai
Ituzaingo
Morón
Ciudadela
Pont Pueyrredón
Moreno
Castelar
Ramos Mejía
Merlo
R. Castillo
Libertad
Lomas del Mirador
Avellaneda
La Tablada
Villa Fiorito
Lanús
José Ingenieros
Tapiales
Banfield
Quilmes
Mariano Acosta
La Matanza
Laferrere
Lomas de Zamora
Berazategui
Pontevedra
Marcos Paz
Almirante Brown
Florencio Varela
Monte Grande
Esteban Echeverría
Ezeiza
Aéroport international
Longchamps
Ensenada
Berisso
Glew
General Las Heras
LA PLATA
Agglomération de BUENOS AIRES


0
5
10 km
Av. Scalabrini Ortiz
Av. Corrientes
Angel Gallardo
PARC DU CENTENAIRE
Interbarrial
Av. Diaz Vélez
ALMAGRO
500 m
Olivos
VICENTE LOPEZ
Stade de River Plate
NUNEZ
SAAVEDRA
GENERAL SAN MARTIN
BELGRANO
Av. Santa Fe
VILLA URQUIZA
COLLEGIALES
Av. del Libertador
CHACARITA
Av. Córdoba
PALERMO
PATERNAL
BARRIO NORTE
VILLA CRESPO
Palais de justice
Parc du Centenaire
Gare de Once
MICROCENTRO
VILLA DEL PARQUE
Congrès
Place de Mai
CABALLITO
ALMAGRO
ONCE
TRES DE FEBRERO
SAN CRISTOBAL
SAN TELMO
Av. Rivadavia
Autopista 25 de Mayo
VERSAILLES
FLORESTA
9 de Julio
BOEDO
Stade de Boca Juniors
VELEZ SARSFIELD
FLORES
PARQUE PATRICIOS
LA BOCA
LINIERS
BARRACAS
Pont Pueyrredón
VILLA LUGANO
LA MATANZA
AVELLANEDA
LANUS
BUENOS AIRES
CAPITALE FEDERALE


RETIRO
Av. del Libertador
Gare Retiro
Place San Martín
Av. Santa Fe
Av. Córdoba
Av. Maipu
Av. Florida
Palais de justice
Obélisque
PUERTO
MADERO
Av. Corrientes
MICROCENTRO
Av. Roque Sáenz Peña
Av. Callao
SAN NICOLAS
Av. Bartolomé Mitre
Av. Rivadavia
Av. de Mayo
Casa Rosada
Place de Mai
Congrès
Av. 9 de Julio
Av. Julio A. Roca
Av. Bolivar
Av. Paseo Colón
Av. Entre Rios
Av. Belgrano
Av. Independéncia
SAN
Av. San Juan
Autopista 25 de Mayo
TELMO
Autopista 9 de Julio
Parc Lezama
CONSTITUCION
Gare
Constitucion
LA BOCA
Stade de
Boca Juniors
1 km

II – L'insurrection de décembre 2001

Début décembre

Dans son ouvrage 'Días de furia', le journaliste Camarasa rapporte que le 30 novembre, baptisé « vendredi noir » par les économistes parce que les retraits bancaires battirent tous les records en passant du déjà très élevé 481 millions de dollars la veille à une somme comprise entre 700 et 1 100 millions de dollars, Domingo Cavallo, ministre de l'Economie, réunit ses principaux collaborateurs et leur demanda : « Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? » Silence consterné. Puis le vice-ministre, qui par une ironie de l'économie politique s'appelle Marx (Daniel), aurait dit : « On s'en va, Mingo… Nous devons tous démissionner parce que nous avons échoué. Nous avons perdu la confiance. » Et, frappant théâtralement la table, à faire trembler les bouteilles d'eau minérale, Cavallo s'écria : « Non, nous devons sauver les banques ! Nous ne pouvons pas les laisser tomber. »

Le corralito, qui est le résultat de cette obstination à soutenir la finance contre la confiance, impose, dès le lendemain, un plafond des retraits en liquide de 250 dollars, ou pesos par semaine, de tout compte bancaire, et limite à 1 000 dollars (élargie rapidement à 10 000) la somme qu'il est permis d'emporter à l'étranger. Sur les chèques et les cartes, moyens de paiement très peu utilisés en Argentine, mais en pleine progression dans les jours à venir, il n'y a pas de limites. 250 dollars, c'est à peu près le salaire mensuel des meilleurs plans Trabajar, de sorte que la mesure ne touche désormais que ce qu'on a appelé « la classe moyenne » ou « les classes moyennes ». Mais « les classes moyennes » ('le Monde' évalue à 14 % le nombre d'Argentins qui gagnent plus de 1 000 dollars par mois) se sont donc ruées dans les banques pour retirer leurs 250 dollars. Et ceci, chaque semaine. Ceci a provoqué des queues. Et dans les queues, les gens de ces « classes moyennes » et les autres – ceux qui avaient d'autres opérations à effectuer –, pas contents, ont commencé à se parler.

Le 5 décembre, le FMI refuse soudain un prêt de 1,3 milliard de dollars, prévu de longue date, sous prétexte que le budget de l'Argentine ne correspond pas à l'équilibre promis, essentiellement par la faute des provinces de cet Etat fédéral, qui sont des fiefs politiques principalement tenus par une opposition péroniste incapable et récalcitrante à tenir le zéro déficit exigé et décidé. Ce refus n'est pas très important financièrement (il correspond à 1 % de la dette de l'Argentine). Mais il exprime la même fin de la confiance dans l'Argentine et dans son gouvernement par l'instance supragouvernementale que celle qu'on avait vue dans les files d'attente du corralito et dans l'analyse de Marx (Daniel). Ce discrédit du FMI pourra cependant encore être révoqué, le 8 décembre, lorsque Cavallo présente à New York le huitième plan d'ajustement budgétaire depuis deux ans, en léchant tous les paillassons, et en promettant apparemment des coupes claires : sur les salaires des fonctionnaires, et sur les services de l'Etat.

Entre la nécessité de rassurer les créanciers et celle de faire payer les Argentins, le marteau et l'enclume se rapprochent pour ce gouvernement coincé entre les deux. Car les Argentins, payeurs malgré eux, commencent à maugréer. Le 12 décembre, il y a des concerts de casseroles dans les

rues de Buenos Aires, Rosario, Santiago del Estero. Le même jour, à Concordia, dans la province d'Entre Ríos, des manifestants envahissent et dévalisent un supermarché.

Le lendemain, 13 décembre 2001, est une journée de grève nationale, à laquelle avaient appelé les trois principales centrales syndicales, CGT, CGT dissidente et CTA. Les journées de grève générale sont toujours des journées où les syndicats tentent de récupérer des pauvres qui braconnent hors du prolétariat, dans leurs manifestations solennelles d'ennui et d'indignation vertueuse qui épuisent et qui permettent d'évaluer une capacité de mobilisation ; mais dans le seul cas où un mouvement social grandit, de manière irrésistible, ces journées mêmes peuvent fournir des prétextes à dépassement ; et lorsque, comme en Argentine, les quelques fissures apparentes sont en fait le début d'une puissante explosion, toute occasion de s'y frotter peut déjà donner envie de bander, même la simulation d'érection de l'index syndical dressé.

Les manifestations n'ont pas partout la solennité pseudo-digne d'une classe sociale bien encadrée. A Neuquén, cinq mille manifestants affrontent la police ; à Córdoba, les manifestants attaquent les locaux du quotidien 'La Mañana' et s'en prennent aux vitrines des banques ('le Monde' préfère rapporter de la même manifestation l'image réfléchie de sa propre piété économiste : « Sur la place centrale, certains prient, entre deux discours de responsables syndicaux »). A Pergamino, dans la Province de Buenos Aires, c'est la prise et la destruction de la mairie. Et alors qu'il y a des coupures de route à Neuquén, à Jujuy, à Mendoza (dix piquets), cent manifestants péronistes huent et insultent Cavallo devant sa maison dans le quartier de Palermo, à Buenos Aires. L'ironie de l'économie, (Daniel) Marx, finit par prouver qu'il a perdu la confiance en démissionnant en solo.

Le 14 décembre, dans l'agglomération de Mendoza, un petit supermarché est pillé à Guaymallén. A Rosario, après un face-à-face tendu devant un grand supermarché entre police et plusieurs centaines de manifestants, province et municipalité évitent le pillage en offrant quatre mille paniers de nourriture. Le 15 décembre, le même petit supermarché de Guaymallén est à nouveau attaqué et pillé. Il y a un nouveau pillage à Concordia. Dans la banlieue au sud de Buenos Aires, Avellaneda, deux cent cinquante personnes ont pris et investi le supermarché Carrefour, qui leur offre finalement mille paniers alimentaires. Le 16 décembre, le petit supermarché de Guaymallén est attaqué et pris pour le troisième jour consécutif et d'autres supermarchés auraient été attaqués dans l'agglomération de Mendoza : il y a maintenant dix arrestations. A Concordia également, c'est le troisième jour de pillage. A Rosario, il y a de violents affrontements après que la police a tenté de déloger un piquet de rue qui réclamait des aides alimentaires.

Le 17 décembre, dans plusieurs quartiers de l'agglomération de Buenos Aires, les classes moyennes manifestent contre le corralito. Ce seraient, d'après l'information dominante, des petits commerçants, des petits industriels et des « voisins » (vecinos). De manière significative, la suite s'annonce dans le quartier de Palermo : une nouvelle manifestation, un cacerolazo, y est appelé pour le 19 décembre, à l'angle des avenues Córdoba et Scalabrini Ortiz, manifestation qui devra rester, d'après 'Clarín', sans affiliations politiques ou de chambre de commerce, et dont le but annoncé est de réclamer des solutions à la crise : « "Vecinos y comerciantes de Palermo Viejo y Villa Crespo realizarán un cacerolazo, una protesta popular, batucada y cortes de avenidas", dijeron los organizadores en un comunicado de prensa. »

Le même 17 décembre, alors que les gueux de Concordia y retournent une quatrième fois, c'est une autre grande banlieue au sud de la capitale, Quilmes, qui est le lieu de la bataille des supermarchés la plus connue du jour, puisqu'on en trouve trace dans 'le Monde' : « Pour se procurer de la nourriture, des centaines de personnes ont ainsi pris d'assaut, au cours des derniers jours, des maga-

sins et des supermarchés dans les principales villes de l'intérieur – Rosario, Santa Fe, Entre-Rios, Cordoba, Mendoza, Salta – et dans les faubourgs de Buenos Aires. A Quilmes, aux portes de la capitale, des centaines de personnes ont occupé, lundi 17 décembre, quatre hypermarchés. Armes à la main, la police a procédé à des dizaines d'arrestations, faisant plusieurs blessés. »

La presse argentine raconte déjà, pour ces pillages, que les manifestants y sont très organisés. En effet, les adolescents et les femmes marcheraient devant, et les hommes adultes qui donneraient des ordres viendraient derrière. Mais cette formation de combat ne nécessite aucune organisation, aucune concertation, tant elle est une description de la hiérarchie des émotions et de la pugnacité qu'on rencontre dans la plupart des émeutes : d'abord les adolescents, ensuite les femmes, enfin les hommes adultes dont les « ordres » sont la mise en avant de la raison chez ceux qui, dans les troubles publics, apportent parfois ce contrepoint. Par ailleurs, si des centaines de personnes d'un quartier se mobilisent pour aller dévaliser un supermarché, on peut supposer qu'elles se demandent comment elles vont s'y prendre ; et il y a de grandes chances qu'elles vont essayer de valider leur formation de combat spontanée. Le dispositif minimal exposé là tente d'insinuer d'emblée que les pillages seraient manipulés par des intérêts autres que ceux des participants qu'on voit. Mais ce qui est montré là est le minimum d'organisation dont sont capables des gueux, surtout dans des quartiers comme Quilmes, qui ont maintenant plusieurs années d'expérience de coupures de route.

Le 18 décembre, tous les supermarchés de cette banlieue sont fermés et gardés par la police, face à mille personnes constituées en piquets de route. L'information dominante hésite entre deux tendances : l'alarmiste, qui affirme qu'on est devant une explosion sociale majeure (ce qui est un des discours permanents en cas de « crise économique » et de troubles diffus), et la conciliante, comme celle de 'Clarín', qui rappelle à ses lecteurs que l'an passé à la même époque aussi il avait fallu renforcer la sécurité autour des supermarchés. C'est Noël, que voulez-vous, les gens fêtent la marchandise. La synthèse de ces deux formes d'interprétation va être livrée par le président De la Rúa, qui le même jour vient à la télévision, explicitement à cause de la situation à Rosario, chaud, chaud, chaud, pour assurer à la population qu'il n'y a « pas de quoi s'alarmer ». On ne sait pas, parmi les passifs qui l'ont écouté, s'ils ont été plus tranquillisés par un tel constat ou inquiets parce qu'il fallait le formuler. Mais ce qui est le plus vraisemblable, c'est que fort peu de pauvres d'Argentine l'ont entendu, parce que la passivité exigée pour écouter un tel discours était elle-même en dissolution accélérée.

Les 19 et 20 décembre dans l'information

Dans toutes les grandes révoltes où de grandes manifestations ont eu lieu, ces événements un peu solennels marquent au moins une respiration pour l'ennemi conservateur en place : elles tournent souvent à la parade, et comme en Iran, on y voit les loups asphyxiés par les moutons. Les récupérateurs se tiennent alors devant, encerclent et noyautent de toute leur étouffante componction toute tentative de parole un peu plus vivace que leurs langues de bois à arrière-pensées conservatrices. Dans ce gigantisme de la lourdeur compassée, l'information dominante donne alors la pleine mesure de sa maîtrise de la mise en scène et de l'effacement du fond du mouvement par la forme de l'événement. La délimitation rigoureuse de la manifestation dans l'espace et dans le temps, l'observation étroite du prétexte de la réunion au détriment du possible et l'écrasante majorité de non-combattants rassurants, inoffensifs, confirmant les présupposés de cette information le long de tous

les micros-trottoirs, permettent au discours dominant de ramener une révolte qui s'affiche ainsi à un défilé qui n'est pas fondamentalement différent du premier direct télévisé, maintes fois rejoué avec des variantes, le couronnement de la reine d'Angleterre.

En Argentine, la grande manifestation qui a fait une rupture dans le temps échappe à cette visibilité. L'information n'a su ce qui s'est passé que par bribes et conjectures, en alignant des apparences sur des préjugés, et tout ce qu'on en sait, par conséquent, est partiel, singulier, soumis aux fortes subjectivités alors en jeu et aux graves déformations qu'entraîne leur constat. Non seulement, sur les 19 et 20 décembre 2001 (car cette journée de rupture dans le temps a duré deux jours et trois nuits, du soir du 18 au matin du 21), on ne peut pas certifier les mouvements de foule, les lignes de front, les moments d'intensification, mais les médias ne se sont même pas aventurés à évaluer *le nombre des participants,* eux dont les évaluations quantitatives sont l'un des domaines réservés, un des bastions de leur crédibilité parce qu'ils savent généralement pondérer à la fois l'exagération maximaliste des organisateurs de manifestation et l'exagération minimaliste de l'autre acteur, la police ; et parce que compter peut être considéré comme une partie de leur domaine de compétence, même si ces comptages sont presque toujours filtrés par des arrière-pensées idéologiques non exposées au public. Ici, l'événement n'a pas été visible en entier dans la publicité à contrecœur que l'information dominante en a restituée. Surprise parce que ces journées ont été le début du mouvement, évaluant mal les jours, absente la nuit, l'information a failli sur le détail et sur le tout. L'intensité prodigieuse déployée dans ces retrouvailles des pauvres avec leur discours propre n'est perceptible que dans son rayonnement ultérieur, pas dans l'image instantanée qu'on a l'habitude de recevoir, à domicile, de chaque événement jugé historique par nos informateurs mal informés.

Ce sous-éclairage, qu'on pourrait croire anachronique pour un fait de cette importance à une époque de saturation médiatique, est caractéristique des principaux événements en Argentine entre 1995 et 2003 et, comme on peut le remarquer, au début de cette période des troubles de la parole dans le monde entier : là où les pauvres prennent pour objet le monde, c'est-à-dire là où les pauvres commencent à se projeter comme sujets de l'histoire, l'information dominante n'y est pas, ceci vaut aussi bien pour le cœur des grands pillages d'Albanie et d'Indonésie, l'assemblée de Jussieu, le debord of directors, les révoltes des piqueteros, l'insurrection en Algérie à laquelle il a fallu adapter des structures d'encadrement pour filtrer et abréger la parole des émeutiers, et les journées d'insurrection de décembre 2001 en Argentine, ainsi que la tentative de débat qui les a suivies, pendant l'année 2002. En extrapolant de ce constat, on est évidemment tenté de conclure qu'il faut que l'information dominante soit absente si l'on veut commencer à parler du monde ; ou que lorsque la question du monde se pose, l'information dominante s'éclipse, que ce soit par autocensure ou par incompétence.

L'information n'a donc pas rendu compte de l'ampleur, de la saveur, de la profondeur des journées insurrectionnelles en Argentine. La première raison est que l'immensité de ces manifestations n'était pas prévisible : elles n'avaient pas été organisées et, d'ordinaire, lorsque les pauvres se retrouvent à plusieurs centaines de mille (il faut supposer cet ordre de grandeur, au moins pour Buenos Aires, les 19 et 20 décembre), ce n'est pas la première grande manifestation violente d'un mouvement, comme ce fut le cas pendant ces deux journées où plusieurs étapes, généralement étalées sur des mois, ont été franchies au pas de charge en quelques heures. Ayant pris ce retard dès le départ, l'information dominante n'a jamais pu rattraper le mouvement par la suite, son essence lui échappant par essence. Une telle désorganisation de l'apparence d'un mouvement social majeur est une première depuis la révolution qui a eu lieu en Angleterre et en France autour de 1650 ; mais à cette époque, l'information dominante n'était pas encore un puissant parti indépendant de l'alliance

pour la conservation du monde, dont la fonction principale est d'offrir une médiation plausible entre la conservation du monde et sa critique. Ce silence officiel, si souhaitable dès que la gravité dépasse les questions de gestion, fait aussi brouillage dans un monde où l'information dominante est le bruit de fond : ce n'est pas une soudaine et bienfaisante absence de parasites auditifs, c'est un effacement inexpliqué et intermittent du son qui participe en tant que phénomène de la perte de sens. C'est ce qui rend si délicat de raconter ce qui s'est passé en Argentine. C'est ce qui rend si primordial de restituer ce qui s'est passé en Argentine.

Du soir du 18 à l'après-midi du 19 décembre 2001 : la grandeur du pillage

1. Pour tenter de saisir le mouvement des pauvres vers la parole, en Argentine, il importe de bien saisir l'enchaînement des faits. A l'arrivée, il y a du neuf. La façon dont le neuf apparaît est de la plus haute importance pour la portée de toutes les vies contemporaines. Il s'agit donc, au milieu de quelque chose d'aussi radical – de plus radical qu'aucun d'entre nous peut l'être en conscience –, d'être à la fois très attentif et très pondéré pour ne pas réduire à un modèle, par exemple, ce phénomène de l'esprit qui incite à la généralisation par son caractère unique même.

L'offensive des 19 et 20 décembre peut se découper en quatre grands moments. Le premier moment, qui va du soir du 18 à la fin de l'après-midi du 19, est le moment de la charge. C'est le début de l'attaque frontale contre la marchandise. La marchandise est, avec l'information dominante et l'Etat, l'un des trois grands moyens de communication de la société économiste. La marchandise est l'agent conservateur le mieux installé dans les cervelles des pauvres. Aucune forme de pensée étrangère ne nous est plus familière. Dans les villes de notre monde urbain elle est omniprésente, à perte de vue, à même la peau, on n'entend qu'elle, on l'avale en mangeant et en respirant. Depuis un demi-siècle, la domination de la marchandise n'a cessé de s'intensifier, de s'affiner, d'envahir des contrées insoupçonnées de l'existence ; ce n'est pas par la séduction, restée identique, mais par la contrainte – nous sommes forcés de consommer de plus en plus de marchandises qui nous déplaisent avant même que nous les achetions – qu'elle nous tient en un pouvoir de plus en plus odieux. Les pauvres considèrent rarement la marchandise, qu'ils subissent comme une fatalité, en tant que catégorie en entier, ils différencient entre les marchandises séduisantes et les marchandises répugnantes ; l'impression de félicité contenue dans la marchandise n'a pas augmenté depuis les premières émeutes contre l'ennui il y a environ cinquante ans, mais le dégoût, la honte et la haine ont lentement crû à travers ce demi-siècle de colonisation marchande et de désillusions des satisfactions promises. Omniprésente et tyrannique, désormais plus souvent prise pour la manifestation de leur pauvreté que pour la promesse de leur richesse, la marchandise est devenue une cible immédiate des révoltes modernes.

Ce qui est difficile à comprendre dans les attaques contre la marchandise, c'est que les pauvres à l'offensive ne s'attaquent pas essentiellement à des êtres humains, et qu'ils ne sont pas essentiellement mus par la convoitise. Ils s'attaquent à une abstraction. Ils s'attaquent d'abord à un tabou, qui est l'inviolabilité de la marchandise, et qui reste son meilleur défenseur dans le monde, signe que l'idéologie dominante a bien travaillé. Le viol de la marchandise, cette transgression du tabou, est immédiatement suppression de l'échange marchand. L'échange marchand est précisément l'abstraction attaquée. L'ordre du monde est construit sur l'échange marchand, qui est d'abord cette étrange préméditation qui s'est effectuée dans la pensée qui échappe aux individus, et qui n'est effectuée

qu'en conséquence dans la pratique par les individus. L'échange marchand est de la pensée qui échappe aux pauvres, et même aux marchands, et c'est cette dépossession qui est presque la seule cible d'une de ces attaques contre la marchandise dont les révoltes modernes sont le territoire privilégié. Alors que les gestionnaires essaient de minimiser ces révoltes en actes dérisoires d'exaspération ou de désespoir, ou plus subtilement, en parodie de jalousie et de convoitise (il en va de même pour le viol sexuel, dont la part critique est toujours noyée dans la moralisation du désir), il s'agit, dans la plupart des cas, du refus immédiat de l'échange marchand, et de l'organisation, de l'ordre qui en découle. Elles sont des mises en cause immédiates de la communication dominante dans ce qu'elle a d'universel.

Parce qu'ils s'en prennent à ce moment-là à l'ordre existant en entier, même si ce n'est qu'à travers son abstraction la plus immédiate, pour ainsi dire, le pillage dément la division courante, économiste, entre marchandise superflue et marchandise nécessaire : l'acte d'abolir l'échange tend à abolir cette division. Dans tous les grands pillages on assiste à des prodigalités inouïes et à des gâchis insensés, à des confusions sur les produits que le « consommateur » le plus abruti ne commettrait jamais (notamment la propension des pilleurs à s'attaquer à des marchandises dont ils n'ont pas l'usage) et à de véritables dévaluations fonctionnelles des ex-futures marchandises, dont le sens et l'usage sont modifiés par la destruction irrémédiable de l'échange marchand. Le calcul, que les informateurs réintroduisent après coup dans leur explication du pillage, parce que eux-mêmes, restés sous le joug, imaginent qu'ils auraient agi par calcul dans toute situation similaire, s'effondre. Ils ne comprennent donc pas comment on peut piller des marchandises séduisantes en prétendant avoir faim, ils parlent très peu de la destruction des marchandises, notamment alimentaires, qui est gigantesque dans les grands pillages, mais avec toute l'horreur de l'incompréhension, et ils ignorent même pourquoi quelqu'un qui selon leurs propres critères n'a pas faim peut piller de la nourriture, plutôt qu'une autre marchandise. Ce mouvement de la critique de la valeur, qui est l'idée de l'échange, est en effet une forme de dépassement de la raison qui n'est, dans les moments historiques, que le système de la rationalité dominante, c'est-à-dire la prétendue cohérence de la religion dominante, aujourd'hui l'économie. Les pillages dans les révoltes modernes sont d'abord des offenses contre une pensée extérieure à la nôtre qui nous humilie, une vengeance, une colère, une jouissance, un rire cassé comme à chaque fois qu'on superpose soudain deux abstractions séparées par de nombreuses médiations supprimées dans quelque hardiesse d'esprit à la fulgurance enivrante.

S'il y a, comme en Algérie depuis 1988, des insurrections contre l'Etat sans grand pillage, tous les grands pillages de ces dernières années ont été des insurrections : ainsi à Jakarta en 1998, ainsi en Albanie en 1997. Ces feux de brousse soudains provoquent des moments de stupeur et de panique chez l'ennemi, c'est-à-dire chez les gérants du monde marchand. L'Etat et son gouvernement sont alors immédiatement en danger. Les gouvernants, qui ont mandat de défendre la marchandise, ne savent pas plus que nous pour l'attaquer comment s'y prendre pour la protéger, jusqu'où va ce genre de vague montante, quelles sont les digues les plus efficaces et où les ériger. Il y a, en effet, plus de vitrines que de policiers, et les grands pillages en sont déjà, derrière la vitrine, au principe ; mais le principe marchand est tabou dans la religion de l'économie qu'il faut faire respecter. Ce n'est donc pas la police qui pense par la matraque, elle-même souvent fort encline au pillage, qui suffirait à défendre le tabou, c'est la police qui matraque par la parole qui est requise ; mais celle-là, l'information dominante, est loin de savoir et de comprendre ce qui est en jeu. De plus, elle ne sait pas réagir vite sur des questions de fond ; nous non plus, du reste. Comme l'avait annoncé le grand pillage argentin de 1989, qui était le hors-d'œuvre de celui de 2001, le silence est alors imposé par le discours dominant, même si de nombreuses calomnies ne manquent jamais en appui et en contre-feux à ce

silence. Le même silence coupable va évider les discours de ceux qui ont attaqué l'échange marchand et de ceux qui soutiennent le tabou de l'inviolabilité de la marchandise. Jamais le mérite du grand pillage de Buenos Aires, comme préambule à la libération de la parole, n'a été honoré ; même si le grand pillage ne débouche pas toujours sur la parole, la parole est aujourd'hui impensable là où la marchandise est respectée. Le respect de la marchandise est un bâillon, et même si par la suite l'arrachement du bâillon a été occulté en Argentine, il y a, dès le début, cette importante différence avec la révolte en Algérie, qui n'a jamais réussi à s'élever à la critique de l'échange marchand.

Ce premier moment de l'insurrection n'a pas été une trouée triomphale, bien qu'en de nombreux endroits de la bataille – supermarchés, petits commerces – l'ennemi s'est trouvé complètement enfoncé, débordé et battu ; en d'autres endroits les batailles ont été indécises, en d'autres encore l'ennemi a réussi à défendre l'intégrité de la marchandise ; et parfois il a réussi à négocier avec succès des sortes de viols consentis et limités. Mais sur ce terrain, que toute morale réprouve, sur ces bouts de territoire de la pensée dominante gardés par les armes, sur cette corde raide où s'affrontent le désir et l'ordre, la critique et la conservation, la prise de parole et son interdit, un courage et une détermination que les gueux n'ont pas toujours, un sens du plaisir et du négatif que les gueux n'ont pas toujours et un goût de l'expérimentation de leur possible que les gueux n'ont presque jamais ont été tout particulièrement dignes de respect et d'admiration.

2. Une des différences visibles entre la vie quotidienne et l'histoire se lit dans les difficultés de datation des événements historiques. La mesure du temps, en effet, provient d'un découpage emprunté à cette division de la pensée qu'est la nature, et à l'organisation du travail sur la nature : le changement de jour tombe au milieu de la nuit, et le milieu de la nuit est le milieu supposé de l'activité qui sépare deux activités dans le travail sur la nature, le sommeil (on voit que cette datation vient de la vie quotidienne des paysans ; la police le sait bien puisque, en ville, ses heures d'interventions préférées, c'est-à-dire celles où elle espère surprendre dans leur sommeil ceux qu'elle attaque, est juste après la madrugada, entre 4 heures et 6 heures du matin). Ainsi les historiens, les journalistes, les chroniqueurs se contredisent-ils fréquemment, par exemple, sur la datation de la période nocturne après minuit, pour laquelle la langue espagnole a un mot qui manque aux autres langues, madrugada. Parfois elle fait partie du même jour que le soir qui précède, parfois elle fait partie du lendemain. Mais dans les moments historiques, si rares, le sommeil est puissamment rationné, et la journée qui se prolonge parfois pendant plusieurs jours de calendrier pour l'acteur commence presque toujours avant minuit et dépasse très souvent la madrugada.

Il en va ainsi pour la journée du 19 et 20 décembre 2001, en Argentine, qui a commencé dans la soirée du 18 et qu'il faut prolonger jusqu'au lever du soleil du 21. Dans la soirée du mardi 18, à Concepción del Uruguay, la foule s'assemble et le premier des quatre supermarchés pillés jusqu'à la fin de la madrugada semble l'avoir été avant minuit. De violents combats ont lieu jusqu'à 5 heures du matin et il y a 20 arrestations. De même, à Moreno, à l'extrême ouest de la banlieue de Buenos Aires, des groupes de gueux sont réunis depuis le soir du 18 et finissent par saccager, entre minuit et l'aube, trois commerces dont un petit supermarché, sur la route 23. Puis tôt le matin a lieu le pillage d'un supermarché à San Martín, banlieue ouest de Buenos Aires, avec des affrontements qui débouchent sur 80 arrestations. Ce fait d'armes-là a été considéré par la plupart des informateurs, à tort comme on voit, comme le premier pillage de cette grande vague qui commence. Au même moment, sans doute, a eu lieu l'attaque de l'hypermarché Auchan de La Tablada, qui est un quartier de

La Matanza. La plus belle journée de critique en actes de la marchandise, depuis le début du siècle et même depuis le grand pillage de Jakarta, venait de commencer.

Il faut ici se souvenir que, pendant la semaine qui précède, les pillages avaient rapidement crû en intensité, de Concordia à Quilmes, en passant par Rosario, et que Concepción del Uruguay, Moreno, San Martín et La Tablada, qui sont la suite accélérée de cette croissance, étaient hors de contact les uns avec les autres, sans notoriété ni importance stratégique particulière. La progression soudaine des vagues de pillage se passe comme l'écroulement d'un barrage : d'abord une première fissure, puis une seconde, ailleurs, puis simultanément deux ou trois autres qui, par hasard, peuvent s'être recoupées, puis soudain la brèche, le saut qualitatif, dans une puissance proportionnelle à ce qui avait été contenu. Alors le flot engloutit tout jusqu'à ce que le rythme du déluge, à travers un imperceptible ralentissement, s'épuise. Et cet « imperceptible » est important, parce que c'est aux premiers instants où le flot cesse d'augmenter que se situent les erreurs d'analyse et d'évaluation, dans chacun des deux camps. Mais à cette incapacité de l'observation, il n'y a pas de remède connu : quand on est trop proche de la réalité, on perd la capacité de la restituer, un peu comme on perd le visage aimé quand on y pense trop ; et quand on est trop loin de la réalité, les instruments de mesure sont trop imprécis pour saisir les variations de son déferlement.

3. C'est dans l'Interior que la charge a sonné d'abord. Comme en 1989, c'est à Rosario en particulier, où le gouvernement est obligé d'envoyer des renforts de gendarmerie, que ces offensives silencieuses et déterminées semblent avoir été les plus fières et les plus joyeuses : il y a au moins huit supermarchés dévastés, puis d'innombrables petits commerces pillés lorsque police et vigiles rendront plus difficiles les assauts frontaux contre les grandes surfaces. Dans les banlieues sud et sud-est de cette troisième ville du pays, il y a de violents affrontements qui laisseront entre 5 et 6 morts, au moins 120 blessés et 300 arrestations.

De Córdoba, deuxième ville d'Argentine, on ne rapporte pas de pillages dès le 19, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en eut pas. Ce que l'information, par contre, a rapporté, est que des employés communaux, furieux de n'avoir pas touché leur salaire, ont marché sur la mairie, l'ont attaquée, prise, et en partie incendiée. Cet événement, qui coïncide si bien avec les pillages, parce qu'il rejoint, par la destruction du lieu du pouvoir bureaucratique, la critique de la communication comme aliénation, a peut-être servi à occulter les attaques contre les commerces, et peut-être seulement à les retarder. Car on sait que les affrontements après pillage, dans cette agglomération, ont fait 1 mort le lendemain, 20 décembre.

Par la liste officielle des tués, on peut remonter un certain nombre de villes de province où le jeu a été particulièrement poussé : 2 morts à Paraná, 1 mort à Corrientes, 1 à Santa Fe et 1 à Cipolletti dans le Río Negro. Ce qui ne veut pas dire qu'ailleurs les combats et les viols de marchandise n'ont pas été plus intenses, plus plaisants, et plus consciencieux : à Neuquén, par exemple, où trois supermarchés ont été réduits en superruines ; dans la province voisine à General Roca, où ce sont des façades de banques qui subissent les dommages collatéraux des affrontements ; dans la province d'Entre Ríos à Concordia et à Gualeguaychú ; ailleurs encore, les pillages n'ont pas réussi, parce que les affrontements se sont soldés – au moins dans le premier temps rapporté par l'information dominante – par la victoire des défenseurs de la marchandise, comme à Chajarí, à Santiago del Estero et à Mendoza.

Très vite, deux formes de réaction divisent les gestionnaires : la répression, qui est difficile parce que les effectifs de l'Etat ne suffisent à protéger que les plus grosses enseignes, avec tous les reproches que cela entraîne ; la négociation, qui est compliquée parce que s'il y a bien toujours des négociateurs chez les gestionnaires, ils sont plus difficiles à déceler en face. En de nombreux endroits, les gérants de supermarchés, les petits commerçants, et parfois les autorités locales se résignent à offrir des marchandises aux gueux menaçants. Cette forme de pillage préventif permet de laisser à l'ennemi le choix de ce qui est pillé et d'éviter les destructions. C'est aussi une diminution drastique du plaisir, même s'il y a déjà de la satisfaction à voir toutes ces salopes s'humilier à saborder leurs propres marchandises, leur propre sacro-saint échange marchand, à les voir crever elles-mêmes le tabou de la propriété privée qu'elles espèrent sauvegarder par le sacrifice, par le tribut. L'exemple à la plus grosse échelle de ce type de politique a été fourni par la province de Tucumán, qui distribue cent mille paniers alimentaires (prenant donc à la charge du contribuable la ponction qui est faite ailleurs sur les commerçants), mais dont le gouverneur déploie quand même cinq mille policiers, non sans raison, parce que des manifestants menaçants campent devant au moins un supermarché de la capitale du même nom, Tucumán.

4. Mais dès la matinée, les provinces de l'Interior ne sont plus que l'arrière-plan du décor (Capitale fédérale est le nom de la province qui est identique au centre de Buenos Aires, alors que la conurbación, la banlieue agglomérée, fait partie d'une autre province, la Province de Buenos Aires ; ainsi, on appelle Capitale fédérale le centre, conurbación ou provincia la banlieue, et Interior les autres provinces que celle dont dépend la conurbación). Le terrain de bataille sur lequel zooment maintenant les caméras est la banlieue, la conurbación. Morón, à l'ouest, semble avoir été l'épicentre de ce jour contre la marchandise, puisqu'on y aurait recensé dix-neuf pillages et 1 mort, notamment dans les quartiers aux noms chantants, presque balnéaires, de Castelar Sur, La Paloma et Ciudadela. Au nord, d'Escobar à Tigre et San Isidro, à l'ouest, depuis San Martín, où les affrontements semblent s'être étalés de tôt à tard, jusqu'à La Matanza, au sud, depuis Lanús jusqu'à Lomas de Zamora, et au sud-est dans la capitale de la Province de Buenos Aires, où la police de toute la banlieue, la Bonaerense, a son siège, La Plata, des petits groupes d'ennemis de cette société s'avancent par dizaines ou centaines, enfants, femmes, adolescents, adultes, tous ensemble dans ce que les médias voient comme une horreur sans nom, et qui est un bris du quotidien, de la misère, de l'ennui sans nom. Le mur épais de l'agencement des contraintes n'est plus qu'une fine paroi en pensée, que transperce maintenant le premier rire, le dernier sarcasme. Le désarroi ennemi décuple la confiance prise à l'ennemi depuis hier : ils sont si inférieurs en nombre, ces chiens bardés de cuir, de caoutchouc et de Plexiglas, ils suent dans la chaleur montante du jour, ils ne savent pas où ils sont, ils se demandent pourquoi ceux-là, leurs voisins, leur jettent des pierres, des boulons, des marchandises, des bouteilles remplies d'essence dont ils allument les mèches en tissu torsadées. Oui, il fait chaud partout, et la bataille est un plaisir pour les plus forts, les gueux, mobiles, légers, virevoltants, pleins de ce sérieux qui apparaît si volontiers sous la forme de l'humour et de la gaieté. Voilà un jeu si grave que les uns sont prêts à tuer pour qu'il cesse et les autres à mourir pour qu'il continue.

Contre les pillages l'ennemi n'est bien organisé nulle part, tous les grands pillages en témoignent, et c'est seulement qu'il y en ait si peu qui confère l'impression que la marchandise serait bien protégée. L'ennemi, c'est d'abord l'encadrement péroniste et piquetero, c'est-à-dire les deux concurrents pour enfermer les pauvres dans un prolétariat, les deux partis de la récupération par l'assistanat et le militantisme. Ils sont d'accord sur l'explication principale du pillage : ce serait un complot. Mais alors que les péronistes accusent de manière surréaliste les narcotrafiquants d'être les instigateurs des

attaques de supermarchés, les chefs piqueteros – nommément Luis D'Elía et Juan Carlos Alderete –, beaucoup plus au fait de la modernité et beaucoup mieux à l'écoute d'une base turbulente, accusent… les péronistes.

Les pillages, en effet, mettent les chefs piqueteros dans une situation délicate. Car c'est bien entendu leur base, qu'ils ne contrôlent pas encore complètement malgré plusieurs années de travail intensif à brider, à lui substituer leur discours, à diriger par la carotte et le bâton, qui pille. Comment, en effet, pourraient-ils expliquer au monde que ces gueux qui désolent l'échange marchand aujourd'hui ne sont pas cette extension du prolétariat qu'ils sont censés contenir dans les plans Trabajar à durée indéterminée et dans les piquets à durée déterminée (on voit le travail accompli par cette récupération depuis les plans Trabajar à durée déterminée arrachés à l'ennemi, pour l'humilier et se préparer à aller plus loin, et les piquets à durée indéterminée, qui forçaient l'ennemi à venir se battre ou négocier sur les routes occupées) ? Les chefs piqueteros ne sont en rien ennemis de la marchandise, encore moins du commerce, ils sont par contre, en héritiers du gauchisme, garants de la morale de gauche qui voudrait que vol, viol, meurtre soient *mal.* Et ils savent bien en rudes gaillards qui pactisent avec les fourbes négociateurs de l'Etat, sous la pression d'une base violente, comment ce genre de crise menace leurs plans de carrière : aux émeutes, aux pillages, on trouve après coup un bouc émissaire, souvenez-vous de 1989, quand le PO, qui depuis 1999 s'est mis dans la course à l'encadrement piquetero, avait été désigné comme instigateur qui tirait d'odieuses ficelles dans l'ombre. Les chefs piqueteros savent bien qu'en 2001 ce sont eux qui ont le profil type de l'emploi.

Or la thèse piquetero du complot péroniste est devenue la thèse dominante, même si elle n'a jamais permis d'arrêter le bouc émissaire désigné, et peut-être à cause de cela. En effet, l'information dominante, surtout à travers le principal quotidien du pays, 'Clarín', s'est faite immédiatement le porte-parole de cette accusation. A travers leur réseau d'assistanat et de clientèle, la tendance duhaldiste du Parti justicialiste aurait soudoyé des provocateurs (20 pesos la journée, plus tard le journal ira même jusqu'à dire 100 pesos la journée, plus leur part de butin) ; ces provocateurs feraient courir des bruits que tel ou tel commerce ferait une distribution de vivres ; une fois la foule arrivée, voilà ces nervis qui débarquent par camionnettes entières, cassent les vitrines ; puis la seconde vague, moins bien payée, détruirait les têtes de gondole, initierait le pillage. C'est une variante à l'identique de la thèse officielle du complot, tout aussi peu vérifiée, du grand pillage de Jakarta. Le but aurait été de renverser le président De la Rúa. Effectivement, De la Rúa est tombé et Duhalde est devenu président. Mais, non seulement il y a eu un président entre les deux (et si Duhalde est bien un crapaud assez visqueux, il est loin d'être un Richard III), mais surtout il aurait fallu un concours de circonstances invraisemblable pour arriver à un tel résultat à partir d'une telle combinación. Pour que De la Rúa tombe, il aurait fallu d'abord anticiper deux autres moments de la révolte, qui n'ont été prévus par personne et qui ont dépassé le pillage, lui donnant toute sa profondeur. Ensuite, organiser une insurrection sans chefs pour prendre une présidence paraît un risque si démesuré pour un résultat si ridicule qu'aucun arriviste, même le plus fanatique, qui risque tout de même d'être grillé, pendu, coupé en morceaux et lui-même pillé et dépouillé par l'insurrection, n'a tenté un tel choix depuis au moins un demi-siècle dans le monde. Et si l'insurrection ne devenait pas incontrôlable, elle risquait tout simplement de ne pas devenir insurrection, et là, non seulement le but était manqué, mais la responsabilité de ce déclenchement, facile à établir, aurait également coûté la carrière à ceux qui l'auraient assumé. Il est donc fortement improbable qu'une des fractions péronistes, qui n'avait pas seulement à craindre les piqueteros, l'UCR au pouvoir, les gueux et la rue et l'information dominante, mais aussi toutes les autres fractions péronistes concurrentes, ait

pris un risque aussi démesuré que celui d'intensifier une vague de pillage qui était déjà bien commencée et n'avait nullement besoin d'un tel soutien.

Aujourd'hui encore, la plupart des acteurs mêmes des 19 et 20 décembre semblent convaincus de cet impossible complot. La raison en est la vieille morale de gauche, si profondément ancrée dans l'idéologie dominante du respect de la propriété privée : le pillage, c'est vol, viol, meurtre, et vol, viol, meurtre, c'est mal. Alors, si on pense que le pillage c'est mal, et qu'on soutient cette révolte, on préfère attribuer la faute du pillage, du mal, à l'autre camp. Et il n'y a pas que la bonne conscience de gauche qui préfère les fables et les complots, les manœuvres politiciennes des princes de la Renaissance aux réalités sociales du millénaire suivant.

La faim, de même, qui existe en Argentine, est revenue dans les discours, non comme cause des pillages, mais comme leur justification. Une telle explication, si platement économiste, si mécaniquement indexée sur le besoin alimentaire comme s'il était le besoin essentiel, pour lequel on se révolte par conséquent, est l'une des plus antinomiques avec une révolte moderne. Quand on a faim, on ne se révolte pas, on meurt. A notre connaissance, au moins depuis 1945, aucune grande famine n'a été ralentie ou accélérée par une révolte non encadrée ; et aucune révolte non encadrée n'a été accélérée ou ralentie par une famine, sauf lorsque le parti de la conservation a choisi délibérément d'affamer une révolte, comme à Haïti ou en Somalie, par exemple. Pour se révolter, il faut être en colère, déterminé et fort ; quand on a faim on est ralenti, hébété et faible. Depuis l'insurrection de 2001, du reste, la faim a plutôt augmenté en Argentine, l'Etat s'y est fortement affaibli et la thèse dominante avait montré qu'il était possible, sinon légitime de s'insurger quand on a faim ; mais, malgré ces conditions meilleures pour une révolte de la faim on ne signale aucune tentative de ce genre. Il est donc même à regretter que, dans le parti des pilleurs, le prétexte de la faim ait été utilisé, parce qu'il garantissait une sorte de compassion qui promettait une sorte d'impunité ; mais il valide alors l'hypothèse. Et l'information dominante peut, en toute logique, diviser ensuite les pilleurs comme le faisait Menem en 1989, entre affamés, délinquants et provocateurs, et jouer sur cette pseudo-division pour essayer d'affaiblir le mouvement.

D'autres tentatives de récupération et d'encadrement, moins significatives, ont eu lieu. Là où les organisations piqueteros contrôlaient leurs troupes, elles les ont mises au piquet sur la route, loin des joies ludiques du pillage, comme la CCC de La Matanza. Des manifestations de banlieusards auraient marché sur Buenos Aires, Capitale fédérale. En fait, un seul de ces cortèges peut être retracé et semble avoir effectivement détourné des gueux de leurs plaisirs anti-marchandise. Il est conduit par l'intendant de Moreno, qui, devant les jeux relevés de la madrugada, avait déclaré « l'état d'urgence social » et avait pensé que la meilleure façon de sauver ce qui restait de vitrines dans sa commune était d'emmener ces mille mécontents au loin, au centre de la Capitale fédérale, à la place de Mai. Cette manifestation pénètre à peine dans le territoire de Buenos Aires, Capitale fédérale, qu'elle est arrêtée par un barrage de police, et le demi-tour sans discussion montre que la fatigue et le procédé de l'intendant ont eu raison des goûts négatifs de sa troupe récupérée.

5. Il y a trois moyens de communication dominants. L'information dominante est au centre. Or, le 19 décembre, dans l'Interior et en conurbación, l'information voit la marchandise brûler, sur une aile, et elle ne voit pas l'Etat, qui n'est pas sur le terrain de bataille, et qui lui semble donc mal protéger l'aile marchande attaquée. L'information dominante va beaucoup reprocher ce dysfonctionnement à l'Etat par la suite. La police de la Province de Buenos Aires était au main des duhaldistes, ses hésitations et ses retards sur les lieux des pillages ont été interprétés comme preuve supplémentaire du

complot péroniste. A Monte Grande, monsieur Coto et sa femme Gloria, nous raconte le journaliste Camarasa à l'appui de cette thèse, sont venus défendre en personne le plus grand supermarché de la chaîne qui porte leur nom. Ils ont armé leurs quatre cents employés qui tiennent tête à mille assiégeants jusqu'à l'arrivée de la gendarmerie, une heure plus tard. Il n'est pas content, monsieur Coto, il trouve que c'est une guerre des pauvres contre les pauvres, une guerre des sans-emploi contre les employés, comme les siens, qui sont obligés de défendre les magasins Coto, dit-il, sans quoi, du fait du pillage, ils perdraient leur emploi. Il est apparemment arrivé à convaincre ses pauvres employés qu'il sera obligé de les faire basculer dans la misère innommable des mille assaillants dont on voit les yeux étincelants de convoitise au-dessus des foulards qui couvrent le bas du visage s'ils ne leur tirent pas dessus. Et que fait l'Etat, qui ne vient qu'une heure après ? Il y a ici des emplois à défendre. Ainsi, au-delà de la thèse du complot, le journaliste Camarasa prête du même coup la main à une autre thèse qui a beaucoup couru, la thèse de la guerre des pauvres contre les pauvres, des sans-emploi contre les nantis qui ont un emploi, et qui recouvre pratiquement, en les opposant, les chasses gardées piqueteros et péronistes.

Mais l'information dominante est elle-même positionnée n'importe comment, et elle ne comprend visiblement rien à ce qui se passe. Non seulement elle est perdue dans ses fantasmes apocalyptiques de complots machiavéliques, d'affamés soulevés, de guerre des pauvres qui n'ont rien contre les autres pauvres qui possèdent si peu, mais en plus elle propage les images d'émeutes et de pillages les plus joyeuses (où l'on voit par exemple un pillard quadragénaire rigolard avec son butin de tampons hygiéniques ; et d'autres crient « nous avons faim » en se servant dans l'électroménager). Si, pour elle, ce sont là des accusations à peine voilées, pour les pauvres ce sont les plus belles incitations : ils savent maintenant que la jouissance de la destruction de l'échange est devenue possible, que ce dont nous rêvons tous est en cours, que la destruction de la marchandise va aujourd'hui au-delà de son sous-secteur alimentaire. Mais, plus grave dans un moment aussi périlleux pour ce qu'elle défend, l'information laisse se développer ce dont elle est en principe l'antithèse et le garde-fou : les rumeurs.

Il y a des rumeurs de pillages de maisons particulières, dans les banlieues, qui deviennent des hordes de Huns marchant sur la somnolente abondance marchande du centre de la capitale, que personne ne défend, au secours. Cette psychose, qui se développe à partir des images télévisées de la matinée, va jouer le rôle de déclencheur de la phase suivante. Car comme les caméras avaient fait passer le centre de gravité du pillage de l'Interior à la conurbación, ce sont les caméras qui vont à nouveau déplacer ce centre de gravité, le fantasme aidant, de la conurbación vers la Capitale fédérale.

Le troisième moyen de communication dominant, l'Etat, a la vue bouchée par l'information dominante. Alors que dans les guerres d'Etat et les émeutes l'information marche derrière les rangées de casques de l'Etat, à peine décalée sur le côté comme quand on penche la tête pour voir derrière le malabar qui vous dissimule la vue, lors des grands pillages l'information accourt avant l'Etat qui se trouve ainsi rejeté derrière elle, c'est-à-dire que ce que sait l'Etat, il ne le sait que par l'information dominante. Camarasa raconte comment au palais présidentiel tout le monde est devant les écrans de télévision. Ce sont donc des gueux rigolards qui pillent en criant qu'ils ont faim et les rumeurs de hordes de Huns qui sont la base sur laquelle l'Etat doit prendre ses décisions. Dans cette indécision nécessaire, c'est tout l'Etat fédéral qui s'émiette. On a vu la province de Tucumán négocier ; on a vu la conurbación péroniste osciller entre brutalité précipitée et attentisme hébété ; et on voit, pendant l'après-midi du 19, l'Etat fédéral recenser précipitamment les forces de répression dont il dispose dans une consultation chaotique des principaux commandements armés.

Mais déjà, le centre de gravité, qui avait quitté la province pour la conurbación après la madrugada, quitte la conurbación pour le centre-ville dans l'après-midi du 19. Et rappelons seulement à ceux qui souhaitaient des interventions plus fermes et plus vives des forces de l'ordre que, dans la seule conurbación, pour les 19 et 20 décembre, le bilan officiel, donc probablement en dessous de la vérité, s'élève à 9 morts (la police s'enorgueillit cependant de n'avoir pas tué : sept ont été victimes de commerçants, et deux d'émeutiers), environ 2 500 blessés, et 2 700 arrestations ; heureusement qu'il y avait là du laxisme intéressé !

La nuit du 19 au 20 décembre 2001 : le premier cacerolazo

1. C'est la rumeur des hordes de pillards qui a déplacé le centre de gravité de la banlieue, d'où ces hordes sont supposées partir, vers le centre de l'agglomération, où elles sont maintenant attendues avec effroi. A partir de l'après-midi, de nombreux commerces ont baissé les rideaux de fer. Comme la circulation est devenue difficile (une ligne de métro est fermée) et le danger imminent, de nombreuses entreprises ont libéré leurs salariés plus tôt dans l'après-midi. Et comme la circulation était difficile, ceux-ci ont marché, créant des apparences de manifestations, qui ont à leur tour alimenté la psychose. Dans le centre-ville comme en conurbación, il y a eu des rumeurs de distributions de paniers alimentaires, et ces rumeurs n'ont pas manqué de provoquer des attroupements devant les supermarchés fermés et gardés.

A 19 heures, le gouvernement, qui sent la vague se former dans la Capitale fédérale, qui n'a pas su comment faire cesser le sourd et ardent grondement des pillages de banlieue, et qui entend les rires et les cris de province comme des huées finales, décrète l'état de siège pour un mois. A l'heure de cet aveu de panique se tient la manifestation annoncée deux jours plus tôt à l'angle de Córdoba et Scalabrini Ortiz, embryon de manifestation, germe d'assemblée vécinale. A Liniers, les commerçants, de la même façon, occupent le carrefour Rivadavia et Carhué. Dans le barrio de Constitución, « des dizaines de personnes lapident deux supermarchés ». D'autres réunions prévues avaient lieu à ce moment-là, comme celle des motoqueros, ces coursiers à mobylette, dont dix des onze sociétés qui les emploient n'avaient pas versé les derniers salaires. Eux aussi resteront dans la rue.

L'état de siège a l'effet inverse de celui escompté par le gouvernement. Avec indignation, alors que la nuit tombe, toute la classe moyenne, comme on l'appelle, reste ou descend dans la rue. De petits groupes se forment aux carrefours, les manifestants tapent sur des casseroles et sur tout ce qui est métallique pour se donner du courage et pour ameuter les autres. Alors que les petites troupes de banlieue qui s'amusent si bien devant, puis dans, puis autour de ces ignobles hangars à marchandise qu'on appelle des supermarchés sont composées de pauvres qui se connaissent, les attroupements qui se forment dans les quartiers de la capitale sont essentiellement des gens qui se découvrent, des rencontres. Ces mobilisations sont extraordinaires : on ne sait pas encore ce qui meut, ensemble, des gens qui d'habitude sont séparés par la peur et la torpeur apathique de la résignation quotidienne. Les uns ont marché contre l'ordre de la propriété privée, ouvertement, en plein matin, avançant vers des rangées serrées d'hommes en uniforme et en armes dépêchés pour les empêcher ; les autres, après le travail, ont marché la nuit contre un état de siège, comme si cet interdit formel était une insolente provocation, armés de casseroles et d'indignation, souvent trop vertueuse, sans s'être concertés. Il y a des drapeaux argentins, des tenues estivales, shorts et sandales, il n'y a pas de banderoles, pas de consignes, pas de militants, et un seul slogan « que se vayan », qu'ils s'en aillent.

Comme pour montrer son incompréhension de ce qui se passe dans tous les barrios, le président De la Rúa, à 22 h 50, tient une ferme allocution sur les chaînes nationales. Après l'état de siège, c'est une seconde injure à tous ces gens qui se sentent au moins lésés par des incapables, au pire insultés par des valets arrogants et impuissants. La douceur de la nuit se transforme en une gigantesque marée. Les petits groupes glissent des places où ils se sont formés vers les grandes avenues où ils deviennent d'imposants cortèges qui convergent vers le centre, en bloquant tous les axes principaux de la demi-toile d'araignée porteño : de l'avenue del Libertador au nord, jusqu'à l'avenue Independéncia, en passant par les avenues Santa Fe, Córdoba, Corrientes, Rivadavia, Belgrano. S'il est impossible de chiffrer, en dizaines, plus pertinemment en centaines de milliers, cette bronca, ce premier grand cacerolazo argentin, cette estimation explique la faillite du gouvernement : « Je crois que 90 % de la société est sortie dans la rue », affirme l'économiste Jorge Schvarzer, puisque aux gueux pillards de banlieue (que la police aurait estimés à vingt mille, ce qui est donc probablement une fraction de ceux qui sont allés rôder autour des commerces) sont venus maintenant s'ajouter les employés et les cadres, les étudiants et les retraités, les petits possédants et les commerçants, les professions libérales et les ménagères de cinquante ans, dans une alliance qui aurait ravi ou fait frémir tous les stratèges de la lutte de classes d'un autre temps, déjà si éloigné.

Alors que le gros du cacerolazo dévale vers la place de Mai, que la télévision montre en train de se remplir – mais le plus grand nombre restera en route ou rebroussera chemin avant d'arriver, comme par exemple avenue Rivadavia, qui est une mer humaine –, de petits groupes se forment en des endroits particuliers : à Olivos, juste au nord-ouest des limites de la Capitale fédérale, cinq mille manifestants lancent des pierres et des pétards sur la résidence présidentielle ; sur l'avenue del Libertador, quatre mille autres assiègent en hurlant le domicile du ministre de l'Economie, Cavallo. A 1 heure du matin, première bonne nouvelle de la madrugada, celui-ci, à bout de nerfs devant ce premier « escrache » improvisé, est démissionné par un communiqué télévisé, grande clameur de joie, aucune démobilisation. A Esteban Echeverría et à La Boca, les pilleurs de la capitale rappellent qu'à leur opinion le fond du problème est plutôt marchand, jusqu'au centre de l'agglomération, et jusqu'à nouveau désordre – pertinent embryon de débat de gueux. Et, alors que les échos lointains des cacerolazos de Córdoba, Rosario, La Plata, Mar del Plata, Bahía Blanca parviennent à la vitesse de l'illumination cathodique, la police charge la place de Mai, à 2 h 30 du matin, en vertu de l'état de siège. La Guardia de Infantería tire à balles de caoutchouc sur de petits groupes alertes, qui cassent les vitrines. Qu'à cela ne tienne : les fêtards de cette longue nuit cèdent la place mais non la ville et déploient leur tintamarre de fer blanc, de chants et de huées devant le Congrès, où ils continuent leur siège de l'Etat.

2. Cette deuxième phase du mouvement est probablement la plus importante. Non pas en elle-même, non pas dans l'ampleur de sa propre action, ni dans l'outrance négative qu'elle manifestait, mais dans l'articulation qu'elle a donnée au mouvement, et dans la perspective qui s'y est ouverte, même si elle est loin d'avoir été remplie.

D'abord, cette deuxième phase est ce qui a manqué à la plupart des grands pillages connus (Jakarta, Kinshasa, Bamako, Los Angeles, Caracas – même s'il faut mettre ici à part l'Albanie) : un soutien dans les faits, à défaut d'être dans les consciences, du pillage, par ceux qui n'y ont pas participé ; un rejet sans condition de l'état de siège, violé massivement dès sa promulgation ; un refus du discours dominant, immédiatement affiché.

Chez l'ennemi, il s'est passé la chose suivante. Au pillage, l'information, dont les arguments ne suffisent alors plus pour assurer l'ordre marchand, s'était tournée vers l'Etat pour lui reprocher son incapacité. L'Etat, déliquescent, miné par les rivalités et les arrière-pensées des factieux, avait néanmoins pris ses responsabilités, était monté au front avec l'état de siège, se réfugiant dans son véritable métier, la police. Mais alors qu'implicitement cette mesure tendait à protéger la « classe moyenne », c'est justement ce petit peuple-là qui désavoue la mesure et la combat, pendant cette longue nuit qui commence par l'état de siège. C'est un véritable coup de théâtre, et tous les gestionnaires, marchands, flics, politiciens, journalistes en faction ont été complètement pris à revers. D'abord, si la vague de pillages s'était annoncée par quelques gouttes, comme une averse tropicale, les jours précédents, la soudaine colère du cacerolazo était totalement imprévue, dans un monde où on ne sait pas lire les signes annonciateurs des mouvements sociaux parce qu'ils sont à chaque fois si exceptionnels et si particuliers qu'ils échappent à la généralisation. Ensuite, on n'aurait pas pu penser que cette frange de la population ait ce courage, qui a été si rare, et qui s'approche assez de celui manifesté autour des supermarchés ; enfin, la virulente critique qu'on entend maintenant monter de la nuit est justement une critique de tout ce qui est censé protéger cette frange de pauvres qui survivent sans connaître la famine : police, gestion, justice, idéologie dominante, rumeurs.

Les économistes n'ont pas tort quand ils prétendent que cette partie décisive parce qu'inattendue de la révolte doit beaucoup au « corralito ». C'est bien dans les queues devant les banques, et à cause d'elles, que la confiance au gouvernement, et au régime, a commencé à être discutée. C'est bien parce que la mesure montrait la limite des illusions avec laquelle on gouverne en général la « classe moyenne » que celle-ci a compris, non seulement qu'elle risquait désormais de fondre dans l'abjecte gueuserie, mais surtout qu'on lui avait menti, qu'on l'avait trompée, et que c'en était assez.

Si les pauvres qui rôdent autour des supermarchés sont tenus en laisse, le reste du temps, par des organisations de classe, la « classe moyenne » est en principe encadrée par la seule idéologie dominante, dont elle est le cœur et le cul. Parmi les trois moyens de communication dominants, c'est l'information qui est censée la catéchiser, la guider, la brider, l'effrayer et l'enthousiasmer. Le cacerolazo du 19 décembre est, au même titre que les cacerolazos suivants, un désaveu flagrant de l'information dominante : même les rumeurs sur lesquelles l'Etat a pris ses décisions y sont méprisées ; toutes les manœuvres politiciennes des différentes cliques de présidentiables, dont les médias argentins se délectent avec effroi depuis le matin, sont rejetées en bloc par les cris et les chants qui accompagnent cet effrayant concert rythmique.

De ce moment date un phénomène unique dans l'histoire récente : le divorce feutré, ou plus exactement la séparation tacite (qui sera émaillée de malentendus), entre l'information dominante et la « classe moyenne », qui est non seulement sa cible privilégiée, mais aussi le milieu de tous ses collaborateurs. C'est pourquoi on sait très peu de choses sur ce cacerolazo lui-même : il a eu beaucoup moins de publicité que la vague de pillages, qui s'attaquait pourtant au tabou de l'échange. C'est que, si le pillage s'attaquait à l'échange même, ce cacerolazo du 19 décembre s'attaquait à *l'idée* de l'échange. Ce qui était mis en cause, implicitement et probablement par fragments plus explicites dans les rues sans publicité de cette nuit d'été, c'était l'ordre du monde, c'était le soutien à ce et à ceux qui garantissent la marchandise par leur bétail cru le plus fidèle, et c'était le discours dominant. Car, quand les gueux s'évadent des organisations de classe, ils s'attaquent à la marchandise et à l'Etat, et quand les autres pauvres, moins offensifs en actes s'évadent de l'information dominante, la déclarent de facto en faillite, ils prennent eux-mêmes la parole. Soudain et sans encore le savoir, le cacerolazo était devenu le concurrent direct de l'information dominante dans la

propriété du discours. C'est pourquoi les médias se sont gardés même d'estimer quelle immensité humaine déferlait ce soir-là *contre eux.*

La dignité bruyante du cacerolazo n'est pas un acte très offensif en soi. Elle rappelle cependant les nuits de Téhéran en 1978 et 1979, rythmées par le grondement des gueux (les youyous des femmes) et les tirs désordonnés des soldats paniqués vers les terrasses d'où ils étaient conspués ; et on imagine assez l'effroi des défenseurs de l'état d'urgence argentin, lorsque cette foule innombrable est venue les braver dans le vacarme assourdissant des coups répétitifs du métal sur le métal, dans les chants d'irrespect, dans les cris de colère et dans les conciliabules animés. Il nous manque cependant sur cette première grande fête nocturne porteño les phases de fièvre et les approfondissements dialectiques, les rencontres avec les défenseurs de l'Etat et avec la marchandise (on trouvera dans 'Clarín', le 11 janvier 2002, après un autre cacerolazo reconnu violent, l'indication comme quoi les traces de destruction du cacerolazo de la journée du 19 et 20 décembre n'étaient pas encore effacées, seul signe, fort discutable, qu'il y en ait eu), tout est resté dans cette obscurité qui a eu un si incroyable écho dans les mois qui suivirent. Car cette première prise de parole, collective et particulière, dans la rue, du fait de son socle pilleur et de sa coupole émeutière, a été le creuset, indistinct, de la critique la plus avancée de la parole de notre temps, qui se transformera, dans les jours et les semaines à suivre dans le mouvement des assemblées.

La journée du 20 décembre 2001 : la bataille de la place de Mai

1. La troisième phase du mouvement est plutôt une résultante qu'une synthèse des deux premières. Si le pillage a été l'attaque contre la marchandise, si le cacerolazo a été l'attaque contre l'information dominante, la bataille de la place de Mai est l'attaque frontale contre l'Etat. Et les gueux qui combattaient là semblent avoir été une sélection choisie parmi les deux autres lignes de front, une sorte d'autosélection, en d'autres termes le plus beau ramassis du monde, que nous saluons : aussi bien des pilleurs de biens que des preneurs de parole. Et comme nous avons trouvé admirables et étonnants le courage des pilleurs et le courage des preneurs de parole, nous trouvons admirable et étonnant le courage constant qu'a montré pendant toute la bataille de la place de Mai ce mélange de jeunesse fougueuse et de détermination radicale, de fierté et de fièvre, d'honneur intrépide et d'élévation au jeu, qualités devenues si rares ensemble, dans les huit années qui ont précédé.

Le pillage, cependant, a continué pendant le cacerolazo, hors de lui et peut-être en son cours, et pendant la bataille de la place de Mai, hors d'elle et certainement en son cours ; la rupture feutrée avec l'information dominante dont le cacerolazo a été le moment privilégié a, en revanche, été en partie suspendue pendant la bataille de la place de Mai. Non que l'information se soit mise à expliquer et à analyser ce qu'elle rapportait, mais elle avait repris son activité semi-sensationnaliste qui, pendant les heures diurnes du 19, avait transporté la rumeur et l'attention de la conurbación à la Capitale fédérale. Les bribes que l'information a laissées de ce troisième grand acte de l'événement sont autant des aides que des obstacles à sa compréhension.

L'Etat, dépouillé de la séduction de la marchandise qui rajeunit ses sourires et dissimule ses lourdeurs maussades, et privé de l'insinuation de l'information dominante qui l'éloigne des débats et impose sa légitimité, s'est donc trouvé en première ligne. Mais lorsqu'une insurrection arrive à s'en prendre à l'Etat après avoir déblayé le respect de la marchandise et la crédulité dans l'information dominante, cet Etat est dans une décomposition qu'il n'a pas atteinte lorsqu'il est le premier

moyen de communication attaqué, comme en Algérie par exemple. Pendant la bataille de la place de Mai, de nombreuses désertions et divisions avaient fait de ce qui restait de l'Etat une caricature policière de ce qu'il était encore quarante-huit heures plus tôt. L'un des moindres mérites des insurgés a été de penser, en conséquence, que sa chute était possible ; et l'une des principales faiblesses de ces combattants a été de s'arrêter à la chute du régime, qui n'est que le premier pas indispensable de la véritable chute de l'Etat.

La bataille elle-même a été un encerclement du siège même du chef de l'Etat, de son palais présidentiel. L'offensive, commencée en province et en banlieue, était remontée dans la Capitale fédérale à dos de rumeur et d'état de siège, s'est ensuite emparée de la nuit et de tous les quartiers du centre des villes, si bien que, au retour du soleil, l'Etat était encerclé dans le centre de sa capitale. La bataille va être une succession de contre-offensives de l'Etat pour dégager cet étau. Ainsi, curieusement, les gueux qui attaquaient l'ont vécu essentiellement sur la défensive, alors que les valets qui paraissaient sans arrêt à l'attaque, n'étaient que des assiégés désespérés.

2. Lorsque le soleil du 20 décembre se lève, la place de Mai, que la police avait reprise aux manifestants pendant la madrugada, est à nouveau occupée. Par petits groupes, des jeunes, des moins jeunes, des obstinés, des moins obstinés ont réinvesti le lieu aimanté de toutes les manifestations depuis l'indépendance. Cette grande place de trois cents mètres sur quatre cents est bordée à l'est par la Casa Rosada, le palais présidentiel, flanquée au sud par le ministère de l'Economie, et au nord par la Banque nationale d'Argentine et la cathédrale, et fermée en face du palais présidentiel, à l'ouest, par le « Cabildo », l'ancien siège du gouvernement, et la Maison de la culture, qui est l'ancienne Maison de la presse, et dont le dernier étage est le siège d'une télévision, qui filme en direct tout l'espace de ce square où cent mille personnes peuvent s'assembler sans peine. Vers 9 heures du matin, ce jeudi, lorsque Hebe de Bonafini, la star des Mères de la place de Mai, vient préparer son rituel manifestant de tous les jeudis après-midi depuis vingt-cinq ans, la place est coupée en deux en son milieu sur un axe nord-sud par des grillages, qui séparent la Casa Rosada, le ministère de l'Economie et la Banque nationale d'Argentine du reste de la place.

Alors que le pillage montait, l'Etat avait sacrifié le ministre de l'Economie, qui était plus puissant que tous les autres ministres réunis. Ce matin, ce qui n'a pas démissionné du gouvernement n'est plus qu'un torse policier, lui-même sérieusement miné par les défections. Apparemment, pendant l'après-midi du 19, dans l'heure qui précéda l'état de siège, les militaires avaient décliné l'offre de prendre en main la répression : cette mesure serait une prérogative du Congrès et non du président, les militaires n'auraient pas d'armement adapté à la répression d'une révolte et on aurait couru à un bain de sang dès que les manifestants auraient forcé la troupe à utiliser son armement disproportionné. Les gendarmes regimberaient aussi à participer à ce travail ingrat et périlleux : leurs chefs ne seraient pas très sûrs de leurs hommes, eux aussi mécontents des retards de solde ; 80 % des gendarmes étaient déjà déployés à travers le pays, mais seulement quatre-vingt-cinq dans la Capitale fédérale, parce que tous ces stratèges étaient persuadés qu'aucune révolte ne pouvait remonter si haut. Le gouvernement, qui n'arrivait pas à conquérir l'appui de l'opposition péroniste réunie en un conclave attentiste auprès du gouverneur de la province de San Luis, Rodríguez Saá, avait perdu aussi tout appui politique. Derrière De la Rúa, il ne restait plus que quelques exécutants qui avaient le pouvoir sur ce qui restait de polices loyales : le secrétaire général de la présidence, Gallo, le porte-parole, Baylac, le chef de cabinet, Colombo, le ministre de l'Intérieur, Mestre, le secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure, Mathov, le chef de la police, Santos.

Ce n'était plus la gestion ou la justice, ce n'était plus le mensonge dominant et la corruption des consciences qui étaient en jeu. C'était maintenant la place de Mai, autrement dit le territoire, l'histoire, l'honneur, le lieu de rencontre et de parole, le terrain de jeu. Après avoir effleuré par la critique ce qui est abstrait, on revenait à la critique la plus concrète. A 9 h 30, la deuxième charge, après celle de la nuit, à cheval, expulsa les manifestants de la place (depuis la dictature, on n'avait plus vu des Madres chargées par la police). C'est le commencement de ce qui s'est appelé la bataille de la place de Mai et qui durera pendant près de neuf heures. En effet, les manifestants étaient peut-être plus surpris de cet assaut que les flics de la réoccupation de la place qui l'avait provoqué. Quelle insolence, cette canaille d'Etat ! Mais les dispositions d'esprit de ceux qui étaient là, et de ceux qui accouraient là, étaient telles qu'il n'était pas question de leur abandonner le pavé. La retraite se fit pied à pied, avec les bourres en train de charger âprement, pâté de maisons par pâté de maisons. Et l'on vit que les défenseurs de l'Etat n'avaient pas tout le ressort qu'on leur connaît quand il y a moins de résistance. Ils n'avaient pas non plus l'appui de ceux qu'ils prétendent protéger : lorsque, accablés par la chaleur estivale sous leurs lourdes armures, ils demandent de l'eau aux habitants de l'avenue de Mai, ils ne reçoivent que des insultes. Aussi ne purent-ils pas dissoudre la foule. Bien au contraire, celle-ci, dans sa retraite, s'en prenait aux vitrines, construisait des barricades, trouvait des projectiles, du moral, des forces, des envies.

Et puis, quand les flics se reposaient ou cavalaient colmater d'autres lignes d'accès à la place, les manifestants revenaient. C'est sur quatre fronts principaux que ces attaques-défenses se sont concentrées : à l'ouest de la place, sur l'avenue de Mai ; au nord-ouest sur la Diagonale Nord ; au nord, dans l'étroite rue San Martín, qui coupe tout le Microcentro ; et dans son prolongement, au sud de la place, la rue Bolívar, qui court vers San Telmo et Boca. Le kilomètre de l'avenue de Mai, qui relie la place au Congrès, et l'avenue Rivadavia, qui est sa première parallèle au nord, se couvraient de barricades et de brûlots, parce que les insurgés avaient vite compris qu'il fallait boucher les rues latérales par où les renforts pouvaient les attaquer par-derrière. Les deux avenues diagonales qui partent de la place et l'avenue du 9-Juillet, dont les habitants de Buenos Aires disent qu'elle est la plus large du monde, qui forme la base de leur triangle, étaient des champs de bataille. Tout le Microcentro, le centre de rues encaissées, comme à Manhattan, qui s'étend sur deux kilomètres au nord de la place de Mai, et qui est le centre des affaires de Buenos Aires, subissait les représailles des insurgés : au moins deux agences bancaires saccagées, une autre incendiée, un magasin de vêtements, une confiserie, un McDonald et un supermarché attaqués et pillés, alors que des carcasses de voiture, matière première des barricades, jonchent les rues. Et, parallèlement à l'axe sud-nord de la rue Bolívar, le Paseo Colón, qui sépare la place des quais de Puerto Madero, à l'est, subit à son tour affrontements et pillages.

On a appelé motoqueros les coursiers à mobylette, même si eux se disaient plutôt fleteros ou mensajeros : « Les motoqueros sont ceux qu'on voit sur les routes avec une blonde derrière », affirmaient-ils avec mépris. Ces acrobates – dont les plus remuants, après leur réunion de la veille, avaient accompagné le cacerolazo à titre individuel – ont commencé à jouer un rôle prépondérant, comme corps de troupe insurgé, pendant la matinée. En effet, ils connaissent mieux le terrain et l'ennemi, auxquels ils sont confrontés quotidiennement, que quiconque. Le 20 au matin, ils sont venus, puis restés sur leur lieu de travail fermé, le Microcentro, et ils ont été environ mille à participer au grand jeu de position, sac et ressac, nouvelle vague d'assaut, repli, contre-attaque. Ce sont là des silhouettes qui commencent à être familières dans le monde, depuis l'insurrection de Bangkok en 1992, et qu'on retrouve de plus en plus souvent, dans toutes les grandes révoltes de centres-villes. Rapides, insaisissables, jeunes, hardis et décidés, grisés parfois, à Buenos Aires ils se sont montrés à la fois

individualistes et soudés. Comme pour les piqueteros lors du pillage, comme pour les salariés des grandes entreprises lors du cacerolazo, leur syndicat n'a appelé à rien : « La vérité est que, en principe, nous ne savons pas qui est dans la rue et qui n'y est pas », se défaussait le porte-parole de cette organisation, où 80 % de motoqueros seraient pourtant inscrits. Mais c'est entre eux, sur la rumeur fausse que l'un d'entre eux aurait été tué, qu'ils se sont mobilisés en grand nombre, éclaireurs des mouvements de l'ennemi, liens avec les bases arrière aussi bien pour le ravitaillement que pour les secours médicaux, commandos de choc en première ligne pour porter des coups aux flics trop lents, ils ont beaucoup effrayé et dérouté les forces de l'ordre, qui ne comprenaient pas, quand ils arrivaient sur un lieu d'affrontement par petites troupes pétaradantes de quarante, qui ils étaient, et ce qu'ils pouvaient faire.

La bataille est restée indécise toute la journée. A partir de l'après-midi, face aux barricades mieux structurées, aux motoqueros dont la « coordination spontanée » avait une vision tactique des déploiements, aux cordes tendues à travers les avenues pour empêcher les chevaux et les voltigeurs ennemis de passer, les défenseurs de l'état de siège ont durci les coups : c'est vers 15 h 30 que les premières balles réelles sont tirées, à partir des rangs de la police fédérale. Le premier mort tombe à l'angle des avenues de Mai et du 9-Juillet à 16 h 30. Il y en aura officiellement 6 au total de la bataille, tous tués par balles réelles, dont 2 motoqueros, et 150 blessés (mais ce bilan ne tient pas compte, par exemple, de 5 policiers « disparus »). 17 h 30 est le pic, un moment, probablement pas le seul, où les flics reculent sur l'avenue du 9-Juillet, ici sous une charge de motoqueros. Mais ce qui désamorce véritablement leurs ardeurs, c'est la reddition, à peu près à ce moment-là, du chef du parti où il y a des chefs, à la Casa Rosada : De la Rúa, qui n'a pu rallier aucun allié pendant toute la journée, malgré un dernier appel télévisé aux péronistes à 16 heures, et qui sait maintenant qu'il y a des morts à un pâté de maisons, démissionne. Les émeutiers saluent par des insultes son départ en hélicoptère de la Casa Rosada assiégée. Il semble y avoir encore eu des combats sporadiques à 18 heures, et même à 19 heures, comme l'affirme 'Clarín' un mois après.

3. La vision d'ensemble de cette bataille est brouillée. C'est, comme si souvent dans le feu d'un moment historique le détail, l'anecdote, qui permettent non de comprendre l'événement, mais son ambiance, son charme. Voici donc, tel qu'il est paru sur Indymedia le jour même, le témoignage d'un Nicolas, supporter du Racing Club de Avellaneda, qui montre comment on passe de la sphère du football à celle du combat de rue, et comment leur rapport réciproque est la passion :

Comrades,

I have made it back from the battle. I am way to tired to write a complete report, but I will do so tomorrow when I get up.

I will however say that these was far beyond anything I have seen before (way beyond Quebec, Goteborg, Genova, etc.). We tried to fight our way to the Plaza de Mayo (where the presidential palace is). Hardest fighting I've ever seen. As the OSL said, it was step by step, meter by meter. Rocks against an unholy amount of gas, rubber bullets, tanks, water hoses, you name it. The cops on occassion ran out.

We carried forward our barricades all we could, we got to the corner of the Plaza. I truly thought we would take the presidential palace, and thus fought like it was truly the last battle. Unfortunately, we did not make it. But we fought for 7 hours straight, back and forth. Unbelievable intensity. Amongst the people fighting there was all sorts, from a couple thousand leftists (from

our march, which was attacked after only 1 block), to young people who were simply pissed, old workers (people in their 50s and 60s with bandannas and rocks), people in suits and ties straight from work, *everyone*

Banks and multinationals were completely destroyed, and very many were completely set alight. Barricades of fire quite literally everywhere (hundreds). As we advanced we blocked every single side street in order to not be attacked from behind. Eventually the looting began, and it was unlike anything Ive ever seen. At one point all sorts of fancy candy was flying through the air (I was sitting across the street and it quite literally rained on me).

I am exhausted (this is actually my second straight day of battle, the first was less glorious, as it was for tickets to my soccer teams last game. We can win the championship with only a tie, we havent won in 35 years. 24 hours before the tickets went on sale there was 1o blocks of people waiting.

In the morning all hell broke loose, the stadium fences were toppled and it was a total stampede. People fainting from the pressure of so many people piled together, women crying, hardcore fans giving up saying they didnt want to die for a ticket. I was in there for one hour, almost fainting, my friends gave up, I was pushed against the wall, couldnt breathe, almost vomited, got dizzy, but finally got them and collapsed as soon as I got out. We take our soccer quite seriously, and this game, which because of this has been pushed back a week, is actually why I am currently in Argentina), and still in awe. I have a lot of comments to make, as well as a full report of what I saw, but it will be tomorrow.

For the record, 4 people died during the battle. This makes the death toll of the last 3/4 days 20 people.

Also, the president has resigned, there was once again massive looting today.

There are about 1200 people arrested. Rumors of 2 dead cops (I myself saw somebody run off with two police shirts).

I had taken pictures but at one point, as I was backtracking I walked straight into a barricade of fire! Naturally, this quickly burned my legs very badly. I have a fair amount of blisters and cuts (I must have jumped about two meters in the air, I thought my clothes were on fire). But it was there that I lost my camera (I think.)

Nicolas

4. Comme les pillages de la conurbación avaient, la veille, éclipsé les pillages de l'Interior, comme le cacerolazo du 19 au soir avait éclipsé les pillages pendant toute la nuit du 19 au 20, la bataille de la place de Mai a éclipsé tout le reste de ce qui s'est passé dans cette journée décisive.

Dans la Capitale fédérale, c'est à midi, d'après le quotidien de gauche 'Página 12', qu'a retenti pour la première fois ce qui allait devenir l'hymne de la révolte : « Que se vayan todos / que no se quede uno solo », où tous les gestionnaires sont associés dans un même rejet définitif. Pour commencer à transformer cette belle parole en geste, de nombreux politiciens, après Cavallo la veille, ont subi les agressions directes d'insurgés furieux, ce jeudi 20 décembre : la porte d'entrée de l'ex-vice-président « Chacho » Alvarez est totalement détruite et les domiciles de Chrystian Colombo, de l'ex-fonctionnaire menémiste María Julia Alsogaray, et d'Aníbal Ibarra, chef du gouvernement

porteño, ont été attaqués. Le siège de l'UCR, le parti de 1890 et de De la Rúa, est également attaqué.

Dans la conurbación, les gueux ont continué ce qu'ils avaient entrepris la veille : il y a plusieurs centaines d'attaques de commerces et des affrontements partout puisqu'il y a eu ce jour-là 4 des 9 morts, dans quatre banlieues différentes. Les principaux terrains de bataille ont été La Matanza, Almirante Brown, Merlo et Quilmes. Il y a donc une sorte de tournante, les émeutes gagnent les communes qui n'avaient pas fait partie de la vague de la veille ; mais ceux de la veille ne sont pas rentrés se coucher : à Ciudadela Norte, par exemple, qui est à Morón, c'est vers la principale avenue commerçante que se déplace la foule des sauterelles enragées ; et malgré une « chaîne » téléphonique des commerçants, il y a deux pillages sur ces commerces plus petits. Comme l'éclairage est sur la place de Mai, ce sont des événements moins bien connus encore que ceux de la veille, mais dont l'intensité et l'esprit sont dans la stricte continuité. Peut-être seulement un degré d'acharnement supplémentaire est venu diminuer la haute note de joie qui avait illuminé l'iconoclaste journée précédente, comme on le voit par exemple dans l'assaut que donne la Bonaerense à San Fernando au moment où la foule s'apprête à recevoir des paniers négociés.

Ce qui ralentit aussi cette offensive diffuse, ce sont les rumeurs de hordes de pilleurs qui font que des quartiers de gueux, parfois eux-mêmes pilleurs, s'arment dans l'éventualité d'agressions extérieures. 'Página 12' rapporte au crédit de ces rumeurs de guerre de pauvres contre les pauvres, et même de gueux contre les gueux, qu'à Villa Centenario deux tours du barrio Odisa auraient été pillées par des intrus venus de quartiers voisins ; de même à La Matanza, au kilomètre 26 de la célèbre route 3, si souvent coupée par les piqueteros (où la CCC maintient quelques chômeurs qu'elle contrôle à l'écart des festivités), des maisons particulières auraient été pillées ; enfin, à Almirante Brown, une demi-douzaine de « sections » auraient connu un épisode similaire de la razzia où les agresseurs sont confondus avec les agressés, mise en scène qui voudrait transformer en incompréhensible malheur ce qui est une révolte contre le monde. Car si ces offensives de gueux contre gueux ont eu lieu, la question à laquelle cette information de gauche se garde bien de donner des réponses, laissées dans l'implicite, c'est sur quelle justification de la part des pilleurs. Quand des gueux attaquent des gueux, il y a en principe débat, dispute, désaccord, parfois vengeance. Nous ne connaissons pas, hors des cauchemars de la middleclass, d'exemple de tels actes indistincts pour accumuler quelques marchandises, où la seule force au service d'une convoitise irrépressible, en profitant de l'absence de police, primerait sur tout autre intérêt. C'est l'image d'Epinal de l'anarchie : qu'on libère les liens sociaux, et l'homme devient une bête rapace, qui violerait de la marchandise sans la critiquer, et qui volerait son prochain au mépris de la civilisation.

'Clarín', le 19 janvier suivant, rapporte les chiffres de la Bonaerense sur les pillages : il y aurait eu 256 commerces pillés, dans la seule conurbación. Les communes qui viennent en tête sont Moreno avec 54 commerces pillés, La Matanza, 39, Tres de Febrero, 25, Quilmes et San Martín, 14. « … mais l'impression est qu'il y en a eu beaucoup plus », assure le journaliste qui fait état de communes où il a vu lui-même 20 commerces pillés et où la police en avoue 4. 'Clarín' essayera par ailleurs, dans une « enquête » de deux fois quatre pages, six mois après les faits, de bétonner son interprétation de pillages entièrement organisés par les nervis péronistes. Tout dans cette enquête apparaît discutable, depuis les confidences de Luis D'Elía, qui valent comme preuves, jusqu'au fait que les émeutiers étaient armés, ce qui est fort possible mais ne signifie en aucun cas qu'il y ait préméditation des pillages, en passant par l'affirmation que les pillages n'auraient duré que huit à neuf heures pendant la seule journée du 19. Cette investigation prétend d'ailleurs que toutes les rumeurs de hordes de pillards attaquant les quartiers voisins ont été fausses, toutes montées par la Bonaerense péroniste pour

mobiliser défensivement les gueux (qui n'étaient donc pas si bien contrôlés) et les empêcher de continuer les pillages ; de l'attaque des tours du barrio Odisa de Villa Centenario il n'est pas seulement question alors que le concurrent 'Página 12', qui a rapporté ces faits, est en partie contrôlé par le groupe Clarín. Il est remarquable ici de constater que lorsque l'information perd la maîtrise sur la rumeur, elle la reproche à la police, oubliant même dans ce dépit jaloux de se féliciter de son efficacité.

Même si les chiffres officiels, dont la fiabilité est faible, affirment que le grand pillage de Buenos Aires a fait environ dix fois moins de dégâts que le grand pillage de Jakarta, deux villes à peu près aussi peuplées, ces deux événements sont tout à fait comparables, ne serait-ce que par la version du complot, qui s'apparente par l'immédiateté de son apparition et par les similitudes de ses détails dans les deux capitales à un réflexe d'horreur, sueur aigre et puante de morale, de peur, de volonté de détournement, et d'incompréhension complète. Comme dans la capitale indonésienne, ce sont des camionnettes pleines de gens inconnus dans le quartier qui seraient venus provoquer les gueux démunis et casser les premières vitrines. Ici et là, on a vu ces casseurs utiliser des portables, faire circuler des rumeurs. Sur les deux continents, c'est le pouvoir politique dans un Etat séparé, où des catégories plus respectables de la population sont aussi dans la rue, qui serait le but de toute cette destruction. C'est à lui qu'on reproche tout de suite d'avoir fait circuler la rumeur des pillages, comme si les pauvres eux-mêmes n'étaient pas capables de cet acte de conspiration. L'extension présumée crapuleuse a varié dans la forme, mais pas dans le fond, qui est d'épouvanter l'honnête citoyen middleclass : viols massifs à Jakarta, hordes de gueux qui pillent même des quartiers gueux à Buenos Aires. Mais les deux machiavélismes d'Etat similaires, aux motivations archi-tortueuses, à trois ans d'intervalle, n'ont jamais été formellement prouvés. Et les journalistes, qui ont dénoncé ces « complots », n'ont pas non plus été poursuivis pour calomnie. La thèse est là, non vérifiée, non contredite, pour qu'il n'y en ait pas d'autre. Le scandale du complot couvre ainsi le scandale bien plus grand de la haine de la marchandise et du plaisir de sa destruction. Comme à Jakarta, mais de manière moins spectaculaire, le goût de la destruction a semblé dépasser la nécessité et le goût du vol.

Reste l'Interior, avec un cocktail encore plus indistinct et tumultueux de pillages et de manifestations. Ce 20, il y a en effet eu des pillages dans toutes les villes principales, en particulier à Córdoba, Rosario, Mendoza, Santa Fe, Neuquén. A Jujuy, comme à La Matanza, après la démission de De la Rúa, la CCC fait se dissoudre le piquet de la route 34. Et comme, pendant la bataille de la place de Mai, la conurbación était dans l'ombre de la Capitale fédérale, l'Interior est dans l'ombre de la conurbación, l'ombre de l'ombre.

Le bilan total officiel (donc probablement partiel) des morts pour ces deux jours, dans toute l'Argentine, s'élèvera à 29 tués. Il n'existe pas d'estimation en dollars de l'ampleur des dégâts.

La nuit du 20 au 21 décembre 2001 : le deuxième cacerolazo

La soirée et la nuit ne sont pas perdues quand revient le silence des armes : c'est un nouveau cacerolazo qui célèbre la fuite du président. C'est un cacerolazo qu'on peut encore plus facilement qualifier de fantôme que le précédent, parce que l'information dominante le mentionne seulement, mais tait tout de son contenu. La seule chose certaine est que, après la madrugada, les carrefours sont toujours occupés par des grappes de manifestants qui parlent, qui discutent, qui approfondissent ce qu'ils avaient déjà commencé dans les queues devant les banques depuis le corralito, dans

les manifestations de vecinos, comme celle à laquelle avaient appelé ceux de l'intersection Córdoba-Scalabrini Ortiz, et dans le cacerolazo de la veille.

Malheureusement, ce n'est pas de l'Indonésie en 1998 qu'on parle, parce que cette insurrection asiatique, encore fumante, est inconnue de celle qui se déploie dans la nuit de Buenos Aires. Sinon, les Porteños auraient peut-être voulu que leur pillage atteigne l'intensité de celui de Jakarta, hombre ! Mais ils auraient aussi remarqué quelques progrès par rapport à cette précédente grande insurrection dans le monde : cette fois-ci, la fuite du président est forcée, non plus indirectement, mais directement par la rue ; et cette insurrection-ci continue là où, à Jakarta, les étudiants, en corps et sans être rejoints, avaient d'abord attendu que les gueux furieux abandonnent le centre de la ville. A Buenos Aires, c'est sans doute cette « classe moyenne » qui a été le noyau des immenses vacarmes qui ont suivi le pillage et l'émeute ; mais les gueux sont là aussi, moins séparés qu'à Jakarta il y a trois ans, et moins séparés qu'à Buenos Aires par la suite. Là donc où les torchons et les serviettes indonésiens se sont séparés, les Argentins sont restés torsadés pour frapper. Et c'est cette union sans chefs, sans bannières, sans visibilité médiatique qui a permis au pillage de trouver un dépassement, à défaut de trouver le dépassement. Au silence de la stupeur du grand pillage de Jakarta succède le bruit encore informe de l'insurrection de Buenos Aires. Le pillage est l'inspiration. Dans la nuit du 20 décembre, l'expiration commence à se peupler de sons, de chocs, de cris, de chants, de mots. C'est un moment historique que Jakarta n'avait pas atteint : dans le cours du mouvement, la destruction s'aliène en langage.

Ce deuxième cacerolazo confirme aussi la séparation antagonique entre l'information dominante et la « classe moyenne ». C'est comme si cette foule anonyme, bruyante, loquace avait confisqué la parole à l'information, qui en a confisqué l'écho et tente d'en écraser la mémoire. Cette journée, commencée un soir d'impatience et terminée deux jours et trois nuits plus tard dans l'épuisement jubilatoire, a changé le possible du discours des pauvres. Il est remarquable que cette quatrième et dernière phase de l'événement est la répétition et la confirmation de la deuxième phase ; le premier cacerolazo avait fait basculer le rapport de force, l'approfondissement de ce silence médiatique si étonnant ; le deuxième cacerolazo est comme la récompense de toute la journée, la réaffirmation puissante et obstinée du fait le plus obscur et le plus étrange de toute l'insurrection et la présentation de l'ouverture vers l'avenir : la parole est revenue dans la rue ; les travaux préalables à l'assemblée générale ont commencé.

Fin décembre et le cacerolazo du 28 décembre 2001

1. La plupart des grandes révoltes continuent parce que les gestionnaires sont décalés par la rapidité des faits. Ils adaptent leurs priorités et leurs actes à des analyses qui sont déjà dépassées, et quand ils réajustent leur position, ils ont à nouveau un temps de retard. En Argentine, où, comme ailleurs, les analyses dépendent essentiellement de l'information qui non seulement est la référence incontournable pour les faits, mais aussi pour les conclusions qu'il faut en tirer, tant elle a la capacité d'influer sur ceux qui les font, ce décalage s'est vérifié à partir du moment où l'information était restée en retrait par rapport aux faits, incapable de mesurer l'ubiquité en surface et l'intensité en profondeur du soulèvement, incapable d'articuler la féroce trinité pillage, cacerolazo, émeute. Incrédule, perfide et maladroite lors des phases diurnes de l'insurrection, absente et occultant les phases nocturnes, l'information dominante a tellement minimisé le mouvement que tous ceux qui n'agissaient pas – gestionnaires de tous les pays, spectateurs de tous les pays – en ont tiré des

conclusions fausses, et c'est là que l'ennemi qui devait réagir a pris un retard qui va creuser toute la largeur de la brèche, dans le dernier tiers du mois de décembre.

Cette faiblesse structurelle de la société actuelle ne se manifeste nulle part mieux que dans l'information hors d'Argentine, incapable de mettre en cause, et même en doute, la véracité de l'information argentine. Ce sont donc des digests de ce que disent les quotidiens porteños qui sont présentés, non seulement au public mais aux décideurs, d'abord dans la centrale d'information qu'est le vieux monde libéral d'où ces rapports modifiés selon les talents journalistiques sont redispatchés vers le reste du monde. On y voit l'insurrection en raccourci, dégradée en vague soulèvement populaire ou en simple émeute, disparaître soudainement au moment où De la Rúa démissionne ; des insurgés on transforme la richesse d'esprit en misère économiste : la débauche de parole soutenue par le bruit sourd des cacerolazos devient une *tragédie,* mix de famine absurde et de dégringolade du niveau de vie de la classe moyenne argentine ; et le reste, qui devient l'essentiel dans cette information, se partage entre spéculations politiques et spéculations économistes. On retient même l'impression que l'insurrection, rabaissée à quelques exaspérations regrettables mais inévitables, n'est qu'une péripétie logique dans le grand drame de la gestion.

Une telle cécité, une telle confiance dans l'information argentine, dont les dires sont gobés tout crus sans la sacro-sainte vérification journalistique, est désormais une bonne mesure de la faiblesse de nos ennemis. Il ne s'agit même plus ici de tromper sciemment les pauvres du reste du monde, qui pourraient devenir solidaires, il s'agit ici de croyances d'informateurs érigées en vérités pour tous. Le vieux travail de propagandiste qui consiste à faire croire aux pauvres qu'ils ne peuvent pas être les acteurs de l'histoire est devenu une profonde croyance des propagandistes. On voit cette ingénuité dans le fait que les premières dupes sont les gestionnaires argentins eux-mêmes. Alors que le matin du 21 le président du Sénat, Ramon Porta, est désigné président par intérim, les barons du péronisme cherchent fébrilement un autre président par intérim pour les conduire jusqu'aux élections prévues en mars. C'est finalement le gouverneur d'une des plus petites provinces, Rodríguez Saá, qui est désigné en fin de soirée, parce qu'il semble un trait d'union entre les différentes tendances péronistes, faible entre les forts. Ce panier de crabes en est là : manœuvrer pour la présidence ! Eux-mêmes croient, comme 'Clarín', que la parole, que le négatif et la critique, que le monde ne sont qu'une péripétie dans la course perpétuelle à la présidence de la République argentine ! Et la seule concession faite à l'extraordinaire qui vient de se passer est la défense faite aux responsables d'hier matin de quitter le pays : un juge interdit à De la Rúa de franchir les frontières ; Mestre, Mathov, Santos, Cavallo subiront la même sanction.

Mais les vainqueurs de la veille sont restés sur le terrain. Dans l'imaginaire de l'information, puisque le président est tombé, les gueux sont rentrés lire le journal. Le peu qu'on connaît des rues d'Argentine pour le 21 même indique le contraire. On y voit par exemple le syndicat des motoqueros travailler dur à brider le mouvement, lorsque dans la soirée ce Simeca organise une manifestation commémorative (les manifestations commémoratives, surtout pour se recueillir devant la mort, comme là, sous l'obélisque de l'avenue du 9-Juillet, sont toujours destinées à casser les révoltes dans le recueillement, le silence, la résignation) ; et on le voit encore mieux lors du seul incident de cette manifestation, lorsqu'une voiture heurte des motoqueros et que ceux-ci rattrapent le chauffard et, au lieu de le baffer comme il le mérite, le livrent à la police, l'ennemi d'hier rétabli concrètement dans son autorité : voilà donc pacifié, rentré dans la légalité, le fer de lance de la bataille d'hier. Depuis, les motoqueros n'ont plus donné aucune impulsion à ce mouvement.

Ailleurs, le prolongement des deux jours précédents se montre moins conciliant : la plus forte trace de la suite du pillage est à Rosario, où il y a des affrontements lorsqu'une foule de deux cents personnes vient recevoir des paniers et repart avec 1 mort.

Et c'est sur la place de Mai que la nuit du cacerolazo fantôme trouve son véritable prolongement, l'embryon du discours nouveau de toute l'époque qui commence : il n'y a que cent personnes, mais le goût de la parole montre que celle-ci est possible, et que le discours va ici et maintenant changer de camp : « Se hizo una asamblea spontanea », rapportée par l'« Agencia AyC » :

« Diversos grupos sectoriales llamaron a concentrarse frente al Congreso de la Nación Argentina para el dia sabado 22 de Diciembre. Un grupo de personas que se indicaban como autoconvocados, resolvieron luego de una asamblea frente a la Pirámide de Mayo, realizar un cacerolazo en la esquina de las Av. De Mayo y Callao, el sabado 22 a partir de las 19. La reunión propuso también, hacer extensiva a la misma hora la protesta en toda la Capital Federal, por parte de vecinos de distintos barrios; realizar un abrazo simbólico al Congreso; solicitar a todos los que se acerquen, lo hagan munidos de un documento de identidad a fin de tratar de asistir en algun momento a la sesión legislativa; solicitar el cambio de todos los miembros de la Suprema Corte de Justicia; pedir el no pago de la deuda externa y la remosión del Jefe de la Policía Federal Ruben Santos. (…) »

C'est la première mention d'une assemblée autoconvoquée à Buenos Aires. Sans doute des assemblées étaient déjà nées en de nombreux endroits pendant le long accroissement du refus de la décennie précédente, qui culmine dans la récupération piquetero. Et on avait vu les organisations piqueteros être justement la tentative réussie de confisquer ce désir de parole, de l'enfermer dans une idéologie importée, et de la transformer en bloc rigide et en plans de travail. Mais les assemblées des piquets de route, parfois nées d'une protestation locale, s'étaient dissoutes dans le piquet de route, auxquelles elles appelaient ; et parfois nées du piquet de route, elles n'avaient alors eu qu'une fonction de décision momentanée, dans une situation d'exception. L'assemblée de la place de Mai du 21 décembre 2001 est d'abord née d'une insurrection, mais hors de cette insurrection. Peut-être ses participants voulaient nier la fin de cette insurrection, en personne, en venant s'assembler sur la place qui était le nœud stratégique et symbolique de cette insurrection ; peut-être voulaient-ils, au contraire, marquer nettement le dépassement de cette insurrection. Toujours est-il que c'est après ce moment qu'ils se sont réunis, appliquant pour la première fois à ce type de manifestation le curieux vocable « autoconvoquée », qui signale si bien le bannissement de toute organisation, de toute mainmise extérieure. Et ils appellent à la suite. Ce sont là les termes mesurés de la classe moyenne, ce sont là les hardiesses des pauvres les moins hardis, c'est là l'esprit festif compassé, dans la dignité froissée de ceux qui ignorent la fête et qu'on humilie sans même qu'ils le sachent, ce sont là les colères étonnées d'elles-mêmes du cacerolazo qui demandent à se poursuivre.

Et ce sont là les conditions minimum d'une assemblée générale des humains : s'engouffrer dans la brèche ouverte par l'acte négatif, s'autoconvoquer, poursuivre le rejet des formes dominantes de régulation de la parole par la parole.

2. Comme les fêtards nocturnes du cacerolazo n'ont pas voulu quitter la rue, et ont tenté de s'approprier son carrefour emblématique, les gueux insurgés le jour n'ont pas non plus cédé le terrain. Sans doute, les rumeurs de hordes de pillards ont ramené en défensive quelques-uns de ceux qui étaient à l'attaque ; mais ensemble, derrière des barricades et des feux, ils gardent la rue. Pillards et preneurs de parole ne veulent pas admettre aussi facilement que l'insurrection est

terminée. Si l'information minimise plutôt ces mobilisations qui rechignent à se dissoudre, ceux qui ont pris la rue démentent, en actes, le fétichisme politicien célébré comme un retour à la normale par l'information dominante. Ils retiennent leur respiration, mais sans quitter l'air du dernier fait d'armes. A travers ce face-à-face, la contradiction entre la rue qui reste occupée, dans un silence étonné et réparateur, et l'information qui a quitté la rue, dans les froufrous de ses propres frivolités trop vite retrouvées, le différentiel d'intensité du vécu, si symptomatique du souffle de l'histoire, continue.

Du 22 au 27, c'est d'abord une sorte de trêve qui s'installe. Les défenseurs de la misère quotidienne ne pensent même pas qu'il y a trêve, sauf celle des confiseurs, parce que pour eux c'est fini, puisque le président est tombé. L'antagonisme se lit aussi sur le front de la marchandise, à travers ces deux images extrêmes : d'un côté, l'information se délecte d'une nouvelle ruée sur les commerces, mais pour acheter et pour que soit rattrapé, dit-elle, pendant les trois jours qui mènent au réveillon, le temps de fermeture pour pillage ; de l'autre, c'est l'image des supermarchés murés, hors d'usage, hors de valeur, où les frénésies et arrogances marchandes sont ravalées dans la brique. La perte de contrôle de l'information est encore visible dans tous les démentis qu'elle doit maintenant opposer aux multiples rumeurs de pillages de maisons particulières. Et le 23 décembre, dans ce caquetage, on dénombre 250 fausses alertes de pillage : l'information n'a pas encore récupéré la maîtrise de la rumeur.

Ce sont les bouleversements de l'Etat qui continuent d'accaparer cette scène qui voudrait supprimer son décor à force de le cacher. Le 22, d'abord, l'état de siège est maintenu pour dix jours dans les provinces de Buenos Aires, San Juan, Entre Ríos. Le 23, un Rodríguez Saá rayonnant est nommé président par l'Assemblée législative. Ce fusible momentané va immédiatement tenter de s'installer durablement au pinacle des rêves carriéristes de tout politicien argentin. Il va soudain prendre des mesures inattendues : suspension du remboursement de la dette extérieure de l'Argentine, création d'une nouvelle monnaie, l'argentino, qui devra unifier dollar, peso, patacón et autre lecop, levée de l'état de siège dans la Province de Buenos Aires le 24. Et après avoir laissé passer le jour de Noël, ce démagogue pressé se réunit avec les chefs des syndicats, Moyano et Daer, eux aussi pressés, le 26, et leur promet un million de plans Trabajar, cent seize mille emplois à 200 lecops ou patacones et la suppression de la baisse de 13 % des retraites, décidée par le gouvernement précédent.

De quoi, de quoi ? Voilà un second couteau qui se la joue populiste, qui fait son Perón mais en cravate et bronzé, et qui dépasse un peu son mandat de fusible, qu'il tient de la table ronde des barons du péronisme, ne l'oublions pas. Ne serait-il pas en train de doubler tous ces carriéristes beaucoup plus laborieux, qui ont manœuvré avec brutalité et adresse pendant des décennies et qui n'ont pas l'intention de laisser griller leurs savantes approches par un pantin soudainement boosté d'un éphémère pétard dans le cul ? Aussi, dès le 27 décembre, Rodríguez Saá n'a plus d'avenir : le Parti justicialiste, le sien, conteste sa politique. Personne ne le soutiendra plus. Le même jour, le gouvernement de Tucumán, celui-là même qui avait estimé à cent mille paniers alimentaires le prix pour éviter les pillages, se déclare en cessation de paiement. Et la Bourse se rend compte que ce qui se passe est une réalité antimarchande : moins 7 %.

3. Dès le 28 décembre se vérifie que c'est seulement le silence des médias qui a fait paraître la rue vide. Si la vague de pillages s'est amplifiée et propagée pendant les 19 et 20 décembre par la rumeur qui échappait déjà à l'information dominante au point que celle-ci dut invoquer un peu probable complot, le cacerolazo de ce 28 décembre 2001 s'est constitué malgré le silence obstiné

des médias. C'est, à côté des mobilisations spontanées (cette chaleur de l'été qui fait se frôler dans les carrefours, cette nostalgie de la semaine précédente, cette volonté d'en finir), l'Internet qui pour la première fois a été la caisse de résonance du rappel, et toutes les liaisons informelles qui se nouent dans un monde où les pauvres roulent en voiture, se parlent par téléphones portables, dans la « flexibilité » grandissante de la toile d'araignée du travail et de la dispersion à travers les « loisirs ».

Le 26, déjà, il y a eu des appels à un cacerolazo pour le 27. Les cheminots se sont mis en grève, ont occupé les billetteries à Retiro et instauré la gratuité des transports. Le 27, il n'y a pas encore eu de cacerolazo, mais trois cents vecinos se sont installés en piquet de route à Villa 15. Et quand l'après-midi du 28 arrive, dans la gare de Once, qui est un quartier populaire et commerçant, les usagers furieux ont incendié 11 wagons ; en amont, en effet, les cheminots bloquaient les voies, mais ce ne sont pas ces grévistes que ces employés qui ne peuvent pas rentrer dans leurs banlieues critiquaient dans leur colère impunie, mais l'Etat, jugé responsable des retards, des voies et des cheminots, comme il l'est en effet.

A partir de 16 heures, mille manifestants déjà, selon l'information la plus minimaliste, tapent sur des casseroles devant la Cour suprême. Cette Cour suprême vient de se distinguer par trois mesures particulièrement éhontées : le 20 décembre, elle a innocenté rétrospectivement l'ex-président Menem, qui vient de purger une peine de cinq mois dans une affaire de corruption, ce même Menem qui avait, pendant sa présidence, fait augmenter le nombre des juges de cette cour afin de s'y assurer d'une majorité ; elle vient de casser un jugement qui confirmait qu'un petit possédant (ahorrista) pouvait, en dépit du corralito, toucher l'ensemble de ses avoirs retenus par les banques ; et elle vient de confirmer la légalité du corralito, en opposition très claire aux manifestations des 19 et 20 décembre. La manifestation est « civique », sans partis, sans mots d'ordre autres que le « que se vayan todos » et « corruptos, corruptos ». En fin de journée, elle est rejointe par les employés de justice. Puis, dans la soirée, le vacarme du métal entrechoqué recommence dans les quartiers qui, comme les 19 et 20, se disputeront l'honneur invérifié d'avoir été les premiers à se soulever : Belgrano, Palermo, Boedo, Caballito, Barrio Norte, Barracas. Comme le 19, et comme probablement le 20, de longues séquences de bruit, de chants, de fureur joyeuse se forment sur les grandes avenues qui glissent vers le centre.

Le second lieu d'assaut de la journée est le Parlement, ce Congrès dont tous les députés sont répudiés en bloc et en détail : « Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste pas un seul. » Là, les manifestants détruisent le portail du Palais législatif et commencent à incendier et à détruire le mobilier des bureaucrates, avant que la police, dans une action énergique, reprenne difficilement ce lieu sacré de la démocratie sans révocation.

Le troisième lieu de regroupement des manifestants est bien sûr la place de Mai. L'information évaluera le nombre de présents à trente mille, mais comme l'information se tient, depuis le 19 décembre, aux chiffres de la police, une évaluation relative des effectifs en donne une indication meilleure : « Moins que le 19, plus que le 20. » Il faut supposer, en effet, qu'il y avait à nouveau plus de cent mille personnes dans les rues de la Capitale fédérale ce vendredi de bronca.

Cette journée insurrectionnelle a ceci d'unique que ce sont donc les trois pouvoirs tels qu'ils sont définis par les Constitutions des gestionnaires depuis que la bourgeoisie a pris le pouvoir qui ont été attaqués spécifiquement et simultanément : l'exécutif place de Mai, les députés dans le Congrès et la justice à travers la Cour suprême. Mais à ce rejet en détail et en entier de l'Etat s'est aussi ajoutée l'attaque contre la gestion et la marchandise, qu'on prend goût à voir détruite, et pas seulement loin de là où se cultive son abondance : une demi-douzaine d'agences bancaires sont démolies, et de

nombreux commerces sur les avenues Corrientes, Callao, et sur l'avenue de Mai sont éventrés. Au cœur du dispositif ennemi, seule l'information, dont la discrétion exagérée est encore dissimulée derrière ses reportages en live qui favorisent la mobilisation, ne sera pas attaquée directement cette nuit-là.

Rodríguez Saá, qui avait tant poussé la manœuvre démagogique, croit n'avoir pas été bien entendu. Il en rajoute dans la précipitation : les banques resteront ouvertes pendant le pont du 31 décembre ; et le corralito va passer à 1 000 pesos par semaine. Les caciques péronistes, qui commencent à le traiter de « populiste » et les banques sont d'accord : il est fou, puisqu'il promet ce sur quoi il n'a aucun pouvoir. Et la rue ne l'entend pas. Ce qu'elle reproche à cet arrivisme qui se croit plus habile qu'il n'est, ce sont ses nominations – ce grand plaisir des gestionnaires arrivés en haut de la pyramide –, dont la plus représentative est ce Grosso, notoirement corrompu, revenu au gouvernement dans la fonction de chef des assesseurs, en prétendant « Je n'ai pas été choisi pour mon casier judiciaire, mais pour mon intelligence ». Cette insolence lui vaudra d'être une cible principale des cris et des casseroles, et, par conséquent, d'être contraint de démissionner pendant la nuit.

La nuit devenant la madrugada, il faut se rendre à l'évidence : c'est de nouveau la Casa Rosada que les manifestants veulent prendre. C'est donc une nouvelle bataille qui s'engage au pied du palais de la présidence. Et elle est également indécise, comme le montrent les caméras de la télévision lorsqu'elles rapportent les réjouissantes images de deux flics qui tentent de se réfugier dans le Cabildo, à l'ouest de la place, et qui y sont battus et dépouillés de leurs armes. Au lever du soleil du 29 décembre, plusieurs milliers de manifestants-combattants tiennent encore ce pavé, une fois de plus décisif.

Un double épilogue masque presque entièrement cette nuit encore trop mal connue. Le premier est un fait divers. Dans le quartier de Floresta, dans la nuit, quatre jeunes entrent dans un bar. La télévision y montre justement les flics se prendre une rouste. Les adolescents s'en réjouissent joyeusement. Un flic à la retraite, vigile de station-service, est dans le bar, sort son arme, et abat trois des quatre jeunes gens. Le miracle paraît que ce vieux ait survécu au lynchage après que les vecinos de Floresta ont assiégé et attaqué le commissariat dans la nuit.

L'autre épilogue est déjà rodé : c'est le président qui saute. Rodríguez Saá survit encore à cette journée du 29, mais le 30 au matin tout son gouvernement démissionne. Comme son prédécesseur De la Ruá, il tente de rameuter les barons du péronisme ; et comme avec De la Ruá, ceux-ci refusent d'honorer la convocation. Il démissionne après une semaine de présidence et Eduardo Camaño assure un nouvel intérim. Le 31 décembre, au Congrès peu rassuré, Eduardo Duhalde est élu par l'assemblée avec 262 voix pour, 21 contre et 18 abstentions. Comme il lui suffisait de 160 voix, Duhalde sera ensuite moqué comme le président qui tiendra sa légitimité de représentant suprême de tout le peuple argentin de 160 électeurs.

4. Par rapport aux journées du 19 et du 20, la journée du 28 en elle-même est un pic moins haut. Mais elle affirme que le double volcan du 19-20 est le début d'une chaîne de montagne, que même les intervalles entre les sommets sont de hauts plateaux. Et personne ne sait, à ce moment-là, si les points culminants ne sont pas à venir. La journée du 28 a installé le mouvement, a prouvé, d'abord à ce mouvement lui-même, qui doit inventer la circulation de ses informations et en tirer ses propres conclusions, qu'il a du coffre, de la profondeur de champ, du possible, beaucoup de possible. Et

quand on avance dans ces projections sans repères, quand la rumeur se substitue à l'information, on se trompe aussi, on surestime et on pavoise. Le 28 décembre, s'il a véritablement donné confiance à ce mouvement qui ne pouvait pas encore complètement se croire jusque-là, a aussi installé une sorte de fatuité, qu'on aurait volontiers qualifiée de petite-bourgeoise au siècle précédent.

Les pauvres d'Argentine ont cru qu'ils exerçaient un pouvoir de dernière instance sur leurs dirigeants suprêmes. L'information flattait cette naïve crédulité en s'extasiant qu'il ait pu y avoir cinq présidents en deux semaines, alors que, en regardant les faits, le mouvement de rue n'en avait fait tomber que deux, et ces deux-là ne seraient probablement pas tombés sans les divisions des principaux gestionnaires : Rodríguez Saá n'est pas tombé dans l'émeute qui parachevait le cacerolazo, désaveu qui reste la principale cause de sa chute, mais plus de vingt-quatre heures après sa fin. Mais les pauvres, et même certains gestionnaires, crurent que la rue avait désormais le pouvoir de renverser tout gouvernement puisqu'elle avait, sans discrimination, renvoyé coup sur coup un président de chacun des deux grands partis. Que le 28 décembre donne de la suite aux 19 et 20 eut aussi pour effet de glorifier les 19 et 20, c'est-à-dire de les éloigner dans une représentation, et d'oublier d'analyser en quoi le 28 avait été en retrait et ce que cela signifiait : il n'y avait pas eu la vague de pillage massif de la semaine précédente et il y avait donc peu de gueux de la conurbación et de l'Interior (malgré deux cacerolazos : l'un à Rosario avec deux mille manifestants, l'autre avec cinq cents manifestants à Paraná) ; il n'y avait pas eu non plus, malgré la féroce madrugada du 29, une bataille aussi ample et aussi désespérée pour la Casa Rosada que ce qui, le 20 décembre, avait été appelé la bataille de la place de Mai : les motoqueros étaient là sans doute, mais encadrés par leur syndicat ; les morts de cette journée ont été ceux du bar de Floresta, on n'a pas de chiffre pour les blessés, et il y aurait eu seulement 33 arrestations, ce qui indique une nette décrue dans l'intensité même des événements.

Pourtant, l'avenir commence à se dessiner lors de cette nouvelle journée insurrectionnelle qui a fini par si bien disparaître derrière les tours jumelles des 19 et 20 décembre. Car, ce jour-là, on a entendu pour la première fois se manifester deux assemblées de vecinos, autoconvoquées comme celle qui avait, le 21 décembre, prolongé les festivités de la veille sur la place de Mai. Une assemblée populaire de Almagro a appelé, sur le site Internet appelé Indymedia Argentine, à une coupure de route à 21 heures au carrefour Corrientes et Gallardo, puis à 1 h 48 du matin, à une assemblée extraordinaire treize heures plus tard, le 29 à 15 heures, au même endroit, exprimant là l'intensité, la gravité et l'urgence de toute cette nuit ; et une assemblée de San Cristóbal, forte de quatre-vingts personnes, publie les dates de ses deux prochaines séances, le 30 et le 1er janvier. Enfin, dans les heures qui ont suivi le cacerolazo, sur ce même forum Internet, commencent les appels à faire du 2 janvier une journée des assemblées.

Et puis, le « qu'ils s'en aillent tous » trouve maintenant une expression pratique : l'escrache. L'escrache est une agression contre une personne – et parfois une institution –, qui est alors baffée, insultée, et bombardée de sarcasmes et d'œufs pourris ou d'autres ordures. Sans doute des politiciens avaient été molestés (notamment De la Ruá, le 19 décembre au matin, à la sortie d'une réunion, au moment de monter dans sa voiture, et Cavallo, assiégé chez lui le 19 décembre), mais ces manifestations contre les gestionnaires méprisés et haïs avaient cours dans le cadre des journées insurrectionnelles. Voici donc le premier « escrache spontané », qui contraste si fortement avec le respect éternel de la politique propagée par l'information dominante, tel que l'a subi l'ex-ministre Barra, le 30 décembre, alors qu'il pensait pouvoir encore prendre tranquillement le thé dans un lieu public.

El ex ministro tomaba el té con su familia en el Paseo Alcorta cuando lo reconoció una persona.

–¿Qué dijiste? –le preguntó el amigo.

–Que por culpa de éstos estamos como estamos –murmuró el hombre.

–¿De quién? –quiso saber el amigo, pero ya no lo escuchaban.

–Ladrones –dijo el hombre, ya en voz alta.

La gente sentada en las mesas cercanas lo miró, curiosa. El hombre señaló a un señor bajito y elegantemente vestido, que se obstinaba en no mirarlo.

–Sí, de vos estoy hablando, no te hagás el boludo, ladrón ¿Qué hacés acá en medio de gente decente? Ladrón, ¡hijo de puta! –repitió.

El hombre estaba sentado con su amigo en una mesa del Café Valentino, en el último piso del shopping Paseo Alcorta, en Salguero y Alcorta, y fue el primero en reparar en la presencia del ex ministro de Justicia del menemismo, Rodolfo Barra.

Sentado junto a su mujer y su hijo, Barra sorbía su taza de té y, mientras pudo, se hacía el que no pasaba nada. Pero su descubridor, cada vez más indignado, se acercó a la mesa del ex funcionario.

Se paró a diez centímetros de su cara y le escupió:

–Por culpa de personajes como Menem y como vos estamos así. Andate de acá.

De a poco iba llegando gente.

–Che, parece que están puteando a alguien –dijo una señora, mientras subía la escalera mecánica.

Se habían juntado muchos, que llegaban al shopping para comprar regalos de fin de año y que sintonizaban con el espíritu antipolítico que se plasmó en los últimos cacerolazos.

Inmune a todo, Barra seguía sentado.

–No, soy libre de circular por donde quiera –le contestó a la segura sugerencia de su familia.

La gente le exigía que se fuera. “Chorro”, “ladrón”, “hijo de puta”, le decían. Algunos golpeaban las mesas del café. Otros se paraban y aplaudían.

Los empleados de seguridad que habían subido corriendo se miraban desconcertados, sin saber qué hacer. El hombre que lo descubrió estaba a punto de molerlo a trompadas. Le llevaba al menos veinte centímetros. Su amigo lo agarraba con fuerza.

–Andate, hijo de puta –repetía.

Seguían llegando personas, que subían curiosas y se unían al resto después de averiguar de qué se trataba.

–Que se vaya, que se vaya –cantaba el coro de señores vestidos de fin de semana y señoras cargadas de bolsas.

El escrache, un día después del primer cacerolazo del Gobierno de Adolfo Rodríguez Saá, fue totalmente espontáneo. Se desarrolló sin que nadie lo planeara y en un shopping, un lugar poco habitual para este tipo de cuestiones. El dato, lejos de ser casual, demuestra que la indignación

popular que comenzó hace sólo dos semanas con saqueos en Rosario y el conurbano, se ha ido expandiendo a toda la sociedad.

La situación era cada vez más tensa. Al final, los guardias recibieron una instrucción a través de walkie talkie. Uno de ellos se acercó a Barra y le susurró algo al oído: el gesto desafiante que el ex ministro exhibía al principio había dejado espacio a una mueca de preocupación.

Despacio, como quien no quiere la cosa, Barra se levantó de la mesa. Se fue caminando, acompañado por los guardias que lo escoltaron hasta el estacionamiento, mientras algunos lo seguían gritándole “hijo de puta”.

III – Janvier 2002

A – Naissance des assemblées

Dans l'histoire, le temps se crée. Nous, si rassurés et enfermés dans nos quotidiens, nous peinons à saisir ces altérations d'une mesure qui est imposée, immuable et éternelle. Les événements de l'histoire eux-mêmes sont vécus et compris dans la perception du temps qu'ils transforment, et leurs acteurs sont sans arrêt en décalage entre le rythme de leur vie dépassée par leur action et les horizons qu'elle ouvre, mêlant de manière incompréhensible le court du plaisir et de l'urgence de la nouveauté au long du but qui se pose toutes les nuits et de l'horizon qui s'ouvre à la lueur des madrugadas.

En Argentine, cette modification du temps a commencé à se manifester dans l'émeute. Directement, l'intensité de la révolte avait espacé deux périodes de sommeil de près de soixante heures, créant une journée qui allait du soir du 18 décembre 2001 jusqu'à la matinée du 21 ; et indirectement, cette rupture de nombreuses digues dans l'organisation de la société et de l'esprit a révélé, après coup, tout l'intervalle qui séparait cette érection soudaine de celle, à peine plus enfantine, de 1989, qui réapparaissait dans son cortège d'un siècle de précédents.

Une autre mesure de la perspective sous-tend celle-là : le cacerolazo du 28 a montré qu'il ne s'agissait pas seulement d'une émeute d'un sommeil à un sommeil. Les deux dernières semaines de décembre formaient un tout, bien enraciné sur les deux semaines qui l'ont précédé. Cette unité de temps, décembre, est une unité d'intensité de vécu, avec d'abrupts décalages internes. Quelque chose a éclaté profond, les yeux s'ouvrent sur de la nouveauté qui n'est pas encore nommée, la fraîcheur entre en conflit avec la poussière, le retard du langage sur la pensée commence à se balbutier en puisant dans un fondement qui passe là de l'être à l'existence.

La mesure du temps déterminée par décembre, où décembre est une pente raide qui grimpe du 4 au 18, avec deux pics dominants, le 19 et le 20, puis un haut plateau dominé par un troisième sommet moins élevé, le 28, cette mesure du temps est fondatrice pour la suite du mouvement. La période suivante de cette perception de l'irréversible, qui est une perception de l'intensité du vécu, va du 1er au 25 janvier 2002. C'est un des moments les plus étonnants que le monde ait connus. C'est la capacité à transformer une insurrection en tentative de discours conscient sur cette insurrection. Sans perdre l'insurrection, à la fois invaincue et non victorieuse, janvier a été son aliénation, très exactement le devenir autre de son essence.

Cette mutation singulière échappe évidemment à nos instruments de mesure et de contrôle, tous marqués aux tics et à la *ratio* de la vieille société critiquée là. Le temps pseudo-cyclique dont parlait Debord est aujourd'hui beaucoup moins rythmé par le travail, qui s'effiloche en continu, que par l'information dominante, qui devient le dépositaire du rappel de l'heure, de la date, de l'intervalle et du sens du temps, ou plus exactement de l'absence de sens dont cette information est la gestion du continu dans lequel s'effiloche le travail. Aussi, la mutation de l'insurrection entre en contradiction avec le temps de l'information dominante. Le reflet de cette grande dispute est ce à quoi aboutit

logiquement janvier : comment l'ombre et la lumière sont réparties dans la conséquence immédiate de la fulgurance ; dans quelle mesure le temps de l'information est un obstacle à saisir le temps de l'insurrection ; qui peuple ce terrain de bataille inédit, et comment cette bataille se livre et passe, en bordurant les consciences.

La période suivant janvier va du 25 janvier au 16 mars. La chronologie des faits n'y réfléchit plus la trace de l'histoire. Ce qu'est devenue la secousse de décembre est hors de toute information dominante, si nettement hors de la visibilité publique qu'il est juste de se demander ce qu'il y a là d'historique. La réponse est : seulement une ombre portée. Mais qui, parmi nos contemporains abrutis de gestion et sevrés d'histoire, songerait à se plaindre d'aussi peu ? Le phénomène qui transporte cette période au-delà de la visibilité n'est peut-être qu'un plat de lentilles, mais chaque lentille est plus riche que tout ce que nous avons connu, pendant notre longue famine.

La dernière période, qui vient après le 16 mars, n'est pas, selon le diapason du temps qu'est décembre, selon le rythme des battements du cœur, selon la clarté des idées et la beauté des coups, autre chose que l'appendice de la période précédente, qui est la période des assemblées. De mars 2002 à janvier 2003, un long affaissement du relief de décembre a permis à la lave de ralentir, de durcir, de tiédir. Comme début décembre a été la pente ascendante de l'insurrection, mars à janvier est la pente descendante des assemblées. Les batailles qui s'y sont livrées ne valent pas par leur succession, mais par leur objet. Elles ne portent plus un mouvement qui vient, elles soutiennent, elles prolongent un mouvement qui est passé. Même les ruptures apparentes ne sont que la queue de la comète, la nostalgie de ce qui pouvait à un moment si indéterminé tout basculer. Mais tout sans exception.

Le cacerolazo du 1er janvier

Le 1er janvier 2002, Eduardo Duhalde est élu président de la République par le Parlement de la nation. De qui se moque-t-on ? Ce Duhalde, qui n'est que le politicien vaincu par De la Ruá lors des dernières élections présidentielles, n'est-il pas un corrompu notoire, un gros Grosso ? Le slogan de la rue n'est-il pas « que se vayan todos » ? Le « todos » ne contient-il pas cette pourriture de Duhalde, et tous les « députés de la nation » ? Les cacerolazos des 19, 20 et 28 décembre n'ont-ils pas montré que le souverain est justement celui qui exige « que se vayan todos » ?

Mais Duhalde, et ceux qui l'ont choisi pour stabiliser le si convoité siège éjectable, est un vieux roublard, une figure sans charisme, quelqu'un qui assure ses arrières, qui s'appuie sur des garanties, des hommes et des armes, qui sait se servir des promesses et des menaces, quelqu'un qui n'arrive pas au faîte de la carrière comme un marathonien qui s'effondre derrière la ligne, mais qui veut s'installer durablement dans les mémoires, un péroniste qui du péronisme n'admire que Perón et de Perón que le succès dans les mémoires et dans les cœurs. Duhalde a donc négocié un report des élections présidentielles de mars 2002 à fin 2003 car, s'il faut qu'il fasse un intérim, alors il faut que l'intérim soit presque aussi long que si ce n'avait pas été un intérim ; et Duhalde a promis en échange de ce délai rallongé qu'il ne se présentera pas en 2003, et il s'est ainsi assuré que les barons et les gouverneurs péronistes présidentiables ne verront pas en lui un concurrent, et ne se sauveront pas en ricanant s'il a besoin de les convoquer contre la rue, comme ses deux prédécesseurs mis dans l'incapacité de gouverner. D'ailleurs, le plus redoutable, Ruckauf, Herr Rucucu comme on l'appelle, va entrer dans son gouvernement en tant que chancelier, ce qui équivaut à ministre des Affaires

étrangères, et va laisser les affaires étranges du gouvernorat de la Province de Buenos Aires, qu'il avait reçues de Duhalde, à un remplaçant, l'obscur Sola ; enfin, Duhalde a aussi été choisi parce qu'il est un chef de gang, et qu'il peut donc mettre des hommes de main en première ligne. Le 1er janvier, alors que le Congrès va voter son intronisation, les militants de la « gauche unie », qui, sur l'éphémère terrain de bataille devant le bâtiment du Parlement, se comportent en avant-garde du mécontentement des pauvres, y sont reçus par les patotas, c'est-à-dire les nervis duhaldistes ; et dans la bataille qui s'en est suivie, pas de chance pour les degauches, ce sont les gros bras de la semi-mafia qui ont chassé les militants et gardé le terrain où leur patron se faisait reconnaître patron de l'Argentine.

Cependant, ailleurs que dans cette Izquierda Unida et au-delà du croisement des avenues Rivadavia et Callao, lieu de ce pugilat, on ne veut pas non plus de ce péroniste qui a repris de Perón l'arrivisme effréné, l'étiquette du Parti justicialiste, et le mythe de l'épouse militante, avec sa Chiche qui joue les stars qui aiment le peuple qui a faim. A partir de l'après-midi, on entend le son menaçant et déjà familier des casseroles à Caballito et à Boedo. Puis, comme le 28, comme les 19 et 20, les petits attroupements deviennent grands, font le plein aux carrefours, et se laissent couler par les grandes avenues qui convergent vers le centre-ville. Le cacerolazo ondule du Congrès à la place de Mai, et de la place de Mai revient au Congrès, vérifiant les centres stratégiques de son territoire, en propriétaire inquiet. Dans la madrugada, des affrontements ont lieu jusqu'à 5 heures du matin, sur la place, où la police a coupé l'électricité.

Mais quelque chose a changé : les télévisions, si avides de micros-trottoirs, ne sont pas venues filmer cette montée solennelle, bruyante et joyeuse de la manifestation ; et le lendemain les journaux n'en parlent pas, comme si elle n'avait pas eu lieu. L'information dominante, cette drogue destinée à suppléer conscience, connaissance et réflexion, produit aussi ses hallucinations collectives. Quand elle présente en boucle un détail de gestion, comme les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, jusqu'à ce que l'indignation, la peur et la migraine générales soient installées, elle communique l'illusion de l'histoire ; à l'inverse, quand elle efface un souffle historique, qu'elle aurait même pu transformer en détail de gestion, comme le cacerolazo du 1er janvier 2002 à Buenos Aires, une vague indignation teintée de résignation se substitue si bien à l'événement qu'on doute, en se frottant les yeux, qu'il a bien eu lieu. L'intolérable insolence de nommer, au sein du seul sérail politique désavoué, un troisième président aussi corrompu et méprisé que ses deux prédécesseurs chassés aurait-elle donc été tolérée ? Le goût de la nuit, publique, récemment découvert dans les éclats de rire, de mots et de vitrines, n'aurait-il pas rempli les carrefours, jusqu'à les faire déborder dans les avenues, jusqu'à remplir la place de la bronca que méritent ces manœuvres de valets ? La victoire de la rue, qui a rendu souveraine la multitude la plus neuve et la plus anonyme du monde, sans partis ni chefs, dont les cris commencent seulement à fondre ses vérités en phrases, aurait laissé s'installer sans broncher un parti, son chef, et leur vieux silence policé ? Et les colères débraillées de la gueuserie libérée n'auraient pas rappelé à cet Etat trébuchant, ce 1er janvier, qu'il est si méprisé, depuis deux semaines, qu'on ne l'achève même pas ?

Pourtant si : le quatrième cacerolazo a bien eu lieu. On ignore ses effectifs, l'ampleur de ses affrontements, on ne sait même pas s'il s'est illuminé des offenses pratiques à l'échange et des fulgurantes profanations de marchandises qui étaient les plaisirs les plus ordinaires de ses devanciers. C'est que l'information automuselée n'a pas pris le risque de l'aider à grossir, pendant ni après. Le calcul habituel des informateurs, selon lequel on désamorce un danger en le grossissant en immense rien, comme justement le 11 septembre 2001, a été ici inversé. Le premier effet de cette surdité à la clameur montante de la rue et de ce mutisme à son écho, dans la rue, a sans doute été de baisser les effectifs de ce cacerolazo-là : baisse de la médiatisation, baisse de la mobilisation, voilà une

équation sur laquelle le pouvoir en place semble encore compter, quitte à prendre le risque d'une baisse de la visibilité de la menace et de son retour dans un anonymat perdu depuis un demi-siècle de médiatisation forcenée.

Les dizaines de milliers de manifestants de ce 1er janvier n'ont pas pris conscience tout de suite de ce silence qui s'opposait directement à leur barouf, ce silence pour couvrir un bruit. C'est que les grands mouvements de révolte dans le monde n'attaquent pas encore l'information pour ce qu'elle est dans le monde. Dans le retard de vision du monde qu'entretient la religion de l'économie, le discours est toujours pensé comme étant secondaire, et l'information est encore perçue comme un service subalterne, dont l'Etat et la marchandise entretiennent chacun des officines, parfois concurrentes. Mais les révoltes des trente dernières années ont montré ce que malheureusement les Argentins ne savaient pas encore le 1er janvier 2002 : l'information dominante est devenue un moyen de communication autonome, entre l'Etat et la marchandise, qu'elle coordonne comme une intelligence artificielle, ou un quartier général. Il y a bien longtemps que les gestionnaires de l'Etat et de la marchandise viennent faire la queue devant les rédactions et les studios pour dire ce que les médias veulent entendre ; et il y a bien longtemps que ce sont l'Etat et la marchandise qui sont devenus des antennes d'exécutants, certes encore de premier plan, dans le flux sans contours de cette parole policée collectivement alors même que les informateurs sont restés largement inconscients de ce pouvoir collectif exorbitant.

Mais ne laissons pas la surprise de cette attitude de l'information, dont il n'est pas encore possible alors d'affirmer qu'elle était concertée, dissimuler l'autre fait de cette journée, si grave. Le 1er janvier est le premier cacerolazo où le président ne tombe pas ; et faire tomber le président était pourtant le but de ce cacerolazo comme des précédents. Sans qu'on le sache encore, ou que personne ne le dise déjà, car le score cacerolazo réussi-président survivant reste malgré tout de 2-1 pour les cacerolazos, le pouvoir de l'Etat et de l'information a réussi à enrayer, pour la première fois, la vague incontrôlable déclenchée depuis le 18 décembre.

Naissance des assemblées

Depuis maintenant deux semaines, l'ampleur de l'insurrection se transforme en mouvement. Deux semaines est un temps long si on le mesure à l'aune de l'émeute, où l'urgence vise à modifier le monde en une seule colère et où les deux camps veulent respectivement atteindre et empêcher ce but entre le sommeil et le sommeil ; et c'est un temps très court pour que cette colère devienne idée, discours, et proposition sur le monde : parfois il faut des années, souvent plusieurs générations successives. Notre regard sur cette singulière mutation des formes du négatif, des mois plus tard, a bien du mal à contenir celui qui était porté par ses acteurs au moment de ce cacerolazo du 1er janvier.

Ce qui pouvait être ressenti alors, même s'il est fort présomptueux de tenter de comprendre un événement si loin de l'occasion, était un profond bouleversement ; ce bouleversement avait été causé par le grand pillage initial, mais ce grand pillage initial avait trouvé son prolongement vainqueur, sa traduction, son début d'articulation encore offensive et déjà défensive, son aliénation miraculeuse dans le cacerolazo, un discours de faits qui, à travers son tintamarre informe, ressemblait déjà à un discours de mots. Le cacerolazo était alors perçu comme le phénomène de la classe moyenne rejoignant la révolte des gueux, mais en la couronnant d'une légitimité, justifiant encore et

occultant déjà le pillage, une ouverture, une exégèse de contenu, en un mot une mise en puissance. En Argentine, le cacerolazo apparaissait comme la nouveauté de ce mouvement, comme l'explication de l'étrange profondeur qu'avaient creusée les journées de décembre, comme l'essai du pillage si bien transformé à l'échelle de la société entière qu'on commençait à en effacer le pillage qui l'avait précédé et l'émeute qui l'avait approfondi.

Le concert de casseroles n'était pas en soi une forme de révolte neuve en Amérique latine, et il était certainement moins rare que les grands pillages dont seuls Caracas et déjà l'Argentine en 1989 avaient fourni les précédents. Mais les pauvres de 2001, notamment ceux qui n'avaient jamais connu la rue autrement qu'en lieu de passage, d'interdit et de silences agglomérés, exagéraient les vertus du cacerolazo argentin, de la magie des chutes de présidents à l'alchimie des véritables rencontres nocturnes non médiatisées, des épanchements de la madrugada au plaisir de la souveraineté retrouvée dans les chants et les chocs métalliques, magma de sons informes que personne ne savait empêcher ni interdire. Quatre semaines plus loin, fin janvier (que c'est loin ! que c'est loin !), on trouve sur Internet une glorification du cacerolazo, alors qu'il est déjà domestiqué, ridé, édenté, même si on devine pourtant là, déjà figé, le sourire si inquiétant de décembre : non violent (on oublie qu'en décembre il s'était payé, au passage, sur la marchandise), légitime et légal, audible, facile à monter, simple et populaire, ne nécessitant aucune technologie et aucun savoir-faire complexe, familial, universel, festif et symbolisant la réponse sociale aux profiteurs de la « crise argentine ». Il y a, dans cet éloge platouille, l'indignation inoffensive et juste, teintée du nationalisme de ceux qui ne veulent ni supprimer l'Etat, ni envisager les disputes profondes qui divisent le « peuple » qu'ils rêvent uni, la croyance un peu stupide en la vertu de la protestation pacifique qui saura bien triompher par une sorte de droit inné, par la modération des humeurs et des pensées, tournées en positif, et qui se suffiraient comme preuve. A cette dégénérescence du cacerolazo, on peut et on doit mesurer ce qu'il était encore et ce qu'il avait déjà perdu de redoutable au tournant de l'année, au moment où les gestionnaires avaient tenté de se réorganiser, et avaient remporté cette grande victoire sur le terrain, entre Congrès, place et Congrès, même s'ils n'étaient pas encore suffisamment forts pour la revendiquer publiquement. C'est à huis clos, à l'écart de l'information dominante que la dégénérescence du cacerolazo s'est accomplie visiblement. Il est d'ailleurs fort probable que même les gestionnaires n'aient pas compris ce moment important, ou n'aient pas cru voir un renversement de tendance dans cette première contention de la rue si on en juge par le prudent refus que le carriériste Jorge Busti opposa à l'offre de devenir ministre de l'Intérieur, le 2 janvier ; mais il est certain que les pauvres de Buenos Aires et d'Argentine n'ont pas saisi le grave recul sur l'essentiel que le cacerolazo du 1er janvier a manifesté.

La raison principale de cette incapacité à comprendre ce moment historique en son temps a été que le cacerolazo n'était qu'une transition dans le mouvement qui va de l'insurrection à son fondement, la parole. Si le cacerolazo avait été l'intériorité du grand pillage et de la bataille de la place de Mai, l'intériorité du cacerolazo, qui prenait à son tour la rue, dévaluait celui-ci en boucan informe, en ostentation, en résultante et simplification de la complexité multiforme qui explosait comme une bombe à fragmentations de pensées articulées. Partout naissaient maintenant les assemblées. Au moment où le cacerolazo était battu, c'est parce que la nouveauté qu'il avait un instant transportée avait maintenant commencé à le déchoir en carapace vide. Ceci donnait raison à la prudence d'un Busti, car si l'essentiel n'est plus dans le cacerolazo, alors la complicité secrète de l'Etat et de l'information dans le silence, qui avaient su au moins tenir en échec cette menace-là, relativement inédite, était déjà devenue vaine, parce que le cacerolazo, qu'on avait vu comme le menaçant centre de gravité de la colère articulée n'était en réalité qu'un de ses moments dialectiques, une extériorité, une apparence, une interface sociale entre cette colère et ce monde. Pour humer le devenir de cette

colère, il fallait participer de son approfondissement éclaté, il fallait creuser là où la négativité longtemps retenue se libérait maintenant, il fallait aller dans les assemblées.

Les assemblées se sont immédiatement manifestées comme la parole du cacerolazo, qui avait été le bruit du pillage et l'écho de l'émeute. Les assemblées étaient le refus de quitter la rue à la fin du cacerolazo, un arrêt sur place : la manifestation des jambes et des bras devient manifestation des langues et des consciences. Avec ces assemblées, les carrefours pour voitures de Buenos Aires devenaient des lieux de rencontre directe, dépouillés de la tôle ondulée des carrosseries pour laquelle ils ont été remodelés, sans l'ersatz de parole de la ferraille ondulée des casseroles, qui disent seulement l'envie de crier et l'incapacité d'articuler. Les assemblées étaient immédiatement des flots de discours sans intermédiaire, et contre tout intermédiaire.

Les assemblées sont d'abord la sédimentation d'un débordement ininterrompu qui ne trouve qu'en lui-même sa limite. Police, partis, Etat n'ont pas arrêté ce mouvement contre la marchandise et le discours dominant, c'est lui-même, porté au-delà des ruines des moyens de communication dominants par sa vitalité autoalimentée, qui s'est arrêté sur lui-même, comme étant son seul et véritable obstacle. Comment les assemblées ont commencé, effectivement ? Il est bien impossible d'avoir des certitudes dans l'urgence de cette période, où des constructions de pensées défilent comme des couches de nuages superposées, à vitesse variable, effacées par ces synthèses qu'opère généralement la conscience lorsqu'elle amalgame les faits selon des conceptions préétablies ; les déclencheurs disparaissent, déchiquetés, dans les explosions, et le secret des mécanismes est écrasé dans les approximations a posteriori.

L'assemblée qui s'est prévalue de la plus grande antériorité semble être l'assemblée d'Almagro, qui se réunissait au croisement Angel-Gallardo sur l'avenue Corrientes (par la suite, il y a eu dans le barrio d'Almagro quatre autres assemblées). Cette antériorité, postulée dans son premier communiqué, en date du 3 janvier 2002, est extravagante, puisqu'elle prétend exister depuis déjà quatre semaines, ce qui lui donnerait une date de naissance dans la première semaine de décembre. Ce sont des « voisins et travailleurs » qui se seraient donc réunis si tôt. La mention « voisins et travailleurs » peut d'ailleurs être comprise comme un indice idéologique d'un langage de gauche (le terme de travailleurs disparaîtra des signatures des assemblées : ils sont bien eux aussi des voisins quelque part, et c'est un terme plutôt exclusif dans un pays où une minorité peut se dire « travailleur »). L'assemblée d'Almagro a souvent été suspectée d'avoir été contrôlée par les gauchistes. La mention la plus ancienne de cette assemblée est d'ailleurs une liste de verbatim non commentés, donc validés, sur le site du parti trotskiste PO, extraits de l'assemblée du 22 décembre 2001. Modesto Emilio Guerrero affirme de son côté que : « Una investigación sobre cuarenta y dos asambleas nos indicó que la primera se habría formado en Paternal (San Martín y J. B. Justo) el miércoles 19 de diciembre a la noche. Fue una reacción al decreto de estado de sitio, un acto de mirarse las caras y saber que tenían que hacer lo mismo y ya. Comenzaron unas diez personas, a la semana siguiente asistieron sesenta vecinos y la tercera semana ya eran ciento veinte. » Le même auteur signale la naissance de l'assemblée de Luzuriaga, le 20 décembre, issue d'une assemblée qui s'était formée fin 2000 contre la délinquance.

C'est bien dans les dix derniers jours de l'année que le phénomène a commencé. Sur l'Internet, le site appelé Indymedia Argentine va jouer un rôle capital dans cette prolifération. Pendant les 19 et 20 décembre, des manifestants, en quête de parole, investissent déjà le forum de ce site. Dès le 28 décembre, les premières assemblées usent du média comme d'un support publicitaire. Le même jour, on rapporte une assemblée de deux mille personnes à Rosario, au monument de la Bandera qui

est l'épicentre de la ville : cette assemblée est encore un hybride entre l'assemblée vécinale et le cacerolazo, puisque c'est jour de cacerolazo, et les assembléistes viennent avec leur ustensile de cuisine ; mais elle appelle à une seconde de ces réunions « sous le nom d'assemblée populaire » pour le mercredi suivant, qui est le 3 janvier. Toujours le 28 décembre, dans le feu de la bataille qui fait tomber Rodríguez Saá, l'assemblée d'Almagro appelle, à 1 h 48 du matin, donc pendant la madrugada, à une réunion extraordinaire pour 15 heures, signe d'une conscience aiguë de l'importance de la situation. Le 31, l'assemblée populaire d'Almagro appelle à une mobilisation à Floresta, pour protester contre l'assassinat des trois jeunes de la nuit du 28 décembre, manifestation à laquelle a déjà appelé une assemblée de Floresta : « De nombreuses assemblées barriales convoquent à cette mobilisation pour la transformer en une grande assemblée populaire des différents barrios pour intervenir dans la présente crise de pouvoir. » A ce moment-là, quelques assemblées tentent donc déjà de se coordonner. Celles dont on entend alors parler sur Indymedia semblent relativement homogènes, on peut supposer que des individus se connaissent personnellement d'une assemblée à l'autre, et le discours est marqué par deux éléments qui vont rapidement décroître : une composante idéologique de gauche, qui restera dominante, mais qui s'appuiera beaucoup moins sur des symboles ou des signifiants de gauche, comme le creux adjectif « populaire » dont se parent la plupart de ces assemblées-là ; et la question de la prise du pouvoir, qui était clairement posée ici, mais qui sera neutralisée par la suite.

Le 30 décembre, jour où naît l'assemblée de Núñez-Saavedra, l'assemblée de San Cristóbal, qui fait état de quatre-vingts participants, convoque à sa prochaine réunion, le 1er janvier, jour où naît l'assemblée de Colegiales ; désormais cent vingt, les vecinos rejettent la demande faite par une « intersectorielle » (c'est-à-dire avec des représentants d'associations et d'institutions) du quartier, qui existait avant décembre, de se réunir le 19 janvier, sous son égide, à cause de l'urgence de la situation et de la nécessité de former une assemblée populaire dans des délais plus brefs. Cette assemblée semble avoir surgi, ce 30 décembre, d'un cacerolazo spontané au carrefour : dès que quarante participants sont réunis, ils appellent à une assemblée extraordinaire et se retrouvent rapidement à deux cents ; pour son premier « acte public », le 6 janvier, l'assemblée de San Cristóbal a contacté l'assemblée populaire d'Urquiza, l'assemblée de Paternal, un groupe qui est à l'origine de l'assemblée de Villa del Parque, et la commission de Floresta : la construction d'une coordination est une priorité. Le mouvement semble d'ailleurs avoir été, dans sa rapide prolifération à Buenos Aires, très différent de celui qu'il paraît avoir été à Rosario : dans la capitale, on part de l'assemblée de quartier et on s'interroge tout de suite sur les autres assemblées, et sur la meilleure façon de les unir ; à Rosario, on serait parti d'une assemblée générale centrale qui se serait divisée en assemblées de quartier.

Très vite, entre les tentatives les plus variées de comprendre et de réfléchir l'intensité de ce qui se passe, les appels à créer des assemblées prolifèrent sur Indymedia. Il n'y a aucune critique, ni sur l'idée même des assemblées, ni sur leur signification dans le cours du mouvement, ni sur la composition ou le contenu de celles qui naissent. Le fait assembléiste est unanimement admis et approuvé dans une sorte de prosélytisme enthousiaste qui culmine, dans les derniers jours de décembre, dans l'appel à faire du 2 janvier une « journée des assemblées ».

Alors qu'il y avait si peu de lien direct entre elles, les assemblées argentines ont rapidement fonctionné de la même manière (l'existence éphémère d'une assemblée tournante, sans carrefour fixe, dans une banlieue du Sud, est déjà presque une extravagance ; de même, une Asamblea Juvenil, regroupant une quinzaine d'adolescents, s'était déjà réunie quatre fois le 22 janvier place Serrano et disparut après avoir indiqué la portée du danger : « Hablan de todo; cuestionan todo. El sistema, la policía, los empresarios, los burócratas, los políticos, y hasta los viejos que los oprimen »). Là aussi

l'Internet a joué un rôle capital dans les derniers jours de décembre et la première moitié de janvier. Ce sont, sur Indymedia, de multiples appels pour expliquer comment organiser une assemblée ; ce sont les premiers comptes rendus des premières assemblées qui sont publiés et qui donnent l'idée du résultat : on trouve déjà là la forme invariable par laquelle les assemblées rendront compte de leur activité, et qui est restée pauvre et sèche comme des décrets bureaucratiques ; la modélisation s'est aussi poursuivie hors de l'Internet, sur le terrain par de nombreuses visites des uns aux autres, souvent à la suite des convocations que les assemblées ont publiées, notamment sur Indymedia, pour indiquer heure et lieu de la prochaine réunion. Il est aussi probable que les queues persistantes du corralito aient accéléré cette mobilisation. Enfin, les gauchistes qui soutiennent les « assemblées populaires », dans leurs fantasmes de prolétariat, donc d'encadrement de nouvelles formes d'organisation, déterminées géographiquement autour de l'habitat, les ont fortement soutenues et propagées dès le départ. La présence de militants d'organisations hiérarchiques dans les assemblées, non hiérarchiques, a été une source de confusion et de contradiction constante, et a fortement limité la capacité de parole et de recherche des assemblées, même si elles ont maintenu haut et fort leur indépendance et leur structure horizontale, fondamentalement antihiérarchique.

Le 2 janvier n'a pas été une journée particulière pour les assemblées, mais l'appel à été entendu. On peut autour de cette date suivre, sur Indymedia, comment les assemblées commencent à s'exprimer publiquement, s'écoutent aussi entre elles, se répondent indirectement et poursuivent avec énergie et détermination la poussée : le 2, l'assemblée d'Almagro appelle à une nouvelle réunion le soir même à 20 heures ; le 3 a lieu une première assemblée de trois cents personnes à Villa Urquiza ; le même jour, à Floresta, les manifestants qui avaient attaqué le commissariat dans la madrugada du 28, après l'assassinat des trois jeunes, se retrouvent en assemblée à une centaine : cette assemblée appelle à une manifestation le 5 pour protester contre ces assassinats, mais aussi pour former une coordination entre les assemblées ; toujours le 3, on apprend que l'assemblée de San Cristóbal, qui s'est tenue le 1er, a appelé à venir à Floresta le 5 : elle connaissait donc l'intention de coordination que ces assembléistes ont fait passer dans leur assemblée, et l'a approuvée par avance ! Cette assemblée de San Cristóbal, le 1er janvier, semble avoir été la première à faire état publiquement de sa répartition interne en commissions.

On ne sait rien, malheureusement, de la manifestation-coordination de Floresta du 5 janvier. Mais ce jour-là est la date du premier communiqué de l'assemblée d'Almagro, qui appelle notamment à des commissions communes avec d'autres assemblées, au milieu d'une liste de résolutions plus collaboratrices, comme l'appel à une Constituante (un des chevaux de bataille des partis gauchistes), le rejet explicite du péronisme et du radicalisme (qui évite donc d'étendre le « que se vayan todos » jusqu'aux gauchistes) et la condamnation de la répression des 19 et 20, qui a déjà deux wagons, alias cacerolazos, de retard, et qui reste une indignation morale bien peu subversive. Ce même jour, il y a quatre cents « dirigeants, délégués et activistes » réunis à Neuquén, signe que d'autres embryons d'assemblées continuent d'expérimenter non sans rencontrer les tentatives d'encadrement par les sempiternels militants de la lutte pour un prolétariat bien enclos.

Le 5 janvier naît un premier site alternatif à Indymedia, Elcacerolazo. Ses webmasters doivent d'entrée se justifier d'avoir écarté, dans la liste des exclusions qui devait seulement montrer leur bonne volonté middleclass, les « subversifs », mot qu'ils entendaient visiblement dans un sens beaucoup plus négatif que toute la partie indignée de la tourbe alternative et gauchiste des consommateurs d'Indymedia. Mais la création d'un site dévoué au cacerolazo souligne avec un certain éclat que la charnière de ce mouvement, si actif dans sa dynamique expansion en ce début janvier, reste

encore plus proche de la manifestation qui marche, le cacerolazo, que de la manifestation qui parle, l'assemblée.

Ces sources précaires ne permettent pas véritablement d'affirmer le nombre des assemblées à ce stade. On peut sans doute estimer qu'à la fin de la première semaine de janvier leur nombre, avec de nombreuses disparités de fonctionnement et d'effectifs, se situait entre vingt et trente, dont les trois quarts dans la Capitale fédérale.

Le cacerolazo du 10 janvier

Avec toute la prudence due à son discrédit a priori, les fins équilibres de la composition du nouveau gouvernement, dirigé par Capitanich, accaparent les informateurs. Le 3 janvier, c'est la fin de la parité du peso avec le dollar, qui s'échange désormais officiellement à 1,4 peso. En instituant une taxe sur l'exportation de pétrole, le gouvernement envisage de faire payer une partie de cette dévaluation aux grandes entreprises occidentales qui avaient si bien profité de la privatisation. Il y a des queues de volontaires à l'émigration devant les ambassades d'Italie et d'Espagne. Si les pillages et la bataille de mai sont l'objet d'enquêtes rétrospectives spectaculaires, les cacerolazos, en particulier celui du 1er janvier, sont à peine évoqués, et les assemblées restent complètement occultées.

Cette disparition du mouvement s'amplifie dans l'information internationale, qui se contente de sélectionner certains aspects rapportés par l'information argentine. En Occident, on résume grossièrement les manœuvres pour former le nouveau gouvernement ; ensuite, la dévaluation du peso est présentée comme un tremblement de terre ; puis, la « crise argentine » est mise en scène comme une tragédie économique (chiale-chiale remplace la réflexion et le pathos se veut factuel, amer, fataliste). L'une des illustrations spectaculaires en est les queues devant les ambassades occidentales, alors que ce rush a été un périphénomène tout à fait mineur, outrageusement mis en scène pour prouver la « tragédie ». C'est un exemple typique de la façon de substituer le point de vue journalistique au point de vue de la négativité : les événements en Argentine ne sont un drame que pour la seule middleclass spectatrice. Il y a donc d'interminables comptes rendus sur la paupérisation *financière* de la classe moyenne : on établit par exemple à deux mille le nombre d'Argentins qui passent sous le seuil de pauvreté, chaque jour. La seule différence de fond entre information occidentale et information argentine porte sur les effets de la dévaluation sur les économies des petits épargnants, bloquées par le corralito. Celles-ci menacent d'être dévaluées d'autant que le peso (1,4 ne vaut plus que 1) et en Occident cette escroquerie n'est pas présentée comme un scandale parce que les journalistes occidentaux ont vite compris que si ce n'étaient pas leurs alter ego épargnants de la classe moyenne qui paieraient cette dévaluation, ce seraient les entreprises étrangères, qui avaient accaparé les privatisations et en avaient tiré des profits records, et que le gouvernement Duhalde voulait maintenant taxer. L'indignation des gouvernements espagnol et français, notamment, dans la défense des intérêts de leurs entreprises nationales sur le sol argentin, est étalée avec complaisance, comme si c'était là le nœud de ce qui se passe en Argentine – on se délecte quand Aznar, Premier ministre espagnol, téléphone cinq fois en deux jours à Duhalde pour intercéder en faveur des intérêts des entreprises espagnoles, en particulier la compagnie pétrolière Repsol. Entre une solidarité de classe moyenne et une solidarité nationale avec les grosses entreprises de leur pays, les journalistes ont, sans hésiter, choisi la seconde, fait significatif de l'époque : il est vrai qu'ils mangent dans la main de ces entreprises, eux et leur public, et non dans les assiettes en

plastique de cette classe moyenne à l'autre bout de la planète, dont l'effroyable sort, après tout, n'est peut-être pas immérité.

Mais nulle part et à aucun moment on ne trouve évoqué *l'enrichissement,* encore faible mais sans limite visible, de ces pauvres-là. A aucun moment ne sont cités ces Argentins de la classe moyenne, qui affirmaient préférer rester dans la misère financière parce qu'il s'était développé une solidarité sans pareille, parce qu'il y avait une expérience de la parole en cours, et que cette expérience était précisément tout ce qui manquait dans les Etats de destination, si riches en marchandises, et si pauvres en sens, en amis, en vie, en négatif, en casseroles, en débats publics non médiatisés. Le nombre des émigrants argentins n'a d'ailleurs jamais été communiqué, non parce qu'il était trop élevé, mais parce qu'il était ridicule. Ce que ne savent pas la plupart des pauvres engoncés dans la misère qu'est le quotidien, c'est que si on devait payer un passeport pour l'histoire par la ruine de toutes les ambitions quotidiennes construites pendant une ou plusieurs générations, la séduction de l'histoire l'emporterait sans peine pour l'écrasante majorité de ceux qui en voient soudain la lueur. C'est ce qui s'est passé en Argentine : bien plus attirés par ce qui se jouait aux carrefours des rues, ceux qui pouvaient partir sont restés. Le travail de l'information, quand elle accentuait avec une gravité hypocrite la volonté de fuir un pays sans argent, a seulement été d'empêcher le mouvement inverse, à savoir que l'Argentine ne devienne, au début de 2002, le pays d'immigration massive que deviendrait tout pays où la liberté de parole est soudainement pratiquée, à grande échelle, si un tel phénomène était connu.

Dans cette période d'ébullition, que l'information présente à son insu seulement comme elle se sent elle-même, serrant les fesses, la fiesta de décembre est encore toute proche : le 4 janvier à Mendoza, deux cents manifestants obtiennent une distribution de paniers alimentaires devant un supermarché ; le 7, dans la même ville, les fonctionnaires sans casquette réclament leurs paies et affrontent les fonctionnaires en képi, qui protègent les fonctionnaires à cravate qui ne veulent pas payer les fonctionnaires sans casquette ; le même jour a lieu le premier cacerolazo à Chaco, avec cinq mille manifestants ; l'usine Emfer – quel beau pléonasme – est délogée, mais les usines de fabrication de vêtements Brukman, dans la Capitale fédérale, dont les propriétaires ont fui le pays le 18 décembre, et l'usine de céramique Zanón, à Neuquén, restent occupées et autogérées, dernier rempart gauchiste avant la destruction ; ce même 7 janvier, les deux négociateurs piqueteros pressés et empressés, D'Elía et Alderete, qui avaient déjà réussi à se précipiter chez Rodríguez Saá, tentent de valider avec Duhalde les promesses du démagogue précédent ; et, en acceptant de dialoguer avec le nouveau représentant suprême des politiciens corrompus, c'est d'abord ce président et ces politiciens qu'ils valident. Le 9 janvier, une manifestation de deux cents taxis se termine par l'assaut de l'intendance de Córdoba, défendue victorieusement (11 blessés par balles) par l'ennemi.

Hors d'Argentine aussi des échos plus proches de la rue se font entendre. Côté trottoir on a, le 8 janvier, un « cacerolazo global », manifestation de la gauche péteuse, qui réunit simultanément cinq cents manifestants à Barcelone et cinq cents manifestants devant l'ambassade d'Espagne, pas pour immigrer ; et qui montre par là qu'un cacerolazo inoffensif et décoratif peut tout à fait s'insérer dans une société qui tolère qu'il y ait un ambassadeur d'Espagne auprès d'un président, qui n'est qu'un gros Grosso parmi les « que se vayan todos ». Et côté pavé on a, le 9 janvier, un cacerolazo à Asunción, capitale du Paraguay voisin, que les médias relatent surtout à travers la peur intense de la propagation du pillage qui ne semble pas avoir eu lieu, à moins qu'il n'ait été occulté. L'information dominante, qui a tout fait pour atténuer l'onde de choc du mouvement, au moins hors des frontières, ne sait pas comment traiter des événements similaires qui ont lieu dans les Etats limitrophes : est-ce que l'exemple serait passé à son insu ? ou bien est-ce qu'on peut oser dire qu'un cacerolazo à Asunción est une coïncidence sans rapport direct avec ceux qu'on tente d'étouffer à Buenos Aires ?

Le 8 janvier, la Cour suprême ratifie le corralito. Ce n'est pas la preuve que des juges courageux rendent des décisions impopulaires devant la colère de la rue, c'est le signe de la séparation complète dans laquelle vivent de tels corrompus, qui croient effectivement que le 28 décembre est oublié puisque le cacerolazo du 1er janvier a pu être occulté dans 'Clarín'. Dès le lendemain, 9 janvier, on peut entendre un « cacerolazo spontané » devant le domicile de l'un des juges de cette cour, et un appel à escrache d'Alberto Pierri, patron du groupe Clarín.

Le 10 janvier, à partir de 17 h 30, le vacarme du fer blanc, les chants et les rires retentissent devant le palais de justice, et dans de nombreux quartiers de la Capitale fédérale : Barrio Norte, Montserrat, Palermo, Belgrano, Caballito, Villa Crespo, Villa del Parque, Once, Boedo. Des associations d'avocats, des assemblées, des particuliers sur l'Internet ont appelé à ce nouveau cacerolazo contre corralito et Cour suprême. L'effronterie des juges et des politiciens à continuer leur gestion réprouvée ne saurait être tolérée par le souverain, qui va reprendre sa rue et sa place de Mai, pour rappeler à ses commis qui commande. Rapidement, d'autres quartiers animent ces flots déjà familiers qui convergent vers la Casa Rosada, et dont on peut suivre le fébrile mouvement sur Indymedia : Chacarita, Almagro, Villa Urquiza, Colegiales, Parque Saavedra se mettent en marche, avant 20 heures, quand il y a déjà cinquante mille personnes place de Mai. Trois mille à quatre mille autres moquent, invectivent et bombardent de projectiles pour rire la résidence présidentielle à Olivos. Plus au nord de l'agglomération, à San Isidro, on manifeste aussi.

Alors que sur Indymedia on sent cette vague monter tout au long de la soirée, avec une tension et une excitation festives, les médias officiels confirment leur attitude du premier de l'an : pas de micros-trottoirs, pas de suivi à la télévision, aucune information diffusée en direct, tout à fait en contraste avec l'empressement scoopesque des journées de manifestations de décembre. Même Crónica TV, qui se fait fort d'être toujours la première à griller ses concurrents dans le direct intempestif, est complètement absente. Et le lendemain, dans sa première édition, 'Clarín' réduit le cacerolazo, dont la clameur a troué la ville, à un fond de sauce de trois mille personnes, chiffre invraisemblable ; puis dans la seconde édition, ce premier quotidien du pays rectifie en concédant six mille manifestants, se démarquant là très légèrement du chiffre de la police, qui fait état de quarante à cinquante cacerolazos par groupe de vingt à trente (ce qui donnerait entre huit cents et mille cinq cents manifestants), pour prétendre que les cortèges sont restés divisés, contrairement à ce que rapportent des témoins directs sur Internet.

Une autre différence importante dans le récit des faits porte sur le comportement des manifestants : sur Indymedia, toute belle toute propre, la classe moyenne défile dans un cortège « particulièrement pacifique » en s'abrutissant du bruit des casseroles et du « que se vayan todos » qui s'éloigne de la réalité dans l'incantation ; dans 'Clarín', on annonce la destruction de 15 agences bancaires, de commerces, de restaurants, de confiseries, de mobilier urbain. Lorsque les affrontements ont lieu, place de Mai, dans une nouvelle madrugada aux accents déjà coutumiers, les médias officiels parlent d'« incidents avec des groupes marginaux ». Pillage et émeute sont la mauvaise conscience de la classe moyenne, le déclencheur de sa participation à la révolte que sur Indymedia elle tente de répudier, et sur 'Clarín' de diaboliser. Si 'Clarín' a rendu compte de la joyeuse violence d'un mouvement qui critique cette société, c'était seulement pour le discréditer auprès de l'immense et indolente majorité qui observait les cortèges de la nuit derrière les persiennes et les rideaux, oreille tendue et télévision allumée, et c'est pour le même public, cible idéalisée de toutes les publicités marchandes, que sur Indymedia on se défendait à tort, avec une bonne foi discutable, de ces mêmes violences, qui sont celles de la colère et du plaisir. Mais les madrugadas de la place de Mai atténuent ces séparations que la société économiste essaie de valider : là, les membres de la classe moyenne sont rejoints par des gueux, et parfois deviennent des gueux eux-mêmes, même si ce n'est que par intermittence. Le plaisir

du pillage et de la vengeance, le goût de l'affrontement avec l'Etat, si absents ou si complètement étouffés le 1er janvier, ont resurgi avec rage et puissance, ce 10 janvier.

Derrière l'occultation de 'Clarín' et la pacification d'Indymedia, la vérité du 1er janvier se trouve renforcée : le cacerolazo ne renverse plus les présidents. Le cacerolazo est devenu un rituel, et ses figures menaçantes deviennent des poses, comme les figures du carnaval. Il y a eu des pillages et des affrontements. Mais cette négativité simple n'est plus la première expression de l'explosion, elle est son écho lointain, son arrière-garde qui meurt déjà mais ne se rend pas encore. Le silence de l'information a eu au moins cet effet nocif contre le mouvement : il a empêché de constater ce signe de déclin, grave. Avec le rite du cacerolazo, qui répète dans la nostalgie les gestes de l'offensive d'hier, se révèle maintenant un conservatisme non critiqué, un acte défensif, qui ne se sait pas encore tel. La véritable euphorie du cacerolazo n'est plus dans sa réplique du 10 janvier, elle est déjà passée dans ce qui fonde les cacerolazos de décembre et qui éclot maintenant, les assemblées.

La première Interbarrial, le 13 janvier 2002

Le premier appel public pour une assemblée interbarriale date du 10 janvier. Sur Indymedia, il est signé de l'assemblée d'Almagro. Le 11, cette convocation est reprise par Raymond Po (acronyme d'un militant du PO), en ces termes, non dénués de solennité : « Le dimanche 13 janvier à 17 heures est convoquée depuis l'assemblée d'Almagro une assemblée interbarriale (c'est-à-dire où confluent tous les barrios dans lesquels il y a des assemblées) au mât du Parque Centenario. » D'autres individus reprennent cette convocation et, par bouche-à-oreille et e-mails privés, l'idée fait rapidement le tour de la ville.

Rien ne semble plus logique que la coordination des assemblées en pleine croissance. Une telle unification ne semble d'ailleurs pas, à l'époque, avoir provoqué de critiques audibles. Un tel acte, cependant, aurait dû rencontrer d'emblée d'autres réactions que le seul enthousiasme positiviste qui l'a entouré. L'enthousiasme ambiant, et un certain positivisme bon enfant, ont évité la mise en cause d'un tel projet, et la réflexion critique sur ses modalités, qui dépendent nécessairement de sa finalité.

En premier lieu, il a manqué de s'interroger sur la localisation de l'assemblée qui coordonne les autres. Il paraîtrait assez logique qu'une assemblée des assemblées se tienne dans un lieu suffisamment grand, suffisamment central, et suffisamment représentatif du mouvement dont il est l'expression. Le parc du Centenaire est suffisamment grand pour couvrir les effectifs totaux des assembléistes de cette première moitié de janvier 2002 ; il n'est pas véritablement central, cependant, ou plus exactement il est relativement central si on regarde un plan, mais non si on considère la carte des déplacements possibles : pour y venir, une grande partie des habitants des quartiers populaires et l'écrasante majorité des habitants de la banlieue doivent faire un détour par le centre-ville, où convergent les avenues et les transports publics ; enfin, sa représentativité du mouvement est très mauvaise : il n'a été le lieu d'aucun événement jusque-là, c'est un lieu de repos et d'agrément, fort éloigné de la fièvre du débat public et même du lieu très urbain qu'ont choisi la plupart des assemblées, le carrefour de rues. Le lieu idoine pour une Interbarrial, bien entendu, était la place de Mai, de taille suffisante, lieu de convergence par excellence de toute l'agglomération, lieu clé du mouvement depuis la bataille du 20 décembre et la première assemblée autoconvoquée du lendemain, lieu où l'assemblée des assemblées aurait siégé directement en face du lieu suprême de la pseudo-démocratie au pouvoir, le

palais présidentiel, et au vu du monde entier. Et, entre l'Etat et le mouvement des assemblées, il aurait été difficile de se tolérer longtemps dans le même quadrilatère sans s'expliquer. Il faut donc s'interroger sur la raison du choix d'un lieu si écarté, si confidentiel que le parc du Centenaire. La cause paraît en dessous de toute réflexion : c'est que l'assemblée d'Almagro, qui y a appelé, se tenait elle-même à quatre cents mètres de ce parc du Centenaire, qui est lui-même à six kilomètres de la place de Mai. Il semble donc que c'est par facilité et proximité que ce lieu a été proposé, et par irréflexion qu'il a été admis.

Des questions plus graves ont mis en doute une assemblée interbarriale. C'est d'abord la création d'un niveau hiérarchique particulier, d'une centralisation. Les assemblées étaient d'emblée une critique de la tradition politique depuis la révolution française, y compris de la forme traditionnelle d'organisation, fortement centralisée et hiérarchisée, des partis léninistes. Il n'était donc pas évident que l'unité des assemblées doive se manifester par une assemblée particulière, dont les prérogatives seraient nécessairement différentes de celles des assemblées de carrefour de rues. Dès janvier 2002, le modèle de l'Internet, le réseau, était proposé comme modèle non centralisé, non hiérarchisé pour fédérer les assemblées. Cette vision d'un lien informel entre assemblées, à la manière des liens informels entre individus générés par les téléphones portables et l'Internet, avait l'avantage de laisser libre chaque assemblée de son rapport avec toutes les autres. Cette alternative imitait les rapports relâchés entre individus de la middleclass, qui se lient dans le cadre des loisirs, sans engagement ni responsabilités réciproques. Il s'agit bien ici de conserver des velléités, d'éviter des conflits, de pouvoir toujours s'échapper, et de l'illusion de pouvoir toujours construire des actions ou manifestations communes. C'est là une vision qui perpétue la situation dans laquelle elle se développe : le réseau n'est pas amené à être dépassé, suffit à ceux qui sont là, et s'accommode de l'organisation sociale qui l'a permis. Cette organisation est sans doute un rejet de la hiérarchie, mais aussi de la maîtrise et du contrôle, qui sont les qualités dont la hiérarchie n'est qu'une forme, celle qui s'obtient en déniant la parole à la majorité : dans le réseau, l'égalité se fait au prix de la perte de vue de l'ensemble, il y a perte même de la perception de la totalité, ou plus exactement, il y a résignation à ce que la totalité – ici le réseau – échappe complètement à chacun ; il y a un refus de la hiérarchie, mais une abdication du contrôle. Avec l'idée du fonctionnement des assemblées en réseau, il y aurait eu d'abord un modernisme antihistorique, une middleclassisation des assemblées, une récupération des assemblées dans la société de l'Internet, qui reste incritiquée.

Un autre point de fonctionnement qui a soulevé une certaine perplexité a été le mode de délégation à cette première Interbarrial. Même si le bouche-à-oreille avait probablement lancé la préparation avant sa première annonce publique le 10 janvier, c'est seulement cette annonce publique qui pouvait permettre aux assemblées d'y envoyer des délégués avec des mandats précis. Le 10 étant un jeudi, toutes les assemblées se tenant les trois premiers jours de la semaine n'ont donc pas pu débattre, en connaissance de cause, de cette Interbarrial du dimanche suivant. Il y a donc eu des délégations au moins douteuses en terme de légitimité. De même, la plupart des participants n'étaient pas des délégués, et ne participaient peut-être pas, ou pas encore, à des assemblées vécinales, puisque la mi-janvier semble avoir été le moment de leur expansion maximale. Enfin, comme en témoigne le compte rendu de cette première Interbarrial, d'autres organisations que des assemblées se sont exprimées au cours de l'assemblée, à égalité avec les assemblées, ce qui a été beaucoup plus discutable que discuté.

Il faut cependant être un bien pédant puriste pour ne pas comprendre que ce qui peut, à l'analyse, apparaître comme des irrégularités nocives était, dans l'irréversible du moment, un effet de l'enthousiasme et de l'expérimentation. Les formes que s'est données cette réunion ont été sans doute maladroites, et justement cette maladresse montre combien peu elle procède d'une préméditation, ou même d'une réflexion. Mais l'effet du fait accompli a joué à plein : la répétition de l'Interbarrial

s'est faite dans les mêmes formes, au même lieu, et le mode de délégation seul a été plus tard discuté, avec des arguments qui ont été dérisoires par rapport à l'enjeu.

Le 13 janvier est donc l'expression de l'élan des assemblées en pleine prolifération, leur tentative de se reconnaître et de s'associer. Les délégués de vingt assemblées ont pris la parole, ainsi que des délégués motoqueros, jubilados (retraités) et d'un syndicat ; mais point de piqueteros, et absence ou présence banalisée de la police. Mille cinq cents personnes auraient participé à la première Interbarrial. La principale motion qui en est sortie était l'appel à un cacerolazo devant la Cour suprême le jeudi 17. Ensuite, chacune des délégations a présenté les motions probablement significatives prises pendant la semaine écoulée, dont celles qui ont été le plus répétées étaient le refus de payer la dette de l'Argentine, des appels à une Constituante, des demandes de démission de la Cour suprême, mais aussi « que les retraités ne passent plus autant d'heures dans les queues devant les banques » (Gisela, neuf ans, « voisine » de Saavedra), des escraches à tous les politiciens, « escracher toutes les banques et les deux CGT », « aller au-delà de la révocation du corralito », « promouvoir les commissions pour que les assemblées puissent prendre en charge d'autres tâches », « que les assemblées élisent des représentants pour un temps limité et avec des mandats révocables, pour éviter de répéter les vieilles erreurs » et « boycotter et dénoncer les médias qui occultent ou qui déforment l'information ». Enfin, l'assemblée s'est dissoute, en appelant à se réunir au même lieu et à la même heure la semaine suivante.

Floraison

L'information dominante, qui a étouffé et minimisé les cacerolazos du 1er et du 10 janvier, tait complètement l'Interbarrial du 13 janvier. Cet événement participe maintenant d'un foisonnement grandissant d'activités libérées de la publicité officielle, même s'ils sont souvent, de ce fait, surestimés par l'information alternative. Ce désarroi médiatique qui n'arrive ni à rendre compte des faits ni à analyser leur bourgeonnement est le reflet indécis d'un mouvement qui grandit et change, sans véritablement se savoir, et introduit la prise de parole la plus étonnante depuis Téhéran vingt ans plus tôt dans une cacophonie d'actions souvent archaïques avec les méthodes propres des époques précédentes, dont la faillite avait été vérifiée.

Ainsi, dans chaque province, la révolte se poursuit selon son propre rythme, parfois seulement en écho rallié aux chocs sourds de la capitale. A Tartagal, les chômeurs qui étaient à l'origine du mouvement piquetero continuent à réclamer des emplois, et c'est leur assemblée qui le 11 janvier cesse une grève de la faim inutile, au milieu d'un indigne campement de misère, devant l'intendance de la ville. A Córdoba, le même jour, il y aurait entre mille cinq cents et quatre mille manifestants contre l'intendant Kammerath, le tout se terminant sous les balles de gomme avec 30 blessés. Et à Neuquén, un piquet de chômeurs est également délogé sans ménagement.

Le 14, 'Clarín' accorde par contre une large place à un événement dont l'écho dans Indymedia est plutôt discret et douloureux. De cinq cents ('Clarín') à un millier de chômeurs (Indymedia) encadrés par l'organisation piquetero CCC viennent au marché central de Buenos Aires et réclament entre vingt, cinquante (Indymedia) ou cent ('Clarín') kilos de nourriture à chaque commerçant. Les commerçants sont apparemment d'accord, mais au moment de collecter cette taxe, soit la base des chômeurs désavoue ses dirigeants négociateurs, soit ceux-ci s'aperçoivent de la timidité relative de leur exigence et doublent soudain l'exigence à deux cents kilos ('Clarín') par commerçant. C'est

alors que deux mille livreurs journaliers, qui sont les plus misérables et les plus exploités des salariés du marché, attaquent les intrus chômeurs, et après une courte et vive bataille les mettent en déroute. Qui pendant cette journée a pillé le hangar à poisson ? Des non-CCC, d'après Indymedia. Au final de cette bataille picrocholine, ce qui est certainement le plus drôle est la satisfaction péniblement contenue des médias traditionnels devant ce nouvel épisode de la « guerre des pauvres », qui se termine en effet par la défaite de la partie qui leur est idéologiquement le plus hostile. C'est dans les pontifiantes déclarations gouvernementales, comme si le gouvernement avait ici son mot à dire, que se lit cette joie sotte et courte : « non disposé à tolérer qu'on attaque les institutions, ni qu'on attaque la propriété privée », dit la nouvelle junte de gestion, moins d'un mois après une vague de pillage massive depuis laquelle aucune institution n'est plus respectée, tout comme : « On ne peut pas gouverner au rythme des casseroles. » De toute évidence.

Mais le vaste monde prend part à cette diversité de petits faits et contribue à complexifier sa lisibilité. Le 14 janvier, toujours, sur Indymedia, on apprend qu'il y aurait eu un « cacerolazo » de cinq mille manifestants à Cochabamba. Cochabamba est dans le nord de la Bolivie, et ceux qui protestent là-bas, en utilisant le même moyen de protestation que les Porteños qui le croient nouveau, sont des paysans et des ouvriers de la coca, indignés d'une loi inspirée par les Etats-Unis pour diminuer la culture de cette plante de base de la cocaïne. En France, le 16 janvier, un média traditionnel, 'Libération', évoque pour la première fois les assemblées en Argentine – donc avant 'Clarín' – par l'intermédiaire de Diana Quatrocchi-Woisson, qui dirige au CNRS un « Observatoire de l'Argentine contemporaine » opportunément « lancé » en octobre 2001 : « Aujourd'hui, le noyau d'une future force me paraît se trouver dans la formidable mobilisation populaire à laquelle nous assistons. Après les manifestations se tiennent régulièrement des "assemblées de rue", d'où émergent ce qu'on appelle en Argentine des "facilitateurs", des gens qui aux carrefours donnent la parole de façon chronométrée (une minute par personne !) et encouragent des discussions d'une richesse inouïe. Une pratique, semble-t-il, issue de la thérapie de groupe, ce qui dans un pays aussi psychanalysé ne m'étonne pas ! » On voit selon quels poncifs s'écoulent les logorrhées pour une Quatrochié : la mise en vedette totalement hors de propos du « facilitateur » qui « émerge » est ici la recherche du chef, de l'animateur, celui qui se différencierait hiérarchiquement et qui disposerait du temps de parole des autres ; et le lien de cette pratique avec la « thérapie de groupe » si vivace dans un « pays psychanalysé » montre quelle richesse espèrent les observateurs CRS sans haine d'un mouvement dont ils n'ont que les premières bribes d'impression : quelque chose qui ne dépasse pas leur propre misère, où des psys pourraient « encourager » des discussions d'une richesse inouïe, au tarif d'une minute par temps de parole.

Dans l'Interior aussi la diversité rit de l'unité. Pour la seule journée du 15 janvier on rapporte une manifestation pour recouvrir les salaires municipaux à Salta ; une grève dans la santé publique, contre la pénurie de médicaments, à La Rioja ; des piquets de route et des destructions de distributeurs de billets de banque à La Plata ; une nouvelle manifestation à Córdoba ; huit coupures de route encadrées par la CCC à Jujuy et, à San Salvador de Jujuy, une manifestation d'un millier de fonctionnaires qui détruit deux succursales bancaires et les distributeurs automatiques de deux autres agences. Mais c'est surtout le sud de la province de Santa Fe où ont lieu, d'après 'Clarín', des manifestations dans quarante localités ; et là, c'est la petite ville de Casilda, à cinquante kilomètres de Rosario, qui a été l'épicentre de la journée : après une manifestation convoquée par le « Centre des entreprises », sept à huit mille personnes se sont soudain mises à détruire cinq agences bancaires, plusieurs administrations, le tout aboutissant à de violents affrontements avec la police. Le lendemain, 16 janvier, à La Quiaca, qui est une ville frontière avec la Bolivie, la colère et la fin du

respect sont représentées doublement : une fois par une mise en scène fausse et mièvre, dans la crucifixion symbolique d'une centaine de personnes, où le malheur des pauvres est représenté en validant sans critique le symbole du martyre chrétien dans un spectacle qui se veut drôle, à moins qu'il ne soit issu de la thérapie de groupe ; et une fois par l'attaque et la destruction de la mairie et des escraches sur des maisons de fonctionnaires, qu'on estime trop bien payés, et qui sont véritablement drôles, à défaut d'être déjà d'une richesse inouïe, en attendant la minute de temps de parole.

Le 17 janvier a lieu un nouveau cacerolazo, qui n'est plus que l'ombre de ceux qui avaient renversé les présidents en décembre, à l'appel d'organisations d'avocats, mais aussi, comme on l'a vu, de l'Interbarrial. Les quelques milliers de manifestants (on compte souvent la mobilisation par cuadras, qui sont des pâtés de maisons ; ici on annonce cinq cuadras) resteront complètement ignorés par les médias le lendemain, au même titre que les quelques centaines d'entre eux qui, pour prouver joyeusement le sérieux de la journée, sont allés escracher le juge suprême Nazareno à son domicile, et les quelque deux cents qui se sont retrouvés fort tard devant le Congrès.

Le 18 janvier mérite mieux le détour : dans le Microcentro, une manifestation de cinq cuadras balance ses bouteilles incendiaires sur les banques ; grande manifestation, puis escrache spontané à Rosario pour protester contre la remise en liberté d'un flic qui a tué un jeune le 19 décembre ; à Córdoba, selon 'le Monde', « une manifestation de chefs d'entreprise et de commerçants réclamant une réduction des dépenses de la municipalité a dégénéré en émeutes, vendredi, faisant des dizaines de blessés » ; à Río Cuarto, dans la province de Córdoba, un cacerolazo se termine par la destruction de trois agences bancaires et de plusieurs domiciles de dignitaires du parti péroniste ; cacerolazos à San Juan, Formosa et Gualegaychú ; à Santiago del Estero, trois cents ouvriers et employés ont moins de réussite que les auteurs du Santiaguenazo, huit ans plus tôt, puisque leur attaque sur la municipalité est repoussée, non sans qu'un ex-responsable des services antiterroristes attrapé ne soit baffé d'importance, en public ; huitième jour de manifestation permanente devant la mairie de Tartagal ; à Neuquén, quatre mille manifestants réclament la libération de syndicalistes emprisonnés ; et coupures de route à La Plata, Ensenada, Berazategui et Quilmes, dans l'agglomération de Buenos Aires ; dans le centre, quatre cents commerçants manifestent devant la Banque centrale : allez-vous en ! Et comment savoir si ce n'est pas cette activité diffuse qui encourage la recrudescence des révoltes ailleurs en Amérique latine, ce même 18 janvier ? Dans la province de San Ignacio au Pérou, 35 morts dans des affrontements entre police et indigènes qui venaient d'expulser des colons ; affrontements entre étudiants et police à Quito, Guayaquil et Cuenca, en Equateur ; et 7 morts à Sacaba, en Bolivie : 4 policiers, 3 cocaleros.

Les assemblées pourvoient énergiquement à ces mobilisations aussi nombreuses que faibles, et les inconvénients de cette pluralité commencent d'ailleurs à y être débattus. Chaque assemblée, en effet, lance plusieurs convocations par semaine, quelques-unes de son propre chef, quelques autres par solidarité avec des convocations extérieures. La multiplicité d'actions à peu près similaires partout (du 19 décembre 2001 à mi-février 2002, il y aurait eu cinq cent trois manifestations recensées vers la place de Mai et la place des Deux-Congrès, c'est-à-dire une moyenne de plus de neuf par jour !), mais avec souvent peu de participants, commence à transmettre une sensation d'ébullition permanente, non contrôlable et qui épuise sans aboutir. Tenus à des discours structurés, les médias traditionnels sont beaucoup plus embarrassés que les nouveaux médias informes de l'Internet pour rendre compte de cette singulière anarchie. Le nombre d'événements qu'ils peuvent rapporter se limite en théorie au nombre possible de leurs envoyés, qui est très inférieur aux différentes mobilisations. Leur maladroite hostilité à cette situation apparaît encore grossie comme une volonté

de dissimulation, lorsqu'ils occultent, et comme une tentative de fausser les faits, lorsqu'ils en grossissent certains au détriment d'autres ou tout simplement lorsqu'ils quatrochient la woisson du jour, c'est-à-dire lorsqu'ils surestiment visiblement une source d'information qui vient alors butter sur l'expérience de ceux qui l'ont vécue différemment, et qui le signalent, non sans amertume, sur l'Internet.

Et lorsque les deux grands clubs de football rivaux de la capitale, Boca Juniors et River Plate, doivent se rencontrer à Mar del Plata, leurs hinchas, en route, se retrouvent à soixante kilomètres au sud de Buenos Aires pour une baston mémorable, le 19 janvier. Alors même qu'on est dans un moment où partout c'est la recherche du débat qui est en cours, le hooliganisme ordinaire gagne en éclairage négatif ; de même, le 21, il est pour le moins hâtif de ranger dans la rubrique du banditisme la prise du commissariat de Los Cardos, à cent kilomètres au nord de Casilda, par un commando de six à huit personnes, surtout en sachant que ce vol d'armes a été suivi par l'attaque d'une banque. En effet, lorsque les ultras des grandes confréries footballistiques se battent, dans le contexte de la prise de parole à tous les coins de rue, ils se livrent surtout à une forme particulière de cette dispute générale ; et les attaques de banque pour s'emparer de l'argent réalisent seulement, ces jours-ci, une des vérités contenues dans les multiples destructions de banques par des manifestants furieux. Ou plus exactement : le hooliganisme et la délinquance apparaissent, au milieu de l'effervescence générale, comme le même discours de la critique de ce qui est là, seulement débarrassé des contraintes morales qui freinent si puissamment la middleclass ; quand on discute, on peut échanger des coups, comme aux meilleures heures de l'insurrection du 20 décembre, quand on s'attaque à l'Etat et à la marchandise, on peut voler, comme aux meilleures heures du grand pillage du 19 décembre.

Dans l'éclatement des manifestations, alors que les assemblées continuent de pousser comme des champignons, il y a aussi un éclatement du sujet de cette étrange révolte. Il y a des manifestations de petits épargnants et des manifestations de retraités ; il y a cette triste tradition de l'autogestion, où le salariat continue sans patrons dans certaines usines occupées ; il y a des escraches qui interdisent pratiquement à tous ceux qui ont un passé de politicien public de sortir dans la rue (le 23, cinquante nervis d'une des CGT s'en prennent à cent vecinos du parc Lezama ; ce fait d'armes se termine en « cacerolito » à Barracas, et en escrache devant le domicile du chef de cette CGT dissidente, Moyano) ; il y a des revendications alimentaires, et le commerce est sur les dents ; il y a des manifestations de fonctionnaires qui réclament leurs paies ; il y a des chômeurs qui veulent du travail, de l'argent, de la nourriture ; il y a des assemblées qui veulent comprendre, savoir, dire, entendre ; même les organisations piqueteros voient la pénible chape de classe avec un prolétariat comme sujet, qu'ils ont tenté d'imposer aux gueux depuis Cutral-Có et Tartagal, se fissurer et se diluer : le 23 janvier, leur grande journée de mobilisation surnage à peine dans la visibilité prudente que lui donne l'information dominante. Pourtant, le Grand Buenos Aires s'est transformé en forêt de piquets : La Matanza, pont de la Noria, pont Pueyrredón, E. Guttieréz, Billinghurst, Almirante Brown, Esteban Echeverría et deux coupures de route à La Plata ; et l'Interior, pas feignant, a contribué : Mar del Plata, Corrientes, Villa Constitución, Catamarca.

Du cacerolazo, dont la dangerosité intrinsèque s'est définitivement noyée dans l'inflation et l'émiettement que consacre le terme de cacerolito, il y a des variantes hétérogènes tous les jours, si bien que pour ne tenter que de se rapprocher des cacerolazos décisifs qui font tout l'intérêt de ce type de manifestation, l'Interbarrial du 20 janvier sera même obligée d'appeler à un cacerolazo « national », renforcement nécessaire d'une appellation qui a perdu en pile un mois tout son tranchant. Le « national », d'ailleurs, montre qu'on préfère conserver à cette manifestation sa grandeur archaïque et sa solennité compassée plutôt que de souligner ce qu'elle avait d'éminemment historique, donc de novateur, et qui seul peut permettre grandeur et solennité : sa négativité, turbulente et pétillante, soudée à la plus

étonnante connivence d'intention et d'opinion qui commence à s'ébruiter dans une immense tournée de palabres.

Et c'est bien là où s'est déplacé le centre de gravité que se réfléchit cette expansion anarchique. Il suffit de parcourir les résolutions que publie, le 19 janvier, l'assemblée d'Almagro pour se rendre compte de l'impression d'urgence qui accompagne cette explosion où il est encore trop tôt pour un inventaire des contradictions, et où on peut donc lire, entre autres : assemblée permanente ; nationalisation des médias ; commencer à penser un programme minimum ; ne pas unifier les assemblées sans les faire proliférer. Et au chapitre des résolutions concrètes : aller tous les mercredis place de Mai pendant deux heures, à tour de rôle, pour qu'elle reste à ceux qui l'ont prise ; utiliser une méthodologie de l'escrache avec les commerçants du quartier ; organiser une grève avec les piqueteros et avec cacerolazo ; assemblée permanente pour les droits sociaux et économiques comme forme de représentation du peuple ; envoyer des délégués à l'assemblée piquetero ; organiser un festival.

Mais même l'assemblée interbarriale est touchée par le phénomène de la dispersion : non seulement la deuxième Interbarrial elle-même encourage des mobilisations saupoudrées entre le parc du Centenaire et la place de Mai, et à travers tous les instants de la semaine qui sépare cette deuxième Interbarrial de la suivante, le dimanche suivant : ses résolutions appellent le mardi 22 à un cacerolazo contre les lois des faillites et du budget et contre le FMI, le mercredi 23 à un cacerolazo contre les médias, le jeudi 24 à un cacerolazo contre la « Cour suprême d'injustice », le vendredi 25 à un cacerolazo « massif » ; et à des cacerolazos contre les banques, jours à fixer à la discrétion de chaque quartier, donc plusieurs cacerolazos par jour. Mais ce dimanche 20 janvier, au moment où cette deuxième Interbarrial réunit deux mille personnes au parc du Centenaire, une autre assemblée interbarriale se réunit à Olivos, ayant au moins choisi en face du palais présidentiel un lieu plus offensif, avec trois assemblées, deux cent cinquante participants dont soixante-cinq orateurs. Cette assemblée d'Olivos ne reconnaît dans celle du parc du Centenaire que l'Interbarrial de la Capitale fédérale, alors qu'elle-même affirme sa vocation à devenir l'Interbarrial du nord du Grand Buenos Aires. Invités ensuite à venir au parc du Centenaire, et à déplacer leur assemblée à une heure qui permette d'assister aux deux assemblées, les participants de l'Interbarrial d'Olivos refuseront arguant que s'ils allaient dans une autre Interbarrial que la leur, ce serait l'Interbarrial nationale. Une troisième Interbarrial semble s'être tenue le 21 janvier à La Matanza, réunissant cinq assemblées barriales et sept cents personnes. Le PO prétendra que cette assemblée ayant voté une déclaration du PO, elle se serait incorporée au PO ! Et d'autres groupes gauchistes, concurrents de ce PO, auraient critiqué avec véhémence cette prise de pouvoir. Qu'une telle manœuvre ait été inventée ou létale, on n'a plus entendu parler de l'Interbarrial de l'ouest, à La Matanza. Une autre étoile filante de ce quadrillage de la conurbación, au sud, semble avoir été une tout aussi éphémère Interbarrial à Avellaneda.

Lorsqu'un mouvement s'étend de la sorte, sa faiblesse est dans le manque de cohésion et dans les multiples petites conservations et institutionnalisations qui s'installent. En Argentine, un mois après l'insurrection, cette hétérogénéité n'apparaissait que sous la vigueur d'une croissance pour laquelle tous les habits institutionnels étaient devenus trop étroits. Il est assez admirable de voir une critique de la société croître tout autant en superficie qu'en profondeur. Car le mouvement qui va du cacerolazo à l'assemblée est à la fois occupation géographique et progression vers l'origine de la révolte, transformation de la puissante lave avant le moment critique, si difficile à discerner dans le cours de l'action, où l'ébullition atteint ses limites. Il est plus à propos maintenant de critiquer que de louer cette expérience admirable si on veut bien se rappeler, à rebours de l'opinion dominante, que la critique est la meilleure louange : l'insatisfaction qui nous pousse refuse qu'on applaudisse

les troubles de la parole et, loin de se réjouir de la chaleur toute proche de l'assemblée générale des humains, en dénonce la distance restante en commençant par montrer où la critique aura été trop courte et où les complaisances auront été trop longues.

B – Mutation dans l'information dominante

L'information dominante traditionnelle

Lors des 19 et 20 décembre, l'information avait déjà disposé ses spots d'une manière sélective : éclairage cru sur le pillage du 18 au 19 décembre, mise en silhouette du cacerolazo du 19 au 20 ; fort éclairage sur la bataille de la place de Mai, le 20, effacement quasi complet du cacerolazo du 20 au 21. La réticence à parler de la nuit avait trouvé sa justification dans le détail du jour. Ceux qui ont participé à ces journées ne se sont pas exprimés sur les comptes rendus de l'information mais ceux qui ont participé aux nuits n'ont pas reconnu leur action et encore moins sa persistance dans les jours qui ont suivi. Il en est déjà question lors de l'assemblée du 28 décembre à Rosario : « Se criticó también a los medios locales por ocultar las protestas que se realizan en la ciudad de Rosario. Se propuso realizar una próxima Asamblea en la puerta de un canal de televisión. »

Le 28 décembre, l'information était au milieu des casseroles parce qu'il n'y avait pas d'autres fronts qui auraient pu justifier qu'elle soit accaparée ailleurs, comme un grand pillage ou une émeute diurne. Qu'est-ce qu'elle a montré ? Deux flics lynchés. Résultat : 3 morts à Floresta parce qu'ils riaient de cette vengeance contre les défenseurs de l'Etat, vue à la télévision. Cet effet catastrophique mis à part, l'œil télévisé interne de l'information est resté tout aussi incapable de raconter le troisième cacerolazo que les deux premiers. Rien, en tout cas, qui permette d'identifier l'ampleur de l'insurrection, aucun accès à son discours naissant, où la fougue était encore gainée de longs filets idéologiques. En décembre, l'information s'est comportée comme un chien dans un jeu de quilles, irresponsable et qui, de l'événement, ne comprend ni la gravité, ni le sens, ni les dangers. Le 1er janvier, par contre, l'information a changé d'attitude, elle n'est pas venue. Elle a délibérément tu la manifestation, les manifestations. Pas de micros-trottoirs, pas de récit, pas de rapport. L'occultation a été brillamment confirmée le 10 janvier. Seul mensonge délibéré, mais il est important : le nombre des manifestants, ridiculement minimisé. Il n'y a plus de doute possible devant une attitude aussi tranchée et aussi partagée par tous les médias : il y a *consigne.*

D'où est venue la consigne ? Peu importe. La lutte contre le cacerolazo par le silence était, en apparence, dans l'intérêt de tous les pouvoirs, parce que le cacerolazo avait fait la preuve non seulement de pouvoir faire tomber les présidents, mais de les avoir fait tomber à coup sûr. Il est impossible de vérifier dans quelle mesure le silence des médias dans et après les cacerolazos de janvier a sauvé son poste à Duhalde, mais ce silence y a au moins contribué. Selon le cui prodest apparent, il est probable que l'Etat ait participé de la réflexion sur cette censure, qui est plutôt, dans les faits, une autocensure.

En regardant de plus près, l'information dominante, elle, n'avait aucun intérêt à ce silence si suspect. D'abord, l'information dominante est un secteur d'activité marchand. Si l'information dominante dans le monde entier a soutenu la plupart des révoltes des quinze dernières années, c'est

parce que la révolte est toujours un sujet porteur chez les pauvres qui constituent son public. Il y a une féroce concurrence entre les médias, en cas de révolte, et le fait que tous les médias s'abstiennent est non seulement contraire aux lois de la concurrence, mais un manque à gagner pour chaque média. Au moment où les rues du pays retentissent d'un seul slogan qui exige que tous les politiciens s'en aillent, ce n'est pas en détaillant leurs mesures et leurs arrière-pensées qu'on fait du chiffre. C'est en se faisant l'écho du phénomène de rejet politicien que les médias peuvent convaincre leur auditoire, d'autant que cette clientèle est précisément acteur audible de ce phénomène. Que l'information argentine renonce à mettre en scène son propre public est donc un véritable sacrifice, qui a dû être pesé.

Ensuite, depuis treize ans, l'information avait pris le relais des oppositions défaillantes, face aux révoltes incontrôlées. C'est elle qui impose les buts et les thèmes, parfois même, dans un second temps, les méthodes des révoltes commencées de manière sauvage, ou tout au moins, c'est ce qu'elle tente de faire, depuis la Chine et la Roumanie en 1989. Comme dans le célèbre binôme de l'interrogatoire policier, là où l'Etat joue le rôle du méchant, l'information joue le rôle de la persuasion. Là où l'Etat représente la répression, l'information représente la récupération. Là où, depuis 1989, l'Etat représente la conservation du vieux monde, l'information représente la réforme de la middleclass, l'illusion d'un monde qui change. C'est donc une position anachronique que les journaux, radios et télévisions argentines semblent avoir choisie face au mouvement de la classe moyenne, qu'il était si propice de transformer en un moderniste mouvement middleclass.

La puissance illimitée et inconsciente de l'information occidentale, cependant, n'est plus ce qu'elle était pendant la vague d'assaut contre la société entre 1988 et 1993, quand cette information était devenue le rempart central de cette société. Ou plus exactement : les rapports dans le parti ennemi – entre information et Etat, et à l'intérieur même de l'information – ont changé. Les Etats d'abord, qui paraissaient impuissants face au monopole de la parole de l'information, ont trouvé une situation où l'information se soumet entièrement à leur discours : la guerre. Le gouvernement américain, en premier, a compris cette nouvelle possibilité de dicter sa parole aux médias, lui qui avec le Watergate avait, le premier, essuyé à ses dépens l'autonomie et la puissance des médias depuis que la télévision est devenue le média le plus important. Les guerres de l'Etat sont encore plus rentables, pour l'information, que les révoltes, qui sont toujours si dangereuses à manier. En Irak, au Kosovo, en Afghanistan, l'Etat américain a construit des guerres où il s'est vérifié que l'information dépendait entièrement de l'Etat. Avec le 11 septembre 2001, l'Etat américain a pu programmer une série de guerres, qui sont une série d'étranglements de l'information programmés à l'avance, et pour son profit marchand. La tendance, dans le couple Etat-information, est donc à rendre la main à l'Etat qui, par la guerre, achète l'information. Il est bien possible que Duhalde, dans ses négociations pour prendre la présidence ait joué, avec les responsables des principaux groupes de presse, sur cette forme néoconservatrice de la modernité.

D'autre part, entre 1989 en Chine et 1998 en Indonésie, l'information dominante soutenait certainement les révoltes, mais la plupart de ces révoltes étaient dirigées contre des dictatures. L'information qui soutenait la révolte était donc l'information occidentale dans le monde, et pas nécessairement celle de l'Etat où avait lieu la révolte, où seule une tête de pont locale, des sortes de supplétifs de l'information mondiale œuvraient dans le même sens. Or pour l'Argentine, qui est une pseudo-démocratie occidentale, parlementaire comme la plupart des Etats occidentaux, le silence de l'information locale sur les cacerolazos et les assemblées n'a pas été contredit par l'information occidentale dans le monde, mais entièrement repris tel quel : l'information occidentale a parlé exactement de la même chose, dans les mêmes termes que les grands médias argentins. Lorsqu'il y a eu consigne de ne pas parler des cacerolazos, l'information occidentale n'a pas davantage rendu

compte, pour les récupérer, de ces événements, elle ne s'est même pas étonnée de ce silence éloquent : elle s'est entièrement alignée sur la décision endossée par les informateurs de Buenos Aires. C'est que les médias qui poussaient si fort il y a dix ans ont vieilli. Rien de tel qu'une révolte pour mettre à la lumière ces fatigues des partis ennemis. Les grands médias, presse et télévision en particulier, ne sont plus à l'écoute du monde pour le déformer à leur idée, leur contrôle sur ce qui se passe et se dit a été si complet en temps de paix sociale que lorsque la révolte, qui était leur fonds de commerce et de pouvoir, réapparaît, ils ne peuvent plus s'y adapter de nouveau et préfèrent la répudier, l'ignorer, la taire. L'information dominante a perdu, en dix ans, l'humilité qui consistait dans la perception aiguë d'un extérieur qu'il fallait ramener dans sa façon de voir ; avec la révolte en Argentine on voit les mêmes médias qui travaillaient si dur à écouter, infiltrer, traduire un discours de révolte en discours de réforme se comporter aujourd'hui comme si ce n'était plus nécessaire, en autistes qui pensent que la validité de leur discours est universellement acquise. C'est ainsi que les réformateurs deviennent des conservateurs : usés, bedonnants, moins vifs d'esprit, plus sûrs d'eux, plus satisfaits, du hasardeux corps-à-corps avec la nouveauté et le négatif du terrain ils se sont laissés glisser vers le confort du recul, où les abstractions et les généralités soumettent les faits d'avance sans jamais plus se confronter aux troublantes aspérités de la réalité.

Mais le principe même de l'information dominante n'est pas tributaire des médias qui ont révélé l'information dominante comme étant le parti de la communication infinie. Aussi, en Argentine, l'information dominante a continué de jouer le rôle de la persuasion, de la récupération, de la réforme, mais tout simplement sur un autre média, nouveau, jeune, plein de ces troublantes aspérités qui avaient disparu des journaux et des télévisions, l'Internet. Le mouvement de révolte en Argentine a été le terrain d'une scission spectaculaire de l'information dominante, qui a donc bien joué le même rôle que dans les révoltes entre 1988 et 1998, mais renforcée par le trompe-l'œil d'une scission spectaculaire. Il fallait, sans doute, une information divisée, une dispute sur l'information mais dans l'information, pour contenir la grande révolte commencée en décembre 2001. Mais c'est seulement dans le parti de la révolte, qui reste pour les gestionnaires celui des « consommateurs » ou des « électeurs », que les médias ont été divisés. Car, hors d'Argentine et même chez les gestionnaires, cette division des médias n'a pas seulement paru.

L'Internet et Indymedia

Si on pouvait comparer les courbes de fréquentation de l'Internet dans les Etats du monde, on verrait sans doute que par rapport à la courbe moyenne en ascendance régulière partout, celle qui correspond à l'Argentine fait un bond au moment de la révolte. La désertion des médias traditionnels est la raison principale : puisque les journaux et la télévision ne couvrent pas les événements auxquels ils ont participé, les révoltés argentins sont allés voir là où ils trouvaient la trace de leur passage dans l'histoire, c'est-à-dire sur l'Internet. Une seconde raison significative est dans l'ouverture que représente l'Internet. L'accès à l'expression y est beaucoup moins compliqué que dans les médias traditionnels. Si bien que dans un mouvement où tant d'individus cantonnés dans le silence de mort de la survie constataient qu'ils pouvaient s'exprimer, un média aussi ouvert que l'Internet correspondait à cette confiance retrouvée, à ce défoulement de la parole dont le besoin est si partagé, à cette illusion du discours public et même de la communication généralisée, dont les assemblées étaient aussi une forme d'expression.

Les différences entre assemblée et Internet, en tant que support d'expression des pauvres, en effet, n'ont pas été clairement posées en Argentine, où on a même vu l'idée d'organiser les assemblées en réseau, sur le modèle de l'Internet. Les pauvres d'Argentine ont cru que, lorsqu'ils s'expriment sur l'Internet, ils s'expriment librement, sans intermédiaire, de la même manière que dans leurs assemblées. Ils oublient seulement que pour être là ils paient : l'outil informatique, l'accès, la connexion ; comme pour les médias traditionnels, il y a des gens qui investissent dans le média, et ceux-là ont un pouvoir sur ce qui se dit que n'ont pas ceux qui viennent simplement s'exprimer sur un forum apparemment libre. Ils oublient surtout que sur l'Internet ils sont hébergés, selon le bon mot commercial, et le lieu d'hébergement est fortement surveillé par toutes les polices d'Etat à l'insu de ceux qui s'expriment là ; que ces polices sont tout à fait en mesure de faire pression sur leurs « hébergeurs » ; et que l'impression de liberté de la parole ne vient que de ce que cette police ne se voit pas et que la réglementation mondiale de la parole y est encore en retard sur la parole elle-même, qui ne perd rien pour attendre.

Si Indymedia Argentine n'a pas été le seul site Internet à réfléchir le mouvement (bien au contraire, rapidement une vive concurrence apparaît, avec de nombreux sites dédiés aux cacerolazos, des sites spécifiques à quelques assemblées et les sites des partis de gauche et des médias traditionnels), il est le plus important, par son antériorité, son positionnement, sa structure et son contenu, et mérite un bref examen. Indymedia est un réseau alternatif, d'origine américaine, créé à la suite des manifestations antimondialistes de Seattle, en 2000, divisé en sites nationaux ou locaux. Indymedia Argentine existe, pour sa part, depuis avril 2001. C'est un site qui se présente principalement comme un forum Internet. Le tout-venant peut, en principe, y venir poster des messages. Un collectif, sur lequel aucun renseignement ne figure sur le site, en a la charge et la responsabilité.

Sous les apparences d'un forum entièrement libre, qui serait comme une vaste rubrique des lecteurs où les articles des membres du collectif gestionnaire seraient l'exception, se cachent des choix idéologiques et une censure. Comme la censure est toujours la première manifestation d'une différence de pouvoir entre les responsables et les utilisateurs d'un média, la censure d'Indymedia est un thème capital pour comprendre le rôle des médias par rapport à la révolte moderne. C'est le 20 décembre 2001, en pleine insurrection, que le véritable débat sur la censure d'Indymedia a eu lieu sur le site même. Ce 20 décembre, un message qui parlait, apparemment en termes peu élogieux, d'un des manifestants tués la veille, le 19 décembre, à Rosario, a été supprimé avec pour explication par Indymedia qu'il s'agissait là d'un message fasciste, et qu'un message fasciste n'est pas possible sur un site au service des luttes en cours. Les deux messages suivants dans le même fil applaudissent cette censure. Puis la première objection pose la question : comment savoir que c'est un message « fasciste » s'il est supprimé ? N'est-ce pas la vocation d'un forum d'admettre et de discuter tous les messages ? Et l'intervenant conclut que le fasciste est plutôt celui qui supprime un message parce que le contenu ne lui plaît pas. Après une réponse soutenant à nouveau la censure parce qu'il ne s'agirait pas de liberté de parole, mais de la dignité d'un camarade, une autre intervention rappelle que le message censuré « era repugnante, inaceptable pero era parte de la libertad de expresion » ; et conclut avec beaucoup de tristesse : « Censura es censura no importa el color. Que desilusion, Indymedia...que desilusion. » Après une nouvelle prise de position contre la censure, venant du Chili, Indymedia Argentine se sent obligé de se justifier, par l'intermédiaire d'un certain Sebastián Hacher. La censure aurait eu lieu parce que :

1. Il s'agissait d'un commentaire « totalement » fasciste, insultant un activiste assassiné à Rosario, et par là nous tous ;

2. Des lecteurs et des collaborateurs d'Indymedia ont envoyé des mails et publié des commentaires ;

3. « La liberté d'expression de ce site parle pour elle-même » ;

4. Il n'est pas question de laisser le moindre espace d'expression à des fascistes qui peuvent bien s'exprimer sur d'autres sites comme Clarín ou Ambitoweb.

Réponse : le message censuré était de la merde, mais la merde parle pour elle-même ; et si toi, Sebastián, tu censures ici, c'est donc que tu trouves justifié d'être censuré sur d'autres sites.

L'Internet, évidemment, est confronté à la censure d'une manière bien plus cruciale que les médias traditionnels. L'accès massif des pauvres entraîne soudain que les règles de filtrage établies en partie par la loi et en partie par l'autocensure dans la presse, la radio et la télévision n'ont pas cours sur ce média : des ignorants, des malades, des anonymes non polis y éructent, insultent, trichent, et tout cela tout à fait impunément. Et de l'autre côté du manche, c'est-à-dire chez ceux qui ont le pouvoir de censurer, les règles ne sont pas mieux établies. Les « webmasters » de l'Internet se sont aussitôt comportés de la manière la plus despotique, censurant dans l'arbitraire le plus complet, et construisant à partir de la contestation de leur petit-absolutisme un argumentaire aussi ridicule que celui de ce Sebastián Hacher, aux quatre points duquel voici comment auraient pu répondre des particuliers qui savent que la gestion d'un forum Internet c'est d'abord la gestion d'une censure, et que cette censure ne peut être évitée que par l'abandon de toute prérogative sur le site, quitte à le voir dériver vers ce qu'on n'attendait ni ne voulait.

1. On peut insulter quelqu'un qui a été tué par l'ennemi, sans être « fasciste », totalement ou non ; et cette insulte ne s'étend certainement pas à « nous tous » comme le représentant d'Indymedia aimerait bien le faire croire ;

2. Le fait que des gens aient écrit leur indignation au média ne justifie en rien sa censure ; cette indignation n'a pas paru supérieure, en tout cas, dans le fil de la censure à l'indignation qu'a soulevée la censure ; si l'indignation des lecteurs était un critère pour déterminer l'action du webmaster, alors c'est la censure, fortement mise en cause, qui aurait dû être révisée, et le message censuré aurait dû être rétabli ;

3. Le point 3 est bien une merde qui parle pour elle-même. C'est le discours habituel des censeurs « démocrates » : notre sincère amour de la liberté est tel que tout ce que nous faisons est nécessairement amour de la liberté. On arrive là dans les parages dans lesquels maraudait Orwell : c'est pour ta liberté qu'on te censure ;

4. C'est Indymedia qui décide qui est fasciste, de manière arbitraire. Mais surtout il montre bien que ses concurrents sont les médias traditionnels. Et il est évidemment faux que les commentaires « fascistes » puissent être publiés sur les deux sites cités qui ne sont pas plus ouverts qu'Indymedia.

Le 18 janvier 2002, un mois après l'insurrection, un autre document signé Alex, qui dit faire partie du « collectif » d'Indymedia, étale l'autosatisfaction du site, de ses importants progrès depuis sa naissance en avril 2001 et de son rôle central comme témoin des événements en cours (« les historiens consulteront Indymedia pour savoir comment a commencé la révolution argentine »). Ensuite et surtout le message définit les critères de censure, leur donnant un cadre plus réfléchi et posé, mais tout aussi arbitraire et absolu : ne pas permettre des articles racistes, fascistes, sexistes, progouvernementaux ou militaristes, où la définition de ces termes dépend uniquement de

l'arbitraire du collectif Indymedia ; ne pas permettre les spams (un message dans une autre langue qui n'a rien à voir avec le fil où il est publié, des pubs, des messages répétés pour occuper la page, etc.) : par la suite on a effectivement vu de nombreux messages publiés plusieurs fois supprimés, mais pas certains, visiblement en accord avec la direction ; ne pas permettre les messages publiés par les sites de « l'Intelligence », ce qui serait arrivé deux fois sur les huit mille premiers messages, et qui reste une affirmation entièrement invérifiable ; regrouper des messages dans des rubriques spécifiques : c'est Indymedia qui décide de la rubrique du message et pas son auteur. Le « collectif », dont les critères sont ainsi décrétés, a un pouvoir de propriétaire que n'ont pas les autres : chez moi on fait comme je dis, si t'es pas content, tu vas ailleurs. Ces règles ne peuvent pas être débattues ou alors seulement après la censure, si le collectif a la mansuétude, entièrement à sa merci, de laisser les réponses sur le site. Que l'on agisse ainsi sur son site est tout à fait logique, mais absolument contradictoire avec l'affirmation qu'il s'agisse là d'un forum de libre opinion. Lorsqu'un webmaster intervient sur un site, avec un pouvoir que n'ont pas les autres intervenants, son site devient un site sur les variations de sa propre idéologie, et d'elle seule.

Qu'il y ait eu débat sur la censure d'Indymedia souligne d'abord la grande probité des révoltés en Argentine, stupéfaits ou outrés qu'un site sur lequel ils s'exprimaient en toute confiance ait recours à de telles pratiques policières. Mais ce n'est pas seulement la naïveté qui a produit l'indignation. Les participants de ce forum semblent avoir oublié ou occulté qu'ils étaient sur un média, alors même que le suffixe média apparaît dans le nom du site. Ou plutôt : sur ce site sévissait la naïveté très générale de croire que les maîtres de ce média étaient ceux qui s'y exprimaient, c'est-à-dire tous ceux qui en avaient envie, justement comme dans une assemblée vécinale. De découvrir que quelqu'un interdisait la parole a été une véritable surprise, assez peu répandue d'ailleurs. D'autres thèmes, plus pressants, firent de cette importante et exemplaire dispute un petit fil sans importance vite oublié et largement ignoré par la grande majorité de ceux qui fréquentèrent le site.

Qu'un gestionnaire de ce site puisse, un mois après une insurrection où son site s'est distingué par la censure, venir établir calmement des règles pour cette censure montre à quel point les intervenants sur Indymedia ne se doutaient pas qu'ils avaient affaire à un média dominant. L'impression était que les médias étaient en dehors, parce que les médias sont l'inaccessible, et qu'Indymedia faisait partie du « nous », puisque l'accès est ouvert à nous. Cet arrogant satisfecit sur la censure souligne clairement toutes les limites de la critique du mouvement de révolte en Argentine : il a été toléré au point que, à partir d'avril 2002, Indymedia est devenu le site officiel des résolutions de l'Interbarrial du parc du Centenaire.

Dans le cadre de son idéologie purifiée, Indymedia a joué un rôle important. Comme pour toute médiatisation d'une révolte, il est difficile de savoir, en premier lieu, si cette médiatisation profite ou nuit davantage à cette révolte. Indymedia a permis d'abord de faire connaître la révolte, avec des témoignages directs, comme celui en anglais de ce Nicolas, fan du Racing, qui racontait sa bataille de la place de Mai d'une manière qu'on ne pouvait pas trouver dans l'information classique. C'est là que se concentrèrent de nombreuses informations sur les mobilisations, c'est bien dans ces récits de batailles, dans ces appels à manifester, dans ces réflexions de gauche stéréotypées qu'on sent le souffle de l'événement bien mieux que dans n'importe quel média qui le raconte et qui le synthétise, même si l'exposé des faits est laissé au hasard des impressions et à la diversité d'intensité, d'intention et d'intelligence pratique des différents intervenants.

Indymedia ne mérite pas seulement d'être effectivement le site incontournable pour comprendre le commencement du mouvement par les témoignages des grandes manifestations qu'on y sent

enfler comme le désir (on lit peu à peu comment différents quartiers se soulèvent – il y a déjà un concert de casseroles à Scalabrini Ortiz et à Santa Fe, le message suivant annonce deux cent cinquante personnes à Boedo, puis un autre annonce tant d'autres manifestants à Belgrano, et ça commence à Corrientes et Medrano, et il y a déjà plusieurs milliers de manifestants place de Mai), mais surtout par son rôle dans la naissance des assemblées. Il a été le seul lieu public où l'on pouvait savoir comment les assemblées s'organisaient. Fin décembre et début janvier on y trouve des demandes et des réponses sur la façon d'organiser une assemblée. Tout comme ces propositions d'organisation, les premières résolutions publiées ont servi de modèle à toutes les autres assemblées, comme la suite l'a montré, puisqu'elles fonctionnèrent apparemment toutes sur un modèle similaire. Enfin, c'est surtout sur Indymedia qu'on pouvait savoir quand et où ces assemblées avaient lieu. Le média a donc joué le rôle du catalyseur qui permet d'amplifier le mouvement.

Sur Indymedia, cette phase essentielle de la naissance des assemblées a aussi pris un ton enthousiaste et décidé, qui a sans doute fortement contribué à la propagation des assemblées elles-mêmes. Ce média joue également un rôle déterminant dans l'absence de critique envers et dans les assemblées, mais bien plus encore dans la diffusion des thèmes centraux : le fait de publier rend compassé, et on se range dans l'institutionnel, dans les solennités hors de propos. Les thématiques les plus ridicules, comme la critique du FMI par exemple, ont pu s'incruster durablement parce que les premiers sites Internet où étaient publiés les rapports d'activité des assemblées étaient des sites avec une vulgaire idéologie de gauche, comme Indymedia. Il y a là deux phénomènes importants : lorsque ceux qui n'ont pas la parole s'adressent au public, ils essaient d'abord de le faire en concordance avec le média qui porte cette parole, dans son jargon et dans sa vision du monde, et non pas dans le leur ; et l'emphase mise par les gestionnaires du média renforce la légitimité de certaines thématiques par rapport à d'autres. Ainsi, le niveau critique de ce qui se dit sur Indymedia, plus encore par l'autocensure qui fait qu'on se conforme au discours général du média où l'on s'exprime, n'excède pas la position de la gauche-Seattle. C'est là qu'Indymedia et les autres sites Internet ont joué leur rôle de récupération et de frein d'un mouvement si puissant qu'il pouvait ouvrir des débats sur l'insulte fasciste de militants tués par l'ennemi. C'est là qu'ils ont repris, à leur compte, le travail des médias traditionnels. Et c'est pourquoi, dans le solde des avantages et des inconvénients que peuvent apporter des médias en parlant d'une révolte, les inconvénients restent prépondérants. En Argentine, l'Internet a permis une certaine extension du mouvement, mais a fortement contribué à l'étouffer et à l'arrêter.

Le mouvement de révolte et l'information

Si l'occultation du cacerolazo du 1er janvier, par les médias traditionnels, n'a pas encore véritablement ému les participants à la manifestation, l'indignation va croître, surtout à partir de l'occultation manifeste du cacerolazo suivant, le 10 janvier. Dès le 12 janvier apparaissent, sur Indymedia, des interventions appelant à un escrache des principaux médias. A la première Interbarrial, le 13 janvier, une résolution propose de « boycotter et dénoncer les médias qui occultent ou déforment l'information ».

Après avoir attaqué, dans le grand pillage de décembre, la marchandise, après avoir, dans la bataille de la place de Mai et dans les cacerolazos suivants, pris pour cible l'Etat, le mouvement de révolte en Argentine s'en prend maintenant fort logiquement à l'information dominante. Mais comme pour la marchandise, où la critique n'a pas dépassé la démonstration pratique d'irrespect,

comme pour l'Etat, où le mouvement n'a pas dépassé le renversement de deux gouvernements, la défiance aux députés irrévocables, et la mise en accusation de la justice, pour l'information, il n'y a qu'ébauche de doléances, irrespect et manifestation d'une insatisfaction, mais non pas une véritable critique.

Le débat sur les médias ne s'est jamais élevé à un débat sur l'information dominante, c'est-à-dire sur la médiation dans la société. Le phénomène de « l'information dominante », apparu comme manifestation de la middleclass et comme nouvelle forme de lutte contre le parti du négatif, comme il s'est révélé depuis la révolution en Iran, était largement inconnu en Argentine. Il y eut donc un début de débat, mais ce débat avait pour seule prémisse l'occultation des cacerolazos (et à un degré moindre l'occultation de leur devenir assemblées). Deux tendances, fort importantes pour la suite, se manifestèrent au cours de ce débat non contradictoire. La première était un rejet large et diffus de l'information dominante. Le discours dominant était rejeté globalement et l'occultation par les médias pouvait être considérée comme une preuve supplémentaire de ce qui confirme ce rejet. En termes imprécis, l'information devait être créée par ceux qui font, et ceux qui font étaient alors ceux qui participaient au mouvement dans son ensemble, notamment dans les assemblées et sur l'Internet. Cette tendance représente plutôt un dégoût indéterminé de ce discours dominant qui tentait d'enfermer les événements dans l'étroit carcan de la politique, au moment où celle-ci avait perdu son droit de cité, et de l'économie, au moment où celle-ci ne se manifestait que par la faillite.

La seconde tendance était la tendance de gauche. Dans les vieilles gauches, qu'elles soient issues du léninisme ou qu'elles soient repoudrées en altermondialistes, les médias ont une place précise, pas mise en cause en tant que telle. Ils sont simplement considérés comme des officines de propagande soumises à un parti. C'est cette idéologie de gauche qui a réussi à circonscrire la critique de l'information à la critique du principal groupe de presse argentin, le groupe Clarín. Le groupe Clarín possède le premier quotidien national, 'Clarín' – grand journal populaire qui tire à cinq cent cinquante mille exemplaires – et d'importantes parts dans 'Página 12', journal de gauche, qui se veut plus intellectuel, le quotidien gratuit 'La Razón', d'autres quotidiens comme 'La Voz del Interior', qui est le quotidien de Córdoba, 'Los Andes', qui est celui de Mendoza, 'Olé', quotidien sportif, le magazine 'Elle', les chaînes de télévision TN, Canal 13, Volver, Teledeportes, TyC Sports, Canal 12 Córboba, Canal 7 Bahía Blanca, et Pol-Ka, les sociétés de distribution Multicanal et DirecTV, les radios FM 100 et Radio Mitre, l'agence de presse DyN, l'entreprise de papier journal Papel Prensa, le portail et provider Internet Prima, le moteur de recherche Ubbi, et la moitié de la société de téléphonie Audiotel. Ce grand groupe de médias, on le voit, a cette structure tentaculaire semi-visible qui permet de le diaboliser, et il a tenté de se diversifier dans tous les secteurs de la « communication », de sorte que son ubiquité paraît participer d'une stratégie de contrôle de ce qui est dit. L'idéologie de gauche a d'abord raison de rappeler que l'information est une entreprise capitaliste dans la société qu'on peut également appeler société de la communication infinie, et on peut se réjouir que ce premier mobile des distorsions de l'information soit mis en avant, pour une fois dans la critique du contenu ; mais on ne peut que se désoler d'une vision aussi étroite des médias, et du résultat qui a consisté finalement à imputer au seul groupe Clarín tous les maux reprochés aux médias, ce qui a eu pour effet d'abord de confiner leur critique à leur occultation de la révolte et ensuite d'exempter du reproche la plupart des autres médias, de 'La Nación' à Indymedia, en passant par 'Página 12', qui a été dissocié de la critique à Clarín parce que c'est le seul quotidien de gauche.

Cette gauche a également réussi à imposer les thèmes d'un pseudo-débat sur les médias. L'idée directrice était que la liberté de presse n'est pas un droit des médias, mais de la société. Il s'ensuit,

évidemment, que la liberté de la presse appartiendrait non à ceux qui font la presse, qui en seraient même privés, mais, de manière assez obscure, à ceux à qui elle est destinée. Comment savoir, en effet, que l'information correspond à la liberté de ceux qui sont informés ? La proposition vise ici à donner un droit de contrôle à ceux qui reçoivent l'information sur ceux qui la font, à ceux qui sont passifs sur ceux qui sont actifs, ce qui n'est pas scabreux seulement pour les partisans de la libre entreprise.

De cette idée, singulière, provient l'extension non moins singulière : la vérité est un service public. Si on ne s'arrête pas à la seule vérité formelle, la vérité est en effet publique. Mais de vouloir en faire un service est une profonde absurdité, ne serait-ce qu'en pensant à la vérité en actes, qu'on appelle aussi la vérification pratique, qui est une fin, en soi le contraire d'un service qui est un moyen. On peut à la rigueur recycler une vérité (qui mérite alors d'être revérifiée) comme moyen, pour s'en servir. Mais de toutes façons l'idée de gauche ne visait pas à une définition de la vérité. Ce qui est en jeu avec l'idée de la vérité comme service public a été exprimé par une simple résolution de l'assemblée d'Almagro, le 19 janvier : nationalisation des médias. On reste consterné devant la demande de transférer à l'Etat, au moment de son discrédit le plus complet, rien moins que toute l'information ; il faut être un fétichiste de l'Etat, comme semblent l'avoir été les défenseurs de cette résolution, pour soutenir que la nationalisation de la presse équivaut à rendre la liberté de la presse à la société ; et de dire que la vérité est un service public semble ne signifier rien de plus que cette ahurissante confiance en une organisation centralisée de la société qui pourrait contrôler la vérité, sans jamais en abuser, cela va de soi.

Toute la critique des médias s'est donc réduite à une indignation contre les médias qui ne parlent pas assez du mouvement de révolte, qui occultent. Par la suite, dans toutes les manifestations, les journaputes étaient accueillies à bras ouverts pour faire des micros-trottoirs – les émeutiers de la vieille Europe doivent être bien surpris, eux qui depuis dix ans virent à coups de pied dans le cul le moindre journaliste parce qu'ils ont appris à travers leurs colères que, s'il n'est pas un flic direct, il est un flic indirect, s'il n'est pas un flic indirect, il est un menteur par intérêt, et s'il n'est pas un menteur par intérêt, il est un menteur inconscient – et des assemblées décidaient de faire des conférences de presse, et non pas, comme on pourrait raisonnablement le penser à distance, pour défier l'ennemi. Malgré un malaise beaucoup plus profond par rapport à l'information, le reproche s'est limité principalement à ce qu'elle ne soit pas assez de gauche dans l'expression de la révolte.

L'avortement de l'analyse de l'information, en Argentine, est très important : l'Etat est un moyen de communication facile à mettre en cause, parce qu'on peut le personnifier, du fait de sa structure pyramidale et de sa base à casque et bouclier de Plexiglas ; la marchandise est déjà plus difficile à cerner, depuis qu'elle a pollué l'air qu'on respire, tout en conservant son essence dans une abstraction ; l'information, qui fait partie de ce mauvais air, est encore plus difficile à prendre comme cible. Elle n'est pas construite en dur, elle est bien peu matérielle au sens où cette société matérialiste entend la matière. Ramener l'information dans les catégories qu'elle avait au début de la religion économiste, comme ont réussi à le faire les degauches du mouvement en Argentine, a non seulement réduit la critique des médias à une reprise de parts de marché par les médias de gauche et alternatifs sur les médias de droite et traditionnels, mais surtout a sauvegardé l'information dominante à l'intérieur du mouvement, jusque devant la porte des assemblées. Cette dispute a révélé et dissimulé la véritable fracture du mouvement : d'un côté, le malaise diffus devant toutes les institutions respectables ; de l'autre, lui faisant face, la vieille gauche lénino-seattléenne, qui tentait de traduire ce malaise dans les catégories périmées de l'humanisme trotskiste au cerveau chiapasseux.

L'escrache contre le groupe Clarín, le 23 janvier 2002, réunit cinq cents personnes d'une vingtaine d'assemblées devant les locaux de Canal 13, qui furent bombardés d'œufs et de slogans (« se va a acabar, se va a acabar, esa costumbre de ocultar » – il n'est évidemment pas ici question de ce qui a été censuré dans Indymedia –, « quand le peuple s'unit, les médias désinforment » – comme si, quand « le peuple » se désunit ou ne s'unit pas encore, les médias ne désinformaient pas). Le groupe de presse semble vite avoir tiré les conséquences de cette colère ciblée : le 25 janvier, le jour même du cacerolazo « national », où ce journal poursuit sans s'émouvoir la technique de minimisation outrageuse des effectifs, pour la première fois le quotidien 'Clarín' parle des assemblées qui y ont appelé. Ni cette reconnaissance, si tardive, ni cet escrache, si bon enfant, n'ont suffi à calmer le ressentiment profond contre l'information, puisque aussitôt après naît l'appel au boycott du groupe Clarín pendant… le mois de février. Dans les multiples rappels, chez le concurrent Indymedia, qui se frotte les mains, de cette mesure si limitée dans le temps et dans l'efficacité, on verra le parti qui ne veut que critiquer l'opinion du premier quotidien national, et non attaquer le corps ennemi qu'il représente dans la guerre sociale, toujours réussir à exempter le quotidien 'Página 12' de cette sanction de consommateur timoré. Nullement en danger, quelques journalistes effrontés ont alors pris parti dans la dispute sur les médias, se prétendant victimes de choix qui ne sont pas les leurs, et protestant, avec fougue sur Indymedia, de leur attachement à la révolte. Ce ne seraient pas eux qui auraient la responsabilité de « couvrir » ou de « ne pas couvrir », ils ne seraient que des « travailleurs du microphone », bien obligés de suivre les choix rédactionnels des vilains capitalistes qui les emploient. C'est le vieil argument du collabo qui n'a fait qu'obéir aux ordres. De telles interventions où le journaliste brimé mais solidaire finit par demander « à qui profite le fait de les confondre avec l'ennemi », insolence qui ne peut être proférée que lorsqu'on est à peu près sûr qu'il n'y aura pas de réponse, s'achèvent dans la défense des médias « vraiment indépendants », en tête desquels figurerait 'Página 12'.

Janvier 2002 a été le mois de la grogne contre les médias. Cette grogne n'a jamais réussi à s'élever à la critique. La critique contre les médias n'est pas seulement une critique contre la propriété de la parole, mais contre le rôle de la parole dans la société. Elle contient une critique de la hiérarchie, de la médiation, et même du langage. La défense de gauche, par les léninistes et indymédistes coalisés, a empêché ces questions-là d'émerger de manière centrale. Mais la demande de nationalisation de l'information, c'est-à-dire de la vérité comme service public, n'a pas réussi à convaincre les assemblées, qui, effectivement, auraient été directement menacées par une telle mesure, tout comme les conseils ouvriers de Russie avaient été émasculés en se soumettant à l'Etat, que ce soit de plein gré ou par la force. Apparemment, en effet, ni les gauches ni les médias alternatifs n'ont réussi à médiatiser à l'intérieur des assemblées.

Ambiance, fin janvier

Lors du grand pillage de décembre, la marchandise a été violée en pleine rue, mais un bon mois plus tard, les meilleurs psychologues de la planète ont réussi à convaincre la victime ébranlée qu'il n'en restera peut-être même pas de traumatisme.

L'Etat, discrédité, déshonoré, a rompu et plié deux fois, et tente, depuis, de survivre dans cette misère. Mais il a su contrer ce qui a fait tomber son exécutif et qui a menacé sans faire plier sa justice, le cacerolazo. Même sur Indymedia, les effectifs de la manifestation du 25 janvier sont évalués à

seulement vingt mille ou vingt-cinq mille (ce qui est aussi le chiffre de 'Clarín', qui, dans un premier temps, avait annoncé mille cinq cents à deux mille en affirmant de plus que ce sixième grand cacerolazo – que le journal appelle le troisième – serait la manifestation la plus importante depuis l'arrivée de Duhalde). Il faut rajouter à ce score si bas trois mille manifestants à Olivos, trois mille bloqués sur le pont Pueyrredón par la police pour les empêcher de progresser jusqu'à la place de Mai, mais aussi beaucoup de cacerolazos qui sont restés dans les barrios, comme à Palermo ou Villa del Parque, et l'Interior, où les plus grands rassemblements semblent avoir été ceux de Mar del Plata (dix mille), Rosario (six mille), où quelques vitrines de banques ont volé en éclats, et quelques charges musclées des forces de l'ordre, Córdoba (quatre mille), Jujuy (trois mille), Salta, où il y eut des escraches contre les banques, Tucumán, Mendoza et San Luis. Aussi, lorsque soudain, à 2 heures du matin dans le centre de la capitale, après une averse fort démobilisatrice, cinquante voltigeurs de la police chargent, c'est sur un reste de foule trempée et démobilisée, dont les plus combatifs n'ont opposé de résistance que sur l'avenue Rivadavia. On est très loin de la bataille de la place de Mai. Le 1er février ponctue le déclin des cacerolazos nationaux. Il y avait à peine huit mille personnes sur la place de Mai ; et on se demande ce qu'il en serait advenu si la base piquetero n'avait pas forcé D'Elía et Alderete à pousser jusqu'au centre-ville au moment où ces deux crapules-là avaient voulu faire demi-tour, trois jours après leur marche pour épuiser, qui avait conduit quinze mille piqueteros et assembléistes jusqu'à la place de Mai réclamer benoîtement des plans Trabajar. Il faut dire que toute la semaine avait retenti des craintes de la classe moyenne sur Indymedia, parce que, jusqu'au 31 janvier, les nervis de Duhalde avaient affirmé vouloir manifester eux aussi place de Mai ; qu'en début d'après-midi, le 1er février, la Cour suprême avait, à la surprise générale, déclaré le corralito inconstitutionnel ! Dans l'Interior, à l'exemple de Tartagal, où les chômeurs lassés de leur inutile campement de misère ont repris les coupures de route en cinq endroits qu'on imagine bien choisis, la mobilisation est restée à peu près au niveau du 25 janvier.

Le début de critique de l'information n'a que contribué à sa réforme : du kiosque au desktop, de 'Clarín' à Indymedia, de la liberté bourgeoise à la morale middleclass. Tant que la révolte visible ne s'en prend pas, ad hominem, aux défenseurs de ce monde, ceux-ci, comme les journalistes, peuvent même oublier qu'ils sont les collaborateurs agissants d'un régime dictatorial qui confisque la parole et qui se substitue, au nom de ses propres valeurs frelatées, à l'assemblée générale du genre humain. Le discours public de la révolte est donc maintenant devenu une sorte de bouillie de gauche, aux contours imprécis, et qui tolère la mise en scène de ses propres caricatures comme ce « cacerolazo global », les 2 et 3 février, soutien et solidarité « mondiale » au tape-casserole, déjà si largement éventé en Argentine : à Amsterdam et à Porto Alegre, il y a pu y avoir un millier de manifestants, partout ailleurs les gens se comptent plutôt par dizaines voire sur les doigts d'une main : Badajoz, Stockholm, Auckland, Sydney, Barcelone, Madrid, Saragosse, Valence, Grenade, Bruxelles, Paris (six personnes), Helsinki, Athènes, Milan, Naples, Oslo, Montevideo, New York, Zurich, Los Angeles. Partout les degauches ont fait semblant de se révolter. Il faut être encore plus soumis que bienveillant pour ne pas se rendre compte de l'hostilité d'un tel acte contre le mouvement qu'il prétend soutenir.

Mais si l'information a pris une teinte de gauche, elle n'en est pas plus capable de suivre les débats, si les cacerolazos s'effondrent c'est dans la multiplicité, si l'on manifeste en petit nombre, c'est tous les jours. Une ébullition permanente et débordante s'est emparée de Buenos Aires et les bulles de ce pétillement luxuriant éclatent jusque dans les provinces les plus reculées. Les assemblées se multiplient et gonflent même dans leurs Interbarrials du parc du Centenaire et d'Olivos.

C’est là désormais que la partie, qui a le monde pour objet, se joue. Et là, où tout est pourtant grand ouvert, ni la marchandise, ni l’Etat, ni l’information n’ont réussi à pénétrer.

Et le camp du rire l’emporte encore facilement parce que l’escrache a aussi pris de l’altitude et de la distance. Ainsi, Ruckauf reconnu par des passagers argentins à l’aéroport de Madrid, le 4 février, est obligé de changer d’avion, menacé par une quarantaine de personnes qui continuent leur colère rigolote dans les airs, ne voulant pas croire que le ministre a pris l’avion suivant, puis affirmant haut et fort à un personnel médusé qu’ils l’attendront à l’aéroport de Buenos Aires, quelque douze heures plus tard. C’est là l’excellente réplique d’un incident de la veille, à Rosario, où trois politiciens (un PJ, deux UCR), qui avaient eu le front de venir à une assemblée vécinale, se sont fait insulter et cracher dessus, jusqu’à leur fuite précipitée. Comme le remarque Guerrero : « Entre el 20 de diciembre y el 12 de febrero se cuentan treinta y siete “agresiones” a importantes personajes o símbolos de la política nacional y provincial. Dos ex presidentes, cuatro senadores, nueve diputados, tres ex ministros, dos gobernadores. Uno a uno abucheados en la calle, el restaurante, avión o manejando su auto. Una irreverencia donde lo nuevo intenta tomar venganza de la impunidad. Gritos ofensivos, empujones, incluso trompadas. Hasta el sagrado placer porteño de tomar café con leche y medialunas les fue vetado. »

IV – Forme, contenu et perspective des assemblées

Panorama des assemblées

1. S'il y avait entre vingt et trente assemblées dans la première semaine de janvier 2002, leur nombre était passé à environ quatre-vingts dans le Grand Buenos Aires au moment de la troisième Interbarrial, le 27 janvier. Au moment de l'Interbarrial nationale du 16 mars, ce chiffre avait probablement encore doublé, à plus de deux cents (une étude du Centre d'études pour la nouvelle majorité, à la mi-mars dit : deux cent soixante-douze assemblées, dont cent douze dans la Capitale fédérale et cent cinq dans la Province de Buenos Aires). Les assemblées atteignent leur nombre probablement le plus élevé, après des scissions dans les assemblées existantes, un mois plus tard. Fin avril, on peut estimer qu'il y avait entre deux cent cinquante et deux cent quatre-vingts assemblées vécinales dans le Grand Buenos Aires. Sur ce total, une moitié se tient dans la Capitale fédérale, qui représente le cinquième de la population de cette agglomération et l'autre moitié dans la banlieue, où survivent un peu plus de dix des treize millions d'habitants de Buenos Aires.

Si, pour la principale agglomération d'Argentine, les hypothèses quantitatives sont très imprécises, il est encore moins envisageable de faire un relevé équivalent sur l'Interior. Il y aurait eu une quarantaine d'assemblées à Rosario, par exemple. Pour l'Interior, une estimation très approximative permet de supposer qu'il y aurait eu entre deux cents et trois cents assemblées. Dans ce cas on peut considérer qu'il y a eu environ cinq cents assemblées, un quart dans Buenos Aires Capitale fédérale, un quart dans la banlieue de la capitale et une moitié dans le reste du pays.

Les carrefours ont été à double titre les lieux de rendez-vous des assemblées : ce sont les endroits où les zones d'ambiance se rejoignent et par conséquent où les cacerolazos commencent ; c'est souvent là que se trouvaient les agences bancaires et donc les queues du mécontentement. Dans un second temps surtout, quelques assemblées se sont formées dans des places ou des squares. L'offensif empiètement sur la rue est remplacé par une sorte de concentration sur soi-même. L'exemple type est l'Interbarrial du parc du Centenaire. Lorsque la bise fut venue, pendant l'hiver austral de l'an 2002, certaines assemblées occupèrent des lieux publics désaffectés, pour s'abriter et s'enraciner. Mais le carrefour est resté le lieu principal des assemblées ; nombre d'entre elles, d'ailleurs, portent des noms de carrefours : Congreso y Cabildo, Medrano y Corrientes, Scalabrini Ortiz y Córdoba.

Dans les quartiers de classe moyenne de Buenos Aires, le réseau des assemblées est très dense, elles ne sont parfois séparées que de quatre ou cinq pâtés de maisons. En mars, il y en avait par exemple dix dans le barrio de Belgrano et sept dans celui d'Almagro. Mais ces assemblées ne se marchent pas sur les pieds pour autant, puisqu'elles ne se réunissent pas le même jour. Une banlieue de deux cent cinquante mille habitants, comme Hurlingham, avait eu quatre assemblées même si, à l'Interbarrial, une seule s'est présentée sous le nom d'« assemblée de Hurlingham » : il est possible que celle-là ait été une sorte d'Interzonale de Hurlingham ; il est possible aussi que l'une des quatre assemblées ait usurpé la représentation de Hurlingham sans l'accord des trois autres. La Matanza, par contre, banlieue de 1,3 million d'habitants, donc aussi peuplée que Córdoba ou Rosario, n'a

jamais paru avoir d'assemblée depuis l'Interbarrial de La Matanza, le 21 janvier 2002, et, sauf erreur, aucune assemblée de La Matanza n'est venue au parc du Centenaire.

Guerrero, qui veut témoigner de l'augmentation quantitative de la population assembléiste, raconte que sur les quarante-deux assemblées qui participent de son étude, vingt-deux se sont créées à partir de groupes qui vont de six à cinquante personnes ; dans six cas, il y avait entre cinquante et cent personnes à l'assemblée initiale ; enfin, quatorze, seulement, ont réuni entre cent et trois cents participants lors de la première « autoconvocation » ; c'est seulement ensuite que leur nombre avait crû. Le même Guerrero table sur une moyenne de cent assembléistes pour ses quarante-deux assemblées, et cela semble être une moyenne justifiée pour les mois de janvier et février ; en avril et mai, à la décrue, le nombre moyen par assemblée devait être tombé à environ vingt à quarante participants ; à la fin 2002, ces effectifs s'étaient encore divisés par deux. Certaines assemblées se sont réunies à cinq personnes ; en dehors des Interbarrials, et des assemblées-cacerolazos, comme celle de Rosario, le 28 décembre, où ils étaient deux mille, le plus grand nombre d'assembléistes ayant participé à une assemblée semble être plus ou moins trois cents.

Cette question du nombre de participants à une assemblée est importante, parce qu'elle détermine la teneur des débats. Plus le nombre est grand, moins le débat est un dialogue, et plus il se fige dans les déclarations successives, comme c'était le cas à l'Interbarrial. En général, une assemblée dure trois heures (au-delà, surtout si les conditions atmosphériques ne sont pas idéales, c'est un exercice trop éprouvant pour maintenir la concentration nécessaire), et en trois heures on discute beaucoup mieux à quarante qu'à trois cents, où on ne peut pas alterner les interventions longues et courtes, revenir à la charge, bien faire le tour d'une question avant de trancher.

La composition des assemblées reste fort difficile à déterminer. Apparemment, d'une session à l'autre de l'assemblée, il y avait un assez fort renouvellement, à effectif égal, environ 25 %. Ceci laisse supposer un noyau fidèle, un second cercle d'assembléistes occasionnels, et une frange de participants exceptionnels qui ne sont venus qu'une fois ou deux. Si la somme des fidèles et des occasionnels rassemble deux cents assembléistes en moyenne par assemblée fin janvier, et cinquante fin avril, on obtient le même total de la population assembléiste, puisque le nombre des assemblées a plus que triplé dans l'intervalle : quinze mille à vingt mille *têtes* pour le Grand Buenos Aires.

C'est là un nombre difficile à évaluer dans la société actuelle. C'est trop d'individus pour que tous se connaissent. C'est environ cinquante fois l'assemblée de Jussieu, c'est environ cinq cents fois les participants (réguliers plus occasionnels) du debord of directors. C'est plus qu'un commando, qu'une fête, que les effectifs d'une émeute. C'est un chiffre insignifiant lors d'élections nationales (l'élection nationale correspond au plus grand comptage d'individus entrepris dans notre société, en dehors des recensements). C'est moins, chaque semaine, que le nombre de spectateurs qui assistent aux matchs des deux grands clubs de la ville, Boca Juniors et River Plate, sans parler de la demi-douzaine d'autres clubs de première division. Si tous ces assembléistes allaient ensemble en manifestation, ce serait une manifestation moindre que ce que peuvent mobiliser les syndicats lors d'une journée de grève nationale ; et il faudrait des circonstances exceptionnelles pour qu'une manifestation de quinze mille à vingt mille personnes suffise pour mettre en danger un gouvernement, ou un Etat. Ce nombre est donc un nombre intermédiaire, trop grand pour être ignoré à l'échelle de la ville, et trop faible pour peser à l'échelle du pays.

Les assemblées n'ont pas véritablement pris en compte cette donnée quantitative. Si elles l'avaient fait, leur discours aurait sans doute été différent : on ne parle pas à quinze mille ou à vingt mille com-me à six ou à sept millions ; et on n'agit pas, face à la représentativité de l'Etat comme si on était soi-même

représentatif du pays. Mais les zones obscures de l'information horizontale ont toujours permis d'espérer ou de supposer que tous les pauvres d'Argentine étaient derrière les assemblées. Les assemblées semblent d'ailleurs avoir été largement admises dans la population qui n'y participait pas. L'opposition publique aux assemblées a été quasiment nulle.

C'est d'ailleurs une des constantes les plus remarquables des approches récentes pour une assemblée générale des humains : ni l'assemblée de Jussieu, ni l'observatoire de téléologie, ni les assemblées en Argentine n'ont été véritablement en butte à la répression policière, mis à part quelques frictions en bordure. C'est ce qui arrive quand le discours lui-même va au-delà de ce que la police est censée protéger. La police défend l'ordre contre des formes immédiates et clairement déterminées de négativité ; elle est largement incapable d'évaluer, de déceler et de contrer un discours qui attaque ses fondements, et dont les effets ne sont pas immédiats.

2. La composition des assemblées marque d'abord une égalité quantitative assez importante entre hommes et femmes – ce qui est assez rare dans notre société – sans que l'idéologie de gauche du mouvement n'ait eu à intervenir dans le sens de forcer cette égalité en faveur des femmes. En terme d'âge, c'est essentiellement un mouvement de quadragénaires et de quinquagénaires. C'est une caractéristique tout à fait essentielle de ce mouvement qui correspond à l'apprentissage de la parole dans notre société : c'est à cet âge-là qu'on a le mieux intégré la capacité à s'adresser à un auditoire ; les plus jeunes ne sont pas restés dans les assemblées en grande partie parce qu'ils n'arrivaient pas à s'exprimer aussi bien que les plus âgés, et ils perdaient ainsi confiance, envie et, plus concrètement, ils n'arrivaient pas à faire valoir leurs conceptions ; trois heures d'attente pour trébucher sur quelques mots et être invariablement contré par quelqu'un qui sait tenir un discours ne donne pas envie de répéter l'expérience.

L'âge des participants a induit d'autres attitudes : d'abord, on a retrouvé dans le mouvement les tics des années 70. Jusqu'à la caricature, la génération qui avait été étudiante au moment où la contestation avait été arrêtée brutalement par la dictature militaire en 1976 a repris le fil de ce qui avait été interrompu alors, comme si le temps avait été seulement suspendu ; et c'est une des raisons du succès du gauchisme en Argentine : la défaite historique des gauchistes, au Portugal, confirmée pendant la révolution en Iran, n'a pas été véritablement intégrée par les ex-étudiants guévaristes d'Argentine ; de même, la présence de l'idéologie situationniste, si dominante à Jussieu ou sur le debord of directors, était complètement absente à Buenos Aires, pas parce qu'elle était critiquée, mais parce qu'elle était largement ignorée. Un certain nombre de banalités de base des révoltes du dernier tiers de siècle n'étaient donc pas présentes : la critique du travail, la critique du quotidien, la critique de la misère militante, la critique de la misère intellectuelle, la critique de l'ennui, la critique de la pensée de gauche en général, la critique de la culture et de l'art. D'autres comportements sont liés à l'âge moyen élevé des participants aux assemblées : la prudence, la défensive, l'impossibilité de convaincre, la difficulté d'agir vite, de trancher, de transformer des idées en pratique. La modération si généralement prônée dans ce mouvement qui ignorait sa propre radicalité est aussi un effet des décennies de soumission consentie par ses principaux acteurs, ignorée des jeunes dans la plupart des insurrections du monde.

Toujours sur les quarante-deux assemblées qu'il a analysées en février 2002, Guerrero annonce qu'il a trouvé 20 % de militants des partis de gauche. C'est un point difficile à vérifier. D'abord il faut signaler que les partis de gauche ont soutenu les assemblées. Qu'il n'y ait eu que trois à quatre mille militants pour y participer serait difficile à expliquer. D'un autre côté, l'appartenance aux par-

tis de gauche n'était pas clamée dans les assemblées qui rejetaient en principe tous les partis. Les « militants » ne sont pas tous de petits soldats fermés et fourbes qui envahissent les assemblées pour les détourner au profit de leur organisation ; la plupart du temps, ce sont ici des pauvres qui doutent, qui ont parfois trouvé dans l'assemblée l'affectivité ou le discours ou l'activité qu'ils cherchaient dans le parti, et qui pouvaient donc souvent hésiter sur le choix de l'organisation à laquelle accorder la primauté, là où ils entraient en contradiction, tout en continuant à rêver de leur complémentarité. Sans qu'il y ait de véritables preuves, certaines assemblées étaient dominées par les thèses de tel ou tel parti, plutôt gauchiste dans les quartiers populaires de la Capitale fédérale, plutôt péroniste dans les zones où le clientélisme duhaldien fonctionnait encore.

Le même auteur affirme que 30 % des participants aux assemblées étaient des chômeurs. Ce chiffre paraît important – et Guerrero en fait un argument pour expliquer le soutien des assemblées aux piqueteros, mais en regard du chômage en Argentine, à ce moment-là, ce qui paraît énorme c'est que 70 % des participants aux assemblées travaillaient. Une des figures de ces assemblées était en effet l'accro, qui dévouait entièrement son temps à cette activité : entre les assemblées générales, les commissions, l'Interbarrial, l'Interzonale, les activités comme les achats communs de nourriture, l'édition, la préparation de fêtes et de manifestations, les manifestations elles-mêmes, il était tout à fait possible de faire un plein-temps bénévole en n'allant que dans une seule assemblée vécinale ; mais rien ni personne n'interdisait de participer à plusieurs de ces assemblées vécinales, et les vrais accros participaient, assidûment, à deux, trois ou quatre d'entre elles. Ils n'avaient pas le temps de travailler.

Les professions libérales et intermédiaires de l'échelle sociale dominaient les deux tiers qui étaient des salariés. Cette supériorité numérique semble elle aussi liée à la capacité de s'exprimer. Un enseignant, un chef d'entreprise, un psychologue, un cadre ont appris à parler en public et sont mieux capables de formuler des idées et de les enchaîner qu'un étudiant, un ouvrier, un motoquero, un voyou. Les assemblées sont donc devenues de plus en plus tributaires de ce qu'on appelle la classe moyenne parce que dans les journées de janvier 2002 les premières tribunes ont attiré celle-ci et rejeté les autres. L'inégalité dans la capacité orale à s'exprimer est très importante pour comprendre les faiblesses du discours des assemblées : ceux qui ont pu convaincre, ou simplement ceux qui ont été de bons tribuns, parfois avec des débuts de démagogie au sens grec du terme, avaient appris à parler dans la société qui étaient combattue. Le langage employé mériterait une analyse plus complète : mais il est d'abord modéré, positif, cartésien. Il faut cependant signaler que lorsque le nombre de participants aux assemblées a diminué, les discours se sont allongés, mais les réactions de ceux qui étaient plus démunis aussi. Et ceci a plutôt contribué à enliser la situation : les spécialistes de la parole dominaient, mais n'avançaient pas, ceux qui s'exprimaient mal arrivaient, en quelque sorte, à geler les discours dans la forme. L'une des raisons de l'épuisement des assemblées se trouve là.

Fonctionnement

1. Aucune prédisposition particulière n'était exigée pour créer une assemblée en Argentine. Il suffisait de le décider, de réunir quelques personnes, et on était une assemblée. Les assemblées générales vécinales étaient le seul lieu de débat public, au monde, ouvert à tous : aucun contrôle d'aucune sorte n'empêchait qui que ce soit de venir participer aux discussions. Les seules exclusions ont concerné des politiciens reconnus, qui avaient eu le culot ou l'inconscience de vouloir

tâter du terrain. On peut lire dans le « modèle participatif des carrefours de Palermo » : « No queremos en nuestras reuniones dirigentes ni punteros políticos, ni banqueros. »

L'ouverture complète des assemblées les conduisait à se tenir au milieu de la vie quotidienne environnante : leur territoire n'était pas marqué, enclos, sacralisé. Les pauvres de tous les siècles antérieurs auraient été bien surpris du singulier spectacle d'un attroupement de plusieurs dizaines de personnes, en train de discuter de questions allant du devenir de l'Etat à la réfection du toit d'une école du quartier, que d'autres personnes, qu'on appelle aujourd'hui des passants, traversaient sans s'arrêter, sans écouter, sans voir, sans savoir. Cette cohabitation de la rencontre et de l'isolement montre à la fois l'étendue du cloisonnement des individus dans notre société, la banalisation des événements quand il manque une médiation de l'information ou une solennité de la mise en scène, l'importance réduite des assemblées pour l'écrasante majorité des contemporains qui pouvaient y participer et l'incapacité des assemblées à prendre en compte cette indifférence, qui était bien davantage une incompréhension et une ignorance qu'un irrespect.

L'impression générale de Buenos Aires n'était d'ailleurs pas celle d'une ville insurgée, bien au contraire : la normalité du travail et du loisir de la société de la communication infinie dominait, et cette normalité était finalement peu troublée par ces attroupements, peu fréquents et dispersés, aux effectifs à peine plus importants qu'une queue devant une banque ou qu'une sortie de messe ou de noce. On pouvait très bien survivre à Buenos Aires, et même s'y déplacer beaucoup, sans jamais voir une seule assemblée. Mais c'était tout l'inverse à l'intérieur de la sphère du jeu créée par ces assemblées : là, les participants pouvaient avoir l'impression d'être le monde. Ils ne voyaient que leur propre multitude, en effet prodigieuse compte tenu de son objet et de son époque, et s'émerveillaient de leur propre phénomène, qui les accaparait au point qu'eux-mêmes ne voyaient pas non plus ces individus extérieurs à la sphère, les passants qui pouvaient traverser leurs assemblées sans s'arrêter.

Pourtant, l'extraordinaire qu'il faut rappeler, et qui n'interpellait donc pas les passants, était que ces attroupements occupaient la voie publique, la bloquaient, rompaient ou gênaient le trafic, ralentissaient même ces passants par leur compacité. La présence même des assemblées était à la frontière entre l'incongru et l'illégal, et dans cette grande ville cette présence se répétait plusieurs centaines de fois par mois sans que les garants de la trivialité quotidienne n'interviennent. Les hostilités ouvertes contre les assemblées ont été extrêmement rares : quelques voisins incommodés par le bruit, quelques agressions de nervis péronistes et une surveillance plus ou moins distante de la part de la police, bien plus souvent absente ou infiltrée que visible. L'Etat observait cette manifestation de sa mise en cause, sans comprendre, ni réagir, sans doute dans la crainte de déclencher, par une intervention inadaptée, le mécanisme secret qui transforme la mise en cause en machine infernale. Et c'était bien un paradoxe ou une contradiction de proclamer l'assemblée « espace non violent », alors que, comme le signale le journaliste Feinmann dans « Filosofía de la asamblea popular » : « Aller à "l'assemblée" c'est exercer un mouvement initial de négation. »

2. Une fois connue et annoncée, une assemblée commençait généralement en retard sur l'horaire. Les Argentins ne sont pas les seuls à ne pas respecter l'heure, mais ils sont parmi les plus irrespectueux de ce type d'engagement. Dans la plupart des assemblées les participants restaient debout et agglomérés pendant trois heures. Ensuite, la fatigue, et souvent l'heure tardive, étaient des signes reconnus par tous. Dans les bistrots et chez les particuliers, cependant, de petits groupes continuaient les discussions, mais sans le verdict que permettait seule l'assemblée.

Un coordinateur volontaire (s'il y avait plusieurs volontaires, on en élisait un), qui ne pouvait en principe remplir cette charge à deux assemblées consécutives, réglait les débats, ce qui consistait surtout à inscrire les orateurs de sorte à déterminer l'ordre des interventions. De janvier à mars, lorsque les assemblées étaient encore très visitées, ce modérateur passif tentait aussi de faire respecter un temps de parole convenu à l'avance. Par la suite, il se contentait de noter les noms des orateurs successifs. Il figurait lui-même parfois sur la liste. La plupart des assemblées, jusqu'à mars, essayait de prendre en note les débats, ce qui impliquait un second personnage, le secrétaire, moins souvent soumis à la tournante que le coordinateur. Enfin, dans certaines grandes assemblées, il y en avait parfois un troisième : le responsable de la sono (réglage et distribution du micro).

Très rapidement, les débats se sont déroulés dans un grand respect de la parole. Ce que les pauvres, trop pressés de formuler le trop-plein de ce qu'ils pensent avoir à dire, ne savent pas faire, s'écouter sans s'interrompre (généralement quand les pauvres discutent, ils coupent la parole ; quand ils ne coupent pas la parole, ils n'écoutent pas), les assembléistes en Argentine ont appris à le faire. Couper la parole, ce qui équivalait à griller le tour de parole inscrit, était généralement sanctionné par une réprobation qui pouvait aller jusqu'à la bronca. Ce n'est qu'exceptionnellement, dans chaque assemblée, que ces formes posées se distendaient : des moments plus vifs faisaient oublier ces règles du respect, rarement longtemps.

La très bonne qualité de l'écoute, le respect de la parole de l'autre ont été d'importants corollaires à une très grande honnêteté. Le déroulement et l'organisation des assemblées, leur ouverture et d'une manière générale la confiance et la générosité qui les animaient, toujours dans une grande dignité, auraient permis de la dérision, de nombreuses manipulations, et des noyautages rapides et décisifs. Si rien de tel ne s'est produit, c'est parce que ce mouvement, qui n'en était qu'à chercher son propre but, ne voulait pas le dissocier de la vérité ni de la recherche de la vérité. Nées d'une critique de la corruption de la société, les assemblées pratiquaient, dans leur organisation et dans leurs mœurs, une honnêteté et un soin de la vérité formelle qui est, sans aucun doute, à contre-courant complet d'une société où la plupart des pauvres prétendent jouir de l'extension de la corruption, où règne le cynisme désabusé des résignés qui veulent donner le change, où la ruse est valorisée. Dans les assemblées argentines, au contraire, on pratiquait la vertu avec une jalousie parfois pointilleuse (comme le refus de plusieurs délégués à l'Interbarrial de voter abstention sur une proposition, parce qu'ils n'avaient pas de mandat de leur assemblée de base pour voter même abstention). Mais cette vertu contraignante, qui a plutôt maintenu les assemblées qu'elles ne les a emprisonnées, est indispensable à la détermination d'un but, c'est-à-dire à la réalisation d'une vérité.

L'assemblée générale de chaque assemblée se réunissait en principe une fois par semaine (il pouvait y avoir, selon les événements, des assemblées extraordinaires). On y votait sur peu de sujets, mais on y votait à chaque fois, le vote étant le verdict qui justifiait l'assemblée, presque son identité. Le droit de vote était accordé à tous ceux qui étaient là, sans la moindre restriction sur l'âge, la nationalité, l'appartenance à une autre assemblée ou à un parti politique. Les votes se faisaient à main levée, et un assembléiste, en général le coordinateur, les comptait. Celui qui posait la question soumise au vote (ou le coordinateur) proposait tour à tour les trois solutions : pour l'affirmative, et on comptait les voix pour l'affirmative ; pour la négative, et on comptait les voix ; pour l'abstention, et on comptait les voix. En principe, un vote était acquis lorsque les votes affirmatifs étaient plus nombreux que les votes négatifs et les abstentions réunis ; et un vote était négatif lorsque les votes négatifs étaient plus nombreux que les votes affirmatifs et les abstentions réunis. Lorsqu'on était entre les deux cas de figure, la question devait être renvoyée à une assemblée ultérieure. Cette

règle n'était pas appliquée dans toutes les assemblées ; certaines votaient sans prendre en compte les abstentions.

Très vite, les assemblées se sont dotées de commissions, qui étaient de petits comités se réunissant entre deux assemblées générales. Les principales commissions étaient la commission d'organisation et de coordination, la commission de diffusion et de presse, la commission de santé, la commission des finances (l'autofinancement, sous forme de don, étant évidemment le seul moyen de financement des assemblées). Pas davantage que pour participer à une assemblée générale, il n'y avait de restrictions pour participer à une commission, de son choix (à cela près que les différentes commissions se tenaient au même moment, dans de nombreuses assemblées, ce qui forçait à choisir une commission au détriment des autres). C'est dans ces commissions que naissaient les ordres du jour des assemblées générales, et c'est là qu'on préparait les actions à soumettre à l'approbation de l'assemblée. Mais encore plus informelles et surtout moins populeuses que les assemblées générales, les commissions offraient le plaisir du débat à bâtons rompus sur les sujets les plus variés. Le jour des commissions était fixé, et leur lieu n'était pas toujours celui de l'assemblée. Comme il y avait souvent des documents à lire et à rédiger, les commissions disposaient parfois de tables et de chaises : on ne discute pas assis de la même manière que debout. Les commissions ne décidaient pas : elles faisaient des propositions qui étaient soumises à l'assemblée générale, et que celle-ci discutait, et votait le cas échéant.

Les différences de possibilités entre assemblée générale et commission ont apparemment eu pour conséquence que certains assembléistes ne venaient qu'à l'assemblée générale, alors que d'autres n'apparaissaient que dans les commissions. Les commissions, du fait de leurs contours flous et de leurs attributions non réglementées, étaient souvent détournées de leur fonction première. Elles étaient beaucoup plus un prétexte à rencontre, et un supplément de discussion, parfois festif.

3. L'assemblée générale avait pour seul pouvoir un pouvoir de délégation. Mais les assemblées vécinales n'ont jamais délégué qu'à l'Interbarrial et aux Interzonales. Or les mandats étaient absolus, c'est-à-dire que le délégué n'avait aucun pouvoir de décision propre dans l'exercice de son mandat. Il ne pouvait que faire la lecture des points qu'avait approuvés son assemblée, et il ne pouvait décider d'aucun point qui n'avait pas été soumis à l'assemblée générale dont il avait émergé. C'était un simple porte-parole.

En principe, les délégués étaient révocables à tout instant. Mais je n'ai jamais entendu parler d'un délégué révoqué. Non parce que le mécanisme aurait été bafoué, mais parce que le délégué ne pouvait jamais rien commettre qui nécessite qu'on le révoque : Interbarrial et Interzonales n'offraient aucune possibilité d'outrepasser le mandat – ou alors de voter une décision qui n'avait pas été votée par l'assemblée dans la semaine, mais ce qui n'avait de toutes façons aucune conséquence, puisque l'assemblée vécinale n'était pas engagée par les décisions de l'Interbarrial et même de l'Interzonale : les assemblées révoquaient parfois des décisions prises avec leur accord (par exemple en n'allant pas à une manifestation où elles avaient décidé d'aller en mandatant leur délégué de voter pour cette mobilisation), mais pas les délégués. Car plus encore que l'absence complète de libre arbitre qu'avait le délégué, c'est le fait qu'il y avait, en principe, rotation des délégués qui empêchait toute révocation. Le principe de rotation des délégués, en effet, implique une révocation automatique. Qu'on ait accompli son mandat conformément à la volonté des mandants ou non, on est remplacé du fait de la rotation. L'idée de révocation, toujours revendiquée, était donc une idée parfaitement théorique dans ces assemblées.

Ce système ridiculise la délégation. Etre délégué est seulement une charge, peut-être un honneur, qui ne rapporte ni gloire, ni argent, ni pouvoir. Ces délégations dégradées à un rôle seulement formel signifient d'abord que ce qui importait se passait dans l'assemblée générale. Tout ce qui était délégué par l'assemblée vécinale était privé de pouvoir. Le délégué était le symbole vivant de l'absence de pouvoir, la preuve du rejet de tout pouvoir individualisé, la glorification, par ce sacrifice, de l'assemblée de base elle-même. Cette nullité de la délégation, comme si elle était un mal nécessaire, l'arme d'un pacifiste, a eu une première conséquence tout à fait extraordinaire dans notre monde : un an d'assemblées n'a pas permis à l'information dominante de déceler un représentant, une figure médiatique, un chef, un porte-parole des assemblées. C'est un mouvement et une activité qui sont restés complètement anonymes. Pourtant, le carriérisme intermédiaire, le petit arrivisme, étaient surreprésentés dans les assemblées. Pourtant, il n'y avait dans les assemblées aucune critique de cette gloire appauvrie qu'on appelle la célébrité ou de cette célébrité enrichie qu'on appelle la gloire. Pourtant, c'était la plus ouverte des disputes publiques, où tout le monde s'exprimait à visage ouvert, et où les orateurs improvisés n'ont pas manqué de se différencier par le talent, le fond, l'apparence et même la rhétorique, qui a fêté là une résurrection inattendue. Mais il n'en a surgi aucun nom d'individu, aucune vedette, aucune célébrité, aucune figure utilisable dans la société de la communication infinie.

Une autre conséquence de cette impuissance complète de la délégation a été que les assemblées n'ont pas véritablement pu agir. C'est, à première vue, une grave faiblesse : il y avait une situation historique qui permettait de renverser un régime, un Etat, un monde. Mais jamais les assemblées ne se sont mises en situation de s'opposer effectivement à l'ordre établi autour d'elles. Elles n'ont même pas repris les prérogatives traditionnelles des organisations qui naissent dans les grandes révoltes modernes, conseils ouvriers ou comités de quartier : la gestion locale pour pallier l'insuffisance de gestion de l'Etat, ou pour soustraire à l'Etat sa propre gestion. Les assemblées en Argentine n'ont rien géré. Nulle part elles ne se sont substituées à l'Etat défaillant, sauf en de rares exceptions elles n'ont pas tenté de régler ou de réguler les marchandises et le commerce. Ce n'est que lorsque leur déclin est devenu inévitable qu'elles ont pris en charge des activités caritatives en compétition avec le clientélisme ; et encore, cet investissement sacrificiel semble avoir été surtout une sorte de volontarisme pour maintenir en vie par l'action des assemblées où le débat n'était plus que façade.

Le vote lui-même avait cette particularité, unique pour des votants publics, qu'il n'engageait pas les votants. Si l'assemblée votait une résolution, personne n'était tenu de se conformer à cette résolution. L'assemblée ne disposait d'aucune possibilité pour faire respecter ses propres résolutions, encore moins pour les appliquer. L'exclusion elle-même était exclue. Délégations et résolutions, qui étaient les seuls résultats des votes de l'assemblée, étaient donc, les unes et les autres, totalement inopérantes. Le mouvement des assemblées n'était pas un mouvement exécutif, c'était seulement un mouvement délibérant, opinant, un mouvement de propositions. Les résolutions des assemblées avaient donc un autre sens que ce qu'elles disaient : elles servaient de protection et de couverture légitime au véritable débat de fond qui se livrait entre les lignes de ces résolutions. Les résolutions étaient le support inessentiel de la recherche d'une vérité plus profonde, dont les assemblées étaient l'expérience. La proposition, elle-même déguisée en résolution, était la couverture de ce mouvement de pensée collective. Délégations et résolutions, qui constituaient le résultat visible du débat, avaient pour principales fonctions de donner le change.

Le peu que l'information dominante a dit du fonctionnement des assemblées était que c'était là une forme de démocratie directe. Par démocratie, la morale middleclass, dont l'information dominante est le dictionnaire, entend un bien dans le sens d'une participation plus large aux affaires

publiques par ceux qui sont privés d'affaires publiques. La démocratie est tout à fait autre chose, évidemment. La démocratie est le pouvoir au peuple, l'exercice du pouvoir par le peuple, c'est-à-dire, dans l'acception la plus vaste du terme « peuple », par tous. La démocratie n'est pas une intention ou une apparence de fonctionnement, mais l'exercice effectif d'un pouvoir. Les assemblées en Argentine non seulement ne représentaient que leurs participants – c'est à dire une frange très étroite de ce qu'on peut appeler un peuple – mais elles n'ont exercé aucun pouvoir. Elles ont même eu une position contraire : elles ont refusé d'exercer un pouvoir. Elles ont nié systématiquement et régulièrement tout pouvoir, à commencer par le leur. Les assemblées en Argentine ne sont donc en rien une expérience de la démocratie ; elles sont même le premier embryon de critique de la démocratie. Et quand je parle de critique de la démocratie, je ne parle pas de la soi-disant démocratie parlementaire, mais d'une forme d'organisation et de participation du genre humain au débat sur lui-même.

Il faut ici très brièvement rappeler que l'assemblée de Jussieu était également privée de représentativité et de pouvoir et que le debord of directors a pu devenir un lieu de dispute sur le monde parce qu'aucun pouvoir exécutif n'y était exercé par le propriétaire et ne pouvait y être exercé par les participants. Les troubles de la parole de notre époque s'expriment là où le pouvoir est exclu. Il s'agit, *d'abord,* de nier le pouvoir, ce qui ne veut pas dire, dans l'état actuel de l'observation, qu'il s'agit de ne *jamais* l'exercer. Mais la nécessité du débat de fond semble, dans cette époque, exiger comme présupposé que ceux qui participent à ce débat déposent les armes à l'entrée.

Il faut ici constater le résultat le plus étonnant peut-être de l'insurrection : il y a eu, pendant un an en Argentine, un débat public en pleine rue, sans médiation de la marchandise, sans médiation de l'Etat, et sans médiation de l'information dominante.

L'Interbarrial

1. Avec le phénomène de l'Interbarrial, le mouvement des assemblées donne une visibilité à son activité dans l'histoire. L'Interbarrial est d'abord la représentation des assemblées. En tant que rapport des assemblées au monde, l'Interbarrial se raconte dans un fil chronologique, récit ordinaire du temps, si essentiel pour la compréhension de l'histoire, qui est noyé et perdu dans l'immensité anonyme des assemblées vécinales. Il y a trois moments dans le temps de l'Interbarrial : de la première Interbarrial, le 13 janvier 2002, à la première Interbarrial nationale, le 17 mars, c'est la période de l'expansion du mouvement des assemblées ; du 17 mars au 28 avril, c'est la période de la démobilisation des assemblées ; et après le 28 avril, date de la réforme de l'Interbarrial, c'est la période de la gestation de l'échec du mouvement. Après une agonie plus longue que tout le reste de sa vie, l'Interbarrial est morte à la fin de l'année 2002, non sans que son cadavre embaumé ait été exposé une dernière fois au public comme s'il était vivant autour de l'anniversaire de l'insurrection, le 20 décembre 2002.

L'Interbarrial du parc du Centenaire est née dans l'enthousiasme du mouvement d'expansion rapide des assemblées, en janvier 2002. D'autres Interbarrials ou coordinations sont nées presque en même temps à l'image de celle du parc du Centenaire et dans la même dynamique. Sauf dans l'Interior, elles n'ont pas duré. A partir du 17 mars, l'Interbarrial de Buenos Aires, Capitale fédérale, avait phagocyté toutes les Interbarrials de l'agglomération de Buenos Aires. Le parc du Centenaire est également le lieu des deux Interbarrials nationales, celle du 17 mars, et celle du 17 août, qui se sont

donc avérées être essentiellement des Interbarrials de la Capitale fédérale augmentées. Lorsqu'on parle de l'Interbarrial, en Argentine, on ne parle pas de celle d'Olivos, d'Avellaneda, de La Matanza, de Lomas de Zamora ou de La Plata, ni de celle, si active, de Rosario ou encore de l'Interbarrial nationale, on parle de celle de Buenos Aires, Capitale fédérale. Il est remarquable, à cet égard, que l'Interbarrial nationale du dimanche 17 mars 2002 a annulé l'Interbarrial de la Capitale fédérale, comme si elle s'y substituait, comme si, convoquée au même moment et au même lieu que cette réunion hebdomadaire, elle pouvait répondre aux mêmes problèmes ; alors que ce même jour l'Interbarrial hebdomadaire de Rosario a eu lieu seulement sans les délégués envoyés à Buenos Aires.

Il a été rapidement institué que la responsabilité de l'organisation de l'Interbarrial revenait, de manière tournante, à trois assemblées différentes, tirées au sort à chaque fois. L'assemblée des assemblées se présentait, d'entrée, comme un hybride : d'une part elle était un lieu de délégation des assemblées, d'autre part elle était une assemblée générale comme les autres. De ces deux fonctions, elle semble n'avoir cumulé que les faiblesses : les délégués n'avaient aucun pouvoir propre, et l'assemblée générale n'avait pas, ici, la possibilité de débattre. En effet, dès la première Interbarrial, cette manifestation du parc du Centenaire réunissait plus de mille personnes pour atteindre rapidement plus de trois mille participants, ce qui a été à peu près le montant des effectifs jusqu'au 17 mars. Ce nombre de participants égaux en droit à la discussion sans intermédiaire est trop grand pour discuter.

Au micro, non seulement toute assemblée qui mandatait un délégué avait le droit d'exprimer ses propres résolutions, mais de nombreuses autres organisations, comme des piqueteros ou telle ou telle délégation de salariés « en lutte », étaient autorisées à le faire, en un temps rationné par les organisateurs, puisqu'il fallait que tous les délégués, qui pouvaient être une centaine, aient pu parler. L'assemblée se divisait donc en deux temps : la lecture, par des orateurs, pour l'essentiel des délégués des assemblées (les autres orateurs semblent avoir été admis sur des critères parfaitement subjectifs), qui prenait les deux tiers de la réunion ; et le dernier tiers, où les principales résolutions issues de ces lectures étaient proposées au vote de l'assemblée générale présente, après avoir été mises en forme par un secrétariat issu des assemblées organisatrices. Jamais une résolution proposée n'était débattue. L'assemblée ne faisait aucun inventaire des arguments pour ni contre. Les participants votaient sans être informés des positions opposées, sauf si celles-ci avaient figuré par hasard dans les interventions des orateurs.

Tout comme dans les assemblées vécinales, personne n'était tenu de respecter ou d'exécuter les résolutions de l'Interbarial. On a vu les délégués de quarante assemblées décider de participer à une manifestation précise, le 20 mai 2002, sur mandat impératif de leur assemblée locale, et deux assemblées seulement être présentes, avec une fraction dérisoire de leurs effectifs, à ce cinquième anniversaire mensuel du 20 décembre. L'impossibilité antidémocratique d'argumenter avant le vote et l'incapacité d'appliquer ce qui est décidé après le vote ont révélé le fond de l'Interbarrial : c'était une parade. L'Interbarrial a eu une fonction comparable à celle de la reine d'Angleterre : attirer l'attention publique, présenter les signes extérieurs du mouvement des assemblées, poser pour les journalistes alternatifs qui venaient tous là. L'Interbarrial était davantage, jusqu'à fin avril, un lieu de rencontre de particuliers, une façon de se complaire dans l'apparence de la révolte, une pose. L'Interbarrial a été très rapidement le lieu de l'épuisement du mouvement des assemblées, son extrémité qui brillait, mais qui n'en était pas moins morte.

Le 17 mars, alors que les effectifs du mouvement commençaient à stagner, l'Interbarrial nationale a réuni plus de cent cinquante assemblées (dont environ vingt-cinq de l'Interior et vingt-cinq de la Province de Buenos Aires) dans une sorte de paroxysme qui a laissé le mouvement épuisé, qui

a mystifié tous ceux qui croyaient que c'était là une progression et qui a fortement accéléré la démobilisation.

Cette Interbarrial nationale a en effet confirmé que la coordination des assemblées ne serait ni un organisme centralisé et dirigeant, ni un accélérateur du débat en cours, ni un outil de compréhension. Tout ce que le mouvement pouvait attendre de sa propre coordination y manquait cruellement : l'Interbarrial était incapable d'analyser, de décider, d'agir. Elle ne savait pas faire circuler les idées ni les informations. Elle n'avait pas la possibilité de parler aux pouvoirs existants et elle n'avait pas la possibilité de tenter une jonction avec les révoltes existantes, notamment en Algérie. Elle n'avait pas même la possibilité de débattre de ses propres directives, et elle était encore moins en mesure de garantir leur application. Non seulement privée de pouvoir, cette assemblée-là, la plus grande assemblée générale du monde, s'était aussi privée du débat, c'est-à-dire de l'argumentation réciproque et contradictoire entre ses participants. Derrière l'apparence triomphaliste de l'Interbarrial nationale du 17 mars apparaissait un message très net : c'est l'assemblée vécinale, le lieu du débat, qui est la souveraine ; l'assemblée Interbarrial, qu'elle soit nationale ou de la Capitale fédérale, n'est rien. C'est une tribune sans substance, où des délégués porte-parole sans pouvoir lisent des résolutions sans effet.

2. Un mois plus tard, les effectifs de l'Interbarrial étaient tombés de trois mille à trois cents, et il n'y avait plus que trente et une assemblées représentées sur près de deux cents que comptait alors l'agglomération de Buenos Aires. L'ennui des longues litanies de résolutions toujours identiques, et des votes à la chaîne, sans effet (l'Interbarrial nationale du 17 mars, par exemple, avait voté à elle seule soixante-dix-sept résolutions, les unes après les autres) avait beaucoup contribué à cette désaffection massive. La désertion plus grande encore de l'Interbarrial que des assemblées vécinales montrait que les assembléistes avaient bien compris que le souverain était l'assemblée de quartier : à choisir entre les réunions hebdomadaires au carrefour du barrio et le dimanche après-midi au parc du Centenaire, les premières l'emportaient nettement.

Plus lents dans la compréhension des choses, et plus militants, les membres des petits partis trotskistes, presque seuls, n'avaient pas déserté l'Interbarrial, autour de laquelle ils avaient installé leurs stands, comme à ces kermesses qui leur permettent de faire le commerce de leur littérature et d'une manière générale d'étendre leur prosélytisme. Et soudain, le PO et le MST se retrouvèrent majoritaires dans cette assemblée, même s'il est plus juste de dire que le total de leurs militants était, sans qu'ils s'en aperçussent eux-mêmes, en majorité parmi les présents, et même s'il faut rappeler que leur concurrence poussait systématiquement chacun de ces groupuscules à prendre le contre-pied de l'autre, ce qui les neutralisait parfaitement.

L'image de l'Interbarrial en avril était effectivement assez peu conforme à ce qu'on pouvait attendre du lieu de débat des humains sur le monde : dans ce parc circulaire, dont la moitié intérieure de la surface était délimitée par une allée remplie de dizaines de stands de friandises et d'artisanat pas cher, la grande Interbarrial occupait le onzième des quartiers du cercle extérieur ; et encore, ce quartier n'était pas aussi plein que certains autres, où les pauvres de Buenos Aires venaient jouer au football, écouter des concerts de rock, ou se reposer en famille, le dimanche après-midi. Quelques banderoles d'assemblées, les tréteaux des gauchistes, et les vendeurs de choripan bordaient une pelouse au milieu de laquelle des cordes entre quatre arbres déterminaient le périmètre qui regroupait à la fois la tribune avec ses trois coordinateurs (un par assemblée organisatrice), dont la fonction était de dispenser le micro, et la table du secrétariat où on aurait vainement cherché un magnétophone, un dictaphone ou un ordinateur.

De l'archaïsme idéologique à l'archaïsme technologique, en passant par la qualité des débats et le look des participants, on se serait cru, en ces beaux dimanches d'automne austral, transporté dans ces « fêtes » que les groupuscules gauchistes organisaient à la fin des années 70 en Europe, avec cette notable différence qu'alors la musique avait déjà remplacé depuis longtemps les palabres.

Cette kermesse de gauche, qui ne peut pas résister à maquiller sa propre insuffisance avec son folklore et sa culture, résolument tournés vers le passé, au moment où se joue l'avenir, gênait pourtant des « politiques » plus récents. La « crise » de l'Interbarrial, qui n'était que l'effet en bout de chaîne de la désaffection globale du mouvement, était alors fortement ressentie par toute une frange, tout aussi de gauche que les PO et MST, mais qui leur était simplement concurrente dans la prétention au pouvoir dont l'Interbarrial aurait été, selon eux, l'enjeu. Ces nouveaux stratèges s'avisèrent alors que les groupuscules gauchistes étaient majoritaires à l'Interbarrial et s'en émurent. Il fut alors reproché aux deux partis trotskistes de « manipuler » l'Interbarrial, ce qui est parfaitement grotesque quand on sait qu'il n'y avait rien à « manipuler » à l'Interbarrial, puisque les décisions n'engageaient personne et que cette assemblée n'exerçait aucun pouvoir. Du reste, si deux cents gauchistes divisés, dont nombre hésitaient entre la priorité à donner au parti ou à leur assemblée, étaient soudain majoritaires dans l'assemblée générale de l'Interbarrial, ce n'était pas parce qu'ils avaient investi brusquement, de manière putschiste, cette assemblée, mais parce que la « classe moyenne » avait déserté la coordination de ses assemblées : il est curieux de voir qu'on s'étonnait et qu'on s'indignait que les derniers à adorer cette nouvelle messe du dimanche, qui s'est usée si vite, aient été les enfants de chœur léninistes et les jésuites marxistes, qui étaient seulement restés là, plus assidus et plus tenaces que les quadragénaires des professions libérales, toujours à la recherche d'un loisir nouveau, d'une distraction qui corresponde aux attentes de leurs familles fractionnées par des vies de couple successives.

La préparation de la manifestation du 1er Mai fut le prétexte qui fit la première et seule grande dispute de l'Interbarrial. Le PO voulut apparemment, pour ce jour-là, une manifestation unitaire se terminant par estrade et discours. Il fut reproché à ce groupuscule de vouloir manipuler le mouvement en entier, en entraînant, tel le flûtiste de Hameln, l'ensemble des assembléistes sous ses banderoles vers une sorte de meeting trotskiste. En pleine Interbarrial, le MST s'opposa violemment à cette idée, et les deux packs de militants furent à un coup de sifflet d'entrer en mêlée ouverte, devant une poignée d'assembléistes médusés, qui jouèrent à l'indignation des dépossédés, comme si ce pseudo-débat n'avait pas une place parfaitement légitime dans cette assemblée. Dans la semaine qui suivit cette altercation, le bruit courut par le bouche-à-oreille et l'Internet que les gauchistes voulaient s'emparer de la coordination des assemblées. C'était typiquement une *rumeur* construite sur des apparences trompeuses. Le 28 avril, au lieu de trois cents, la mobilisation spéciale amena sept cents votants à l'Interbarrial, qui vota là sa seule résolution ayant un véritable effet, la réforme de l'Interbarrial. Un imaginaire complot gauchiste avait servi à un vrai coup de force légitime pour changer la légitimité. Après ce coup d'éclat du 28 avril, la participation à l'Interbarrial retrouva son niveau antérieur de trois cents participants, désormais en majorité spectateurs.

La réforme de l'Interbarrial, appelée « une assemblée un vote », consista dans le fait que désormais seuls voteraient des délégués dûment mandatés par leur assemblée. Chaque assemblée disposait d'une voix et d'une seule. Cette réforme a été votée comme toute autre résolution, sans l'examen des avantages ni des inconvénients. La seule raison invoquée, qui semble avoir été partagée unanimement dans toutes les assemblées vécinales, qui toutes (à l'exception d'une seule) l'ont ratifiée, était la manipulation gauchiste, que le PO, qui est fier de passer pour manipulateur, n'a pas démentie et qui est parfaitement imaginaire et fantasmée. La seule véritable raison de cette réforme a été la mauvaise conscience middleclass. Après avoir abandonné leur coordination, les

assembléistes de Buenos Aires, au lieu d'y retourner pour lui impulser ce qui lui manquait, principalement le débat, l'analyse, et la capacité à faire connaître le mouvement là où il n'avait pas lieu, ont préféré cacher leur démobilisation dans la délégation. On voulait des représentants, non pour faire mieux ce qu'il y avait à faire, mais pour s'en débarrasser ; on déléguait non pour prendre des responsabilités, mais pour rendre des responsabilités ; on mandatait non pour s'occuper des grandes affaires publiques, mais pour s'occuper de ses petites affaires privées. Les assembléistes de Buenos Aires n'ont pas eu la force de leur mouvement ; ils n'ont pas senti, ou cru, ou perçu son possible comme moment historique. En transférant sur un délégué leurs propres prérogatives, les assembléistes argentins pouvaient à nouveau profiter en famille des dix autres onzièmes de la couronne extérieure de ce charmant parc de plaisance qu'est le parc du Centenaire, les dimanches après-midi. Fini la corvée de s'occuper soi-même de ses affaires publiques dont on ne sait pas où elles vont, et fini la mauvaise conscience de montrer son peu d'ardeur, à côté d'une imagination et d'une combativité en baisse. Avec une assemblée un vote, on avait trouvé la solution idéale pour dissimuler la résignation généralisée, pour déserter en douceur, sans drame.

Les inconvénients d'« une assemblée un vote » sont innombrables, et ils n'ont jamais été discutés.

Une assemblée de trois cents personnes était maintenant représentée par un délégué, au même titre que sa voisine, une assemblée de vingt personnes, inégalité fondamentale et profondément injuste.

Un contrôle minimum serait maintenant nécessaire pour enregistrer les assemblées : on proposa même que chaque Interzonale (une Interzonale était une coordination de plusieurs assemblées d'un même quartier ou d'une même zone) envoie des sortes de vigiles sillonner les assemblées, et en particulier celles qui étaient nouvellement créées, pour vérifier qu'elles ne soient pas seulement l'occasion d'envoyer un délégué indu à l'Interbarrial. Il faut dire que cette police ne vit jamais le jour : le mouvement était déjà trop affaibli pour entreprendre un tel effort contre lui-même, et l'honnêteté et la confiance, si développées dans cette expérience de la parole publique, s'y opposèrent tacitement.

Cette nécessité d'affiliation à l'Interbarrial arrêta net l'extension du nombre d'assemblées, qui était alors en cours ; les créations tardives d'assemblées, en effet, provenaient presque toutes de scissions, et elles indiquaient deux tendances : une apparition du négatif chez les assembléistes, et la tentative de créer des assemblées plus petites et mieux proportionnées à la qualité des débats. Toute scission, en effet, passerait désormais pour la tentative suspecte de créer un délégué supplémentaire. Et, dans la plupart des cas, il lui aurait été difficile d'obtenir la caution de l'assemblée d'origine, affiliée, elle, à l'Interbarrial. Les scissions, qui étaient la première et principale manifestation du négatif à l'intérieur des assemblées, cessèrent aussitôt.

Individualistes, francs-tireurs et minoritaires chroniques, tous ceux qui ne voulaient pas passer par une assemblée vécinale (par exemple les *enfants* qui ne voulaient pas participer à la même assemblée que la coalition de leurs parents et qui refusaient également l'assemblée des enfants), tous ceux qui exprimaient principalement leur appartenance au mouvement par le vote à l'Interbarrial ne pouvaient désormais plus le faire.

En devenant assemblée de délégués, l'Interbarrial n'était plus une assemblée générale : elle n'était donc plus construite sur le modèle des assemblées qu'elle était censée représenter.

N'étant plus une assemblée générale, cette assemblée admettait deux types d'assembléistes, distincts : les délégués, qui avaient le droit de parler et de voter, et les spectateurs, qui n'avaient plus aucun droit.

Pour qu'un délégué puisse voter une résolution à l'Interbarrial, il fallait que cette résolution ait été débattue dans la semaine précédente par son assemblée vécinale. Si quelqu'un, par conséquent, voulait proposer une résolution, il fallait d'abord qu'elle soit votée dans son assemblée ; ensuite qu'elle soit proposée à l'Interbarrial suivante ; ensuite qu'elle soit votée dans toutes les assemblées ; enfin qu'elle soit votée à l'Interbarrial encore suivante : il fallait donc désormais deux semaines pour qu'une proposition devienne résolution de l'Interbarrial. Un tel délai interdisait bien sûr à cette assemblée des assemblées de réagir vite, ce qui lui avait été encore possible lorsqu'elle était assemblée générale. Pour un mouvement de révolte, dont le rythme de pensée, de réaction et de contre-offensive est souvent son seul avantage dans la confrontation avec le vieux monde, c'est là une automutilation catastrophique.

Pour mettre en place ce système, il aurait fallu désormais démultiplier l'assiduité assembléiste : si trente assemblées proposaient chacune cinq résolutions, chaque assemblée vécinale devait, pendant la semaine, trancher sur cent cinquante résolutions, dont cent quarante-cinq qui n'étaient pas d'elle, ce qui aurait complètement étouffé ces assemblées, qui avaient déjà du mal, pendant les trois heures de leur session hebdomadaire, à débattre des cinq propositions qui étaient les leurs propres. Cette imposition des contenus ne s'est pas non plus imposée pratiquement. C'est heureux parce qu'elle présupposait un pouvoir très grand de la commission de presse de l'Interbarrial, chargée d'informer les assemblées vécinales de ces cent cinquante propositions.

La manipulation allait être considérablement simplifiée avec la création d'un échelon intermédiaire – le délégué – entre l'assembléiste et l'expression du mouvement qu'est l'assemblée générale souveraine. C'est en faisant élire des délégués que les militants, plus assidus aussi dans les assemblées vécinales, réussirent, à la fin de 2002, à noyauter l'Interbarrial beaucoup mieux qu'elle ne l'avait jamais été, en constituant dans ces réunions sans majorité la minorité la plus forte. Il est impossible de savoir si les coordinations d'assemblées qui semblent s'être créées à la fin 2002, en partie autour du PO, avaient subi l'anomalie électorale que le système rendait possible : comme on pouvait aller dans toutes les assemblées, un individu pouvait voter pour plusieurs délégués ; pour des militants, qui ont pour objectif politique de faire élire les membres de leur parti, il pouvait suffire de « tourner » d'assemblée en assemblée pour réaliser, très simplement, ce noyautage.

Enfin, la réforme n'a en rien remédié aux principales faiblesses de l'Interbarrial : c'était toujours un lieu de litanie sans débat, le but du mouvement y était toujours aussi peu débattu, la capacité de mise à disposition de la richesse du débat restait nulle, la capacité d'analyse du mouvement continuait à faire défaut, et sa représentativité dans le monde extérieur aux assemblées locales, notamment sur les terrains de la révolte, n'avait pas progressé d'un pas.

Et la capacité à agir, à transformer en démocratie les intentions contenues dans les résolutions, resta au point mort, ce qui permit, de manière parfaitement ironique, de relativiser toute la folle manœuvre.

La nouvelle Interbarrial ne représentait plus que formellement les assemblées vécinales parce qu'il lui manquait leurs trois principaux attributs : être une assemblée générale, être un lieu de débat, et choisir et révoquer des délégués, puisque l'Interbarrial n'a jamais besoin de déléguer quoi

que ce soit (pour l'Interbarrial nationale, les délégués n'étaient pas choisis par les Interbarrials de Rosario ou du parc du Centenaire, mais par les assemblées locales ; la deuxième et dernière Interbarrial nationale, le 17 août 2002, appliqua la règle « une assemblée un vote » sans qu'il y ait eu débat, ou même vote à ce sujet dans cette assemblée, alors que la première Interbarrial nationale, cinq mois plus tôt, avait été une assemblée générale ouverte à tous). Tout ce dispositif, qui représentait donc si mal le mouvement à la base, pouvait avoir pour conséquences principales : 1. augmenter les possibilités de « manipulation » et d'infiltration par les militants ; 2. devoir créer une police, pour garantir un accès désormais réglementé ; 3. rendre impossible toute capacité exécutive ; 4. empêcher toute forme de débat.

La nouvelle Interbarrial ne tomba pas dans les deux premiers travers. Il y eut aussi peu de manipulation que dans la formule précédente, principalement parce que l'Interbarrial resta tout aussi inopérante : il n'y avait toujours rien à manipuler dans cette assemblée. Le mouvement resta profondément dominé par la crainte qu'un enjeu, quel qu'il soit, puisse déposséder le souverain du mouvement, l'assemblée de base ; et il n'y eut pas de police, pour la même méfiance tout aussi justifiée ici au point que l'évidence qu'il en faudrait une pour faire respecter cette réforme fut même pudiquement occultée, comme si on était trop entre gens de bien pour devoir évoquer les inconvenances qui risquaient de dénaturer le lieu de réunion commun. Une autre raison très importante pour laquelle ces inconvénients furent évités est la probité des assembléistes argentins, qui ne cherchèrent donc pas à tricher, et pas à surveiller. L'empêchement de la capacité exécutive, par contre, eut bien lieu : le mouvement préféra châtrer encore davantage son forum, plutôt que de lui prêter de la puissance. Et le débat, lui aussi, continua d'être impossible à l'Interbarrial : on préféra lui couper les jambes, plutôt que de la doter de la parole. Les assembléistes argentins auraient voulu affaiblir leur coordination, ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Cette réforme fut une sorte de réaction politique : en prenant pour cible les politiques traditionnels, de nouveaux politiques non affiliés aux anciens partis voulurent installer un échelon hiérarchique, le délégué, et une efficacité dans le mouvement. Mais pour qu'une organisation soit efficace, encore faut-il qu'elle sache dans quel but, donc qu'elle connaisse ses propres buts. Et c'était justement de la détermination de ses buts que manquait le mouvement des assemblées, et pour cause : le but de ce mouvement était de trouver son but. La réforme de l'Interbarrial, au contraire, était une confirmation de la fermeture du débat, au profit d'un activisme sans objet.

Cette tentative mérite ici tant de place parce qu'elle est l'expression d'un mouvement qui ne se comprenait pas lui-même, qui ne s'analysait pas lui-même, et qui tentait de masquer le début de son déclin, d'abord à soi-même, ensuite au public.

3. La manifestation du 1er Mai, parfaitement insipide, s'est faite en deux cortèges, à cinq cents mètres d'intervalle. Celui des assemblées a été écrasé par la sono et le déploiement massif des drapeaux rouges du MST, qui s'était rallié à la cause des assemblées. Il y avait peut-être au total vingt à vingt-cinq mille personnes. Les assembléistes, qui n'étaient pas plus de deux ou trois mille, pesaient peu dans cette désolante parade de militants.

La chute de fréquentation de l'Interbarrial a continué inexorablement, indifférente à la réforme du 28 avril. A partir de cette date, Indymedia Argentine est devenu le site officiel de la publication des résolutions de l'Interbarrial.

A partir du 3 novembre 2002, il y a eu une interruption des comptes rendus hebdomadaires de l'Interbarrial. Ce jour-là, au parc du Centenaire, il y eut seulement neuf assemblées, le même nombre qu'une semaine plus tôt, et elles ont continué à voter des résolutions sans importance et sans obligation pour personne. Sur le média officiel de l'Interbarrial, cette dernière a disparu à compter de cette date.

Dans la prise de conscience panique de cette disparition, on peut signaler deux tentatives de construire une nouvelle coordination. Le 9 novembre, à l'invitation de l'assemblée de Cid Campeador, trente assemblées se seraient réunies (le document ne contient aucune liste de ces assemblées, trois fois plus nombreuses qu'à l'Interbarrial, ce qui justifie le conditionnel), plutôt pour mettre en commun leur désarroi que pour aboutir à des solutions effectives ; mais le refus de la résignation qui est la marque même de l'Interbarrial transparaissait suffisamment pour qu'une seconde réunion soit convoquée pour le 23 novembre. Et le 22 novembre paraissait une « propuesta de coordinación » en cinq points, signée « Encuentro de Asambleístas Barriales Autónomos » et datée du 27 octobre, qui est une brève analyse, par ailleurs peu convaincante en elle-même (le *fantôme* de la manipulation gauchiste y est par exemple invoqué pour expliquer cette fois-ci le fiasco de l'Interbarrial issue pourtant de la liquidation présumée de ce danger ; on retrouve ce même type d'argument complaisant chez la journaliste du quotidien de gauche 'Página 12', Irina Hauser), et qui appelle à une réunion le 24. La véritable difficulté de ces démarches apparemment sans lien restait cependant la même : pour construire une nouvelle coordination, il faudrait en finir avec l'ancienne. Mais l'ancienne Interbarrial n'était pas dissoute. Et pour la dissoudre, il aurait fallu reconnaître son fiasco, qui est celui des assemblées qui l'ont soutenue et approuvée, c'est-à-dire toutes les assemblées vécinales. Il aurait donc fallu analyser, critiquer et reconnaître ses torts, c'est-à-dire tout ce dont les assemblées s'étaient montrées incapables jusque-là. Mastodonte passif, creux et encombrant, l'Interbarrial a été le principal obstacle à la construction d'une coordination effective des assemblées.

Les suites de ces deux tentatives pour reconstruire une coordination n'ont pas été publiques.

Le mythe de l'Interbarrial est une composante essentielle du trompe-l'œil permanent du mouvement des assemblées en Argentine. Ce n'était pas le cœur du mouvement mais sa frontière ; ce n'était pas le foyer du mouvement, mais sa façade, jetée en pâture par l'anonymat du mouvement comme pour protéger cet anonymat. Ce n'est pas seulement une grande méfiance que les assembléistes ont exprimée en vidant consciencieusement cette institution de tout pouvoir, c'est aussi une clairvoyance : finalement, ce grand corps voyant et un peu chamarré, qui était né cadavre, a servi à montrer que le débat n'est pas possible quand on est trop nombreux à être trop courtois. Lorsque la solennité de la représentation résume en langue de bois la vie des disputes, seuls les gauchistes, grands ennemis du débat, restent dans les gradins. Et lorsqu'une assemblée générale souveraine délègue, elle doit couper la langue et les mains de ses délégués, sous peine de perdre sa souveraineté.

Nous admirons, en la découvrant, cette démarche exemplaire, guidée par cette honnêteté indispensable à la recherche de la vérité qui risque son possible en le protégeant et qui scinde le fond de son apparence en ridiculisant cette apparence. Cette mise en opposition presque caricaturale du fond du débat des assemblées et de l'apparence de ce débat qu'était l'Interbarrial est une étrange leçon du débat de l'humanité sur elle-même. Nous en approuvons jusqu'au mélange de conscience négative et de pensée collective incontrôlée, tout aussi négative, qui a produit cette critique, aujourd'hui seulement révélée, de la délégation et de la représentation là où le monde se joue.

Pourtant, peut-être par l'habitude insidieuse et inculquée de rechercher en tout l'efficacité, l'Interbarrial est aussi un regret. Il y avait là tant à faire ! Que cette réunion se conforme seulement aux besoins de ses mandants ! Qu'elle suive, indifférente à l'image qu'elle donne, avec la souplesse qu'ont les serviteurs habiles, la liberté de mouvements de son maître, l'assemblée générale vécinale souveraine, et quels services n'aurait-elle pas pu rendre ! Elle aurait pu être cet accélérateur d'esprit, ce carrefour de l'aliénation, ce terrain de jeu à l'air frais qui a tant manqué dans l'étouffement progressif des assemblées ! Elle aurait été agora, coursier, sénat romain, tranchant, torrent d'humour, union, rupture, antenne, observatoire, étincelle, fauve, ami, théoricien, catapulte, mémoire, jouissance, souffrance, confident, historien en actes, salle du trésor, esquisse de tout avenir.

Contenu apparent des débats

1. Dans les assemblées en Argentine, il y a deux partis. Ce ne sont pas des partis comme le parti du peuple et le parti des oligarques, comme les Guelfes et les Gibelins, comme le PJ et l'UCR, ou comme le PO et le MST, partis à l'ancienne avec chefs, vedettes, hiérarchie, militants et sympathisants, avec leurs idéologies et leurs rêves de pouvoir, partis d'une vision de la politique forgée depuis la Grèce. Les deux partis dans l'assemblée ne sont pas manifestes. On ne peut pas dénombrer leurs membres, non pas parce que ce seraient des sociétés secrètes, mais parce que ce ne sont pas des sommes d'individus. Au contraire, ces partis traversent la plupart des individus et les divisent en eux-mêmes.

Ces deux partis sont le reflet du rapport entre l'Interbarrial et l'assemblée vécinale. Il y a, d'un côté, le parti de la gestion de la cité, de l'efficace, de l'utile ; et de l'autre, le parti de la réflexion, de la recherche, le parti qui diffère les décisions – sans qu'on puisse décider aujourd'hui si c'était par irrésolution ou parce que ce sur quoi portent les décisions n'était pas encore mûr, probablement un mélange fluctuant des deux. Le premier parti est le parti de la visibilité, de l'Interbarrial ; le second parti est le parti anonyme, le parti de l'assemblée vécinale. Le premier parti est le parti de la démocratie directe, le second parti est le parti de la critique de la démocratie. Le premier parti est un parti de solutions, le second parti est un parti de propositions. Le premier parti est celui qui veut transformer rapidement le mouvement en pratique, un peu parce qu'il a peur de s'être avancé trop loin dans la carrière de l'esprit, le second parti est celui qui recherche la profondeur, le fond et la vérité du mouvement, en quête de la racine de la critique pratique dont il est issu, un peu comme s'il lui tardait d'entrer réellement dans la carrière de l'esprit. Le premier parti est traditionnel, de gauche, réformiste ; le second parti tient ses préceptes de ses propres découvertes, construit son idéologie, tire son présent de son futur. Le premier parti veut réaliser vite parce qu'il a peur du doute, le second parti cherche à différer longtemps parce qu'il a peur de l'irrémédiable. On sait tout de ce premier parti. On ne sait rien du second, sauf une chose : à l'intérieur des assemblées, il l'a emporté partout.

Ce n'est pas seulement dans le rapport Interbarrial-assemblée vécinale que la représentation a été sacrifiée pour préserver le débat. Le même phénomène se reproduit dans tout ce que les assemblées ont rendu public : toute publicité des assemblées a été sacrifiée pour protéger le débat ; tout ce qui a été rendu public est un trompe-l'œil de ce qui importe. En commentant les « résolutions » des assemblées, votées par les assemblées, que ce soit par l'Interbarrial ou les assemblées vécinales, on retrouve exactement la même figure que dans la délégation : un masque vide. Tout comme la délégation à

l'Interbarrial est privée de pouvoir, la résolution de l'assemblée est privée d'effectivité. Les résolutions des assemblées sont l'écran de fumée de l'irrésolution des assemblées. Le premier parti, le parti politique, poussait à résoudre ; le second parti, le parti antipolitique, votait les résolutions, mais affranchi de la garantie de leur effectivité. Ainsi, les résolutions votées n'ont été que l'alibi d'un fonctionnement ou la prétention à une efficacité, qui dit exactement le contraire de l'efficacité : tout cela, tout ce qui est résolu par notre assemblée est justement ce qui est rien. Tout ce qui est extériorisé, tout ce qui, de notre réflexion, devient public, sous forme de résolution, est tout ce qui ne compte pas. On résout pour pouvoir parler librement, mais on ne peut pas encore affirmer l'inverse. De la sorte, tout ce que les assemblées ont appelé résolutions, n'engageant personne, n'était que des propositions. Ce à quoi les assemblées tenaient n'était pas dans leurs résolutions, mais dans leur contraire, leur irrésolution. Mais elles ne tenaient pas à cette irrésolution par goût du doute, mais pour le contenu de cette irrésolution, qui était tout l'objet de cette obscure dialectique inédite entre la pratique et la parole.

C'est là une critique de la publicité qui va bien au-delà de la critique de l'information dominante. Alors que dans les assemblées tout est public, ce qui paraît dans la publicité n'est que de l'apparence, rien qui importe. Alors que la publicité des délégations et des résolutions semble, à première vue, accabler les assemblées, c'est au contraire une critique de la publicité : cette publicité, donnée en pâture, n'est que le discours convenu de la publicité. Et sous la protection de cette publicité, les assemblées dissimulent leur débat.

On a, ainsi, une hiérarchie inversée : les résolutions de l'Interbarrial sont des vulgarisations des résolutions des assemblées vécinales ; et les résolutions des assemblées vécinales sont des vulgarisations du débat à l'intérieur de l'assemblée. Et cette étrange division se retrouve jusque dans les débats à l'intérieur des assemblées : on y discute au moyen des trivialités politiques, économiques, judiciaires, de tout le langage des besoins, mais on n'y discute pas véritablement du besoin, sauf par exception, si on admet qu'il y a là, de manière sous-jacente, une discussion sur le besoin de discuter. Le véritable débat des assemblées est là : tout ce qui est trivial est public, tout ce qui est public est trivial ; tout ce qui est au-delà, dépassement, monde, aliénation, esprit, est ce qui importe.

2. Le parti trivial, le parti politique, est, dans les assemblées, le parti des résolutions. Les thèmes débattus dans les assemblées ont été, en apparence, ceux qui transparaissent dans les résolutions. Le premier thème est certainement celui de la gestion économique. Il est le premier parce que la gestion économique est considérée comme le déclencheur de l'insurrection, puis des assemblées.

Cette discussion est restée tout à fait inessentielle, même si elle resurgissait sans arrêt, dans les mêmes termes, en tant que fond incontournable. L'économie est d'abord un territoire où il y a fort peu de différends, dans les assemblées. Le rejet du FMI, le refus de payer la dette extérieure de l'Argentine (sous prétexte qu'elle avait été contractée, au départ, par la dictature militaire, régime illégitime), le rejet du corralito, ont été unanimes. De multiples résolutions ont été votées contre l'augmentation et pour la baisse des prix, pour des nationalisations d'entreprises, pour la résorption du chômage, pour des modifications de gestion de nombreux services publics, en particulier dans la santé publique, pour la hausse des salaires et la création d'un revenu minimum, contre le système bancaire « néo-libéral », et même pour que les impôts des « voisins » soient payés par les grandes entreprises. Le catalogue inépuisable de résolutions économistes votées était répété et renouvelé en permanence, en partie parce qu'il ne suscitait aucune opposition. Les résolutions sur la gestion économique avaient le caractère du consensus.

La position qui s'en dégageait était celle d'une gauche dans une interminable opposition sans possibilité d'accéder soi-même aux affaires. Dans la gestion même, la somme de ces résolutions non hiérarchisées ne serait pas applicable. L'idée est seulement de faire payer ceux dont on suppose qu'ils ont de l'argent, et de le reverser à ceux qui en ont moins. C'était là le vieux catalogue de revendications de Robin des bois mis à jour à travers le tamis socialo-altermondialiste. Sans que la sincérité des assembléistes soit en cause, cette somme de revendications sur la gestion économique – qui ressemblait bien plus à une puérile demande de redistribution de l'argent (et d'un argent dont une partie importante était occulte, fantasmé ou effectivement hors de portée) – n'était qu'une façon résignée de signifier un désaccord complet avec une manière de gérer.

Mais ces résolutions-là, privées de toute possibilité d'exécution, avaient essentiellement une fonction dans le débat de l'assemblée. Elles permettaient des points d'accord faciles, elles ressoudaient l'assemblée et réaffirmaient son unité, elles reconstruisaient ces moments d'indignation partagée, récréatifs et rassurants, où l'enthousiasme de décembre ressuscitait parfois au détriment de quelque approfondissement laborieux ou conflictuel qui était alors abandonné ou reporté. Ces unanimités ferventes pouvaient conduire à des disproportions comiques, comme cette lettre ouverte, envoyée par l'assemblée de Scalabrini Ortiz y Santa Fe au FMI. On imagine la réaction du fonctionnaire de cet organisme de régulation mondial réceptionnant ce courrier émanant d'un attroupement de soixante personnes d'un quartier obscur d'une capitale de la périphérie du monde, toutes inconnues et sans aucune compétence particulière. Lorsque les situationnistes, en plein Mai 68, avaient envoyé des télégrammes aux dirigeants du vieux monde, c'était justement en perspective de cette différence ; les assembléistes argentins, eux, l'avaient oubliée.

Les revendications éclatées, qui étaient l'ordinaire de l'économisme assembléiste, ne culminaient que rarement dans des projets plus élaborés, comme ce modèle de gestion appelé le Plan Fénix, par exemple, parce que les projets plus élaborés dépendaient aussitôt d'une organisation sociale, et dès qu'on parlait d'organisation sociale l'unanimité était perdue dans les différends politiques et partisans. L'aridité de la matière et l'impossibilité de transformer de tels projets en pratique contribuèrent beaucoup à les vider de leur sens.

Jamais, pour autant qu'on puisse aujourd'hui en connaître, les assemblées ne s'élevèrent à une critique de l'économie comme mode de pensée dominant, comme organisation du croire, comme gestion de l'infini dans l'infini de la gestion, comme religion. Mais si la place prépondérante de la gestion n'était pas remise en cause dans les croyances, elle l'était pourtant dans les faits. Car les assemblées elles-mêmes n'ont rien géré. Elles se sont seulement plaintes de la gestion de la société sans jamais tenter de s'emparer de cette responsabilité.

De même, il n'y a pas eu de critique du travail, qui a toujours été vu dans la version positiviste de la société économiste : le travail est source de toute richesse. C'est sur ce thème, développé dans l'assemblée de Jussieu, que les assemblées en Argentine ont montré leur principal retard idéologique. Alors même qu'elles transformaient l'activité dominante de la société en activité de la parole, il ne semble pas y avoir eu de critique du travail comme activité dominante de la société. Ainsi fonctionnent les décalages dans la société de la communication infinie : comme si le travail n'avait pas changé depuis trente ans, comme si leurs propres actes ne leur montraient pas une hiérarchie des activités qui contredisait formellement la prééminence du travail, comme si le plaisir ne s'était pas substitué à la souffrance dans la morale officielle, les assemblées en Argentine ont traité avec un respect qu'il a commencé à perdre dans le reste du monde la répugnante « Fête du travail » qu'est le 1er Mai.

3. Le débat politique a été le territoire privilégié du parti trivial. Les tendances de la vieille gauche, dont les idées étaient très largement dominantes en surface du mouvement des assemblées, n'ont jamais réussi à véritablement s'imposer. Les idéologies léniniste, stalinienne, tout comme le populisme péroniste, ont été tenues en échec parce qu'elles étaient fortement ancrées dans des partis traditionnels, qui étaient tous bannis formellement par le « que se vayan todos ». L'exigence rédhibitoire de ce cri et chant du mouvement a renforcé les nouveaux politiques, altermondialistes, chiapatistes, ou la tendance Attac. L'un des principaux débats menés par les politiques dans les assemblées a par conséquent consisté à discuter les limites de cette devise. Les degauches à l'ancienne ont voulu limiter le « todos » aux seuls partis qui s'étaient partagé le pouvoir depuis la dictature (PJ, UCR, Frepaso) ; les nouveaux degauches, surtout altermondialistes (les débris postsitus ont été des exceptions tellement rarissimes que c'est leur absence qui est un phénomène), ont tenté d'inclure tous les groupuscules gauchistes dans le « todos ». Mais le parti de la réflexion ne voulait pas « réformer la politique », comme les tendances modernistes du parti trivial, et toute tentative d'approuver une organisation politique a toujours échoué devant la plus grande méfiance.

C'est apparemment la nébuleuse altermondialiste qui a réussi à politiser les assemblées, c'est-à-dire à faire en sorte que la question de l'organisation de la société, comme question attachée à la question de l'organisation des assemblées, soit la plus débattue en assemblée. C'est cette nébuleuse, en effet, qui a réussi à impulser et à imposer la réforme de l'Interbarrial. Cette nouvelle gauche, plutôt regroupée en réseaux qu'en partis, n'a pas véritablement réussi à dépasser la question de l'organisation. Mais l'articulation des débats autour des modèles d'organisation de la société a été un frein principal que le parti trivial a réussi à imposer au parti de la réflexion. Autant la présence constante des thèmes économiques a été un lubrifiant, autant la présence constante d'un débat politique a été l'obstacle le plus fastidieux qui a empêché le parti de la réflexion de formuler, de projeter, de conclure.

Tout comme le « que se vayan todos » mettait en cause tous les gestionnaires, l'assemblée elle-même était une critique de l'organisation de la société en Etats. L'Etat fut considéré comme ce avec quoi il y a rupture, malgré tous les efforts des degauches de parti, et des degauches de nébuleuse pour restreindre l'Etat en général à l'Etat argentin, et même au régime actuel de cet Etat. D'un côté, par la résolution « pas de concertation », qu'il a été nécessaire de souvent réitérer, l'Etat fut considéré comme un ennemi, avec qui on ne peut pas entretenir de rapports quels qu'ils soient (les services publics, sous diverses formes, vinrent dans les assemblées pour tester la capacité d'intégration des assemblées dans leurs bureaucraties ; et ils partirent toujours déçus), mais de l'autre, la remise en cause de l'Etat fut freinée par les politiques, qui, dans leurs visions du monde, ne pouvaient pas imaginer un monde sans Etat.

La vision d'un monde organisé en assemblées s'imposait logiquement. Mais la distance entre le monde et l'assemblée apparaissait tout de suite beaucoup trop grande pour faire l'économie de l'Etat comme intermédiaire. Comment de quelques dizaines de milliers d'assembléistes argentins serait-on passé à plusieurs milliards d'assembléistes dans le monde ? Mais surtout : il aurait fallu gérer, il aurait fallu remplacer l'Etat dans de nombreuses prérogatives, et c'est justement ce que les assemblées se refusaient de faire, tout au moins avant de savoir dans quel but, dans quelle direction gérer. La critique de l'Etat dans les assemblées argentines peut donc se résumer à une remise en cause de l'importance de l'Etat : l'Etat accomplit un certain nombre de tâches que les assemblées ne veulent pas accomplir ; et ce qui est essentiel dans les assemblées, la parole, le débat, ne peut pas s'accomplir dans l'Etat, ni même avec l'Etat. Implicitement, les assemblées inversaient seulement la hiérarchie actuelle des priorités entre l'Etat et la parole. Même si cette attitude n'a jamais débou-

ché sur une critique explicite, il faut tout de même saluer dans les assemblées argentines le premier mouvement au monde qui affirme que, avant d'être exclu de quoi que ce soit d'autre, l'Etat doit être exclu de la parole publique.

Dans la controverse politique, où s'affrontaient plusieurs conceptions de la gestion de la cité, il y avait une importante et silencieuse fraction qui pensait que la gestion de la cité n'était pas le problème des assemblées. Les assemblées, fort divisées en elles-mêmes sur cette question, cherchèrent là aussi une sorte de consensus. La proposition d'une Assemblée constituante permit de réunir ceux qui voulaient simplement changer le régime et ceux qui voulaient changer l'organisation de la société. Une Constituante pouvait, à tout prendre, constituer une société sans Etat, une règle du jeu qui trouve ses principes et ses idées dans le modèle des assemblées. Mais la fraction qui répudiait toute gestion fit en sorte que la proposition d'une Assemblée constituante ne dépasse jamais le stade de la proposition.

L'Etat est resté perplexe face à cette attitude : il était exclu mais non attaqué. Dépositaire de l'autorité publique, l'Etat argentin ne prit pas le risque de réprimer les assemblées. C'est sans doute les imprévisibles conséquences médiatiques, mais aussi la difficulté technique d'attaquer autant de petits groupes épars, qui fit renoncer l'Etat à toute répression contre ces troubles de l'ordre public d'un genre nouveau. Et, devant l'orgueil des assemblées, qui lui avaient retiré la confiance dans la moindre parole, l'Etat bouda. Il feignit d'ignorer les assemblées à son tour. Il y eut des approches, des tentatives d'infiltration, une surveillance, mais à aucun moment l'Etat ne s'est exprimé sur les assemblées, préférant parier sur leur effritement, qui fut long à se dessiner, mais qui eut finalement lieu.

L'horizon des assemblées n'était pas le monde, beaucoup s'en faut, et il faut ici regretter une composante qui est venue s'incruster dans le mouvement, plutôt par défaut, le nationalisme argentin. Dans les premiers cacerolazos, les drapeaux argentins étaient les seuls symboles visibles, si bien qu'ils ont été vus comme une sorte de pureté d'un mouvement social qui ne se laisse pas imposer les symboles plus politiques, et qui retrouve l'expression fédératrice et unificatrice de tout le « peuple », de toute la « nation ». Si ce nationalisme est resté modéré, bon enfant, et s'est présenté comme une sorte de neutralité, il n'en était pas moins un nationalisme, qui différencie à la frontière, qui s'inquiète de la vente de la Patagonie à des investisseurs étrangers et qui reconnaît implicitement l'Etat. Mais il n'y avait aucune xénophobie, et les étrangers semblent avoir été automatiquement admis, et à égalité, dans toutes les assemblées.

L'internationalisme des assemblées ne trouva pas d'autre prolongement que particulier. Si les degauches avaient réussi à prolonger les cacerolazos dans leur caricature middleclass d'un « cacerolazo global », pour imiter les assemblées argentines en Europe surtout, il manqua toujours à ces parades affadies la source véritable des assemblées que les degauches auraient bien voulu solenniser et coaguler : la déflagration qui était l'insurrection. Plusieurs centaines d'assemblées ne se construisent pas par sympathie, ou par la raison : il faut avoir combattu pour accéder à cette situation d'un débat sans intermédiaires. S'il peut y avoir, comme à Jakarta ou à Tizi Ouzou, une véritable insurrection sans débat, il ne peut pas y avoir de véritable débat sans insurrection.

4. Tous les thèmes de discussion tournant autour du « local » ont été à la fois un refus des discussions de politique nationale et le terrain de prédilection de la trivialité politique. L'implication plus grande des « vecinos » dans les affaires de leur quartier paraissait, justement au parti trivial, la

justification du mouvement, correspondant à cette idée-doctrine que la politique devait être réformée par le bas, que les « citoyens » doivent prendre les choses en main directement. La gestion du quartier était un ordre du jour sous-jacent. Mais les assemblées de quartier étaient à tel point démunies qu'elles n'avaient pas même de lieux de réunion couverts : sauf à partir de l'hiver austral, lorsque certaines d'entre elles ont occupé des lieux publics désaffectés, elles ont continué à déborder du trottoir, préférant les intempéries à la désertion du carrefour qui leur avait donné leur nom ; et pour l'argent, elles n'avaient d'autres recettes que les contributions volontaires de leurs membres. Il arrivait parfois que la légitimité de l'assemblée était rejetée par son quartier. Dès début janvier, sur Indymedia, des habitants d'Almagro avaient contesté le nom de l'assemblée qui s'appelait assemblée populaire du barrio d'Almagro, arguant qu'il n'y avait là qu'une poignée de militants fort impropres à les représenter, eux, habitants de ce barrio. Mais les assemblées étaient aussi sollicitées comme recours contre les bureaucrates locaux. C'étaient par exemple des écoliers et des professeurs qui venaient, en désespoir de cause, demander à l'assemblée de leur quartier de réagir contre l'effondrement du toit de l'établissement, la municipalité avertie n'ayant rien fait.

L'activité locale était le terrain d'expression de la solidarité. C'était là un vaste champ d'activités minuscules où se déversait une générosité longuement retenue par les herses invisibles de la société de la communication infinie. La solidarité était aussi l'une des formes de l'honnêteté : il y avait propension à la mise en commun des moyens, par confiance, parce qu'on s'était uni dans un but commun, même s'il restait à définir. Mais la solidarité était surtout une façon de sentir l'unité, le fluide si attirant de l'être ensemble, qui se substituait à l'absence d'obligation réciproque formalisée. C'était parce qu'ils étaient dans cette confiance et dans ce don réciproques que les assembléistes argentins ont pu se sentir, quand ils étaient ensemble, plus forts que le monde. Cette solidarité sans emphase fut plus savourée qu'utilisée : c'était des achats communs de nourriture, c'était des rencontres et des « fêtes » en marge de l'assemblée (sous-événements culturels, séances de troc), c'était ceux qui avaient une compétence, avocats, médecins, techniciens, ouvriers, les mettant à la disposition des autres et c'était parfois une expression publique, dans les radios locales ou par des bulletins destinés au quartier, comme 'La Cacerola de Zapiola', de l'assemblée de Colegiales.

Puis, vers la fin 2002, la mauvaise conscience middleclass aidant, l'entraide avec des pauvres qui n'étaient pas dans l'assemblée, comme les cartoneros, poussa les assemblées à des activités quasi caritatives, comme ces ollas, qui étaient des soupes populaires, ou comme ces spectacles théâtreux et folkloriques avec lesquels on prétendait amuser le voisinage, et qui ne sont presque toujours que d'impudiques étalages d'une pauvreté qui s'ignore. Cet activisme moral, cet œcuménisme d'arrière-garde, avait aussi pour raison de retarder la démobilisation définitive. La solidarité était devenue une alternative d'entraide opposée à l'assistanat abdiqué par l'Eglise, et repris d'abord par les péronistes, puis plus récemment par les piqueteros. Il s'installe toujours une forme de hiérarchie et de clientélisme lorsque deux groupes s'entraident sans se fondre : les cartoneros ne venaient pas dans les assemblées, et les assembléistes n'allèrent pas ramasser les ordures.

L'horizontalité a été un thème très important, presque un mot d'ordre. Le rejet de la verticalité, l'opposition à la hiérarchie ont été fondateurs du débat. Le rejet du pouvoir d'une coordination était l'une des expressions de cette horizontalité à travers l'idée du réseau informel, par exemple. Mais plus couramment, l'affirmation de l'horizontalité signifiait qu'on voulait se passer d'intermédiaires. C'était d'abord une exigence interne à l'assemblée : que la hiérarchie sociale soit abolie à l'entrée du lieu de débat, que chacun parle en son nom, et que l'autorité ne vienne que de l'argument, pas de celui qui le formule. C'était ensuite dans le rapport entre l'assemblée et les autres assemblées : toutes les assemblées recherchaient, davantage que leur coordination centralisée, l'assemblée voisine. C'est

ainsi que se sont créées les Interzonales : il n'y venait que les délégations très restreintes d'un même barrio, et elles décidaient essentiellement ce sur quoi il fallait se tenir au courant, comment marcher ensemble dans les manifestations, comment se prévenir en cas d'urgence. Cette exigence d'horizontalité a contribué à gagner la confiance des barrios pour les assemblées. Elle a aussi contribué à ce que les assembléistes restent suffisamment modestes par leur égalité pour qu'aucune figure, aucune vedette présentable, aucun représentant médiatique ne s'en dégage, résultat suffisamment extraordinaire pour mériter d'être rappelé.

5. Les seules résolutions effectives des assemblées étaient celles qui appelaient aux manifestations. Ces appels trop fréquents, mal coordonnés ont contribué à épuiser et à disperser le mouvement. Les cacerolazos, effrités en un mois, étaient devenus, dès fin janvier 2002, une sorte de protestation geignarde qui niait son propre début violent. La plupart des assemblées appelaient à plusieurs cacerolazos par semaine. Pendant toute la première moitié de 2002, il y avait toujours quelques manifestants disséminés qui protestaient quelque part. Mais elles ne portaient plus le danger, le négatif, le tranchant de la critique.

Assez singulièrement, alors que les assemblées agissaient très peu, les assembléistes réguliers – pas seulement les accros – avaient l'impression d'être très occupés tout le temps. C'était, de l'assemblée aux commissions, de l'entraide aux manifestations, de l'Internet à l'Interzonale, de l'Interbarrial aux assemblées vécinales voisines, une immersion dans un tourbillon, assez rapide et assez intense d'alter ego, de pensées nouvelles et de persuasions, d'événements variés et de réflexions imprévues. De là naissaient de nombreuses rencontres amicales. Les assemblées avaient composé de nouveaux cercles d'amis : ils s'étonnaient, ces « voisins », de ne pas s'être connus avant, pourtant si proches dans l'espace et si proches en avis, en opinion, en désir.

Les assemblées appelaient aussi à des escraches. La part négative de ces manifestations violentes a été dissimulée derrière leur part ironique (on renouait là avec la farce brutale des plumes et du goudron ou de la bastonnade de la canaille, qui fait rire, humour féroce qui a été perdu dans les morales aseptisées de la middleclass naissante au XXe siècle), mais elles étaient de vraies atteintes à la corruption, et elles étaient aussi des humiliations en règle pour les gestionnaires qui étaient visés. On escrachait aussi bien les politiciens que les banquiers, mais aussi les institutions, les banques, certaines entreprises. L'escrache a été le seul acte violent et négatif revendiqué par les assemblées, même si c'était dans le déni de leur violence par la plaisanterie. On peut y voir une sorte de justice populaire plutôt douce à une époque où l'humiliation est mieux supportée que la souffrance. De la justice telle qu'elle est mise en scène dans les sociétés étatiques, les assemblées ont essentiellement affirmé la mise au ban. A travers les manifestations contre la Cour suprême, l'ensemble du système judiciaire était réprouvé comme faisant partie du système politique. Il y avait à la fois le rejet indigné d'une justice qui pouvait être corrompue et la vieille idée comme quoi cette justice était un instrument du système. Même s'il y avait de nombreux hommes de loi dans les assemblées, celles-ci se sont toujours senties hors du fonctionnement et par conséquent des principes mêmes de cette justice officielle. Et ceci plutôt parce qu'elles étaient en faveur d'une justice que parce qu'elles auraient été indifférentes à cet antique concept, si ancré dans les émotions et dans la raison.

En dehors des escraches, il y eut un bannissement de la violence. Il est aisé de concevoir que l'enceinte d'un débat doive rester exempt d'agression. Le sens de l'immunité des délégués a son origine dans les biais partisans qu'entraînaient des disputes dans les assemblées. Pendant la révolution en France, notamment, les députés siégeaient dans la terreur des gradins, et Taine rappelait qu'une poi-

gnée de tape-dur parisiens faisait voter, selon ses vociférations partisanes, les députés de toute la France. Si le débat est soumis aux pressions d'un groupe armé, il n'est plus possible. Mais dans les assemblées de Buenos Aires, la violence a été peu à peu rejetée par le mouvement lui-même. On en venait à nier sa violence initiale dans les journées de décembre ; on en venait à répudier le pillage. Rétrospectivement, le mouvement des assemblées transformait les morts de ce premier moment en victimes innocentes, et la violence en une violence seulement imputable à l'Etat ; dans cette relecture moraliste, les cacerolazos de décembre apparaissaient peu à peu expurgés des déprédations qui les ont accompagnés. Ainsi, les assemblées se sont coupées de leur propre négativité initiale, et ont rendu impossible de revenir à la fraîcheur de leur source.

C'est tout le négatif qui a été exclu des assemblées. Le refus du négatif a certainement été la faiblesse la plus grande de cette tentative de débat. Trop inquiets à chercher l'accord, les assembléistes n'ont pas cherché le désaccord. C'était comme si contredire quelqu'un était entraver sa liberté de parler. Les débats ne s'exprimaient pas dans l'argumentation et la contre-argumentation systématiques, mais étaient des suites d'exposés divergents. Un orateur présentait ses thèses, son opinion, le suivant pouvait parler d'autre chose, avec un point de vue différent, qui ne serait pas non plus contredit explicitement, mais qui serait neutralisé par un troisième exposé, encore différent, sous un angle encore autre, avec un troisième but portant peut-être encore sur autre chose. L'assemblée restait perplexe, votait tout, n'exécutait rien. Avec ce mode de débat, on ne peut pas en avoir le cœur net, et il semble que les assemblées ne voulaient pas savoir, décider, trancher, faire des choix. Une de leurs plus grandes faiblesses est d'avoir mis en place un dispositif qui protège l'irrésolution au point que celle-ci devienne un recours systématique. Au bout de quelques semaines, chacun connaissait d'avance les discours des uns et des autres, les thématiques s'épuisaient et, au lieu de s'affronter, on laissait l'ennui dissoudre la mobilisation. Le respect mal compris de la parole de l'autre s'est étendu, dans les assemblées vécinales, jusqu'à l'impossibilité de contredire directement, d'essayer de conclure concrètement sur les points les plus controversés. C'est dans le refus du négatif que les deux partis, celui de la visibilité et celui de l'anonymat, se sont le mieux neutralisés. Le dépassement de leurs différends, qui n'était envisageable que dans l'exposé contradictoire, a fait ici défaut.

6. Dans leur rapport avec le monde extérieur, les assemblées se sont présentées comme si elles étaient une puissance dans un front allié de puissances. Les assemblées se sont en particulier considérées et posées à égalité avec, pêle-mêle, des corporations, des syndicats, des organisations de pauvres comme les organisations piqueteros, des institutions, des partis politiques, tous ceux qui pouvaient venir s'exprimer à l'Interbarrial. C'est là un assez curieux démenti de leur fonctionnement à l'égard et au contact du monde extérieur, fonctionnement pourtant si jalousement protégé à l'intérieur de la sphère des assemblées mêmes.

Le rapport assemblées-piqueteros a été empreint d'une grande prudence réciproque. C'est comme s'il s'agissait surtout de faire étalage de cette alliance. Mais les assemblées n'ont pas monté des piquets de route (au-delà de ceux qu'elles étaient de fait, dans les carrefours où se tenaient leurs réunions) et les piqueteros ne se sont pas réunis en assemblées générales autoconvoquées, depuis que des organisations de gauche avaient réussi à passer le mors au mouvement d'occupation des routes, pendant l'année qui a précédé l'insurrection. Lors des assemblées convoquées par les organisations piqueteros, il y avait parfois des assembléistes qui s'exprimaient, et lors des assemblées, en particulier l'Interbarrial, des délégués piqueteros venaient prendre la parole : ces échanges, qui

paraissaient plutôt des échanges de groupe d'intérêt à groupe d'intérêt qu'une solidarité cordiale, avaient pour but de réaffirmer publiquement l'alliance et parfois d'appeler les uns aux manifestations convoquées par les autres. Mais assemblées et piqueteros restèrent non miscibles, essentiellement par la faute des piqueteros dont l'encadrement avait en effet tout à craindre des principes pratiqués dans les assemblées. Ceci a été particulièrement manifeste lors de la marche piqueteros-assemblées du 28 janvier 2002, relativement peu suivie d'ailleurs, où les piqueteros, partis de la banlieue, ont marché à travers la Capitale fédérale en rangs serrés, avec les assemblées en formation plus relâchée, tout autour. Dans toutes les très nombreuses manifestations suivantes, l'ordre de marche a été le même : les piqueteros en blocs compacts (la principale fédération d'organisations de piqueteros ne s'appelait pas par hasard Bloque Piquetero), physiquement encadrés par des militants qui tenaient horizontalement entre eux des bâtons, à hauteur de ceinture, et portaient des cagoules, rappelant une armée ou une milice, et les assembléistes, regroupés par assemblée, mais épars, sans ordre de marche, presque comme des citadins qui se promènent à la campagne ; et pas de dialogue direct entre les deux groupes.

L'absence de critique des organisations piqueteros par les assemblées marque une limite importante des assemblées : toute leur attention jalouse était portée sur l'intégrité et l'ouverture du débat en elles-mêmes ; et elles s'étaient constituées en opposant leur principe de fonctionnement à celui de la société, et en particulier à celui de l'Etat. Or les organisations piqueteros étaient des organisations tout aussi contraires au fonctionnement des assemblées que les partis politiques ou les institutions. En tolérant des alliés qui niaient dans les faits leur propre principe de fonctionnement, non seulement elles limitaient considérablement ce principe, mais elles le mettaient gravement en danger. Si le principe assembléiste peut tolérer une organisation populiste, alors il peut aussi tolérer une organisation comme l'Etat, parce que ce qui différencie l'assemblée des populistes est la même chose que ce qui la différencie de l'Etat : refus de la hiérarchie, assemblée générale ouverte à tous, débat le plus large possible, et, dans les effets, pas de médiatisation individuelle.

Les piqueteros ont donc été considérés par les assemblées comme un allié stratégique. Il y avait là une attitude qu'avait dénoncée Orwell pendant la guerre de 1939-1945, quand il reprochait à la gauche britannique de fermer les yeux sur tous les crimes de Staline sous prétexte qu'il y avait un ennemi commun à abattre d'abord. De même, toute proportion gardée, quand on voyait les piqueteros débouler en rangs serrés, sous leurs drapeaux et leurs banderoles rouges, sur la place de Mai occupée par les petits attroupements assembléistes épars sous leurs banderoles aux inscriptions noires (une armée de fourmis rouges en train de fendre une tribu de fourmis noires), on avait l'impression que cette formation imperméable était davantage en défensive contre les assemblées qu'en offensive contre l'ennemi commun. Les encadreurs de prolétaires ont vite compris qu'ils ne pourraient pas noyauter les assembléistes ; comme l'Etat, ils sont restés observateurs prudents et attentifs, pariant peut-être aussi sur le dépérissement rapide d'un phénomène dont ils ne partageaient ni les buts ni les méthodes. Et on peut supposer qu'ils redoutaient une contagion de ce plaisir si peu connu, mais si fondamental, qu'est le plaisir de la parole.

Les assemblées ont eu la même tolérance par rapport à toutes les autres formes d'organisations qui se prétendaient contre l'Etat, et même parfois seulement contre le gouvernement en place. Cela a tendu à réduire les assemblées à un petit fief, certes nouveau et dynamique, mais circonscrit, au milieu de tous les autres petits fiefs de la gauche mécontente. Cette autoréduction assumée a, de toute évidence, empêché le développement des assemblées : puisque le principe de l'assemblée n'entrait pas en contradiction avec toutes les organisations de gauche il n'y avait donc pas à choisir entre l'assemblée et l'organisation de gauche, il n'y avait donc pas à critiquer l'organisation hiérarchique, à

critiquer le silence institutionnalisé du bas de cette verticalité. Le fait assembléiste, cependant, a traversé et secoué toutes les formes de protestation. Dans les entreprises, il semble y avoir eu des embryons d'assemblées, au niveau des corporations (comme les motoqueros, les cheminots, les chauffeurs de taxi), il y eut des assemblées générales, en marge, en concurrence, ou en dépendance des syndicats. Et il semble ici que les partis politiques, dont les militants allaient dans les assemblées, ont eu au moins à écouter ceux d'entre eux qui avaient pris l'habitude et le goût de parler dans les carrefours de leurs quartiers.

Le principe même de l'assemblée semble avoir joui d'une grande sympathie auprès des non-assembléistes. Un sondage, organisé par une assemblée sur un échantillon peu représentatif il est vrai, montrait que sur la moitié des sondés interrogés sur les assemblées et qui n'avaient fréquenté ni assemblée, ni cacerolazo, ni escrache, il n'y avait pas de rejet. Il y avait bien entendu le fait que les assemblées paraissaient l'expression de l'indignation pauvre et morale, celle de la dignité et de l'honnêteté bafouées, et qu'en ce sens, indirect, les assemblées parlaient au nom de tous ; il y avait aussi le fait que les assemblées n'exerçaient aucun interdit, aucune violence, et qu'elles apparaissaient comme parfaitement inoffensives ; de plus, elles semblent avoir passé pour un recours contre l'incapacité des pouvoirs publics, une chambre d'appel contre les décisions des gouvernants. Mais leur ouverture, leur transparence, la liberté et la solidarité directement inscrites dans leur fonctionnement semblaient mieux destinées à gagner les cœurs que les consciences. Et le thème principal qui, selon ce sondage, devait être discuté en assemblée, de l'avis de la population du quartier, était la sécurité. Bien plus que de vouloir faire de l'assemblée une police, la majorité silencieuse du barrio exprimait par là que l'assemblée lui paraissait elle-même un facteur d'insécurité.

Ce qui n'est pas apparu du débat des assemblées

1. Même si le fond tumultueux des assemblées argentines contient une prudence et un usage des apparences qui tranchent avec la spectaculaire bousculade des apparences dans l'information dominante, même si la dialectique de l'apparence est l'apparence même de ce mouvement si peu dialectique dans son essence et dans les consciences qui l'ont animé, le labyrinthe de l'apparence n'est pas le grand portail qui permet d'entrer dans ce qui demeure incertain et caché, mais qui tapisse si bien la courte course de ce mouvement. Il s'agit, à travers des suppositions qui apparaîtront peut-être comme dépourvues d'effectivité, privées de vérification, et à travers d'infimes signes, cependant convergents, qui peuvent aussi être attribués à nos volontés partiales de confirmer nos propres présupposés, de tracer la piste, justement, qui serait capable de valider ou d'invalider ces présupposés par leur racine, d'entrer dans le possible en montrant, quand il y en a, ses points de contact avec la réalité, d'évaluer avec respect et attention ce qui, dans un souffle si chaud, dans une conscience si claire, a fini par se brouiller comme une buée, à s'essouffler si vite, si c'est l'histoire qui est notre échelle, comme elle doit l'être pour cet événement qui mérite d'y être rapporté. L'infirmité de l'observation, dans la zone d'ombre où l'observateur sous-tend ses propres projets, conceptions et perspectives aux faits observés, peut se renverser en une force potentielle, en puissance, si on le dit : sans oublier jamais que les faits sont entrelacés par des suppositions, voici en quoi la théorie qui a la téléologie comme négatif conflue avec le mouvement des assemblées, c'est-à-dire en quoi la théorie du monde issu de la révolution iranienne trouve sa poursuite dans l'insurrection argentine et son époque.

Dans la sphère des assemblées, régie par quelques règles simples et beaucoup de générosité, comme le jeu était nouveau, on est tout de suite comme sur du sable qui s'écoule sans laisser de prises. La raison n'est bien que le vestiaire à l'entrée et à la sortie des assemblées : ces quelques règles, d'une part, et des milliers de résolutions, d'autre part, ont absorbé et éreinté toute rationalité. Même l'expression écrite y compris sous sa forme d'inondation de l'Internet n'a montré que les faiblesses, les insuffisances pitoyables, la cacophonie et l'incompréhension ordinaires des pauvres de cette société soudainement attaquée. Et si l'infirmité de l'insurrection argentine, qui ne s'est jamais véritablement élevée à une révolution, est criante par sa naïveté, son honnêteté mêmes, cette honnêteté et cette naïveté sont en retour ce type de signe caché de la grandeur qui pointait là. La vérité du jeu commence au-delà du portemanteau de la raison établie en tyrannie depuis deux siècles, au point qu'on a oublié sa frivolité bourgeoise, son ennui bureaucrate et le caractère transitoire de ses vertus. Toutes les sphères du jeu qui ont le monde pour objet supportent ce paradoxe de l'apparence : de l'extérieur elles sont parfois si plates que leur sphéricité disparaît, alors que de l'intérieur leur immensité est si finement, si richement ciselée qu'elles paraissent être le relief et la couleur qui révoquent le plat et le gris uniques de l'extérieur, qu'elles suppriment l'apparence même d'un extérieur, que la sphère et le monde deviennent identiques, que la sphère du jeu devient monde, que les joueurs prennent le monde pour leur jeu ; et, sans prétendre ici que ce serait leur loi, c'est souvent le contraste entre ces deux perceptions qui indique l'immensité du propos. La petite lueur improbable d'une matière inconnue qui se fond dans la poussière et qui en est le contraire était dans ces assemblées. La dispute que nous voudrions offrir à l'avenir est celle entre cette petite lueur, dont l'éclat peut être si obsédant, et la puissance naturelle de la poussière qui a déjà englouti tant d'idées, d'amours et de vies, depuis que nous connaissons sa propension religieuse, politique, philosophique à tuer, à cristalliser, à égarer dans l'oubli et l'indifférence. Et voilà décrit, du même coup, l'ample lit d'une générosité nietzschéenne où le mouvement des assemblées donnait en grand et en détail. Car le premier élan de l'insurrection, sur le terrain de la victoire, se convertit dans ce don non encore ritualisé, pas encore devenu ce maquillage de l'échange qui oublie le fond et le sens dans les âpres disputes sur les formes.

Le portail des assemblées, pour ainsi dire, est lui-même en sable, c'est-à-dire cette matière dure dont on n'est jamais très sûr parce qu'elle sèche et s'envole au vent. L'entrée de la sphère des assemblées, qui est la vérité générique de l'entrée de toutes les sphères ayant le monde pour objet, est la nouveauté. Mais comme ces assemblées étaient fortement opposées à notre monde, dans leur constitution même, il faut ici distinguer la nouveauté des assemblées de ce qu'on entend par nouveauté dans notre monde ; car ce portail de sable peut être vu comme poussière qui envahit tout de l'extérieur ou comme lueur mate et contraire qui illumine l'intérieur caché dans le mouvement de dissolution de tout extérieur. Le monde de la poussière prétend, depuis que l'apparence du négatif est au pouvoir, à la nouveauté, comme si une poussière pouvait être nouvelle. Nous reconnaissons, au contraire, la nouveauté dans la seule négativité à ce monde, qui dissout la poussière existante. C'est d'abord parce que les assemblées se proposaient une communication qui exclut les moyens de communication dominants que ces assemblées étaient le négatif de ce monde qui est « notre monde », qui est la représentation de tout ce qui est notre époque, celle de la contre-révolution iranienne. La nouveauté dont il s'agit est le contenu de cette communication, alors que tout ce qui précède, de 1890 à l'insurrection de décembre, des piquets de Cutral-Có à l'organisation de l'Interbarrial, en est la forme.

La nouveauté est un signe qui a été largement perçu dans les assemblées mêmes. Et cette nouveauté n'était perçue ni à travers l'angoissante cavalcade plébéienne que les gestionnaires don-

nent aux changements de forme dans la marchandise, ni sans doute couverte de l'immodeste pourpre impériale dont la revêtent les téléologues lors de ses entrées dans l'histoire, mais avec cette modestie simple et généreuse d'un émerveillement qui ne manquait pas de détermination. Nulle part peut-être cette singulière conscience de la nouveauté n'est mieux ramassée que dans un texte paru sur Indymedia le 7 mars 2003, intitulé « Desde Buenos Aires. critica assemblearia luego de un año, conflictos y problemas », signé Martin, parce que justement cette conception si développée de la nouveauté y est expressément replacée dans les échappatoires particulières que permet le terme de nouveauté :

> « Algunas personas se enarbolan en el concepto de novedad y singularidad para negar la historia. "Somos algo nuevo, esto es una forma espontánea ¿por qué repetir viejos esquemas?" señalan. Que se quiere vedar con este tipo de frases huecas? Quizás se quiere dar a entender que uno se desentiende de lo que otros han pensado anteriormente; acaso aya todavía algún miedo en asumir alguna hecho reciente de este país. Escuché esta frase de gente ya grande y la interprete siempre como algo negador del futuro y del pasado. Como una frase sin fundamentos ni perspectivas que quiere ser únicamente en el presente, porque más allá no puede pensar. Como una máxima negadora de toda actitud proyectual. Esta frase lanzada una y otra vez contra los mejores y bien intencionados argumentos constructivos se convierte en algo realmente desconcertante. »

En mars 2003, quand les assemblées n'étaient déjà plus que des vestiges d'un éparpillement silencieux, leur nouveauté était devenue un vieux durillon sous le sable auquel s'agrippaient avec fureur et désespoir ces attardés qui ne voulaient plus quitter le possible humé là. Et, après la bataille, quand la nouveauté s'éternise, elle devient son contraire, elle s'oppose à l'histoire, comme le stigmatise l'auteur, ce Martin pas fiérot.

2. Dans l'oscillation incertaine de leurs délibérations, dans les longs plaisirs de l'exposé et de l'approfondissement de pensées individuelles s'affrontant et se complétant, les assemblées argentines se présentent immédiatement comme un jeu.

L'insurrection de décembre, par ses bonds rapides de la liberté au doute et retour, par les vives oscillations entre le plaisir et la peur, était le jeu bien connu de l'émeute étendue au-delà d'un intervalle entre deux sommeils, de la négativité simple qui commence à se prendre pour objet ; la thèse médiatique de la préméditation du pillage avait d'ailleurs été la tentative de réduire le jeu de ce début d'insurrection à un travail de quelques sbires. Dès le cacerolazo, qui est la caisse de résonance du pillage, la nouveauté du jeu se manifeste : le cacerolazo est une mue, une transformation de la forme du jeu déjà expérimenté dans le monde des *albanais* et de Jakarta : le pillage. Mais en Argentine le pillage n'est plus seulement la première partie d'un jeu dont le cacerolazo est une phase ultérieure : dans le cacerolazo, il y a encore du pillage et on trouve déjà du bruit ; et dans ce bruit, on trouve encore de l'informe et déjà de l'articulé, du métal entrechoqué puis de la parole criée ou chantée, ces formes grossières mais fortes d'un langage qui s'érige. Dans le cacerolazo, on n'entend pas encore les manifestants parler, mais pour eux, les cris et le vacarme ne sont déjà que la ponctuation de leurs phrases, l'écho violent et rassurant de leurs consciences libérées dans les chocs avec les autres consciences présentes. Le cacerolazo est la partie du jeu où la colère passe de la destruction au tapage, et où les sons du tapage commencent à s'organiser en mots : que se vayan todos.

Les assemblées sont la nouvelle mue de cette colère, le bruit devient débat public, le tumulte informe se sculpte en scansion, du cri on maîtrise le volume, de l'émotion se cristallise en pensées

conscientes et construites, le riche débit de la pensée corticale libérée s'élève en tentative de discours. Du burlesque au talent, la rhétorique retrouvée souligne ce domptage du refoulement. Le même jeu, à nouveau, a changé de forme. Mais avec les assemblées, il devient quelque chose qui n'existait pas encore dans le monde. A Jakarta, en Albanie, l'insurrection n'avait pas réussi à trouver ce dépassement dans la construction de la parole que les islamistes, les sandinistes et autres catholiques solidarnochiens avaient réussi, non sans peine, à confisquer à la révolution iranienne vingt ans plus tôt.

Si le fait d'avoir été un moment de l'histoire ne dépend pas des assemblées en Argentine, mais de leur avenir, de leur aliénation, de ce qui en sera fait, c'est parce que l'avenir seul pourra dire si le débat s'y est élevé jusqu'à prendre le monde pour objet, ce pour quoi il n'y a aucune apparence et ce pour quoi il y a une très grande probabilité. Mais aucun moment de l'histoire récente, c'est-à-dire au moins depuis la Fronde, que nous connaissons encore si mal, n'avait connu un tel débat public sur le monde qui ne dépend que d'assemblées d'égaux, c'est-à-dire d'assemblées de gueux, sans la médiatisation d'aucun moyen de communication dominant. Jamais encore on n'avait vu des pauvres se réunir librement, sans objet avoué, en public, en bannissant la présence des principaux gestionnaires, des principaux policiers et des principaux informateurs du lieu même où ils se réunissaient. Jamais encore un aussi vaste bavardage n'avait occupé les carrefours d'une capitale, une fois l'insurrection passée.

Les conseils du siècle précédent, de Petrograd jusqu'à Souleymaniah, en passant par Berlin, Munich, Budapest, Canton, Prague, Paris, Addis-Abeba et Téhéran, avaient finalement comme objet de pallier les déficits de gestion de l'insurrection dont ils étaient le filet de secours : leur fonction était davantage celle de la cantine, de l'infirmerie, de l'arsenal, d'assurer les lignes arrière, plutôt que d'imaginer le futur, d'étourdir de propositions insensées, d'avancer la grenade dégoupillée au milieu des salles de délation, des commissariats de la pensée, des banques de l'ignorance, de prendre ces risques de l'offensive qui sont les cicatrices glorieuses de tous les grands accomplissements. Les assemblées en Argentine n'ont pas non plus étendu les limites de la violence négative de l'insurrection dont elles sont issues ; mais elles ne se sont pas compromises, pour l'essentiel, dans l'activité de gestion, cette misère des replis et ce replis de la misère, en temps de révolte. Le balbutiement qu'elles ont installé était pour l'essentiel affranchi du besoin et de la nécessité. Tout y était gratuit. Si remplacer une gestion défaillante et inique était couramment débattu, jamais il n'a été véritablement question de prendre cette responsabilité. C'est dans cette liberté, si riche en doute, que les assemblées ont véritablement oscillé, comme dans le plus grisant des jeux.

Si la critique du travail a manqué à ces délibérations, le fonctionnement même des assemblées propose un dépassement de la forme du jeu qu'est le travail. On retrouvait là une conception oubliée depuis que les valets gestionnaires imposent à l'ensemble de la société cette activité fétiche – le travail – comme activité dominante glorieuse et indépassable : le débat public gratuit, sans argent, sans pouvoir, sans hiérarchie, sans police, sans rapport à l'utilité, sans idolâtrie de l'individu, sans salaire de la renommée. Ceux qui prétendent travailler au débat public, ceux dont le débat public est le métier, les politiciens et les informateurs, en étaient exclus, les premiers par décision des assemblées, les seconds par autocensure ; aucune carrière ne pouvait se construire dans cette incorruptibilité. En introduisant de fait la critique de la publicité laborieuse, les assemblées ont réintroduit dans la publicité la dualité ludique de la critique de l'activité dominante. Le public des assemblées était le public lui-même joueur, lui-même participant au jeu, aucun autre. Si la cohérence théorico-pratique reste un archaïsme situationniste de l'idolâtrie de la conscience, une vieille revendication du théâtre du siècle passé, l'identité entre les acteurs et les spectateurs est tout à fait indispensable

au jeu téléologique dont il est ici question et qui a pour but intermédiaire l'assemblée générale du genre humain.

La sphère du jeu des assemblées était comme ce jeu lui-même : publique et invisible, anonyme et animée, probe et riche. Sa meilleure extériorisation est peut-être cette scène de passants qui traversent une assemblée sans s'arrêter : l'extraordinaire paraît l'épaisse cuirasse de ces passants ; mais la réciproque est vraie : la sphère du jeu contient aussi les assembléistes face à ces intrus lobotomisés. De sorte que les assembléistes seraient bien plus surpris qu'un observateur ait remarqué un tel phénomène que les non-assembléistes, qui savaient très bien, eux, qu'ils traversaient un tel jeu, simplement sans savoir que ce jeu était les prolégomènes au jeu des jeux ; et de nombreux participants à l'assemblée n'ont probablement même pas remarqué que leur terrain de jeu était aussi habité et parcouru par ces inessentiels insectes humains, sans regard et sans voix, sans écoute et dont la réflexion était rentrée, renversée en eux-mêmes comme une amputation. La curieuse intensité des assemblées, mélange de sérieux, de pétillant, de remake des années 70, de tribunat romain, de salle de spectacle, de théâtre surréaliste, de rencontre situationniste, de réunion de téléologues, d'accolades latines et de civilités princières, de droiture, de simplicité, de gravité sans tristesse et de tension sans peur, est aussi fort représentative d'une partie en cours. Mais l'essentiel de la sphère du jeu est échafaudé par les règles, qui sont ce fonctionnement ouvert, sourcilleux de la liberté de la parole, et surtout attentif à ne rien laisser entraver de l'intelligence inconsciente de la réflexion.

L'essentiel des règles, ce dont les règles ne sont que la première expression, est dans le contenu des assemblées. Les assemblées n'ont pas réussi à formuler de but, mais leur contenu était de connaître leur but. C'est là le contenu de toute assemblée non mandatée : trouver son sens, son historicité, déterminer la vérité pratique de son être-là, réaliser son existence. Le contenu d'un jeu est toujours la réalisation de son but. Le parti de cette réflexion, qu'on peut aussi appeler le parti du contenu par opposition au parti formel, qui voulait seulement un projet de société ou une organisation efficace des assemblées, n'exprimait pas beaucoup sa position, tant ce parti manquait de mots, de verbe, de temps et de réflexion face à son immense objet, encore à peu près vierge ; mais on entendait parfois, au milieu de projets politiques ou institutionnels, des objections posées, qui venaient du ventre. Quelqu'un disait alors : je ne suis pas là pour discuter de la redistribution des biens ; à vrai dire, je me fiche de la redistribution des biens ; je suis là parce que… je ne sais pas exactement pourquoi ; je suis là parce que vous êtes là, et que c'est ce qui me plaît. De telles sorties informes étaient beaucoup mieux entendues que rapportées par écrit, parce qu'elles exprimaient simplement ce que tous les autres pensaient, et leur laconisme littéral était doublé de multiples profondeurs, aisément perceptibles dans le respect et dans le court moment d'introspection que chacun, même les plus politiques des formalistes, accordait alors à ces sorties. C'était là un aspect particulier de ce jeu subtil : comme les assemblées dans l'ensemble étaient un signal indéchiffrable pour le monde, il y avait parfois, à l'intérieur des assemblées, des prises de parole qui étaient comme des oracles, hermétiques en apparence, résonnant dans les strates ensevelies de l'intimité où leur foudre frappait ces clairières cachées de l'intelligence qui apparaissent alors comme des raisons d'être là, des carrefours de la vérité, de petits concentrés de grandeur et de possible, simplement éructés dans un langage dont il s'avère là combien il est alors mal taillé pour la profondeur humaine ; et comme les assemblées dans l'ensemble, ces phrases en avaient trop dit et pas assez. Le jeu, l'oscillation entre la liberté et le doute, la communication comme règle du jeu, étaient là dans cette hardiesse de l'hésitation, dans ces ouvertures fulgurantes vers ce qui est caché et secret, dans le doigt pointé, comme un éclat de rire moqueur, vers l'avenir.

3. Pour expliquer ce qui le retenait à Buenos Aires, alors que sa maison est en Patagonie, César, d'un geste circulaire, désigna la douzaine de participants à cette réunion de commission : « Tu lances une idée, et une semaine après elle revient – et le mouvement circulaire du bras s'accomplissait – mais ce n'est plus la même idée, elle est enrichie, développée, elle a pris une direction inattendue ; et parfois même, ce n'est pas du tout ce que tu as lancé au départ, c'est comme l'inverse de ce que tu avais dit. » Ce qui aurait trop manqué à César dans sa Patagonie, c'est cette pratique de l'aliénation : la libre transformation de la pensée, le jeu qui consiste à explorer les idées, et à modifier leur essence, cette activité fondamentale de l'humain, qui est un plaisir et qui est le creuset de toutes ses divisions, de toutes nos violentes disputes, dans l'élément de l'humain, la pensée.

C'est la principale découverte du débat non policé, dans un monde où la pensée non contrôlée s'est multipliée à grande vitesse, et où la pensée contrôlée est devenue essentiellement un vestige conservateur et barricadé. La première expérience de la libre parole, de la libre pensée aujourd'hui, est la pratique de l'aliénation : on lance une idée et elle revient ; elle revient enrichie, augmentée, développée, déjà autre ; ou elle revient renversée, ayant perdu le sens qu'on y avait mis au profit d'un autre sens, dévoyée, développée aussi, contre la motivation consciente insuffisante qu'on y avait mise, pareille en apparence mais différente dans son essence, autre encore. Dans le monde policé où la conscience et la raison sont d'impitoyables interdits à modifier les édits du passé, l'aliénation passe quand même, mais refoulée, hors de toute possibilité de maîtrise ; dans les assemblées en Argentine, cette capacité à transformer de la pensée, ce jeu avec l'aliénation avait commencé, et les assembléistes faisaient l'expérience du plaisir de se l'approprier. L'activité ludique des assemblées a été essentiellement l'expérience de la pensée collective, pas encore la tentative de maîtrise d'une pensée libérée du cloisonnement de l'individu, mais déjà sa libre mise en œuvre et en commun. Et l'enjeu des assemblées, entre le parti trivial et le parti de la réflexion, le parti politique et le parti non politique, le parti de la forme et le parti du contenu, portait sur l'immense ouverture de ce jeu. Le parti de la forme veut simplement un monde où le refoulement de l'aliénation est mieux organisé que dans la société actuelle ; le parti du contenu veut savoir de quoi cette aliénation est faite : s'y étonner, s'y noyer, s'y retrouver.

Les assemblées se sont en effet comportées comme si la recherche du but était la seule perspective qui méritait d'être soutenue, grande victoire du parti du contenu. On n'avait pas encore vu, dans l'histoire, d'expérience aussi vaste de l'aliénation en un champ délimité consciemment, de tentative concrète de circonscrire un phénomène d'aliénation dans un lieu et un moment qui appartiennent à ceux qui les font et où ceux qui font cette aliénation expérimentale sont aussi ceux qui la subissent aussitôt, mais où ceux qui la subissent ne sont jamais que ceux qui la font. Les assemblées en Argentine sont, sans le savoir, la première tentative pratique de poser collectivement la question du but de l'aliénation.

Comme nous connaissons mal l'aliénation, comme nos consciences sont l'ignorance organisée de ce qui se passe hors d'elles, nous ne pouvons pas mesurer les conséquences de la pensée des assemblées dans le monde, dans l'avenir. Peut-être leur grande concentration a perdu leurs hautes intentions ; et peut-être les idées de demain, la société de l'avenir, trouveront là leurs racines, lorsque nous saurons mieux participer du flot, des retournements et des courants incessants des pensées non détruites, non réalisées, qui se transforment et se transportent alors même que nous les avons oubliées.

Limites des assemblées

1. Les assemblées n'ont pas seulement joué à l'aliénation, elles sont elles-mêmes une forme d'aliénation, un moment historique où la pensée lancée par le pillage est revenue, transformée, différente de ce qu'attendaient les uns, qui ont vu là un enrichissement, un développement, une direction inattendue de l'insurrection, et différente de ce que désiraient les autres, qui ont eu l'impression que l'idée de leur révolte s'était enlisée et retournée, que son essence s'était transformée.

Les assemblées n'ont pas réussi à étendre la violence dont elles sont issues, mais elles sont la continuité de cette violence ; ce qui était fort, authentique, juste dans l'insurrection ne s'est pas évaporé comme dans d'autres insurrections, jetant des germes épars dont la connaissance de l'aliénation ne nous permet pas de connaître la dérive, mais est resté concentré sous une forme différente. Devant l'insurrection en Argentine, on peut effectivement se demander si son devenir assemblée est sa perte ; ou si la perte des assemblées ne serait pas, en somme, qu'une perte différée de l'insurrection, retenue un moment dans une forme artificielle intermédiaire qui serait la discussion, au carrefour des rues, à heure donnée, avec un tour de parole et un usage très probe et assez inutile du vote. On aurait là quelque chose de fort ressemblant à ce qui s'est passé en Algérie, où l'organisation en assemblées est plutôt une façon d'en finir avec la révolte qu'une façon de pousser les conséquences du négatif de cette révolte.

Il y a ici plusieurs questions importantes : dans quelle mesure les assemblées sont-elles la filiation de l'insurrection ? Est-ce que l'assemblée est nécessairement en retrait par rapport à l'insurrection ? Comment les assemblées peuvent-elles relancer l'offensive ?

A la première question, dans quelle mesure les assemblées sont-elles la filiation de l'insurrection ? il faut répondre que, bien entendu, comme le montre Jussieu, assemblée sans insurrection, et Jakarta, insurrection sans assemblée, insurrection et assemblée ne sont pas nécessairement dans un rapport dialectique ou de causalité ; mais c'est l'hypothèse qui nous intéresse ici : que sont les assemblées issues d'une insurrection ? Il faut d'abord rappeler que l'insurrection en Argentine n'est pas un bloc, mais une succession d'événements distincts, menés par des acteurs distincts. Il semble que trop peu de pilleurs se soient trouvés, par la suite, dans les assemblées : trop furtifs, trop jeunes, trop peu dans la parole posée, trop surveillés et encadrés par les ennemis conservateurs des assemblées, de la police d'Etat aux sbires de l'assistanat partisan, les gueux du 19 décembre n'ont pas trouvé facilement accès à la concentration effrayante des assemblées. Les combattants de la bataille de la place de Mai, les gueux du 20 décembre, en revanche, fréquentaient en grande proportion ces mêmes assemblées : ils sont attirés par les quartiers du centre où bat le cœur des assemblées – travail, richesse, bataille –, ils sont ennemis déclarés de l'organisation sociale en place, ils ont presque l'âge et presque la maturité qui a fini par triompher dans les assemblées ; de même, une partie importante des participants aux assemblées s'était retrouvée dans les cacerolazos des 19 et 20 décembre, même si une partie très marginale des participants à ces cacerolazos s'est retrouvée dans les assemblées, ce qui devrait donner beaucoup à réfléchir. Dans les assemblées il y a eu aussi des participants qui n'étaient pas dans la rue en décembre : les absents, les hésitants, les retardataires et tous ceux qui ont vu dans le discours libre aux carrefours des rues quelque chose de radicalement autre que cet autre discours libre du carrefour des rues qu'étaient le pillage, l'émeute, le cacerolazo. Mais la majorité des assembléistes ont bien participé aux journées-creuset de décembre 2001.

2. Dans les assemblées mêmes, hors résolution, le thème de la continuité entre l'insurrection et l'assemblée était évoqué fréquemment. La position dominante semble avoir été que les assemblées étaient « autre chose » que l'insurrection. Il y avait là cette idée de la nouveauté qui aurait été une rupture avec l'insurrection, moins nouvelle ; cette idée était d'ailleurs surtout ancrée dans l'espoir que les assemblées étaient un dépassement de l'insurrection et, en tant que tel, qu'il s'était développé en elles des forces qui avaient manqué à l'insurrection : parole, participants différents, effort sur la durée, capacité de réflexion qui pouvait contenir l'insurrection alors que l'insurrection n'avait pas pu contenir la capacité de réflexion sur ses propres causes. Mais il y avait aussi une répudiation pacifiste et middleclass de la violence, qui peu à peu a pris le dessus dans les assemblées, désavouant l'insurrection comme leur racine, ou bien – version pernicieuse du même – attribuant toute la violence de l'insurrection à l'ennemi, y compris le pillage, innocentant et victimisant les insurgés et les assembléistes. Cette question de la continuité entre insurrection et assemblée est la question même de l'aliénation : de l'une à l'autre des formes de révolte une modification s'est accomplie, comme un nuage devenu autre et dont on n'est plus très sûr qu'il est bien issu de ce premier nuage qu'on avait pourtant clairement identifié. Si l'essence du mouvement a changé entre l'insurrection et les assemblées, il est bien trop difficile de nommer l'essence du mouvement dans les assemblées pour établir avec précision et certitude la filiation, si importante pour comprendre ce moment historique et, nous l'espérons, ceux à venir.

Les assemblées correspondent à un double manque : celui du dépassement de l'insurrection, et celui du besoin de parole dans la société de la communication infinie. Mais il y a évidemment une grande différence entre ces deux manques, qui semblent avoir été confondus en Argentine : c'est en Algérie qu'on a vu comment l'organisation hiérarchique et conservatrice de la parole dans la société permet de se substituer au manque de dépassement de l'insurrection, comme si la parole, par essence, était opposée à l'insurrection, adaptation de cette vieille thèse de la résignation qui prétend opposer victorieusement la raison dominante à l'émotion de la révolte. En Argentine, c'est plutôt le mouvement inverse qui a eu lieu : le manque de dépassement de l'insurrection est venu se substituer au manque de parole dans la société. On peut voir les assemblées en Argentine comme un lac d'écoulement d'une explosion de barrage : elles ont irrigué, mais elles ont aussi retenu, puis elles se sont lentement écoulées. C'est notre deuxième question. Est-ce que l'assemblée est nécessairement en retrait par rapport à l'insurrection ? En Argentine même, elle est certainement en retrait, autant qu'un lac d'écoulement est en retrait de l'explosion qui l'a constitué, mais elle est aussi en aval, elle inonde des contrées inconnues de cette explosion, avec des conséquences inédites. Les assemblées en Argentine semblent s'être montrées trop confiantes dans le flot impétueux issu de l'explosion, auquel elles se sont adonnées avec cette magnanimité inconsciente qu'on a pour les ennemis qu'on croit parfois anéantis alors qu'ils ne sont que battus. La colère a permis la tentative de discours, mais la tentative de discours a empêché la colère.

Il faudrait, de cette expérience, au moins tirer cette règle : le premier soin d'assemblées issues d'une insurrection, donc d'une victoire partielle sur un ennemi non anéanti, devrait aller à pousser l'offensive ; ou tout au moins à garder à l'esprit que les occasions offensives sont précieuses même quand elles paraissent abondantes, et que les laisser passer a, pour les assemblées, des effets d'autant plus irrémédiables qu'ils sont rarement perceptibles, ne restant observables qu'avec le recul de la durée et de la distance. Pour ne pas dilapider, comme en Argentine, l'intensité de la négation, il faut que les assemblées issues d'insurrections mesurent leur intensité à l'insurrection et non à ce qu'elle est devenue dans les assemblées ; il faut veiller à pouvoir toujours relancer l'offensive, ce grand effort, ce grand plaisir. L'approfondissement, que les assemblées apportent à la bataille de

rue, ne doit pas oublier que la bataille de rue est ce qui libère l'approfondissement ; il appartient donc à l'assemblée de promouvoir et d'entretenir la bataille de rue, non comme ce qui lui est essentiel, mais comme ce qui lui est vital. Ce n'est pas dans cette forme d'offensive que peut se définir l'objet de l'assemblée, mais c'est assurément sa respiration, sa coudée franche, tant que la définition de son objet n'est pas accomplie. Les assemblées de Buenos Aires avaient d'ailleurs partiellement compris cette nécessité si on se réfère à la débauche de manifestations auxquelles elles appelaient : ces manifestations permettaient de se voir, d'occuper la rue, de porter le danger sous les fenêtres, sous les vitrines, sous les zooms ennemis ; mais il y a eu baisse d'exigence sur l'intensité de ces manifestations : toutes les manifestations issues des assemblées n'avaient plus que l'intensité des assemblées, alors que c'est l'inverse qui aurait dû être le cas, à savoir que l'intensité des assemblées aurait dû avoir l'intensité des manifestations, comme apparemment en décembre 2001, lorsqu'elles sont nées.

Comment les assemblées peuvent-elles relancer l'offensive ? est certainement la question la plus difficile parce qu'elle est précisément une des principales limites des assemblées en Argentine, mortes d'asphyxie avant d'avoir déterminé leur objet ; elle est donc cruciale. Il faut déjà que les assemblées issues d'insurrections se pensent comme un moyen pour relancer l'offensive, veuillent relancer l'offensive, et c'est bien ce qui a manqué en Argentine. S'il n'a pas manqué dans les assemblées de commissions de santé, il a manqué cruellement de commissions de l'offensive. C'est qu'il y a aussi et surtout manqué des commissions de critique, ou commissions du négatif, qui auraient pris pour objet leur propre mouvement, leurs propres assemblées, et qui auraient analysé et exposé à leurs assemblées le manque d'armes, conceptuelles et létales, la faiblesse au jeu de joueurs il est vrai inexpérimentés, l'invraisemblable galop de la pensée, sur lequel s'appuie l'ennemi et sur lequel il faut s'appuyer aussi pour combattre l'ennemi au lieu de combattre ce galop de pensée en s'appuyant sur l'ennemi, ce qui est ce vers quoi les assemblées ont glissé. Il a aussi manqué de rappeler l'urgence du temps, dans une situation historique, surtout au meilleur moment, où l'on pense avoir gagné du temps : mais le temps gagné par les pauvres dans l'histoire l'est toujours sur le quotidien et rarement sur l'ennemi, et c'est ce qu'ils confondent. Une commission du négatif aurait surtout rappelé l'importance de mener un débat à son extrémité, et appelé à ne pas confondre la polémique et la critique dès qu'on est capable d'aller au-delà du respect formel de l'avis de l'autre : l'écoute ne peut pas se substituer à la critique, voilà beaucoup ce qui a empêché les assemblées en Argentine de même poser la relance de l'offensive qui avait été crue acquise pour toujours. Avec cette volonté plus tendue d'aller à l'extrémité, au but, il y aurait eu des tendances dans les assemblées, dont l'une, probablement, aurait prôné que l'assemblée se proclame le relais entre deux insurrections, une sorte de site préparatoire d'une insurrection au moyen de la précédente : lieu de repos, de dispute, accélérateur et aiguilleur de pensée, transformateur expérimental de pensée individuelle consciente en esprit, dépôt de munitions, poste avancé dans les lignes ennemies, capitale du rire, carte du possible, mutation de l'orgasme en moyen, introduction à la critique de la publicité, enquête sur la nature et les causes des troubles de la parole, rapport sur l'état des illusions de la partie en cours, révélations sur le principe du monde comme représentation, contenu véritable de la prochaine insurrection, décret universel de l'abolition de l'Univers, congrès féroce sur le dépassement de la téléologie, naissance d'une idée.

Contrairement à ce que croyaient les assembléistes du parti du contenu, l'impulsion autonome née dans les assemblées a été très faible par rapport à la colère majestueuse de l'insurrection. Que ce soit en émotion ou en pensée, les assemblées vivaient sur une substance fournie par l'insurrection, et pas par les conditions auxquelles s'oppose l'insurrection, qui sont la grisaille de la société économiste, la poussière de son temps, la pléthore révulsée de son esprit. La pénurie de négatif dans

les assemblées mêmes a sans doute été leur perte, ce qui les a cantonnées dans cette figure du lac d'écoulement ; pas le déluge, mais ce qui empêche le déluge. L'incapacité de se contredire formellement, ouvertement, l'incapacité d'aller au bout des différends a rendu stérile ce qui était si fécond. En ne poussant pas les idées avec toute la vigueur du combat de rue, le respect de l'écoute s'est dégradé en politesse, en hypocrisie ; l'antagonisme des idées est devenu une juxtaposition de lieux communs, parce qu'il y avait là des commencements de mouvements d'idées qui se sont arrêtés à la simple joie d'être formulés, sans aller jamais à la totalité, avec le mouvement de ce qui est, arrêtés net par la prochaine idée avancée, comme la liberté de la propriété privée s'arrête net à la clôture du voisin : le mélange des pensées individuelles et collectives, la furie de la pratique de l'aliénation ont été, somme toute, modérés par rapport au vaste champ découvert. Leur refus du négatif a fait des assemblées un territoire neutre, pas cette terre brûlée par la rage de la révolte dont on sait qu'elle n'est que le désert à traverser. Ici, on a voulu peupler le désert, on a pris l'extrême volubilité, si probe et si variée, pour une oasis dans laquelle on pourrait vivre toujours. L'absence de négatif a empêché de même envisager le dépassement des assemblées. C'est une des illusions majeures lorsque la sphère du jeu est confondue avec le monde : cette vieille idée religieuse de Terre promise, ce nauséeux mirage qu'on appelle le bonheur, et qui présuppose une vie de satisfaction infinie, mais qui n'est que l'un des plus vastes cimetières du possible.

La véritable modestie des assemblées est dans cette autocensure du négatif. C'est une modestie insupportable : voilà un moment historique dont les acteurs ont vu petit. Au moment où leur propre oscillation leur avait fait quitter l'enclos, ils ne se sont pas tenus pour responsables de cette sortie d'enclos. Ils n'ont pas revendiqué ce qui eût été la moindre des choses : la critique de tout ce dont ils étaient issus. Philosophie, sciences, activité humaine, passé, présent et futur, tout devenait radicalement différent dans la perspective de leur tribune. Mais non : ils n'ont même pas signifié à leurs « alliés » piqueteros que leur retard, en terme d'embrassade du possible, ne leur permettait pas de monter sur leur estrade, qu'ils ont laissé envahir par tant d'agents conservateurs ; ils n'ont pas su exclure dans leurs propres rangs ; ils n'ont rien choisi ni tranché. Ils ont épuisé le négatif accumulé en décembre 2001, comme s'il s'agissait d'une rente acquise en douce, eux qui, hypocritement, se disaient ennemis de la corruption. Leur pruderie devant le négatif, leur timidité à se confronter entre eux a trahi leur être-là. Ils ont d'abord oublié, puis condamné la violence même dont ils sont issus, donnant raison à la grande frange d'entre eux qui n'avait pas participé à l'insurrection.

On peut sans doute se réjouir et s'émerveiller que cette expérience de la parole publique ne se soit jamais posée en double pouvoir, parce que tout simplement elle n'était en rien un pouvoir, un double de l'Etat. En cela elle a dérouté toutes les attentes et elle a pu durer, trouver son ampleur et atteindre les limites dont il est ici question. Mais on doit aussi s'étonner d'une telle faiblesse : si l'Etat était rejeté, les assemblées pensaient-elles qu'il tomberait par le mépris et l'indignation ? Que l'essentiel n'ait pas été la chute de l'Etat honore cette expérience, lui donne une élévation et révèle une profondeur dont on n'avait pas eu d'exemple depuis deux décennies. Mais que la question de l'Etat ne soit pas réapparue au détour de la question de la communication, que la destruction de l'Etat n'ait pas été résolue, même en tant que détail, est cette même infirmité qui fait que jamais les assemblées n'ont su conclure, trancher, choisir, décider, en un mot se débarrasser des scories éternelles de leur passé. Finalement, le fait que les assemblées n'aient jamais été en opposition directe avec l'Etat en tant que tel révèle plutôt leur faiblesse comme étant un affaiblissement de l'insurrection, qui était si clairement et nettement opposée à l'Etat.

3. La société attaquée par l'insurrection en Argentine secrète ses propres défenses, relativement inédites. La middleclass, qui est une forme de maladie reichienne, une mue immunitaire, un pourrissement des organes, une noyade de la décision et de la précision dans le culte de l'individu et dans la représentation, a paralysé et empêché d'envisager un dépassement des assemblées en Argentine. En décembre 2001 et janvier 2002, elles ont été envahies par un afflux de cette « classe moyenne », plus nettement désignée dans ce pays que dans les contrées où le terme de « classe » est trop effrayant ou trop répugnant. Cette « classe moyenne » argentine n'était pas la « middleclass » américaine d'Europe et des environs ; elle était sincèrement opposée à la société qui s'insinue à travers l'information dominante, à travers la gestion libérale, à travers un exécutif corrompu. Mais cette population-là a d'abord envahi et occupé les assemblées, et cet afflux soudain, hardi au début, complaisant assez rapidement, en a exclu, de fait, les gueux, les pilleurs, les tape-dur, les enfants qui, dans la Pampa, attrapent les chevaux sauvages pour les manger. Les insurgés, certainement, sont venus dans les assemblées ; mais ils y ont été marginalisés et n'y sont pas restés. Vainqueurs dans la rue, les émeutiers de la bataille de la place de Mai ne l'ont pas été dans le discours public qui se construisait là. Les assemblées ont donc été très vite ankylosées par une « classe moyenne » plus prudente qu'enragée, plus raisonnable que sensée et plus souvent poussée là par sa curiosité consommatrice que par cette imagination si fertile dans les révolutions.

Partout, cette « classe moyenne » s'est alors retrouvée devant les choix qui ont fait cette pourriture du vivant qu'est la middleclass ; et dans la plupart des cas, les assemblées ont fait les choix qui intègrent la classe moyenne dans la middleclass et non ceux qui la combattent : refus du négatif, rejet de la violence, neutralité contre l'Etat, moralisation du débat, tolérance du nationalisme. Les thèmes mêmes des résolutions des assemblées, même si elles sont inopérantes et que leur fonction semble surtout avoir été la mise en trompe-l'œil du parti trivial, sont presque exclusivement des préoccupations de la middleclass : économie, politique, et diverses prises de positions sociales, rien qui se projette en dehors du cadre actuel de la société, un cahier de doléances pour des réformes, un pronunciamiento de l'inoffensif. L'attitude des assemblées par rapport aux médias en a fait un stage accéléré de middleclassisation : rejet des médias classiques, mais au profit de l'Internet, qui s'y substitue sans critique ; développement accéléré, par conséquent, de la « pensée en réseau » de toute la « classe moyenne » argentine. On peut dire, de même, que la vision du monde par les assemblées porte la trace réformatrice de la middleclass : le drapeau argentin au centre, aucun contact, pas même une recherche de contact avec les insurgés dans le monde, comme ceux d'Albanie, d'Indonésie, d'Algérie, mais de fréquents soutiens à toute la racaille moderniste ou degauche, comme Porto Alegre, la gauche française qui manifestait contre Le Pen, et, sinon, une vision déjà éclatée et parcellaire des différentes révoltes d'Amérique latine, annexées selon des parentés idéologiques plutôt que selon la sympathie des faits, comme des soutiens honteux au « peuple cubain », cette abstraction stalino-castriste.

La répudiation implicite du négatif, autant parce qu'elle a immobilisé le débat que parce qu'elle en a évincé les gueux, a fait que les assemblées en Argentine ont aussi été, et c'est peut-être leur principale limite, une transformation accélérée de l'ex-classe moyenne, cet hybride honnête, prude et petit-bourgeois, en middleclass, ce ventre mou qui se prétend jouisseur et tempéré. Si les assemblées sont, sans doute, un lieu de prédilection pour la couche des valets inférieurs de cette société, la couche des valets inférieurs de cette société est le terreau fertile de la middleclass, cette corruption des pauvres. Et le fait de n'avoir pas poussé l'avantage se paie ensuite : pour échapper au virus, il ne faut pas le laisser vous rattraper ; si on court plus vite que lui, si on prend en charge l'histoire, alors on le dissout ; sinon, c'est lui qui vous ronge. Comme on l'a vu dès Jakarta, la middleclass

aujourd'hui se nourrit des révoltes, dès qu'elles sont battues, si elles restent isolées. En Argentine la défaite a été plus longue à se dessiner qu'en Indonésie, mais c'est principalement une victoire de la midlleclass.

4. Depuis la révolution iranienne, nous savons que ce qui manque aux pauvres de ce monde n'est pas le courage dans le corps-à-corps, mais le courage dans le tête-à-tête. Le renforcement absurde, qui est en cours, des moyens de coercition de la société middleclass – de l'emprisonnement massif à la surveillance active en passant par le matraquage d'une image du monde comme mosaïque déformée et éclatée à travers l'information dominante, le tout sans opposition audible – ne semble pas avoir permis une diminution significative de la révolte ouverte, sur la période après la fin de la dernière grande vague de cette révolte, en 1993. Mais depuis la dissolution du mouvement ouvrier, cette révolte manque de sens et de but, comme si la révolte n'était, selon la fable de l'information dominante à laquelle se sont ralliés de nombreux résignés récents, qu'une réaction épidermique, colère, humeur, caprice ou fait divers. D'avoir permis aux actes négatifs d'être dégradés à une telle interprétation officielle indique les conséquences du manque de courage des idées, dans la durée. Emeutiers et insurgés semblent aujourd'hui incapables de formuler leurs projets pour l'humanité, que ce soit sous l'effet de leurs propres divisions ou que ce soit comme résultante de leur ignorance et de l'habitude à penser petit.

L'insurrection en Argentine a exprimé la perception de ce manque, à défaut d'en être déjà la conscience. Ces assemblées, si faibles et si imparfaites, ont rappelé les deux conditions sine qua non d'un débat sur l'humanité dans le monde actuel : la probité, qui est le préalable indispensable à la recherche de la vérité, non pas une question morale, mais une question technique de règle du jeu qui permet une base d'accord minimum et une confiance nécessaires pour que le débat s'émancipe justement de ces questions de forme dans lesquelles il s'enlise si souvent ; et l'anonymat, qui présuppose que la satisfaction est dans le but seul, même si ce but n'est pas encore connu, et qui permet surtout d'invalider la suprématie de l'individu, de la conscience, dans le phénomène de la pensée, c'est-à-dire d'utiliser l'aliénation et d'introduire, dans le cours du débat, la puissance sans limite connue de la pensée collective.

Couronnement d'un processus de révoltes dans le monde, dont les acteurs s'ignorent réciproquement (ce qui est devenu la règle, antihistorique, depuis la dissolution du vieux mouvement ouvrier), les assemblées en Argentine ont fini sans finir. De même, l'assemblée générale de Jussieu s'était peu à peu évanouie, et si le debord of directors avait eu une fin soudaine, il a trouvé sa suite interminable dans un site qui lui ressemble, le Debord(el), où une petite partie des mêmes acteurs continue apparemment d'éterniser le même embryon de débat. Mais dans la rue aussi ce sont des évanescences qui remplacent les défaites franches de jadis : ce n'est pas la répression qui a mis fin au vigoureux mouvement des *albanais* et au grand pillage de Jakarta ; en Algérie aussi la révolte s'est épuisée, érodée, sans que sa défaite n'ait été, sur place, rapportée à une bataille particulière sur le terrain. C'est désormais une caractéristique de l'époque, caractéristique que ne connaissaient pas les bataillons du prolétariat, toujours battus en batailles ouvertes, des grandes révoltes du XIXe siècle, dont l'apogée a été la Commune de Paris, en passant par la guerre d'Espagne, les révoltes contre les staliniens en 1953 et 1956, et dont le Mai 68 parisien – où les situationnistes ne s'expliquaient pas le « peu » qui avait permis d'échapper à une répression massive – a été le contre-exemple avant-coureur : la répression s'égare, les révoltes se dissipent en tournant en rond sur des champs de bataille sans trouver la sortie, alors que l'ennemi n'en trouve plus l'entrée.

Ces défaites non causées par la répression directe se sont donc multipliées – et ce sont désormais les carnages d'insurgés, comme celui encore largement occulté d'Irak en 1991, qui constituent les exceptions qui confirment la règle. Depuis la lente dégradation de l'insurrection de Mogadiscio qui, déjà très affaiblie par le retour de la hiérarchie clanique et par les buts marchands de nombreux partis en présence, avait pourtant réussi, après avoir dissous durablement l'Etat, à chasser l'armée américaine, la police de la middleclass elle-même ne s'aventure que rarement hors du champ de l'information dominante. La société de cette information ne comprend plus elle-même les révoltes qu'elle suscite. Lorsqu'une révolte l'emporte, partiellement, remporte une bataille, les insurgés se retrouvent entre eux, et l'ennemi leur cède cette communauté, parce qu'il n'en comprend ni l'intérêt ni le danger. Cette faiblesse ennemie est identique à la faiblesse des insurgés, qui eux-mêmes sont alors arrêtés au milieu de leur progression, comme frappés de cette stupeur d'avant-garde dans une offensive militaire, quand l'avancée à travers le territoire ennemi a été si rapide que la liaison avec le ravitaillement et les lignes de communication est perdue. Notre vision des choses, simple dans la négativité de l'affrontement, se perd dès que la perspective est à construire, et à remplir. Dans ces moments où tout est à faire, brèves tangentes avec l'histoire, où resurgissent et s'imposent l'indécision et le manque de confiance, la timidité dans les idées et dans les théories, les recours aux vieilles idéologies du monde dépassé, une autre peur triomphe, qui est la peur de ce plaisir de l'indécision, cette peur qu'on prête aux aventuriers des siècles passés avançant en frémissant dans un avenir inconnu de tous et hostile de tous les côtés. Les gueux sont capables aujourd'hui d'embrasser une telle carrière, mais pas des valets mécontents qui, face aux éclaircies du possible, reconstituent les comportements issus du passé non maîtrisé où leur petitesse même n'était pas en cause : arrivisme, soumission, mise en cause de la réalité de la révolte, rêves petits-bourgeois de richesse matérielle, de satisfaction, de bonheur, de paradis, tout le grand roman que la middleclass se chante quotidiennement à plein volume à en saturer tous les supports d'information.

C'est encore l'aliénation qui est venue s'enrouler dans l'antagonisme puissant entre les hommes conscients de leurs intérêts opposés. Soudain, cette curieuse tempête de sable a effacé les frontières entre les lignes, les clivages entre les idées, les intolérances de principe, les objectifs posés par-dessus quelques obstacles visibles. Dans un brouillard shakespearien où le minuscule et l'énorme se côtoient et s'inversent, où les pensées courent plus vite que les cervelles, et où les épées dressées ont oublié de quitter leur fourreau, c'est une espèce de cacophonie donquichottesque, un surplace effréné, une overdose d'idées indigestes, un fracas inutile, une clameur dont l'articulation reste incompréhensible comme une langue étrangère, un sourire féroce auquel il manque le sang.

La mise en cause de la réalité de la révolte dans un mouvement de révolte qui l'emporte est certainement l'un des tributs que nous devons payer à notre insuffisante connaissance de ce jeu qu'est l'histoire. Les assemblées en Argentine ont perdu le jeu qui les animait à force de vouloir le conserver. Le rapport de force entre ceux qui étaient dans la sphère et ceux qui étaient en dehors s'est inversé : les passants blindés qui traversent les carrefours pressés par leurs obligations quotidiennes y sont à nouveau plus nombreux que les humains assemblés en assemblées générales, qui y discutent du mouvement de la pensée dans le monde, et qui, en menant cette discussion, font ce mouvement. Ce jeu paraît alors avoir été comme la société marchande, mercantile, utilitariste, la société de la division infinie du travail, l'a toujours voulu : *seulement* un jeu. La *triste* réalité de ce monde, sa poussière, l'emporte à la longue sur l'accomplissement projeté, sa lueur sauvage, qui n'est rien d'autre que la réalisation du jeu, *superbe* réalité.

texte de 2004

AVERTISSEMENT

Les textes dont Naggh est l'auteur ont été révisés dans le sens d'une unification typo-orthographique.

Les citations, en revanche, ont été reproduites le plus fidèlement possible, sans souci d'unification ni d'orthographe.

LISTE DES CARTES

Albanie 31

Indonésie / Les émeutes de janvier et février 1998 en Indonésie 48

Jakarta 66

L’assemblée de Jussieu vue d’en haut 79

Traversée du debord of directors 107

Algérie / Kabylie 139

Argentine 174

Agglomération de Buenos Aires 209

Buenos Aires Capitale fédérale 210

Buenos Aires centre-ville 211

TABLE

PRÉAMBULE

A – Inscription au cours de l'histoire 7
B – Du sens de l'histoire 8
C – De la réalité dans l'histoire
La révolution est passée de mode 12
Raccourcissement de la vue 14
Modifications dans les formes de la révolte 16
D – De l'histoire comme projet
But 19
Structure 20
Notes techniques 21

INTRODUCTION 23

• PILLAGE •

ALBANIE – 1997

A – Le pays le plus riche d'Europe 29
CARTE 31
B – De la guerre des slogans à la guerre des pierres 34
C – Guerre des armes 37
D – Enlisement 44

INDONÉSIE – 1998 49

CARTES 48
I – LA VAGUE D'ÉMEUTES DE JANVIER-FÉVRIER 1998 EN INDONÉSIE 49

II – LE GRAND PILLAGE DE JAKARTA EN MAI 1998 54

L'Etat indonésien 55
La « crise asiatique » 57
L'information dominante et l'Indonésie 59
Bon petit pillage 62
Grand pillage 63
CARTE 66
Du 12 au 15 mai 67
Lignes de fuite 73

• TROUBLES DE LA PAROLE •

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CHÔMEURS À JUSSIEU – 1998

A – Connaissance et ignorance 77
CARTE 79
B – La partie médiatique du mouvement des chômeurs : « Qui sème la misère récolte la colère » 81
C – Quelques contenus de l'assemblée générale des chômeurs de Jussieu
Les règles du jeu 88
Le chômage et le travail 93
Présence de l'assemblée de Jussieu dans Paris 98
Présence de l'assemblée de Jussieu dans le mouvement des chômeurs 100

LES TÉLÉOLOGUES SUR LE DEBORD OF DIRECTORS – 1998-2001

A – Le théâtre des opérations 105
CARTE 107
B – De l'automne 1998 à l'été 1999 : premières escarmouches 109
C – D'août à la fin de l'année 1999 : la première bataille 113
D – De janvier à mai 2000 : la bataille décisive 117
E – Du printemps 2000 au printemps 2001 : pousser l'avantage 126
F – Ce petit théâtre était sur un grand boulevard 132

• ASSEMBLÉES •

ALGÉRIE – 2001

A – De 1962 à 2001
L'Algérie en particulier 137
CARTES 139
La Kabylie en général 140
B – Le printemps 2001
18-30 avril : dilatation des cœurs 142
1er-18 mai : contraction des esprits 144
Positions des ennemis traditionnels de l'émeute 147
19-31 mai : dilatation des esprits 148
1er-11 juin : contraction d'El Kseur 151
Apogée : les cœurs et les esprits débordent la Kabylie 153
C – L'été 2001
Vague d'émeutes de juin 155
Une erreur d'optique 157
Juillet 2001 159
Août 2001 162
Septembre 2001 164
D – De la durée des défaites 167

ARGENTINE – 2001-2002

CARTE 174

I – C'EST OÙ L'ARGENTINE ?

A – De 1890 à 1989 (ou De Martín Fierro à Maradona) 175

B – De 1989 à 2001

Critique de l'économie 186
A propos des prétextes des émeutes 190
Ce que sont les piqueteros 195

CARTES 209

II – L'insurrection de décembre 2001

Début décembre 212
Les 19 et 20 décembre dans l'information 214
Du soir du 18 à l'après-midi du 19 décembre 2001 : la grandeur du pillage 216
La nuit du 19 au 20 décembre 2001 : le premier cacerolazo 224
La journée du 20 décembre 2001 : la bataille de la place de Mai 227
La nuit du 20 au 21 décembre 2001 : le deuxième cacerolazo 233
Fin décembre et le cacerolazo du 28 décembre 2001 234

III – Janvier 2002

A – Naissance des assemblées 243

Le cacerolazo du 1er janvier 244
Naissance des assemblées 246
Le cacerolazo du 10 janvier 251
La première Interbarrial, le 13 janvier 2002 254
Floraison 256

B – Mutation dans l'information dominante

L'information dominante traditionnelle 261
L'Internet et Indymedia 263
Le mouvement de révolte et l'information 267
Ambiance, fin janvier 270

IV – Forme, contenu et perspective des assemblées

Panorama des assemblées 273
Fonctionnement 276
L'Interbarrial 281
Contenu apparent des débats 289
Ce qui n'est pas apparu du débat des assemblées 298
Limites des assemblées 304

Avertissement 311

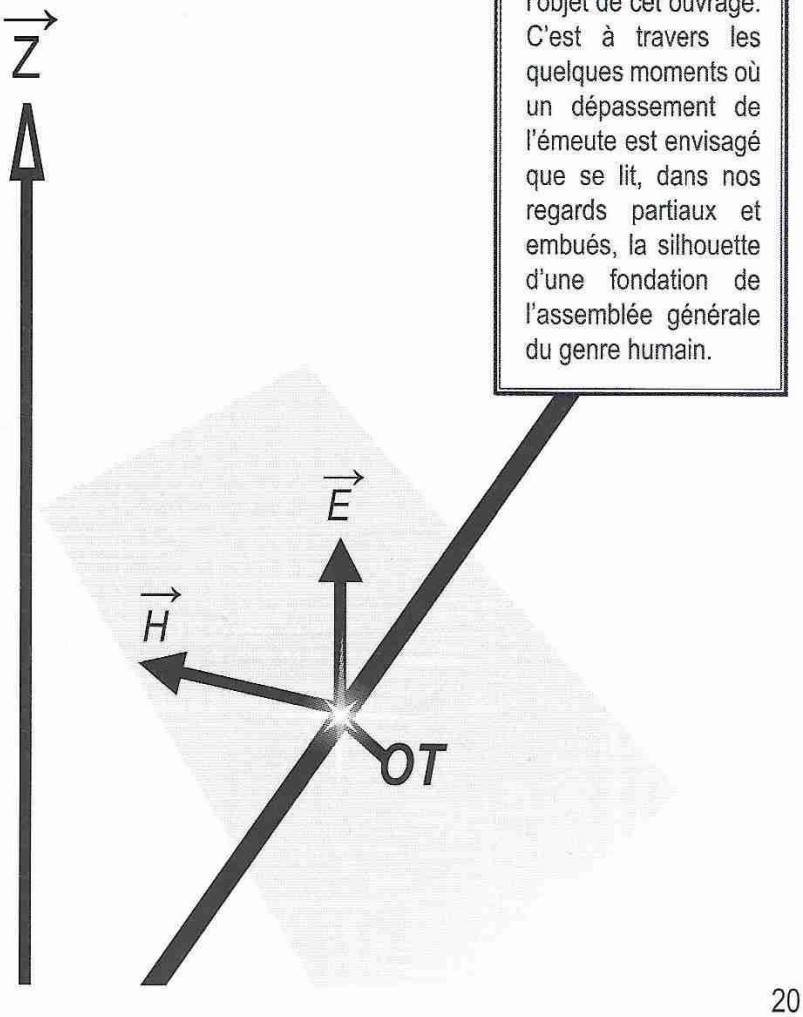
Liste des cartes 312

TABLE 313

édition de mars 2025

Albanie 1997 – **Indonésie** 1998
Jussieu 1998 – **Debord of directors** 1998-2001
Algérie 2001 – **Argentine** 2001-2002

Pour expliquer ce qui le retenait à Buenos Aires, alors que sa maison est en Patagonie, César, d'un geste circulaire, désigna la douzaine de participants à cette réunion de commission : « Tu lances une idée, et une semaine après elle revient – et le mouvement circulaire du bras s'accomplissait –, mais ce n'est plus la même idée, elle est enrichie, développée, elle a pris une direction inattendue ; et parfois même, ce n'est pas du tout ce que tu as lancé au départ, c'est comme l'inverse de ce que tu avais dit. »



L'au-delà de l'émeute, devenue l'acte pivotal de toute révolte collective dans le monde, est l'objet de cet ouvrage. C'est à travers les quelques moments où un dépassement de l'émeute est envisagé que se lit, dans nos regards partiaux et embués, la silhouette d'une fondation de l'assemblée générale du genre humain.

Editions Belles Emotions

20 euros

9 782950 590848